DE BOURMONT
Maltôt
(Calvados)
TOUJOURS AU DROIT

AD 607/58

RECHERCHES
HISTORIQUES
CONCERNANT
LES DROITS DU PAPE
Sur la Ville & l'Etat d'Avignon.

RECHERCHES

HISTORIQUES

CONCERNANT

LES DROITS DU PAPE

Sur la Ville & l'Etat d'Avignon ;

AVEC LES PIECES JUSTIFICATIVES.

BIBLIOTHEQUE S.J.
Les Fontaines
60500 CHANTILLY

M. DCC. LXVIII.

RECHERCHES

HISTORIQUES,

Concernant les Droits du Pape, ſur la Ville & l'État d'Avignon.

LA vente de la ville, & du territoire d'Avignon au S. Siége, eſt un de ces événemens intéreſſans dont tous les Hiſtoriens parlent, & que pluſieurs habiles Juriſconſultes ont examiné, ſans que les ſentimens du public diviſé par l'eſprit de parti, aient encore pû ſe réunir ſur le jugement qu'il faut en porter.

Conring & Dupuy, deux ſavans illuſtres, l'un en Allemagne & l'autre en France, ſe ſont diſtingués parmi ceux qui ont attaqué la validité de cette aliénation.

La Cour de Rome, de ſon côté, trouva des apologiſtes. Une foule d'Auteurs s'eſt contentée depuis cent ans de répéter les argumens & les raiſons alléguées de part & d'autre, & les a réduit en ſyſtêmes. Comme cette cauſe à été ſoutenue des deux côtés avec une chaleur contre laquelle le public eſt toujours en défiance, il deſiroit depuis long-temps, qu'unEcrivain impartial entreprît la diſcuſſion approfondie de cette matiere intéreſſante, & pesât les droits reſpectifs dans la balance de la vérité & de la juſtice. On ſe propoſe, dans cet écrit, de remplir une partie de cette tâche, en traçant un tableau fidele des événemens qui ont précédé & ſuivi l'aliénation d'une Ville, qu'on avoit juſqu'alors regardée comme le boulevart de la Provence. Les réflexions qui naiſſent du fond du ſujet ſeront ſommairement indiquées; mais on laiſſera aux Publiciſtes & aux Politiques à faire uſage des matériaux qu'on leur préſente.

La ville d'Avignon eſt peut-être la ville du Royaume qui a éprouvé les plus nombreuſes révolutions: fondée par les Marſeillois, peuplée après la conquête des Gaules, par une colonie Romaine, elle fut compriſe par l'empereur Auguſte dans la Gaule Narbonnoiſe, & par Adrien dans la ſeconde Viennoiſe. Après la chûte de l'Empire, elle paſſa ſucceſſivement ſous la domination des Viſigoths, des Bourguignons, des Oſtrogoths, des rois d'Auſtraſie & des Sarazins. Repriſe par Charles Martel ſur ces barbares, elle obéit aux rois Carlovingiens juſqu'en 880, qu'elle devint une des premieres cités du royaume d'Arles, & enfin la capitale du marquiſat de Provence, qui s'étendoit ſur la rive gauche du Rhône, depuis le confluent de l'Iſere juſqu'à la Durance.

Gilbert, dernier comte & marquis de Provence, de la premiere Race de ces Comtes, étant mort en 1108, ſa ſucceſſion fut diſputée par ſes deux filles, dont

l'aînée, Douce, avoit épouſé le comte Raimond Berenger de Barcellone; la ſeconde, nommée Faydidie, étoit femme d'Alphonſe dit Jordain, comte de Toulouſe. Ce différend dura juſqu'en 1125; que les deux ſœurs convinrent d'un accommodement, en vertu duquel toute la partie ſupérieure de la Provence, qui étoit renfermée entre les rivieres de l'Iſere & de la Durance, *& la moitié de la ville & du territoire d'Avignon* demeurerent au comte de Toulouſe; & l'autre moitié de cette Ville, avec le reſte de la Provence depuis la Durance juſqu'à la mer, devint le partage du comte de Barcellone. On ajouta à ces conditions la ſtipulation remarquable, que ſi l'une ou l'autre Maiſon venoit à s'éteindre, la ſurvivante recueilleroit ſa portion du comté de Provence, & qu'en attendant il ne leur ſeroit point permis de faire des aliénations de leurs domaines reſpectifs.

PREUVES N° 1.

PREUVES N° 2.

Les choſes demeurerent en cet état juſ

qu'au milieu du XIIIe. ſiecle, que ces deux Maiſons s'éteignirent preſqu'en même-temps.

Raimond Berenger, dernier comte de Provence de la maiſon de Barcellone, mourut le premier en 1245, & laiſſa ſes Etats à ſa fille Béatrice, qui les porta, en la même année, à ſon mari Charles de France, comte d'Anjou, frere du roi S. Louis; & un autre frere de ce grand Roi, Alphonſe, comte de Poitiers, recueillit quatre ans après la ſucceſſion de Raimond VII, dernier comte de Toulouſe, en faveur de ſon mariage avec Jeanne, fille & héritiere unique de ce Seigneur.

Le premier ſoin des nouveaux comtes de Provence & de Toulouſe, fut de ramener ſous leur obéiſſance les citoyens d'Avignon, qui avoient profité des troubles occaſionnés par la guerre des Albigeois, pour ſe ſouſtraire à leur domination. Les deux freres les obligerent en

PREUVES N.° 3 & 4.

1251, de ſe ſoumettre de nouveau à leur juriſdiction & ſouveraineté, & leur confirmerent enſuite leurs anciens priviléges.

Aphonſe, comte de Toulouſe & ſeigneur par indivis de la ville d'Avignon, mourut en 1270 ſans laiſſer d'enfans. Il fut ſuivi de près par ſa femme Jeanne, qui inſtitua le roi Philippe le Hardi, héritier univerſel de ſon comté de Toulouſe. Quant au comté Venaiſſin, & à la moitié de la ville d'Avignon, elle les légua à ſon beau-frere Charles I, comte de Provence & roi de Naples, à qui cet héritage étoit deja acquis par la tranſaction de 1125, dont il a été parlé ci-deſſus.

Mais le roi Philippe le Hardi, non content d'avoir occupé le comté de Toulouſe, s'empara auſſi du comté Venaiſſin & de la ville d'Avignon, & garda le premier juſqu'en 1273, qu'il le céda au pape Gregoire X, & la moitié de la ville d'Avignon juſqu'en 1290, que Philippe le Bel la remit à Charles II;

PREUVES N.° 5.

roi de Naples & comte de Provence, pour le dédommager en quelque maniere des comtés du Maine & d'Anjou, que ce Prince avoit donnés en dot à ſa fille Marguerite, femme de Charles de France, comte de Valois & frere du Roi.

C'eſt ainſi que les deux moitiés de la ville d'Avignon furent réunies ſous un même ſouverain, après avoir été ſéparées pendant 165 ans, depuis le traité de 1125 juſqu'à celui de 1290.

Cette Ville eut bien-tôt après l'avantage de devenir la réſidence ordinaire des ſouverains Pontifes. Clément V. après avoir ſucceſſivement établi ſon Siége à Poitiers & à Bordeaux, le fixa enfin à Avignon en 1305, ſous le bon plaiſir du roi Charles II, qui ne prévoyoit pas que ces hôtes nouveaux deviendroient inceſſamment ſouverains de la retraite qu'il leur accordoit.

Charles II. mourut en 1309, après avoir fait un teſtament très-remarquable. Com- PREUVES N.° 6.

me ſon fils aîné avoit hérité du royaume de Hongrie, aux droits de ſa mere Marie, Charles inſtitua héritier univerſel du royaume de Naples & du comté de Provence, ſon fils puîné Robert & ſes deſcendans mâles à perpétuité; en leur ſubſtituant, quant au comté de Provence ſeulement, ſes autres fils ſuivant l'ordre de primogéniture, & leurs deſcendans mâles ſuivant la proximité du degré, & n'appellant les femmes à cette ſucceſſion qu'au défaut abſolu d'hoirs mâles iſſus & deſcendans de ſes fils.

Cette Pragmatique-ſanction n'empêcha pas le roi Robert de faire en 1331, une diſpoſition toute différente en faveur de ſes deux petites filles, Jeanne & Marie, filles de ſon fils unique Charles, duc de Calabre. Il s'aſſura d'abord, pour cet effet, de l'aveu des Etats de Provence, & particulierement de la ville d'Avignon, en lui *faiſant prêter hommage à ces deux jeunes Princeſſes.*

PREUVES N° 7.

Il maria, en 1333, l'aînée à ſon petit neveu André, fils du roi de Hongrie, auquel ſa ſucceſſion appartenoit par le teſtament de Charles II, & fit lui-même un autre teſtament en 1343, dans lequel il s'efforça inutilement de prévenir les événemens qui arriverent cinq années après. PREUVES N.° 9.

Il y inſtitua ſon héritiere univerſelle ſa petite-fille Jeanne, & par ſubſtitution directe & fidéi-commiſſaire, ſon autre petite-fille Marie, comteſſe d'Albe. Comme ces deux Princeſſes étoient encore mineures, il confia la régence de tous ſes Etats à la reine Sanchette ſa femme, aſſiſtée de l'évêque de Cavaillon, du ſénéchal de Provence, de l'amiral de Naples & d'un certain Charles Artus; déclarant nuls de toute nullité, ſans force & non avenus, tous contrats onéreux, & principalement toutes ſortes d'aliénations quelconques, que la reine Jeanne & ſon mari feroient juſqu'à leur majorité ſans la participation & le conſentement ex-

près de ce Conſeil de Régence. Enfin, pour aſſurer l'obſervation invariable de ces diſpoſitions, il les fit confirmer & ratifier par ſerment, par la reine Jeanne, alors âgée de dix-huit ans, par ſon mari André & par la princeſſe Marie.

PREUVES N.° 8.

Ce ne fut pas la ſeule précaution que Robert prit pour conſerver en entier le domaine de la Provence : nous avons de lui un édit de l'année 1334, où il s'engagea ſoi-même par les plus fortes proteſtations, & enjoignit à ſes héritiers, ſous peine de ſa malédiction, de ne démembrer jamais ce domaine par des aliénations quelconques, en faveur de qui que ce pourroit être.

Jeanne ſuccéda en 1345 à ſon ayeul, ſous la régence de ſa grand-mère & des quatre Seigneurs qui formoient ſon Conſeil. Il ſeroit inutile de rapporter ici les événemens horribles qui ſignalèrent le commencement du regne de Jeanne, & qui aboutirent à la mort funeſte de ſon mari, lâchement aſſaſſiné en 1345. L'a-

trocité de cette action révolta contre elle tout l'univers. Le roi de Hongrie fondit avec une armée nombreuſe ſur ſes Etats d'Italie, & le pape Clément VI la cita elle-même devant ſon tribunal, pour s'y juſtifier comme ſa vaſſale, en qualité de reine de Naples, de l'aſſaſſinat du jeune André qu'on lui imputoit. Jeanne qui venoit de ſe remarier à ſon oncle à la mode de Bretagne, Louis prince de Tarente, ſe hâta d'autant plus de ſe rendre à cette ſommation, qu'il n'y avoit que la faveur & la protection du ſouverain Pontife qui pouvoient la rétablir ſur le trône de Naples, & lui aſſurer celui de Provence, que les prétentions de ſes grands oncles n'avoient déjà que trop ébranlé.

Arrivée à Avignon, elle plaida ſa cauſe avec tant de graces, que Clément VI & tout le ſacré Collége en furent attendris. Dès-lors ſa juſtification ne parut plus douteuſe à la cour d'Avignon. Cependant le Saint Père ne reconnut que l'année ſui-

vante ſon innocence, publiquement & authentiquement. On ſait que le jugement de la poſtérité n'a point été auſſi favorable à cette Princeſſe.

Ce fut dans l'intervalle de la comparution de Jeanne devant le ſacré Collége, & de ſon abſolution publique, que la vente d'Avignon fut conſommée.

Cette malheureuſe Princeſſe avoit été ſoupçonnée de tramer cette aliénation au moment même qu'elle arrivoit en Provence pour comparoître au tribunal de Clément VI. Ses Etats lui avoient fait à ce ſujet des remontrances d'autant plus impoſantes, qu'ils auroient pû, depuis la mort du jeune roi André leur maître légitime, méconnoître ſa ſouveraineté : mais la Reine avoit proteſté qu'elle n'avoit jamais eu cette penſée ; elle s'étoit même engagée envers ſes Etats, par une ſtipulation ſolennelle confirmée par ſerment, de n'aliéner jamais en faveur de qui que ce fût, aucunes villes, châteaux ni terres

PREUVES N.° 10.

dépendantes ou annexes des comtés de Provence & de Forcalquier ; elle avoit déclaré que ſi jamais elle contrevenoit à cette promeſſe, les villes, châteaux & diſtricts aliénés ſeroient en droit de s'y oppoſer & de refuſer l'hommage à leurs acquéreurs quelconques. Cette aſſurance tranquilliſa les Provençaux, & ils ne firent plus de difficulté de prêter à Jeanne le ſerment de fidélité qu'elle leur demandoit.

Ce fut quinze mois après ces promeſſes, que Jeanne vendit au pape Clément VI & à tous ſes ſucceſſeurs, par un contrat daté du 12 Juin 1348, de l'aveu & du conſentement de ſon mari Louis de Tarente, la ville & le territoire d'Avignon *en ſon comté de Provence*, pour la ſomme de 80000 florins d'or de Florence bien trébuchans, qu'elle déclara avoir reçus comptant, & employés à ſa plus grande utilité. PREUVES N.° II.

Cette vente indigna toute la Provence. Les Avignonois uſant de la faculté que la

capitulation de 1347 leur donnoit, refuſerent abſolument de ſe ſoumettre à leur nouveau Souverain. Ce ne fut que neuf ans après, qu'ils ſe déſiſterent enfin d'une oppoſition inutile, & prêterent au pape Innocent VI l'hommage que ſon prédéceſſeur n'en avoit jamais pu obtenir.

Il eſt certain que Jeanne n'étoit pas âgée de vingt-quatre ans quand elle conclud cette vente. La plupart des Hiſtoriens placent ſa naiſſance au commencement de 1326, & cette date paroît d'autant plus juſte, que le contrat de mariage de ſa mere n'a été ſigné qu'au mois de Janvier 1324. Jeanne pouvoit donc avoir, en 1348, tout au plus vingt-trois ans accomplis, & ſe trouvoit encore dans l'obligation de requérir en ces ſortes d'occaſions le conſentement des Régens que le roi Robert avoit nommés. Cependant il n'eſt point fait mention de leur aveu dans le contrat de 1348, & Jeanne ne s'y fonde que ſur l'approba-

tion de ſon mari Louis prince de Tarente.

Une circonſtance plus remarquable encore, puiſqu'elle regarde l'eſſence même du contrat, c'eſt que la Reine négligea entiérement d'y faire intervenir les parties intéreſſées. Elle ne conſulta ni les princes de Hongrie, iſſus du frere aîné de ſon ayeul Robert, ni les comtes de Durazzo, deſcendans du ſecond frere de ce Prince, auxquels le teſtament du roi Charles II donnoit un droit inconteſtable ſur la Provence. Elle crut même pouvoir ſe paſſer de l'aveu de ſa propre ſœur Marie, quoique tous ſes Etats fuſſent ſubſtitués à cette Princeſſe, par le teſtament du roi Robert, & qu'elle eût reçu, conjointement avec Jeanne, l'hommage & le ſerment de fidélité de la ville d'Avignon.

Jeanne ne borna pas là les démembremens du domaine de Provence; elle y garda ſi peu de meſures, que le pape Clément VI, uſant de l'autorité que ſa

qualité de pere commun des Fidéles, & la ſuzeraineté du royaume de Naples lui donnoient ſur cette malheureuſe Princeſſe, déclara en 1349, par une bulle particuliere, *nulles & non-avenues toutes les aliénations qu'elle avoit faites, tant au royaume de Naples qu'en Provence, depuis la mort du roi Robert, d'autant que ce Prince les avoit expreſſément prohibées par ſon teſtament.*

Voyez Bouche, Hiſtoire de Provence, tome 2. à l'ann. 1349.

Il réſulte de cette bulle, que Clément VI étoit inſtruit que toute aliénation étoit interdite à la reine Jeanne, & que la nullité des engagemens qu'elle avoit contractés étoit ſi notoire, que ce Pontife crut être de ſon devoir de les anéantir, en vertu de ſon autorité Apoſtolique. On ignore les motifs qui firent qu'Avignon demeura excepté de la révocation générale, & qui autoriſerent Clément VI à ne pas réſilier en même temps le contrat qui le rendoit maître de cette ville.

A peine la reine Jeanne fut-elle deve-

nue

nue majeure, que convaincue de l'illégitimité des aliénations faites pendant ſa minorité, elle publia un édit, daté du 15 Septembre 1350, dont les moindres expreſſions méritent d'être remarquées. PREUVES N° 13.

Elle expoſe d'abord, que les loix accordoient à ſes moindres ſujets la reſtitution en entier, contre toutes les conventions préjudiciables à leurs intérêts qu'ils faiſoient pendant leur minorité; elle rappelle enſuite l'édit & le teſtament de ſon ayeul, qui défendent abſolument toutes les aliénations du domaine de la Provence. Elle avoue après ce préambule, « que *ſon Ex-* » *cellence*, entraînée par les malheurs des » temps, vaincue par l'importunité *de gens* » *puiſſans*, abuſée par différentes *aſtuces*, » & ſuccombant à la fragilité de ſon ſexe » & à l'imbécillité de ſon âge, avoit contre- » venu en plus d'une maniere à ces loix » ſacrées: Quoi voulant réparer, elle or- » donne par ce préſent édit, confirmé & » rendu inviolable par un ſerment prêté

» ſur les ſaints Evangiles, que toutes les » aliénations dont elle s'étoit rendue cou- » pable depuis la mort de ſon ayeul, à quel » titre & en faveur de quiconque elles » euſſent été faites, *même quand elles* » *auroient été munies de l'approbation de* » *ſon mari*, fuſſent cenſées & réputées, com- » me elles étoient en effet, nulles, vaines, » & de nulle valeur, pour avoir été arra- » chées par erreur, ſéduction ou importu- » nité de gens puiſſans, à une femme *mi-* » *neure*, malgré les défenſes expreſſes de » ſes ancêtres, & contre ſes propres enga- » gemens ».

Jeanne ne pouvoit pas ſe rétracter d'une maniere plus énergique, ni peindre avec de plus fortes couleurs les moyens dont on s'étoit ſervi pour l'engager à démembrer le domaine de la Provence.

Ces lettres patentes n'ayant pas produit tout l'effet qu'on en devoit naturellement attendre, la Reine caſſa de nouveau, par un ſecond édit de l'année 1365, toutes les

PREUVES N.° 14.

aliénations qu'elle avoit faites contre la défenſe expreſſe du roi Robert ; & réuniſſant de rechef à ſon domaine, en vertu de cette diſpoſition, les villes, châteaux & terres qui avoient appartenu à ſon ayeul, ou qu'il avoit poſſedés le jour de ſa mort, elle enjoignit par un troiſieme édit à ſon ſénéchal de Provence, de rembourſer aux acquéreurs des villes & terres aliénées les finances qu'ils en avoient payées ; & même de les contraindre, s'il le falloit, par la force des armes, à recevoir les rembourſemens ; & pour donner plus de force à ces révocations, elle permit par un quatriéme édit de la même année 1365, à toutes les villes aliénées en mains étrangères de ſe confédérer, & de réſiſter à main armée à tous ceux qui voudroient, ſous prétexte de pareilles aliénations, les réduire ou retenir dans leur obéiſſance.

PREUVES N.° 15.

PREUVES N.° 16.

Toutes ces diſpoſitions furent répétées dans un cinquiéme édit publié en 1368.

PREUVES N.° 17.

La reine Jeanne périt miſérablement

en 1382, après qu'elle eut adopté pour fils & ſucceſſeur Louis de France duc d'Anjou, frere du roi Charles V.

Il n'eſt pas néceſſaire d'examiner ici, ſi cette adoption fut légitime, & ſi Jeanne a pû diſpoſer en faveur du duc d'Anjou d'un bien ſolennellement ſubſtitué à ſa ſœur Marie. On ne rappellera pas non plus les droits que le roi de Naples, Charles III, dit de Duras, petit neveu du roi Robert, avoit acquis ſur la Provence, par le teſtament de ſon biſayeul Charles II, & par ſon mariage avec la princeſſe Marguerite, fille unique de Marie. Il ſuffit de remarquer que Louis d'Anjou emporta le comté de Provence ſur ſon concurrent, en grande partie par la faveur du pape Clément VII.

Ce Pontife ne borna pas ſes bienfaits à ce ſeul bon office, il le ſacra auſſi roi de Naples; mais Charles de Duras en occupa le Trône.

Louis d'Anjou ſignala ſon gouvernement par la réunion d'une grande quan-

tité de domaines aliénés ; mais il avoit trop d'obligations à Clément VII, pour comprendre la ville d'Avignon dans cette révocation ; ou bien il vêcut trop peu, pour accomplir l'ouvrage qu'il avoit commencé. Il mourut en 1384, & laiſſa ſa veuve chargée de la tutelle de ſon fils Louis II, & de ſes comtés de Provence & de Forcalquier.

Les premieres années de l'adminiſtration de cette Princeſſe furent très-orageuſes. Les principaux Etats de la Provence ſe liguerent contr'elle, & ne reconnurent enfin ſon autorité que ſous la loi expreſſe, que la Régente, le Duc Louis ſon fils, & tous ſes ſucceſſeurs, comtes de Provence à perpétuité, promettroient par ſerment de réunir, & réuniroient en effet au domaine de cette province toutes les villes, terres & châteaux qui en avoient été diſtraits ; faute de quoi faire, les Confédérés ne ſeroient pas tenus de reſter ſous ſa domination. Les meſures

PREUVES N.° 18.

priſes en conſéquence de cet engagement ſolennel, ne purent opérer la reſtitution d'Avignon, qui reſta entre les mains des Papes.

Nous paſſons ſous ſilence les événemens du regne de Louis II, & ceux qui illuſtrèrent le regne de ſon fils aîné Louis III, parcequ'ils ſont abſolument étrangers à notre ſujet.

René d'Anjou ſuccéda à ſon frere Louis III, en 1433. Ce prince vit éteindre toute la maiſon de Charles II, roi de Naples & comte de Provence. Il n'en reſtoit plus que la reine de Naples Jeanne II, qui étoit, du côté de ſon pere, la derniere deſcendante du rameau de Durazzo; & par ſa mere, la derniere héritiere du roi Robert. Elle mourut en 1435, après avoir adopté le duc René. Ce prince ayant ainſi réuni dans ſa perſonne tous les droits que les collatéraux de la reine Jeanne Ire avoient eus ſur la ville d'Avignon, donna en 1462 une déclaration, par laquelle conſidérant que le do-

Voyez La Table Généalogique.

PREUVES N° 19.

maine de Provence ne pouvoit, ni ne devoit pas être aliéné, il enjoignit à ſa chambre des comptes d'y réunir tout ce qui en avoit été tranſporté, à qui que ce pût être.

René mourut en 1480, & eut pour ſucceſſeur ſon neveu Charles, duc du Maine, fils unique de ſon frere, qui légua en 1481 le comté de Provence au roi Louis XI, au dauphin Charles VIII, & à la couronne de France, à laquelle il fut incorporé en 1486. PREUVES Nº 20. 21.

Les rois de France ſe trouvant ainſi ſubrogés aux droits des comtes de Provence, n'ont jamais ceſſé de réclamer comme eux la réintégration du domaine de cette province.

Nous ne jetterons qu'un coup d'œil léger ſur les ordonnances, édits & déclarations qu'ils ont fait publier en différens temps ſur cet objet, & nommément relativement à la ville d'Avignon.

Charles VIII déclara dès 1492, dans ſa réponſe aux cahiers des Etats de Proven-

PREUVES N.° 21. ce, que non-ſeulement il n'aliéneroit rien de leur domaine ; mais qu'il prendroit auſſi, par rapport aux anciennes aliénations, le parti que ſa prudence & ſa religion lui ſuggéreroient. Ce parti fut la révocation générale de toutes ces aliénations ; mais qu'il modifia par ſon édit de 1487, ſur les remontrances de la nobleſſe qui en avoit profité.

PREUVES N.° 22.

François I renouvella les édits de révocation en 1517, 1536, 1539 & 1542.

PREUVES N.° 24. 25. 26. 27.

Henri II accorda en 1551 des lettres de naturalité « à Philippe Griffon, natif de la » *ville d'Avignon, dépendante, & qui a été* » *éclipſée* de ſon comté de Provence, uni » & incorporé à la couronne de France ; » au moyen de quoi les originaires en cette » ville doivent être réputés & cenſés com- » me originaires dudit pays de Provence ; » régnicoles de ſondit royaume. . . A CES » CAUSES, &c. ſans préjudice *des droits par* » *lui prétendus, & qui lui appartiennent* » *ſur la ville & cité d'Avignon* »,

PREUVES N.° 28.

Charles IX s'exprima de la maniere ſuivante, dans les lettres de naturalité accordées en 1566 à Laurent Fortia. PREUVES N° 29.

« Quoique les natifs d'Avignon & du » comté Vénaiſſin, dépendant du comté de Provence, duſſent jouir des mêmes » libertés que les régnicoles, toutefois » cauſants que ladite ville d'Avignon & » comté Venaiſſin ſont à préſent tenus & » poſſédés par notre Saint Pere le Pape, » par *engagement* de nos prédéceſſeurs... » A CES CAUSES... ſans préjudice des droits » de propriété, qui nous appartiennent en » ladite ville d'Avignon, &c ».

Le même Roi déclara en d'autres lettres de naturalité de l'année 1567, « Que » les natifs & originaires de la ville d'Avignon & du comté Venaiſſin, ont toujours » été & ſont tenus, cenſés & réputés être » en ſon royaume, ſes ſujets & régnicoles; » mais étant que ladite ville & comté ſont » à préſent hors ſa dévotion & puiſſance » tenues & poſſédées par notre Saint Pere PREUVES N.° 30.

» le Pape, *par engagement de ſes prédé-*
» *ceſſeurs* . . . A CES CAUSES, ſans préju-
» dice des droits de propriété, qui nous
» appartiennent en ladite ville d'Avignon
» & comté Venaiſſin, &c. ».

PREUVES N° 31. 33. 34.

Nous ne citerons pas les édits des rois Louis XIII & Louis XIV, touchant la révocation des domaines aliénés en Provence; mais il eſt eſſentiel de remarquer qu'en 1662, le parlement de cette province a déclaré « la ville d'Avignon & comté Ve-
» naiſſin être de l'ancien domaine & dé-
» pendance du comté de Provence, &
» d'icelui n'avoir pu être aliénés ni ſéparés,
» & au moyen de ce les a réunis à la couron-
» ne; & en conſéquence ordonné que le
» Roi ſera mis en poſſeſſion & jouiſſance de
» ladite ville & comté Venaiſſin, droits &
» appartenances . . . ſauf à Sa Majeſté
» d'ordonner, pour le rembourſement de
» la finance qui aura été effectivement
» payée lors de l'aliénation de ladite ville
» d'Avignon, ainſi qu'il appartiendra ».

PREUVES N° 32.

Le traité de Piſe ayant rétabli en 1664 la cour de Rome dans la poſſeſſion de la ville d'Avignon, pour en jouir comme auparavant, le parlement de Provence renouvella en 1688 l'arrêt de 1662; mais l'effet en fut de nouveau ſuſpendu après la mort du pape Innocent XI.

Voilà l'hiſtoire abrégée de la ſouveraineté des Papes ſur Avignon, & le précis des titres qui peuvent ſervir à juger de la nature de leurs droits ſur cette ville.

En peſant mûrement tous les faits avérés qui viennent d'être expoſés, il ſemble qu'on ne peut s'empêcher de reconnoître la nullité du contrat de 1348.

Nous avons vu en effet que la ville d'Avignon, ainſi que tout le comté de Provence, a été doublement ſubſtitué: 1.° en 1309, par le roi Charles II, à tous les deſcendans mâles de ſes fils, dont la race ne s'eſt éteinte qu'en 1414: 2.° en 1343, par le roi Robert, à la ſœur de la reine Jeanne & à ſes deſcendans à perpétuité.

Or les loix Romaines qu'on a toujours ſuivies en Provence, condamnent abſolument les aliénations d'un bien ſubſtitué & déclaré fidéi-commis de famille.

Lege finali, §. Sed quia 2. & *ſeq. auth. Res quæ Cod. commun. de leg. Lege* Peto 69. §. Prædium ff. *de leg.* 2.° *Lege* Marcellus. §. Res quæ ff. *ad Sct. Trebell.*

2.° Nous avons remarqué, que la défenſe d'aliéner le domaine de Provence a été une clauſe expreſſe du teſtament qui inſtituoit la reine Jeanne Iere héritière de cette province, & que cette Princeſſe s'y eſt ſoumiſe en confirmant par ſerment les dernieres diſpoſitions de ſon ayeul.

3.° Qu'elle prit en 1347 un engagement ſolennel avec les Etats du comté de Provence, de n'en point faire d'aliénations, & que cet engagement fût, pour ainſi dire, une condition de l'hommage que ces Etats lui prêterent.

4.° Qu'elle étoit mineure, & tout au plus âgée de vingt-trois ans, lorſqu'elle vendit la ville d'Avignon, & partant dans l'obligation de ne rien faire ſans l'aveu & l'approbation expreſſe du Conſeil de

Régence, que ſon ayeul avoit établi; mais qui ne fut pas conſulté dans cette occaſion.

5.° Qu'elle ne demanda & ne procura pas le conſentement de ſes collatéraux; & moins encore celui de ſa ſœur Marie, quoique cette Princeſſe joignît à ſa qualité générale d'héritiere éventuelle de la reine Jeanne, celle de co-ſouveraine de l'Etat d'Avignon en vertu de l'hommage éventuel & commun de 1331.

6.° Que la reine Jeanne, à peine devenue majeure, révoqua toutes ſes aliénations, ſans en excepter aucune, & réitéra ces rétractations ſolennelles en 1365 & 1368.

La nullité eſſentielle du contrat de 1348 paroît réſulter de ces obſervations, ainſi que le vice irréparable de la poſſeſſion que la cour de Rome y fonde depuis quatre cents ans.

Les apologiſtes de cette poſſeſſion recourent en vain à la preſcription pour la

juſtifier; car toute preſcription ſuppoſe; 1.° que la choſe qu'on veut preſcrire ſoit en effet preſcriptible; 2.° que la poſſeſſion qui doit ſervir de baſe à la preſcription, ſoit fondée ſur un titre légitime & propre à transférer la propriété; 3.° qu'elle ait été appréhendée & continuée de bonne foi, c'eſt-à-dire, dans l'ignorance des droits qu'un tiers pouvoit avoir ſur la choſe poſſédée; & 4.° qu'elle n'ait jamais été interrompue par les réclamations du véritable propriétaire.

Appliquons ces caractères inconteſtables de la preſcription au fait dont il eſt queſtion.

Lege 4. §. 6 & 12. & ſeq. ff. de Uſucapionibus.

Lege 6. Cod. pro emt.

1.° Les Loix Romaines déclarent expreſſément qu'on ne peut jamais preſcrire des choſes dont l'aliénation a été prohibée. Or nous ſavons que toutes les aliénations du domaine de Provence ont été expreſſément défendues à la reine Jeanne, non-ſeulement par le teſtament de ſon ayeul, mais encore par celui du roi

Charles II, qui le ſubſtituoit à l'infini à tous ſes deſcendans.

2.° Le contrat de 1348, n'eſt rien moins qu'un titre habile à fonder une preſcription légitime. Ce contrat paſſé par une femme mineure, ſans l'aveu de ſes curateurs, ſans le conſentement de ſes cohéritiers, malgré la prohibition ſévere de l'auteur de ſa poſſeſſion, & contre ſes propres engagemens; ce contrat déſavoué par la partie principale, au moment qu'elle devint majeure; en un mot, ce contrat déclaré frauduleux & involontaire, ne peut être légitimement regardé comme un titre tranſlatif de propriété.

3.° On ne peut pas dire que les poſſeſſeurs d'Avignon aient ignoré les vices eſſentiels de leur titre, puiſqu'ils ont reconnu publiquement la nullité de toutes les autres aliénations de la reine Jeanne, & réclamé pour cet effet les loix prohibitives du roi Robert. Il eſt évident par-là, qu'ils ont également connu les droits des cohéritiers de

la reine Jeanne, en général, & ceux de ſa ſœur Marie en particulier ; ils avoient vu cette princeſſe recevoir l'hommage de la ville d'Avignon.

4.° Enfin on ne peut point ſoutenir que la cour de Rome ait continué ſans interruption la poſſeſſion de la ville d'Avignon, tandis qu'il exiſte une chaîne perpétuelle d'actes publics, de rétractations, d'édits révocatoires, & d'arrêts de la reine Jeanne & de ſes ſucceſſeurs comtes de Provence & rois de France, qui condamnent indiſtinctement toutes les aliénations de cette Princeſſe, & en ordonnent la réunion au domaine de la Provence.

Les défenſeurs de la cour de Rome cherchent vainement à ſe prévaloir des déclarations réitérées faites par les rois Charles VIII en 1483, Louis XII en 1503, François I en 1517 & 1532, Louis XIII en 1615, & Louis XIV en 1668, qu'ils ne prétendoient pas comprendre dans ces révocations les domaines aliénés par les anciens

anciens comtes de Provence, avant la réunion de cette province à la Couronne. Ces déclarations ne regardent évidemment que la nobleſſe Provençale, qui les a ſollicitées & obtenues, & ne roulent que ſur les biens inféodés à cette nobleſſe par leurs anciens ſouverains. Quand il ſeroit poſſible de méconnoître cette vérité dans les édits qu'on vient de citer, où elle eſt ſi clairement exprimée, on la retrouveroit dans les cahiers des Etats de Provence de l'année 1612, & dans les fameuſes remontrances de la nobleſſe de cette province de l'année 1668, où elle déclara très-poſitivement, qu'*elle ne s'occupoit point des aliénations faites à un autre Prince, mais ſeulement des inféodations, échanges & aliénations faites en faveur des gentilshommes du pays*, ſous la réſerve *de la ſouveraineté & de la majeure ſeigneurie.* On retrouveroit auſſi cette vérité inconteſtable dans les arrêts du parlement d'Aix. Toutes ces déclarations n'empêcherent

pas ce tribunal ſuprême de réunir en 1662 la ville d'Avignon au domaine du comté de Provence, & il ne crut pas déroger aux lettres patentes de 1668, en déclarant de rechef, en 1688, que ce domaine étoit inaliénable.

Mais on dira peut-être que la poſſeſſion de la cour de Rome a été pleinement juſtifiée par l'article XIV du traité de Piſe de l'année 1664, & que la reſtitution que Louis XIV s'y eſt engagé de faire au pape Alexandre VII, de la ville d'Avignon, qu'il avoit occupée, eſt un titre ſuffiſant pour en valider l'acquiſition primitive.

Il eſt vrai que ce Monarque s'eſt engagé par le traité de Piſe à reſtituer Avignon au ſouverain Pontife; il eſt vrai auſſi qu'il a religieuſement rempli cette ſtipulation: mais le traité de Piſe ne parle que *de la ſimple poſſeſſion*, d'une pure jouiſſance. Il porte ſeulement que le *roi Très-Chrétien* remettroit le ſaint Siége apoſtolique en *poſſeſſion de la ville d'Avignon*, &

feroit lever tous les obſtacles, afin que le ſaint Siége apoſtolique en puiſſe jouir comme auparavant. Un rétabliſſement pareil n'a point donné de droits à qui n'en avoit point eu originairement. Il n'a pû changer la nature du titre auquel la cour de Rome poſſédoit Avignon. Les deux parties furent ſimplement remiſes dans le même état où elles étoient avant les brouilleries ſurvenues entre les deux Cours, & avant l'arrêt de 1662. Louis XIV renonça à la vérité à l'exercice momentané de la faculté de retirer Avignon des mains du Pape; mais loin qu'aucune ſtipulation du traité indique que ſon intention fût de renoncer au fond de ſon droit, l'attention avec laquelle les ſtipulations en furent ménagées, prouve au contraire, qu'il prétendoit conſerver les anciens droits de ſa Couronne, dont l'aliénation auroit d'ailleurs, ſelon les loix du Royaume, exigé des formes qui n'ont point été obſervées.

Il eſt bon d'ajouter encore que cette

reſtitution précaire de la ville d'Avignon n'a pas même été pure & ſimple: Louis XIV ne l'accorda que ſous des conditions qui n'ont jamais été exécutées par la cour de Rome. En effet, le même traité de Piſe enjoignoit aux ſouverains Pontifes de reſtituer aux ducs de Parme les principautés de Caſtre & de Ronciglione: mais la cour de Rome a ſçu éluder juſqu'ici cette convention. Celui qui viole le premier une loi ne peut plus l'appeller à ſon ſecours; & quiconque n'accomplit pas lui-même les conditions onéreuſes d'une ſtipulation, ne doit jamais en tirer avantage.

Nous avons réſervé pour la fin l'argument le plus captieux dont les apologiſtes de la cour de Rome ſe ſoient jamais ſervi. Ils rapportent que l'empereur Charles IV, ſuzerain du comté de Provence, a confirmé le contrat de 1348, par lettres patentes données à Goerlitz en Luſace, le premier novembre de la même année; & ils prétendent que cet acte ſeul ſuffit pour

le légitimer & le maintenir contre toutes ſortes de réclamations.

On peut dire d'abord que Charles IV, n'étant devenu empereur légitime qu'au mois de juillet 1349, cet acte doit être regardé comme nul & non avenu : on pourroit auſſi ſe prévaloir de la défenſe que les loix de l'Allemagne ont faites de tout temps aux Empereurs, de ne rien aliéner ſans l'aveu des Etats, & ſur-tout des co-héritiers féodaux; & dire avec le ſavant Conringius, que les lettres patentes de 1348 n'ont jamais vu le grand jour, & que la réputation de Bzovius, qui s'eſt appuyé le premier de cette piece intéreſſante, n'eſt pas aſſez bien établie, pour qu'on puiſſe croire un fait pareil ſur ſa ſeule parole. Nous ſuppoſons néanmoins que ces lettres de l'empereur Charles IV ont été véritablement expédiées, ſur la foi d'un auteur contemporain de la vie de Clément VI, publiée par Baluze, qui nous en donne un extrait très-circonſtancié; mais l'empe- PREUVES N.° 12.

reur Charles IV a-t-il connu les vices eſſentiels du contrat qu'il confirma aux preſſantes ſollicitations du ſouverain Pontife ? & s'il en a été inſtruit, la confirmation la plus étendue d'un pareil acte le purge-t-elle de ſes vices ? Voilà les termes auxquels, dans la ſuppoſition même de l'exiſtence & de la validité du diplome de Charles IV, la queſtion ſe trouvera réduite. Or c'eſt une maxime reconnue en juriſprudence, que les Reſcrits accordés par le ſouverain ſur un expoſé quelconque, n'ont de valeur qu'autant que cet expoſé eſt fondé dans la vérité & dans la juſtice; & celui de Charles IV ne fait point mention qu'on lui ait expoſé les droits des collatéraux de Jeanne, ni les autres circonſtances de l'aliénation d'Avignon.

Lege finali, Cod. De diverſ. Princ. Reſ. Lege 3 & 7. Codice, De precib. Imp. offerendis.

Lege 6. Codice, Si contra jus vel utilit. publ.

D'ailleurs, quand il ſeroit poſſible de croire que Charles IV, pour complaire à un Pontife, dont les foudres & les intrigues venoient de précipiter Louis de Baviere du trône de l'Empire, pour l'y placer, auroit eu

la foibleſſe d'approuver l'aliénation vicieuſe du fief d'Avignon ; cette approbation ne pouvoit pas nuire aux héritiers féodaux de la reine Jeanne, ni aux co-ſeigneurs de cette ville. Le texte II Feudor. 39, eſt bien clair : *Alienatio feudi paterni non valet, etiam domini voluntate, niſi agnatis conſentientibus, ad quos beneficium quandoque ſit reverſurum.* Ainſi, quand nous accorderions tout ce qu'il eſt poſſible d'accorder, quand nous ſuppoſerions la confirmation du contrat de 1348 vraie, expreſſe, faite avec connnoiſſance de cauſe, & abſolument légitime, il faudroit toujours revenir à dire que l'effet n'en pourroit être étendu au-delà des termes de la vie de la reine Jeanne, & que toute leur valeur expira au moment que ſa ſucceſſion fut ouverte à ſes héritiers féodaux, qui n'avoient point conſenti à l'aliénation de leur fief.

Le texte II, Feudor. 53, ne laiſſe aucun doute ſur cette vérité.

Nous croyons que tout lecteur éclairé & attentif, conclura de toutes ces obſervations, que le contrat de vente de la ville d'Avignon eſt nul, quant au fond & quant à la forme : que le roi Charles IX a très-bien défini ce contrat, en le traitant de ſimple *engagement* ; & que les rois de France, ſubrogés aux droits des anciens comtes de Provence, ſont fondés à réunir à leur couronne ce domaine, éclipſé par ſimple hipothèque, en rembourſant néanmoins à la cour de Rome les ſommes que Clément VI avança en 1348 à la reine Jeanne, comteſſe de Provence.

Ceci nous conduit à examiner à quelle ſomme le rembourſement que la France feroit au Pape, devroit monter, relativement au numéraire actuel, ſi cette Couronne vouloit uſer de ſon droit de *réluition*, dont ſon reſpect pour le ſaint Siége, & ſes égards pour la perſonne des ſouverains Pontifes, paroiſſent avoir ſuſpendu l'exercice. Nous terminerons par-là nos recherches.

Le contrat de 1348, porte que la reine Jeanne reçut 80000 *florins d'or de Florence* bien trébuchans : c'eſt la valeur de cette monnoie qu'il s'agit de déterminer.

On ſait, par deux chartes des années 1344 & 1364, que les florins d'or de Florence avoient alors cours en Provence ſur le pied de ſeize ſols, monnoie du pays, de neuf deniers chacun, ce qui revient à douze ſols tournois de douze deniers. Suivant ce calcul, auquel il n'y a rien à redire, les 80000 florins d'or en queſtion valoient exactement la ſomme de 48000 liv. tournois d'*alors*. Nous diſons d'*alors*, car ce ſeroit s'abuſer étrangement, que de croire qu'en rembourſant à la cour de Rome 48000 livres d'aujourd'hui, la France ſeroit quitte envers elle de la finance des 80000 florins d'or, qu'on ſuppoſe avoir été payés par Clément VI.

Le contrat de 1348 nous apprend que ces florins étoient une véritable monnoie d'or, qu'on avoit coutume de

peſer au trébuchet. Cette ſeule circonſtance fait diſparoître l'idée qu'ils ne valoient que douze ſols de notre monnoie actuelle; car on ne peut s'imaginer des eſpèces d'or du prix de douze ſols, dans un ſiècle ſur-tout où ce métal étoit encore d'une grande rareté.

Le ſeul moyen aſſuré d'évaluer au juſte les monnoies d'or & d'argent du moyen âge, c'eſt de comparer leur valeur numéraire au prix qu'on payoit alors des matières d'or & d'argent.

Sous le règne de Louis Huttin, mort en 1316, le florin d'or de Florence valoit neuf ſols onze deniers, le marc d'or étant à 45 liv.

Par l'ordonnance du roi Philippe de Valois, du 28 octobre 1343, il deſcendit à neuf ſols ſix deniers; mais par celle du 13 Juin 1346, il fut remis à dix ſols juſte, le marc d'or coutant 44 liv. & le 22 mars 1355, il monta à treize ſols dix deniers, le marc d'or étant à 60 liv.

Ces calculs nous font connoître comment les florins d'or de Florence ont pu valoir en 1348 ſeize ſols, monnoie de Provence, ou douze ſols tournois; ils n'ont été à ce prix, qu'autant que le marc d'or coûtoit à peu-près 50 liv.

Voyez Le Blanc, Traité des Monnoies de France. Du Cange, Gloſſar. art. *Moneta.*

Voyons maintenant à quel prix il les faut évaluer aujourd'hui que le marc d'or coûte 700 liv.

La regle des proportions nous apprend que le florin d'or valant douze ſols lorſque l'or étoit à 50 liv. doit valoir 8 liv. 8 ſols lorſque l'or eſt à 700 liv.

Il réſulte de ce calcul, que les 80000 florins d'or de Florence, bien trébuchans, que la reine Jeanne a reçus, dit-on, du pape Clément VI, pour le prix de la vente ou de l'engagement de la ville d'Avignon, ne ſeroient remboursés aujourd'hui qu'au moyen d'une ſomme de 672,000 liv. à laquelle ſe réduiſent exactement les 48000 liv. numéraires du milieu du quatorzième ſiècle.

PIÉCES JUSTIFICATIVES.

N.° 1.

1125. *Traité de partage du comté de Provence, & de la ville d'Avignon.*

IN nomine Domini. Sit notum cunctis præſentibus atque futuris, quòd hæc eſt pax atque concordia inter Ildephonſum Tholoſanum comitem, & ſancti Ægidii, & Raymundum Barchionenſem comitem, & uxorem ejus Dulciam comitiſſam, ac filios eorum & filias, de ipſis querimoniis quas inter ſe habebant de ipſo caſtro de Belcaire, & de Argentiâ & de toto territorio Argentiæ, & de toto comitatu totius Provinciæ: diffinimus namque & evacuamus nos prædicti Raymundus Barchionenſis comes, & uxor mea Dulcia comitiſſa, & filii noſtri ac filiæ, prædicto Ildephonſo comiti, prædictum caſtrum de Belcaire, & prædictam terram de Argentiâ, cùm omnibus ſibi pertinentibus, & totam terram de Provinciâ, ſicut habetur & continetur, ab ipſo flumine Durentiæ uſque ad flumen de Yſerâ, cùm ipſo caſtro de Volebregâ; quantum

infrà prædictos terminos habemus vel habere debemus nos, vel homines noſtri per nos aliquâ ratione vel authoritate: *exceptâ medietate civitatis de Avenione, & de caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de territoriis, & de hominibus omnibus, & de univerſis his quæ ad prædictam civitatem quoquomodo pertinent*, & exceptâ medietate de ipſo caſtro de Ponte de Sorgiâ, & de ipsâ villâ, & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad prædictam villam vel caſtrum de Ponte de Sorgiâ, quoquomodo pertinere videntur, & exceptâ medietate de ipſo caſtro de Caumont, & de ipsâ villâ & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad ipſam villam vel caſtrum de Caumont, quoquomodo pertinere videntur, & exceptâ medietate de ipſo caſtro de Tor, & de ipſis villis, & de eorum territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictum caſtrum de Tor, vel ad ipſas villas pertinere videntur, ſicut ſuprà ſcriptum eſt. Nos prædicti Raymundus Barchionenſis comes, & uxor mea Dulcia comitiſſa, & filii noſtri, ac filiæ, ſic diffinimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi prædicto Ildephonſo comiti, per fidem ſive engan, ſicut tu vel aliquis per te ad utilitatem tuam meliùs intelligere poteſt, cum Comitatibus, & Caſtellis, & Epiſcopatibus omnibus univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicumque modo per-

tinentibus, *exceptâ medietate ipſius civitatis de Avinione & de ipſius caſtro & fortitudinibus ac territoriis*; & ſimiliter de ipſo caſtro de Ponte, & de ipsâ villâ & de ipſo de Caumont & de Tor; quæ omnia ſicut ſuperiùs dictum eſt nobis fideliter reſervamus: in prædictâ autem civitate de Avinione, vel in prædictis caſtris de Ponte, ſcilicet de Caumont & de Tor, ſi quis prædictorum comitum, Ildephonſi ſcilicet atque Raymundi, per ſe, aut per ſuos aliquâ occaſione aliquid honoris acquiſierint, alter ſine alterius conſilio communiter habeant, ſine miſſione pecuniæ vel honoris, quam ibi non faciat ipſe ſine cujus conſilio facta fuerit acquiſitio illa. Et ego Ildephonſus prædictus comes Tholoſanus & conjux mea Faidida diffinimus, evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchionenſi comiti & Provinciæ marchioni, & uxori tuæ Dulciæ comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, *medietatem ipſius civitatis de Avenione, & de ipſo caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de hominibus omnibus & territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictam civitatem pertinent*, & ſimiliter medietatem de ipſo caſtro de Ponte de Sorgiâ, & de ipsâ villâ & territoriis, & de hominibus omnibus quæ ad prædictum caſtrum de Ponte de Sorgiâ pertinere videntur, & medietatem de ipſo caſtro de Caumont, & de ipsâ villâ &

territoriis, & omnibus hominibus & de his omnibus quæ ad prædictum caſtrum pertinere videntur, & medietatem de ipſo caſtro de Tor, & de ipſis villis & territoriis, & hominibus omnibus quæ ad prædictum caſtrum pertinere videntur, totam terram Provinciæ cum ipſo caſtro de Moſoagâ, ſicut in monte jam flumen Durentiæ naſcitur, & vadit uſque ad ipſum flumen Rhodani, & ipſe Rhodanus vadit inter inſulam de Lupariis & Argentiam, & tranſit per furcas, & vadit ante villam ſancti Ægidii uſque ad ipſum mare, ſicut ſuperiùs dictum eſt. Ego Ildephonſus & uxor mea Faidida, ſic diffinimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchionenſi comiti & Provinciæ marchioni, & uxori tuæ Dulciæ comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris prædictam terram totam, ſicut ſuperiùs ſcriptum eſt, & Durentia in monte jam naſcitur, & ipſe mons per fines Italiæ deſcendit ad ipſam terram Turbiæ & uſque in medium maris, & ipſa Durentia vadit in Rhodanum, & ipſe Rhodanus, ſicut dictum eſt, deſcendit in mare, & uſque in medium maris eſt; cum Civitatibus & Caſtellis omnibus & fortitudinibus univerſis, Archiepiſcopatibus, & Villis & Territoriis omnibus, quantùm dici vel numerari poteſt infrà prædictos terminos, & nos habemus, vel aliquâ ratione, vel authoritate habere debemus; cum univerſis in ſe exiſtentibus,

& ad ſe qualicumque modo pertinentibus ; ſicut vos, vel aliqui per vos ad utilitatem veſtram meliùs intelligere poteſtis, per fidem ſive engan. De prædictis autem honoribus quos inter nos dividimus, ego Ildephonſus non dabo nec impiguorabo, nec poſt mortem meam alicui laxabo, niſi tantùm infantibus meis, quos de propriâ uxore habuerim : & ſi pignorationem facere voluero, ſuſcipiam à vobis quatuor propinquos quos alia perſona mihi fidelitatem præſtare voluerit ; & de hoc expectabo vos ſine veſtro engan per menſes ſex. Militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo ſunt, quem vobis diffinivi, laxavi atque donavi, omni occaſione poſtpoſitâ, mando ut vobis præſcripto Raymundo, ſcilicet Barchionenſi comiti, & uxori veſtræ Dulciæ comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, fidelitatem faciant, & ab illâ quam mihi fecerunt fidelitate hac indicante ſcripturâ de hominio & ſacramento abſolvo : & ſi obiero ſine infante de propriâ uxore, totum quod ſuperiùs dictum eſt vobis præſcriptis ſine omni dubitatione dimitto, laxo atque concedo ; & Aymericus habeat in Belcaire & in Argentiâ, per vos illum fevum quem per me debet habere, & Bernardus de Anduſiâ habeat illum fevum per Aymericum. De prædictis autem honoribus quos inter nos dividimus, ego Raymundus prædictus comes Barchionenſis, &

Dulcia

Dulcia comitiſſa non dabimus nec impignorabimus, nec poſt mortem noſtram alicui laxabimus, niſi tantùm infantibus noſtris : & ſi impignorationem facere voluerimus, ſuſcipiamus à vobis quatuor propinquos quos alia perſona fidelitatem nobis præſtare voluerit ; & de hoc expectabimus vos ſine veſtro engano per menſes ſex : militibus autem & hominibus cæteris, qui in honore illo ſunt, quem vobis diffinivimus, laxavimus atque donavimus, omni occaſione poſtpoſitâ, mandamus ut tibi præſcripto Ildephonſo comiti fidelitatem faciant, & ab illâ quam nobis fecerunt fidelitate hâc indicante ſcripturâ de hominio & ſacramento abſolvimus ; & ſi obierimus ſine infante, totum quod ſuperiùs dictum eſt, tibi præſcripto ſine omni dilatione dimittimus, laxamus, concedimus. Si quis autem hanc concordationis, diffinitionis, evacuationis ſive donationis ſcripturam dirumpere tentaverit, non valeat ; ſed prædicta omnia in duplum componat, & præſens ſcriptura prætermittere inviolabiliter maneat : Quæ acta eſt decimo ſexto calendas Octobris, Dominicæ Incarnationis, anno centeſimo vigeſimo quinto poſt milleſimum.

N.° 2.

1162. *Lettres d'Inveſtiture de l'Empereur Frédéric I, pour le Comte Raymond de Barcellone, concernant les Comtés de Provence & de Forcalquier, & la Ville d'Avignon.*

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis: Fredericus, divinâ favente gratiâ, Romanorum imperator auguſtus. Cùm Romani imperii dignitas, ſicut nulli mortalium in dubium venit, per ſe principaliter ac ſingulariter nullo niſi divino innixa podio, totius honeſtatis omniumque virtutum ſit adornata fulgoribus : tanti comparatione ſolis quam habet ad alia ſidera, excellentiori gloriâ & magnitudine omnia regna & reliquas poteſtates vel dignitates videtur præcellere, quanto illuſtrium principum ac ſapientum virorum, qui portant orbem, ampliori numero & merito decoratur. Unde nos qui divino munere Romani orbis regimus habenas, præclara merita fidelium, devotionem ac fidem amicorum, præ oculis ſemper habentes, & imperialibus beneficiis, quæ vel immeritis præſtare conſuevimus, remunerare cupientes, ſub taciturnitate & ſilentio velut ingrati nec debemus præterire nec poſſumus. Verùm

per præſentes apices ad notitiam univerſorum imperii fidelium deducere & dignum duximus palam omnibus declarare, quam ſincera, quam diligens, quam prona & quam fervens circa gloriam & honorem Imperii, & circa noſtram dilectionem fides & devotio noſtri chariſſimi Raymundi Barchionenſis comitis, & illuſtriſſimi principis extiterit: & revera magnifica ejus obſequia & præclara opera ſubſequuta apertius declaraſſent, quantæ fidei ac devotionis circa noſtram perſonam fuerit, niſi divinâ vocante gratiâ, quæ aufert ſpiritum Principum, de medio ipſe ſublatus fuiſſet, de cujus indigno obitu non poſſumus in perpetuum non dolere. Hùc accedit quod noſtra præcordialis dilectio erga talem ac tantum amicum ocioſa eſſe nullatenùs potuit, præſertim cùm ejus ſincerum amorem & ſtudium circa perſonam & honorem chariſſimæ neptis noſtræ Richildis, Hiſpaniarum reginæ, oculata fide perſpeximus, & ipſo rerum affectu veraciter ita eſſe probavimus. Ea propter cognoſcant univerſi fideles Imperii præſentes & futuri, quòd nos ob memoriam tantæ fidei ac dilectionis, quæ à noſtro corde nunquam recedet, ejuſdem præfati comitis chariſſimi amici noſtri nepotem, Raymundum ſcilicet prædictæ neptis noſtræ illuſtrem maritum, vice patrui cum plenitudine dilectionis & gratiæ amplectimur & diligimus, eique ſicut dilecto & fideli

Principi noſtro ejuſque hæredibus omnibus comitatum Provinciæ conceſſimus & in feudum dedimus, ſicut tenuit eum comes Barchionenſis, & prædeceſſores ejus inclyti Principes tenuerunt, à Durentiâ ſcilicet uſque ad mare, & ab Alpibus uſque ad antiquum Rhodanum; & ſicut diviſit cum comite Amphoſo, & quod habuit ultrà Durentiam *ſive in Avinione*, ſeu aliis caſtris, cum omnibus pertinentiis ſuis & pettinentibus ad regale, vel imperiale ſervitium. Inſuper conceſſimus ei in feudum civitatem Arelatenſem, ita ut omnes cives ſint ad ejus fidelitatem & ſervitium, ſicut eſſe deberent ad ſervitium noſtrum, tam milites quam populares. Et quòd omnia regalia ipſius ſint tam in monetis quam portubus, ripaticis, pratis, paſcuis, ſalinis, & omnibus aquis, aquatumque decurſibus, & omnia omninò hæc quæ ad jus Imperiale ſpectant: excepto eo quod archiepiſcopus & eccleſia Arelatenſis habet, vel habuit à centum annis retrò in eadem civitate. Prætereà damus ei in feudum comitatum Forocalchetii, cum omnibus regalibus ſuis pertinentibus ad comitatum: ita quod idem comes de Forocalcherio faciat hominium & fidelitatem comiti Provinciæ, quemadmodum nobis deberet. Quod ſi facere noluerit, perdat comitatum. Hoc ideo de Forocalcherii comite fecimus, quoniam ex quo Romani Imperii diadema divinitùs adepti

ſumus, ad curiam noſtram venire & beneficium ſuum à manu noſtrâ recipere contumaciter ſuperſedit : cujus comitatus juſto judicio ita nobis adjudicatus, eſt quod inde faciamus quicquid nobis placuerit. Prædictus verò Raymundus illuſtris comes Provinciæ, juravit nobis fidelitatem contra omnes homines, & hominium præſtitit, quod faciet ſervitium nobis & imperio pro prædicto feudo. Pro regalibus autem quæ conceſſimus ei, tam in Atelate quam in ſupradicto feudo, dabit nobis ſeu ſucceſſoribus noſtris Regibus & Imperatoribus ſingulis annis, in Purificatione ſanctæ Mariæ, apud Arelatum, tam ipſe quam ejus ſucceſſores legitimi hæredes cuncti, quindecim marchas auri boni ad juſtum pondus Coloniæ : & Comes faciet legatum vel legatos noſtros noſtrorumque ſucceſſorum ſecurè conduci, & ei vel eis prout decet & convenit honeſtè ſerviri per totam terram ſuam. Si autem placuerit nobis, ſeu noſtris ſucceſſoribus, aliquo tempore intrare Provinciam, ſeu civitatem Arelatenſem, tam Comes, quam Comitatus, & Civitas & tota terra erunt ad noſtram fidelitatem & ſervitium, & mandatum vel ſucceſſorum noſtrorum. Sanè ne contra hanc noſtram donationem, vel confirmationem, quis temerè venire preſumat, vel aliquod reſcriptum præſenti paginæ obviare vel refragari valeat, omni corroborationis munimine

eam confirmamus. Veniens enim ad præſentiam noſtram, apud Taurinum Hugo de Baucio, duo privilegia aureis Bullis ſignata attulit, unum videlicet divæ memoriæ Cunradi regis, dilectiſſimi patrui noſtri, & aliud noſtrum in quibus continebatur quòd patruus noſter & nos conceſſimus ei omnem terram quam tenebat quondam Giſlabertus avus ejus & avia ejus. Occaſione autem verborum illorum nitebatur probare marchiam, & totum comitatum Provinciæ ab utroque ſibi eſſe conceſſum. Cujus probationem utpotè frivolam & omni veritate vacuam, verborumque illorum injuſtam interpretationem, in præſentiâ Principum & totius Curiæ caſſavimus: & quòd comitatus Provinciæ ſeu marchia, prædictorum privilegiorum autoritate nullo modo ad præfatum Hugonem de Baucio ſpectare deberet, hac ratione promulgavimus. Ex uno quòd regem Cunradum, dilectiſſimum patruum noſtrum nunquàm oculis ſuis vidit, nec corporalem inveſtituram alicujus terræ ab eo unquàm ſuſceperit. Ex alio verò quia dum inveſtituram terræ avi ſui & aviæ ſuæ à nobis peteret, de comitatu vel marchia Provinciæ nullam mentionem fecit, neque nos eumdem comitatum, neque marchiam illo, vel aliquo tempore ei conceſſimus. Si ergo prædictus Hugo de Baucio eadem privilegia ad reiterandam probationem ſuam pro obtinendâ

marchiâ, vel comitatu Provinciæ, aliquo tempore produxerit, frivola ſit & omni carens vigore prædictorum privilegiorum interpretatio, quem nos ſupradicto illuſtri comiti Raymundo ſpecialiter & nominatim, cum omni jure & honore conceſſimus, & præſentis privilegii autoritate confirmamus, adhibitis idoneis teſtibus quorum nomina ſunt hæc: Cunradus, Maguntinæ eccleſiæ electus; Vodalricus, Aquilegenſis eccleſiæ electus; Hermanus, Fardenſis epiſcopus; Henricus, Laodienſis epiſcopus; Udo, Cicenſis epiſcopus; Hermanus, Hildenesheimenſis epiſcopus; Uncio, Vercelenſis epiſcopus; Hermanus, Herisfeldenſis abbas; Eſleboldus, Stabulenſis abbas; Fridericus, dux Suevorum, filius regis Cunradi; Cunradus, Palatinus comes Rheni germanus domini Imperatoris; Ladiſlaus, dux Polonorum; Udalricus, dux Bohemorum; Albertus, marchio Saxoniæ; Otto, Palatinus comes Witelinesbach; Burchardus, caſtellanus Magdeburgenſis; Ulricus de Hurnigen; Wilelmus, marchio de Montefertato; Manfredus, marchio de Unaſto; Hugo Magnus, marchio de Unaſto; Heinricus Vuerze de Unaſto; Hubertus, comes de Blandrato; Marquardus de Grumbach; Gubeardus de Luchembergâ; Conradus de Balnhuſen; Rudolfus Dapifer; Hermanus, camerarius; Bertholfus triſcamerarius; & alii quamplures.

Signum domini Friderici, Romanorum imperatoris invictiſſimi.

Ego Reinaldus, archicancellarius, & ſanctæ Colonienſis eccleſiæ archiepiſcopus, recognivi.

Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis 1162, Indictione decimâ, regnante domino Frederico, Romanorum imperatore glorioſiſſimo, anno regni ejus decimo, imperii verò octavo. Datum apud Taurinum, poſt deſtructionem Mediolani, quinto decimo kalendas Septembris.

N.° 3.

Convention des Comtes de Provence avec la ville d'Avignon.

1251.

Anno ab Incarnatione Domini milleſimo ducenteſimo quinquageſimo primo, ſcilicet nonis Maii; regnante Ludovico rege Francorum: Notum ſit omnibus quod cùm longa fuiſſet diſſentio, & diſcordia inter viros illuſtres, & nobiliſſimos dominos Alphonſum Dei gratia Pictaviæ & Tholoſæ comitem, & marchionem Provinciæ, & Carolum eâdem gratia Andegaviæ & Provinciæ comitem, marchionem Provinciæ & comitem Folcalguerii ex parte una; & communitatem, & cives Avinionenſes ex altera; tandem cives civitatis ejuſdem ad

cor provida conſideratione reverſi, liquido cognoſcentes ſe inconſultè eiſdem comitibus, & eorum loca tenentibus contra juſtitiam reſtitiſſe, & eorumdem gratiam obtinere ſummo jure cupientes; ad ipſorum præſentiam ſolemnes nuncios, procuratores, ſindicos & actores tam milites quam probos homines civitatis ejuſdem, communi & deliberato conſilio deſtinarunt, videlicet Berengarium Raymundi, Guillelmum Cavalerii, Bermundum mille ſolidos, Guillelmum Arnaldum, Bertrñ Berengarium, Berti Macatem, Roſtanum Magiſtrum Bertrandum Taulerium, Joannem Fabrum. Dicti viri ſolemnes nuncii de plenitudine poteſtatis, quam à ſuis civibus totius univerſitatis nomine in Conſilio generali receperant, ſuper concordia cum dominis ſupradictis comitibus facienda fidem fecerunt eiſdem, per notam publicam ſcriptam manu Guillelmi de Tournon, publici notarii Avinionenſis, quam idem præſens notarius ſe ſcripſiſſe mandato generalis Conſilii fatebatur; quam redactam in formam publici inſtrumenti dominis prædictis comitibus ſe redditurum promiſerit. Poſt multos & varios ergo tractatus ſolemnes nuncii ſupradicti ſuo, & totius univerſitatis Avinion. nomine quidquid de jure dominorum comitum prædictorum vel prædeceſſorum eorum Tholoſæ, Provinciæ & Folcalguerii Comitum, Marchionum Provinciæ dicta

univerſitas tenet & poſſidet, eiſdem dominis Comitibus gratis & liberè reſignarunt, & ad tollendam omnem dubitationis materiam *merum & mixtum imperium, & omnem juriſdictionem* quam communitas univerſitatis prædictæ in civitate & territorio poſſidebat ſeu poſſidet, exercebat ſeu exercet, vel alius ejus nomine in civitate & territorio civitatis ejuſdem, ſive de jure ſit comitum prædictorum in ſolidum vel in parte, ſive de jure ad commune pertineat civitatis, in eoſdem dominos Comites, pleniſſime tranſtulerunt: donantes eiſdem & hæredibus eorum in perpetuum quidquid ultra jus eorumdem commune civitatis prædictæ tenebat, ſeu habebat vel habere poterat, ſeu debebat in mero & mixto imperio & juriſdictione prædictis, & in bonis, & juribus univerſis ad commune pertinentibus ſupradictum; quæ tamen ab alterutro comitum prædicta civitas in feudum tenuerat vel tenebat, & à quo tenebat in feudum in ſolidum, dicti ſolennes nuncii univerſitatis nomine plenè & liberè reſignarunt, membratis dominis comitibus promittentes reddere integrè & fideliter eis vel cui vel quibus ipſi mandaverint inſtrumenta omnia, & privilegia ad commune ſpectantia memoratum. Super damnis vero quibuſcumque civibus Avinionenſibus, vel epiſcopo Avinionenſi, & eccleſiæ, & aliis eccleſiis ſeu locis religioſis, eccleſiaſticiſque perſonis ab ipſis

civibus irrogatis vel ab aliis eorum auxilio ſeu favore, necnon & ſuper injuriis & offenſis contra eoſdem dominos comites vel eorum gentem commiſſis, dicti ſolemnes nuncii ſe ſuo univerſitatis nomine & ipſam univerſitatem eorumdem dominorum comitum voluntati omnino de mandato & mandatis, uno diverſiſve temporibus proferendis gratis, & concorditer ſubjecerunt; tenere firmiter promittentes quidquid per eoſdem dominos comites, vel alios quibus hoc duxerint committendum, mandatum fuerit ſeu ſtatutum ſuper præmiſſis vel aliquo præmiſſorum. Concives etiam & alios quos cœperunt eiſdem dominis reddere promiſerunt, & etiam ſe curaturos, & effecturos quod dicta univerſitas, hæc omnia & ſingula laudabit & approbabit, & juramento firmabit. Univerſa autem & ſingula ſupradicta gratis, & bono animo, non inducti terroribus ſive minis, nec dolo ſive machinatione qualibet circumventi firmum habentes, guidagium eundo, ſtando, & redeundo dictis dominis comitibus conceſſerunt, eos recipientes & recognoſcentes in dominos; & juraverunt eiſdem tactis corporaliter ſacroſanctis Evangeliis fidelitatem eis tenere, vitam eorum & membra & eorum locum tenentium defendere, & ſalvare, jura etiam eorum manu tenere, & damna vitare pro viribus; & ſi ea ſciverint, eadem eis vel eorum

loca tenentibus revelare: ſalvis civitati, & civibus Avinionen. tam præſentibus quam futuris libertatibus, immunitatibus, privilegiis & conceſſionibus infra ſcriptis à ſolemnibus nunciis in officio pro ſe & univerſitate nominatim, & expreſsè retentis, & ab eis dominis indultis conceſſis, & in perpetuum approbatis. Libertates autem, & immunitates ſeu privilegia retenta à civibus Avinionis, & à dictis dominis comitibus eiſdem tam præſentibus quam futuris indulta, conceſſa, approbata ſunt hæc: imprimis ſiquidem debent prædicti domini comites, & eorum hæredes, unicum & communem extraneum, & non civem annis ſingulis in civitate Avinion. vicarium inſtituere, qui ſecum duos habebit judices extraneos, & non cives, qui ſcilicet vicarius & judices per annum tantùm continuum in officio morabuntur. Inſtitutus autem vicarius jurabit in publico parlamento de civitate Avinion. & ejus territorio extirpare pravitatem hæreticam, epiſcopum & eccleſiam Avinionenſem, & alias eccleſias civitatis & territorii, & eorum temporalia jura deffendere & ſalvare pro poſſe, libertates, & immunitates, & privilegia in hoc inſtrumento contenta civibus integra & illibata ſervare, ſine perſonarum acceptione, ſecundum leges, & bonas conſuetudines civitatis, jus reddere tam civibus quam extraneis, & ab omni munere manus excutere obſtruentis

& poſtulantis, exceptis quæ tamen legibus ſunt permiſſa; juramentum verò dicti vicarii in forma prædicta Avinionenſis epiſcopus, ſi in civitate fuerit, & parlamento intereſſe voluerit, recipiet ſi ſibi placuerit; ſi verò tunc temporis abſens fuerit, alius præſens parlamento recipiet; jurabit vicarius in forma prædicta, ſacro-ſanctis Evangeliis coram ſe poſitis & propria manu tactis, quocumque teſtium librum Evangeliorum tenente; judices verò jurabunt in manu vicarii, vel in parlamento, vel ſaltem in conſilio generali, ſine perſonarum acceptione jus reddere tam civibus quam extraneis ſecundum leges & bonas conſuetudines civitatis, amore, & odio, pretio & timore poſtpoſitis, & criminibus omnibus, exceptis eſculentis & potulentis in jure permiſſis penitus abſtinere. Tamen bona vel alia ad jutiſdictionem pertinentia nullo tempote vendere poterunt domini comites vel eorum hæredes, ſeu etiam locum eotum tenentes. Item omnes cives Avinionenſes, præſentes & futuri, conventione expreſſa, conceſſione dominorum comitum prædictorum, liberi remaneant in perpetuum immunes à tallia, quiſta, & tolta, & omni . . . . . dandis dominis vel eorum loca tenentibus, quam in equis emendis vel tenendis, vel aliis quibuſcumque exactionibus: ita quod novum pedagium vel ſuper indictum quodlibet, non licebit

dictis dominis, vel eorum locum tenentibus, facere in civitate prædicta, vel in territorio civitatis. Item omnes cauſæ tam criminales quam civiles civium Avinionis ventilari debent, & legitimè terminari in ipſa civitate prædicta, quod de cauſis principalibus intelligitur: cauſæ verò poterunt in civitate vel extra, prout dictis dominis comitibus placuere, exerceri. Item de verbis injurioſis vel factis etiam, niſi vel vulnus illatum fuerit fuſte vel lapide, vel quocumque armorum genere, vel oſſis fractio intervenerit, vel ictus livorem manifeſtum relinquens, curia dominorum comitum aliquo tempore inquiſitionem ex officio ſuo non faciat, ſed ſecundum ordinem juris jus reddat conquerentibus de præmiſſis. Hanc ipſius & omnes alias libertates conceſſas, & privilegia contenta ſuperius & diſtincta, dicti domini comites per ſe & ſuos hæredes laudaverunt & conceſſerunt, & dictæ univerſitati & civibus præſentibus & futuris ea omnia & ſingula firma eis tenere perpetuò promittentes, de injutiis & offenſis & damnis ſibi & genti ſuæ illatis per civitatem & cives Avenionenſes pacem & finem in omnibus facientes; ſalvis quæ ſuperius ſibi retinuerunt expreſsè: ad cujus rei memoriam atque robur, præſens inſtrumentum ſigillorum ſuorum munimine roboratum, factum fuit gradibus eccleſiæ beatæ Mariæ, teſtes, &c.

N.° 4.

Accord d'Alphonſe, Comte de Poitou, & de Charles d'Anjou, Comte de Provence, avec l'Évêque d'Avignon, touchant la Viguerie de cette Ville. 1251.

Extrait.

NOVERINT univerſi præſentem paginam inſpecturi, quòd anno Domini milleſimo ducenteſimo quinquageſimo primo, ſexto idus Maii, Nos Alfonſus, Dei gratia, comes Pictaviæ & Toloſæ & marchio Provinciæ: & Carolus, eadem gratia, comes Andegaviæ, Provinciæ & Forcalquerii, marchio Provinciæ, & dominus Arelatis, promittimus vobis domino Zoen, divina providentia epiſcopo Avenionenſi, recipienti nomine & vice Avenionenſis eccleſiæ, pro vobis, & ſucceſſoribus veſtris, quod nobis tenentibus civitatem Avenionem, extirpabimus & curabimus extirpare de civitate prædicta, & diſtrictu ipſius, hæreticam pravitatem, &c. & ſervabimus, & manutenebimus poſſeſſiones, libertates, & omnia jura eccleſiæ Avinionenſis & eccleſiarum civitatis, & diœceſis, & eccleſiaſticorum virorum in noſtra poteſtate exiſtentium; & faciemus

quod vicarius noſter, qui pro nobis veniet ad regimen civitatis ejuſdem, præſentabit ſe vobis in civitate exiſtenti, &c. Admiſſus autem jurabit, quòd extirpabit de civitate hæreticam pravitatem, &c. defendet pro viribus perſonam veſtram, &c. Item volumus quòd in præconiſationibus nomen veſtrum præponatur, &c. Acta ſunt omnia ſupra dicta apud Avenionem in domo domini Epiſcopi.

N.° 5.

1290. *Ceſſion de la moitié de la ville d'Avignon à Charles II, Roi de Naples, Comte de Provence, par le Roi Philippe-le-Bel.*

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum Rex: Notum facimus univerſis tam preſentibus quam futuris, quòd cùm nos per conventiones habitas inter nos, ex una, & magnificum principem cariſſimum conſanguineum noſtrum Carolum Dei gratia illuſtrem regem Jeruſalem & Siciliæ, ex altera, in tractatu contracti matrimonii inter Carolum germanum noſtrum cariſſimum, & Margaritam natam ipſius Regis, ipſo procedente matrimonio, dederimus, conceſſerimus ac omnino dimiſerimus ipſi regi Siciliæ, & ejus hæredibus comitibus Provinciæ & Forcalquerii, quidquid

quid juris habemus, vel habere poſſumus in civitate Avenionenſi, & ejus pertinentiis ac diſtrictu: nos conventiones prædictas conſummato dicto matrimonio inter præfatum Carolum germanum noſtrum, & Margaritam prædictam, prædicto Carolo regi Jetuſalem & Siciliæ, & ejus hæredibus comitibus Provinciæ & Forcalquerii damus & quittamus liberaliter, & omnino dimittimus quidquid juris habemus ac debemus habere in civitate Avenionenſi prædicta, ac ejus pertinentiis & diſtrictu, habendum & tenendum perpetuò pacificè & quietè. Volentes, & tenore præſentium præcipientes ac mandantes omnibus prelatis, cœteriſque fidelibus noſtris dictorum civitatis diſtrictuum & pertinentiarum, quatenus ex nunc dicto regi Jeruſalem & Siciliæ, & ejus hæredibus prædictis, aut eorum mandato in omnibus quæ ad nos pertinebant, ibidem pareant efficaciter, & intendant, eiſque fidelitatis hommagia, ſeu ſacramenta fidelitatis, ac alia deveria in quibus nobis tenebantur, à quibus ipſos prælatos, fideles & ſubditos erga nos penitus abſolvimus & quittamus, impendant. Quod ut firmum & ſtabile perſevetet, præſentes litteras ſigillo noſtro fecimus communiri. Actum Pariſiis, anno Domini 1290, menſe Septembris.

N.° 6.

1308. *Extrait du Teſtament du Roi Charles II.*

CAROLUS ſecundus, Dei gratiâ, rex Jeruſalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comes; univerſis præſentis ſcripti ſeriem inſpecturis. Lex communis ab Adam conditioni humanæ fragilitatis indicta, mortem, rerum ultimam lineam, extremum terminum illi conſtituit, ipſamque inevitabili ſorti fragilitatis ſolventis omnia ſine aliquâ perſonarum diſtinctione ſubegit; quæ licet in eâ ſit certa, indicta præfixi diei terminatione ſuſpensâ, frequenter ſe dulcibus annis inſerens actus primordia præmaturè ſuccidit, prevenit infantiæ terminos, metas pubertatis anticipat, juventutis florem intempeſtivè decerpit, ac principum ſpiritum auferens eorum conſilia diutiùs maturata diſſolvit. Et cùm hominis ſtatus imbecillis & tenuis unum diem vitæ ſuæ in poteſtate, quidve futura pariat dies ignorat, laxiùs ſemper videndi ſpatium ſibi promittit, ut perſæpè ſpei promiſſione fruſtratus cautelam ſui & poſterorum diſpoſitionem debitam negligat, & improviſa naufragia periculoſæ mortali-

tatis incurrat. Præveniendus eſt igitur ordinatæ proviſionis remedio dies iſte, ut cùm ejus tumultuoſa tempeſtas ingruerit, extremæ tollens diſpoſitionis arbitrium, per repentini caſus eventum diſponendi poteſtatem non auferat, & oblivionem ex ſupervenientis turbationis diſcrimine non induceat. Iis itaque proviſè penſatis, & in ſcrutinio libratæ conſiderationis adductis, nos ſani corpore, mentis propria integritate ſinceri, tam pro noſtrorum remiſſione peccaminum, quam pro cautelâ etiam poſterorum & parentum noſtrorum animarum remedio, prout infrà ſequitur, deliberavimus diſponendum.

§. 2. Imprimis inſtituimus hæredem & univerſalem ſucceſſorem noſtrum in regnis noſtris Jeruſalem & Siciliæ, comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, atque in omnibus aliis terris, juribus & actionibus noſtris Robertum primogenitum noſtrum ducem Calabriæ. Si verò dux ipſe decederet ſine liberis maſculis vel feminis, nobis viventibus aut vitâ functis, ſubſtituimus hæredem noſtrum & ſucceſſorem univerſalem in omnibus prædictis regnis, comitatibus & terris, illum ex liberis noſtris maſculum ſcilicet, qui juxta tenorem collationis factæ de regno Siciliæ bonæ memoriæ domino patri noſtro per ſanctam Romanam eccleſiam, ſuccedere debebit in regno ipſo Siciliæ. Si

verò ſecundum tenorem collationis ejuſdem ad ſucceſſionem ipſius regni Siciliæ factæ fœmina vocaretur, quæcunque ſit & ex quocumque libero noſtro nata, in caſu illo ſubſtituimus illam hæredem & ſucceſſorem in eodem regno Siciliæ & regno Jeruſalem, ac aliis terris, juribus & actionibus noſtris; *præterquam* in prædictis comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis ac juribus & pertinentiis eorum omnibus, præter etiam quam in aliis terris noſtris queſitis & conquerendis extrà regna prædicta; in quibus comitatibus ac prædictis aliis terris, in eo caſu ſcilicet ubi fœmina in dicto regno Siciliæ ſuccederet, ut eſt dictum, ſubſtituimus Philippum filium noſtrum Tarenti & Achaye principem, ſi tunc ſupereſſet; & ſi tunc non viveret, ſubſtituimus in dictis comitatibus ac pretactis terris queſitis & querendis dicto caſu unum de aliis filiis noſtris maſculis poſt eundem Philippum natis & naſcituris primogenitum; & ſi nullus de hujuſmodi filiis noſtris poſt eundem Philippum natis aut naſcituris tunc ſupereſſet, ſubſtituimus unum de nepotibus noſtris maſculis natis aut naſcituris, deſcendentibus ſcilicet ex viventibus nunc filiis noſtris maſculis, eum quidem qui ex noſtro majore natu filio primogenitus eſſet; & ſi è majore natu non ſupereſſet maſculus, ſubſtituimus in eodem caſu in ſupradictis comitatibus & terris pri-

mogenitum ex alio filio noſtro ſequenti, & ſuper ordinem de ſequentibus filiis noſtris, ſi de priore non ſupereſſet maſculus, ſervato ordine quo ſupra in caſu ipſo nepos ex majore natu filio noſtro tunc ſuperſtes aliis nepotibus ex ſequentibus noſtris filiis præferatur. Si autem nobis viventibus dux prædictus decedat relictis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis aut naſcituris, & caſus eſſet, in quo ad ſucceſſionem dicti regni Siciliæ non vocarentur ex tenore collationis prædictæ, ſubſtituimus ipſos liberos ejuſdem ducis in ducatu Calabriæ, ſicut invenietur per nos ipſi duci conceſſus, ita quod inter eos maſculus fœminæ & primogenitus preferatur; ita quod idem primogenitus fratribus & ſororibus teneatur providere juxtà conſuetudinem & conſtitutionem regni in talibus obſervatas, & in ipsâ proviſione ſubſtituimus eiſdem minores.

§. 3. Item relinquimus jure inſtitutionis eidem Philippo filio noſtro principi Achaye & Tarenti ducentas uncias auri annuas, ſolvendas ſibi in vitâ ſuâ tantùm; de camerâ Regis vel ſuper aliquibus regni partibus aſſignandas, ultrà principatus Achaye & Tarenti, & terras alias ac proviſiones quas ex dono celſitudinis noſtræ tenet. In quibus omnibus ipſum principem inſtituimus hæredem; &, ſi in vitâ noſtrâ decederet dimiſſis liberis maſculis vel feminis aut utriſque, natis vel naſcituris, ſubſtitui-

mus ipſos liberos ipſis principatibus, & prædictis terris, quas ſcilicet ex collatione noſtrâ perpetuò tenet vel tenebit tempore mortis ſuæ, majoris natu & ſexus maſculini inter eos prærogativâ ſervatâ. Minores verò ex ordine ſubſtituimus in proviſione ipſis debita à principatibus & terris eiſdem juxtà conſuetudinem & conſtitutionem prædictis.

§. 4. Item relinquimus jure inſtitutionis, Joanni & Petro filiis noſtris, comitatus & terras, quas nunc tenent & habent in domo noſtrâ, qui ſi non valeant quatuor millia unciarum, duo videlicet millia unciarum pro quolibet eorumdem, ſuppleatur eis defectus in aliis ex cadentibus dicti regni, & donec ſupplementum ipſum aſſequantur, recipiant illud annuatim de camera noſtra in pecunia. Relinquimus etiam jure inſtitutionis, aliis filiis noſtris ex præſenti vel alio matrimonio naſcituris, cuilibet ſcilicet eorumdem pro ſe & ſuis hæredibus ex ſuo corpore legitimè deſcendentibus, annuum redditum duorum millium unciarum auri, aſſignandum cuilibet ipſorum in comitatu vel comitatibus aut baroniis, dummodo titulum habeant comitatus, ita ſcilicet quod ipſi filii noſtri nati & naſcituri ſuo ordine hujuſmodi aſſignationes recipiant, ſi ſimul non currerent omnibus vel pluribus eorum faciendæ. Et intendimus quod donec hujuſmodi aſſignationes fiant eis, recipiant de came-

ra regia, vel ſuper regni proventibus, in pecunia dictum redditum annuum duorum millium unciarum auri. Hoc ſalvo, quòd ſi aliqui eorum eſſent impuberes, non teneatur hæres regni hujuſmodi aſſignationem vel ſolutionem eis facere uſque ad tempora pubertatis, dummodo eis provideat in alimentis & aliis neceſſariis competenter. Intendimus etiam quod omnes filii noſtri tam principes quam alii, dictos principatus Achaye & Tarenti, comitatus, baronias, terras & proviſiones alias, quas in dicto regno & ubicumque extrà illud, quæ ſunt de feudis ejuſdem regni habent & habebunt, teneant in feudum in capite à prædictis duce vel alio, qui erit hæres & univerſalis ſucceſſor in prædicto regno Siciliæ, ſub debito militari ſervitio ac conſueto cenſu, juxtà tenores privilegiorum noſtrorum, quæ indè habent & habebunt.

§. 5. Item inſtituimus Beatricem filiam noſtram in dote & dotario ſuis, & in centum unciis auri ei ſemel ſolvendis. Item inſtituimus quamlibet filiarum noſtrarum viventium in dote datâ & in centum unciis auri ſimiliter illi ſolvendis. Similiter etiam inſtituimus nepotes & neptes noſtras ex quondam Margaritâ comitiſsâ Valeſiæ filiâ noſtrâ ſuſceptos in dotem ipſi quondam Margaritæ datam & in centum unciis illis ſimiliter exſolvendis : quæ quidem filiæ noſtræ nunc viventes, ſi in vitâ no-

ſtrâ decederent, inſtituimus ad hoc liberos remanentes ex eis. Si verò aliqua earum abſque ſui corporis prole legitimâ moriretur, ſubſtituimus ei hæredem & univerſalem ſucceſſorem regni prædicti.

§. 6. Item relinquimus jure inſtitutionis Carolo nepoti noſtro primogenito quondam primogeniti noſtri regis Hungariæ, duo millia unciarum auri ſemel, & in regno noſtro Siciliæ ſolvendarum. Item inſtituimus Beatricem filiam dicti regis Hungariæ in dote ſibi per nos donatâ & in trecentis libris Turon. parvorum ſibi ſemel exſolvendis. Item relinquimus jure inſtitutionis Clementiæ filiæ regis Hungariæ pro dote octo millia unciarum auri; ſed ſi voluerit religionem ingredi, inſtituimus eam in mille unciis ei ſemel ſolvendis.

§. 7. &c.

§. 20. Item ſi contingat illum qui ſecundùm modum & ordinationem ſuccedet prædictum in prædictis comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, abſque liberis decedere, & relinquat fratrem, vel fratres aut ſorores, vel utroſque, in caſu ipſo ſubſtituimus in ipſis comitatibus fratrem ſuum primogenitum, & ſi fratrem aliquem non haberet, ſubſtituimus nepotem maſculum primogenitum qui ſupereſſet ex fratre majore natu; & ita per ordinem de nepotibus deſcendentibus ex aliis fratribus, habendo reſpectum quod nepos pri-

mogenitus ex fratre primo natu aliis nepotibus præferatur; & in defectu nepotum eodem modo ſubſtituimus pronepotes ex fratrum maſculorum lineâ de ſcendentes; in defectu verò nepotum & pronepotum maſculorum, ſubſtituimus ſororem dicti ſuccedentis in prædictis comitatibus quæ tunc inveniretur innupta & eſſet habilis ad nubendum; & ſi plures ſorores eſſent innuptæ, primogenita præferatur; in defectu verò innuptarum ipſarum, ſubſtituimus ſororem nuptam majorem natu; & in defectu ſororum omnium præmiſſarum nuptarum & innuptarum ac habilium, ſubſtituimus nepotes ſeu pronepotes; in defectu nepotum, ſervato gradu matrum nepotum hujuſmodi, ut deſcendentes ex majore natu deſcendentibus ex aliis minoribus præferantur, prærogativa etiam primogenituræ ſexûs maſculini inter deſcendentes ipſos ſervata. Eodem modo ſubſtituimus in defectu nepotum & neptium, ipſorum pronepotes vel proneptes in eorum defectu, ex ipſis ſororibus deſcendentes.

§. 21. Item volumus & declaramus quòd omnes & ſingulæ ſubſtitutiones ſuprà factæ intelligantur directæ, in caſu in quo jure directè valere poſſunt, & hæ ut vulgaris vel pupillaris; in aliis verò caſibus eas volumus intelligi fideicommiſſarias, & illo jure valere. Item ſi contingeret nobis in continenti aut vitâ functis aliquem vel aliquos natos

vel naſcituros apparere, qui prætextu preſens noſtrum poſſent nullum reddere vel rumpere teſtamentum, illum, & eorum quemlibet inſtituimus in quingentis libris Turonenſium, ſibi ſolvendis. Item ordinamus & præcipimus quod non detrahatur falcidia vel trebellianica de legatis ſeu relictis ſingulariter & univerſaliter in preſenti noſtrâ diſpoſitione ſeu teſtamento, &c.

Actum Maſſiliæ, anno 1308, die ſexto decimo Martii, ſextæ Indictionis, regnorum noſtrorum anno viceſimo quarto.

N.° 7.

1331. *Acte par lequel ceux d'Avignon font hommage-lige, & ſerment de fidélité, à Jeanne & Marie, filles de Charles de Calabre, fils de Robert, comte de Provence.*

IN nomine Domini Dei & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti. Anno à Nativitate ejuſdem milleſimo trecenteſimo triceſimo primo, die duodecima Aprilis, quartæ decimæ Indictionis : Dominus Joannes Andeguerii, miles, dominus Bertrandus Arnaudi, juriſperitus, cives Avinionenſes, ſyndici univerſitatis

hominum dictæ civitatis, certificati per dominum Philippum de Sanguieto, militem, comitatuum Provinciæ & Forcalquerii ſeneſchallum: Qualiter dominus noſter rex Robertus, per ſuas patentes declaraverat quòd dominam Joannam primogenitam, ac dominam Mariam ſecundogenitam domini Caroli claræ memoriæ, ducis Calabriæ, filii ejus primogeniti, ſi dicta domina Joanna ipſi dominæ Mariæ ſine liberis prædecederet, hæredes ſuas ſtatuerat, & ordinaverat tam in regno Siciliæ quam in comitatibus Provinciæ Forcalquerii, & Pedemontis, eo caſu videlicet quo ipſe dominus noſter Rex decederet maſculina ſobole non relicta, nonobſtantibus inſtitutionibus, vel ſubſtitutionibus ſi quæ in contrarium factæ eſſent; quodque mandaverat, idem dominus noſter Rex prælatis, baronibus, nobilibus & univerſitatibus dictorum comitatuum, ut hommagium ligium, fidelitatis debitæ ſacramentum facerent & præſtarent ipſi domino ſeneſchallo, prædictarum dominarum procuratori ad hoc ſpecialiter ordinato per regiam Majeſtatem in caſibus ſupradictis, prout hæc & alia de quibus etiam certificati fuerunt continentur in quodam publico inſtrumento ſcripto per me notarium infrà ſcriptum, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo primo, die ſeptimâ Aprilis, hujus Indictionis. Ipſi ideò ſyndici, ſyndicario

nomine quo ſupra, & nominibus ſuis propriis, flexi
genibus, & junctis manibus, cum pacis oſculo, d
tactis Evangeliis fecerunt, & præſtiterunt homm
gium lignum & fidelitatis debitæ ſacramentum
ipſi domino ſeneſchallo recipienti pro parte,
nomine dominarum prædictarum ſub modo, form
& in calibus, & cum proteſtationibus contentis
prænotato inſtrumento mei notarii infra ſcrip
& proteſtati fuerunt ſolemniter, ante & poſt pr
ſtationem dicti hommagii, & ſacramenti ab l
proteſtatione nullatenùs recedere, intendunt ſ
etiam perpetuò ſibi fore ſalvam, ac etiam ea
ſingulis agendis, dicendis, & faciendis pro repet
habita quod hommagium, & fidelitatis ſacram
tum per eos præſtandum univerſitatis conſili
1331. & ſingulares perſonas ejuſdem univerſitatis, ci
tatis Avinionis non aſtringat ad alias perſonas,
aliis perſonis quam illuſtriſſimo domino noſ
domino Roberto, Dei gratiâ, Jeruſalem & Sic
Regi, eo vivente; ſed poſt ejus mortem, ex
quòd abſit maſculina ſobole non relicta & in
ſum ordinationis, & ſucceſſionis per eum fact
ex nunc, ut ex tunc ſuum ſortiantur effectum;
quòd ſi plus vel aliter facerent in prædictis ho
magio & fidelitatis debitæ ſacramento quam fu
pro parte dictorum conſilii univerſitatis, & ſin
larium perſonarum ejuſdem fieri, vel præſt

itum, ſeu conſuetum per eorum prædeceſſores, id plus habeatur pro non facto, vel minùs fieret, aud quod defecerit pro facto habeatur: ita quod per omnia forma debita, & antiquitus obſervata hic repræſentari videatur, & quidquid aliter fieret pro non facto reputetur; & quod etiam caſus hujuſmodi hommagii & fidelitatis ſacramenti noviter præſtandi ſi de jure minime fieri ſeu præſtari non debebat, non poſſit in futurum in exemplum deduci, nec præjudicium aliquod prænominatis conſilio univerſitatis, & ſingularibus ejuſdem in poſterum generare proteſtantur; etiam quod omnes & ſingulæ immunitates, franqueſiæ, privilegia, & boni uſus & conſuetudines, litteræ regiæ, & conventiones dictæ univerſitatis Avinionis, necnon & alia omnia jura dictæ univerſitatis, & ſingularibus perſonis ejuſdem competentia, remaneant firma, & ſalva ex integro, ac etiam illibata; & quod eis per ejuſmodi hommagii & fidelitatis ſacramenti præſtationem, & alia eis adhærentia, ſeu ex eis dependentia nullum præjudicium generetur, nec in aliquo derogetur; & quod etiam prædicti ſcindici hoc ex præcepto, ſeu neceſſitate non faciunt nec facere intendunt, ſed gratis annuere, & obedire volentes in hoc caſu pro eo quia dictus dominus rex Robertus, qui eſt verus dominus, per Dei gratiam adhuc vivit, & ipſo vivente aliis fieri non deberet

nomine quo ſupra, & nominibus ſuis propriis, flexis genibus, & junctis manibus, cum pacis oſculo, & tactis Evangeliis fecerunt, & præſtiterunt hommagium ligium & fidelitatis debitæ ſacramentum, ipſi domino ſeneſchallo recipienti pro parte, & nomine dominarum prædictarum ſub modo, forma, & in caſibus, & cum proteſtationibus contentis in prænotato inſtrumento mei notarii infra ſcripti; & proteſtati fuerunt ſolemniter, ante & poſt præſtationem dicti hommagii, & ſacramenti ab hac proteſtatione nullatenùs recedere, intendunt ſed etiam perpetuò ſibi fore ſalvam, ac etiam ea in ſingulis agendis, dicendis, & faciendis pro repetito habita quod hommagium, & fidelitatis ſacramentum per eos præſtandum univerſitatis conſilium & ſingulares perſonas ejuſdem univerſitatis, civitatis Avinionis non aſtringat ad alias perſonas, ſeu aliis perſonis quam illuſtriſſimo domino noſtro domino Roberto, Dei gratiâ, Jeruſalem & Siciliæ Regi, eo vivente; ſed poſt ejus mortem, ex eo quòd abſit maſculina ſobole non relicta & in caſum ordinationis, & ſucceſſionis per eum factæ, ex nunc, ut ex tunc ſuum ſortiantur effectum; & quòd ſi plus vel aliter facerent in prædictis hommagio & fidelitatis debitæ ſacramento quam fuerit pro parte dictorum conſilii univerſitatis, & ſingularium perſonarum ejuſdem fieri, vel præſtari

debitum, ſeu conſuetum per eorum prædeceſſores, illud plus habeatur pro non facto, vel minùs fieret, illud quod defecerit pro facto habeatur: ita quod per omnia forma debita, & antiquitus obſervata hic repræſentari videatur, & quidquid aliter fieret pro non facto reputetur; & quod etiam caſus hujuſmodi hommagii & fidelitatis ſacramenti noviter præſtandi ſi de jure minime fieri ſeu præſtari non debebat, non poſſit in futurum in exemplum deduci, nec præjudicium aliquod prænominatis conſilio univerſitatis, & ſingularibus ejuſdem in poſterum generare proteſtantur; etiam quod omnes & ſingulæ immunitates, franqueſiæ, privilegia, & boni uſus & conſuetudines, litteræ regiæ, & conventiones dictæ univerſitatis Avinionis, necnon & alia omnia jura dictæ univerſitatis, & ſingularibus perſonis ejuſdem competentia, remaneant firma, & ſalva ex integro, ac etiam illibata; & quod eis per ejuſmodi hommagii & fidelitatis ſacramenti præſtationem, & alia eis adhærentia, ſeu ex eis dependentia nullum præjudicium generetur, nec in aliquo derogetur; & quod etiam prædicti ſcindici hoc ex præcepto, ſeu neceſſitate non faciunt nec facere intendunt, ſed gratis annuere, & obedire volentes in hoc caſu pro eo quia dictus dominus rex Robertus, qui eſt verus dominus, per Dei gratiam adhuc vivit, & ipſo vivente aliis fieri non deberet

proteſtatione præmiſſa, quòd ſi ad magis tenetur ut devoti, & fideles regiæ majeſtati, & ejus ordinationi ſuper hoc ut dicitur factæ ; & quod etiam pro cautela ipſorum & univerſitatis memoratæ, & perſonarum ſingularium ipſius, idem dominus ſeneſchallus copiam concedat in formam publicam mandati regii quod ſuper hoc hommagia recipiendo dicitur habuiſſe, necnon & quod hoc ratificari faciat infra certum tempus per dictum dominum noſtrum regem ut avum paternum, balivium & legitimum adminiſtratorem dictarum dominarum, litteras ejus opportunas eis ſuper hoc obtinendo. Actum Avinion, in domo quam inhabitat dictus dominus ſeneſchallus. Teſtes ad hoc vocati, & rogati domini Biſus Aves, epiſcopus; Joannes de Juvenatio, legum doctor, & Fulco de Pontittes, miles; & ego Joannes de Maranto de Tramonto, notarius, &c.

Extractum à regiis Provinciæ archivis & ab magno inſtrumento conſervato in armario hommagiorum, & cum eodem debite collationatum, mandato magnificorum dominorum cameræ computorum, per me Rationald, ſecretarium archivarium regium prædictorum archivorum & cameræ ſupra dictæ: ſubſignatum; ſigno Boisson.

N.° 8.

Édit du Roi Robert, Comte de Provence, par lequel il déclare ledit Comté inaliénable. 1334.

ROBERTUS, Dei gratiâ, rex Jeruſalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ, & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii, ac Pedemontis comes. Univerſis præſentes litteras inſpecturis tam præſentibus quàm futuris. Cùm comitatuum noſtrorum Provinciæ & Forcalquerii cum comitatibus comprehenſis vel annexis eiſdem Provincia quidem Provinciæ non immetitò ſit vocata, quæ inter mundi cæteras quemdam prærogativæ noſcitur obtinere primatum, à fœlicis memoriæ dominis avia & avo noſtris patrimoniale & hæreditarium noſtrum ſit, promiſerit devotiſſimis incolis comitum firmiſſimè ſæpè fieri circumdatum, & robuſtæ conſtantiæ muro concluſum, quiete ſiquidem pacificum, tranquilla fertilitate amœnum, & à turbinibus quibus aliæ mundi provinciæ plurimæ agitantur inſigniter alienum : ideò nec incongruè inter alias ſpecialiter nobis eorum juramento emiſſo immutabiliter firmavimus, nunquàm cuique in illo aliquod ſtabilitium nos da-

turos, cùm illa intelligamus, & eſſe volumus de noſtro domanio : & hoc præſentibus nihilominùs de certa noſtra ſcientia declaramus, quin potiùs ſeneſchallo & majori judici comitatuum jam dictorum præſentibus & futuris damus expreſſiùs in mandatis, quod quædam quibuſdam vel ad certum tempus, & uſque ad dandum pro illis competens excampium alibi, vel in pecunia ſunt conceſſa, citiùs quod poterunt debeant redimere, & illa ad manus & comitam ſolitam noſtræ curiæ curent cum ſollicitudine revocare providentiâ regiâ; inter plurima advertentes quòd quando diſtractis propriorum jurium redditibus fiſcales pecuniæ non adveniunt, incumbentibus interdùm arduis coguntur principes ſubditos aggravare, ob quod etiam juſti quodammodo complectuntur ad iniquitatem extendere manus ſuas : mandantes & injungentes præſentibus noſtris quibuſcumque hæredibus in illis quocumque tempore in futurum ſub noſtræ benedictionis obtentu, ut ipſi & eorum quilibet hoc idem debeant inviolabiliter obſervare. In cujus rei teſtimonium & certitudinem atque robur, cautelam & memoriam poſterorum præſenti privilegio ſeu litteris manu propria ſubſcripſimus; quæ quadruplicari & multiplicari ad cautelam mandavimus, & quædam ex illis aurea bulla majeſtatis noſtræi mpreſſa typario, & alia ejuſdem Majeſtatis

ſigillo

ſigillo cereo, nulla verò utroque fecimus communiri. Datum Neapoli, per manus Joannis Grilli de Salerno, juris civilis profeſſoris, vice-protonotarii regni Siciliæ, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo-quarto, die viceſimo-primo Decembris, tertiæ Indictionis, regnorum noſtrorum anno viceſimo-ſexto. Nos Rex prædicta ſubſcripſimus manu noſtrâ.

N.° 9.

Extrait du Teſtament du Roi Robert. 1343.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti : anno Nativitatis ejuſdem 1343, regnante ſereniſſimo principe & domino noſtro domino Roberto inclyto Dei gratiâ, rege Jeruſalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comite, regnorum verò ejus anno trigeſimo quarto, feliciter, Amen. Die 16.° menſis Januarii, 11.ª Indictionis, Neapoli in regio Caſtro-Novo, in camera ejuſdem domini Regis; Nos Nicolaus de Aliſia per totum regnum Siciliæ ad contractus regiâ authoritate judex, Mapillus Ruffullus de Napoli publicus ubilibet per totum præfatum regnum Siciliæ eadem regiâ authoritate nota-

rii, & ſubſcripti teſtes litterati, ad hoc ſpecialiter vocati & rogati: Videlicet venerabilis pater dominus frater Guillelmus, epiſcopus Salon, dominæ reginæ confeſſor, venerabilis & religioſus vir frater Joannes de Bortholco, illuſtris dominæ ducisſæ Calabriæ confeſſor, ordinis minorum; dominus Joannes Grilli, vice-protonotarius regni Siciliæ; frater Robertus de Miloto; dominus Petrus Beaudeti, magiſter capellæ & eleemoſinarius regius; dominus Egidius de Bevanco magnæ regiæ curiæ magiſter rationalis, ac dominus Guigue de Cavillione, & dominus Hugo de Figueria, milites; magiſter Joannes de Ariano, & magiſter Bartholomæus de Giſcuto, phiſicus; ſecretarii reginales, Raymundus de Roca, & Audibertus de Roca filius ejus, regii cambellani & familiares; præſenti ſcripto publico declaramus, notum facimus & teſtamur, quòd accerſitis nobis ad præſentiam ejuſdem domini Regis exiſtentis in camera ſua ſui dicti Caſtrinovi, idem dominus Rex attentione ſalubris proviſionis advertens quòd primi parentes à paradiſo declinantes, per culpam in carne tranſgreſſionis abjectio in totam futuram ſobolem ad mortis pœnam propagata fragilitate transfuſa miſerè incertudinaliter dormivit, quod in hac lachrymarum valle mortales vitam in ipſius ſæculi tenebris, quæ nihil aliud videre ſinunt crucioſa noſtra diſſolutione, & ſic

omnibus poſteris indicta lex mortis ejuſdem facta eſt æqualis & unica, quod inter reges & principes, non diſcernens ſeu edacitatis in fine morſu communiter & æquè pariter cuncta mordet : ideoquè piâ conſideratione revolvens ſuum incolatum prolongatum per dies in ejus curſu dubitati certi termini omninò inſcium, & vocatione peremptoriâ rationabiliter plus verendum, ut ejus animæ ad confitendum nomen domini de carcere feliciter educendæ ſibi talenti diſpenſatione providâ conſulat, & illum diem præveniendo noviſſimum ejus domini conſultâ ordinatione diſponat hora ſua tranſiturus, ſub ſpe divinæ clementiæ ad habitandum cùm beatam habitantibus manſionem ; ipſe dominus Rex licet ægrotans corpore, ſanæ tamen mentis exiſtens, rectè loquens, & ordinatè diſpoſitus, de regno Siciliæ ultrà citraquè Farum, ac comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, necnon omnibus aliis terris, ſuis dominiis, juriſdictionibus, bonis & rebus ſuis quibuſlibet ſtabilibus & mobilibus ubicumque ſiſtentibus ſibi quoquomodo competentibus & competituris, coràm nobis judice, notario, teſtibuſquè prædictis, diſpoſuit prout infrà deſcribitur, & tale ſuum optimum condidit teſtamentum. In primis quia teſtamenti cujuſlibet inſtitutio principium eſſe dignoſcitur ſivè caput, inſtituit ſibi hæredem univerſalem Joannam duciſ-

ſam Calabriæ, neptem ejus, primogenitam claræ memoriæ inclyti domini Caroli ducis Calabriæ ejuſdem domini Regis primogeniti, in regno Siciliæ ultraquè Farum, necnon comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis ac omnibus aliis terris, locis & rebus ſuis ſtabilibus & mobilibus ubicumquè ſiſtentibus ſibi competentibus & quomodolibet competituris. Item ſpectabilem dominam Mariam ſimiliter neptem ſuam, & ejuſdem quondam domini ducis Calabriæ ſecundogenitam hæredem dumtaxat inſtituit in comitatu Albæ, necnon juſticiaratu Vallis gratiæ, & terræ Jordanæ, cùm terris, caſtris, hominibus vaſſallis, planis, montibus, nemoribus, aquis aquarumquè decurſibus, fructuariis, juribus & pertinentiis ſuis omnibus quibuſcumquè, ac in unciis triginta millibus in pecunia tempore ſui maritagii per competentes terminos exhibendis; de quibus eam contentam eſſe voluit, ita quod ultrà vel ampliùs de dicta ejus hæreditate petere non poſſit vel debeat ullo unquàm tempore quocumque jure, ratione ſeu causâ, ſeu alio quovis modo; quos quidem comitatum & juſticiariatum præfata domina Maria tenere debeat in feudum immediatè & in capite ab eadem dominâ duciſſâ & ſuis hæredibus ſeu regiâ curiâ, ſub debito ſervitio ac etiam conſueto: hâc tamen conditione, quod ubi præfata domina duciſſa dabit & aſſigna-

bit ſeu dari & aſſignari faciat eidem dominæ Mariæ ſorori ſuæ vel alii pro ea in pecunia ſimili per terminos competentes uncarum decem millia in compenſatione dicti juſticiaratûs Vallis gratiæ & terræ Jordanæ ultrà dicta triginta millia unciarum, & dictus comitatus dicti juſticiaratûs remaneat dominæ duciſſæ pro ſe & hæredibus ſuis, & revertatur ad manus ipſius & ſuorum hæredum prædictorum, dicto tamen comitatu modò remanente dominæ Mariæ cùm unciarum triginta millibus ſupradictis; & in præmiſſis caſibus altera alteri beneplacito & aſſenſu domini Regis præſentis renunciavit voluntariè & expreſsè in bonis hæreditariis regiis ſupradictis & aliis quibuſcumque, præterquàm in caſu ſubſtitutionis infra ſcriptæ. Item voluit & mandavit dominus Rex quòd in caſu, quod abſit, quòd præfatam dominam Joannam duciſſam decedere contigerit quandocumquè liberis ex ſuo corpore legitimis non relictis, vel illis ſuperſtitibus ſine legitimis hæredibus decedentibus ſuccedat ſibi præfata domina Maria ſoror ejus vel hæredes ſui, ſeu hæredes hæredum ſuorum in regno Siciliæ ultrà citraquè Farum, ac comitatibus & omnibus aliis ſupradictis; & vice verſâ quandocumque, quod abſit, contingeret, præfatam dominam Mariam decedere liberis ex ſuo corpore non relictis, vel illis ſuperſtitibus ſine hæredibus legitimis decedentibus,

ſuccedat ſibi domina Joanna nunc duciſſa ſoror ejus primogenita, vel hæredes ſui ſeu hæredes hæredum ſuorum. In omnibus & ſingulis ſupradictis, & in ſubſtitutione præmiſsâ, altera ſimiliter alteri ſpontè & liberè ipſius Regis interveniente beneplacito & aſſenſu conſentiit; & voluerunt expreſsè illam exiſtere inviolabilis efficaciæ & vigoris; & pro majori robore firmitatis & pleniori cautelâ unam alteri ſubſtituit in caſibus ſupradictis, ac per fideicommiſſum rogavit eaſdem & voluit ſubſtitutiones ipſas valere omni viâ & modo quibus de jure meliùs valere poſſunt & debent; ità tamen quòd quarta trebellianica, falcidia, vel quæcumque alia, nullum in diſpoſitione præſenti & ſubſtitutione prædictâ vindicet quomodolibet ſibi locum. Item ſtatuit & voluit quòd in caſu quo dictam dominam Joannam duciſſam decedere, quod abſit, contingeret legitimis liberis ex ſuo corpore non relictis, illuſtris dominus Andreas dux Calabriæ, vir ejus, habeat & habere debeat principatum Salerni cùm titulo principatûs & fructibus, redditibus, juribus & pertinentiis omnibus quibuſcumque, ſibique ſuppleri dicto principatu computato uſque ad quantitatem integram cum redditu unciarum auri duorum millium, juxta tenorem privilegii proindè ſicut dicitur ſibi facti, tenendum per eum immediatè & in capite à domino Rege vel Reginâ

Siciliæ, qui vel quæ pro tempore fuerit ſub debito & conſueto ſervitio, ſecundum uſum & conſuetudinem dicti regni. Item, voluit & ordinavit corpus ſuum ſepeliri in eccleſiâ monaſterii ſui reginalis ſancti Corporis Chriſti de Neapoli, ubi provideatur de certâ ſpeciali eleemoſinâ, ſicut ſereniſſimæ dominæ reginæ Sanchiæ, conſorti ſuo & aliis executoribus infraſcript. ſui teſtamenti hujuſmodi viſum fuerit. Item, ſtatuit & mandavit quòd præfata domina Regina principaliter, necnon venerabilis pater dominus Philip. epiſcopus Cavallic. regni Siciliæ vice-cancellarius, ac magnifici viri dominus Philippus de Sanguinetto comes Alti fulminis, ſeneſchallus Provinciæ, dominus Gaufridus de Marſan comes Squallacii admiralus dicti regni, & Carolus Artus ſint & eſſe debeant gubernatores, diſpenſatores, rectores & adminiſtratores, vel quocumque alio modo & nomine meliùs cenſeri poſſunt de jure, dicti illuſtris domini Andreæ Regis, ducis Calabriæ ac præfatarum dominarum dominæ duciſſæ & dominæ Mariæ ſororum, & regni, comitatuum & aliorum omnium prædictorum, quouſque præfati domini dux & duciſſa ac domina Maria compleverint viceſimum quintum annum: ſic equidem quòd præfati domini dux & duciſſa, & Maria nihil debeant vel poſſint agere in judicio vel extrà judicium, contrahendo, dando vel alienando, ſeu aliàs

quomodocumque & qualitercunque, ſine expreſſa conſcientia & aſſenſu principaliter ipſius Dominæ Reginæ & aliorum adminiſtratorum, rectorum, diſpenſatorum & gubernatorum præd. Quòd ſi interim uſque poſt lapſum dicti viceſimi quinti anni ſecùs fortè fecerint, quod ipſe Dominus Rex non credit neque intendit, ipſo jure ſit nullum, ac prorsùs vacuum & inane. Item, voluit & ordonavit quòd Domina Maria præfata debeat matrimonialiter contrahere cum inclyto Principe Ludovico præſente Rege Hungariæ, propter certas conditiones ſecretas quæ ipſum Dominum Regem movent, ſicut expreſſit; quòd ſi dictum matrimonium aliquod impedimentum reciperet, propter matrimonium quod ponitur juratum & firmatum inter ipſum Dominum Regem Hungariæ & Regem Boemiæ, vel ejus filiam, nubere debeat cum primogenito excellentis Domini, Domini Joannis Ducis Normandiæ, primogeniti illuſtris domini Philippi præſentis Regis Francorum, vel in ejus defectu cum ſecundo genito Regis Franciæ ſupradicti, Item ſtatuit & mandavit quòd omnes & ſinguli officiales & familiares ſui cujuſcumque conditionis & ſtatûs remanere debeant & eſſe ſecundum gradum cujuslibet in ſervitio præfatorum Dominorum, Domini Ducis & Dominæ Duciſſæ, ac Dominæ Mariæ; eo modo & ſicut fuerant in ſervitio ejuſdem Domini Regis, & ipſi

ômnibus & quibuſcumque aliis præduci debeant & præferri ; & mandat expreſsè eidem Dominæ Reginæ principaliter necnon dictis gubernatoribus, diſpenſatoribus, rectoribus, adminiſtratoribus, quòd hoc procurent & faciant fieri ac effectualiter executioni mandari & tenaciter obſervari, &c.

Item, ſtatuit & ordinavit quòd prædicta Domina Regina ac domini Ph. Cavallic. archiepiſc. Phil. de Sanguineto amiratus regni, & Artus, ſupradicti ſint executores hujuſmodi ſuæ ultimæ voluntatis, quam valere voluit jure teſtamenti ; & ſi non valet vel valebit jure teſtamenti, valere debeat jure codicillorum, ac donationis causâ mortis, vel cujuſlibet alterius ultimæ voluntatis, alio jure & modo quibus meliùs valere poteſt & debet. Item, voluit & mandavit quòd ex prædictis gubernatoribus, rectoribus, diſpenſatoribus, adminiſtratoribus & executoribus, cum præfatâ Dominâ Reginâ ipſâ vivente, & intereſſe valente vel volente, ſive poſt mortem ipſius, duo tantùm aliis mortuis, vel modo aliquo nequentibus intereſſe prædictas gubernationem, regimen, diſpenſationem, adminiſtrationem, & executionem, ac omnia præmiſſa & ſingula, prout ſuperius exprimuntur, exercere, exequi habeant, juxta votum teſtatoris jam dicti : concedens præfatus Dominus Rex dictis ſuis executoribus, vel duobus ex eis, ſicùt prædicitur, facultatem li-

beram & omnimodam poteſtatem authoritate propriâ capiendi bona ejus omnia mobilia ubicumquè conſiſtentia, ac etiam fructus, redditus & proventus, & jura regni & comitatuum prædictorum, præmiſſis ſuprà expreſſis dumtaxat exceptis, & illa ac illos vendendi, diſtrahendi, alienandi & faciendi, ſicùt meliùs pro executione integrâ dicti teſtamenti viderent expedire. Item, præfati Dominus Dux ac Domina Duciſſa & Maria ſoror ejus puberes ſe affirmantes, & ſic ex eorum aſpectu apparebat, in præſentiâ dicti Domini Regis noſtrique judicis, notarii, & teſtium ſupràſcriptorum, promiſerunt & juraverunt ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta, præmiſſa omnia & ſingula tenaciter & inviolabiliter obſervare, & nullo unquam tempore per ſe vel per alium quovis modo contra facere vel venire, recipientes ſibi ad invicem ipſam promiſſionem, & ſacramentum prædictum, meque notario tanquam perſona publica etiam recipiente promiſſionem eandem & ſacramentum ipſum à prædictis Domino Duce, ac Dominabus Duciſsâ & Mariâ ſorore ejus, & legitimè ſtipulantibus pro parte omnium & ſingulorum quorum intereſt & poterit intereſſe quoquomodo : in præmiſſis autem omnibus & ſingulis, non obſtantibus quibuſcumque legibus, conſtitutionibus, juribus, conſuetudinibus, ritibus, & quibuſcumque aliis præmiſſæ regiæ diſpoſitioni

ſeu ultimæ voluntati repugnantibus vel refragantibus quoquomodo ſub quâcumque ſerie & expreſſione verborum, etiamſi de illis vel aliquo ſeu aliquo illorum vel illarum eſſet hìc ſpecialis & expreſſa mentio facienda, quæ & quas in præſentiâ noſtrûm qui ſuprà, judicis & notarii & teſtium præfatus dominus Rex, velut ſolutus legibus, de certâ ſuâ ſcientiâ, & regiæ poteſtatis plenitudine, quoad præmiſſa omnia & ſingula, nullius eſſe voluit & cenſuit roboris, efficaciæ vel vigoris, & habere pro ſpecificatis, appoſitis & expreſſis, omnemque ſupplet defectum : ita & taliter, quod in omnem eventum hujuſmodi ſua diſpoſitio, ſeu ultima voluntas vicem legis obtinens, præſcripto modo, in omnibus & ſingulis effectum ſuum realiter & infallibiliter conſequatur. In cujus rei teſtimonium prædictorum domini ducis, & dominæ duciſſæ, & dominæ Mariæ ſororis, ac omnium aliorum & ſingulorum quorum intereſt & poterit intereſſe, certitudinem & cautelam de præmiſſis, facta ſunt ex eodem quatuor publica conſimilia inſtrumenta, per manus mei notarii ſupradicti, ſigno meo ſolito ſignata, ſuſcriptione mei qui ſuprà judicis, & noſtrum ſubſcriptorum teſtium ſubſcriptionibus roborata; quæ ſcripſi ego qui ſuprà Mapillus Rufullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum regnum Siciliæ, eadem regiâ authoritate notarius, qui præmiſſis om-

nibus unà cum teſtibus ſubſcriptis interfui, eaque rogatus ſcripſi, ſignoque meo conſueto ſignavi, &c. anno, indictione, die viceſimo ſeptimo Januarii, pontificatus ſubſcr.

N.° 10.

1347. *Déclaration de la Reine Jeanne I.re, touchant l'inaliénabilité du domaine de Provence.*

IN nomine Domini, amen. Anno Domini milleſ. trecenteſimo quadrageſimo ſeptimo, die decimo nono februarii, primæ Indictionis. Noverint univerſi præſentes pariter & futuri. Excellentiæ dominæ noſtræ dominæ Joannæ, Dei gratiâ, Jeruſalem & Siciliæ reginæ, comitatuum Provinciæ, Forcalqueriî ac Pedemontis comitiſſæ, in reginali Palatio civitatis Aquenſis, videlicet in camera dictæ reginalis excellentiæ, in qua dicta reginalis excellentiæ exiſtebat ſedendo, barones & nobiles ſubſcripti & ſyndici civitatis Aquenſis, & centum eorum ſocii de civitate Aquenſi prædicta eis adjuncti, ut conſules dictorum ſyndicorum, quorum nomina dictorum baronum & nobilium, ſyndicorum & conſiliario-

rum ſequuntur, ut ecce nomina dictorum baronum & nobilium : primò magnificus & potens vir dominus Raymundus de Agoult, miles; dominus Vallis-Saltus & dictorum comitatuum ſeneſchallus, & ad guerram capitaneus generalis; Iſnardus de Pontevez, dominus dicti loci; Bonifacius de Caſtellana, dominus de Foſſis; Nerimus de Vintimillo dominus du Verderia; Bermundus de Vouta, dominus Caſtellionis; dominus Bonifacius ſancti Martini; dominus Guillelmus Fulcudius præpoſitus Graſſenſis; dominus Jacobus Berengarii, miles de Aquis, & Raybaudus de ſancto Paulo dominus Caſtri Dupli : & nomina dictorum ſyndicorum hæc eſſe noſcuntur; videlicet Mitrius Berengarius de Turribus Aquenſibus, Bernardus Thomarii, & Petrus Menſure, ſyndici, & ſyndicario nomine dictæ civitatis Aquenſis, ut aſſerunt : nomina dictorum ſociorum & conſiliariorum præfatorum, ſunt hæc; dominus Joannes de Cario, juriſperitus, advocatus dicti conſilii & univerſitatis ejuſdem Aquenſis; nobilis Hugo Monachi; Bartholomæus de Groſſis, Petrus Vincentii, Aymerius de Samaria, & Blacacius de Pigono. Qui prædicti barones & nobiles ac ſyndici & conſiliarii dictæ univerſitatis Aquenſis prædictæ, ut dicunt, nominibus eorum propriis, & vice & nomine omnium illorum baronum & nobilium de comitatibus ſupra dictis, ac etiam vice & nomine omnium

aliarum univerſitatum, terrarum & locorum adjacentium dictis comitatibus eis adhærere volentium, in ſupra dictis & infra ſcriptis, in præſentia & audientia dictæ reginalis excellentiæ, flexis genibus exiſtentes, devotè & fideliter ſuplicando poſtularunt & dixerunt. Ut cum iſta provincia inter alias mundi provincias ſit fidelis & devota, & fuerit pepetuò ſuo majori dominio & ſenhoriæ, ac eſſe intendatque, dignetur, & velit dicta reginalis excellentia benignè concedere & promittere prædictis poſtulantibus nominibus eorum propriis, ac vice & nominibus omnium aliorum baronum & nobilium, univerſitatum & locum dictorum comitatum Provinciæ & Forcalquerii; & aliorum locorum dictis comitatibus adjacentium eis adhærere volentium, in præmiſſis & ſubſcriptis jurare ad ſancta Dei Evangelia, quòd dicta Domina Regina non vendet, permutabit, donabit, ſeu pignori obligabit, aut titulo aliquo ſive modo transferet dictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, vel aliquam civitatem, terram, villam, ſeu loca aliqua vel caſtra, infra dictos comitatus exiſtentes, vel adjacentes eiſdem comitatibus; per ſe vel alium directè vel per obliquum, aut alias quoquomodo alicui perſonæ mundi, collegio ſeu univerſitati, cujuſcumque ſtatûs, conditionis aut præeminentiæ exiſteret vel exiſtere poſſet, promittat eis, eis juret ſi placet quòd ipſos

comitatus Provinciæ & Forcalquetii, ſeu loca dictis comitatibus adjacentia nunquam alienaverit, vendiderit, donaverit, permutaverit, pignori obligaverit, ſeu excambiaverit, vel aliquo alienationis titulo ſive modo ea uſque nunc per ſe vel per aliam perſonam ab ipſa interpoſitam alicui perſonæ mundi, collegio, ſeu univerſitati, cujuſcumque conditionis, ſtatûs; dignitatis ſeu præeminentiæ exiſtat alienaverit; & ſi unquam contingeret, quod Deus avertat, quod dicta Domina Regina dictos comitatus vel alia loca dictis comitatibus adjacentia venderet, alienaret, donaret, vel excambiaret, pignori obligaret, aut quovis jure, titulo ſive modo per ſubtile ingenium alienaret ſeu transferret in poſterum, dictos comitatus vel loca adjacentia dictis comitatibus, vel forſitan alienaverit, ut eſt dictum, ad aliquam mundi perſonam, prout ſuperiùs eſt expreſſum, quod dicta Domina noſtra Regina ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, promittat & cum juramento conveniat dictis baronibus & nobilibus ac ſyndicis & conſiliariis prædictis præſentibus poſtulantibus & ſolemniter recipientibus eorum propriis & quibus ſuprà nominibus eis adhærere volentibus, in præmiſſis & infra ſcriptis, ut eſt dictum, quod ipſa Domina vel ille in quem transferrentur vel alienarentur, non poſſint univerſitatem dictorum comitatuum Provinciæ & Forcalque-

rii tam nobilium quàm popularium perſonarum infrà dictos comitatus exiſtentem, & loca adjacentia, vel ſingulares perſonas dictorum comitatuum & eis adjacentium compellere ſeu compelli facere per ſe vel alium directè, vel per obliquum, vel aliquod homagium vel fidelitatis ſacramentum alteri quam ſibi & dicto domino Carolo filio ſuo primogenito & ab ipſis legitimè deſcendentibus qui comites eſſent Provinciæ & Forcalquerii, non teneantur nec compelli poſſint: & prædicta Domina Regina & comitiſſa habito prius ejus conſilio, ſtatim dixit & reſpondit dictis baronibus, nobilibus ac ſyndicis & conſiliariis nominibus eorum propriis, & quibus ſupra dictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, ſeu loca adjacentia eiſdem uſque ad præſentem diem per ſe vel per aliam ab ipſa perſonam interpoſitam, quovis jure, titulo ſive modo nemini alienaſſe ſive contuliſſe quoquomodo: ſed volens gratificare dictis baronibus & nobilibus ac ſyndicis & conſiliariis præſentibus & requirentibus, & ſolemniter ſtipulantibus per ſe quibus ſuprà nominibus, non vi & metu coacta, ſed ſua ſpontanea voluntate per ſolemnem ſtipulationem promiſit dictis baronibus & nobilibus, ac ſyndicis & conſiliariis prædictis, nominibus eorum propriis, & quibus ſuprà, prædictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, ſeu loca adjacentia eiſdem, nullo unquam tempore,

per

per ſe vel per ſummiſſimam perſonam ipſius alienare, ſeu in aliam perſonam, collegium ſeu univerſitatem transferre quoquomodo : dùm tamen ipſi barones & nobiles, ac ſyndici & conſiliarii, eorum propriis nominibus, & vice & nominibus quibus ſuprà, dictam Dominam Reginam & dictum dominum Carolum ejus filium primogenitum, & ſuos & deſcendentes ab eis dictorum comitatuum comites, & eorum bona & jura & honorem ſemper ſervent & deffendant contrà omnes perſonas cujuſcumque conditionis, dignitatis ac præeminentiæ ſint, fuerint, & eſſe poſſint, ſicut fideles ſui vaſſalli & homines, ſalvis ſemper eis omnibus libertatibus, franqueſiis, privilegiis, ac conventionibus quibuſcumque quas habent & conſueti ſunt habere ab ipſa Domina & prædeceſſoribus ſuis. Et ibidem in continenti dicti barones & nobiles, ac dicti ſyndici & conſiliarii promiſerunt, & ad ſancta Dei Evangelia juraverunt corporaliter & ſponte eorum propriis & quibus ſuprà nominibus dictæ reginali excellentiæ præſenti ſtipulanti, & ſolemniter recipienti pro ſe & dicto domino Carolo Martelli ejus filio primogenito, & ſuis & deſcendentibus ab eis dictorum comitatuum comitibus, eos & eorum bona, jura & honorem ſemper ſervare & deffendere contrà omnes perſonas cujuſcumque ſtatûs, dignitatis aut præeminentiæ ſint, fuerint,

vel etiam eſſe poſſint, ſicut fideles ſui vaſſalli & homines; ſalvis ſemper eis, ut ſuprà, omnibus libertatibus, franqueſiis, privilegiis, conceſſionibus quibuſcumque quas habent & conſueti ſunt habere ab ipſa Domina & prædeceſſoribus ſuis, & præmiſſa omnia & ſingula omnia attendere & complere pro ſe & ſuis in poſterum ſucceſſoribus & hæredibus quibuſcumque eorum propriis, & quibus ſuprà nominibus prædictæ ſacræ reginali excellentiæ, ut ſuprà ea juraverunt ſponte & ea promiſerunt ratificari, promitti & jurare facere pro poſſe aliis baronibus, nobilibus & univerſitatibus prædictorum comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, & locis dictis comitatibus adjacentibus; ſalvis ſibi ſemper & ſuprà omnibus libertatibus, immunitatibus, franqueſiis, privilegiis & conventionibus quibuſcumque quas habent & habere ſunt conſueti ab ipſa Domina & prædeceſſoribus ſuis : de quibus dicti barones & nobiles, ſyndici & conſiliarii nominibus eorum propriis, & vice & nomine aliorum baronum ac nobilium Provinciæ & Forcalquerii, ac ſyndicorum, conſiliariorum, & univerſitatum, ac locorum aliorum dictorum comitatuum eis adhærere volentium, in præmiſſis fuerunt ſolemniter proteſtati. Et dicta Domina Regina modo præmiſſo ſuprà per eam declarato, & quod præmiſſa vera ſunt, & contrà venire nullatenùs intendit, ſponte ad

ſancta Dei Evangelia juravit dictis baronibus & nobilibus, ſyndicis & conſiliariis, præſentibus, ſtipulantibus & ſolemniter recipientibus nominibus eorum propriis, & vice ac nominibus aliorum baronum ac nobilium, ſyndicorum & conſiliariorum, univerſitatum & locorum comitatuum prædictorum eis adhærere volentium, in præmiſſis & infrà ſcriptis intendentes expreſsè: de quibus omnibus dicti barones & nobiles, ac ſyndici & conſiliarii eorum propriis nominibus, & vice & nomine aliorum omnium baronum nobiliumque, ſyndicorum & conſiliariorum, univerſitatum & locorum dictorum comitatuum & adjacentium eiſdem comitatibus ſibi adhærere volentium, in præmiſſis petierunt eis fieri per me Petrum Guiramandi, notarium publicum requiſitum & vocatum ſpecialiter ad præmiſſa, unum & plura, & tot quot habere voluerint inſtrumentum ac inſtrumenta, ac etiam nobilis, & egregius vir dominus Bertrandus Rodulphi de Bredula, reginalis dictorum comitatuum Provinciæ & Forcalquerii procurator & advocatus, nomine dictæ Dominæ Reginæ inſtrumentum etiam publicum ſibi fieri poſtulavit. Actum Aquis in Palatio reginali & infrà cameram dictæ dominæ noſtræ Reginæ, præſentibus teſtibus vocatis & rogatis ad præmiſſa, domino Hugone de Figueria, milite, fratre Petro Gardi, ordinis Minorum,

Bettrando Albaroni de Taraſcono, familiaribus dictæ dominæ noſtræ Reginæ, Martino notario de Aquis.

N.° 11.

1348. *Contrat de vente de la Ville d'Avignon.*

IN nomine Domini, amen. Univerſis præſentes litteras ſeu præſens inſtrumentum publicum inſpecturis, Joanna, Dei gratiâ, Hyeruſalem & Siciliæ Regina, Provinciæ & Forcalquerii comitiſſa, & Domina civitatis Avenionenſis, ſalutem & præſentibus perpetuam dare fidem. Notum facimus, quòd in præſentiâ notariorum publicorum infrà ſcriptorum ad & proximè infrà ſcripta coram nobis accerſitorum ſpecialiter, & vocatorum perſonaliter exiſtentes, gratiâ, ſponte & non coacta, non ſeducta, nec ab aliquo in aliquo circumventa, ſed ex mera, libera & ſpontanea animi voluntate noſtrâ ſuper hoc ducta, & ex certâ noſtrâ ſcientiâ, de & cum voluntate & conſenſu illuſtriſſimi viri domini Ludovici de Tharenta, comitis Provinciæ, legitimi viri & mariti noſtri, ad hæc præſentis & ad infrà ſcripta licentiam & autoritatem, ſi & quatenus, in hâc parte indigemus, nobis ſuper omnibus & ſingulis ſequentibus præſtantis; vendimus, cedimus,

& ad perpetuum quittamus pro nobis & hæredibus ac ſucceſſoribus noſtris quibuſcumque ſanctiſſimo & beatiſſimo patri, domino Clementi, divinâ providentiâ Papæ VI. ſacroſanctæ Romanæ ac univerſalis eccleſiæ Romanæ, venerabili viro magiſtro Guillielmo de Maleſicco, clerico cameræ ipſius domini noſtri Papæ ac procuratoris in hac parte per eundem dominum noſtrum Papam, tàm pro ſe, quàm etiam nomine dictæ Romanæ eccleſiæ ad hæc legitimè conſtituto, ibidem præſenti & recipienti, ac pro ipſo domino noſtro Papâ, ejus ſucceſſoribus ac eccleſiæ memoratis, ſuper ſingulis infrà ſcriptis ſolemniter ſtipulanti, ac in ipſos dominum ſanctiſſimum pontificem, ejus ſucceſſores & eccleſiam prælibatam, titulo procuratorio perpetuæ venditionis transferimus irrevocabiliter pleno jure, ad habendum, tenendum & perpetuò ac pacificè poſſidendum per dictum dominum noſtrum Papam & ejus ſucceſſores ac Romanam eccleſiam ſuprà dictam, & aliter ad faciendum eorum omnimodam voluntatem, videlicet, civitatem noſtram Avenionenſem cum toto territorio & confinibus, quæ prætenduntur intra territoria & confinia caſtrorum ad Pontem Sorgiæ & de Vedena Caſtrinovi, & de Caviſmontibus ex parte unâ, & comitatum Veneſſin ex aliâ, & territoria Caſtrinovarum, Caſtri Raynardi & de Berbentina ex aliâ; & territoria

caſtrorum Rupe Mauræ & Podii alti, Rupe fortis de Sado, & de termino ac flumine Rhodani, quantùm ad nos ſpectat, ſecundùm confinia & limites civitatis ejuſdem ac territorii ipſius & reliqua; ac omnibus & ſingulis villis, caſtris, burgis, locis adjacentibus, pertinentiis & ſequelis univerſis, hominibus, vaſſallis, emphiteutis, nomine homagiis, feudis retro-feudis, fortalitii, ingreſſibus & egreſſibus, ac omni dominio, & omni juriſdictione & juſtitiâ altâ, mediâ & baſsâ, mero & mixto imperio, ſuperioritate, omnique actione reali & perſonali ad nos pertinentibus ratione prædictæ civitatis Avenionenſis & aliorum præmiſſorum, vel alicujus ex his infrà fines territorii & diſtrictus ipſius civitatis conſiſtentium, & cum omnibus & ſingulis cenſibus, redditibus, reſidentiis, juribus, deveriis, honoribus, ſervitiis, emolumenti & explectis, quos, quas & quæ habemus & habere poſſumus & debemus, quoquomodo ea ad nos ſpectant & pertinent, quacumque causâ ſeu ratione in civitate prædictâ ejuſque territorio & diſtrictu ac pertinentiis eorumdem; nihil actionis, petitionis, poſſeſſionis, proprietatis, dominii, juriſdictionis, meri & mixti imperii, honoris, reſſorti, ſuperioritatis, ſervitutis, emolumenti ſeu explecti, ſeu cujuſcumque alicujus juris nobis ſeu ſucceſſoribus noſtris in prædictis, ſeu prædictorum aliquo penitùs retinendo; pro pretio vi-

delicet octuaginta millium florenorum de Florentiâ, boni & legirimi ponderis.

§ 2. Quos quidem octuaginta mille florenos auri, nos dicta Regina venditrix, recognoſcimus publicè & in veritate legitimè confitemur nos habuiſſe & recepiſsè plenariè & integrè pro pretio ante dicto, per manum reverendi patris in Chriſto domini Stephani, Dei gratiâ epiſcopi ſancti Pontii, theſaurarii camerarii ejuſdem domini noſtri Papæ & apoſtolicæ ſedis, in bonâ & electâ pecuniâ numeratâ. Et de quo quidem pretio præfatum dominum Papam, & ejus ſucceſſores, atque eccleſiam Romanam pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris in perpetuùm ſolvimus, quittamus omninò, cum pacto ſolemni & valido per hoc ſuper nos interpoſito, de ulterius ab eiſdem domino Papæ, ejus & ſucceſſoribus & eccleſiâ Romanâ, causâ vel ratione hujuſmodi aliquid non petendo. Cujuſmodi pecuniam nos dicta Regina regnoſcimus in evidentem utilitatem noſtram ac pro neceſſariis & utilibus negotiis fuiſſe converſam.

§ 3. Et ex nunc quidquid dicta civitas Avenionenſis cum ejus territotio, pertinentiis & diſtrictu, juribus ſupradictis plus valet ſeu in futurum plus valebit pretio ante dicto; conſiderantes quod ſecundum apoſtolum verba Domini Jeſu memorantem, beatius eſt dare, quam accipere; ideo

præfato domino ſummo Pontifici & dicto ejus procuratori recipienti & ſtipulanti ut ſupra, ac dictæ eccleſiæ Romanæ ex certâ ſcientiâ, donatione purâ, ſimplici & irrevocabili facta cum inſinuatione præſentium, ſolemniter inter vivos totum illud plus meliori modo & formâ, quibus poſſumus, damus, cedimus, concedimus ad perpetuùm, ac penitùs quittamus & donamus.

§ 4. Cedentes nihilominus & quittantes nos dicta Johanna regina prædicta ſanctiſſimo patri & domino noſtro Papæ, ejus ſucceſſoribus, ac Romanæ eccleſiæ prælibatæ, ac in eos transferentes titulo & causâ prædictis, perpetuò, totaliter, pleno jure, omnia jura, nomina & actiones quaſcumque & quidquid juris, actionis, juriſdictionis, meri & mixti imperii, honoris, ſuperioritatis, reſſorti, censûs, redditûs, reſidentiæ, ſervitii, emolumenti & explecti, proprietatum, cognitionis, poſſeſſionis & deverii habemus, habere debemus & poſſumus, quacumque causâ ſeu ratione in dictâ civitate Avenionenſi, ejuſque territorio ac diſtrictu, villis, burgis, locis, adjacentiis, confinibus, ſequelis & pertinentiis eorumdem, ratione civitatis Avenionenſis, ac in & cum omnibus hominibus, vaſſallis, ſubditis noſtris, civitatis, territorii & diſtrictûs ipſius, cujuſcumque conditionis exiſtant, necnon ordines, actiones reales & perſonales, mixtas, utiles

prætorias ac civiles nobis & noſtris immediatè competentibus & competituris in præmiſſis omnibus & ſingulis ; ac contra quaſcumque perſonas, ratione & occaſione præmiſſorum ſeu alicujus ex eis.

§ 5. Ac inſuper prædictum dominum noſtrum ſanctiſſimum Pontificem, ejuſque ſucceſſores ac Romanam eccleſiam memoratos ex nunc facimus & conſtituimus in omnibus & ſingulis prædictis, veros dominos proprietarios, poſſeſſores, procuratores, actores ut in rem ſuam propriam, deveſtientes nos de civitate prædicta, ejuſque territorio & diſtrictu, pertinentiis, & ſequelis, ac omnibus aliis univerſis & ſingulis, ſicut præmittitur, per nos venditis perpetuò & quittatis, & de omni jure nobis & noſtris in præſenti & in futurum quomodolibet & competenti & competituro in eiſdem ; præfatum dominum noſtrum Papam in perſonam dicti procuratoris ſui ibidem præſentis & recipientis, ac vice, loco, nomine & autoritate ipſorum domini noſtri Papæ, ejus ſucceſſorum & Romanæ eccleſiæ in hac parte ſolemniter ſtipulantium, per traditionem annuli noſtri de eiſdem liberaliter inveſtimus ; conſtituentes nos nihilominus ex nunc præmiſſa omnia & ſingula ſic per nos vendita ut præfertur, ipſius domini noſtri Papæ & ejus ſucceſſorum & eccleſiæ Romanæ precario nomine &

vice, & non aliter nec aliàs nos à modo tenere, & etiam poſſidere, donec poſſeſſio vel quaſi dictæ civitatis fuerit per ipſum dominum noſtrum Papam, vel ejus ſucceſſorem, vel alium ſeu alios nomine ipſorum realiter apprehenſa; dantes & concedentes plenariam & liberam poteſtatem, memorato domino noſtro Papæ, à modo per ſe vel alium ſeu alios dictæ civitatis & territorii ac diſtrictûs, villarum, locorum, homagiorum, recognitionum, & aliorum præmiſſorum, juriumque & pertinentiarum eorundem poſſeſſionem vel quaſi pacificam, liberam & quietam, autoritate propriâ quandocunque voluerit apprehendendi, & perpetuò penes ſe retinendi.

§. 6. Mandantes nihilominus per præſentes, hominibus & vaſſallis, emphiteutis ac ſubditis univerſis & ſingulis prædictæ civitatis & ejus territorii, mandamenti & diſtrictûs, pertinentiarumque ejus, cujuſcumque fuerint conditionis, ut à modo eiſdem domino noſtro Papæ, ejuſque ſucceſſoribus eccleſiæ Romanæ prælibatæ reſpondeant, pareant, obediant efficaciter & intendant; tanquam vero domino civitatis ejuſdem, territorii, diſtrictûs, pertinentiarumque ipſius, ac cum ipſo, ejuſque ſucceſſoribus & eccleſiâ Romanâ prædictâ deinceps in omnibus & per omnia perpetuò ſequantur. Et prædictos vaſſallos, emphiteutas, ho-

mines & ſubditos cujuſcumque conditionis exiſtant, à ſacramento fidelitatis & ab aliis juribus quibuſcumque, ad quæ nobis ratione dictæ civitatis & territorii, diſtrictûs & pertinentiarum ejuſdem quoquomodo, ſive ratione eorumque tenent infra civitatem, territorium ſeu diſtrictum ejuſdem ex quacumque causâ tenebantur ac teneri poſſunt & debent, ex nunc pro nobis & noſtris prædictis, ſolvimus, liberamus penitùs, perpetuò atque quittamus, cum pacto valido & ſolemni per nos ſuper hoc legitimè interpoſito, de alterius aliquid ab eis ſeu eorum aliquo modo à modò in perpetuùm non petendo; quòd ſi faceremus, quod abſit, volumus non audiri aliquatenus, nec admitti, imò perpetuum ſilentium nobis & noſtris prædictis ſucceſſoribus imponimus in hac parte.

§. 7. Promittimuſque inſuper nos Johanna regina præfato domino Papæ & ejus procuratori prædicto pro ipſo domino ac ejus ſucceſſoribus & eccleſiâ prædictâ ſuper hoc ſtipulanti, ſtipulatione ſimiliter interpoſitâ: prædicta omnia & ſingula ſicut prædicitur, per nos eis vendita, tam in poſſeſſione, quàm in proprietate legitimè defendere & perpetuò guarentire, & ea in pace tenere ab omnibus & contra omnes, & omni domino, dominio, communi, collegio, univerſitate, lite, queſtione, causâ, calumniâ, brigâ, controverſiâ, ſaiſinâ,

evictione univerſali & particulari, amparamento, perturbatione, & alio impedimento quocumque. Promittimus etiam (ut ſupra) litem, debatum ſeu controverſiam non facere aut fieri permittere aut procurare in futurum, per nos vel alium ſeu alios contra dominum Romanum Pontificem memoratum, qui nunc eſt, & qui pro tempore erit, ſeu eccleſiam Romanam prædictam, aut eorum gentes vel officiales quoſcumque, quoquomodo ratione præmiſſorum ſeu aliquo eorumdem, causâ vel occaſione quacumque, imò omnem cauſam, litem, brigam, controverſiam, ſi quæ in poſterum moverentur per aliquem ſeu aliquos, contra prædictum dominum Papam ſeu ejus ſucceſſores ac eccleſiam Romanam, ratione præmiſſorum, ſeu aliquorum ex eis in nos totaliter aſſumere, & in expenſis noſtris propriis, ac ſine ipſius domini ejuſque ſucceſſorum ac eccleſiæ Romanæ aliquibus cuſtibus & expenſis uſque ad finem debitum proſequi & finire, nihilominuſquè ea omnia & ſingula damna & intereſſe pariter & expenſas quæ & quas memoratus dominus Papa, ſeu ejus ſucceſſores, aut eccleſia Romana, ob eam cauſam & defectum guarantiæ hujuſmodi quomodo libet facerent ſeu ſubſtinerent in futurum, promittimus legitimè & bona fide eidem domino noſtro & eidem procuratori, ut ſupra ſtipulanti, reddere, ſolvere, emendare, refun-

dere, & reſarcire omninò, idque ſimplici verbo etiam domino Papæ, ſeu ejus ſucceſſoribus, de damnis, intereſſe & expenſis hujuſmodi ſtare, credere efficaciter & parere, ut ſufficienti probationi; non obſtante jure dicente, quod aliquis in causâ ſuâ propriâ judex, teſtis & arbiter eſſe nequit, cui juri certioratæ ei expreſsè renunciamus in hac parte.

§. 8. Cæterum nos dicta Regina certificata prius legitimè, quid ſonant renunciationes ſequentes, & de effectibus earum, renunciamus deliberatè & conſultè, ac expreſsè omni exceptioni doli, fraudis, læſionis & venditionis exceptæ per nos ſicut præmittitur, de prædictis non factæ non habitæ nec receptæ per nos; nec numeratæ pecuniæ ob cauſam prædictam & omni ſpeciei numerationis & exceptionis futurorum actioni & exceptioni in factum, & juri per quod læſis & deceptis ultrà dimidium juſti pretii vel aliter quomodolibet, ſubvenitur, beneficio minoris ætatis, & reſtitutioni in integrum, ſi nobis forſam competeret in hâc parte; & L. Juliæ de fundo dotali non alienando, & omni alii juri & privilegio in favorem mulierum introducto quomodolibet & introducendo, & omnibus juris legibus, authenticis, & gloſſis in toto corpore utriuſque juris canonici & civilis contentis, ſtatutis & conſuetudinibus patriæ ſive loci quibuſcumque, per quæ hæc præſens venditio, donatio hujuſmodi

poſſent caſſari, infringi, irritari & aliter quomodolibet annullari in totum vel in aliquâ parte ſuâ etiam minimâ, de quibus in præſentibus litteris ſeu inſtrumento publico expreſſam oporteret fieri mentionem, & ſpecialiter alii juri, per quod caſſatur invalida renunciatio generalis, niſi quatenus in contractu eſſet expreſſa.

§. 9. Pro quibus omnibus & ſingulis ſicut præſcriptum eſt tenendis per nos & faciendis, complendis, attendendis & inviolabiliter obſervandis, nos dicta Regina venditrix, hætedes & ſucceſſores noſtros jure pignoris & hypothecæ obligamus, afficimus, & adſtringimus, ac ſpecialiter & expreſsè Regna noſtra Hyeruſalem & Siciliæ, comitatus noſtros Provinciæ & Forcalquerii, & alias terras noſtras omnes & ſingulas ubicumque ſint & exiſtant, & omnia alia bona noſtra mobilia & immobilia; præſentia & futura, quocumque noſtro nomine dici poſſint; quæ quidem regna, bona, terras, & alia ſupra dicta conſtituimus nos prædicto domino Papæ emtori, & ſucceſſoribus ac eccleſiæ Romanæ prædictæ precario nomine poſſidere, donec poſſeſſio dictæ civitatis in ipſum dominum Papam vel ſucceſſores ſuos, vel alium ſeu alios, ejus & dictæ eccleſiæ Romanæ nomine fuerit apprehenſa.

§. 10. Prætereà ſi aliquod dubium vel obſcurum

eſſet, vel foſitan emergeret in futurum in & ſuper præmiſſis & ea tangentibus; nos dicta Regina volumus pro voluntate noſtrâ, & ex certâ ſcientiâ concedimus, quod ille dominus memoratus illud illi poſſit interpretari; cujus declarationem & intellectum haberi volumus pro voluntate noſtrâ; ac legis habere vigorem efficaciamque perpetuam obtinere, perinde ac ſi ore noſtro proprio expreſſiſſemus.

§. 11. Volumus etiam & concedimus, quod fiant ſuper his litteræ aut inſtrumenta ſigillo noſtro ſigillanda melioribus modo & formâ, quibus fieri poterunt & dictari de & cum conſilio ſapientum, volentes & conſtituentes inſuper nos ſupra dicta Regina, ſi cùm quando & quoties opus fuerit, nos, hæredes, ſucceſſores noſtros quoſcumque, cogi & compelli ad obſervantiam omnium & ſingulorum prædictorum per auditores, vice-auditores, locumtenentes, officiales & commiſſarios curiæ domini noſtri Papæ, & per quaſcumque alias eccleſiaſticas perſonas, eccleſiaſtica cenſura & per brachium ſeculare, ſtrictiori & firmiori modo, quo fieri poterit conjunctim, & diviſim ſemel & pluries uno & eodem tempore vel diverſim aut meliùs viſum fuerit expedire, & per ſolam exhibitionem ſeu oſtenſionem præſentium litterarum.

§. 12. Jurantes nihilominus nos dicta Regina tactis ſacro-ſanctis Evangeliis manu noſtra, contra præſentem venditionem & donationem ac contractum ratione minotis ætatis vel alias ullatenus in poſterùm non venire, nec aliquid per nos vel alium ſeu alios facere vel procurare clam vel palam, directè vel indirectè, propter quod venditio, donatio, tranſlatio, ceſſio & quittatio hujuſmodi poſſent aliquatenus vel in toto vel in parte infirmari vel etiam irritari.

§. 13. Poſtquam incontinenti nos memorata Regina pro ſecuritate & cautelâ præfati ſanctiſſimi domini noſtri Pontificis & eccleſiæ Romanæ, tenore præſentium facimus & conſtituimus procuratores noſtros veros & legitimos in meliori formâ, videlicet venerabiles viros & diſcretos dominum Bernardum de Noxia, archidiaconum Antverpienſem in eccleſiâ cameracenſi, præpoſitum & ſacriſtam eccleſiæ Beatæ Mariæ de Damno, decanum & ſacriſtam ſancti Grigoli Avenionenſis dioceſis, qui nunc ſunt, & qui pro tempore erunt; magiſtrum Petrum de Menantio, cadurcenſem, & Guillielmum de Bordiâ Agennenſem eccleſiarum canonicos; & Joannem de Nayvaro, licentiatum in legibus, licet abſentes tanquam præſentes, & eorum quemlibet in ſolidum, ita tamen, quod non ſit conditio melior occupantis, ſed quod per unum eorum inceptum

tùm fuerit, per alium ſeu alios eorumdem proſequi, & mediari valeat & finiri; ad comparendum pro nobis & noſtro nomine ad omnes dies, loca & horas, quandocumque, quotieſcumque & ubicumque; ad confitendum & recognoſcendum coram dicto Auditore curiæ cameræ domini noſtri Papæ, ejuſque locumtenente & commiſſario quolibet ipſius, ſive judice vel judicibus aliis quibuſcumque & eorum quolibet, circa omnia & ſingula ſuper illis in præſenti inſtrumento contenta; cum omnibus expenſis, damnis & intereſſe, ſi quæ eſſent vel fierent per ipſum dominum noſtrum ſeu ejus ſucceſſores ac Romanam eccleſiam in futurum, prout ſupra tactum eſt occaſione præmiſſorum, & juriſdictione omnium & ſingulorum judicum prorogandi; in quos & in eorum quemlibet ex nunc tanquam in proprios judices conſentimus, ut poſſint nos & noſtros ſucceſſores condemnare, mulctare & excommunicare, & omnem juriſdictionem pro præmiſſis in nos ac noſtros prædictos exercere eccleſiaſticam vel civilem; & ad ſubmittendum nos, ſupra dictos hæredes ac ſucceſſores ac Regna noſtra quæcumque eccleſiaſtico interdicto, & aliter juriſdictioni & mero examini eorum & cujuſlibet eorumdem; & ad audiendum & recipiendum pro nobis & noſtro nomine ac noſtris ſuprà dictis omnem condemnationem, præceptum,

monitionem, novumque terminum longum vel brevem, ac excommunicationis ſententiam in nos & noſtros prædictos, & interdictum in ipſa regna noſtra ac terras noſtras quaſcumque & comitatus prædictos, & alia remedia, quæ de jure poſſent ſuper hoc adhiberi de omnibus & ſingulis ſupra dictis loco & tempore, per dictos judices, ſeu alterum eorumdem ; & ad volendum & conſentiendum, quod ipſe auditor, vice-auditor, locumtenens & commiſſarius, & alii judices in & contra nos, hæredes & ſucceſſores noſtros prædictos excommunicationis ſententiam ferant, ac in regnis, comitatibus, terris & aliis bonis noſtris ſupra dictis interdictum eccleſiaſticum apponant, ac cenſuram eccleſiaſticam aggravent & promulgent, & quoſcumque alios proceſſus faciant pro præmiſſis; & generaliter ad omnia talia & univerſa & ſingula & facienda & dicenda, quæ nos faceremus & diceremus, ſi perſonaliter præſentes eſſemus; promittentes nos dicta Regina notariis publicis infra ſcriptis & publicis perſonis, necnon dicto procuratori ut ſupra ſtipulanti ſolemniter nomine illorum omnium quorum intererit, pro nobis ratum & gratum habituros, quicquid per dictos procuratores noſtros aut eorum alterum actum, factum, recognitum, confeſſatum, ſubmiſſum, receptum, ſuſceptum & geſtum fuerit, vel alias quomodolibet procuratum;

& eoſdem procuratores non revocare, imò præmiſſa omnia & ſingula tenere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere aliquatenus in poſterum vel venire per nos vel per interpoſitam perſonam, ſub omnium bonorum noſtrorum præſentium & futurorum obligatione & hypotechâ.

§. 14. Cæterum nos Ludovicus de Tharentâ ſupra nominatus, comes Provinciæ, & maritus legitimus præfatæ Reginæ comitiſſæque, omnibus univerſis & ſingulis, prout ſuperiùs ſcripta ſunt per eandem conſortem noſtram chariſſimam, de & cum licentiâ & authoritate noſtrâ, aſſenſu pariter & conſenſu per nos eidem primitus in hâc parte liberaliter præſtitis & conceſſis cum omnia & ſingula præmiſſa agerentur & fierent: ibidem in præſentiâ notariorum publicorum ac teſtium infra ſcriptorum perſonaliter; & ea audientes, pleniuſque intelligentes ac recognoſcentes & confitentes publicè & legitimè penitus eſſe vera; ſponte, providè & ſcienter ac deliberatè, conſultè ac expreſsè in eiſdem omnibus, univerſis & ſingulis noſtrum liberum impartimus aſſenſum pariter & conſenſum, & nihilominus ad inſtantiam & requeſtam præfatæ Reginæ, comitiſſæque, conſortis noſtræ chariſſimæ, quantum in nobis eſt, & ad nos pertinet, melioribus jure, modo & formâ, quibus poſſumus, eadem omnia, univerſa & ſingula ex cer-

tâ ſcientiâ noſtrâ laudamus, approbamus, omologamus, authoriſamus, & ratificamus, expreſsè pro nobis ac hæredibus & ſucceſſoribus noſtris quibuſcumque : & ea volumus valere & tenere ac habere perpetui roboris firmitatem ; & in ſingulis prædictis nos efficaciter obligamus ſub omni juris & facti renunciatione pariter & cautelâ ; eaque bonâ fide tenere promittimus & inviolabiliter obſervare, & contra in aliquo nunquam facere vel venire, ratione minoris ætatis vel aliter, ſeu aliquid attentare quoquo modo, nec contra venire volenti aliquatenus conſentire, ſeu aliter dare opem, operam, conſilium, auxilium vel favorem verbo vel facto per nos, alium ſeu alios, clam vel palam, directè vel indirectè ; ſub bonorum noſtrorum omnium præſentium & futurorum obligatione & hypotechâ, procuratore ſupra nominato ac notariis infra ſcriptis vice & nomine dicti domini noſtri Papæ & ejus ſucceſſoribus ac Eccleſia Romana prælibata ſuper omnibus & ſingulis prædictis & infra ſcriptis ſolemniter ſtipulantibus in hac parte.

§. 15. Et ſi forſitan aliquid contra prædicta ſeu aliqua ex eis (quod abſit) in futurum nos ſeu hæredes ac ſucceſſores noſtros facere vel attentare quoquomodo contingeret, volumus & expreſsè concedimus, nos & hæredes noſtros ac ſucceſſores prædictos de evictione totali ſupra dicta domino

noſtro Papæ præfato, ejuſque ſucceſſoribus ac ſanctæ Romanæ Eccleſiæ teneri omninò ex hoc totaliter repelli. Et inſuper nos Ludovicus comes præfatus modo ſimili, quemadmodum prædicta Regina comitiſſaque chariſſima conſors noſtra cameræ dominî noſtri Papæ & aliorum judicum eccleſiaſticorum & ſecularium quorumcunque ſe ſuppoſuit ac voluit compelli per auditores, vice-auditores, locumtenentes, & commiſſarios eorumdem, & per alios quoſcumque judices eccleſiaſticos & ſeculares, conjunctim & diviſim, prout ſuperius plenius habetur; nos etiam pari modo & forma compulſioni & correctioni prædictæ nos & noſtros ante dictos atque terras noſtras quaſcumque ſupponimus ac ſubmittimus, & volumus per eoſdem auditores, vice-auditores, locumtenentes & commiſſarios, & quoſcumque alios prælibatos ac eorum quemlibet cogi & compelli. Et nihilominus ad actus omnes & ſingulos ad quemlibet eorum in ſolidum pro nobis faciemus & conſtituimus procuratores noſtros in meliori formâ per præſentes: quos quidem procuratores noſtros promittimus, ut ſupra, nullatenus revocare, imò præmiſſa omnia atque ſingula ſervare, ſub bonorum noſtrorum omnium præſentium & futurorum expreſsâ obligatione.

§. 16. In quorum omnium præmiſſorum nos Johanna regina comitiſſaque, & Ludovicus comes con-

ſortes præfati præſentes litteras ſeu præſens publicum inſtrumentum fieri fecimus & mandavimus per notarios publicos, ac ſigillorum noſtrorum unà cum ſigillis, ſignis & ſubſcriptionibus ſolitis notariorum eorumdem, noſtrum fecimus apponi ſigillum. Acta verò fuerunt hæc Avenione, in domo habitationis noſtræ, die 12 Menſis Junii 1348, Indictione primâ, pontificatus præfati domini noſtri papæ Clementis VI. anno ſeptimo : præſentibus dicto reverendo in Chriſto Patre ac domino Stephano, epiſcopo ſancti Pontii theſaurario ; ipſius domini papæ camerario, Nicolao de Acherolio, milite ; & Johanne de Cerano, juriſperito in legibus, conſiliariis noſtris Reginæ & comitis prædictorum ; magiſtris Bertrando de Channaco, clerico cameræ apoſtolicæ Privacenſi, & dictæ Johannæ reginæ ſcriptore, pœnitentiario domini noſtri Papæ, ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

N.° 12.

Extrait des Lettres-patentes de l'Empereur Charles IV, portant confirmation de la vente d'Avignon, datées de Goerliz, 1.r Novembre 1348; tiré de la première vie du Pape Clément VI, dans Baluze, Hiſt. Pap. Aven. tom. I, p. 263. 1348.

CIVITATEM etiam Avinionenſem cum ſuo territorio à Johanna, regina Siciliæ, ad quam per priùs ſpectabat, tenebaturque in feudum ab imperio, pro Romana eccleſia dato magno pretio emit, conſenſu tamen & voluntate memorati Karoli regis Romanorum in imperatorem electi; qui etiam auctoriſando, approbando, & confirmando emptionem hujuſmodi, voluit & conceſſit quod in perpetuùm pertinerent ad jus & proprietatem dictæ eccleſiæ & præfati Papæ ſuorumque ſucceſſorum canonicè intrantium, quodque per eos liberè teneantur & poſſideantur in franco allodio, nec proipſis homagium ſeu fidelitatem, ſervitium ſeu recognitionem cuiquam in poſterum facere teneantur. Et in ſignum adeptæ poſſeſſionis & tranſlationis dominii eorumdem, de domo communi ſita juxta eccleſiam ſancti

Petri Avinionenſis arma dictæ Reginæ in ea affixa amota fuerunt, & in ipſorum loco arma ipſius Papæ appoſita & affixa. Quod quantum eidem Romanæ eccleſiæ utile & fructuoſum extiterit inæſtimabile eſt, cùm hodiè non habeat locum alium in toto orbe in quo liberiùs & ſecuriùs commoretur, ut de ipſius ſolemnitate ac ſitus commoditate taceatur.

N.° 13.

1350. *Premier Edit de révocation de la Reine Jeanne, de toutes ſes aliénations.*

JOHANNA, Dei gratiâ, &c. Ad conſervanda patrimonia ſubjectorum, ne delapidentur, ſtudent principes ſubjectis ætate minoribus auxilium reſtitutionis impendere : quanto magis ſtudio debent intendere, ut eorum patrimonia tueantur, &c. Regum ſapientiſſimus, recolendæ memoriæ, dominus rex Robertus avus noſter, & comes comitatuum Provinciæ & Forcalquerii provido ſuo edicto ſtatuit, & ſacramento firmavit, nullam alienationem, nullam conceſſionem, vel donationem de terris & locis, juriſdictionibus, juribus ſuis domanialibus comitatuum eorumdem factas, aut fortaſſe ſiendas impoſterum, per ſe hæredeſque ſuos, in,

ſeu de comitatibus antè dictis valere, tenere, aut alicujus roboris firmitatis ſubſiſtere, hæredes etiam ſuos eoſdem obligans ad præmiſſa ſervanda, &c. Verùm poſt obitum ejuſdem domini avi noſtri, ad nos hæreditario jure dictis comitatibus devolutis, operante malitia temporum, noſtra excellentia, nonnunquam ex importunitate potentium, nonnunquam de fragilitate noſtri ſexûs & ætatis ſubducta, & per diverſas aſtutias circumventa, de comitatuum ipſorum noſtrorum terris, caſtris, jutiſdictionibus noſtris domanialibus, conceſſiones, dominationes, & alienationes in alias perſonas fecit, concedendo illis ptivilegia, tamquam bene meritis, & in recompenſationem ſervitiorum ipſorum, cum aliquorum ex eis nulla merita vel ſervitia præceſſerint. Verumtamen ne adhuc nobis in majori ætate conſtitutis, ex ſeductione aut fragilitate ejuſdem, per excellentiam noſtram, fiant modo ſimili conceſſiones, donationes, remiſſiones noſtrotum jurium, & alienationes prædictæ; propterea cupientes modis omnibus ſalubriter obviare: pro bono ſtatu noſtrorum fidelium eorumdem comitatuum, quorum intereſt potiùs immediatè ſub nobis vivere, quam in alios per nos transferri, & ut nobis & fiſco noſtro provideamus, &c. præſenti noſtro edicto, quod tactis ſacroſanctis Evangeliis corporaliter validamus, ſtatuimus, & declaramus, de certa noſtra

ſcientia, omnes & ſingulas donationes, remiſſiones, conceſſiones, infeodationes, & quovis titulo aut contractu alienationes jam factas per noſtram excellentiam, à tempore dicti domini avi noſtri, aut fortaſſe fiendas impoſterum, ſive per Dominum virum noſtrum regem, noſtra auctoritate firmatas, de civitatibus, terris, caſtris, baſtitis, aliiſque locis mero ſeu mixto imperio ipſorum comitatuum, per modum alienationis, &c. fore, fuiſſe & futuras nullas, vacuas, irritas, & inanes, tanquam factas per nos deceptam, & in ætate minori conſtitutam, contra edictum regium avitum præfatum, & per importunitatem potentium, &c. in præjudicium & enormem jacturam noſtræ reipublicæ, &c. Datum Neapoli, anno domini M. CCC. L. die decima quinta ſeptembris, quarta Ind.

N.° 14.

1365. *Second Edit de révocation des aliénations faites par la Reine Jeanne.*

JOHANNA, Dei gratiâ, regina Jeruſalem, Siciliæ, ducatûs Apuliæ & principatûs Capuæ *Provinciæ*, Pedemontii ac Forcalquerii comitiſſa, univerſis præſentis edicti ac declarationis & intentionis noſtræ

ſeriem inſpecturis, tam præſentibus quam futuris. Quæ in diſpendium perſæpe noſtrorum fiſcalium jurium & emolumentorum ac in diminutionem hæreditatis noſtræ importunis plurimorum inſtantiis minus conſultè & inadvertenter conceſſimus, ſatis dignè illa per maturæ reformationis conſilium in melius reducendo, dirigimus & ad ipſorum fiſcalium jurium & emolumentorum reintegrationem debitam revocamus. Sane infrà clauſtra mentis noſtræ *novitet* revolventes, & in debita meditatione penſantes quod ex conceſſionibus & alienationibus factis huc uſque in comitatibus noſtris Provinciæ & Forcalquerii reſpublica læſa noſcitur & dicta particularis hæreditas regiæ domûs noſtræ ipſorum comitatuum multipliciter eſt exhauſta, adeo quod nihil quaſi videtur nobis competere in eiſdem. Et propterea conſiderantes, quod ſecundùm jura non debet pudere principem ſe corrigere qui poſitus eſt aliorum vitam reformare, ut munda ſit manus quæ ſordes diluit alienas: attento etiam quod in hac parte movemur ex eo quod claræ memoriæ D. Robertus Dei gratiâ Jeruſalem ac Siciliæ rex illuſtris, reverendus dominus avus noſter, certo modo fieri prohibuit hæredibus & ſucceſſoribus, ſub verbis comminatoriis perpetuæ benedictionis ſuæ, in reſcripto ſuo propriæ manus appoſitis & expreſſis, tales alienationes, permutationes,

donationes ſeu quomodocumque dici poſſent in comitatibus antedictis : idcirco cognoſcentes nos minus conſultè egiſſe, & intendentes omnino reformare indecenter facta, quæ omiſſibiliter tranſivimus facienda; & alias intendentes ejuſdem domini avi noſtri veſtigiis inhærere, & cum ipſius ſalubribus beneplacitis concurrere, ejuſque juſſionibus feliciter obedire, prævia conſulta deliberatione & maturitate diſcuſſa aſſiſtentis nobis conſilii, præſenti edicto & ordinatione firmiter valitura ſtatuimus, ordinamus & volumus, ac jubemus & declaramus apertè, omnes civitates, terras, caſtra, caſalia, villas & loca, aliaque domanialia bona & jura quæcumque, quæ per ipſum dominum noſtrum avum, quam diu vixit uſque ad tempus & tempore mortis ſuæ in regali & in regio domanio & dominio in comitatibus prædictis tenebantur ac tentæ & poſſeſſæ fuerunt quoad domanium & proprietatem ipſorum, ac quæ per eum tenta fuerunt debere in eodem domanio & dominio ipſorum comitatuum perpetuò remanere, & ad ipſum domanium regium & dominium reintegrata eſſe declaramus & decernimus ipſo jure pariter & reducta : ipſaſque civitates, terras, caſtra, caſalia, villas & loca ac domanialia bona & jura quæcumque ſicut ad ipſum regale domanium & dominium prædictorum comitatuum pertinuerunt de certa noſtra ſcientia

vigore præſentium integramus, unimus & integrando ac uniendo reducimus : eaque ſimul cum civitatibus, terris, caſtris & bonis & juribus domanialibus aliis dictorum comitatuum declaramus, jubemus & volumus de ipſa noſtra certa ſcientia perpetuò retineri ; cùm ſatis expediat utilitatibus publicis atque noſtris civitates ipſas, terras, caſtra, caſalia, villas & loca, jura & bona quæ patrimonium principum eſſe cenſentur in eodem domanio & dominio retineri, &c. quorum alienatione dicta reſpublica notoriè læſa eſt & aſſiduè læditur, & paſſim jura noſtra regalia diſpendialiter minorantur. Datum Neapoli, per manus nobilis Thomæ de Buffalis, locum-tenentis protonotharii regni Siciliæ, anno Domini MCCCLXV. die XXIV. maii, III Indictionis, regnorum noſtrorum anno vigeſimo tertio.

N.° 15.

Troiſième Edit de la Reine Jeanne, portant révocation de ſes aliénations. 1365.

JOANNA, Dei gratiâ, regina Jeruſalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ, & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſa, ſeneſchallo

comitatuum noſtrorum Provinciæ & Forcalquerii, vel eorum loca tenentibus præſentibus, & futuris fidelibus noſtris gratiam, & bonam voluntatem. Scire vos facimus quòd noviter edictum noſtrum ſeu quandam ordinationem ac revocationem factam in ſerie ſubſequenti: Joanna, Dei gratiâ, regina Jeruſalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ, & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſa univerſis præſentis edicti, ac declarationis & intentionis noſtræ ſeriem inſpecturis, tam præſentibus quàm futuris. Quæ in diſpendium perſæpe noſtrorum fiſcalium jurium, & emolumentorum ac in diminutionem hæreditatis noſtræ importunis plurimorum inſtantiis minus conſultè & inadvertenter conceſſimus, ſatis dignè illa permaturæ reformationis conſilium in melius reducendo dirigimus, & ad ipſorum fiſcalium jurium, & emolumentorum reintegrationem debitam revocamus. Sane infra clauſtra noſtræ mentis noviter revolventes, & in debita meditatione penſantes quod ex conceſſionibus & alienationibus factis hucuſque in comitatibus noſtris Provinciæ & Forcalquerii reſpublica læſa & dicta peculiaris hæreditas reginalis domus noſtræ ipſorumque comitatuum multipliciter eſt exhauſta, adeo quod nihil quaſi videtur nobis competere in eiſdem: & proptera conſiderantes quod ſecundùm jura non debet pudere principem ſe cor-

rigere qui poſitus eſt aliorum vitam reformare, ut munda ſit manus qui ſordes diluit alienas; attento etiam quod in hac parte movemur ex eo quod claræ memoriæ dominus Robertus, Dei gratiâ, Jeruſalem & Siciliæ rex illuſtris reverendus dominus avus noſter, certo modo fieri prohibuit hæredibus, & ſucceſſoribus ſub verbis comminatoriis perpetuæ benedictionis ſuæ in reſcripto ſuæ propriæ manus appoſitis, & expreſſis tales alienationes, permutationes, donationes, ſeu quomodocumque dici poſſint in comitatibus ante dictis. Idcircò cognoſcentes nos minus conſultè egiſſe, & intendentes omnino reformare indecenter facta quæ omiſſibiliter tranſivimus facienda, & alias intendentes ejuſdem domini avi noſtri veſtigiis inhærere, & cum ipſius ſalubribus beneplacitis concurrere ejuſque juſſionibus filialiter obedire : prævia conſulta deliberatione, & maturitate diſcuſſa aſſiſtentis nobis conſilii, præſenti edicto, & ordinatione firmiter valitura ſtatuimus, ordinamus, volumus & jubemus ac declaramus apertè omnes civitates, terras, caſtra, caſalia, villas & loca, aliaque domanialia bona, & jura quæcumque, quæ per ipſum dominum avum noſtrum quamdiu vixit uſque ad tempus, & tempore mortis ſuæ in regali ac in regio domanio & dominio in dictis comitatibus tenebantur, ac tenta & poſſeſſa fuerunt quoad dominium, &

ad proprietatem ipſorum ac quæ per eum tenta fuerunt, debere in eodem domanio & dominio ipſorum comitatuum perpetuò remanere, & ad ipſum domanium regium & dominium reintegrata eſſe declaramus, & decernimus ipſo jure pariter & reducta, ipſaſque civitates, terras, caſtra, caſalia, villas, & loca ac domanialia bona, & jura quæcumque ſint ad ipſum regale domanium & dominium dictorum comitatuum de noſtra certa ſcientia vigore præſentium integramus, unimus, & integrando ac uniendo reducimus, eoſque ſimul cum civitatibus aliis dictorum comitatuum integratas, unitas atque reductas in noſtro domanio & dominio ipſorum comitatuum declaramus, jubemus & volumus, de noſtra certa ſcientia, perpetuò retineri; cùm ſatis expediat utilitatibus publicis atque noſtris, civitates ipſius terras, caſtra, caſalia, villas, & loca jura & bona quæ patrimonium principum eſſe cenſentur, in eodem dominio & domanio retineri, & ex quorum alienatione dicta reſpublica notoriè læſa eſt & aſſiduè læditur, & paſſim jura noſtra regalia diſpendialiter minorantur.

Et quia aliquæ venditiones in dictis comitatibus de nonnullis bonis, terris, & juribus factæ noſcuntur in præjudicium noſtræ curiæ ſupradictæ: & propterea pro evitandis ejuſdem curiæ diſpendiis opportuna conſilia ad ipſorum jurium reintegrationem;

nem ut expedit, capientes; omnes, & ſingulas venditiones factas hucuſque per nos ſeu cum poteſtate noſtra tenore præſentium, de certa noſtra ſcientia acceptamus, quas ipſarum ementes tenere poſſint & debeant quo uſque eis de pecunia per ipſos forſan pro bonis hujuſmodi exſoluta integraliter ſatisfiat. Poſtquam verò fuerit eis de eadem pecunia ſatisfactum, dictas venditiones intendimus fore ex tunc penitus revocatas, & volumus bona ipſa ad manus noſtræ curiæ quam citius revocari, procuranda pro ipſius curiæ noſtræ parte. Alias autem dationes in ſolutum, ac aſſignationes & tranſlationes factas per nos vel noſtros ipſorum comitatuum ſeneſchallos, necnon venditiones factas ſimiliter per ſeneſchallos eoſdem abſque poteſtate noſtra, de dicta certa noſtra ſcientia, eorumdem vigore præſentium revocamus, annullamus ac viribus & efficacia penitus vacuamus, parati omnibus & ſingulis jus prætendentibus ſuper illis facere totum id, ad quod rationabiliter tenemur eiſdem. Præſentibus reductioni in domanium reintegrationi, & unioni factis per nos velut præmittitur de dictis civitatibus, terris, caſtris, locis, caſalibus, & emolumentis ac regalibus, juriſdictionibus, mero & mixto imperio, appellationibus, recognitionibus, rationibus, territoriis, tenementis, ac juribus, & bonis aliis domanialibus, necnon revocationi, & retractioni donationum,

alienationum, conceſſionum, permutationum & tranſlationum, aſſignationum, tranſactionum & dationum in ſolutum, illorum & illarum velut ſuperius declaratur, obſiſtere nolumus quaſcumque conceſſiones & donationes, indulta, privilegia, litteras vel reſcripta factas & facta ſive conceſſa per nos ſeu dictum quondam dominum Regem avum noſtrum quibuſcumque perſonis, cujuſcumque ſtatûs præeminentiæ ſeu dignitatis exiſtant, ſub quacumque forma vel expreſſione verborum aut tradita poteſtate, etiamſi de totis tenoribus conceſſionum, & litterarum ipſarum ſeu reſcriptorum de verbo ad verbum, aut aliqua ipſorum clauſula ſeu clauſulis eſſet in edicto ſeu ordinatione præſenti ſpecialis & ſerioſa mentio facienda : nec obſtare ſimiliter volumus quaſcumque leges, conſtitutiones, capitula, reſcripta, ſtatuta, edicta, ordinationes, conſuetudines, ſive ritus, ac ſanctiones cujuſcumque continentiæ, vel tenoris exiſtant factas, vel in poſterum faciendas ſub quo inſtituto, ſive colore, ſerie, ſive forma, per quæ & quas poſſet præſentibus quoquomodolibet derogari, cum nos ipſius publici, & præſentis ſalubris ordinationis noſtræ cauſa poſcente, ac certo nos ad id rationabili inducente motivo jam dictas conceſſiones, dationes & alienationes, indulta, & privilegia ac litteras, necnon præfatas leges, conſtitutiones, capitula, ſta-

tuta, edicta, ordinationes, conſuetudines, ſive ritus, ſanctiones, & reſcripta earumque vigorem in hac parte de dicta certa noſtra ſcientia, & plenitudine dominicæ poteſtatis tollamus, caſſemus, irritemus, vacuemus, annullemus & revocemus omnino, ipſaque pro caſſis, irritis & annullatis ex toto volumus & cenſemus haberi tamquam invalida, & omni quoad id robore & firmitate carentia, & ex decreto præſenti nullius velimus & cenſeamus exiſtere efficaciæ, roboris vel momenti.

Et quia nihil eſſet ſtatuta condere, niſi eorum realis executio ſequeretur, volumus & fidelitati veſtræ de certa ſcientia noſtra præſentium tenore jubemus expreſsè, quatenus ſtatim receptis præſentibus, tu prædicte præſens ſeneſchalle hujuſmodi declarationem & intentionem noſtram facias per ſingulas terras, & loca dictorum comitatuum publicè divulgare, & deinde ad revocationem omnium & ſingularum donationum, conceſſionum, alienationum & permutationum factarum modo præmiſſo cum omni ſollicitudine, etiam armata manu ſi expedierit, præſentium autoritate procedas, & omnes & ſingulas civitates, terras, caſtra, caſalia, appellationes, & in ſolutum dationes, jura & bona, ut præfertur, conceſſa pariter & donata, necnon conceſſiones factas de mero & mixto imperio cures inſtanter ad manum noſtræ curiæ revocare ac reci-

pere de manibus quorumcumque, quantumcumque ſuper illis ſive aliquo competere ſibi putent; nulli in hac parte quomodolibet deferendo ſicut habes noſtram gratiam charam : & nihilominus tenore præſentis edicti ac declarationis noſtræ quod alia in illo contenta exequaris, ac facias debitæ executioni mandari ac efficaciter obſervari juxta ipſius continentiam & tenorem, & deinde tam tu ipſe præſens ſeneſchalle, vel locum tenentes, quam vos alii ſucceſſivè futuri, præſentes noſtras littteras officiorum veſtrorum temporibus inviolabiliter obſervetis, ac hominibus circa defenſionem eorum, ac circa reſiſtendum conatibus illorum eos ſubjugare nitentium debitis præſidiis & favoribus aſſiſtatis, ac eos ad obediendum & parendum ipſis, ac faciendam recognitionem & præſtanda fidelitatis debitæ juramenta nullatenus compellatis, neque eos prætextu pœnæ cujuſcumque commiſſæ propterea & etiam committendæ per dictos homines occaſione defenſionis ipſorum pro libertate eorum, quomodolibet moleſtetis; cùm intendamus quod dicti homines ſe impunè præmiſſo modo defendere valeant quodque ejuſdem revocationis & declarationis noſtræ realis effectus infaillibiliter ſubſequatur. Facturus tu præſens ſeneſchalle de executione hujuſmodi duo publica conſimilia inſtrumenta, quorum uno tibi retento reliquum in dicto archivio aſſignes in

ibi pro cautela ipſius curiæ conſervandum. Præſentes autem litteras poſt opportunam inſpectionem earum pro cautela reſtitui volumus præſentanti, efficaciter in antea valituras, conſervandas in dicto archivo noſtro Aquenſi, unà cum edicto jam dicto ad ipſius curiæ certitudinem, & cautelam. Datum Neapoli per nobilem Thomam de Buffalis de Meſſana, militem, magnæ noſtræ curiæ magiſtrum rationalem, locum tenentem prothonotarii regni Siciliæ, dilectum conſiliarium & fidelem noſtrum, anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo-quinto, die vigeſima-ſexta maii, tertiæ Indictionis, regnorum noſtrorum anno viceſimo-tertio.

Extractum à regiis Provinciæ archivis, & à regiſtro viridi, & à ſuo folio ducenteſimo quinto, ex ordine magnificorum dominorum cameræ, & cum eodem debitè collationatum per me ſecretarium rationalem, & archiviarium prædictorum archivorum regium, ſubſignatum, Boisson.

N.° 16.

1365. *Quatrième Edit de la Reine Jeanne, portant révocation de ſes aliénations.*

JOHANNA, Dei gratiâ, regina Jeruſalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſa : ſeneſchallis comitatuum noſtrorum Provinciæ & Forcalquerii, cæteriſque officialibus aliis eorumdem comitatuum quocumque nomine cenſeantur, præſentes litteras inſpecturis, præſentibus & futuris, & univerſis ac ſingulis univerſitatibus & hominibus civitatum, terrarum, caſtrorum, conſulum, locorum ac villarum comitatuum eorumdem, fidelibus noſtris, gratiam ac bonam voluntatem. Ad obviendum ſiniſtris eventibus ac futuris obſtaculis quæ ingeri forſan poſſent prætextu generalis revocationis factæ per nos in comitatibus antè dictis, de quibuſcumque conceſſionibus & alienationibus civitatum, terrarum ac caſtrorum, ac juriſdictionum, jurium ac bonorum, duximus de certa noſtra ſcientia harum ſeriè præſentibus declarandum, ac etiam concedendum, ad inſtantiam præſertim excellentiæ noſtræ factam pro parte univerſita-

tum, hominum civitatis noſtræ Aquenſis, dilectorum fidelium noſtrorum, per Roſtagnum Vincentii de Aquis, nuncium & ambaſſatiorem ad nos miſſum ſuper facto domaniorum comitatuum eorumdem; quod in caſu quo contingat per nos in futurum aliquas donationes, dationes, permutationes & alienationes fieri in ipſis comitatibus de quibuſcumque domanialibus bonis, juribus ac terris & locis, aut revocatas per nos fortè remitti ſeu reſtitui, homines univerſitatum, terrarum ac locorum, jurium atque bonorum domanialium, de quibus per nos conceſſiones, donationes, permutationes, alienationes ac venditiones fortè fierent ac revocatæ forſitan remitterentur & reſtituerentur quibuſvis magnatibus, nobilibus, ac perſonis & fidelibus noſtris aliis in comitatibus antè dictis, non teneantur eis aliquatenus obedire ac intendere & parere, neque recognitionem aliquam ac homagium facere & præſtare fidelitatis debitæ ſacramentum, neque ad hoc adſtringantur ſeu vexentur; ſed quod ab executione qualibet facta ſeu facienda per vos ſuper hoc poteſtatem habentes, poſſint & valeant reſiſtere ac ſe omnibus viribus defenſare, licitumque ſit eis ſe opponere & non ſubmittere quibuſcumque perſonis prætendentibus titulum talis donationis & conceſſionis ac in ſolutum dationis, ſeu cujuſvis alienationis habere;

quinimo alter alteri pro ſe opportunè tuendo & conſervando in noſtro domanio & dominio, poſſint neceſſarium ſuccurſum armata manu ſi expedierit, ac omnimodum conſilium, auxilium, præſidium ac juvamen præſtare, valeantque ſe pro eorum libertate tueri ab omnibus eos contrà intentionis noſtræ propoſitum intendentibus ſubjugare, neque per ejuſmodi deffenſionem eorum ad pœnam aliquam quomodolibet teneantur, ac ad illam per noſtram curiam ſeu officiales illius realiter vel perſonaliter non arceantur nullatenùs. Volumus & fidelitati veſtræ de certa ſcientia noſtra, ſub obtentu gratiæ noſtræ, ac debito fidei quo nobis adſtringimini, præſentium tenore jubemus expreſsè, quatenus vos & quilibet veſtrûm, præſentes videlicet & futuri, ipſius noſtræ intentionis & declarationis attenta ſerie, eaque mente præfatas univerſitates & homines in poſſeſſionem libertatis noſtri domanii, ad quod eos forma generalis noſtræ revocationis duximus reducendos, manuteneatis, protegatis, & etiam juſtis opportuniſque fervoribus deffendatis, nec permittatis ipſos ſuper poſſeſſione, libertatibuſque ejuſdem, per quoſcumque aliquatenùs indebitè moleſtari, & nihilominùs ipſos & eorum ſingulos ad parendum & obediendum, & faciendam recognitionem, & homagium, ac præſentatum fidelitatis debitæ juramentum, quibuſcum-

que perſonis de quibuſcumque caſtris, terris, bonis, juribus, juriſdictionibus, redditibus, appellationibus & regaliis conceſſiones habentibus ſeu prætendentibus titulum donationis habere, nullatenùs compellatis, ſeu quomodolibet moleſtetis, ſed permittatis ipſos impunè ſe defendere, & tueri ab omnibus ipſos ſubjugare nitentibus, quoquomodo; aſtituri aliàs eiſdem univerſitatibus & hominibus, ac ſingulis eorum cum requiſiti fueritis, auxiliis, conſiliis ac præſidiis & favoribus opportunis, ac armata etiam manu prout fuerit opportunum, quanti ne contrarium aliquatenus præſumatur; neque dictas univerſitates & homines ad pœnam aliquam impingendam eiſdem prætextu ſeu occaſione defenſionis eorum aliquatenùs compellantur, cùm nolimus ipſas univerſitates ac homines ad pœnam hujuſmodi teneri aliquatenùs vel adſtringi; nos cùm omnem & quamcumque exactionem factam vel faciendam per vos ſeu veſtrum alios contrà præſentis declarationis effectum, ac mentis noſtræ propoſitum, nullam exiſtere decernimus, & de noſtra dicta certa ſcientia harum ſerie revocamus, adeòque quod in eventum quemlibet efficaciam aliquam non habeant nec obtineant ubilibet roboris firmitatem; voſque prædicti univerſitates & homines præmiſſa intentione noſtra diligenter attenta, poſſitis & valeatis ab hominibus & ſingulis quique

fuerint, vos vel veſtrûm alias vel alios ſubjugare nitentibus impunè defendere & tueri, pro libertate & conſervatione veſtra in noſtro dominio & domanio ſupradicto, quodque eis ſeu officialibus noſtris ſub quibuſvis comminationibus ſive pœnis obedire vel intendere ac parere nullatenùs præſumatur, & nihilominus juxtà præſentium ſeriem ac propoſitum noſtræ mentis quibuſcumque & ſingulis univerſitatibus & hominibus terrarum & locorum, jurium & bonorum de quibus conceſſiones ejuſmodi factæ forent, eaque fierent ad requiſitionem eorum vel aliquorum ex eis opportunum & neceſſarium præſtetis, ac aſſiſtatis auxilium, conſiliis ac præſidiis, & favoribus opportunis, etiam armata manu ſi ſibi expedierit, abſque pœna alia vobis per officiales noſtros ſeu quoſvis alios forſitan imponenda, quibus non teneamini aliqualiter obedire, ſed tenere vias quaſlibet cum eiſdem, per quas dictæ terræ, loca, jura, & bona ad noſtrum dominium & domanium revocentur, ac etiam reducantur, & in illo pariter conſerventur; Nos enim totum & quidquid per dictos officiales & alios contra vos & veſtrum ſingulos attentare contiget, ex nunc prout ex tunc de dicta noſtra certa ſcientia nullius exiſtere decernimus efficaciæ vel vigoris, omnemque eis executionem interdicimus & pariter annullamus: præſentes autem litteras poſt op-

portunam inſpectionem earum pro cautela reſtitui volumus præſentanti efficaciter in anteà valituras. Datum Averſæ, per nobilem Thomam de Buffalis, de Meſſana, militem, magnæ noſtræ curiæ magiſtrum rationalem, locum tenentem protonotarii regni noſtri Siciliæ, dilectum conſiliarium & fidelem noſtrum : anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo-quinto, die viceſimo-ſeptimo, quartæ Indictionis, regnorum noſtrorum anno viceſimo-tertio.

N.° 17.

Cinquième Edit de la Reine Jeanne, touchant ſes aliénations du domaine de Provence. 1368.

JOANNA, Dei gratiâ, regina Jeruſalem & Siciliæ, ducatûs Apuliæ, & principatûs Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſa : Univerſis præſentes litteras inſpecturis, tam præſentibus quam futuris. A reginali affectu provenit, & ad principis gloriam cenſetur rationabiliter adſcribendum, ſi quod interdùm diſcreta regis proviſio lege immobili in mente ſua tenaciter fixerit, ad recreationem animorum ſuorum fidelium quam

temporum conditione cauſante ſola devotio impulit, ut de ſacrata voluntate innoteſceret clariùs, per patentes litteras ſcilicet pignus probabile affectûs regii lucidiùs patefiat ; ex hoc enim regis benevolentia dum ſe ſic claram exhibet, ſe obnoxius format in ſolio, & ſubditos ſuos luculentioribus meritis ad ardentioris fidei cultum excitat, & ſibi quodam caritatis conglutino magis jungit. Sanè longa foret ſeries ſi explicitè commemorare vellemus inconcuſſam fidei conſtantiam, quam divæ memoriæ progenitoribus noſtris & majeſtati noſtræ, quam divina gratia ad regiminis apicem regni Siciliæ, comitatuſque Provinciæ & Forcalquerii voluit pervenire, fideles ipſi noſtri de ipſis comitatibus Provinciæ & Forcalquerii, tàm proſperitate quàm adverſitate fortuna, volubili in quibuſvis partibus, tam inter comitatus eoſdem quam extra in mari & in terra patenter & probabiliter oſtenderint ; quo non immeritò progenitores ipſi noſtri jam dicti comitatus eoſdem dictæ Provinciæ & Forcalquerii, ac terras & loca peculiaria & antiquum patrimonium, civeſque & incolas eorumdem velut pupillam oculorum caros electione præcipua habuerunt. De quibus quidem progenitoribus noſtris claræ memoriæ dominus rex Robertus avus noſter & dominus reverendus, cujus veſtigia ſunt exemplariter imitanda, velut

à fonte trahens benevolentiæ rivulum, apud fideles jam dictos partium earumdem in ſuo ultimo quod condidit teſtamento ordinavit, & voluit quod comitatus jam dicti Provinciæ & Forcalquerii à perpetuo dominio & domanio noſtro nullomodo per nos aut hæredes noſtros abdicarentur, alienarentur aut diſtraherentur quovis modo, quinimò ſemper penes illum ex ſuis hæredibus devenirent, quem divina clementia continget regni habere dominium, ità quòd tamquàm unum & inſeparabile patrimonium tenerentur. A cujus quidem domini regis Roberti obitu, ſicut ipſi provinciales potuerunt aſpicere & reddere teſtimonia laude digna, conati ſemper ſumus & conari intendimus omni tempore, favente nobis divina dextera, & ipſius Altiſſimi gratia miniſtrante, habere ipſos caros, ſervare ſtatu pacifico, amabiliter proſequi, nobiſque ſemper junctos reddere & ab oppreſſionibus liberare; mentem noſtram ad hoc cauſa rationabili inducente, quod inter cunctos nobis ſubditos quos gubernationi & regimini noſtro gratia divina ſubmiſit, claros ſemper in fide invenimus, promptos ad obſequia, & noſtrorum quorumcumque caſuum non expertes. Ea propter ut tam ipſis provincialibus fidelibus noſtris de benevolentia & intentione noſtra, quam cum progenitoribus noſtris in hac parte intendimus

conformare, evidens pateat & probabile argumentum, quod nos de ferventiori fide & conſtantiori promptitudine dictorum provincialium plenius poſſimus præſumere, & certiora colligere documenta, quæ cum eis eluceſcat quantum geratur in noſtris viſceribus charitatis, non ſine laudibus firmamus in ſolio qui quidem non expediat, ſed in ſignum plenioris affectus & pro abundantia cordis noſtri: tenore præſentium de certa noſtra ſcientia promittimus, ac in verbo regali pollicemur pro nobis ac hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, dictos comitatus Provinciæ & Forcalquerii, ſeu partem ipſorum vel alterius eorumdem, nullo unquam tempore vendere, alienare ſeu diſtrahere cuicumque vel quibuſvis, quocumque colore vel cauſa fuerit, ſed eos noſtro dominio & peculiari domanio perpetuò retinemus, ſectantes in hoc laudabilia veſtigia progenitorum noſtrorum & dicti domini avi noſtri, cujus teſtamentum ſeu ultimam voluntatem quantum ad diſpoſitionem de non alienandis comitatibus jam dictis, ſive ſacramentum per nos præſtitum de non contraveniendo dictæ ultimæ voluntati ſuæ, ſed obſervando diſpoſitionem eamdem promittimus tenaciter obſervare, nec contravenire, aut alias revocare; & ad obſervantiam præmiſſorum, ac ut certius vinculum hujuſmodi regiæ promiſſionis noſtræ provincialibus pateſiat, quos ſpeciali

cura & favore complectimur; præſentibus magnificis viris Guillelmo comite Iberg; Angelo de Aëzarolis, comite Maltha, magno regni Siciliæ ſeneſchallo; Nicolao Spinello de Juvenatio, legum doctore, & milite, ac regni Siciliæ cancellario; Hugone de ſancto Severino; Americo de Cavaliantibus, milite; & Jacobo de Capro, collateralibus & conſiliariis noſtris: juramus præmiſſa omnia & ſingula obſervare omni tempore, nec contra facere vel venire; ita quòd ſi contingat per inadvertentiam, vel alio quovis modo, in præmiſſis vel aliquo præmiſſorum nos deficere, vel hæredes noſtros, quominùs præmiſſa omnia & ſingula inviolabiliter obſerventur, licitum ſit eiſdem provincialibus reſiſtere & ſe tueri omnibus viis & modis quos & quas aptas & competentes viderint; quo efficaciter in noſtro & ſub noſtro dominio & peculiari domanio conſiſtant, & in noſtræ fidelitatis conſtantia perſeverent. In cujus rei teſtimonium præſentes litteras fieri & pendenti majeſtatis noſtræ ſigillo juſſimus communiri. Datum Neapoli, per nobilem Thomam de Buffalis de Meſſana, militem, magnæ noſtræ curiæ magiſtrum rationalem, locum tenentem protonotarii regni Siciliæ, conſiliarium & fidelem noſtrum dilectum, anno Domini milleſ. trecenteſ. ſexag. oct. die primo maii, ſextæ Indict. regnorum noſtrorum anno vigeſimo-ſexto.

N.° 18.

1387. *Extrait des reverſales données par Louis II, Comte de Provence, aux Etats de Provence, touchant les aliénations du domaine de cette province.*

ITEM. Quod nos & prædictus illuſtris filius noſter rex Ludovicus, Provinciæ comes, nunc & cum erit ætatis legitimæ, & omnes reges & comites ſucceſſivè futuri jurare teneamur & teneantur, quod omnia quæ antiquitùs fuerunt & ſunt de domanio, ſive ſint civitates, loca, caſtra, villæ, jura vel juriſdictiones, non dabimus nec alienabimus, nec ipſi dabunt, nec alienabunt in aliquam communitatem, ſingularem perſonam, vel eccleſias; & quæcumque data fuerint prout nobis & eis poſſibile & rationabile fuerit revocabimus & revocabunt, & maximè ea quæ conſiſtant in vicaria Aquenſi & aliis vicariis ſibi confæderatis & unitis.

N.° 19.

Déclaration du Roi René, touchant les aliénations du domaine de la Provence. 1462, 22 Nov.

DE par le roy de Sicile. Nos amez & féaux : Pour ce que notre intention eſt de retirer à nous notre domaine qui a été par ci-devant aliéné & tranſporté ; nous voulons & vous mandons expreſſément par ces préſentes, que vous regardiés & viſitiés en notre archif & Chambre des Comptes d'Aix tout ce qui a été aliéné, baillé & tranſporté par toutes & chacunes les terres & ſeigneuries que le feu ſeigneur de Belleval, en ſon vivant grand ſénéchal de notre pays de Provence, dit avoir en ſon nom & par lui acquiſes, & tout ce qu'en trouverez par nous & nos prédéceſſeurs avoir été baillé, tranſporté & aliéné, faites-les réunir & remettre aux receptes & clavaities ordinaires, en chargeant les clavaires d'en faire recette & entrée dorénavant comme par le paſſé a été accoutumé de faire, quelques lettres de don, ou de tranſport que nous ou nos prédéceſſeurs en puiſſions avoir fait par écrit : attendu que rentes domaniales ne ſe peuvent ne doivent par raiſon aliéner ne tranſporter, en y don-

nant oppoſition, adjournés & appellés avec vous l'un de nos procureurs, & icelle oppoſition rédigez & enregiſtrez par écrit, avec celles de nos lettres cloſes que voulons avoir lieu & efficace de lettres-patentes, ou papier journal du archif & domaine dudit archif & Chambre des Comptes, pour procéder puis après au recouvrement dudit domaine, ainſi qu'ils ſe trouveront être à faire par raiſon, & gardez qu'en ce ne commettiés défaut. Nos amez & féaux, notre ſeigneur ſoit garde de vous. Eſcrit en notre châtel d'Angers, le 22 novembre 1462, *ſigné*, RENÉ. Faites qu'il n'y ait faute nulle.

N.° 20.

1481. *Extrait du Teſtament de Charles d'Anjou, dernier Comte de Provence, par lequel il inſtitue Louis XI, Roi de France, & après lui, le Dauphin, & autres ſucceſſeurs des Rois de France: fait à Marſeille, le* 10 *Décembre* 1481.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Amen. Anno Incarnationis ejuſdem milleſimo quadringenteſimo octuageſimo primo, die decimâ menſis Decembris, pontificatûs ſanctiſſimi in Chriſto patris

Domini noſtri domini Sixti, divinâ providentiâ Papæ quarti anno undecimo. Univerſis & ſingulis hoc verum & publicum inſtrumentum viſuris, lecturis, ac etiam audituris, tàm præſentibus quàm futuris evidenter pateat & ſit notum: quòd cùm nihil morte certius ſit, nihilque incertiùs horâ mortis, & in manus Dei mors & vita conſiſtant, ac fragilitatis humanæ conditio nullius ſtatûs certitudinem habeat, nulliuſque divitiis aut potentia à mortis nexibus liberetur, ſed omnibus humaniter viventibus mors ipſa comes habeatur; diſcretione igitur provida conſulente melius eſt ſub ſpe mortis vivere in hoc mundo, & de bonis ſuis providere & ordinare, quàm ſub ſpe vivendi ad mortem ſubitò pervenire, quia tunc humana conditio mortis cogitatione turbata, & paſſionum agitata doloribus nequit aliquando illa potiſſimè quæ animæ ſaluti congruunt, & rerum temporalium diſpoſitionem concernunt, memoriæ commendare. Quapropter ſereniſſimus & excellentiſſimus princeps & dominus noſter dominus Karolus Andegaviæ, Dei gratiâ, Hieruſalem & Siciliæ Rex, comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii comes, ſanus mente & in memoria ejus bona perſiſtens, quamvis, permittente Altiſſimo, in lecto jaceret infirmitate gravatus, volens & admodùm cupiens, dum ſibi licet de regnis, comi-

tatibus, vice-comitatibus, baroniis, dominiis, terris, cæteriſque bonis & rebus, juribuſque, fortunis & facultatibus ſuis ab eo teſtando diſponere, ac etiam ordinare, quòd nulla inter ſucceſſores ſuos impoſterùm oriri valeat materia quæſtionis, ſuum ideo teſtamentum ultimum nuncupativum ſuamque ultimam voluntatem, diſpoſitionem & ordinationem finalem fecit, condidit & ordinavit, in modum qui ſequitur infraſcriptum.

In primis namque & ante omnia ipſe ſereniſſimus dominus noſter Rex teſtator, & verus, & fidelis Chriſticola, commendavit animam ſuam, corde devoto & humili, altiſſimo omnium creatori Domino noſtro Jeſu-Chriſto, & glorioſæ beatæque Virgini Mariæ matri ſuæ, totique curiæ cœleſtium ſupernorum; & voluit & ordinavit corpus ſuum tumulari atque ſepeliri quandoque de hoc ſæculo à vita miſerabili Chriſtus dignabitur eum vocare, videlicet in eccleſia beati Salvatoris civitatis Aquenſis; exequias verò & funeralia fienda & impendenda, tàm dùm ejus corpus rradetur eccleſiaſticæ ſepulturæ, quàm etiam poſt quandocumque, omnino remiſit diſpoſitioni excellentis Franciſci domini de Luxemburgo, ejus conſobrini chariſſimi, & aliorum ſuorum executorum infraſcriptorum: & pro ſuâ ſepulturâ in eadem Eccleſia ſancti Salvatoris, arbitrio & determinatione dictorum ſuorum gar-

diatorum & executorum, conſtruenda & fabricanda legavit ſive reliquit dictus teſtator duo millia ſcuta, per hæredem ſuum infraſcriptum ſemel tantùm exſolvenda.

Item. Legavit, &c. &c. &c.

Et quia hæredis inſtitutio eſt caput & fundamentum cujuſlibet teſtamenti, ultimæ voluntatis & diſpoſitionis finalis, dictus ſereniſſimus dominus noſter Rex teſtator, ob id & ex certis aliis cauſis moventibus juſtè & rationabiliter mentem ejus, his melioribus modo, via & forma quibus de jure, more, ritu, ſtilo vel conſuetudine facere poteſt & debet in omnibus, univerſis & ſingulis regnis, comitatibus, vice-comitatibus, baroniis, terris, dominiis, rebus, bonis, actionibus, juribus, rationibus, fortunis & facultatibus ſive mobilibus, & immobilibus, ac per ſe moventibus, ac nominibus debitorum ad eumdem ſereniſſimum dominum noſtrum Regem teſtatorem, de jure, more, ritu, ſtilo & conſuetudine, & item quavis ratione, occaſione, ſive cauſa, pertinentibus, competentibus & ſpectantibus, ſeu pertinere & ſpectare potentibus & debentibus, nunc vel in futurum, videlicet præſentibus ac futuris, quæcumque, qualiacumque & quantacumque ſint, & in quibuſcumque locis, terris, prædiis ac regionibus, & penes quaſcumque perſonas exiſtant, & quocumque no-

mine ſeu vocabulo nuncupentur, fecit, inſtituit & ordinavit, ac ore ſuo proprio nominavit ſibi hæredem ſuum univerſalem & in ſolidum, chriſtianiſſimum ac excellentiſſimum principem dominum, dominum Ludovicum, Dei gratiâ Francorum Regem, ejus conſobrinum ac dominum cariſſimum atque reverendiſſimum, & poſt eum illuſtriſſimum & clariſſimum principem dominum Karolum Delphinum, ejuſdem excellentiſſimi domini Francorum Regis primogenitum, & conſequenter omnes & quoſcumque ſucceſſores ſuos deſcendentes ex Coronâ Franciæ, per quem ſiquidem chriſtianiſſimum ac præclariſſimum dominum Francorum Regem, tanquàm hæredem ſuum univerſalem ac in ſolidum idem ſereniſſimus dominus noſter Rex teſtator exſolvi, exequi, compleri & adimpleri voluit ac ordinavit omnia ut ſuprà per eum legata, relicta, diſpoſita & ordinata, poſt ipſius domini noſtri Regis fælices dies : poſt hæc autem præfatus ſereniſſimus Dominus noſter Rex teſtator, de ejus certa ſcientia, ac proprio motu inſtructus, patriam ſuam Provinciæ ac terras illi adjacentes ipſi chriſtianiſſimo domino Francorum Regi hæredi ſuo jam dicto mente & animo commendavit, eumdem chriſtianiſſimum Regem dominum ſtudiosè rogavit ac humiliter deprecatus eſt, rogatumque facit atque deprecatur per hoc ſuum ultimum teſta-

mentum, ut pro Deo & amore quem ipſe dominus Rex teſtator habet ac viſceribus gerit erga ipſum dictum clariſſimum dominum Delphinum, patriam ac terras ipſas adjacentes, non ſolùm intuitu precium ſuarum, quas iterùm ac iterùm preces precibus accumulando infundit, ſuſcipiat amabiliter, commendatiſſimè, ac brachiis ſuæ humanitatis ac manſuetudinis amplectatur, verùm etiam in ſuis pactionibus, conventionibus, privilegiis, libertatibus, franchiſiis, ſtaturis, capitulis, exemptionibus ac prærogativis etiam, & item in uſibus, ritibus, moribus, ſtilis, ac laudabilibus conſuetúdinibus, quas, quæ & quos acceptare, ratificare, approbare ac confirmare dignetur ac velit, quemadmodum idem dominus noſter Rex teſtator poſt felices dies æternæ recordationis domini Regis regnati ejus immediati prædeceſſoris, ac patrui recolendi, in conſilio trium ſtatuum dictæ patriæ Provinciæ ratificavit, acceptavit, approbavit, confirmavit, ac obſervare, tenere & adimplere, tenerique, obſervari, mandari, & eum effectu facere pollicitus eſt, ac jurejurando promiſit; ſuſcipiat, habeat, manuteneat ac defendat, eaſdemque patriam ac terras adjacentes etiam amplioribus privilegiis, gratiis ac beneficiis proſequatur.

Item. Pariter jam dictus dominus noſter Rex teſtator ſubſecutivè memoratum chriſtianiſſimum domi-

num Regem Francorum hæredem ſuum rogavit ; & quam humiliter deprecatus eſt, rogatque ac deprecatur hujuſmodi ſui teſtamenti tenore, non vulgariter quidem, ſed ita ut non majori ſtudio magiſvè ex animo rogare ac deprecari poſſit, quatenùs Franciſcum dominum de Luxemburgo, conſobrinum ſuum dilectiſſimum commendatum, imò commendatiſſimum habeat ac ſuſcipiat, & in ejus ſervitio ac penes ſe retineat, ſibique nedùm vicecomitatum Marticii, & cætera quæ ut ſuprà eidem Franciſco legavit ſive reliquit, acceptet, ratificet & approbet, ac in quantum opus erit, iterùm ac de novo det, donet atque concedat, & incommutabiliter teneat ac obſervet, quin imò pro ejus amore ipſum eumdem Franciſcum dominum de Luxemburgo, cùm ſit ſibi & ſingulari amicitia & tanta conſanguinitate conjunctus & arctiùs copulatus carum habeat, ac gratiis atque majoribus beneficiis proſequatur amabiliter.

Item, &c. &c. &c.

Acta fuerunt hæc omnia recitata Maſſiliæ, in domo dicti domini noſtri Regis, videlicet in camerâ in quâ Rex ipſe Dominus noſter ægrotus jacebat. Præſentibus ibidem reverendiſſimis patribus, magnificiſque, egregiis, nobilibus & honorabilibus viris fratribus Elziario Garneri, priori ſancti Maximini ; Brancaſio Bernardi, ordinis Prædicatorum,

ſacrarum ſcripturarum magiſtris confeſſoribus, magiſtro Petro Robi Phyſico, domino de Graveſione; Joanne Baptiſta de Morano, domino de Carcairana, cive Arelatenſi; Matelino de Saint Mas, domino de Moſſa; Stephano Frenart; Hectore de Montebrun, capitaneo gardæ; Bernardo de Sara, conſiliariis ſcutiferis; Joanne de Rieux, apoticario; & Joanne Salonis, loci inſulæ Martici, domeſticis & familiaribus prædicti domini noſtri Regis. Item, & Fulcone de Senaſio, Karolo Gaſſini, conſulibus; domino Bertrando Duranti, jurium doctore; Guillermo Paulo, Gregorio de Langueto, & Ludovico Boquini, tàm burgenſibus quàm mercatoribus dictæ civitatis Maſſiliæ, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis, notis, cognitis, & per ipſum dominum noſtrum Regem teſtatorem ut ſuprà ſingulariter nominatis; & me Gaufrido Tallamer, Regis ſecretario, ac me Jacobo Gaufridi, Regis ſecretatio, &c.

N.° 21.

1482. *Réponſe de Charles VIII, au Cahier des Etats de Provence.*

REQUISITIO XXIX.[a]

ITEM, placeat Majeſtati veſtræ non alienare, nec in quempiam transferre domanium, & ipſius juriſdictionem; ſed ut domanium ipſum integrum & illibatum ad honorem & utilitatem veſtræ regiæ Majeſtatis ſemper maneat, dignetur eadem veſtra regia Majeſtas pedagium Taraſconis, nec non gabellas ſalis arearum alienatum & alienatas per bonæ memoriæ regem Renatum, prædeceſſotem veſttum, in Cœleſtinos Avenionenſes, & fratres Prædicatores ſancti Maximini redimere, & reducere ac conſolidare ad manus veſtras, & reſiduum dicti domanii, cùm iſtud ſit privilegium principum cum eccleſia permutare poſſe, maximè res quæ ab eis otiginem traxerunt.

RESPONSIO.

NON alienabit in futurum, & ſuper alienatis per alios providebit, prout meliùs videbitur expedite ſibi & ſuæ conſcientiæ.

N.° 22.

Lettres-patentes du Roi Charles VIII, touchant les aliénations du domaine de Provence. 1483.

CHARLES, par la grace de Dieu, roy de France, comte de Provence & de Forcalquier, à tous ceux qui ces préſentes lettres verront; SALUT. Comme tantôt après le trépas de feu notre très-cher ſieur & père, que Dieu abſolve, en notre nouvel advénement à la couronne de France, Nous, par l'avis & délibérations de pluſieurs des princes & ſieurs de notre ſang & lignage, prélats, barons & chevaliers de notre ordre, & autres gens de notre conſeil; ayant révoqué, caſſé & annullé toutes & chacunes les aliénations faites des terres & ſeigneuries, & autres choſes étant de notre ancien domaine, & ordonné icelles être repriſes & remiſes à notre dit domaine, & pour ce faire, dirigé nos lettres-patentes de comiſſions à nos officiers ordinaires de Valentinois, Dyois, Provence, Forcalquier, & autres pays de notre obéiſſance; leſquels nos officiers & commiſſaires ayant, par verru de noſdites lettres, & en procédant à l'exécution d'icelles, prins, ſaiſi

& mis en notre main pluſieurs terres & choſes aliénées, pour icelles retirer à notredit domaine, comme dit eſt; & entr'autres choſes, Nous ayant été puis n'a guères remontré par nos chers & bien amez Jean-André de Grimaud, Evêque de Graſſe, Gaucher de Quiqueran, ſieur de Beaujeu, & maître François des Comtes de Vintimille, licentié ès droits, ſeigneur de Tourves, députés & ambaſſadeurs de par nos très-chers & bien amez les gens des trois états de nos pays & comtez de Provence & Forcalquier, étant préſentement devers nous, que les commiſſaires de par nous ſur ce ordonnez en notredit pays & comté de Provence, ſous celle de noſdites lettres de commiſſion, & en procédant à retirer & retenir leſdites choſes aliénées à noſtre domaine, ont pris, ſaiſi & empêché pluſieurs terres & ſeigneuries, héritages, droits & devoirs appartenants à pluſieurs prélats, gens d'égliſe, nobles & autres gens de tous états deſdits pays, leſquelles choſes auroient été aliénées par les prédéceſſeurs rois, reines, comtes & comteſſes deſdits pays, & ayans puiſſance d'eux paravant le temps de notredit ſieur & père, & ont du tout pris les tenanciers & propriétaires d'icelles en leur très-grand grief, préjudice & dommage; ſi comme ils dient humblement requérans qu'il nous plaiſe ſur ce déclarer notre bon plaiſir, & leur pouvoir de notre grace &

convenable remède. Sçavoir faiſons, que nous ouie ladite requête en notredit conſeil, inclinant bénignement à icelle en faveur deſdits gens des trois états, qui deſirons les entretenir en leurs droits, & les garder de moleſtations indues: Pour ces cauſes, & autres à ce nous mouvans, avons par l'avis & délibération des ſuſdits ſeigneurs de notre ſang & gens de notre conſeil, dit & déclaré, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance, grace ſpéciale & autorité royale, diſons & déclarons par ces préſentes, qu'en ordonnant & octroyant noſdites lettres de commiſſion pour retenir & réunir à notre domaine noſdites terres & choſes aliénées d'icelui en noſdits pays & comtés de Provences, Forcalquier & terres adjacentes, notre bon plaiſir & intention a été & eſt de retirer, reprendre & réunir à notre domaine les terres & choſes aliénées en nos pays & comtez, par notredit feu ſieur & père tant ſeulement, & non par les feus rois, reines, comtes & comteſſes & ſeigneurs ſes prédéceſſeurs, & les nôtres, eſdits pays & comtez, ne par leurs lieutenants & ſénéchaux à ce faire ayans puiſſance d'iceux prédéceſſeurs; & ſi aucunes terres, ſeigneuries, & autres choſes que celles qui ont été aliénées par notredit feu ſieur & père, en noſdits pays & comtez de Provence & terres adjacentes, ont été & à cette cauſe & par vertu de noſdites lettres, prin-

ſes, ſaiſies, miſes en notredite main & empeſchées; Nous tous & chacun les empeſchemens & mainmiſes avons d'icelle levé & ôté, & levons au profit d'iceux à qui elles appartiennent, & icelle leur avons mis & mettons à pure & pleine délivrance; & voulons & ordonnons en outre par ceſdites patentes, que tous & chacuns les deniers, profits & revenus deſdites terres & choſes, prins & levés par noſdits commiſſaires ſur ce, ou aucuns d'eux, des aliénations faites par autres que par feu notre ſieur & père, au nom & par commandement & ordonnance d'eux, ſoient préſentement rendus & reſtitués à ceux deſquels ils ont été pris & levés, & que à ce faire ils ſoient contraints loyalement & de fait par toutes voies dues & raiſonnables. Si donnons en mandement par ces mêmes intérêts à nos amez & féaux conſeillers le grand ſénéchal de Provence, ou ſon lieutenant & gens de notre conſeil réſidens à Aix, conſeiller général ſur le faict & gouvernement de nos finances, & maîtres rationaux, nos conſeillers en cette partie, & à tous nos amez juſticiers & officiers de noſdits pays & comtez, & à chacun d'eux ſi comme à lui il appartiendra; & de nos préſens grace, édit, déclaration & délivrance ils faſſent, ſouffrent & laiſſent jouir & uſer tous ceux à qui il ſe peut toucher, compéter & appartenir deſ*dits états de noſdits pays* & comtez de Pro-

vence, Forcalquier & terres adjacentes, & chacun d'eux pleinement & paiſiblement, ſans leur faire, mettre ou donner ne ſouffrir être fait, mis ou donné aucun trouble, arrêt ou empeſchement au contraire; ains ſi aucun ſur ce leur étoit fait, mis ou donné, icelui réparent & mettent ou faſſent réparer & mettent tantôt & ſans délai à pleine délivrance, en contraignant & faiſant contraindre à ce faire & ſouffrir, & à rendre & reſtituer à ceux deſquels leſdits deniers, fruits, profits & revenus deſſus dits ont été pris & levez contre la forme de notre préſente déclaration, iceux deniers, droits & profits, leſdits commiſſaires, & tous ceux qui pour ce ſeront à contraindre par toutes voyes & manières en tel cas requiſes: car ainſi nous plaiſt-il, & voulons être fait, & auxdits gens deſdits trois états de noſdits pays & comtez l'avons octroyé & octroyons de grace ſpéciale par ceſdites préſentes, nonobſtant comme deſſus quelconques ordonnances, reſtitutions, mandements, conceſſions, par nous ou autres paravant ces préſentes données & à donner, ou défenſes à ce contraires. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre ſcel auxdites préſentes. Données à Tours le 23 février, l'an de de grace 1483, & de notre règne le premier. Par le roi en ſon conſeil. MM. les ducs d'Orléans, de Bourbon & d'Alençon; les comtes d'Angou-

leſme, de Clermont, d'Albert & de Dunois ; l'archeveſque de Rheims, les évêques d'Alby & de Coutances ; les ſieurs de Gie & de Gueldres, maréchaux de France ; de Tourci, de Bichebourg, Dulac, Dargenton & de Vatran, & autres préſens.

N.° 23.

1486. *Lettres de Charles VIII, Roi de France, portant réunion à la Couronne du Comté de Provence & de Forcalquier, à perpétuité. A Compiegne, au mois d'Octobre, l'an* 1486.

CHARLES, par la grace de Dieu, roy de France, comte de Provence, de Forcalquier & terres adjacentes. Sçavoir faiſons, à tous préſens & à venir, que comme nos très-chers & bien amez les gens du général conſeil des trois Eſtats de noſdits pays & comtés de Provence, de Forcalquier & terres adjacentes, en continuant de plus en plus le grand, ſingulier & entier deſir & affection qu'ils ont toujours eu, & meſmement depuis que noſdits pays & comtez ſont advenuës & eſcheuës ès mains de feu noſtre très-cher ſeigneur & père, que Dieu abſoille,

abſoille, & ès noſtres, par le treſpas de feu noſtre couſin, le roy de Sicile, Charles, dernier treſpaſſé, en ſon vivant comte & ſeigneur deſdites comtez & terres adjacentes, & monſtrent évidemment par effet le bon vouloir qu'ils ſoient & demeurent à toujours inſéparablement ſous noſtre couronne: ayant puis naguères fait dire & requerir à nos déléguez, commis & députez, & qui pour nous & de par nous ont aſſiſté aux Eſtats dudit pays tenus en noſtre ville d'Aix au mois de mars dernier paſſé, que pour le bien & ſeureté dudit pays, & afin que doreſnavant toutes entrepriſes, invaſions & autres dommaiges & incurſions qu'aucuns pouroient précogiter & s'efforcer de faire par voie d'hoſtilité & autrement, contre les manans & habitans deſdits pays & terres adjacentes, & pour autres juſtes & raiſonnables cauſes, noſtre plaiſir fuſt de tenir ſous noſtre main & la couronne de France, noſdits Pays, comtez & terres adjacentes, & leſdits manans & habitans en iceux, ſans jamais les aliéner, transférer, permuer ni deſmembrer en autres mains par nous ou nos ſucceſſeurs roys de France, en quelque manière que ce ſoit, mais à ce les adjoindre, unir & incommutablement annexer à nous & ladite couronne de France, en gardant & obſervant leurs privilèges, libertez, conventions, chapitres de paix, couſtumes, loix & autres

franchiſes & uſages de vivre ; laquelle choſe leur a été accordée par noſdits commiſſaires. Pour laquelle cauſe iceux deſdits Etats, de rechef aſſemblés au mois d'août dernier paſſé en noſtredite ville d'Aix, à fin d'avoir & obtenir ſur ce & autres affaires dudit pays, plus amples & valables proviſions, jouxte la volonté & intention de nous & deſdits manans & habitans d'iceux pays, ayant commis & ordonnez nos amez & féaux Baptiſte de Ponteves, eſcuyer, ſeigneur de Cotinyac, & maiſtre Raoulin Barthomieu, licentié en chaſcun droit, leurs procureurs & ambaſſadeurs, pour venir devers nous & nous faire plus au long leſdites requeſtes & remontrances ſur ce néceſſaires : ce que iceux ambaſſadeurs ayant depuis fait, & en la préſence des ſeigneurs de noſtre ſang & gens de noſtre conſeil, nous ayant de rechef dit & remonſtré les choſes deſſuſdites, en nous ſuppliant & requerant très-inſtamment, pour & au nom de tous leſdits manans & habitans deſdits pays, qu'il nous plaiſe faire ladite adjonction & union deſdits pays, comtez & terres adjacentes, par la manière deſſuſdite ; & tous leurs privilèges, chapitres de paix, conventions, libertez, franchiſes, droits, uſages & coutumes concernans gens d'égliſe, nobles, villes, chaſteaux, communes & autres quelconques, confirmer, jurer & approuver, tant en commun comme en particu-

lier, & ſur ce leur impartir noſtre grace & libéralité. Pourquoi nous, ouyes leſdites remontrances & humbles requeſtes ainſi à nous faites par leſdits ambaſſadeurs & députez deſdits gens des trois Eſtats repréſentans généralement tout le peuple, tant gens d'égliſe, nobles, que autres quelconques de noſdits pays, comtez & terres adjacentes; conſidérant encore la grande amour & loyauté qu'ils ont par ci-devant euë, obſervée, entretenue & gardée, & entendent fermement & inviolablement obſerver, entretenir, garder, & continuer doreſnavant envers nous & la couronne de France, ſans varier: voulans par ce leur donner à connoiſtre par effet que en cette préſente & autres juſtes & raiſonnables requeſtes, nous ſommes & ſerons toujours prets de leur ſubvenir, & les préſerver & garder de tous inconvéniens & dommages, ainſi que tous roys & princes ſouverains doivent & ſont tenus de faire envers leurs bons & naturels ſujets. Pour ces cauſes, & autres à ce nous mouvans, & par l'advis & délibération deſdits ſieurs de noſtre ſang & lignage, & gens de noſtre conſeil réſidens autour nous, Nous AVONS, pour nous & nos ſucceſſeurs, roys de France, voulu & voulons avoir & tenir noſdits pays & comtez de Provence, de Forcalquier & terres adjacentes, ſous nous & noſdits ſucceſſeurs à ladite couronne de France, per-

pétuellement & inſéparablement comme vrai comte & ſouverain ſeigneur d'iceux, ſans que jamais ils en puiſſent être aliénez, permuez ni transférez à quelconque perſonne, ni pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit ou puiſſe être, en tout ou en partie : & quant à ce ſeulement les avons adjoints & unis, adjoignons & uniſſons à nous & ladite couronne, ſans que à icelle couronne ni au royaume ils ſoient pour ce aucunement ſubalternes, pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit ou puiſſe être, ores ni pour le temps à venir en aucune manière, ni auſſi pour ce aucunement nuire, préjudicier ni déroger à leurſdits privilèges, libertez, franchiſes, conventions, chapitres de paix, loix, couſtumes, droits, ſtatuts, polices & manières de vivre eſdits pays, qui leur ont eſté octroyez & confirmez en général & particulier, ſoit à gens d'égliſe, nobles, villes, citez, communes, & autres perſonnes quelconques, tant par les feus roys, reynes, comtes & comteſſes d'iceux pays, ceux qui par ci-devant ont eſté leurs lieutenans, gouverneurs & grands ſéneſchaux, que par nous; mais iceux leur avons de nouvel & d'abondant, par l'advis & délibération que deſſus, confirmez, louez & approuvez, confirmons, louons & approuvons, de noſtre certaine ſcience, grace ſpéciale, pleine puiſſance & authorité royale, par ceſdites préſentes ſignées de noſtre main, par leſ-

quelles promettons en bonne foi & parole de roy, & jurons les leur garder, obſerver & entretenir, enſemble ladite union & adjonction inſéparablement, perpétuellement & à toujours; & voulons que iceux habitans deſſuſdits en jouiſſent pleinement ſans aucun contredit ou empeſchement, nonobſtant quelconques autres lettres, chartres ou mandement qui pouroient avoir été faites & octroyées à ce contraires; leſquelles, ſi aucunes en eſtoient ci-après trouvées, qui aucunement puiſſent préjudicier à ceſdites préſentes, nous avons, quant à ce, de noſtre certaine ſcience & plus ample authorité, révoqué & caſſé, révoquons & caſſons, & icelles dès maintenant pour lors déclarées & déclarons nulles & de nul effet & valeur; poſé ores qu'elles ne ſoient cy-expreſſées & ſpécifiées, nonobſtant auſſi quelconques autres ordonnances, ſtatuts, reſtrictions, mandemens ou défenſes à ce conttaires.

Si donnons en mandement à nos amez & féaux le grand ſéneſchal de Provence, gens de noſtre conſeil royal, maiſtres rationaux & archivaires de noſtre chambre & archif d'Aix, nos avocat & procureur audit pays, & à tous nos autres juſticiers & officiers, ou à leurs lieutenans ou commis, préſens & à venir, & à chaſcun d'eux, ſi comme à lui appartiendra, que ceſdites préſentes ils faſſent lire, publier & enregiſtrer en noſtredit archif d'Aix &

autres cours & auditoires de leurs juriſdictions, afin de perpétuelle mémoire; & ladite union, enſemble leurs libertés & privilèges, & tout le contenu en ceſdites préſentes, obſervent & gardent, faſſent obſerver & garder de point en point ſans les enfraindre. Et auſſi afin que de ce on ne puiſſe prétendre cauſe d'ignorance, nous voulons que ceſdites préſentes ſoient lues, publiées & enregiſtrées en noſtre cour de parlement & chambre de nos comptes à Paris; & pour que de ces préſentes on poura avoir à béſoigner en pluſieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles fait ſous ſcel royal, foy ſoit adjouſtée comme à ce préſent original, auquel, afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre notre ſcel, ſauf en autres choſes noſtre droit & l'autruy en toutes. Donné à Compiegne au mois d'octobre, l'an de grace mil quatre cens quatre-vingt-ſix, & de noſtre règne le quatrieſme. *Signé* Charles. Par le roi, comte de Provence, Meſſieurs les ducs d'Orléans & de Bourbon, les comtes de Clermont, de Montpenſier & de Vendoſme, vous, l'archeveſque de Bordeaux, l'éveſque de Perigueux, les ſires de la Trimouille, de Graville, de Liſle & de Grimault, maiſtre Pierres de Sacierges, Charles des Potaux, maiſtres des requeſtes, Guillaume Briçonnet, général des finances, & autres préſens. *Signé*, Robineau.

N.° 24.

Édit du Roi François I.er, touchant les aliénations du domaine de Provence. 1517.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes. A tous ceux qui ces préſentes lettres verront : Salut. Comme depuis notre advénement à la couronne, par importunité des requerans & autrement, nous ayons confirmé à pluſieurs perſonnes les dons & tranſports qui leur avoient été faits par nos prédéceſſeurs rois & comtes de Provence, deſquels ils diſoient avoir joui & jouiſſent, en les leur augmentant & croiſſant d'autres droits, fait don de nouveau d'autres vieilles piéces, terres & ſeigneuries, juſtices & autres droits d'icelui notre domaine, que en ce faiſant nous avons démembré d'icelui, les uns ſous couleur & pour récompenſe des ſervices, & les autres pour le payement des ſommes qu'ils dient leur être deues que confeſſions avoir reçues, dont toutes fois ils n'ont aucune choſe baillé, & les autres ſous autres couleurs & moyens; par telles voyes notredit domaine qui eſt notre principal denier duquel nous nous devions aider pour le vivre & en-

tretenement de nous & de notre état royal, de notre très-chere & très-amée compagne la Reine & de nos enfans & lignée, eſt tellement ſéparé, aliéné & démembré, que nous en ſommes de préſent petitement ſubvenus & aidés ès choſes deſſus dites, & en défaut de ce ſommes contraints nous aider & prendre pour notre vivre & entretenement des deniers de nos aides & tailles, qui comme il eſt notoire ſont expreſſement ordonnées pour employer à la défenſe de notredit royaume & affaires qui en dépendent, à notre très-grand préjudice, domage & charge de conſcience, & auſſi à la énervation de nos droits, qui ſommes tenus & obligés par ſerment fait en notre ſacre, garder & défendre à notre pouvoir. Pourquoi ſoit beſoin & requis y mettre & donner ordre & proviſion : ſçavoir faiſons que nous ce conſidéré & meſmement après ce que avons été informés & advertis du préjudice que nous & la choſe publique avons à telles alienations, & que nos prédéceſſeurs ont toujours eû grand regard à la conſervation dudit domaine, voulans & deſirans de tout notre cœur icelui joindre & réunir, afin que nous en puiſſions être aidés & ſubvenus au vivre & entretenement de nous, notredite compagne & de nos enfans & états, ainſi qu'il eſt bien raiſonnable. Et ſur ce conſeil & avis avec pluſieurs princes & ſeigneurs de notre

ſang & gens de notre conſeil : Pour ces cauſes & autres raiſonnables à ce nous mouvans, de notre certaine ſcience, grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale & provençale, avons révoqué, caſſé & annullé, révoquons, caſſons & annullons du tout en tout par ces préſentes tous & chacun leſdits dons, ceſſions, tranſports, aliénations & conſtitutions qui ont été faites par noſdits prédéceſſeurs, ou qu'ils ſoient par nous confirmés & par exprès les dons des Greffes de Tholon, Caſtellane, vicomté du Martigues ; & ſemblablement tous & chacun les dons, ceſſions & tranſports, aliénations & conſtitutions, par nous de nouvel faits & concédés deſdits membres, portions, revenus de notredit domaine de noſdits pays & comté de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, appartenances & dépendances d'icelui, pour quelque cauſe, raiſon, faveurs & conſidérations quelles qu'elles ſoient, & puiſſent être exprimés & déclarés ès lettres ſur ce octroyées & expédiées ſoit à perpetuel, à vie, à temps, & pour ſeureté, engagement, venditions & récompenſes, faveurs, graces & bienfaits, ou autrement en quelque maniere, ne à quelque perſonne que ſe puiſſe avoir été ou être ; & iceux avons joint & uni, joignons & uniſſons inſéparablement au corps de notredit domaine, nonobſtant les vérifications, appellations, piéces & expéditions qui

ont été & pourront être faites; voulons, ordonnons & déclarons de notredite puiſſance & authorité royale & provençale qu'icelles parties, membres, portions, terres, ſeigneuries & choſes aliénées & tranſportées, ſoient requiſes & remiſes à nos receptes ordinaires; & dorénavant, nous ne ferons pour quelque choſe, raiſon ou occaſion à quelque perſonne que ce ſoit, aucuns dons, aliénations, aſſignations, & ſurcharge ſur icelui notre domaine que tenons de préſent, & que nous pourroient valoir, & ne voulons aucunes lettres en être expédiées, ſcellées, vérifiées ne exécutées : toutefois nous n'entendons en cette préſente révocation être compris les dons qu'avons faits de notre domaine, & à notre très-chere & bien amée dame & mere, & à notre très-chere & très-amée dame & belle-mere la reine Marie d'Angleterre, douairiere de France, pour l'aſſignat de ſon douaire; ne ſemblablement le grenier & vieilles gabelles de Berre, dont jouit notre très-chere & bien amée tante la ducheſſe de Bourbon & d'Auvergne; ne les ſeigneuries, fruits & revenus des baux dont nous avons fait don à notre amé & féal conſeiller, maître d'hôtel ordinaire, le capitaine frere Bernardi des Baux ſa vie durant; ne auſſi les ſeigneuries, fruits & revenus de Caſtellane, dont avons fait don à notre amé & féal conſeiller le tré-

ſorier général de notredit pays & comté de Provence, Ottobon Spinole, & à notre chere & bien amée Buchine de l'Arche ſa femme, & au ſurvivant d'eux deux; ne pareillement les venditions, aliénations & engagements qui ont été faits de notredit domaine, tant par noſdits prédéceſſeurs rois & comtes, que par nous, pour ſubvenir aux grands & urgens affaires que eux & nous avons eu à ſupporter pour le fait de nos guerres & défences de noſd. royaume & comté, leſquels nous voulons avoir lieu pour le temps aux conditions & ſous les facultés de rachapts contenues aux lettres qui ſur ce ont été expédiées. Si donnons en mandement par ces mêmes préſentes à notre amé & féal chancelier, à nos amés & féaux le grand ſénéchal, lieutenant général & gouverneur en notredit pays & comté de Provence, ou ſon lieutenant, gens de notre cour de Parlement réſident à Aix général, ayant la charge & adminiſtration de nos finances tant ordinaires qu'extraordinaires en noſdits pays & comté, préſidens & maîtres rationaux en notredite chambre des Comptes & archifs d'Aix, baillif, prevôt, châtelains, procureurs, receveurs & grenetiers; & à tous nos autres juſticiers & officiers, & à leurs lieutenans préſens & à venir, & à chacun d'eux, ſi comme à lui appartenant, que cette préſente notre révocation, loi, édit, ordonnance, conſtitution,

décrêt & anichilation, ils enregiſtrent ou faſſent enregiſtrer afin de perpétuelle mémoire & obſervation en noſdites cour & chambre des Comptes, & icelles gardent & obſervent & mettent en exécution reaument & de fait de point en point ſelon leur forme & teneur, ſans avoir ſur icelles lettres à paréatis; & en ce faiſant faſſent dorénavant à commencer du 15e jour de Mai prochain venant, faire recette deſdites choſes ainſi par nous révoquées, que deſſus exprimées & déclarées par tréſoriers & receveurs ordinaires & autres nos officiers qu'il appartiendra, chacun en ſon regard, en contraignant à ce faire & ſouffrir les détenteurs & ceux qui pour ce ſeront à contraindre, nonobſtant que deſſus & quelconques oppoſitions, appellations, lettres, piéces, mandemens, déclarations, reſtitutions, ou défences à ce contraires, pour leſquelles ne voulons être différé. Et parceque de ceſdites préſentes on pourra avoir à beſogner en pluſieurs & divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles fait ſous ſcel royal & provencal, foi ſoit adjoutées comme à ce préſent original. En témoin de ce nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites préſentes. Donné à Amboiſe le 22 jour de l'an de grace 1517, & de notre régne le quatriéme. Par le roi comte de Provence. Signé ROBERTET.

N.° 25.

Édit du Roi François I.er, touchant l'aliénation du domaine de Provence. 1536.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes : A nos amez & féaux les gens tenant notre Cour de Parlement, maîtres rationaux, & gens de nos Comptes audit pays, ſalut & dilection. Comme à notre couronnement, ſuivant ce qui a été fait & continué par nos prédéceſſeurs rois, ayant fait & prêté le ſerment de ne vendre, diſtraire ni aliéner les biens du domaine de la couronne, & de révoquer, caſſer & annuller les aliénations que par ci-devant en ont été faites, & le tout remettre & unir à notredit domaine & couronne, à laquelle noſdits comtez & pays de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, ont été & ſont ſoumis & incorporez par diſpoſitions valables & irrévocables; & partant que le devoir & acquit de notredit ſerment, ſoulagement de notre peuple, ſoit beſoin remettre & réunir à notredit domaine de Provence, étant de notredite couronne, comme dit eſt, ce qui en a été par ci-devant diſtrait & aliéné, tant para-

vant leſdites diſpoſitions de union & incorporation par les comtes de Provence que depuis, veu même que ledit domaine de Provence de toujours a été inaliénable, & n'ont pu les comtes & ſeigneurs dudit pays, au préjudice de l'état, faire diſtraction & aliénation dudit domaine, ſous couleur de inveſtitures & inféodations requiſes & pratiquées par moyens grandement dommageables, ou autres contracts ou diſpoſitions induement faites & recouvers : à faire laquelle réunion pouviez être en difficulté au moyen de certaines lettres pourſuivies par nos chers & bien amez Antoine d'Oraiſon, vicomte de Cadenet, & Mᵉ François Jarente, ſieur de Tollonet, lors préſident de notre Chambre rigoureuſe de notredit pays, de Provence, depuis ſupprimée, eux diſans députés par nos chers & bien amez les gens des trois Etats dudit pays, par leſquelles étoit déclaré que les lettres de commiſſion pour retirer, réunir & réduire à notredit domaine de notredit pays n'auroient lieu ez biens aliénez par les feus comtes & comteſſes dudit pays, leurs ſéneſchaux & lieutenans ayant d'eux puiſſance de ce faire, auparavant que leſdits comtés fuſſent unis à notredite couronne, & tous empêchemens & ſaiſies qui auroient été miſes & appoſées, levées & ôtées, ainſi qu'eſt contenu eſdites lettres ainſi recouvertes par leſdits Cadenet & Jarente, le 20 juin 1532, enre-

giſtrées ez archives avec les lettres d'attache & entérinement d'icelles à notredite Cour de Parlement & Chambre des Comptes, ſi ſur ce n'étoit par nous pourvu de déclaration & remède convenable. Pour ce eſt-il que nous que deſirons ſur-tout nous acquitter de notredit ſerment, remettre, réunir à notredite couronne ce qui en a été diſtrait & aliéné, pour nous en aider & ſubvenir à nos affaires & ſoulager nos ſujets; vous mandons, commettons & enjoignons par ces préſentes que appellez ceux qui pour ce ſeront à appeller, procédez à ladite réunion & réduction de toutes & chacunes les terres, ſeigneuries, droits & devoirs que trouverez avoir été induement diſtrait, ſéparés & aliénés de notredit domaine de Provence, tant paravant ladite union & incorporation faite deſdits pays à notredite couronne, que depuis icelle, ſans vous arrêter eſdites lettres du 20 Juin 1532, recouvertes par leſdits députés des trois états de notredit pays, leſquelles ne voulons avoir lieu ne ſortir leur effet, ains icelles & toutes autres ſi aucunes avoient été auparavant baillées & octroyées, & ce qui s'en eſt enſuivi, de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, avons révoqué, caſſé & annullé, révoquons, caſſons & annullons par ces préſentes, eſquelles n'entendons toutes fois comprendre les terres & biens pour la réunion deſquels pro-

cès ont été ci-devant intentés, pendans & indécis en la grand'chambre des Enqueſtes de notre Cour de Parlement de Paris, à laquelle avons commis le commiſſaire de la réunion de notredit domaine, par autres nos lettres; nonobſtant leſquelles voulons & nous plaît que procéder ſur le fait de ladite réunion, quant ez terres & biens dont n'y a point procès pendans en notre chambre des Enqueſtes, pour le ſoulagement de nos ſujets, & à ce que plus briefve & plus prompte expédition en puiſſe être faite pardevant vous, & aux parties ouies fait raiſons & juſtice : car ainſi nous plaît-il eſtre fait, nonobſtant comme deſſus & quelconques lettres à ce contraires. Donné à Lyon le 19 avril, l'an de grace 1536, & de notre règne le 22. Par le roi, comte de Provence, *ſigné*, BRETON.

N.° 26.

1539. *Déclaration du Roi François I.er, ſur le domaine général du Royaume.*

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roy de France; à tous ceux qui ces préſentes lettres verront; SALUT. Comme pour le bien & utilité de nous & de la choſe publique de notre royaume, conſervation

&

& augmentation du patrimoine de notre couronne, que de ſa nature eſt inaliénable par quelque manière que ce ſoit ; nous ayons par ci-devant décerné & octroyé nos lettres-patentes en forme d'édits pour la révocation & réunion générale de notre domaine, en vertu deſquelles ayant été faites pluſieurs ſaiſies ſur grand nombre de fiefs, terres, ſeigneuries & héritages qui étoient anciennement de notredit domaine, & qui ont par ci-devant été uſurpés, poſſédés ou aliénés ſans titre ou avec titre non-valable, ſur leſquelles ſaiſies ſe ſont meus & intentés pluſieurs & divers procès contre notre procureur-général, ſoutenant leſdites ſaiſies & mainmiſes, requérant ladite révocation & réunion d'une part ; & les détenteurs deſdites terres, ſeigneuries & héritages, défendeurs & oppoſans d'autre ; eſquels procès leſdits oppoſans, ou la plus grande partie d'iceux, ſçachant n'avoir aucun droit ez choſes contencieuſes, & icelles avoir été par eux ou leurs prédéceſſeurs uſurpées, tenues ou occupées de male-foi, contre les droits de notre couronne, ſe défendent d'une longue jouiſſance, & pour toutes défenſes propoſent preſcription centénaire & immémoriale, ſur laquelle ils attendent & eſpèrent gain de cauſe, & dont aucuns de nos juges ont par ci-devant & pouroient ci-après faire difficulté, & au jugement dudit procez s'arrêter à ladite preſcrip-

tion centénaire, choſe qui ſeroit grandement préjudiciable à nous, notredit royaume & ancien domaine de notredite couronne, & de périlleuſe ouverture & conſéquence. Sçavoir faiſons, que nous conſidérant notredit domaine & patrimoine de la couronne de France, tant par la loi de notredit royaume, & conſtitutions de nos prédéceſſeurs rois, comme de diſpoſitions de droit civil & canonique, & par le ſerment que nous & nos prédéceſſeurs avons fait & ont accoutumé de faire les rois de France en leur ſacre être inaliénable, par quelque eſpèce ou maniere d'aliénation que ce ſoit, directement ou indirectement, par jouiſſance, poſſeſſion, uſurpation, intention, détention ou autre façon & manière de la vouloir acquérir, attendu que ledit domaine & patrimoine de notredite couronne eſt réputé faire & ne pouvoir tomber au commerce des hommes, ce que nul de nos ſujets ne peut & ne doit ignorer; & où il en voudroit prétendre cauſe d'ignorance, telle ignorance ſeroit intolérable, attendu que telle eſt la loi commune de notredit royaume, en manière que telle jouiſſance que ne peut être fondée en titre valable, ne pouroit procéder ſans male-foi & charge de conſcience, tant envers Dieu que nous, mêmement qu'elle ſeroit & eſt contre le bien public: conſidérant auſſi que telles jouiſſances, poſſeſſions

& preſcriptions procédant plus ſouvent de la connivence & négligence de nos officiers, que quelquefois pour le crédit & faveur que ont eu par cidevant les détenteurs & poſſeſſeurs de notredit domaine à l'entour des perſonnes de nos prédéceſſeurs ou de nous, ou pour la grandeur deſdits perſonnages ou autrement, ont paſſé & paſſent ſans diſſimulation leſdites aliénations, poſſeſſions & preſcriptions que ſeroit plus imputable à noſdits officiers, qu'à nous ou nos prédéceſſeurs rois, qui ſommes empêchés à la tuition & défenſe de notredit royaume, adminiſtration d'icelui, & au fait de nos guerres, pour ſouldoyer toutes leſquelles choſes eſt le domaine de notredite couronne introduit & doit être conſervé, & que n'avons & ne pouvons avoir particulière connoiſſance, & par le même de toutes terres, ſeigneuries, droits & héritages de notredit domaine, ni des aliénations & uſurpations d'icelui, ſinon par noſdits officiers, la négligence deſquels ſi elle venoit en conſidération au jugement des procès intentés ſur la réunion & révocation d'icelui notre domaine, ce nous ſeroit choſe de griefve importance, & grandement préjudiciable au bien de notre choſe publique. Auſſi que pour montrer manifeſtement que n'aurions entendu ſouffrir leſdites preſcriptions, ains les interrompre par des moyens à nous connus, au-

rions à l'advénement de notre couronne comme auſſi auroient fait nos prédéceſſeurs rois de France, chacun en ſon temps, fait révocation générale des aliénations, & icelles fait publier ou enregiſtrer en nos cours ſouveraines, afin qu'on n'en pût prétendre ignorance. Pour ces cauſes & autres bonnes & grandes conſidérations à ce nous mouvant, & par l'avis & conſeil des princes de notre ſang & autres grands & nobles perſonages de notre conſeil privé, avons déclaré, ſtatué & ordonné, déclarons, ſtatuons & ordonnons, que par l'édit par nous fait ſur la réunion de notredit domaine, toutes aliénations ou entrepriſes, uſurpations faites ſur icelles, de quelque temps que fût ou pût être, fuſſent ſujettes à réunion & incorporation à notredit domaine, & que ez procez meus & à mouvoir pendans & indécis ſur ladite réunion & révocation, nos juges & officiers préſens & advenir n'euſſent & n'ayent aucun égard à quelque poſſeſſion, jouiſſance & preſcription que ce ſoit, & pour quelque laps de temps qu'elle aye duré, hors qu'elle excédât cent ans, ains ſans ſoi arrêter à icelles qu'ils euſſent & ayent à paſſer outre & procéder au jugement des procès, en faiſant droit ſur les autres moyens & défenſes des parties collitigantes avec nous ou notre procureur-général, ſi aucunes ils en ont, ou ont allégué eſdits procès. Si donnons en

mandement par ceſdites préſentes à nos amez & féaux les gens de nos cours de Parlement, commiſſaires par nous ordonnez ſur le fait de ladite réunion & révocation de notredit domaine, & autres nos juſticiers & officiers, ou leurs huiſſiers préſens & advenir, le contenu en cette notre préſente déclaration, ſtatuts & ordonnances, ils entretiennent, gardent & obſervent, & faſſent entretenir, garder & obſerver de point en point ſans enfraindre; car tel eſt notre plaiſir; en témoin de ce nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites préſentes. Donné à Paris, le 30 juin, l'an de grace 1539, & de notre règne le vingt-cinquième.

N.° 27.

Commiſſion du Roi François I.er, touchant la révocation des domaines aliénés. 1542.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes: à nos amés & féaux conſeillers, Me Jean de Maynier, préſident; Géoffroy Salla, George Durand, François Somaty, Fouquet Fabry, Honoré de Tributys, Antoine Rolland, Nicolas Entenjaud, Jean Donneau & Bernard de Badet, con-

ſeillers en notre cour de Parlement; Mes Balthaſar Jarente, préſident; Honoré Arbauld & Pierre Vittalis, maîtres rationaux en la chambre des Comptes dudit Provence ſéant à Aix: ſalut & dilection. Comme pour inſtruire & mettre en ordre & état de juger les procez meus & intentez en notre cour de Parlement à Paris, ſur le fait & réunion de notre revenu & domaine ſur nous tenu & uſurpé par pluſieurs perſonnes en notre pays & comté de Provence & terres adjacentes; nous euſſions, à la requête de notre procureur général en notredite cour de Parlement de Provence, des pieça, décerné & fait expédier nos lettres patentes de commiſſion adreſſantes à vous Donneau & Badet, données à Lyon le 25 Septembre 1541, par leſquelles vous ſeroit mandé vacquer, ou l'un de vous en l'abſence de l'autre, à l'inſtruction deſdits procez, pour après être jugez en définitive par leſdits commiſſaires en notredite cour de Parlement, après laquelle information auriez commencé de vacquer, & fait quelques ſaiſies d'aucunes deſdites terres, ſeigneuries & poſſeſſion que notredit procureur général prétend nous compéter & appartenir: néanmoins pour aucunes autres nos affaires depuis ſurvenues ou autrement, eſt la matière juſques à préſent demeurée diſcontinuée, & ſans ſortir aucun effet, en notre très-grand préjudice, inté-

rêt & dommage & perdition de notredit domaine ; de plus, pouroit être encore ci-après à l'advenir, ſi par nous n'y étoit promptement pourvu : humblement requérant notredite procureur général ſur ce notre proviſion : pourquoi nous ces choſes conſidérées, de tout notre cœur & affection, deſirant la conſervation & recouvrement de notredit domaine aliéné, & ſur nous uſurpé comme dit eſt, & leſdits procez meus & intentez à cauſe de ce être vuidez & expédiez ; vous mandons commandement & expreſſément enjoignons par ces préſentes de certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, que vous congregez & aſſemblez en notredite chambre des Comptes, de la ſemaine les jours de mercredi & ſamedi de relevée, procédez ou les trois de vous en l'abſence des autres, à l'inſtruction, & mettez en ordre & en état de juger iceux procez & différends, & quant auxdites ſaiſies requiſes par notredit procureur, ou autrement par les ſept de vous en l'abſence de huit, comprins notredit préſident en notredite cour de Parlement, dudit nombre de ſept ou huit en ſon abſence, procédez au jugement d'iceux interlocutoires juſques à arrêt définitif excluſivement ; & quant à la main-levée requiſe par les parties juſques à la ſomme de quarante livres tournois de rente par an tant ſeulement, laquelle diffinition &

jugement & main-levée de plus grande ſomme de rente ou revenus, que de quarante livres tournois par an, comme dit eſt, & leſdits autres procez qui ſeront par vous veus, inſtruits & mis en état de juger, comme dit eſt, nous avons dès-à-préſent pour lors renvoyez & renvoyons par-devant leſdits commiſſaires par nous députez en notredite cour de Parlement de Paris ſur le fait de ladite réunion, pour être par eux jugez & expédiez définitivement ou interlocutoirement, comme dit eſt, & ainſi que de raiſon, ſelon & en ſuivant le pouvoir ſur ce par nous à eux donné pour le fait de ladite réunion & de nos ſentences interlocutoires, comme dit eſt, ſur ce que par vous donnerez; leſquelles en tems que beſoin ſera, nous avons validées & autoriſées, validons & autoriſons, tout ainſi que s'ils avoient été donnez par arrêt délivré de nos cours de Parlement, faites mettre à deue & entière exécution ſelon leur forme & teneur, & contraignant ou faiſant contraindre à ce faire & tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce ſeront à contraindre, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, faites ou à faire & ſans préjudice d'icelle, pour leſquelles ne voulons être différé: leſquelles de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & authorité royale, nous avons dès-à-préſent pour lors évoquez & évoquons, & renvoyez

& renvoyons par-devant leſdits commiſſaires pour en connoître, décider & juger, comme de raiſon; & d'icelles interdit & deffendu, interdiſons & deffendons à tous nos autres juges & officiers, toute cour, juriſdiction & connoiſſance par ceſdites préſentes, & faites & adminiſtrées au ſurplus aux parties en cas de débat, icelles ouies, raiſon & juſtice: car ainſi nous plaît-il être fait, nonobſtant que par autres lettres à devant octroyées ayons commis & attribué auxdits commiſſaires en notre grand chambre des Enquêtes de notre cour de Parlement de Paris, la totale déciſion & connoiſſance en telles & ſemblables matieres, l'ordonnance faite ſur le fait de l'évocation de nos cours de Parlement & quelconques autres ordonnances, preſcriptions, mandemens & défenſes à ce contraires, auxquelles en tems que beſoin ſeroit, nous avons de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, dérogé & dérogeons par icelles préſentes pour cette fois tant ſeulement: de ce faire, & aux trois, ſept & huit de huit en l'abſence des autres, vous avons donné & donnons plein pouvoir, haute puiſſance, autorité, commiſſion & mandement ſpécial par ceſdites préſentes, mandons & commandons à tous nos juſticiers & officiers & ſujets que avons, en ce faiſant obéiſſent & entendent, preſtent & donnent conſeil, confort &

ayde, ſi métier eſt requis en font. Donné à Eſclaron le 29 mai, l'an de grace 1542, & de notre règne le vingt-huitiéme.

N.° 28.

1551. *Lettres de naturalité, pour un né en Avignon.*

HENRI, &c. comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes; ſavoir faiſons à tous la humble ſupplication de notre cher & bien amé Philippe Griffon, marchand poiſonnier, chargé de femme & enfans, contenant qu'il eſt natif & demeurant en la ville & cité d'Avignon, dépendante, & qui a été éclipſée de notre comté de Provence, uni & incorpoté à la couronne de France, au moyen de quoi les originaires & procréés en icelle ville devroient être réputez & cenſez comme propres originaires de notredit pays de Provence, regnicoles de notredit royaume, attendu l'union faite de notredit pays de Provence en notredit royaume; toutefois ledit Griffon doute qu'au moyen de ce que ladite ville & cité d'Avignon n'eſt de préſent tenue & poſſédée par nous, on lui voulut objecter être étranger de notre royaume,

& que nos officiers ou autres, après ſon trépas, vouluſſent à l'advenir prétendre ne devoir jouir des priviléges, franchiſes & libertez dont jouiſſent les vrais originaires d'icelui, & des terres & propriétés qui ont été & ſont de préſent unies & par nous tenues & poſſédées, & en fruſtrer ſa femme, enfans & héritiers ou autres, & même les empêcher en la poſſeſſion & jouiſſance des biens & héritages & poſſeſſions qu'il tient de préſent en notredit royaume, & pourroit ci-après avoir, tenir, acquérir & poſſéder, ſi par nous ne lui étoit ſur ce octroyé nos lettres à ce convenables, humblement requérant icelles. Pour ce eſt-il que nous ce conſidéré, inclinant libéralement à la ſupplication & requête dudit ſuppliant, pour ces cauſes & autres conſidérations à ce nous mouvant, avons, *ſans préjudice de nos droits par nous prétendus, & qui nous appartiennent en ladite ville & cité d'Avignon*, permis & octroyé, permettons & octroyons, voulons & nous plaît, & lui avons donné & donnons congé, licence & permiſſion de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, par ces préſentes, qu'il puiſſe & lui loiſe demeurer, réſider, & s'y habituer en cettuy notredit royaume, pays, terres & ſeigneuries de notre obéiſſance, s'il trouve que ce ſoit ſon profit, & y tenir, acquérir, poſſéder tous & chacuns, les biens, meu-

bles & immeubles, terres, héritages, poſſeſſions & autres biens quelconques qu'il a ja acquis & qu'il pourra ci-après acquérir & acheter, & qui lui pourront écheoir, compéter & appartenir tant par don, ſucceſſion, que quelconque autre droit & titre que ce ſoit, & d'iceux en jouir & uſer comme font & ont accoutumé faire les natifs & originaires de notredit royaume & pays de notre obéiſſance, pleinement & paiſiblement, & en faire diſpoſer & ordonner par teſtament & ordonnance de dernière volonté, donations faites entre-vifs, ou autrement, ainſi que bon lui ſemblera, comme nos vrais originaires, regnicoles, & tout ainſi que ſi ladite ville & cité d'Avignon étoit par nous poſſédée, & nonobſtant éclipſement d'icelle fait de notredit comté de Provence, & que ladite ville d'Avignon n'eſt de préſent en nos mains; & que, après ſon trépas, ſa femme, héritiers & poſſeſſeurs ou ayans cauſe, ou autres auxquels il en pourroit avoir diſpoſé, lui puiſſent ſuccéder & en prendre, cueillir & appréhender la poſſeſſion & jouiſſance, ſans que nos officiers ou autres par droit d'aubeyne ou autrement, leur puiſſent en ce donner aucun trouble ou empêchement, ne que notre préſente permiſſion nous puiſſe préjudicier à nos ſuſdits droits prétendus, & qui nous appartiennent en icelle ville & cité; en nous payant pour raiſon de ce finance

modérée pour une fois ſeulement. Si donnons en mandement par ceſdites préſentes à nos amez & féaux les gens de nos Comptes à Paris, Montpellier, & tréſoriers de France, & à tous nos baillifs, ſéneſchaux, prévôts, juges & nos juſticiers & officiers, ou leurs lieutenans préſens & à venir, & à chacun d'eux qui en ſeront requis, & ſi comme à lui appartiendra que de nos préſens, grace, permiſſion & octroy, congé, licence & de tout le contenu ci-deſſus, ils faſſent, ſouffrent & laiſſent ledit ſuppliant & ſes ſucceſſeurs & ayans cauſe jouir & uſer pleinement & paiſiblement, & à toujours perpétuellement; ceſſans & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens au contraire, leſquels s'y fait mis, &c. car tel eſt, &c. nonobſtant les ordonnances faites par nos prédéceſſeurs contre les étrangers & non natifs de notre royaume auxquelles & quelconques autres ordonnances, lettres & reſtitutions, mandemens ou défenſes à ce contraires, nous avons dérogé & dérogeons de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, par ces preſentes & afin & ſauf, &c. Donné à Blois au mois de janvier, l'an de grace 1551, & de notre règne le cinquième; ainſi ſigné ſur le repli *par le Roi*, comte de Provence, le ſeigneur de Morvillier, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel, préſent Mathieu.

N.° 29.

1566. *Lettres de naturalité, pour Louis & Laurent Fortia, natifs d'Avignon.*

CHARLES, par la grace de Dieu, roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à tous préſents & avenir : Salut, ſavoir, faiſons. Nous avons reçu l'humble ſupplication de Louis & Laurent Fortia, fils de Charles Fortia & de Jeanne de la Salle, natifs d'Avignon, contenant que combien que ladite ville d'Avignon ſoit dépendante dudit comté de Provence, uni & incorporé à la couronne de France, & que les natifs dudit Avignon & comté de Venaiſſein deuſſent jouir & uſer des mêmes libertés, priviléges & franchiſes que nos regnicoles; toutes fois cauſant que ladite ville d'Avignon & comté de Venaiſſein ſont à préſent tenus & poſſédez par notre S. P. le Pape, *par engagement de nos prédéceſſeurs*, deſquels nous avons le droit, ils doutent de ne pouvoir ordonner & diſpoſer des biens qu'ils ont acquis & acquéreront par après en notre royaume, & qu'on les voulut empêcher en la jouiſſance d'iceux, même en l'exercice des états & offices dont ils pour-

ront être par nous pourvus, & que après leur trépas, nos officiers ou autres vouluſſent prétendre leſdits biens nous compéter, & appartenir par droit d'aubeyne ou autrement, & pour ce en fruſtrer leurs femmes & héritiers, ou autres auxquels ils en pouront avoir diſpoſé, ſi par nous n'étoient habitez & diſpenſez, quant à ce & de nos graces & libéralitez ne leur étoient ſur ce impartis: pourquoi Nous, ce conſidéré, deſirant ſubvenir auxdits ſupplians en cet endroit & les favorablement traiter, à iceux pour ces cauſes & autres à ce nous mouvans, inclinant libéralement à leur ſupplication & requête, avons permis & octroyé, & de notre certaine ſcience, grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, permettons & octroyons, voulons & nous plaît par ces préſentes, qu'ils puiſſent réſider & demeurer en cettuy notredit royaume, pays, terres & ſeigneuries de notre obéiſſancé où bon leur ſemblera, jouiſſant de tels & ſemblables priviléges, franchiſes, libertez, immunitez que les autres manans, habitans du lieu où ils demeureront, y avoir, tenir & exercer tous états, dignités & charges dont ils ſont & pouront être ci-après par nous pourvus, biens, meubles & immeubles, terres & ſeigneuries qu'ils ont ja acquiſes, & pourront par ci-après juſtement & licitement acquérir, les tenir & poſſéder, & d'iceux enſem-

ble de ceux qu'ils y ont ja acquis, diſpoſer & ordonner par teſtament & ordonnance de dernière volonté, donation entre-vifs ou autrement, ainſi que bon leur ſemblera, & que après leur trépas, leurs femmes, enfans & héritiers ou autres auxquels ils en pourront avoir diſpoſé, leur puiſſent ſuccéder & en prendre, cueillir & appréhender la poſſeſſion & jouiſſance, s'ils ſont regnicoles, ſans que nos officiers ou autres les prétendent nous compéter & appartenir par droit d'aubeyne, ſous prétexte qu'ils ſont natifs & habitans dudit Avignon ou comté, comme dit eſt, ne autrement, dont en tant que de beſoin eſt ou ſeroit, les avons habilités & diſpenſés, habilitons & diſpenſons de nos grace & autorité que deſſus, & à nos ordonnances faites en cette partie contre les étrangers & non natifs de notredit royaume, avons dérogé & dérogeons de nos grace & autorité que deſſus, par ceſdites préſentes, en nous payant toutefois finance modétée pour une fois ſeulement, & ſans préjudice des droits de propriété qui nous appartiennent en ladite ville d'Avignon. Si donnons en mandement par ces préſentes à nos amez & féaux conſeillers les gens de nos Comptes, tréſoriers de France audit Provence, ſéneſchal dudit pays, & à tous nos autres juſticiers & officiers, & chacun d'eux ſi comme à lui appartiendra, que de nos préſentes

ſentes graces, déclaration, habilitation & diſpenſe, & de tout l'effet & contenu en ceſdites préſentes, ils faſſent, ſouffrent & délaiſſent leſdits ſuppliants & leurs ſucceſſeurs jouir & uſer pleinement & paiſiblement, ceſſant, & faiſant ceſſer tout trouble & empêchement à ce contraires. Car tel eſt notre plaiſir, nonobſtant quelconques ordonnances, reſtrictions, mandements, défenſes & lettres à ce contraires; & afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites préſentes, ſauf en autres choſes notre droit & d'autruy en tout. DONNÉ à Moulins au mois de février, l'an de grace 1566, & de notre règne le ſixième.

N.° 30.

Lettres de naturalité, données par le Roi Charles IX, à un natif d'Avignon. 1567.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes : ſavoir faiſons, à tous préſens & à venir. Nous avons reçu l'humble ſupplication de Jean Puget, ſieur de Chaſtnet, natif d'Avignon, contenant que combien que ladite ville d'Avignon ſoit

dépendante du comté de Provence, unie & incorporée à la couronne de France, où ledit ſuppliant a acquis & lui ſoient écheus & advenus, par ſucceſſion de ſes parents, pluſieurs biens, terres & poſſeſſions, ſcituées & aſſiſes tant en notredit comté de Provence qu'ailleurs en nôtre royaume, & eſpere, Dieu aydant, d'y en avoir & acquérir d'autres cy-après; mais optant que ladite ville d'Avignon eſt, quant à préſent, hors nôtre domination & puiſſance, tenue & poſſedée par N. S. P. le Pape, par engagement de nos prédéceſſeurs deſquels nous avons le droit, il doute qu'il ne puiſſe diſpoſer & ordonner de ſeſd. biens, & qu'on ne le voulût empêcher en la jouiſſance d'iceux, même en l'exercice des charges & offices dont il pourroit être par cy-après par nous pourvû, & que, après ſon trépas, nos officiers ou autres vouluſſent prétendre leſdits biens nous compéter & apartenir par droit d'aubeyne ou autrement, & par ce en fruſtrer ſa femme & héritiers, ou autres auxquels il pourroit en avoir diſpoſé, ſi par nous n'étoit à ce habilité & diſpenſé, ou quant à ce, nos grace & libéralité ne lui étoient impétrées. Pourquoi nous ce conſidéré, deſirant ſubvenir audit ſupliant en cet endroit, & le favorablement traiter à icelui: pour ces cauſes, & autres à ce nous mouvants, inclinant libéralement à ſa ſupplication & requête,

avons permis & octroyé, & de notre certaine ſcience, grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité royale, permettons & octroyons, voulons & nous plaît, qu'il puiſſe réſider, demeurer & ſoy habiter en cettuy nôtre royaume, pays, terres & ſeigneuries de nôtre obéiſſance, y tenir & exercer tous états & offices dont il eſt & poutra être par cy-après par nous pourvû; d'acheter tous les biens-meubles, immeubles, héritages, fiefs, arrière-fiefs, terres, ſeigneuries qu'il poutra juſtement & légitimement acquérir; les tenir, poſſéder; & d'iceux enſemble de ceux qu'il a ja acquis, diſpoſer & ordonner par teſtament & ordonnance de dernière volonté, donation faite entre-vifs ou autrement, ainſi que bon lui ſemblera; & qu'après ſon trépas, ſa femme, enfans & héritiers, ou autres auxquels il pourroit en avoir diſpoſé, lui puiſſent ſuccéder & en prendre, cueillir & appréhender la poſſeſſion & jouiſſance, ſans que nos officiers, ou autres, les puiſſent prétendre nous compéter & appartenir par droit d'aubeyne', ſous ombre qu'il eſt natif d'Avignon, comme dit, ne autrement; dont en tant que beſoin eſt ou ſeroit; l'avons habilité & diſpenſé, habilitons & diſpenſons à nos ordonnances faiſant en cette partie, contre les étrangers & non natifs de nôtredit royaume, nous avons dérogé & dérogeons de

nos graces & autres que deſſus par ceſdites préſentes, en nous payant toutefois finance modérée, pour une fois ſeulement, & ſans préjudice du droit de propriété qui nous appartient à ladite ville de Avignon. Si donnons en mandement par ces mêmes préſentes, à nos amez & féaux les gens de nos comptes, tréſoriers de France & généraux de nos finances, ſéneſchal dudit Provence ou ſes lieutenans, & à tous nos autres juſticiers & officiers & chacun d'eux, ſi comme à lui appartiendra, que de nos pure grace, déclaration, habilitation & diſpenſe de tout le fait & contenu ci-deſſus ils faſſent, ſouffrent & laiſſent jouir ledit ſuppliant & ſes ſucceſſeurs, pleinement & paiſiblement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchements au contraire : Car tel eſt nôtre plaiſir, nonobſtant quelques ordonnances, reſtrictions, mandemens, défenſes; & afin que ce ſoit choſe ſtable & ferme à à toujours, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces préſentes, ſauf en autres choſes nôtre droit & d'autruy en toutes. Donné à Paris, au mois de Mai, l'an de grace 1567, & de nôtre règne le ſeptième.

N.° 31.

Extrait du Cahier préſenté au Roi par les Gens des trois Etats du Comté de Provence, en 1612. 1612.

ARTICLE XXVI.

LE domaine qui a été aliéné en ladite Province, par les anciens comtes, auparavant qu'elle fût unie à la couronne, n'a oncques été comprins aux commiſſions qui ont été laxées pour la vente & revente de votre domaine; parceque, par le teſtament de Charles II, dernier comte de Provence, ladite province a été laiſſée à la couronne à condition de ne rechercher leſdites aliénations, *leſquelles ont été faites en faveur de la plus grande partie de la nobleſſe & des communautés dudit pays*, qui demeureroient ruinées, ſi ladite poſſeſſion leur étoit ôtée; & afin que leſdits poſſeſſeurs ſoient d'autant plus aſſeurés & le repos dudit pays confirmé, Votre Majeſté eſt très-humblement ſuppliée de déclarer que leſdits poſſeſſeurs ne pourront être recherchés à perpétuité au moyen deſdites reventes & rachats du domaine, pour quelque

cauſe que ce ſoit; & que leſdites aliénations, conceſſions & inféodations, faites auparavant ladite union, ne ſeront point comprinſes aux commiſſions laxées ou à laxer pour ladite revente du domaine.

Et à côté dudit article eſt écrit : ACCORDÉ.

N.° 32.

1663. *Arrêt de la Cour de Parlement de Provence, portant réunion de la ville d'Avignon & du Comté de Vénaiſſin, au domaine de la Couronne.*

Extrait des Regiſtres du Parlement.

VEU par la Cour, les chambres aſſemblées, le procès & procédures faites à la requête du procureur-général du Roi, demandeur en requête du 23 octobre 1662, afin de faire réunir la ville d'Avignon & le comté de Venaiſcin à la couronne de France, comparant contre N. S. P. le Pape, aſſigné & réaſſigné, en la perſonne de ſon vice-légat en ladite ville d'Avignon, défendeur & défaillant. Extrait d'acte de partage du comté de Provence, entre Alfonſe, comte de Toulouſe, & Raimond Berenguier, comte de Barcelone, maris des deux

filles de Gilbert, comte de Provence, du mois d'Octobre 1125. Extrait de la donation & ceſſion des droits de moitié de la ville d'Avignon, faite par Philippe-le-Bel, à Charles II, roi de Sicile & comte de Provence, pour juſtifier l'union du total de ladite ville en faveur des comtes de Provence. Extrait des lettres-patentes du roi Robert, déclaratoires de ſa volonté, qu'il ne veut être fait aucune aliénation de rien qui ſoit ſtable, du comté de Provence, du 21 décembre 1334. Extrait du teſtament dudit roi Roberr, du 16 juin 1343. Un livre, intitulé : *Hiſtoire chronologique des évêques, archevêques d'Avignon*, imprimé en ladite ville en 1659. Extrait des lettres-patentes de la reine Jeanne, du 23 mai 1361. Autre extrait des lettres-patentes de ladite Reine, du premier mai 1367. Autre extrait des lettres-patentes de ladite Reine, du 13 juin 4ta *indictionis*. Extrait du teſtament de Charles d'Anjou, dernier comte de Provence, du 2 décembre 1481. Copie de la lettre écrite par le Roi à ſon procureur-général, pour la réunion du comtat d'Avignon, du 13 décembre 1662. Copie de la requête donnée enſuite par ledit procureur-général & dont eſt queſtion, du 23 octobre audit an. Copie de l'arrêt de la Cour ſur ladite requête dudit jour, la commiſſion icelui levée ledit jour. Verbal fait par Maynier & Boſc, huiſ-

ſiers, ſur l'aſſignation par eux donnée à N. S. P. le Pape, en la perſonne de ſon vice-légat en la légation d'Avignon, du 24 dudit mois d'octobre & audit jour. Extrait de la préſentation au greffe, par ledit ſieur procureur-général, du 30 du même mois. Extrait du premier défaut, du 18 novembre même année. Lettres de réadjournement, du 4 décembre audit an 1662. Verbal fait par leſdits Maynier & Brun, ſur l'aſſignation donnée au ſieur vice-légat, dudit jour 4 décembre & jours ſuivans. Second défaut à la ſale, du 16 dudit mois. Troiſième défaut, portant pièces miſes, du 11 janvier 1663; l'inventaire de production dudit défaut. Arrêt de la Cour, du 27 dudit mois de janvier, que leſd. défauts ſont déclarés bien venus, obtenus & entretenus, & N. S. P. le Pape décheu de toutes ſes exceptions & défenſes dilatoires, déclinatoires & péremptoires; &, avant que de juger de l'entier profit, il ſeroit d'abondant réaſſigné, pour voir produire titres & documens & prendre appointement à droit. Verbal fait par leſd. Maynier & Brun, huiſſiers, ſur la réaſſignation du 28 dudit mois. Quatrième défaut à la ſalle, du 10 Février audit an. Cinquième défaut en jugement, portant pièces miſes, du premier de mars ſuivant. Extrait de l'échange paſſé en ſeptembre 1257, entre le comte de Provence & l'évêque de

Marſeille. Extrait de la révocation faite par la reine Jeanne, de toutes les donations, conceſſions & aliénations par elle faites, du 15 ſeptembre 1350; les lettres-patentes du Roi pour la continuation du Parlement, du 17 du préſent mois, vérifiées par la Cour. L'inventaire de production deſdits défauts : oui le commiſſaire député, tout conſidéré. DIT A ÉTÉ que la Cour, les chambres aſſemblées, jugeant l'entier profit & utilité deſdits défauts, & trouvant la demande dudit procureur-général du Roi duement juſtifiée par ſes produits, a déclaré & déclare ladite ville d'Avignon & comté Venaiſcin être de l'ancien domaine & dépendance du comté de Provence, & d'icelui n'avoir pu être aliéné ni ſéparé; & au moyen de ce, les a remis & réunis à la couronne : & en conſéquence de ce, a ordonné & ordonne que le Roi ſera mis & établi en la poſſeſſion & jouiſſance de ladite ville & comté de Venaiſcin, droit & appartenances, par Mes de Maynier, premier préſident; de Forbin, préſident; de Gautier de Villeneuve, de Trichard de Lombard, de Perrico, de F. Thomaſſin, de Seigun & de Saint-Marc, conſeillers du Roi, que la Cour a commis pour s'acheminer en ladite ville & comté aux lieux où beſoin ſera, pour en prendre la réelle & actuelle poſſeſſion, recevoir le ſerment de fidélité, foy & hommage des conſuls & habitans dudit

Avignon, & autres; enſemble des élus & ſyndics dudit comtat; y établir, par proviſion & juſqu'à ce que Sa Majeſté y ait pourveu, des officiers de juſtice, au nombre qu'ils trouveront à propos, pour connoître des différends civils & criminels des habitans de ladite ville & comté, dont l'appel reſſortira à la Cour, & ordonner tout ce qu'ils jugeront néceſſaire pour le bien & avantage de Sa Majeſté, circonſtances & dépendances, nonobſtant oppoſitions on appellations quelconques, pour leſquelles ne ſera différé. A fait & fait inhibitions & défenſes à tous les habitans de ladite ville & comté, de reconnoître autres magiſtrats & officiers que leſdits commiſſaires, &, en leur abſence, que ceux qu'ils auront commis & délégués, &, dans la ſuite, pourvus & nommés par le Roi, & par appel à la Cour, & à tous les officiers qui auront été commis par Sa Sainteté, de plus ſe mêler de l'exercice de leurs charges, à peine de faux & autre arbitraire. Et ſeront les armes de N. S. P. le Pape ôtées, avec reſpect & décence, des lieux où elles ſe trouvent, & à leurs places remiſes celles du Roi : ſauf à Sa Majeſté d'ordonner pour le rembourſement de la finance qui aura été effectivement payée lors de l'aliénation de ladite ville d'Avignon, ainſi qu'il appartiendra. Publié à la barre du Parlement de Provence, ſéant à Aix, le 16 juillet 1663.

N.° 33.

Arrêt du Conſeil, du 5 Octobre 1666, par lequel le Roi déclare avoir droit de rentrer dans les domaines aliénés par les Comtes de Provence. 1666.

Extrait des Regiſtres du Conſeil d'Etat.

VU par le Roi en ſon conſeil les procès-verbaux du ſieur d'Oppede, premier préſident au Parlement de Provence, commiſſaire député par ſa Majeſté pour la repréſentation des titres des fiefs & domaines du comté de Provence, ci-devant aliénés ou uſurpés, en date des 24 février, 29 avril, 12 juin, & 30 juillet 1666, contenant les dires & conteſtations des conſuls & communautés des lieux de la Rochette, Ampus, & la Baſtide de Jourdans & Limaye, d'une part : & les ſeigneurs deſdits lieux, d'autre : par leſquels ledit ſieur commiſſaire auroit déclaré ne pouvoir procéder au fait de lad. commiſſion juſques à ce que ſa Majeſté eût plus amplement déclaré ſur le tout ſes intentions. Extrait de l'art. CCCLXXXII de l'ordonnance du feu roi Louis XIII de l'année 1629, regiſtrée au Parlement de Paris, qui porte qu'attendant que ſa majeſté ſoit en état de procéder à la réunion de ſes

domaines, les provinces, communautés, ou particuliers qui voudront faire le rachat de quelques terres aliénées, y ſeront reçus audit conſeil ou pardevant les tréſoriers de France. Arrêt du conſeil d'état du 24 février 1663, par lequel eſt ordonné que les habitans des lieux dépendans du domaine engagé à faculté du rachat perpétuel, inféodation, ou autrement, ſeront reçus à rembourſer les engagiſtes de la finance par eux payée, ſuivant la liquidation qui en ſera faite par les commiſſaires qui ſeront à ce députés, & que du jour que les offres dudit rembourſement ſeront ſignifiés aux commis de Me François Dujour que ſa Majeſté a commis pour cet effet, ou au greffier des commiſſaires députés par ſa Majeſté, dans ſes provinces, les engagiſtes rapporteront vers les commiſſaires les titres & conttats de leurs engagements, pour être procédé à la liquidation de la finance par eux payée, & cependant que les engagiſtes délaiſſeront la jouiſſance deſdits domaines, dont les droits & revenus ſeront perçus par les fermiers de ſa Majeſté. Autres arrêts du conſeil d'état des 26 juin & 10 ſeptembre 1664, ſur requête deſdits habitans de la Rochette, Figaniere & Ampus, par leſquels il eſt ordonné que les ſeigneurs deſdits lieux repréſenteront pardevant ledit ſieur d'Oppede, les titres en verru deſquels ils jouiſſent deſdites terres & ſeigneuries.

Extrait de la ſeconde partie de l'hiſtoire de Provence par Noſtradamus, par lequel appert qu'au mois d'octobre de l'année 1226, l'empereur Féderic, à la requête des gens des trois états de Provence & de Berenger comte dudit pays, par ſes lettres-patentes & édit perpétuel donné à Fogé au royaume de Naples, addreſſé tant audit comte qu'à ſes ſucceſſeurs, auroit caſſé & révoqué les aliénations faites pendant le bas âge d'Idelphons & Raymond Berenger ſon fils, d'aucuns domaines dudit comté de Provence, comme étant le domaine & patrimoine de la province inaliénable, & des comtes ſucceſſeurs; déclarant de nul effet & valeur toutes lettres, aliénations, donations & octrois. Lettres-patentes & édits de Robert roi de Jéruſalem & de Chypre, comte de Provence, Forcalquier & Piedmont, donnés à Naples le 3 décembre 1334, par leſquels il auroit déclaré aucuns immeubles étant de ſon domaine inaliénables, enjoignant à ſon ſéneſchal de retirer ce qui avoit été aliéné pour certain temps, & juſques à récompenſe compétante, qui ſe prendroit ailleurs. Teſtament dudit roi Robert du 13 janvier 1343, contenant pluſieurs diſpoſitions concernant ledit comté, par lequel il inſtitue la princeſſe Jeanne ſa petite fille, ſon héritiere en ſeſdits royaumes & comté. Acte ſolemnel de ladite reine Jeanne dans le palais d'Aix,

à l'inſtance desnotables du pays qui y étoient préſens, du 29 février 1347, par lequel elle auroit promis & juré de ne faire aucunes aliénations à quelque titre que ce pût être. Autre édit de ladite reine Jeanne du 27 février 1365, portant qu'à l'avenir elle ne fera aucunes aliénations & ne confirmera celles qui ſont révoquées, ſinon permis de refuſer aux acquéreurs les hommages & devoirs qu'ils pourroient prétendre en conſéquence deſdites aliénations, même permis de leur reſiſter à main armée. Autre édit de ladite reine Jeanne du premier mars 1368, par lequel eſt dit que le roi Robert ſon ayeul, par ſon teſtament, lui avoit fait défenſes de faire aucunes aliénations, & promis en parole royale de ne l'aliéner, ſoit par elle, ou par ſes héritiers. Articles de paix accordés par la reine Marie de Blois, tutrice & adminiſtrereſſe de Louis II comte de Provence & Forcalquier, ſon fils, portant qu'elle & ſondit fils parvenus en âge, ſeront tenus de faire ſerment de n'aliéner les choſes qui d'antiquité ſont des domaines dudit comté, iceux articles en date du 29 octobre 1387. Lettres du roi René comte de Provence, par leſquelles il déclare que ſon intention eſt de retirer le domaine ci-devant aliéné; dit pareillement que les rentes domaniales ne ſe peuvent ni doivent aliéner; & particulierement ordonne aux officiers de ſa cham-

bre des Comptes d'Aix, de faire recherche de tout ce qui avoit été aliéné, baillé, ou tranſporté par le feu ſieur de Belleval, vivant grand ſéneſchal de Provence; leſdites lettres en date du 22 novembre 1462. Autre édit du roi François I du 12 mars 1517, portant révocation des dons & tranſports faits par ſes prédéceſſeurs rois & comtes de Provence. Lettres-patentes en forme de commiſſion du 2 novembre 1531, aux ſieurs Briſſonnet, préſident des Comptes, de Fougione, maître des requêtes, Pirot, préſident des généraux des Aydes à Paris, tréſorier de France, & Violle, conſeiller ès requêtes du Palais audit lieu, pour la réunion de ſon domaine en général. Autres lettres-patentes du roi François I du 19 avril 1536, addreſſantes aux gens tenant la cour de Parlement, maîtres rationaux, & gens des Comptes audit pays, par leſquelles, vû que ledit domaine de Provence a été de tout temps inaliénable & que les comtes & ſeigneurs dudit pays n'ont pû faire les détractions & aliénations, ſa Majeſté entend icelles révoquer, ſans s'arrêter à certaines lettres du 20 Juin 1532, obtenues par les députés des gens des trois états dudit pays, qui exceptoient de ladite révocation les aliénations faites par les anciens comtes & comteſſes de Provence, leurs ſéneſchaux & lieutenans; au bas deſquelles lettres eſt la requête préſentée à

la cour de Provence par le procureur-général de ladite cour de Parlement. Regiſtrement d'icelles. Arrêt dudit Parlement de Provence, par lequel leſdites lettres auroient été regiſtrées le 15 juin 1537. Déclaration du même roi François I du 30 juin 1539, leue, publiée & regiſtrée par commandement du roi, au Parlement de Paris le 3 Juillet 1539, par laquelle ledit ſeigneur roi auroit déclaré, ſtatué & ordonné, qu'au fait des aliénations & uſurpations deſdits domaines, les juges n'auroient aucun égard à quelque poſſeſſion, jouiſſance & preſcription qui pourroit être alléguée & pour quelque laps de temps qu'elle eût duré, encore qu'elle excédât cent ans. Lettres-patentes en forme de commiſſion addreſſantes à Me Jean Maynier préſident, & autres officiers tant dudit Parlement que de ladite chambre des Comptes dudit comté de Provence, pour faire recherche dans les archives de ſa Majeſté, des titres & piéces concernant la conſervation & recouvrement du domaine tant aliéné que uſurpé, icelles lettres du 24 mai 1542. Autre édit du roi Charles IX du mois de février 1566, qui déclare le domaine inaliénable en cas d'apanage, vente & faculté de rachat perpétuel, portant que les domaines détenus ſans occaſion valable duement vérifiée, & autrement qu'aux ſuſdits cas, ſeront révoqués avec reſtitution de fruits.

Autre

Autre édit du roi à préſent régnant, du mois de janvier 1665, portant réunion des ventes des domaines de ſa majeſté, notamment de ceux de Provence, même avant la réunion dudit comté. Arrêt de la cour des Comptes de Provence, du 9 juin 1510, entre Palamedes de Forbin ſieur de Solier, donné en exécution d'arrêt & liquidation des ſommes adjugées pour le rembourſement des droits ſeigneuriaux qu'il avoit ſur la terre de ſaint Remy, comme uſufruitier d'icelle, ſuivant les lettres-patentes de ſa Majeſté, d'une part; & Gaſpar de Forbin, ſieur de ſaint Lannat, ſon fils, ſubrogé par leſdites lettres-patentes au lieu & place de ſa Majeſté, pour pouvoir retenir leſdits droits ſeigneuriaux, d'autre part; par lequel le rembourſement dû audit ſieur de Solier eſt liquidé à la ſomme de 39050 livres; dans le vu duquel arrêt eſt un extrait du teſtament du roi René du 22 juillet 1474, par lequel il légue à Jean d'Anjou ſon fils naturel, duquel ledit ſieur de Solier a droit, les terres de ſaint Remy & ſaint Lannat; comme pareillement un autre arrêt du Parlement de lad. province du 5 décembre 1505, qui déclare ladite terre du domaine, & que ledit d'Anjou en jouiroit en uſufruit, & par proviſion, attendant qu'il fût récompenſé d'autres terres & fiefs de pareille valeur, & que la juſtice ſeroit exercée ſous le nom

du roi. Autre arrêt contradictoire du conſeil, pour le marquiſat de Grimaud, du premier ſeptembre 1655, par lequel les habitans dudit Grimaud ont été reçus à rembourſer le marquis de ſaint Ivers nouvel acquereur d'icelui, étranger, de la famille d'Etienne de Veſe, donataire originaire de ladite terre de Grimaud, avec clauſe de jouir d'icelle tant qu'elle ſeroit en ladite famille. Autre arrêt du 7 novembre 1660, intervenu contradictoirement concernant la terre & ſeigneurie de Beaumond, donnée à la famille de Bouliers, tant qu'il y auroit de mâles d'icelle; par lequel, ſur la demande faite par la communauté de Beaumond de rembourſer le domaine, les parties ſont miſes hors de cour & de procès, & ordonné que le nommé Ricquety, nouvel acquereur d'icelle, jouiroit de ladite ſeigneurie à lui tranſportée par ledit de Bouliers, à la charge que à défaut d'hoirs mâles de la famille de Bouliers, les choſes à eux inféodées en l'année 1471, par René comte de Provence, retourneront au domaine de ſa Majeſté. Teſtament du roi René comte de Provence du 22 juillet 1474, par lequel il inſtitue ſon héritier Charles d'Anjou, duc de Calabre, comte du Mayne, ſon neveu, en tous ſes royaumes, duchés, comtés, vicomtés, baronies, dignités, ſeigneuries, noms, actions, & raiſons, tant de ſucceſſion, comme d'acquêts par ſes ſuc-

ceſſeurs & lui, excepté de ceux dont il avoit diſpoſé, & qu'il diſpoſeroit juſques à ſon décès; & encore à la réſerve du duché de Bar, auquel & en toutes ſes dépendances & appartenances, ſans y comprendre le marquiſat du Pont, lequel il donne à Jean ſon fils naturel, il nomme & inſtitue ſon héritier particulier René de Lorraine, fils d'Yoland ducheſſe de Lorraine, fille du teſtateur, lequel teſtament contient pluſieurs & divers legs au profit de divers perſonnes & notamment donne à ſon fils naturel, Jean, les villes de ſaint Remy & ſaint Lannat, avec toutes & chacunes leurs appartenances & dépendances, pour en jouir lui & les ſiens deſcendans de ſon corps en loyal mariage, à toujours; mais s'il alloit de vie à trépas, ou ſes enfans, ſans hoirs légitimes deſcendans d'eux, veut & entend que leſdites choſes retournent au comté de Provence. Autre teſtament dudit Charles d'Anjou dernier comte de Provence, du 10 décembre 1481, par lequel il inſtitue ſon héritier univerſel Louis XI roi de France, & après lui Charles dauphin ſon fils aîné, & enſuite ſes ſucceſſeurs à la couronne de France, & ordonne que les legs par lui faits aient leur exécution après ſon décès, recommande audit ſeigneur roi très-chrétien ſon héritier, ſon pays de Provence & terres adjacentes, en termes affectueux & ſinguliers, concernant les pactions,

conventions, priviléges, libertés & franchiſes, ſtatuts, articles, exemptions & prérogatives, enſemble leurs uſages, formes, mœurs, ſtiles, coutumes louables, même d'augmenter leſdits priviléges, graces, bienfaits, & d'exécuter le tout comme il avoit exécuté, confirmé par ſon ſerment ſolemnel après le décès du roi René ſon oncle, ce qui avoit été par lui fait & ordonné. Deux codiciles dudit Charles, dernier comte de Provence, du 11 dudit mois & an, contenant pluſieurs legs en fonds. Lettres-patentes du roi Charles VIII, du 27 mars 1483, par leſquelles, ſur les remontrances à lui faites par les députés des trois états du comté de Provence, ſa Majeſté deſirant les entretenir en leurs droits, & les garder de moleſtations indeues, déclare ſes intentions par ſes lettres-patentes pour la réunion & révocation de ſon domaine aliéné, avoir été de retenir les choſes & terres aliénées audit pays comté, par le feu roi Louis XI ſon pere, tant ſeulement, & non pas des feus rois & reines, comtes & comteſſes & ſeigneurs ſes prédéceſſeurs audit pays & comté, ni par leur ſéneſchaux & lieutenans, à ce faire ayant pouvoir de ſes prédéceſſeurs. Edit du roi Charles VIII, portant réunion deſdits comtés de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à la couronne de France, ſans pour ce aucunement nuire, ni préjudicier, ni déroger à leurſdits pri-

viléges, libertés, franchiſes, chapitres de paix, loix, coutumes, droits, polices, ſtatuts & maniere de vivre eſdits pays, qui leur ont été octroyés & confirmés en général & en particulier, ſoit gens d'égliſe, nobles, villes, cités, communautés & autres perſonnes, que ſa Majeſté d'abondant approuve & confirme ledit édit en date du mois d'octobre 1476, publié & regiſtré en la chambre des Comptes dudit pays le 24 octobre 1486. Lettres-patentes du roi Louis XII, du 10 juillet 1497, portant confirmation des priviléges de ladite province. Autre lettres - patentes de François I, du mois d'Avril 1515, contenant pareille confirmation. Autres lettres-patentes du même roi François I. du 20 juin 1532, par leſquelles il déclare que dans la commiſſion par lui ordonnée pour la réunion du domaine, ſon inrention n'a été d'y comprendre les aliénations faites par les anciens comtes & comteſſes de Provence, leurs gouverneurs & lieutenans-généraux. Autres lettres-patentes du 21 ſeptembre 1533, confirmatives des autres. Extrait d'un cayer préſenté au feu roi Louis XIII. ledit jour d'avril 1612, par les gens des trois états dudit pays de Provence, par lequel en l'article 260 ſa Majeſté eſt ſuppliée de déclarer que tous les poſſeſſeurs ne pourront être recherchés à perpétuité par les aliénations, conceſſions & inféodations fai-

tes auparavant ladite union, & qu'elles ne ſeront compriſes aux commiſſions décernées pour la revente du domaine; à côté duquel article eſt écrit, *accordé;* enſuite duquel extrait ſont des lettres-patentes de ſa Majeſté, conformes à l'article dudit cayer accordé : leſdites lettres-patentes regiſtrées en la Chambre des Comtes, Aydes & Finances dudit pays, le 17 mars 1615. Autres lettres-patentes de ſa Majeſté, à préſent régnant, du 4 mai 1656, contenant que ledit Parlement d'Aix procédant au regiſtrement de l'édit du mois de janvier 1655, au lieu d'ordonner que l'édit ſeroit regiſtré purement & ſimplement, auroit par ſon arrêt du 31 mars audit an 1656, apporté pluſieurs modifications, notamment pour les aliénations faites par les comtes de Provence, compriſes audit édit, que ledit Parlement en avoit exceptées; ſurquoi après avoir fait voir audit conſeil leſdites modifications, ſa Majeſté avoit ordonné par ſes lettres de juſſion, que ſans s'arrêter aux modifications portées par ledit arrêt, ni cauſes & motifs d'icelles, il ſeroit procédé à la vérification pure & ſimple, ſans en rien excepter, ſauf les aliénations faites par les comtes de Provence à titre d'inféodation, par contrat de vente pure & ſimple. Quittance de finance duement vérifiée & regiſtrée où beſoin a été. Autre édit de ſa Majeſté, du mois de mai 1656, regiſtré au Parlement de

Provence, ſuivant l'arrêt du 2 juin 1656; enſemble à la Cour des Comptes, Aydes & Finances de ce pays, ſuivant l'arrêt du 10 juin 1656, par lequel ſa Majeſté ordonne que conformément aux lettres de l'année 1632, & du mois d'avril 1612, les poſſeſſeurs du domaine aliéné durant la vie des comtes de Provence, avant l'union de ladite province à la couronne, en jouiront paiſiblement à l'avenir, ſans être obligez à la revente, pour n'être ledit domaine compris aux édits & déclarations faites ſur ce ſujet, audit édit de ſa Majeſté, du mois de mars 1660, regiſtré au Parlement de Provence ſuivant l'arrêt du 22 mai 1666, en la Cour des Aydes & Finances dudit pays, le 2 octobre enſuivant, par lequel il eſt ordonné que les poſſeſſeurs des domaines aliénés durant la vie deſdits comtes de Provence, avant l'union de ladite province à la couronne, en jouiront paiſiblement à l'avenir & à perpétuité, ſans être obligés à la revente, nonobſtant l'édit du mois de janvier 1655. Arrêt contradictoire du Parlement de Paris, du 29 février 1647, entre le ſieur de Vintimille, & Anne d'Arcuſſia ſa femme, appellans de la ſaiſie réelle faite à la requête de l'avocat général de ſa Majeſté au Parlement de Provence, des terres & ſeigneuries de Tourves, de Saiſion & Gaillet, fondés ſur ce que ladite terre avoit été aliénée pour récompenſe des ſervices de

Jacques d'Arcuſſia, comte de Menerbe, & à ſes hoirs légitimes procédés de ſon corps, tant mâles que femelles, par la reine Jeanne, comteſſe de Provence, du mois d'octobre 1385, d'une part, & les habitans & manans deſdits lieux; enſemble le procureur-général de ſa Majeſté, intimé d'autre. Icelui procès évoqué dudit Parlement de Provence, & renvoyé audit Parlement de Paris; par lequel arrêt la Cour dit qu'il a été mal ſaiſi à requête dudit avocat-général, bien appellé par les appellans, qu'ils ſeront remis en tel état qu'ils étoient auparavant la ſaiſie réelle, leſdits habitans condamnés aux dépens, enſemble aux dommages & intérêts procédans de ladite ſaiſie réelle deſdites terres. Autre arrêt contradictoire dudit Parlement de Provence, du 7 février 1568, entre les ſyndics & communauté des habitans du vicomté de Reillane en Provence, d'une part, & les nommés de Bouliers, ſoit-diſans vicomtes dudit Reillane, d'autre; pour raiſon de ladite terre de Reillane vendue & aliénée par le Comte de Provence à Fabry d'Agoult, en l'an 1349; leſdits Bouliers ſoutenant que leſdites terres avoient appartenu à la famille dudit d'Agoult, un deſquels en avoit fait legs & donation à Louis, comte de Provence, lequel en l'an 1410 avoit icelle terre vendue à un autre de ladite famille, lequel par ſon

teſtament avoit fait ſon héritière Hélène ſa femme, qui avoit tranſporté le vicomté de Reillane à Louis de Bouliers, auquel Louis III. auroit octroyé le droit de retenir ledit vicomté; par lequel arrêt leſdits de Bouliers auroient été renvoyés abſous des fins & demandes des ſyndics & communautés, pour en jouir par leſdits Bouliers comme vrais ſeigneurs & propriétaires, ſuivant ladite vente du 25 avril 1410; en outre condamne leſdits ſyndics, manans & habitans, aux dépens, ſans dommages & intérêts & pour cauſe. Autre arrêt du Parlement de Paris, entre Sébaſtien de Luxembourg, appelant de certaine ſentence rendue par les commiſſaires du tréſor, du 30 août 1503, & ledit procureur-général audit Parlement, intimé, d'autre, pour raiſon du vicomté de Martigues, légué à François de Luxembourg par le teſtament de Charles, dernier comte de Provence, par lequel la Cour auroit mis l'appellation & ce dont eſt appel au néant, & en attendant le jugement, auroit condamné ledit procureur-général à faire audit ſieur de Luxembourg réelle & actuelle délivrance dudit vicomté de Martigues & ſes appartenances, pour en jouir dores-en-avant comme de ſa choſe & ſans reſtitution des fruits puis le paſſé; & néanmoins ordonne que ledit Luxembourg ſera tenu de délaiſſer audit procureur-général ledit vicomté de Martigues & ap-

partenances, toutefois & quantes qu'il plaira à ſa Majeſté de l'unir au domaine de la couronne, & à ce faire, à ce cas, dès à préſent comme pour lors, condamne ledit Luxembourg en le récompenſant par ſadite Majeſté, en autres héritages de pareille valeur que ſe trouvera être lors de ladite terre, ayant mêmes titres & qualités, autres toutefois que le duché d'Eſtampes, & en terres non domaniales, ledit arrêt en date du 25 novembre 1568. Autre arrêt contradictoire du Conſeil d'Etat, du 2 ſeptembre 1614, entre Me Louis Maſſuan, ayant contracté avec ſa Majeſté pour la réunion de ſes domaines du Languedoc & Provence, demandeur en requête, en ce que la juſtice & ſeigneurie de Sillans fût déclarée appartenir à ſa Majeſté d'une part; & Antoine Gratian & Ferriol Flotte, défendeurs d'autre; la demande dudit Maſſuan, fondée ſur la donation faite aux prédéceſſeurs dudit Flotte par la reine Marie, de la haute juſtice, en l'an 1355, & contract d'échange fait par le roi René, comte de Provence, l'an 1472, du droit de ſeigneurie qui lui appartenoit audit lieu de Sillans; par lequel arrêt ledit Maſſuan eſt débouté avec dépens modérés à 100 livres. Autre arrêt contradictoire du conſeil privé du Roi, du 19 novembre 1616, entre les manans & habitans de Briançon & Ayguines, demandeurs d'une part, & Charles-

Alexandre de Graſſe, ſeigneur dudit lieu, défendeur d'autre; icelle demande fondée ſur l'aliénation faite par le ſéneſchal de Provence, le 26 février 1383, à Perroton de Termes & ſes hoirs mâles & femelles procréés de lui en légitime mariage; ladite aliénation confirmée par la reine Marie, le premier ſeptembre audit an, par lequel arrêt leſdits manans & habitans ſont déboutés. Autre arrêt d'entre les manans & habitans du terroir de Saint-Michel, demandeurs d'une part, & Paul Marin, écuyer, ſieur dudit lieu, défendeur d'autre; ladite demande deſdits habitans fondée ſur la donation faite de la ſeigneurie par la reine Jeanne, à Louis, ſon ſecond mari, le 2 décembre 1349, par lequel leſdits conſuls auroient été déboutés avec dépens. Autre arrêt contradictoire pour raiſon de la terre d'Olioules, par lequel les demandeurs auroient été pareillement déboutés; icelui arrêt du 28 juin 1633. Autre arrêt contradictoire du 16 décembre 1640, entre les conſuls de Figaniere, demandeur en requête, & le ſieur de Vintimille, défendeur d'autre; ladite demande fondée ſur ce que les prédéceſſeurs dudit Vintimille avoient eu la terre des anciens comtes, pour la ſomme de 20 livres. Autre arrêt du conſeil, ſa Majeſté y étant, du.... 1666, par lequel ſa Majeſté ne deſirant rien ordonner ſur le fait deſdites aliénations, qu'avec mure délibération, or-

donne que leſdits procès-verbaux & pièces repréſentées au ſieur commiſſaire & autres, dont les parties voudront s'aider, ſeront miſes entre les mains du ſieur Poncet, conſeiller d'état ordinaire, & par lui communiquées aux ſieurs d'Aligre & de Seve, conſeillers en ſon conſeil royal, Puſſort auſſi conſeiller d'état ordinaire, Hotman, ſeigneur de Fontenay, conſeiller de ſa Majeſté en ſes conſeils, maître des requêtes ordinaire de ſon hôtel, intendant des finances; pour ce fait & rapporté à la perſonne de ſa Majeſté, être ordonné ce qu'il appartiendra. Oui le rapport dudit ſieur Poncet, commiſſaire, & tout conſidéré :

Le roi en ſon conſeil, a déclaré & déclare ſa Majeſté, avoir droit de rentrer en la poſſeſſion & jouiſſance des domaines du comté de Provence, vendus & aliénés par les anciens comtes dudit pays, auparavant la réunion d'icelui à la couronne, en rembourſant, par ſa Majeſté, les engagiſtes & détenteurs deſdits domaines de la finance, par les contracts d'engagemens, ventes & aliénations, enſemble des impenſes & méliorations utiles & néceſſaires, ſuivant la liquidation qui en ſera faite par les commiſſaires, qui à cet effet ſeront députés; pardevant leſquels leſdits engagiſtes & détenteurs ſeront tenus de repréſenter leurs contracts, actes & titres de leurs poſſeſſions, dans le temps qui ſera

limité, pour ce fait être leſdits domaines réunis au domaine du roi, ſans en pouvoir être après démembrés, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être, nonobſtant tous édits, déclarations & ordonnances, réglemens & autres choſes à ce contraires, & à cet effet que toutes lettres ſeront expédiées. Fait au conſeil d'état du Roi, ſa Majeſté y étant, tenu à Vincennes le 5 octobre 1666.

N.° 34.

Lettres-patentes en forme d'Édit, du mois de Juin 1668, *ſur l'Arrêt de confirmation des domaines aliénés par les Comtes de Provence.* 1668.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes; à tous préſens & à venir: Salut. Nous avons reçu l'humble ſupplication de nôtre nobleſſe de Provence, aſſemblée par nôtre permiſſion en la ville d'Aix, au mois de février paſſé, contenant que bien que ledit pays ſoit régi par le droit Romain, ſuivant les privilèges confirmez par tous nos prédéceſſeurs roys & nous, & que par cette raiſon le domaine des comtes de Provence, auparavant l'union du comté à la couronne, ait

pu être aliéné, échangé, vendu, preſcrit & tranſporté par toute ſorte d'aliénation & de tranſport, ainſi que les ſyndics de la nobleſſe ont juſtifié par leurs remontrances & piéces produites, & qu'il en ait été fait pluſieurs ceſſions, tranſports & aliénations par tous les poſſeſſeurs dudit comté, juſques au teſtament de Charles d'Anjou dernier comte, du 10.e décembre 1481, qui inſtitua le roi Louis XI, & tous ſes ſucceſſeurs rois de France: néanmoins quelques communautés dudit pays, voulant exécuter l'arrêt du 23 février 1663, qui permet aux habitans des lieux dépendans du domaine engagé, la faculté de rachat perpétuel, de rembourſer les engagiſtes, ont inquiété leurs ſeigneurs ſur les aliénations & tranſports qui leur avoient été faits par les comtes de Provence, auparavant l'ùnion à la couronne: & en conſéquence de ce, aucune deſdites communautés ayant rapporté divers arrêts contre leurs ſeigneurs qu'ils prétendoient dépoſſéder, & ſur les mémoires & inſtructions qui nous avoient été remiſes de la part deſdites communautés, & autres, Nous aurions donné arrêt en notre conſeil, le 5 octobre 1666, par lequel nous aurions déclaré être en droit de rentrer dans les domaines aliénés par leſdits comtes de Provence, & par autre du 3 octobre 1667, député des commiſſaires ſur les

lieux pour en faire la réunion : mais d'autant que ces arrêts ont été rendus ſur ce fondement, que le domaine des comtes de Provence étoit inaliénable, & que le contraire a été pleinement juſtifié par ladite nobleſſe, qui en a remis les pieces juſtificatives; nous aurions fait rendre arrêt en notre préſence dans notre conſeil d'état, le quinzieme du préſent mois, qui révoque le ſuſdit arrêt du 23 février 1663, en ce qui concerne le rachat des domaines aliénés par les comtes de Provence ; enſemble ceux des 5 octobre 1666, & 3 octobre 1667, & tout ce qui a été fait en conſéquence, rétablit les propriétaires au même état qu'ils étoient auparavant ledit arrêt du 23 février 1663, ou autres donnés en conſéquence, que nous avons pareillement révoqués ; maintient leſdits poſſeſſeurs en leurs fiefs, juſtices, droits ſeigneuriaux & domaines à eux donnés & tranſportés par leſdits comtes de Provence & comteſſes, leurs ſéneſchaux & lieutenans, & autres qui en ont diſpoſé à leur choix; à la réſerve toutefois des domaines donnés à temps ou à vie & à durée de familles, dont les temps ſont expirés ou les familles éteintes ; & ayant depuis conſidéré, qu'il étoit néceſſaire de confirmer le repos de ladite nobleſſe & celui de leurs familles à l'avenir par un édit perpétuel & irrévocable, afin qu'eux & leurs deſcendans ne

ſoient plus inquiétés dans leurs biens & héritages, ſoit par nous, par leſdites communautés, ou par notre procureur général, officiers ou adjudicataires de notre domaine ; nous avons eſtimé qu'il étoit de la grandeur de notre Etat & de la gloire de notre regne, de faire ceſſer pour toujours les craintes & appréhenſions de notre nobleſſe dudit pays, affermir leurs biens & héritages en faveur de leur poſtérité, & l'exciter d'autant plus par ce témoignage public & perpétuel de notre juſtice, de nous continuer leur ſervice. A ces cauſes, & autres conſidérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre conſeil, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité royale, nous avons par notre préſent édit perpétuel & irrévocable, déclaré & déclarons, que nous ni nos ſucceſſeurs rois ne ſont en droit de rentrer dans iceux domaines, droits, juſtices, fiefs en dépendans, qui ont été vendus, aliénez & tranſportez, cédez, quittez, petmutez, échangez, donnez en récompenſe ou autrement, par quelque titre, pour quelque cauſe & ſous quelque condition que ce ſoit, par les comtes & comteſſes de Provence, leurs ſéneſchaux, lieutenans & autres, ayant diſpoſé en leur nom dans toute l'étendue dudit comté de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, juſques à l'union dudit comté à la couronne (à la réſerve

réſerve toutefois des domaines & droits donnés à temps ou à vie, ou à durée de familles, dont les temps ſont expirés ou les familles éteintes, dans leſquels nous ſommes en droit de rentrer.) Voulons & nous plaît que des ſuſdits domaines, droits, juſtices & fiefs en dépendans, il n'en ſoit fait à préſent ni à l'avenir aucune recherche ni pourſuite, ſous quelque prétexte que ce ſoit, & même ſous celui de notre édit général de réunion, auquel, quant à ce, nous avons dérogé & dérogeons par le préſent édit; & à cet effet, nous avons pleinement maintenu tous les poſſeſſeurs deſdits biens, droits & domaines en la poſſeſſion & jouiſſance d'iceux, pour en diſpoſer à vie & à mort, & comme tout paiſible poſſeſſeur peut faire de ſon domaine ancien & propre héritage. Défendons très-expreſſément aux communautés de troubler leſdits propriétaires deſdits droits & domaines, ſous prétexte de rachat, revente, ni autrement; & ſi aucuns avoient été dépoſſédés par arrêt, voulons qu'ils ſoient rétablis, nonobſtant leſdits arrêts, que nous avons caſſés & annullés; à la réſerve de Gardanne, que nous avons retiré comme domaine nouveau. Impoſons ſilence à notre procureur général, & à tous nos officiers, fermiers & adjudicataires des droits de domaine, aux fins qu'ils n'aient à rechercher leſdits propriétaires des

acquiſitions & poſſeſſions acquiſes auparavant l'union de la province à la couronne, par quelque titre que ce ſoit, comme étant pleinement & paiſiblement acquiſes par droit, titre & poſſeſſion. Si donnons en mandement à nos amez & féaux, les gens tenans notre Cour de Parlement d'Aix, que ces préſentes ils aient à enregiſtrer, & le contenu en icelles garder, obſerver & faire exécuter ſelon leur forme & teneur, ſans ſouffrir qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere que ce ſoit : Car tel eſt notre plaiſir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites préſentes. Donné à Saint-Germain-en-Laye, au mois de juin, l'an de grace mil ſix cent ſoixante-huit, & de notre regne le vingt-ſixième.

F I N.

Comte de Proven

FAYDIDIE, fem
indivis du Comté de P
avec sa sœur Douc
Venaissin, & une moi
& grevée de substitutio
Le troisième succe

Comte de Toulouse, héritière par
partage & de succession réciproque
appelée le Marquisat, le Comté
re portion est déclarée inaliénable,

LADISLAS, Ro
ritier du Comté de P
testamens des Rois C
ROBERT, † 1414.

II, Reine de Naples, *héritière*
té de Provence par les deux testa-
1343, mariée, 1.° à GUILLAUME,
2.° à JACQUES DE BOURBON, Comte
Elle institua héritier son Fils adoptif
l'Anjou, possesseur du Comté de

CHARLES, D
Maine, † 1472.

1435.

CHARLES, Duc
RÉNÉ le Comté de Prov
en 1481, après avoir ins
le Dauphin CHARLES V
FRANCE.

son oncle
n. Il meurt
OUIS XI,
URONNE DE

Réunion du Com
à la COURONNE

Avignon

TABLE

DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N.° 1. *TRAITÉ de partage du Comté de Provence, & de la Ville d'Avignon.* Page 44 — 1125.

N.° 2. *Lettres d'Inveſtiture de l'Empereur Frédéric I, pour le Comte Raymond de Barcellone, concernant les Comtés de Provence & de Forcalquier, & la Ville d'Avignon.* 50 — 1162.

N.° 3. *Convention des Comtes de Provence avec la Ville d'Avignon.* 56 — 1251.

N.° 4. *Accord d'Alphonſe Comte de Poitou, & de Charles d'Anjou Comte de Provence, avec l'Évêque d'Avignon, touchant la Viguerie de cette Ville.* 63 — 1251.

N.° 5. *Ceſſion de la moitié de la ville d'Avignon à Charles II Roi de Naples, Comte de Provence, par le Roi Philippe-le-Bel.* 64 — 1290.

N.° 6. *Extrait du Teſtament du Roi Charles II.* 66 — 1308.

N.° 7. *Acte par lequel ceux d'Avignon font hommage-lige & ſerment de fidélité à Jeanne & Marie, filles de Charles de Calabre, fils de Robert, Comte de Provence.* 74 — 1331.

1334. N.° 8. *Édit du Roi Robert Comte de Provence, par lequel il déclare ledit Comté inaliénable.* 79

1343. N.° 9. *Extrait du Teſtament du Roi Robert.* 81

1347. N.° 10. *Déclaration de la Reine Jeanne Ire, touchant l'inaliénabilité du domaine de Provence.* 92

1348. N.° 11. *Contrat de vente de la Ville d'Avignon.* 100

1348. N.° 12. *Extrait des Lettres-patentes de l'Empereur Charles IV, portant confirmation de la vente d'Avignon.* 119

1350. N.° 13. *Premier Édit de révocation de la Reine Jeanne, de toutes ſes aliénations.* 120

1365. N.° 14. *Second Édit de révocation des aliénations faites par la Reine Jeanne.* 122

1365. N.° 15. *Troiſième Édit de la Reine Jeanne, portant révocation de ſes aliénations.* 125

1365. N°. 16. *Quatrième Édit de la Reine Jeanne, portant révocation de ſes aliénations.* 134

1368. N.° 17. *Cinquième Édit de la Reine Jeanne, touchant ſes aliénations du domaine de Provence.* 139

1387. N.° 18. *Extrait des Reverſales données par Louis II, Comte de Provence, aux États de Provence, touchant les aliénations du domaine de cette Province.* 144

N.° 19. *Déclaration du Roi René, touchant les aliénations du domaine de la Provence.* 145 — 1462.

N.° 20. *Extrait du Teſtament de Charles d'Anjou, dernier Comte de Provence, par lequel il inſtitue Louis XI, Roi de France, & après lui, le Dauphin, & autres ſucceſſeurs des Rois de France.* 146 — 1481.

N.° 21. *Réponſe de Charles VIII, au Cahier des États de Provence.* 154 — 1482.

N.° 22. *Lettres-patentes du Roi Charles VIII, touchant les aliénations du domaine de Provence.* 155 — 1483.

N.° 23. *Lettres de Charles VIII Roi de France, portant réunion à la Couronne du Comté de Provence & de Forcalquier, à perpétuité.* 160 — 1486.

N.° 24. *Édit du Roi François Ier, touchant les aliénations du domaine de Provence.* 167 — 1517.

N.° 25. *Édit du Roi François Ier, touchant l'aliénation du domaine de Provence.* 173 — 1536.

N.° 26. *Déclaration du Roi François Ier, ſur le domaine général du Royaume.* 176 — 1539.

N.° 27. *Commiſſion du Roi François Ier, touchant la révocation des domaines aliénés.* 181 — 1542.

N.° 28. *Lettres de naturalité, pour un né en Avignon.* 186 — 1551.

1566. N.° 29. *Lettres de naturalité, pour Louis & Laurent Fortia, natifs d'Avignon.* 190

1567. N.° 30. *Lettres de naturalité, données par le Roi Charles IX, à un natif d'Avignon.* 193

1612. N.° 31. *Extrait du Cahier préſenté au Roi par les Gens des trois États du Comté de Provence, en 1612.* 197

1663. N.° 32. *Arrêt de la Cour de Parlement de Provence, portant réunion de la ville d'Avignon & du Comté de Vénaiſſin, au domaine de la Couronne.* 198

1666. N.° 33. *Arrêt du Conſeil, par lequel le Roi déclare avoir droit de rentrer dans les domaines aliénés par les Comtes de Provence.* 203

1668. N.° 34. *Lettres-patentes en forme d'Édit, ſur l'Arrêt de confirmation des domaines aliénés par les Comtes de Provence.* 221

Fin de la Table des Pièces juſtificatives.

RÉPONSE

AUX

RECHERCHES

HISTORIQUES.

RÉPONSE

AUX

RECHERCHES

HISTORIQUES

CONCERNANT

LES DROITS DU PAPE

Sur la Ville & l'Etat d'Avignon ;

AVEC LES PIECES JUSTIFICATIVES.

M. DCC. LXIX.

RÉPONSE

AUX

RECHERCHES HISTORIQUES

Concernant les Droits du Pape ſur la Ville & l'Etat d'Avignon.

IL y a plus de 400 ans que la ville d'Avignon & ſon territoire appartient au Saint Siège, par les titres les plus légitimes & les plus authentiques. Ce fut le 9 Juin de l'année 1348, que Jeanne première, reine de Naples, comteſſe de Provence & de Forcalquier, & ſouveraine d'Avignon, la vendit au pape Clément VI, & à ſes ſucceſſeurs au pontificat, au prix de 80000 florins d'or. L'acte original de cette vente eſt dans les archives de cette ville, & il eſt

rapporté par preſque tous les hiſtoriens qui en parlent (*a*). Environ trois mois avant cette vente, Jeanne, par ſa fuite à Avignon, s'étoit ſouſtraite à la fureur & à la vengeance du roi de Hongrie, ſon beau-frère, qui l'accuſoit d'avoir fait périr Andreaſſe ſon premier mari ; mais elle voyoit ſon royaume de Naples devenu ſa proie. Elle avoit tout lieu de craindre pour ſes

(*a*) Nous donnons cet acte dans nos *Preuves*, *num. I.* quoiqu'il ſoit rapporté par Bzovius, *Annal. Eccleſiaſt. tom. XIV, ad an.* 1348, *n.* 10 ; par François Nouguier, *Hiſt. chronol. de l'égliſe d'Avignon, pag.* 132 ; par Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, tom. I, lib.* 2, *cap.* 5, *num.* 22, *pag.* 220 ; par Bouche, *Hiſt. de Provence, t. II, édit. Pariſ. an.* 1736, *pag.* 374 ; par Leibnitz, *Cod. jur. gent. dipl. par. I, pag.* 200 ; par Rouſſet, *Supplém. au Corps Diplom. de Dumont, t. I, par. II, pag.* 162 ; & par l'auteur des *Recherches hiſtor. ſur l'Etat & la Ville d'Avignon, pag.* 100. Muratori nous a donné un ancien Catalogue des Chartes, qui ſe conſervoient dans les archives du S. Siège dès l'an 1366, parmi leſquelles on trouve, non-ſeulement l'acte de la vente, du 9 Juin 1348, mais auſſi *aliud Inſtrumentum publicum confirmationis & approbationis venditionis factæ Eccleſiæ Romanæ de civ. Avenionis per D. Johannam Reginam Siciliæ, & D. Ludovicum ejus virum utriuſque ſigillis ſigillatum. Datum Avenione an. Domini* 1348. *die* 21 *menſis Junii* (*Antiquit. Italic. med. ævi, tom. VI, col.* 143.)

Etats de Provence, de Forcalquier & d'Avignon; les Provençaux l'avoient arrêtée à ſon paſſage à Aix, & ce n'avoit été qu'aux vives inſtances de Clément VI qu'ils l'avoient remiſe en liberté (*a*). Il lui falloit d'une part, reconquérir ſon royaume de Naples occupé par les troupes que le roi de Hongrie y avoit laiſſées en le quittant, effrayé de la peſte affreuſe qui le ravageoit, & prévenir de l'autre la perte de la Provence, qui n'auroit pas manqué de ſuivre celle de ce royaume; elle étoit ſans troupes & ſans argent.

Ce fut dans cette ſituation critique, & pour remplir des objets auſſi importans, qu'elle vendit Avignon à Clément VI, (*b*)

(*a*) Jean Villani, *Iſtor. Fiorent. lib. XII, cap.* 114, Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, tom. I, lib.* 2, *cap.* 5, *n.* 11, *pag.* 214.

(*b*) Voyez Fantoni, *Iſtoria di Avignone, tom. I, lib.* 2, *cap.* 5, *num.* 11, *pag.* 214. Matthieu Villani, hiſtorien contemporain, (*cujus auctoritas tanti ſemper eſt æſtimata, ut ferme quicumque Italicam, immo & Gallicam, aliarumque provinciarum hiſtoriam ad ea tempora ſpectantem, ſcribere ampliſſime aggreſſi ſunt, honorem illius fidei habuerint,*

trois ans avant qu'elle obtint ſon abſolution du parricide où ſes ennemis l'accuſoient

---

eumque teſtem rerum tunc geſtarum ſine trepidatione adhibuerint, comme nous en aſſure Muratori ; *Script. Rer. Italic tom. XIV, pag.* 1) en écrit ainſi, *lib. I, pag.* 18 : *Il Re Luigi e la Reina Giovanna, havendo il conforto di ritornare nel Regno, trovandoſi poveri di moneta, richieſono d'ajuto il Papa e i Cardinali, il quale non impetrarono. Allora per neceſſità venderono alla Chieſa la giuridizione, che la Reina havea nella città di Vignone per Fiorini XXX* (leggaſi LXXX) *mila d'oro ; e nondimeno richieſono Baroni e Comunanze e Prelati, limoſinando d'ogni parte per lo ſteſſo biſogno.*

L'ancien auteur de la Vie du Pape Clément VI, publiée par Boſquet, *Pontif. Rom. qui in Gallia ſederunt hiſtoria, &c. Paris* 1632, *pagin.* 100, & réimprimée par Baluze, *Vitæ Papar. Avenion. tom. I. c.* 263. *Civitatem Avenion. cum ſuo territorio, a Johanna, Regina Siciliæ, ad quam per prius ſpectabat, TENEBATURQUE IN FEUDUM AB IMPERIO, Romanæ Eccleſiæ dato magno pretio emit, CONSENSU TAMEN ET VOLUNTATE CAROLI Regis Romanorum in Imperatorem electi, qui etiam AUCTORIZANDO, approbando, & confirmando emptionem hujuſmodi, voluit & conceſſit, quod in PERPETUUM PERTINERET AD JUS ET PROPRIETATEM DICTÆ ECCLESIÆ, præfati Papæ, ſuorumque ſucceſſorum canonice intrantium, quodque per eos LIBERE TENEANTUR ET POSSIDEANTUR IN FRANCO ALLODIO, nec pro ipſis homagium ſeu fidelitatem, ſervitium, ſeu recognitionem cuiquam facere impoſterum teneantur ; & in ſignum adeptæ poſſeſſionis, & tranſlationis dominii eorundem, de Domo communi ſita*

d'avoir trempé. Elle fut aſſiſtée de Louis de Tarente, ſon ſecond mari, dans cette vente, qu'ils ratifièrent tous les deux le 21 Juin ſuivant. Elle avoit été habilitée quelque tems auparavant à l'adminiſtration de ſes Etats, & à diſpoſer de ce qui y appartenoit par le Pape, ſon ſeigneur ſuzerain pour le royaume de Naples. L'empereur Charles IV, ſon autre ſeigneur ſuzerain pour la Provence & pour Avignon, qui relevoient ſans contredit de l'Empire, y donna ſon agrément, & la confirma ex-

---

juxta eccleſiam S. Petri Avenionenſis, Arma dictæ Reginæ in ea affixa amota fuere, & in ipſorum loco Arma ipſius Papæ appoſita & affixa.

Dans une autre ancienne Vie du même Pape, publiée par le même Baluze, *loc. cit. col.* 272, *Dictus Pontifex opportunis exquiſitis tractatibus, & cautis intermediis viis, civitatem Avenionenſem, qua, præter Urbem, ad Romanam Curiam opulenter alendam & decenter penſatis omnibus ſuſtinendam, nullam protinus aptiorem cognovit, omni modo, jure, & meliori quo potuit, emit à Regina prædicta pro pretio invicem concordato; & civitatis ejuſdem Romanus Antiſtes temporaliter, & ſpiritualiter dominatur: & dicti D. Ludovicus atque Regina per venditionem hujuſmodi pecunia redundantes, ſimul in Regnum poſtea rediverunt.*

preſſément au mois de Novembre ſuivant (*a*). Elle n'en reclama jamais de ſon vivant. Les princes de la maiſon d'Anjou, ſes ſucceſſeurs, & auteurs des rois de France, aux comtés de Provence & de Forcalquier, n'eurent garde de s'en plaindre; moins encore les rois de Naples de la branche de Duras, qui ne tardèrent pas d'abandonner leurs prétendus droits ſur ces comtés à ceux de la maiſon d'Anjou, à qui ils échurent à la mort de Jeanne, en vertu de l'adoption qu'elle fit de Louis I d'Anjou, frère de Charles V, roi de France. Nul des ſucceſſeurs de ce monarque, juſ-

(*a*) Voyez nos *Preuves, num. II.* Le diplome eſt tiré de ſon original. Il en eſt fait mention dans l'Inventaire des archives du S. Siège, de l'an 1366, produit par Muratori, *Antiq. Ital. med. ævi, tom. VI, col.* 143. *Litera auro bullata confirmationis & donationis cujuſcumque juris habiti vel habendi in civitate & territorio Avenionis per D. Carolum IV, Imp. Sedi Apoſtolicæ factarum. Et eſt alia per omnia ſimilis ejuſdem Imperatoris ſuo ſigillo in cera albâ ſigillata impendenti. Datum in oppido Gorlus A. D.* 1348. *cal. novembris anno regnorum ſuorum tertio.* Le même Diplome eſt rapporté par Nouguier, *loc. cit. pag.* 143, & par Fantoni, *loc. cit. pag.* 227.

ques à Louis XIV, n'imagina d'attaquer cette vente, & de troubler le S. Siège dans ſa jouiſſance de la ville d'Avignon; & ſi ce grand roi, s'abandonnant à l'humeur que les circonſtances des temps lui donnèrent contre la cour de Rome, jugea à propos de s'emparer deux fois de cette ville, la reſtitution qu'il en fit bientôt au S. Siège, donna encore plus de valeur & de force à ſes titres ſur Avignon; & à ſa paiſible poſſeſſion de plus de quatre ſiècles, à laquelle il fut réintégré, & qui ſeule, indépendamment de tout titre, ſuffiroit pour aſſurer ſes droits inconteſtables ſur cette ville contre toute eſpece de prétentions.

Il étoit réſervé à un ſiècle, où l'on doute de tout, & où l'on nie tout quand il s'agit des droits de l'Egliſe, d'attaquer le S. Siège ſur la validité de cette vente, & de révoquer en doute la légitimité des titres ſur leſquels ſa ſouveraineté & ſon plein domaine d'Avignon ſont appuyés! Il

vient de paroître une brochure qui a pour titre : *Recherches Hiſtoriques concernant les droits du Pape ſur la Ville & l'Etat d'Avignon.* L'auteur anonyme de cet ouvrage a fait des efforts auſſi inutiles que téméraires pour détruire ces droits ſacrés, & l'on peut dire qu'il a été bien loin de trouver ce qu'il a cherché ; il propoſe pluſieurs moyens, preſque tous ſurannés, contre la validité de la vente d'Avignon, & contre les autres titres du S. Siège ſur cette ville. J'entreprens d'en démontrer la frivolité : tout autre que moi, je l'avoue, rempliroit beaucoup mieux cette tâche ; mais mon zèle pour la juſtice, & mon amour pour la vérité, ne me permettent pas de m'en diſpenſer : & pour procéder avec plus de clarté & de préciſion, je commencerai par réfuter les moyens propoſés qui regardent l'extrinſéque de la vente d'Avignon ; je paſſerai enſuite à ceux qui en regardent l'eſſence, & je finirai par détruire ceux qui attaquent la poſſeſſion du S. Siege.

La minorité de Jeanne eſt le grand moyen extrinſéque que l'auteur emploie contre la validité de la vente d'Avignon. La reine Jeanne, dit-il, à peine âgée de vingt-trois ans quand elle vendit Avignon, pouvoit d'autant moins le faire, que toute aliénation lui avoit été interdite par le teſtament du roi Robert, ſon grand père, juſques à l'âge de 25 ans accomplis, ſans l'avis & l'approbation du Conſeil de régence & d'adminiſtration qu'il lui avoit aſſigné, & dont il n'eſt fait aucune mention dans le contrat.

Ce moyen, qui a été ſi fort rebattu, porte, comme l'on voit, ſur la minorité de la reine Jeanne, conſidérée à deux égards, relativement à la diſpoſition du droit romain, & relativement à celle du teſtament du roi Robert. Si je croyois devoir y répondre, quant au premier rapport, je ferois voir, que quoique l'auteur des Recherches ſoutienne que Jeanne étoit à peine âgée de 23 ans quand elle vendit Avignon,

en fixant ſa naiſſance, que nul hiſtorien contemporain n'a déterminée à l'année 1326, cette reine étoit réellement âgée alors de 24 ans paſſés, puiſqu'elle avoit neuf ans l'année 1333, qu'elle épouſa André de Hongrie, qui en avoit ſept, & étoit certainement moins âgé que ſa femme (*a*). D'où je conclurois, qu'elle doit être cenſée majeure du temps qu'elle vendit Avignon, par le principe que *annus inceptus habetur pro completo :* qui doit avoir lieu, ſans contredit, dans un acte auſſi favorable à Jeanne, que l'étoit la vente d'Avignon, ainſi que je le démontrerai dans la ſuite;

(*a*) Bouche, *Hiſt. de Provence, tom. II, pag.* 354. Degly, *Hiſt. des rois de Naples.* Summonte, *Iſtorie del regno di Napoli, tom. III, pag.* 325. La reine Jeanne mourut le 22 mai de l'année 1382, âgée de 58 ans, ſuivant M. Bayle, *Dictionn. hiſtor. & critique, à l'article* Naples : elle étoit donc dans la 25 année de ſon âge lorſqu'elle vendit Avignon le 11 Juin de l'an 1348. Ce qui eſt certain, c'eſt qu'aucun des anciens hiſtoriens ne nous a marqué l'année de ſa naiſſance, & que rien ne nous empêche de croire, qu'elle naquit avant le mois de Juin de l'an 1325 ; & que par conſéquent, lorſqu'elle fit la vente d'Avignon, elle ne fût entrée dans ſa 25 année.

& je ſoutiendrois même que Jeanne, en qualité de reine de Naples, étoit devenue majeure effectivement dès l'âge de 18 ans, en vertu des uſages de ce royaume atteſtés par les mêmes hiſtoriens (*a*).

Je ferois valoir de plus la renonciation moyennant ſerment, qu'elle fit dans cette vente, au bénéfice de minorité, qui, ſuivant la juriſprudenee de ce temps-là, étoit un obſtacle invincible à ſon réſiliment, & même ſuivant le droit public, qui permet aux ſouverains de s'affranchir de toute ſorte de formalités, pourvu qu'ils le déclarent expreſſément (*b*). Je m'appuierois ſur l'autoriſation du Pape & de l'Empereur, ſes deux ſeigneurs ſuzerains, qui valent bien le décret d'un Magiſtrat, que le droit requiert dans les aliénations faites par les mineurs, & dont l'intervention eût été

(*a*) Voy. Bouche, Degly & Fantoni, *loc. cit.*

(*b*) Grotius, *de jure belli & pacis, lib.* 2, *cap.* 14, §. 5, *num.* 2, *& ibi Henricus de Coccey in Comment.* & dans ſa *Diſſert. de diverſit. actuum regis, &c. cap.* 4.

d'ailleurs indécente dans un acte muni de ces deux autoriſations; ſur l'habilitation de Louis de Tarente ſon ſecond mari, qui intervint au contrat; ſur la ratification, ainſi que ſur celle de Jeanne, faite douze jours après la vente, dans un acte ſéparé; & ſur celle qui réſulte du ſilence que cette Reine garda ſcrupuleuſement juſqu'à ſa mort, au ſujet de cette aliénation, qui d'ailleurs étant faite de ſouverain à ſouverain, quand elle ne vaudroit pas comme un contrat de vente, par le défaut de quelque formalité, ſe ſoutiendroit toujours comme un pacte (*a*). Mais je penſe que ce n'eſt pas la peine de réfuter un moyen qui à cet égard tombe de lui même, & eſt totalement couvert par le laps de plus de quatre ſiècles; étant de règle que la poſſeſſion centenaire fait préſumer toutes les formalités requiſes dans les contrats, & ſupplée entièrement à leur défaut.

(*a*) De Coccey, *in Grot. loc. cit.* §. *V, in fin.*

Je ne m'attache à y répondre, qu'en le conſidérant relativement aux diſpoſitions du roi Robert. Pour le faire avec clarté, je crois devoir obſerver en fait, que dans le teſtament du roi Robert, tel qu'on le lit au N.° 9 des *Pièces juſtificatives des Recherches, pag.* 81, on a omis une clauſe très-eſſentielle, par laquelle ce prince recommande, & met pour ainſi dire, ſa petite fille jeanne & ſes Etats, ſous la ſauve-garde & ſous la tutèle du Pape & du ſacré Collége. Je pourrois combattre l'authenticité de ce teſtament, par le défaut de ſon original qu'on ne ſauroit produire; mais je me contente de relever l'omiſſion faite par l'auteur des Recherches de cette clauſe importante; elle fait d'autant moins honneur à ſon exactitude & à ſa fidélité, que la clauſe dont il s'agit eſt contenue dans la copie de ce teſtament, exiſtante aux archives d'Aix en Provence, ſuivant Gaillard, Bouche, Fantoni, Lunig & Dumont, qui

la rapportent d'après cette copie (*a*). J'obſerve en ſecond lieu, que la diſpoſition par laquelle le roi Robert aſſigna un Conſeil de Régence à la reine Jeanne, juſqu'à l'âge de 25 ans accomplis, fut caſſée & miſe à néant par le pape Clément VI, auſſi-tôt après la mort de ce prince, comme étant contraire aux conventions paſſées autrefois entre le S. Siege & les rois de Sicile, prédéceſſeurs de Robert ; qu'en

(*a*) Fantoni, *tom. I, l.* 2, *cap.* 5, *pag.* 209. Bouche, *Hiſt. de Provence, tom. II, pag.* 357. Ce teſtament du roi Robert fut publié par Gaillard, avocat au parlement de Provence, en 1669, dans ſes *Remontrances de la nobleſſe de Provence au roi, pag.* 59, qui nous aſſure naïvement de l'avoir *extrait des regiſtres.* « COPIÆ Teſtamentorum Regum Siciliæ, & Comitum Provinciæ, *fol.* 78 ». Ce n'eſt donc pas l'original qu'on en conſerve à Aix, mais une COPIE faite dans ces regiſtres, ſans que nous ſachions en quel temps ou ſiècle ces regiſtres ont été écrits, ni de quelle authenticité ils peuvent être. Dans une queſtion ſi importante, ne ſeroit-t-il pas néceſſaire de produire l'original de ce teſtament ? Le même teſtament ſe trouve dans le *Corps Diplomatique* de Dumont, *tom. I, par. II, pag.* 207, & dans le *Codex Italiæ Diplom. de Lunig, tom. II, col.* 1101.

conſéquence, à la place de ce Conſeil de Régence aboli, le Pape députa le cardinal Aimeric du titre de S. Martin-aux-Monts, en qualité de Légat, pour régir & adminiſtrer les états de la Reine (*a*), & que

---

(*a*) Dans la première Vie de Clément VI, (Baluz. *loc. cit. col.* 245 ,) *quia pro tunc regimen & adminiſtratio regni Siciliæ ad Eccleſiam pertinebat , donec Joanna ad ætatem perfectam perveniſſet pro regimine & adminiſtratione hujuſmodi dictus Papa miſit Legatum ſuum de latere ad regnum prædictum D. Aymericum de Caſtro, Lucii tituli S. Martini in Montibus presbyterum Cardinalem.* Voy. le même Baluze, *col.* 842, & Raynaldi *Annal. eccleſ. ad an.* 1344, *num.* 16 *& ſeqq.* Le Pape s'en expliqua ainſi avec le roi André : *Aymerico Ap. Sed. Legato, cui adminiſtrationem dicti regni, pro tempore, quo ad nos & eccleſiam memoratam eadem ſpectat adminiſtratio, commiſimus, parebis efficaciter & intendes.* La même Reine, dans ſes lettres réverſales, accepta & inſéra la Bulle de la députation & des facultés de cette légation, dans laquelle le Pape s'exprime en ces termes : *Nos, qui ipſius Johannæ reginæ ſuperiores immediati exiſtimus, & totius regni & terrarum prædictorum directum & altum dominium obtinemus, & ad quos cura, dominatio, adminiſtratio, & bailia regni & terrarum prædictorum regendi per nos vel alium ſeu alios idoneos per Sedem Ap. deputandum ſeu etiam deputandos plene, & in ſolidum, de jure, ac diverſorum prædeceſſorum Rom. Pontificum obſervantia pacifica iſtis temporibus pertinebant, &c. decrevimus & ordinavimus gubernationem, adminiſtrationem & bailiam dictorum regni & terrarum gubernari*

quelques mois après le Pape révoqua, à la prière de Jeanne, cette députation du cardinal Légat, & lui laiſſa la libre & abſolue adminiſtration de tous ſes Etats (*a*), la relevant à cet effet, du ſerment par lequel elle s'étoit engagée à ne jamais contrevenir aux diſpoſitions de ſon grand-pere; cela eſt prouvé par une lettre de Clément VI au cardinal Aimeric, datée du 18 Novembre 1344 (*b*).

& regi debere, ac exercendas eſſe noſtro nomine his temporibus & gerendas, eaſque tibi plene confidimus, &c. certis adminiſtratoribus per Robertum regem Johannæ & regno de facto datis], *cum de jure, præſertim pro tempore, quo ad nos eadem adminiſtratio pertinet, minime potuiſſet, ne ſe de gubernatione & adminiſtratione hujuſmodi pro dicto tempore quomodolibet intromitterent, ſub diverſis pœnis in Proceſſibus per nos factis ſuper hoc contentis plenius & expreſſis, diſtrictius nihilominus prohibentes, &c.*

Dans une autre lettre du 18 novembre de la même année 1344, ce Pape écrivant au cardinal Aimeric, après lui avoir confirmé l'adminiſtration du royaume, ajoute: *non obſtante ordinatione avi ſui* (Roberti regis), *qua quod hoc ipſam* (Johannam) *arctari nolumus, & juramento ſuper hoc præſtito, ſuper quo etiam ſecum, ſi oporteat, diſpenſamus.* Raynald. *loc. cit. num.* 31.

(*a*) Voyez Raynald. *ad an.* 1345, *num.* 23.

(*b*) Voyez la *pénultième note.*

De

De ces faits ainſi établis, il réſulte évidemment que la diſpoſition du roi Robert une fois caſſée, & Jeanne ayant la libre adminiſtration de ſes Etats, ſans être liée par le Conſeil de régence que ſon grand-père lui avoit donné, put d'autant mieux vendre Avignon d'elle même, que le roi Robert, dans ſon teſtament (*a*), avoit permis aſſez clairement l'aliénation des biens appartenans à ſes Etats. Cette permiſſion eſt néceſſairement compriſe dans l'interdiction même que le roi Robert lui en fit, puiſque cette interdiction n'eſt rien moins qu'abſolue ; Robert, n'ayant défendu à Jeanne de faire des aliénations qu'avant l'âge de 25 ans, ſans l'aveu de ſon Conſeil de régence, le lui avoit conſéquemment permis avant ce temps-là, de l'aveu de ce Conſeil, & après ce temps-là, ſans l'aveu de perſonne. Ce Conſeil de régence avoit été caſſé du temps de la vente d'Avignon,

(*a*) *Pièces juſtificatives des Recherches, &c. n.° 9. pag. 90.*

& il eſt certain que la minorité des Rois ne dure qu'autant que ſes tuteurs ont la régence de leurs Etats (*a*). La reine Sanchette, qui étoit le chef de ce Conſeil de régence, étoit déja morte depuis l'année 1345 (*b*), ainſi que quelques autres perſonnes qui le compoſoient ſoupçonnées d'être complices de l'aſſaſſinat du roi Andreaſſe(*c*).Giannone nous aſſure que ce Conſeil n'eut jamais lieu (*d*), & Pierre Saxius (*e*) rapporte pluſieurs actes de la reine Jeanne, même avant la mort d'Andreaſſe, *quæ ſolius Johannæ nomine inſcribuntur*, où ces Gouverneurs & Régens ne ſont pas nommés. Eſt-il raiſonnable de douter, que dans ces circonſtances Jeanne n'ait bien & légitimement vendu la ville d'Avignon ? ſur-tout ayant fait

---

(*a*) Puffendorf. *du Droit de la Nat. & des Gens, liv.* 8, *chap.* 10, §. 3.

(*b*) Summonte, *Iſt. di Napoli, lib. IV. tom. III.*

(*c*) Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, t. I. p.* 213 & 215.

(*d*) *Iſtoria Civile del regno di Napoli, tom. III. lib.* 23. *pag.* 220, *ediz. dell' Haya.*

(*e*) *Pontificii Arelaten. cap.* 95.

cette vente avec toutes les précautions & toutes les formalités rapportées ci deſſus.

Le roi Robert avoit encore permis expreſſément à ſes exécuteurs teſtamentaires d'aliéner les droits du royaume de Naples, & des comtés de Provence & de Forcalquier, s'ils l'eſtimoient utile & expédient, ſauf l'indiviſibilité de ſes états de Provence & de Forcalquier, d'avec ſon royaume de Naples, qu'il avoit uniquement en vue (*a*): cette diſpoſition eſt conforme à toutes les loix, qui n'ont pour objet que l'utilité des mineurs. Certainement ce qui étoit pērmis aux exécuteurs teſtamentaires de Robert, l'étoit à plus forte raiſon à Jeanne, & par ſa qualité d'héritière, & par l'utilité des aliénations qu'elle ſeroit dans le cas de faire. Or, quelle aliénation fut jamais plus utile au vendeur que celle d'Avignon? Jeanne, quand elle la fit, étoit entierement dépourvue d'argent; elle en avoit le plus preſſant

(*a*) *Pièces juſtificatives des Recherches, num.* 9.

beſoin; elle en retira 80000 florins d'or; ſomme très-conſidérable dans ce temps-là, qu'elle employa à la conquête du Royaume dont elle venoit d'être dépouillée (*a*). La néceſſité où elle étoit, & le ſuccès de ſon entrepriſe, juſtifient pleinement l'aveu ingénu qu'elle fit dans le contrat, que cette ſomme avoit été employée à ſon évidente utilité & à l'urgente néceſſité de ſes affaires (*b*). L'auteur des Recherches convient lui-même de cette détreſſe & néceſſité de Jeanne, qui ſont d'ailleurs atteſtées par tous les hiſtoriens (*c*).

L'authenticité de cette vente en égale l'utilité. Jeanne y fut aſſiſtée par Louis de Tarente ſon ſecond mari, & par deux de ſes conſeillers, dont l'un étoit juriſconſulte; & elle y fut autoriſée par le Pape ſon ſeigneur ſuzerain pour le royaume de Na-

---

(*a*) Voyez ci-deſſus la *Not. a, pag.* 3.

(*b*) Voyez nos *Preuves, num.* 1, & les *Pièces juſtificatives des Recherc. pag.* 103. *num.* 11.

(*c*) Voy. *la Not. a, p.* 3.

ples, & par l'empereur Charles IV. ſon autre ſeigneur ſuzerain pour Avignon, qui non-ſeulement y prêta d'abord ſon conſentement (*a*), mais encore au mois de novembre ſuivant donna & céda au Pape tous les droits de ſuzeraineté, de haut domaine & de juriſdiction, qu'il avoit ſans difficulté ſur Avignon, par une Bulle datée de Gorlicz, dont on conſerve encore aujourd'hui l'original dans les archives du S. Siége, & dont tous les hiſtoriens de Provence font mention (*b*). L'auteur des Recherches l'attaque mal à propos par le défaut du conſentement de l'Empire, non requis dans ce temps-là dans ces ſortes de conceſſions (*c*). On doit le préſumer d'ailleurs

(*a*) Voy. *la Not. a, p.* 4.

(*b*) Nous avons jugé à propos de rapporter cette Bulle dans nos *Preuves, num.* 3, puiſque l'auteur des Recherches, qui d'ailleurs n'a pas oſé la contredire, n'a pas voulu nous la donner dans les ſiennes, comme il auroit été néceſſaire pour l'intégrité de l'hiſtoire. Voyez ce que nous avons remarqué ci-deſſus, *Not. a, pag.* 5.

(*c*) Ce ſeroit introduire un nouveau principe dans le droit public de l'Empire, de prétendre que toutes con-

par le ſilence que l'Empire, qui ſeul auroit droit d'alléguer cette exception, a gardé

---

ceſſions & aliénations des Empereurs, faites ſans le conſentement des Princes, juſqu'au XV. ſiecle, ſont nulles. Si ce principe avoit lieu, que deviendroit la plupart des privilèges des fiefs & des domaines dont jouiſſent paiſiblement & légitimement les Princes des maiſons les plus illuſtres? Le célèbre & très-ſavant P. Geoffroy de Beſſel, dans ſon *Chronicon Gotwicenſe*, *tome I. pag.* 236, après une mûre diſcuſſion des droits impériaux, conclud: *OMNIUM REGALIUM JURA dependentia fuiſſe A SOLO ARBITRIO ET VOLUNTATE CÆSARIS. Hinc juſtam formamus concluſionem, ERRONEAM OMNIUM EORUM ESSE OPINIONEM, qui chimericum quemdam Imperii ſtatum fabricant, quo regalia omnia, ex cœca Principibus quandoque viris placendi libidine, auguſtæ Cæſaris ac ſupremi domini ſui majeſtati in dubium vocare non reformidant.* En effet, il n'y a point de loi de l'Empire, avant la capitulation de Charles V, de l'an 1519, reſtrictive de ce droit des Empereurs: *Jus alienandi atque oppignorandi bona Imperii ſibi primis temporibus ſumpſerunt Impp. partim ex devotione erga Eccleſias, partim urgente neceſſitate... Nulla lege expreſſa hanc Imperatoribus poteſtatem fuiſſe reſtrictam patet ex diplomate Frider. II, &c. Strauchius quidem contendit, ante Caroli V tempora res Imperii alienare, oppignorare, vel in feudum concedere, in arbitrio fuiſſe Imperatorum, cùm nullam habeamus legem prohibitivam* (Struvius, *Corp. Jur. pub. Imp. Rom. Germ. capit. XIII*, §. 43.) & Pfeffinger, *in Vitriarium, t. III. pag.* 616, le prouve, *multis omnino, vel ſolius liberalitatis, qua eccleſias olim ſibi conſtrinxerant, exemplo in contrarium monumentis extantibus.*

pendant l'eſpace de 400 ans; & c'eſt bien mal adroitement que l'auteur oppoſe d'un tel défaut. Il ne s'eſt pas apperçu qu'en voulant faire revivre par-là des droits imaginaires du corps Germanique ſur la ville d'Avignon, il l'invite à faire valoir les droits réels qu'il a ſur les comtés de Provence & de Forcalquier, qui ont toujours été dans ſa mouvance (*a*), & que (à une tolérance

(*a*) Les droits de l'Empire ſur le royaume d'Arles ſont atteſtés par tous les hiſtoriens, & ont été reconnus même par les comtes de Provence de la race d'Anjou. Rodolfe I, roi des Romains, dans un diplome daté de Vienne, 5. *cal. april.* 1280, par l'entremiſe du Pape, donna à Charles d'Anjou, & à ſes fils, héritiers & ſucceſſeurs, les comtés de Provence & de Forcalquier, *in feudum, ſub conſuetis cenſu & ſervitiis præſtandis;* confirmant toutes les donations antérieures qui avoient été faites à ſes prédéceſſeurs : *omnia, quæ infra Comitatus ipſos conſiſtentia Romanorum imperatores per eorum privilegia quondam D. Raymundo Berengario comiti, ipſiuſque prædeceſſoribus donaverunt* (*Reg. Vatic. Martini IV. an.* 1. *ep.* 11.); & par un privilége ſpécial il leur accorda de n'être point obligés de comparoître perſonnellement à la cour Impériale lorſqu'ils y ſeroient aſſignés, ou qu'ils devroient y prêter hommage de fidélité, & qu'ils puſſent ſatisfaire à ces obligations par procureur, (*loc. cit.*) Enfin le même Rodolfe enjoignit à Marguerite, reine de France,

près, qui ne ſauroit nuire au ſeigneur ſuzerain, par les principes du droit féodal reçu

---

de ne point ſe mêler de ce qui regardoit les états de Provence & de Forcalquier : *ſed jus, ſi quod in prædictis Comitatibus habere vos creditis, proſequamini, ſi volueritis, in Curia noſtra* (*loc. cit. & apud* Cennium *Monum. dominat. Pontif. tom. II, pag.* 464.)

La reine Jeanne I fit hommage à Charles IV, en 1355, pour les comtés de Provence, Forcalquier & Piémont ; l'acte eſt rapporté par Lunig. *Cod. Ital. dipl. tom. II, col.* 1117 & 1119. Le même Empereur députa, en 1366, le Camerlingue apoſtolique, comme juge Impérial d'appel dans tous les procès dévolus à ſa cour dans le royaume d'Arles (Petri Saxii *Pontific. Arelaten. cap.* 98) ; en 1349, il conféra le vicariat du même royaume à Aimat de Poitiers (Chriſt. Godefr. Hoffmanni *Nova ſcript. collect. tom. I, pag.* 317), & après à Charles V, roi de France, (Saxius, *loc. cit.*) Le même vicariat fut donné par l'Emp. Rupert, en 1401, à Louis, comte Palatin du Rhin, (Leibnitz, *Cod. Jur. Gent. diplom. t. I. pag.* 317.)

La même Reine reconnut, pendant toute ſa vie, l'Empire, comme ſon ſuzerain pour ces comtés ; & ayant adopté Louis d'Anjou, elle crut de ne pouvoir pas lui aſſurer la légitime ſucceſſion de ſes Etats, ſans l'autorité de Clément VII, antipape, auquel elle obéiſſoit. Lunig. *loc. cit. pag.* 1145, nous rapporte la Bulle par laquelle Clément confirme cette adoption : *quoad Regnum & terram* (*Siciliæ*), *auctoritate Apoſtolica ; & quoad comitatus Provinciæ, Forcalquerii & Pedimontis, tam ex ſuperioritate quam ad ipſum Imperium habere dignoſcimur, quam ex poteſtate, qua, eodem vacante Imperio, Imperatori ſuccedimus.* C'eſt pour cela que Gilles Bellamera, célèbre juriſcon-

en France), ni aucun Empereur ni l'Empire n'ont jamais cédé à ſes poſſeſſeurs (*a*).

Ajoutons à tout cela, que Jeanne & ſon mari ratifièrent le 21 juin 1343, la vente d'Avignon, par un acte paſſé devant les mêmes notaires qui l'avoient reçue. Une

---

ſulte, s'exprimoit ainſi vers le commencement du XV. ſiècle : *Ludovicus, rex Jeruſalem & Siciliæ, ratione Comitatus Provinciæ, eſt vaſſallus Imperatoris, & ei ſubjectus : & hoc ſatis notorium, de quo ſcripſi in Clement. Paſtoralis, de re judic. Comitatus Provinciæ eſt in Imperio, & ab Imperatore tenetur in feudum. A Comite ad Imperatorem appellari poteſt.* (*Conſil. XV. num.* 7 & 8) ; & Thierry de Niem, *in Nemore unionis tract. IV. cap.* 2, *& tract. VI. cap.* 33. *Ladiſlaus rex Siciliæ, tenet ab Eccleſia Regnum Siciliæ, ab Imperio Provinciam, quæ eſt de regno Arelatenſi, quod eſt juris, & proprietatis Romani imperii prædicti ; & tenet etiam ab ipſo Imperio comitatum Forcalquerii, & terram Pedemontium, de quibus ſe intitulat.*

(*a*) Nous renvoyons ſur cet article nos lecteurs à Schurtzfleiſch, *Oper. hiſtor. pag.* 917. *Quod Karol. IV. non diſſipaverit regnum Arelaten.* à Rouſſet, *Intérêts des Princes, tom. I. ſupplém.* à Ludewig, dans ſon *Araufio vindicata, t. I. Opuſcul. pag.* 285, à Conring, *de finibus Imperii, lib.* 2, *cap.* 24 ; à Pfeffinger, *in Vitriar. tom. I. pag.* 250 ; à Hontheim, *Hiſt. dipl. Trevir. tom. I, p.* 631 ; à Limnæus, *Jur. Publ. t. I, lib.* 1, *cap.* 9, *num.* 9 ; à Fantoni, *tom. II, lib.* 1, *cap.* 6, *n.* 6, 11, 13, 18, 22 ; à Pierre Saxius, *Pontificii Arelaten. cap.* 78 *uſque ad* 92.

telle ratification en aſſure encore plus la validité contre le moyen propoſé, que le ſilence conſtant de cette Reine, laquelle devenue majeure auroit dû réclamer dans le terme de cinq ans pour pouvoir en revenir, ſuivant les principes du droit romain (*a*), rend non recevable, & le laps de plus de quatre ſiècles ridicule.

L'auteur des Recherches eſt gêné par ce ſilence que la reine Jeanne garda religieuſement juſqu'à ſa mort, arrivée l'an 1382; temps, comme l'on voit, fort éloigné de la vente d'Avignon; & pour éluder la force, il a recours à un acte antérieur à cette vente, où Jeanne s'engagea avec les états de Provence de ne faire aucune aliénation, ainſi qu'à pluſieurs autres actes poſtérieurs, par leſquels Jeanne révoqua les aliénations qu'elle avoit faites au royaume de Naples & aux comtés de Provence & de Forcalquier. Mais je réponds premiè-

(*a*) *Leg. fin. Cod. ſi major fact. alienat. rat. hab.*

rement que ces actes ne parlant que des aliénations du royaume de Naples & de ces deux comtés, ne ſauroient affecter celle d'Avignon, qui dans le temps qu'il fut vendu, étoit un Etat tout à fait diſtinct & ſéparé des comtés de Provence & de Forcalquier. Cela eſt ſi vrai, que la reine Jeanne & le roi Robert lui-même prenoient, outre leurs autres titres, celui de ſouverains d'Avignon, comme l'on peut voir dans pluſieurs actes rapportés par Bouche, & par la vente d'Avignon même, où Jeanne ajoute à ſes autres titres celui de ſouveraine de cette ville (*a*). Si l'auteur des Recherches avoit bien fouillé dans les titres qui regardent Avignon, il auroit trouvé que cette ville étoit indépendante, & avoit pris la forme de république ſous le nom de *Viguerie* ou *Conſulat*, non à l'occaſion de la guerre des Albigeois,

(*a*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 1, & les *Pièces juſtif. des Rec. n.* 11, *pag.* 100. Voyez ſur cet article Fantoni, *tom. II, lib.* 1, *c.* 5, *n.* 65, *p.* 113, 114.

comme il le prétend, mais dès l'année 1136 (*a*), en conſéquence des donations & ceſſions du haut domaine de cette ville & de toute eſpèce de juriſdiction, qui lui furent faites par Guillaume III & Guillaume V, comte de Forcalquier ſes légitimes ſouverains. La ſeconde de ces donations rapporte la première, & elle eſt dans les Archives d'Aix au ſixième caiſſon (*b*).

Il n'eſt donc pas douteux, que cette ville ne devînt par-là un Etat libre, indépendant & ſéparé des comtés de Provence & de Forcalquier, & qu'elle ne ſe maintînt ſur ce pied là juſqu'à la convention de 1251, par laquelle elle ſe donna à Alfonſe comte de Poitiers, & à Charles I, comte de Provence, ſans pourtant altérer cette ſéparation, qu'un laps de temps auſſi conſidérable, que celui de 1136 juſqu'à 1251,

---

(*a*) Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, lib.* 1, *cap.* 5, *num.* 1, *tom. II, pag.* 60.

(*b*) Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, lib.* 1, *cap.* 4, *t. II, num.* 17, *pag.* 53. Voyez les *preuves*, *num.* 7.

les conditions de la convention faite cette année (*a*) & le titre de ſouverains d'Avignon, qui ſans cela eût été ajoûté depuis inutilement aux autres titres de comte de Provence & de Forcalquier, mettent dans la plus grande évidence (*b*).

D'où il s'enſuit, que la vente d'Avignon ne ſauroit être compriſe dans les actes révocatoires des aliénations faites par la reine Jeanne aux comtés de Provence & de Forcalquier; dont cette ville ne faiſoit point partie, non plus que dans l'édit où cette Princeſſe s'engage à ne jamais aliéner les domaines de ces deux Provinces (*c*). Le partage, ou tranſaction paſſée l'an 1125 (*d*) entre les comtes de Toulouſe & de Barcelonne, n'eſt nullement contraire à cette indépendance de l'état d'Avignon, parceque la ſubſtitution

(*a*) *Pièces juſtificatives des Recherches, pag. 56, num. 3.*

(*b*) Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, lib. 1, cap. 5, n. 65. tom. II, pag. 213 & 214.*

(*c*) *Pièces juſtificatives des Recherches, n. 10. p. 92.*

(*d*) *Ibid. num. 1, pag. 48. & 49.*

réciproque qu'il contient, n'eſt point du tout d'une ligne à l'autre des deux familles des parties contractantes, ainſi que le ſuppoſe l'auteur des Recherches; mais purement perſonnelle, étant faite ſous la condition, ſi l'une ou l'autre venoit à mourir ſans enfans, qui n'eut point lieu.

Je réponds en ſecond lieu, qu'il eſt clair, par la ſimple lecture de ces édits révocatoires, que la reine Jeanne n'a voulu y comprendre ni de près ni de loin la vente d'Avignon, puiſqu'elle n'y parle que des aliénations inconſidérées & préjudiciables, qui lui avoient été extorquées à force de ruſes, d'artifices & de prépotence. Celle d'Avignon, dont nous avons démontré l'avantage & la néceſſité pour cette Reine, n'eſt ſûrement pas de ce genre là. On y lit tous ſes titres, hors celui de ſouveraine d'Avignon qu'elle ne manquoit pas d'ajouter avant la vente de cette ville; preuve manifeſte qu'elle ne vouloit pas l'y comprendre. Dans l'édit de 1365, dont l'ori-

ginal eſt aux archives d'Aix, & l'extrait en forme à celles d'Avignon (*a*) cette Reine excepte les aliénations, qu'elle avoit faites en faveur du monaſtere de S. Victor de Marſeille, *par reſpect pour le Pape :* la clauſe qui contient cette exception a été omiſe dans l'extrait peu fidèle que l'auteur des Recherches rapporte d'après l'hiſtorien de Provence (*b*) qui manque d'exactitude à cet égard. Une telle exception fondée ſur la vénération que Jeanne proteſtoit d'avoir pour le père commun des fidèles, ne prouve-t-elle pas évidemment qu'elle étoit bien éloignée de comprendre la vente d'Avignon dans les édits révocatoires de ſes aliénations? Quant à la prétendue Bulle qu'on dit avoir été faite par Clément VI contre ces mêmes aliénations l'année 1349, elle n'exiſte nulle part; & ſuppoſé qu'elle fût vraie, ce ſeroit tomber,

---

(*a*) Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, l. 2. c. 5, t. I, p. 229.*

(*b*) Bouche, *Hiſtoire de Provence, t. II, pag. 382.*

je ne dis pas dans l'erreur, mais dans le vrai délire avec Ceſar Noſtradamus (*a*), viſionnaire ſur ce fait comme dans pluſieurs autres endroits de ſon hiſtoire, que de prétendre que le Pape ait ſotement voulu y comprendre Avignon, & ſe condamner lui-même ſur la nullité d'une vente qui lui avoit été faite une année auparavant. Nous avons une véritable Bulle de ce Pape, du 30 janvier 1345, adreſſée au cardinal Aimeric (*b*); mais la révocation

---

(*a*) Noſtradamus, *Hiſtoire de Provence, l. 4, p. 396.*

(*b*) Voici les termes de cette Bulle : *Sane, cum ſicut intelleximus, præfata Regina, poſtquam Tu gubernationem adminiſtrationem & bailiam Regni, noſtro & eccleſiæ Rom. nomine ſuſcepiſti, & antea etiam poſt obitum dicti Regis* (Roberti), *de nonnullis bonis, juribus, honoribus, redditibus & proventibus, ad uſum & proprietatem Regalis menſæ ſpectantibus ſeu ſpectare debentibus, conceſſiones, donationes, infeudationes, ſeu alienationes diverſas fecerit, in ejuſdem regni & ſtatus regii læſionem enormem, &c. Nos, &c. qui ejuſdem Reginæ ſuperiores exiſtimus, ac Regni & terrarum earumdem dominium obtinemus, &c. tam pro jure noſtro & ejuſdem Rom. Eccleſiæ conſervando, quam pro ejuſdem Reginæ ac Regni & terrarum ipſorum utilitate, indemnitateque incolarum, Regni & terrarum ipſorum, qui noſtri & Eccleſiæ præfatæ principaliter ſunt homines & vaſſalli, &c. diſcretioni*

des

des aliénations de Jeanne y eſt littéralement reſtrainte à celles qu'elle avoit faites au préjudice de ſon royaume de Naples, & par conſéquent au préjudice du S. Siége qui en avoit la ſuzeraineté.

Ce moyen de la minorité de Jeanne détruit, il ne ſera pas difficile de diſſiper les noires couleurs que l'auteur des Recherches tâche de répandre par-tout ſur la vente d'Avignon, en abuſant des faits qui la précéderent & qui la ſuivirent, par le récit le plus captieux & le plus infidele. Pour affoiblir cette vente, il s'efforce de diffamer & de décrier celle qui la fit; il n'oublie rien pour faire accroire que Jeanne étoit réellement coupable de l'attentat énorme qui fit périr ſon premier mari; il aſſure même d'un ton déciſif, que le jugement de la poſtérité n'a pas été favorable

---

tuæ committimus & mandamus, quatenus donationes, conceſſiones, dationes, infeudationes, ſeu alienationes prædictas, &c. uſque modo factas, &c. caſſes, revoces & annulles.

à cette princeſſe. Je le renvoie ſur ce point à un hiſtorien célebre, qui ne peut ſurement pas être ſoupçonné de partialité pour le S. Siége (*a*): il y trouvera la juſtification de Jeanne, avec l'éloge le plus accompli

(*a*) Giannone, *Iſtor. civile del regno di Napoli, l.* 23, *cap.* 5, *tom. III. pag.* 253, *ediz. dell' Haya.* Grimaldi parle auſſi avec beaucoup de louanges de la reine Jeanne ; *& quanto foſſe ſtata ella ſavia e prudente, ben chiaro ſi ſcorge dalle ottime leggi che promulgò : Iſtoria delle leggi e magiſtrati del regno di Napoli, tom. III, pag.* 337 & 356. Collenuccio (*Compendio dell' Iſtor. di Napoli, lib.* 5), aſſure qu'elle fut *molto predicata di prudenza e di valore da molti ſcrittori, & eſaltata da Baldo e Angelo fratelli, illuſtri dottori noſtri, in alcuni ſuoi Trattati e Conſigli.* L'innocence de Jeanne eſt pleinement juſtifiée par le témoignage qu'en rend Caracciioli (illuſtre écrivain du XV ſiècle : *gravitate ſumma & non vulgari prudentia præditus*, comme l'appelle Muratori, *t. XXII, Rer. Italic. pag.* 5), dans la vie qu'il écrivit de notre Reine : *conſtat eam juſtitiæ coluiſſe virtutem, &c. unde inſignis illius juriſperiti Bartholomæi dictum recenſetur, ſe in throno regio integriorem illuſtrioremque Johanna ad ſuam uſque ætatem vidiſſe neminem* (*loc. cit. pag.* 17). *Qui ejus meminerunt, pareſque temporum fuere, eamque res moderantem viderant, ſummis laudibus extulere. Hoc nimirum conſtare volumus, ſubnixi auctoritate eorum, qui verum ſcire potuerunt, Reginam omni labe & dedecore caruiſſe, & à cunctis citra odium invidiamque judicantibus, culpæ omnis inſontem habitam.* (*loc. cit. pag.* 16). On peut ajouter à tous ces témoignages, celui du ſavant auteur des *Mémoires de la Vie de François Petrarque, tom. II. not.* 17.

de ſon caractere, de ſa conduite, & même de ſes mœurs. Son abſolution qu'elle obtint, l'an 1451, trois ans après la vente d'Avignon, ſur la procédure la plus rigoureuſe (*a*), ne peut pas être le prix de la vente de cette ville, comme l'auteur des Recherches voudroit le faire entendre; mais elle fut celui de l'innocence de cette princeſſe; & ſi elle plaida elle-même ſa cauſe devant le Pape & le ſacré Collége, elle le fit avec tout autant de ſolidité que de graces. Les Provençaux eurent tort de déſapprouver la vente d'une ville qui leur conſervoit leur bonne & légitime ſouveraine, & qui n'étoit point un démembrement de leur province, dont Avignon ne faiſoit point partie.

Si les Avignonois, qui ont toujours fait conſiſter leur bonheur à être fideles ſujets du S. Siége (*b*) dont ils ont reçu tant de bien-

(*a*) Matthieu Villani, *lib.* 2, *cap.* 24; Raynald. *ad annum* 1351, *num.* 32; Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, tom.* I, *l.* 2, *cap.* 5, *n.* 27.

(*b*) *Rota Aven. apud Lau-*

faits, ne lui prêterent hommage que neuf ans après, on ne peut pas en conclure avec l'auteur des Recherches un déſaveu de leur part de la vente de leur ville. Un tel délai peut & doit être attribué à toute autre cauſe qu'à leur prétendu mécontentement à cet égard. Ils ne tarderent pas un inſtant après cette vente de ſe ſoumettre à leur nouveau ſouverain, & d'obéir à ſes Magiſtrats (*a*); mais jaloux des priviléges

---

rent. deciſ. 150, *num.* 11. Il eſt à remarquer que depuis le XIV juſqu'au XVII ſiecle, à chaque nouveau Pontife qui ſuccéda dans la chaire de ſaint Pierre, les Avignonois envoyerent leurs procureurs ou ambaſſadeurs pour réitérer plus expreſſément leurs nouveaux hommages de fidélité & d'obéiſſance au S. Siége.

(*a*) Quoique les conſuls d'Avignon n'euſſent pas encore prêté le ſerment de fidélité au pape Clément VI, ils ne laiſſerent pas de lui obéir. On a déja vu, *pag.* 3. *not. a*, que *in ſignum adeptæ poſſeſſionis & tranſlationis dominii, de domo communi arma Reginæ in ea affixa amota fuerunt, & in ipſorum loco arma ipſius Papæ appoſita & affixa.* Clément VI, le premier jour de novembre de l'année 1348, députa pour ſon Vicaire ou Viguier *in temporalibus*, pour la police & l'adminiſtration de la juſtice à Avignon, Giraud Amici. (*Voyez* nos *preuves*, *num.* 4). En 1351, le 5 mai, le même Pape fit publier pluſieurs ordonnances & réglemens ſur le cours des monnoies, & ſur l'introduction, extraction & manu-

qu'ils s'étoient réſervés dans la convention de 1251, ils ſupplierent le Pape de leur en accorder la confirmation, qu'ils n'obtinrent qu'au bout de neuf ans du ſucceſſeur de Clément. Voilà le vrai motif du retard de l'hommage qu'ils prêterent alors.

Le contrat de cette vente eſt donc exempt de tout défaut de formalité, & hors de tout ſoupçon, par les circonſtances qui y ſont extrinſeques. Il n'eſt pas moins valide & légitime dans ſon eſſence. Il faut avouer que le moyen que l'auteur des Recherches

---

facture des métaux : *per Ugonem de Rupe Romanæ Curiæ Mareſcallum, & Raymbaudum de Podio vicarium civitatis Avinionen.* (*Ex Inſt. in Arch. Secr. Vatic.*) En 1354, le premier décembre, Innocent VI confirma pour une autre année Berenger Raimond viguier d'Avignon, qu'il confirma encore en 1355, le 13 décembre, pour la troiſieme année : *non obſtante privilegio vel ſtatuto aut conſuetudine ſeu conventionibus noſtris, quibus in civitate ipſa dicebatur, prout dicitur, obſervari, quod nullus qui in prædicta civitate pro uno anno hujuſmodi vicariatus officium geſſiſſet, pro uno alio anno immediate ſequenti poſſet hujuſmodi officium gerere in eadem.* (Voyez nos *Preuves, n. V & VI*). Voilà donc deux papes qui exercerent pleinement & ſans contradiction, leur ſouveraineté dans Avignon, avant même qu'on leur eût prêté ſolemnellement l'hommage de fidélité.

a tiré des ſubſtitutions de Charles II & de Robert pour l'attaquer, eſt tout nouveau : cela ſeul devroit ſuffire pour en faire connoître la frivolité. Nul des auteurs qui ont parlé de cette vente, même de ceux qui ont été les plus acharnés à la combattre, ne s'étoit encore aviſé de l'avancer. L'auteur des Recherches veut être plus habile & plus clair-voyant que les *Dupuis* & les *Conrings*, qui n'en ont pas dit un ſeul mot. Je vais lui prouver que leur ſilence eſt bien plus docte & bien plus judicieux que ſon langage, qui n'a qu'une vaine apparence, & manque totalement de fidélité.

Charles II, dit-il, qui inſtitua Robert, duc de Calabre, ſon héritier dans ſon teſtament, avoit ſubſtitué par ſubſtitution directe & fidéi-commiſſaire, ſes Etats de Naples, ainſi que ceux de Provence, à tous les deſcendans mâles & femelles de ſes autres enfans, & par conſéquent à ceux de Jean de Duras ſon dernier fils. La reine Jeanne ne pouvoit donc pas vendre

Avignon, au préjudice de Charles de Duras, ni de Ladiſlas & de Jeanne II ſes enfans, qui deſcendoient de Jean de Duras, dernier fils de Charles II, & dont les rois de France repréſentent les droits (*a*).

Je réponds que cette prétendue ſubſtitution expira, & fut anéantie par la mort de Robert, héritier de Charles II, parcequ'elle étoit faite ſous la condition que le même Robert vînt à décéder ſans enfans. Il n'y a qu'à lire avec un peu plus d'attention ou de diſcernement que n'a fait l'auteur des Recherches, le teſtament de Charles II (*b*), pour convenir de cette vérité! La chaîne des ſub-

(*a*) Il eſt eſſentiel de remarquer ici, que Charles, petit-fils de Jean de Duras, reconnut bien ſolemnellement, qu'Avignon appartenoit au S. Siége, dans le ſerment de fidélité qu'il prêta au pape Urbain VI, en 1381, pour l'inveſtiture du royaume de Naples, par lequel il s'obligea de défendre de tout ſon pouvoir les terres du S. Siége, & nommément *civitatem Avenionenſem, & comitatum Venayſinum*, (Lunig. *Cod. Italic. Dipl. tom. II, col.* 1159, 1160, 1161; Raynaldi, *Annal. Ec. ad an.* 1381, *num.* 16). Ladiſlas ſon fils prêta la même obligation dans ſon hommage fait au pape Boniface IX, (Raynald. *ad annum.* 1390, *num.* 15).

(*b*) *Piéces juſtificatives des Recherches, n.* 6, *p.* 66.

ſtitutions qu'il contient, eſt attaché à cette condition : cela eſt ſi clair, qu'au cas que Robert, duc de Calabre, vînt à laiſſer des enfans, qui eſt le cas contraire, lequel eſt arrivé, Charles II ſe contenta de lui ſubſtituer ſes enfans dans le duché de Calabre, & ne fit aucune ſubſtitution de ſes autres Etats (*a*). En effet, Robert lui-même qui laiſſa des enfans, en diſpoſa dans ſon teſtament, d'une maniere toute contraire à la diſpoſition de Charles II; ce qui n'eſt pas à préſumer qu'il eût fait, lui qui étoit ſi éclairé, ſi ſage & ſi juſte (*b*), s'il n'eût été convaincu qu'il pouvoit le faire, & que par le défaut de la condition, à la purification de laquelle les ſubſtitutions de Charles II ſon pere étoient attachées, ſes Etats étoient devenus libres en ſa perſonne.

La ſubſtitution que le bon roi Robert

(*a*) *Loc. cit. pag.* 69.

(*b*) Giannone, *Iſtor. civile del regno di Napoli, l.* 2, *cap.* 3, *pag.* 177, *tom. III.*

fit dans ſon teſtament, où il inſtitua Jeanne ſa petite fille ſon héritiere, en faveur de Marie, mere de Ladiſlas, ou de ſes héritiers, ne porte pas plus d'atteinte à la vente d'Avignon. Nous avons déja vu que Robert avoit donné à Jeanne la faculté d'aliéner les biens appartenans à ſes Etats, même avant l'âge de 25 ans, ſi elle y étoit autoriſée par le Conſeil de régence qu'il lui avoit aſſigné; qu'après il lui en avoit donné la permiſſion abſolue, & qu'il l'avoit même accordée à ſes exécuteurs teſtamentaires (*a*). La ſubſtitution de Marie ou de ſes héritiers ne pouvoit par conſéquent être d'aucun obſtacle à la vente d'Avignon, par le principe qu'elle n'a lieu que ſur les biens qui n'ont pas été aliénés, lorſque le teſtateur qui l'a faite, en a permis l'aliénation à ſon héritier. Ce principe eſt dicté par le ſens commun, & eſt inconteſtable en juriſprudence. Au reſte cette ſubſ-

(*a*) *Voyez* ci-devant, *pag* 19.

titution prouve la qualité héréditaire du fief de la Provence & d'Avignon, qui eſt d'ailleurs préſumé de droit en France, & ſur-tout dans cette province; d'où il s'enſuit que, quoi qu'en diſe l'auteur des Recherches (*a*), ſuivant les regles inconteſtables du droit féodal, l'aliénation de cette ville, faite avec le conſentement de l'Empereur ſon ſuzerain, étoit permiſe à Jeanne en faveur de tout étranger, au préjudice des agnats (*b*).

La vente d'Avignon eſt bien loin d'être une de ces aliénations défendues par les loix, comme étant faites *in fraudem fideicommiſſi*: non-ſeulement elle a été permiſe par Robert, ainſi que nous venons de voir, mais dans le cas où elle a été faite, elle auroit dû ſe faire, quand même elle eût été défendue. Jeanne ſon héritière avoit perdu le royaume de Naples, dont ſon grand-

(*a*) *Recherches hiſtoriques, &c. pag.* 39.

(*b*) Ludovicus Bellus *Conſil.* 1, *num.* 92.

pere avoit ſi ſoigneuſement ordonné l'indiviſibilité d'avec les comtés de Provence & de Forcalquier. Cette ſéparation, tant abhorrée par Robert, étoit déja arrivée par l'invaſion de ce Royaume, dont le roi de Hongrie s'étoit emparé. Jeanne s'étoit réfugiée à Avignon, tremblante pour la perte de ce qu'elle avoit de plus précieux, ſa vie & ſon honneur. Elle vouloit & devoit exécuter la volonté de ſon grand-pere, pour la réunion de ſes Etats. Elle étoit ſans reſſource & ſans argent.

Il n'y avoit que la vente de ſon petit Etat d'Avignon qui pût lui en procurer aſſez pour ſe ſauver elle-même, & rentrer en poſſeſſion de ſon royaume de Naples. Il faut être bien inſenſible ou bien aveuglé pour la blâmer de l'avoir faite. Marie, qui mourut avant elle, & ſes enfans qui ſuccéderent enſuite à la couronne de Naples, & qui étoient ces mêmes héritiers ſubſtitués, dont l'auteur des Recherches veut faire revivre les droits, auroient bien mal

entendu leurs intérêts de s'y oppoſer, puiſque cette vente leur conſervoit un royaume, qui ſans elle eût peut-être à jamais été perdu pour eux. Auſſi nul d'eux n'en réclama-t-il, & ne s'en plaignit-il jamais. Le défaut du conſentement de Marie, que l'auteur des Recherches aſſure & oppoſe avec tant de confiance, eſt-il vraiſemblable dans de telles circonſtances ? Et s'il étoit vrai qu'elle ne l'eût pas prêté, ce défaut pourroit-il, après plus de quatre ſiecles, fournir un juſte moyen de réſilier une vente qui fut ſi utile, ſi précieuſe & ſi néceſſaire aux perſonnes dont on veut faire valoir les droits (*a*) ?

Cette vente, loin d'être contraire à la diſpoſition du roi Robert, ne paroît avoir été faite que pour la mieux exécuter. Elle eſt d'ailleurs tres-raiſonnable à la conſidérer en elle même. Avignon étoit certainement

(*a*) Grotius, *de jure belli & pacis, lib.* 2, *cap.* 14, 5. 12, *& ibi Coccejus.*

bien plus à la bienſéance des Etats du comte de Toulouſe, que de ceux du comte de Provence, dont il eſt ſéparé par la Durance, terme diviſoire des Etats de ces deux ſouverains, fixé par le partage de 1125 (*a*). Les Papes étoient en poſſeſſion du comté Vénaiſſin, autre Etat totalement diſtinct du petit Etat d'Avignon, quoiqu'il y ſoit attenant & compris dans la portion échue au comte de Toulouſe; ils en étoient, dis-je, en poſſeſſion, en vertu du fameux traité de Paris (*b*), fait l'an 1229, qui valut

---

(*a*) *Pieces juſtificatives des Recherches, n.* 1. *p.* 44.

(*b*) Saint Louis, roi de France, dans la ratification ſolemnelle qu'il fit de cette célebre paix, entre lui, l'Egliſe & Raimond comte de Toulouſe, s'en explique ainſi: *totam aliam terram, quæ eſt citra Rhodanum in regno Francorum, & omne jus ſi quod ipſi Raymundo competit, vel competere poſſet in ea, præciſe & abſolute quitavit nobis & hæredibus noſtris in perpetuum. TERRAM autem QUÆ EST IN IMPERIO ultra Rhodanum, & omne jus, ſi quod ipſi Raymundo competit, vel competere poſſet in ea, PRÆCISE ET ABSOLUTE quitavit dicto Legato NOMINE ECCLESIÆ IN PERPETUUM.* Cet acte ſi important fut inſéré dès-lors par ordre du pape Grégoire IX, dans le Regiſtre original de ſes lettres, *tom. VI, pag.* 81; & il eſt rapporté par de Catel, *Hiſt. des Comtes de Tholoſe, pag.* 332; par Ducheſne,

tout le Languedoc aux rois de France, & qu'il leur eſt par conſéquent plus aiſé d'enfreindre que de combattre. Ç'avoit été pour complaire à Philippe le Bel que Clément V avoit transféré le S. Siége à Avignon. Les Papes y avoient déja des droits inconteſtables, par les donations d'une partie de cette ville, & de pluſieurs terres & iſles adjacentes que les empereurs Louis le Débonnaire, Fridéric I, Fridéric II, avoient faites à ſes Evêques, & qui furent confirmées après par Charles IV (*a*), droits que l'évêque Zoen n'avoit pu céder du temps de la convention de 1251, ſur-tout de la façon dont il le fit, au préjudice de l'égliſe Romaine à laquelle ils étoient acquis.

Peut-on, après cela, attaquer le contrat

Rer. Francic. ſcript. tom. V, pag. 812; par Manriquez, *Annal. Ciſtercienſ. tom. IV, pag.* 353; par Bouche, *Hiſt. de Provence, t. II, p.* 223; par le P. Labbe, *Collect Concil. tom. XI, p.* 415; par Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, tom. I, pag.* 135; par Solle-rius: *Acta SS. Aug. tom. V, pag.* 304; & par D. Vaiſſette, *Hiſt. de Languedoc, t. III, pag.* 329, *des Preuves*, qui en a tiré la copie du Tréſor des Chartres du Roi.

(*a*) Voyez nos *Preuv. n.* 4.

de la vente d'Avignon par la léſion ? Il ne ſuffit pas d'avancer un tel moyen, il faut le juſtifier par les preuves les plus palpables. L'Auteur des Recherches les a-t-il faites ? Eſt-il dans ſon pouvoir de les faire ? L'utilité & l'avantage de cette vente, pour Jeanne & ſes ſucceſſeurs, que j'ai démontré évidemment, ne rendent-ils pas cette preuve impoſſible par leur incompatibilité avec la léſion ? Car qui dit une vente léſive, dit néceſſairement une vente nuiſible & préjudiciable à celui qui l'a faite, & le même contrat utile & léſif pour la même perſonne, eſt une chimere, & implique contradiction.

Le beſoin que l'on a d'une choſe eſt la juſte & vraie meſure de ſa valeur, laquelle augmente & diminue à proportion de l'utilité & de l'avantage que l'on peut en retirer (*a*). Suivant ce principe que les célebres

(*a*) L'argent & la monnoie, conſidérés comme genre, valent plus ou moins, ſelon le plus ou moins de be-

auteurs qui traitent du droit public ont embraſſé d'après Ariſtote (*a*) dans les circonſtances où Jeanne ſe trouvoit, lors de la vente d'Avignon, les 80000 florins d'or qu'elle en retira étoient réellement une ſomme ineſtimable, par la conquête de ſon

---

ſoin que l'on en a. Grotius, *de jure belli & pacis, lib. 2, cap. 12, §. 17. Prout res aliæ, quibus indigent homines, copioſæ ſunt aut raræ, ita eadem pecunia ex eadem facta materia, eodem pondere, nunc plus, nunc minus valet*; auquel endroit de Cocceii a ſagement remarqué, *tom. II, pag. 711. Accidere in auro & argento neceſſe eſt, ut copia vileſcat, eoque in immenſum rerum pretia excreſcant, &c. cum pro modo copiæ quæ advehitur, ejus decreſcat pretium & valor, &c. Tantumdem igitur in bonis vel reditu nunc (nondum inventa utraque India) habuit qui auri libram, quam nunc qui decem vel viginti.* Après une longue & profonde diſcuſſion de ces matières, l'auteur de *l'Eſſai ſur les monnoies & ſur le rapport entre l'argent & les denrées, Paris, 1746, pag. 5*, tire cette conſéquence, que *depuis la découverte des Indes, il y a dix fois plus d'argent dans le monde qu'il n'y en avoit alors; il vaut auſſi neuf dixiemes de moins, c'eſt-à-dire, qu'il en faut donner dix fois plus qu'on n'en donnoit il y a 200 ans, pour acheter la même quantité de marchandiſes.*

(*a*) Ariſtote, *Ethicorum Nicomach. l. 5, cap. 8, edit. Du Valii, an. 1654, t. III, pag. 84. Unum quiddam eſſe oportet, quod cætera omnia metiatur. Hoc autem re quidem vera uſus ſeu indigentia eſt, quæ omnia continet. Nam ſi nulla re egerent homines, aut ſi non ſimiliter egerent, vel nulla vel non eadem eſſet permutatio.*

royaume

royaume de Naples, par la conſervation de ſes autres Etats, & même de ſa perſonne, auxquelles elle fut ſi heureuſement employée. Il eſt donc non-ſeulement abſurde de vouloir reſcinder cette vente par une prétendue léſion énorme dans le prix courant & ordinaire (*a*), mais il eſt encore inique que les poſſeſſeurs de la Provence demandent par ce moyen le réſiliment d'un contrat, ſans lequel ils n'euſſent peut-être jamais joui de cette province.

Un autre principe reçu par tout, où il y a de l'équité & de la raiſon, nous enſeigne, que pour prouver la léſion d'une vente, il faut juſtifier préciſément quelle étoit la valeur de la choſe vendue du temps de la ſtipulation du contrat. Qui eſt-ce qui pourra d'une part fixer la juſte & véritable valeur de la ville d'Avignon, le 9 Juin de l'année 1348, & de l'autre celle de

(*a*) Grotius, *de jure belli & pacis, l.* 2, *cap.* 12, §. 14. & de Coccey, *ibid. p.* 710, *tom. II.*

80000 florins d'or, eu égard à la diverſité des temps (*a*)? Jeanne dans ce contrat ne put aliéner que la ſouveraineté ſubalterne

---

(*a*) L'auteur des Recherches évalue 80000 florins d'or à 672000 livres, monnoie de France. Il ne ſe trompe pas moins en cela, que dans les autres points plus importans, ſur leſquels nous avons déja remarqué ſon peu d'exactitude, & même ſon incapacité. Le juſte poids du florin d'or de Florence étoit la huitieme partie d'une once, & l'or dont on le battoit étoit de 24 carats. Sur ce pied là, il ne falloit pas moins que 833 livres 4 onces du plus fin or, pour battre 80000 florins, leſquels, quand même on leur donneroit la valeur de l'or d'aujourd'hui, & non celle de 1348, iroient bien au-delà des 672000 liv. auxquelles il a plu à l'auteur des Recherches de fixer le prix de la vente d'Avignon. Nous le renvoyons, pour ſon inſtruction, au livre intitulé: *Il Fiorino d'oro antico illuſtrato* du Commandeur Vettori, imprimé à Florence, l'an 1738; à l'ouvrage du comte Carli: *delle Monete d'Italia, tom. I, pag.* 313; à Ignace Orſini: *delle Monete Fiorentine, pag* 133; à l'auteur: *della Decima Fiorentina, t. I, p.* 114 & 116; & à la diſſertation V. de M. Targioni Tozzetti, qu'on trouve dans les *Memorie della Societa Colombaria, tom. II, pag.* 127. Nous obſerverons ſeulement en paſſant, que les Papes voulurent qu'à leur monnoie, on ſuivît exactement le pied de la monnoie de Florence, tant pour le poids que pour la qualité du florin d'or, juſqu'à tout le XV ſiècle; & qu'à cet effet, Jean XXII écrivoit à la république de Florence de lui envoyer *Marchum juſti & recti ponderis in Sicla veſtra, ubi aureos facitis cudi florenos, diligenter examinatum, probatum & diſcuſſum ſubtiliter.* (*Reg. Secret. Joh. XXII, anno VI, ep.* 733).

d'Avignon, qu'on peut appeller domaine utile, puiſque le haut domaine, qui ne doit par conſéquent pas entrer dans le prix de la vente, en appartenoit à l'Empereur, dont le S. Siége l'acquit en même temps. Ce domaine utile d'une ville, dont le territoire n'eſt rien, avoit été reſtraint au point qu'il n'étoit preſque rien auſſi, par la convention de 1251 (*a*), qui fut confirmée

(*a*) On peut voir les articles de cette Convention dans Fantoni, *t. II, p.* 109. Nous en rapporterons les ſuivans : *Omnes cives Avenionis præſentes & futuri, conventione expreſſa & conceſſione dominorum Comitum prædictorum, liberi remaneant in perpetuum, & immunes a tallia, quiſta & touta, & omni adempto forſato, tam in mutuis dandis Dominis, vel eorum Locumtenentibus, quam in equis emendis, vel aliis quibuſcumque exactionibus; ita quod novum pedagium, vel ſuperindictum quodlibet, non licebit dictis dominis vel eorum Locumtenentibus facere in civitate prædicta vel territorio civitatis ipſius.*

Item paſcua & patua civitatis, & uſus eorum, ſalva remanent Univerſitati Avenionis. Singulis etiam civibus ſalva remanent propria ſua pedagia & uſatica, leſdae, & portus, dominia etiam & juriſdictiones, quæ habent infra civitatem vel extra, in prædiis ruſticis vel urbanis, & eorum allodia eis remaneant libera, ſicut hactenus extiterunt.

Item non licebit dictis dominis Comitibus, vel eorum Locumtenentibus, cives Avenionis compellere bladum

dans l'hommage que les Avignonois firent de leur ville, au ſucceſſeur de Clément VI, & qui a toujours été obſervée. Un des articles de cette convention étoit que les revenus de la ville fuſſent adminiſtrés par ſes Magiſtrats; & de-là vient que les Papes n'en ont jamais rien retiré, & qu'Avignon leur a toujours été plus à charge qu'à lucre.

Avignon étoit-il d'ailleurs du temps de ſa vente ce qu'il eſt devenu depuis, par la continuation de la réſidence des ſouverains Pontifes? Cette réſidence le fit, pour ainſi dire, changer de face, par le concours des perſonnages les plus qualifiés & les plus illuſtres, par l'affluence des étrangers que le S. Siége y attira dans la ſuite, par la quantité de beaux édifices

---

ſuum, vel vinum, vel res alias certo pretio vendere, vel aliquod ei pretium limitare. Sed nec interdicere poterunt dictis civibus, bladum ſuum, vel vinum, vel res alias de civitate extrahere, vel exportare vendendas, vel exportare volentibus vendere, niſi ſint hoſtes manifeſti dominorum Comitum vel alterius eorumdem: quibus dicti cives vendere poterunt prohiberi.

publics & privés, qui y furent conſtruits depuis, & par une beaucoup nombreuſe population, avantages qui le firent appeler *altera Roma*, & le rendirent une ville des plus conſidérables de l'Europe. Les reſtes & les effets de cette grandeur, qui n'eût jamais exiſté, ſi Avignon n'eût pas été vendu à Clément VI, doivent-ils entrer dans le juſte prix de la vente qui en fut faite à ce pape?

La ville d'Antibes, port de mer conſidérable, & place frontière de la France, fut vendue l'an 1608, à Henri IV, pour la ſomme de 250000 liv. par la maiſon de Grimaldi (*a*). Je demande à l'auteur des Recherches, ſi les ſucceſſeurs de ceux qui en firent la vente, ſeroient fondés à vouloir la réſilier par la léſion, dans le juſte prix, ſous prétexte que cette ville, par le béné-

(*a*) Voyez du Puy, dans ſon *Traité touchant les droits du roi Très-Chrétien, &c. Paris*, 1655, *pag.* 700. Bouche, *Hiſt. de Provence*, *t. II*, *p.* 843. Longuerue, *Deſcription de la France*, *Part. I*, *pag.* 367.

fice du temps, vaut quatre fois plus à préſent, qu'elle ne valoit, quand elle fut vendue? Ce moyen eſt bien moins propoſable contre la vente d'Avignon. Le pacte ou donation de plus value, qu'on lit dans le contrat (*a*), la renonciation de Jeanne à la léſion, & la paiſible poſſeſſion du S. Siége pendant plus de quatre

(*a*) Voyez les *Piéces juſtificatives des Recherches, num.* 11, *pag.* 103 & 109; & nos *Preuves, n.* 1. *Quidquid dicta civitas Avinion. cum ejus territorio, pertinentiis, & diſtrictu ac juribus ſupradictis valet ſeu in futurum plus valebit pretio antedicto, conſiderantes quod ſecundum Apoſtolum verba Domini Jeſu memorantem, beatius eſt dare quam recipere, hoc ideo præfato Domino ſummo Pontifici, & dicto ejus Procuratori recipienti & ſtipulanti ut ſupra, & dictæ Eccleſiæ Romanæ, ex certa ſcientia, donatione pura, ſimplici & irrevocabili facta cum inſinuatione præſentium ſolemniter inter vivos, in totum illud plus, meliori modo & forma quibus poſſumus, damus, cedimus, concedimus, ac perpetuo penituſque quittamus ac donamus, &c. Ceterum nos dicta regina certificata prius legitime quid ſonant renunciationes ſequentes, & de effectibus earum, renunciamus deliberate, conſulte & expreſſe omni exceptioni doli & fraudis, læſionis, & venditionis per nos non factæ, &c. actioni & exceptioni in factum & juri, per quod læſis & deceptis ultra dimidium juſti pretii vel aliter quomodolibet ſubvenitur, beneficio minoris ætatis, & reſtitutioni in integrum, &c.*

ſiecles, le rendent inepte, & non recevable.

C'eſt cette poſſeſſion ſacrée par ſon antiquité & par la qualité des poſſeſſeurs, qui inquiete l'auteur des Recherches. Il ne l'appelle que du nom odieux de preſcription, & il reproche aux partiſans du ſaint Siége d'en faire l'apologie pour la défenſe de ſes droits (*a*). Mais jamais poſſeſſion ne fut plus juſte & plus légitime. Elle eſt appuyée ſur un contrat du droit des gens, dont nous avons démontré la validité & la bonne foi; ſur l'aquieſcement conſtant de ceux qui auroient eu le plus de droit à le réſilier, s'ils y euſſent été fondés, ainſi que de leurs ſucceſſeurs, & ſur les reconnoiſſances les plus poſitives & les plus préciſes que les uns & les autres ont faites, dans toutes les occaſions, des droits inconteſtables du S. Siége ſur Avignon.

L'acquieſcement conſtant de ceux qui

(*a*) *Recherches, pag.* 29.

étoient les plus intéreſſés à en réſilier la vente, réſulte du ſilence des princes de la maiſon de Duras & de la maiſon d'Anjou. On ne trouvera ſurement pas dans l'hiſtoire, qu'aucun d'eux en ait jamais réclamé. L'auteur des Recherches, qui n'a rien oublié pour faire cette découverte, en convient par les efforts inutiles qu'il fait pour pallier leur ſilence (*a*). Celui des rois de France, ſucceſſeurs de la maiſon d'Anjou, n'eſt pas moins certain. Ils l'ont tous gardé inviolablement juſqu'à Louis XIV. Il eſt ridicule de vouloir prouver le contraire par les édits de Charles VIII & de François I, qui n'avoient pour objet que la réintégration du domaine de la Provence (*b*), dont Avignon ne faiſoit point partie avant la vente de la reine Jeanne, comme nous avons vu, & encore moins après, d'autant

---

(*a*) *Recherches, pag.* 21, 22 & 23.

(*b*) *Piéces juſtificatives, num.* 22, *pag.* 175, & *n.* 27, *pag.* 181.

plus que l'édit de Charles VIII excepte les aliénations de cette province, faites par les comtes de Provence, prédéceſſeurs du roi Louis XI (*a*); & François I, dans ſon troiſieme édit, excepte la poſſeſſion centenaire (*b*). Or, de ce temps-là il y avoit deux cents ans que le S. Siége poſſédoit paiſiblement Avignon.

Il en eſt de même des autres actes avancés par l'auteur des Recherches, pour exclure cet acquieſcement des rois de France. Les lettres de naturalité accordées par Henri II, à un natif d'Avignon (*c*), con-

---

(*a*) Edit de Charles VIII: *Notre bon plaiſir & intention a été & eſt de retirer, reprendre & réunir à notre domaine les terres & choſes aliénées en nos pays & comtés de Provence & Forcalquier, PAR NOTRE DIT FEU SIEUR ET PERE TANT SEULEMENT, ET NON PAR LES FEUS ROIS, reines, comtes, & comteſſes ſes prédéceſſeurs & les notres.* (*Pièces juſtificatives des Recherches, n.* 21, *pag.* 157).

(*b*) Edit de Francois I: *Que nos juges n'aient aucun égard à quelque poſſeſſion, jouiſſance & preſcription que ce ſoit, & pour quelque laps de temps qu'elle ait duré, HORS QU'ELLE EXCEDAT CENT ANS.* (*Pièces juſtificatives des Recherches, pag.* 180, *num.* 26).

(*c*) *Pièces juſtificatives*

tiennent, il eſt vrai, la réſerve des prétendus droits de ce Monarque ſur cette ville; mais cette réſerve porte ſur l'opinion erronée, à laquelle quelques hiſtoriens peu exacts avoient donné lieu, & qui étoit alors en vogue, que l'aliénation d'Avignon étoit moins une vente qu'un acte de ſimple engagement, erreur évidemment contraire à la lettre du contrat de 1348. Cela eſt prouvé par les deux autres priviléges de naturalité de Charles IX (*a*), où il eſt dit que les Papes poſſédoient Avignon *par engagement* des prédéceſſeurs de ce Monarque, qui n'auroit ſurement pas fait une telle réſerve, non plus que Henri II, ſi ces deux Rois euſſent été inſtruits que l'aliénation d'Avignon, en faveur du S. Siége, étoit une vente belle & bonne, & non un ſimple contrat d'engagement. En

---

des Recherches, num. 28, *pag.* 186.

(*a*) *Piéces juſtificatives des Recherches, num.* 29, *pag.* 190, *num.* 30, *pag.* 194.

effet, leurs ſucceſſeurs, plus éclairés, n'ont jamais imaginé de la faire dans de pareilles lettres de naturalité, comme nous verrons bientôt. On doit donc faire autant de cas de cette réſerve, que de l'erreur qui y a donné lieu. Il faut la regarder comme non faite, & comme ne formant aucun obſtacle à l'acquieſcement des rois de France aux droits du S. Siége ſur Avignon.

Cet acquieſcement tacite de plus de quatre ſiecles à la vente d'Avignon, ſuffiroit pour fermer la bouche à tout ſouverain qui voudroit faire valoir des droits réels ſur cette ville, puiſque ſuivant les principes du droit naturel & du droit des gens (*a*), un ſi long ſilence fait préſumer l'abandonnement de tout droit, & aſſure, ſans contredit, celui du poſſeſſeur, contre toute eſpèce de prétentions, ſur-tout, dans

---

(*a*) Grotius, *de jure belli & pacis, l.* 2, *cap.* 4, §. 1, 3 & 4, & §. 11, Puffendorf, *du droit de la nature & des gens, l.* 4, *chap.* 12, §. 8, 10 & 11, Barbeirac, *ibid. not.* 11.

le cas dont il s'agit, où la paiſible poſſeſſion d'Avignon, dans laquelle le S. Siége s'eſt maintenu pendant plus de quatre ſiecles, tient à un contrat d'aliénation de cette ville, fait par ſon légitime ſouverain, en faveur du S. Siége, & confirmé par l'Empereur ; n'étant pas douteux que cette aliénation n'empêche la tranſmiſſion du droit abdiqué à ſes ſucceſſeurs (*a*), & où l'on ne ſauroit attribuer leur ſilence & leur inaction, qu'à une reconnoiſſance formelle des droits du S. Siége ſur cette ville. Et quelle autre interprétation pouroit-on leur donner ? Les rois de France n'étoient-ils pas les maîtres de s'emparer d'Avignon quand ils vouloient, s'ils croyoient y avoir des droits ? Le S. Siége n'a jamais été en état de s'y oppoſer, ni de défendre contre eux une ville enclavée dans leur royaume, qu'ils auroient pu prendre avec autant de facilité (*b*), qu'elle a été priſe par Louis XIV.

(*a*) Puffendorf, *ibidem*, §. 10, & *not.* 8.

(*b*) Puffendorf, *ibid.* §. 8, & *ibi* Barbeirac, *not.* 8.

& par ſon auguſte ſucceſſeur. Ce n'eſt donc ni une force ſupérieure, ni l'impuiſſance, ni la crainte, mais le juſte ſentiment de ne point envahir le bien d'autrui qui les en a empêchés.

Mais les droits du S. Siége ſur Avignon ont été bien autrement reconnus que par cet acquieſcement tacite. Les ſucceſſeurs de Jeanne qui lui vendirent cette ville, ont paſſé condamnation ſur ces droits, de la maniere la plus claire & la plus poſitive, toutes les fois que l'occaſion s'en eſt préſentée (*a*). En voici quelques actes formels parmi une infinité qu'on pourroit en alléguer.

L'année 1368, vingt ans après la vente d'Avignon, Charles V, roi de France, frere de Louis d'Anjou, adopté par la reine Jeanne I, lequel fut grand pere de René, adopté à ſon tour par la reine Jeanne II,

(*a*) On n'a pas cru devoir répéter ici les reconnoiſſances de Charles de Duras & de Ladiſlas ſon fils, dont il a été fait mention ci-devant, à la *note* de la *page* 39.

donna au pape Urbain V, une certaine partie du pont d'Avignon, encore exiſtant ſur le Rhône (*a*), entre Villeneuve, appartenante au même roi Charles, & Avignon appartenant au S. Siége. Ce ſont les termes de ce monarque qui s'exprime ainſi : *Certam partem pontis inter villam ſuam de Avenione, ac villam noſtram VILLENEUVE Gallicè nuncupatam*, avec toute eſpece de juriſdiction, haute, moyenne, baſſe juſtice & ſupériorité qu'il y avoit. Les droits du S. Siége ſur Avignon, ne ſont-ils pas aſſurés par une reconnoiſſance auſſi tranchante ? Et les rois de France, ſes ſucceſſeurs, n'ont-ils pas dû & ne doivent-ils pas la reſpecter ?

L'an 1464, ſous le pontificat de Pie II, du temps des guerres, que les prétentions des Anjouins & des Arragonois, excitoient en Italie, il fut queſtion de les accorder

(*a*) Bullaire d'Avignon, *pag.* 57. Voyez nos *Preuves, édit. de Lyon, Conſtit.* 13, *num.* 9.

pour avoir la paix. On eut recours à Pie II, & on lui propoſa, entre autres conditions du Traité qui n'eut pas lieu, l'échange de l'Etat d'Avignon, avec celui du comté d'Aquila au royaume de Naples, qui eſt de plein-pied avec l'état Eccléſiaſtique, & tout-à-fait à ſa bienſéance. Ce Pontife jugea à propos de le refuſer, par les raiſons qu'on peut lire dans une belle lettre du célebre cardinal de Pavie (*a*). Cette échange offerte à Pie II, n'eſt-elle pas une reconnoiſſance préciſe qu'Avignon appartenoit au S. Siége en toute propriété, de la part des princes des maiſons d'Anjou & d'Arragon, que les rois de France repréſentent pour les comtés de Provence & de Forcalquier? Nous ne faiſons certainement point d'échange contre ce qui nous appartient.

Le 26 ſeptembre de l'année 1470, &

(*a*) *Card. Papienſ. ep.* 94, *pag.* 131, *edit. Francofurt.* 1614.

le 15 juin de l'année 1472, Louis XII ſupplia le pape Paul II, de donner la Légation d'Avignon au cardinal de Bourbon, & ſe fit caution pour une bonne adminiſtration & pour une entiere ſoumiſſion de la part de ce cardinal, aux ordres & à la volonté de ce pape (*a*) & de ſes ſucceſſeurs, déclarant qu'il ſeroit amovible à leur gré. Et l'an 1501, dans l'acte d'inveſtiture que ce roi reçut d'Alexandre VI de la moitié du royaume de Naples, il s'obligea préciſément à ne rien uſurper, ni acquérir des biens appartenans au S. Siége à Avignon & au comtat Venaiſſin, à quelque titre que ce pût être (*b*). Charles IX ſe fit de même caution pour un autre cardinal

(*a*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 10.

(*b*) Voici la formule de ſon ſerment, rapportée par Lunig, *Cod. Italiæ diplom. t. II, col.* 1329. *Ego Ludovicus Dei gratia rex, &c. De civitate Beneventana, &c. Ferrarienſi, Avinionenſi aut comitatu Venaiſſini ſeu aliis terris, quibuſcumque veſtris & demaniis, ſeu feudis ipſius Eccleſiæ, ubilibet conſtitutis, ex ſucceſſione vel legato, ſeu donatione aut venditione, vel alio quovis titulo ſeu contractu, nihil unquam nobis aequiremus vel vindicabimus, &c.*

de

de Bourbon, & mit de plus la ville d'Avignon & le comtat Venaiſſin ſous ſa protection & ſauve-garde (*a*). Henri III, dans le temps des guerres civiles, voulut garantir Avignon, en faveur du S. Siége, dans la treve qu'il fit avec le roi de Navarre, ainſi que l'atteſte M. de Thou (*b*), qui rapporte un édit fait en conſéquence par le même roi de Navarre, dans lequel il ordonne à ſes ſujets de ne point moleſter ceux du S. Siége à Avignon, & dans le Comtat.

Le même Henri III, dans le temps où il étoit le plus mécontent de la cour de Rome, par l'excommunication dont Sixte V le frappa, après le meurtre du duc & du cardinal de Guiſe, ne voulut pas ſuivre l'inique conſeil qu'on lui donnoit, de s'emparer d'Avignon & du Comtat, comme l'aſſure le même hiſtorien (*c*) en ces termes re-

(*a*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 11.

(*b*) *Thuani, hiſtor. l.* 95.

(*c*) Idem, *loc. cit.*

marquables : *Præterea conſultum videri, aiebat, ut rex Avenionem & Venaſcinenſem comitatum occupet, evulgato ſtatim, ſe jure ſuo id feciſſe, ut ditiones illas quæ in regni patrocinio ſemper fuerunt, Sanctitati Suæ conſervaret, impediretque, ne eæ in aliorum manus qui majorem privati emolumenti, quam Sanctitatis Suæ rationem habeant, per hos motus devenirent.* Sous le regne de Henri IV, dans le Concordat fait en 1603, avec le S. Siége, pour le ſel à fournir aux habitans d'Avignon, il eſt dit qu'ils étoient les vrais *ſubjects de notre ſaint Pere le Pape* (*a*). Ces faits parlent d'eux-mêmes, & ſont autant d'aveux & de reconnoiſſances expreſſes faites par ces rois, des droits de propriété & de poſſeſſion du S. Siége ſur Avignon.

L'an 1534, François I accorda des lettres de naturalité aux citoyens d'Avignon, à la requête de cette ville, en conſidéra-

(*a*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 12.

tion des ſervices ſignalés qu'elle venoit de lui rendre pendant le ſéjour qu'il y avoit fait, & qu'elle avoit de tous temps rendu au royaume de France, ainſi que de ſon attachement à ſa perſonne & à celle de ſes prédéceſſeurs. Ce privilége fut confirmé par preſque tous les ſucceſſeurs de ce brave & ſavant Monarque. Il ſeroit trop long de rapporter toutes ces lettres. Les citoyens d'Avignon y ſont appellés *ſujets de Sa Sainteté*, & ces Rois plus éclairés que Henri II & Charles IX, ſur la nature du contrat de l'aliénation d'Avignon, n'y font aucune réſerve de leurs prétendus droits ſur cette ville. Il ſuffira de rapporter celles que Louis XIII accorda en 1611, à l'exemple de ſes prédéceſſeurs (*a*). Elles contiennent une reconnoiſſance non équivoque, que les Avignonois ſont ſujets de Sa Sainteté, & que leur ville par conſéquent lui appartient ſans difficulté. Sous

(*a*) Voyez nos *Preuves, num.* 13.

le regne de ce monarque, à l'occaſion des différends ſurvenus entre les Avignonois & les Provençaux, au ſujet des limites des deux Etats, au moyen d'une ligne de ſéparation qui fut tirée par les commiſſaires à ce députés; les deux cours paſſerent un traité entr'elles, dans lequel il fut convenu que tout ce qui étoit en-deça & au-delà de cette ligne, appartiendroit *á la ſouveraineté du Pape* & du Roi reſpectivement. Peut-on mieux reconnoître les droits du S. Siége ſur la ville d'Avignon & ſon territoire (*a*)?

Louis XIV mit le comble à cette bonne foi des rois Très-Chrétiens, & à la juſtice qu'ils avoient rendue ſucceſſivement à ces droits du S. Siége, par les actions mêmes qui ſembloient y être les plus contraires. Ce grand Roi, qui a d'ailleurs ſi bien mérité de l'Egliſe, crut, l'an 1662, devoir

(*a*) Fantoni, *Iſtor. d'Avignone, tom. I, pag.* 467, Bullar. *Rom. noviſſimæ edit. tom. V, partie V, pag.* 112; & *nos Preuves, num.* 14.

s'emparer d'Avignon & du Comtat. Ses ordres furent exécutés par un arrêt du parlement de Provence, qui fut dicté par le reſſentiment, & par l'erreur de l'inaliénabilité du domaine de Provence, avant qu'elle appartînt à la Couronne, & qu'elle y fût incorporée : erreur réfutée par Louis XIV lui-même, dans ſon édit de 1668 (*a*). Alexandre VII, qui étoit alors ſur la chaire de S. Pierre, appaiſa & éclaira en même temps Louis XIV. Ce monarque rendit Avignon & le Comtat à ce Pontife, par l'article XIV du traité de Piſe, qui ne tient à aucune condition (*b*), & par lequel le S. Siége fut réintégré dans tous ſes droits ſur Avignon. On ne ſauroit douter de cette pleine & abſolue réintégration, puiſque Louis XIV fit rendre un autre arrêt, qui caſſa & annulla l'arrêt rendu pour la priſe d'Avignon, ainſi que

(*a*) *Pièces juſtificatives des Recherc. n.* 34, *p.* 223.

(*b*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 15.

tous les actes qui avoient été faits en conſéquence (*a*). L'article du traité de Piſe, au ſujet de Caſtro & Ronciglione, n'a rien de commun avec la reſtitution d'Avignon. Ç'étoit à ceux qui croyoient avoir des droits ſur cet Etat, à remplir les conditions qui leur furent preſcrites dans ce Traité, que la cour de Rome n'a enfreint en aucune façon. La cour de France l'a reconnu elle même pluſieurs fois de la maniere la plus authentique, & particulierement dans le traité de Vienne de 1738 (*b*), par ſa garantie en faveur du S. Siége.

(*a*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 16.

(*b*) Enſuite de la promeſſe que l'empereur Charles VI avoit faite, à la ſollicitation de S. M. Très-Chrétienne, dans les articles préliminaires de la paix de Vienne, de 1735, ſignés le 3 octobre de cette année, qu'il ne pourſuivroit jamais la diſmembration de Caſtro & Ronciglione; par un article ſecret qui fut ſtipulé dans l'acte même du Traité définitif, ſouſcrit à Vienne le 18 novembre 1738, ces deux monarques, en vue du reſpect particulier qu'ils proteſterent d'avoir pour le S. Siége, s'obligerent de garantir à perpétuité le duché de Caſtro & le comté de Ronciglione, en ſa faveur, & d'empêcher qu'il ne fût jamais moleſté pour ces deux Etats.

Ce même monarque irrité dans les démêlés qu'il eut enſuite avec le pape Innocent XI, paſſa par deſſus les engagemens qu'il avoit contractés dans le traité de Piſe; & s'empara pour la ſeconde fois d'Avignon & du Comtat, le 3 octobre de l'année 1688: mais ſa juſtice & ſa piété ne lui permirent pas de les garder long-temps. La reſtitution qu'il en fit, l'an 1689, à Alexandre VIII, ſucceſſeur d'Innocent XI, d'abord après ſon élection, prouve que cette ſeconde affaire étoit encore plus perſonnelle que la premiere, & que ce n'avoit été que par humeur contre Innocent XI qu'il avoit repris Avignon. La façon dont il fit cette reſtitution ne laiſſe aucun doute ſur les droits du S. Siége. Le 3 novembre de la même année, il rendit un arrêt (*a*) dans ſon Conſeil privé, qui caſſa & anéantit celui du parlement de Provence, ainſi que tout ce qui avoit été fait en conſé-

(*a*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 17.

quence de la priſe d'Avignon. Et cet arrêt fut exécuté par ce Parlement, ſuivant ſa forme & teneur, le 17 du même mois.

L'auteur des Recherches prétend que des actes auſſi ſolemnels & auſſi tranchans, ne ſont dans le fond qu'une renonciation à l'exercice momentané de la faculté que les rois de France ont de retirer Avignon des mains du Pape, quand il leur plaît (*a*), & qu'ils n'ajoutent rien aux droits du ſaint Siége ſur cette ville. La renonciation à l'exercice momentané de la faculté de retirer Avignon, eſt une convention d'une eſpece ſi ſinguliere, qu'il ne faudroit pas moins qu'une démonſtration géométrique pour l'accréditer. Je défie l'auteur des Recherches d'en faire la moindre preuve, & de la trouver ailleurs que dans ſon imagination provençale. Le contraire réſulte évidemment de la caſſation des arrêts du parlement de Provence, & de tous les

(*a*) *Recherches, pag.* 35.

actes

actes faits dans les entre-deux des priſes & des reſtitutions d'Avignon. Il n'eſt pas poſſible de concilier cette caſſation avec les prétendus droits des rois de France ſur cette ville. Si Louis XIV les avoit eſtimés tels que l'auteur des Recherches veut faire accroire qu'ils ſont, il n'auroit certainement pas caſſé & déclaré nuls & non avenus des actes qui euſſent été valides & légitimes, étant faits en conſéquence de ces droits. Et comment ce monarque auroit-il pu s'en perſuader la réalité, s'il avoit poſitivement reconnu la ſouveraineté du ſaint Siége, avant ces deux invaſions, par un arrêt rendu l'an 1655, dans la cauſe de juriſdiction territoriale du ſieur Maillane & de ſon fils (*a*)?

Nous convenons que ces deux reſtitutions de Lous XIV, n'ajoutent rien aux droits intrinſeques du S. Siége ſur Avignon; mais l'auteur des Recherches doit

(*a*) Voyez nos *Preuves, num.* 18.

convenir auſſi qu'ils ajoutent beaucoup à leur preuve, & qu'ils la mettent dans le plus grand jour. Il n'attaque point ceux qu'il a ſur le comté Vénaiſſin, & qui ſont appuyés ſur d'autres titres encore plus clairs, s'il étoit poſſible. Le S. Siége a beaucoup moins à craindre de l'animoſité de ces ſortes d'écrivains, qu'il n'a à eſpérer de la juſtice & de la religion du roi Très-Chrétien, qui imitera juſqu'au bout la conduite de ſon glorieux prédéceſſeur, en rendant au Vicaire de Jeſus-Chriſt une Ville & un Etat, qui, ainſi que Sa Majeſté l'a déja reconnu elle-même, dans le Concordat de l'année 1734 (*a*), ſur le tabac & toiles peintes d'Avignon, lui appartiennent ſi légitimement, & conſacrés une fois au patrimoine de ſaint Pierre comme au ſervice de ſon Egliſe, ſont garantis par les ſaints canons & par les diſpoſitions, preſcriptions & cenſures, qui de tous temps

(*a*) Voyez nos *Preuves*, *num.* 19.

ont été en vigueur pour l'indemnité & la conſervation des biens Eccléſiaſtiques (*a*).

(*a*) Les bulles des ſouverains pontifes Grégoire XI, Martin V, Nicolas V, Caliſte III, Pie II, Paul II, Innocent VIII, & même des antipapes Clément VII & Benoît XIII contre les invaſeurs, occupateurs, détenteurs, vendeurs, engageurs de la ville d'Avignon & du comtat Venaiſſin, en tout ou en partie, ſe trouvent dans le Bullaire d'Avignon, *edit. Lugd. typis Johan. Amati Condy, an.* 1657, *pag.* 128, 129, 130, & *depuis la page* 156 *juſqu'à* 178. Elles ont été toutes publiées & conſtamment obſervées. Nous y renvoyons le lecteur; cependant nous en rapportons deux dans nos *Preuves, num.* 20 & 21. auxquelles l'on pourra ajouter celle d'Alexandre VII qui eſt dans le *Bullar. Roman. tom. VI, part.* 5, *pag.* 330.

PREUVES

DE LA RÉPONSE

AUX RECHERCHES HISTORIQUES,

Concernant les droits du Pape ſur la ville & l'état d'Avignon.

N.° 1.

Vente de la ville d'Avignon, faite par la Reine Jeanne I. au S. Siége apoſtolique. 9 Juin 1348.

Nota. Cette pièce ſe trouve entre les pièces juſtificatives des recherches, au n.° 11. *pag.* 100 *& ſuiv.*

N.° 2.

Diplome de l'Empereur Charles IV. portant confirmation de la vente d'Avignon, & conceſſion de la ſuzeraineté de l'Empire ſur cette Ville à Clement VI. & ſes ſucceſſeurs.

SANCTISSIMO in Chriſto patri & domino ſuo, domino Clementi divina providentia ſacroſanctæ Romanæ ac univerſalis Eccleſiæ ſummo Pontifici, 1 Nov. 1348.

Carolus Dei gratia Romanorum rex ſemper Auguſtus, & Bohemiæ rex, cum reverentia debita, devota pedum oſculatione beatorum. Etſi deceat munificentiam regiam, Eccleſiis, eccleſiaſticiſque perſonis, pro reverentia Jeſu Chriſti, qui eſt caput Eccleſiæ, & à quo bona cuncta ſuſcepimus quæ habemus, exhibere ſe liberalem, erga Romanam tamen Eccleſiam, Eccleſiarum omnium matrem, tanto ſe debet impendi largius, quanto ad id & devotio nos amplior excitat, & ratio debiti potioris aſtringit. Immenſa igitur beneficia & honores, quæ nobis & imperio Romano collata per Beatitudinem veſtram & eamdem Romanam Eccleſiam recognoſcimus & fatemur, humiliter debita gratitudine intuentes, & piæ devotionis ſtudio meditantes, quantum civitas Avinionenſis ſitu ſit & fertilitate accommoda, & aliàs multipliciter opportuna pro ſtatu Romanæ curiæ, cum qua ibidem per annos plures Beatitudo veſtra & nonnulli prædeceſſores veſtri Romani Pontifices reſederunt, ſicut & vos præſentialiter reſidetis; ac indecens non immerito æſtimantes, ut locus, quem veſtra & eorumdem prædeceſſorum decoravit præſentia & decorat, ſub cujuſcumque exiſtat dominio temporali, ad laudem & gloriam Regis regum, & in recognitionis ſignum duplicium talentorum, ac in reverentiam & honorem beati Petri Apoſtolorum principis; cujus Vos divina

clementia conſtituit ſucceſſorem, necnon pro noſtra ac prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Regum aliorumque fidelium animarum ſalute, *quidquid feudi, homagii, & ſuperioritatis, necnon directi dominii, proprietatis, actionis, & juris cujuſlibet*, quodcumque & qualecumque ſit, & quocumque nomine cenſeatur, habemus quomodolibet ac habere poſſemus ſeu debemus, ex quacumque ratione vel cauſa *in civitate Avinionenſi, diſtrictu, ac territorio, juribus & pertinentiis ſuis omnibus*, & ad nos, imperium, ſeu regnum Romanorum pertinet quoquomodo, eidem Apoſtolorum principi, & per eum vobis, & ſucceſſoribus veſtris Romanis pontificibus canonice intrantibus, ac præfatæ Romanæ Eccleſiæ, de certa noſtra ſcientia *in perpetuum, donatione mera, pura, ac libera, quæ dicitur inter vivos, damus, tradimus, concedimus, ac donamus.* Ut autem hæc donatio regia perpetuis maneat illibata temporibus & firma, rata ac inconcuſſa perduret, præſentis noſtræ donationis & conceſſionis paginam, bullæ aureæ typario noſtræ majeſtatis impreſſæ fecimus appenſione muniri.

Datum & actum in oppido noſtro Gorlicz, anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo octavo, kalend. novembris, regnorum noſtrorum anno tertio.

Et ego Nicolaus decanus Olomucenſis, Aulæ re-

giæ Cancellarius vice & nomine reverendi in Chriſto patris domini Gerlaci archiepiſcopi Moguntini ſacri Imperii per Germaniam archicancellarii recognovi.

N.° 3.

Lettre de Clement VI. à Charles IV. par laquelle ce Pape remercie cet Empereur de ſon Diplome ſur la vente d'Avignon.

CLEMENS EPISCOPUS
SERVUS SERVORUM DEI.

Cariſſimo in Chriſto filio Carolo regi romanorum illuſtri ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

24 Janv. 1349. GAUDEMUS, cariſſime fili, quod de tua erga nos & Romanam Eccleſiam matrem tuam devotione ſincera conceptæ ſpei fructus colligimus, & fiduciæ ſolitæ argumenta ſentimus, dum ſicut benedictionis & gratiæ filius vota noſtra & ipſius Eccleſiæ ſtudio devotæ actionis exequeris, & comples favoribus opportunis. Tu enim, ſicut dil. filii Mag. Alioti de Narnia canonici Narnienſis cappellani noſtri, quem ad te pro *negotio Civitatis noſtræ Avinionenſis* ttanſmiſimus, grata nobis relatione & effectu operis atteſtante comperimus, tu eum, ſicuti ſoles

nuntios noſtros, contemplatione noſtra benigne recipiens, hujuſmodi negotium expediviſti placide favorabiliter & votive : ſuper quo ſerenitatem tuam dignis gratiarum actionibus proſequentes, & intendentes quantum cum Deo poſſumus adeſſe favorabiliter votis tuis in negociis Eccleſiæ Uratislavienſis, & aliis pro quibus dilectum filium Mag. Nicolaum de Bruna Præpoſitum eccleſiæ Pragen. Cancellarium tuum ad nos & Sedem Apoſtolicam deſtinaſti, tuæ condeſcendimus voluntati, ſicut ipſius Cancellarii tui, qui ad te revertitur expeditus, plenius relatione cognoſces.

Datum Avinione 9. kal. februarii pontificatûs noſtri anno ſeptimo.

N.° 4.

Lettres de Clement VI. antérieures à l'hommage prêté par les habitans d'Avignon au S. Siége, où le Pape députe Giraud Amici, pour la Viguerie ou Gouvernement de cette Ville, & fait part de cette députation aux Avignonois.

CLEMENS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI.

Dilecto filio nob. viro Guiraudo Amici, domino Caſtri novi, Domicello Cavallicen. diœceſis, Vicario civitatis noſtræ Avinion. ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

1 Nov. 1340. ETSI quaſlibet civitates, & terras Eccleſiæ Romanæ immediate ſubjectas, ſub prudentum Rectorum cura gubernari proſpere, conſervarique feliciter cupiamus; *ad civitatis tamen noſtræ Avinion.* ſtatum proſperum & tranquillum propenſior nos cura ſolliçitat, ut quæ apoſtolicæ Sedis honoratur præſentia, ſub cultu juſtitiæ ac opulentia quietis & pacis, votivis ſemper ſucceſſibus gratuletur. Ad te igitur, quem de nobilitate generis probitate ac fide

aliiſque virtutibus apud nos teſtimonia fide digna commendant, conſiderationis noſtræ oculos dirigentes, & ſperantes eandem civitatem & cives illius ſub provida regiminis tui cura, ſtatus incrementa proſperi ſuſcepturos, te Vicarium in civitate prædicta uſque ad annum unum à data præſentium numerandum, ad gagia Vicariis, qui civitatis ejuſdem regimen exercuerunt, pro tempore ſolita exhiberi, tenore præſentium conſtituimus ac etiam deputamus. Quocirca nobilitati tuæ per apoſtolica ſcripta mandamus, quatenus ad eandem civitatem te perſonaliter conferens, ſic hujuſmodi officium *ad honorem & fidelitatem noſtram ac ipſius Eccleſiæ*, ac ſtatum proſperum & tranquillum civitatis & civium prædictorum, ſollicite exequaris, quod digne laudis præconia exinde merearis. Nos enim omnia & ſingula, quæ ad hujuſmodi officium pertinent, exequendi libere plenam tibi concedentes tenore præſentium poteſtatem, *pœnas & ſententias, quas rite tuleris ſeu ſtatueris in rebelles*, ratas habebimus, & faciemus auctore Domino uſque ad ſatisfactionem condignam inviolabiliter obſervati.

Datum Avinione kalend. novembris pontificatûs noſtri anno ſeptimo.

CLEMENS Epiſcopus ſervus ſervorum Dei. Dilectis filiis univerſis *civibus civitatis noſtræ Avinionenſis*, ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

Etſi quaſlibet, &c. (*ut ſupra, &c. uſque* gratuletur). Igitur ad dilectum filium nob. virum Guiraudum Amici dominum Caſtrinovi domicellum Cavallicenſis diœceſis Vicarium *civitatis noſtræ* prædictæ, quem de nobilitate generis probitate ac fide aliiſque virtutibus apud nos teſtimonia fidedigna commendant, conſiderationis noſtræ oculos dirigentes, & ſperantes eandem civitatem & vos ſub provida regiminis ejus cura ſtatus incrementa proſperi ſuſcepturos, ipſum Guiraudum *noſtrum in civitate præfata Vicarium*, uſque ad unum annum à data præſentium numerandum, ad gagia Vicariis, qui civitatis ejuſdem regimen exercuerunt, pro tempore ſolita exhiberi, litterarum noſtrarum tenore conſtituendum duximus, ac etiam deputandum, ſibi omnia & ſingula, quæ ad hujuſmodi Vicariatus officium pertinent, libere exequendi, poteſtatem plenatiam concedentes. Quocirca univerſitati veſtræ per apoſtolica ſcripta mandamus, quatenus memorato Guiraudo *tanquam Vicario noſtro in eadem civitate* in omnibus, quæ ad hujuſmodi Vicariatus officium pertinent, *pareatis humiliter ac efficaciter intendatis;* ita quod ipſe in commiſſo ſibi hujuſmodi officio ad honorem noſtrum & ipſius Eccleſiæ, ac proſperum ſtatum veſtrum, exercere ſe poſſit utiliter, & nos *devotionis veſtræ promptitudinem* commendare merito valeamus. Alioquin *pœnas*

& ſententias, quas ipſe rite tulerit ſeu ſtatuerit in rebelles, ratas habebimus, & faciemus auctore Domino uſque ad ſatisfactionem condignam inviolabiliter obſervari.

Dat. ut ſupra.

N.° 5.

Lettres d'Innocent VI. antérieures à l'hommage des Avignonois au S. Siége, qui confirment Raimond Berenger dans la Viguerie de cette Ville pour la ſeconde année.

INNOCENTIUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI.

Dilectis filiis univerſitati civitatis Avinionenſis, ad nos & Romanam Eccleſiam immediate ſpectantis, ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

DE ſtatu veſtro proſper dirigendo propenſior nos cura ſollicitat, & inſtantia cujuſdam peculiaris affectus attentius cogitare compellit. Attendentes igitur, quantum dilectus filius nob. vir. Berengarius Raymundi miles Avinionenſis diœc. *Vicarius noſter* 1 Déc. 1354.

in temporalibus in civitate noſtra, ad nos & Rom. Eccleſiam immediate ſpectante, in officio Vicariatus in dicta civitate pro uno anno proxime præterito, *auctoritate noſtra ſibi commiſſo*, ſe laudabiliter habuit; & virtutibus ſuis debita conſideratione penſatis, ſperantes, quod ipſe in eo ſe laudabilius gerere debeat in futurum, eundem militem *Vicarium noſtrum in temporalibus in civitate prædicta*, pro alio uno anno à data præſentium in antea computando, fieri auctoritate noſtra mandavimus & fecimus ordinari. Cum autem, ſicut accepimus in civitate ipſa ex privilegio vel ſtatuto aut conſuetudine ſeu conventionibus obſervetur, quod nullus, qui in dicta civitate pro uno anno Vicariatus officium geſſerit, pro alio uno anno immediate ſequenti poſſit hujuſmodi officium gerere in eadem; nos *devotionem, quam ad nos & eandem Eccleſiam geritis*, favorabiliter proſequentes, per receptionem dicti militis ad idem officium pro hujuſmodi alio uno anno, cujuſmodi receptionem intelleximus de noſtro beneplacito proceſſiſſe, prædictis & quibuſcumque aliis privilegiis, ſtatutis conſuetudinibus & conventionibus noſtris nullum volumus præjudicium generari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ voluntatis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit indignationem omnipotentis Dei & bea-

torum Petri & Pauli apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum.

Datum Avinione kalend. decembris pontificatûs noſtri anno ſecundo.

N.° 6.

Autres lettres d'Innocent VI. également antérieures à l'hommage des Avignonois, qui confirment le même Berenger de Raymond dans la Viguerie d'Avignon pour la troiſiéme année.

INNOCENTIUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI.

Dilectis filiis univerſitati civitatis Avinion. ad nos & Romanam Eccleſiam immediate ſpectantis, ſalutem & apoſtolicam benedictionem.

DUDUM, videlicet kalend. decembris pontificatûs noſtri anno II, dilectum filium nob. virum B. Raymundi militem Avinion. diœc. Vicarium noſtrum in temporalibus *in civitate noſtra Avinion. ad nos & Romanam Eccleſiam immediate ſpectante*, in qua per unum annum tunc immediate præteritum 13 Déc. 1355.

Vicariatus officium auctoritate noſtra ſibi commiſſum exercuerat, pro alio uno anno ex tunc in antea ſecuturo ſibi auctoritate noſtra mandavimus & fecimus ordinari; & voluimus quod per receptionem dicti militis ad idem officium, quæ dicebatur de voluntate quoque noſtra procedere, privilegio vel ſtatuto, aut conſuetudini ſeu conventionibus noſtris, quibus in civitate ipſa dicebatur, prout dicitur obſervari, quod nullus qui in dicta civitate pro uno anno hujuſmodi Vicariatus officium geſſiſſet, pro uno alio anno immediate ſequenti poſſet hujuſmodi officium gerere in eadem, nullum præjudicium generaretur, prout in noſtris inde confectis litteris plenius continetur. Cum autem nos attendentes, quantum idem miles pro duobus hujuſmodi annis præteritis proxime in officio ipſo ſe laudabiliter habuit, & virtutibus ſuis debita conſideratione penſatis, ſperantes quod ipſe in eo ſe laudabilius gerere debeat in futurum, ipſum *Vicarium noſtrum in temporalibus in civitate prædicta* pro alio uno anno à data præſentium in antea ſecuturo, fieri auctoritate noſtra mandavimus & fecimus ordinari. Nos per receptionem dicti militis ad hujuſmodi officium pro eodem alio uno anno cujuſmodi receptionem intelleximus etiam de beneplacito noſtro procedere, prædictis & quibuſcumque aliis privilegiis, ſtatutis conſue-

tudinibus & conventionibus noſtris, nullum volumus præjudicium generari. Nulli ergo, &c. ſi quis, &c.

Datum Avinione idibus decembris pontificatûs noſtri anno tertio.

N.° 7.

Donations de Guillaume III. & de Guillaume V. Comte de Forcalquier, de la ſouveraineté d'Avignon, aux Conſuls & au Peuple de cette Ville.

In nomine Domini noſtri Jesu Christi
Anno ab incarnatione ejuſdem 1206, ſcilicet
quarto nonas julii.

Ego Guillelmus Dei gratia comes Forcalquerii, filius domini Bertrandi eadem gratia quondam comitis Forcalquerii, & filius dominæ Jauſſerandæ uxoris ejuſdem, de mea bona & ſpontanea voluntate confiteor, & ita verum eſſe cognoſco, tibi Guillelmo Præpoſito eccleſiæ Avinion. & per te Roſtagno ejuſdem eccleſiæ Epiſcopo, & vobis Conſulibus Avinion. in mea præſentia conſtitutis, ſcilicet Raymundo de Foz, Guillelmo de Ferreoli, Chaſbaldo de Jocas, Pontio de Codaleto, Guillel- 4 juil. 1206.

mo Raymundo de Maillana, & Iſnardo Aldegario tunc temporis in civitate Avinion. judice exiſtente; vos & omnes anteceſſores veſtros Conſules Avinion. in toto populo Avinion. & in toto territorio ejuſdem civitatis, plenum poteſtativum, plenam dominationem, plenam etiam juriſdictionem, & omnimodam dominandi libertatem, quam quilibet magiſtratus habere ſeu exercere debent vel poſſunt, per ſeptuaginta annos, & eos amplius habuiſſe, & tenuiſſe, & exercuiſſe. Hanc autem dominandi poteſtatem, & juriſdictionem, & pleniſſimam libertatem vos credo, & vobis confiteor de jure habere debere, & anteceſſores veſtros de jure habere debuiſſe, & exercuiſſe; tum quia credo, & vobis confiteor, bonæ memoriæ avum meum dominum Guillelmum comitem Forcalquerii, cujus corpus in venerabili cœmeterio eccleſiæ beatæ Mariæ Avinion. requieſcit, ita ſicut ſuperius dictum eſt, Epiſcopo tum temporis exiſtenti & anteceſſoribus veſtris donaſſe & conceſſiſſe, tum quia vos & anteceſſores veſtros tempore tam longævo in modum ſupraſcriptum ſcio plenarie & abſque omni querela, & abſque omni contradictione, in pace & quiete, plenam dominationem, plenum poteſtativum, plenam etiam juriſdictionem, & omnimodam libertatem habuiſſe & tenuiſſe, pleniſſime in tota civitate Avinion. & ejus territorio exercuiſſe.

Hinc eſt, quod ego primo dictus Guillelmus Dei gratia comes Forcalquerii conſiderans & attendens, quanta & quam devota affectione anteceſſores mei civitatem & populum Avinionenſem dilexerunt; conſiderans etiam & attendens, quam bonam & quam liberam fidelitatem anteceſſores veſtri mihi & anteceſſoribus meis, & quanta & quam magna ſervitia exhibuerunt; per me, & per omnes ſucceſſores meos Epiſcopo Avinionenſi & ejus ſucceſſoribus, & vobis Conſulibus Avinionenſibus & omnibus ſucceſſoribus veſtris, *pleniſſimam libertatem, poteſtativum, dominationem, juriſdictionem*, ſicut huc uſque habuiſtis in tota civitate Avinionenſi & ejus territorio, & nunc habetis, remota omni fraude & dolo, per hanc ſcripturæ paginam *in perpetuum concedo, laudo, atque confirmo.*

Præterea vobis Guillelmo ſæpefato Præpoſito, & per vos Epiſcopo Eccleſiæ Avinionen. & vobis ſupraſcriptis Conſulibus, & per vos omnibus in Conſulatu Avinionen. in futurum vobis ſuccedentibus, per me & per ſucceſſores meos ego Guillelmus Dei gratia ſæpefatus comes Forcalquerii per ſtipulationem promitto, nullo unquam tempore contra hanc laudationem, conceſſionem & confirmationem vobis à me factam, per me vel per interpoſitam perſonam, aliquo excogitato ingenio

venturum. Promitto etiam vobis, nihil me facturum vel dicturum cum aliqua perſona vel cum aliquibus perſonis, quominus confeſſio, laudatio & confirmatio vobis à me factæ, ratæ, firmæ & irrevocabiles, perpetuis temporibus perſeverent. Excipio tamen mihi & illis, qui in comitatu Forcalquerii voluntate mea ſucceſſerint, ut Conſules Avinionenſes contra quos debent, ſicut conſueverunt, cavalcatas faciant. Si quis vero ſine mea voluntate comitatum Forcalquerii, vel partem ejus habuerit, hujuſmodi cavalcatis illum vel illos indignum vel indignos eſſe judico, & illi vel illis ex parte Dei, & mea vos Conſules Avinion. cavalcatas facere prohibeo; immo immunes à jam dictis cavalcatis vos & civitatem veſtram omnino eſſe volo & mando. Promitto etiam vobis Præpoſito, & per vos Epiſcopo Avinionen. & Conſulibus ſupra memoratis, me nunquam cavalcatas vel jus cavalcatarum alicui aliorum dominorum civitatis veſtræ venditurum, donaturum ſeu permutaturum, vel alia excogitata alienationis ſpecie conceſſurum. Noviſſime homines Avinionen. per totam terram meam, pro omni poſſe meo, bona fide & ſine dolo, ſtando, eundo & redeundo defendam atque ſalvabo; ab omni exactione leidarum & pedagiorum liberos & immunes ſemper eſſe volo: & ſic me obſervaturum & cuſtoditurum per me & per omnes

nes ſucceſſores meos vobis prædictis Conſulibus per ſtipulationem promitto.

Ad majorem autem omnium ſupraſcriptorum firmitatem, & ut rata & firma & irrevocabilia à me & à meis vobis & ſucceſſoribus veſtris obſerventur, me nunquam contra ea vel aliquid eorum, quæ vobis confeſſus ſum laudavi, conceſſi & confirmavi, venturum, tactis ſacroſanctis Evangeliis, jurejurando vobis promitto. Et ne malitia hominum contra vos, vel contra ea quæ à me vobiſcum facta vel dicta ſunt, aliquid fraudis excogitari valeat, confeſſiones quas vobis feci omnimodo veras eſſe credens, eas ſacramento meo confirmo. Et ego in Dei nomine Bertrandus filius quondam domini Bertrandi Dei gratia comitis Forcalquerii, & filius dominæ Jauſſerandæ uxoris ejuſdem, frater etiam domini Guillelmi Dei gratia comitis Forcalquerii, idem per omnia & eodem modo, quo frater meus dominus Guillelmus comes Forcalquerii tibi Guillelmo præpoſito, & per te epiſcopo Avinion. & vobis conſulibus Avinion. ſupraſcriptis agnovit & confeſſus eſt, confiteor & agnoſco, & per omnia & omnibus modis confeſſionem, laudationem, promiſſionem & confirmationem omnium eorum, quæ dominus Guillelmus comes Forcalquerienſis frater meus vobis fecit, ego ſimiliter per hanc præſentis ſcripturæ paginam plenariè facio, & tactis ſacro-

ſanctis Evangeliis me, nullo unquam tempore, per mè vel per aliam quamcumque interpoſitam perſonam, aliquo excogitato ingenio, contra ea vel aliquid eorum, quæ in hac carta ſuperius continentur, venturum; ſed ea firmiter pro toto poſſe me ſervaturum, & cuſtoditurum, bona fide vobis promitto, & confeſſiones, quas vobis feci, omnimode veras eſſe credens, ſacramento meo eas confirmo.

Acta ſunt hæc in caſtro de Forcalquerio ſurſum, ſub plancato ante aulam, cujus oſtium reſpicit occidentem, quibus multi viri nobiles interfuerunt, videlicet Dragonetus, Arnaudus Flotta, Raymundus Oſatecha, & Raimbaldus fratres, Franco Doſa, Ricanus de Inſula, Bertrandus de Forcalquerio, Bertrandus Laugerius de Inſula, & Raymundus filius ejus, Guillelmus Arnulfus de Sigoyer, Iſnardus Præpoſitus Forcalquerii, & Fulco de Vedene.

Et ego Petrus domini Guillelmi comitis Forcalquerii notarius omnibus ſupraſcriptis teſtis interfui, & mandato ipſius domini comitis Forcalquerii, & domini Bertrandi fratris ejus, hanc cartam ſigillo ſuo plumbeo ſignavi, & ſigillo cereo ſigillavi, & huic inſtrumento ſubſcripſi, & ſignum meum appoſui.

N.° 8.

Donations de la Ville Epiſcopale d'Avignon, & de pluſieurs terres & îles adjacentes, faites aux Evêques & à l'Egliſe de cette Ville, par les Empereurs Louis le Débonnaire, Frideric I, Frideric II & Charles IV.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS FELICITER. AMEN.

Carolus IV, divina favente clementia Romanorum imperator ſemper auguſtus & Bohemiæ rex, ad perpetuam rei memoriam.

ETSI imperialis præeminentiæ generoſa ſublimitas erga fideles & devotos ſacri Romani imperii, & præcipue inclitos principes, qui ad ipſius decus & gloriam adornantur, jugiter nos moveat eſſe ſollicitos, ad honorem tamen omnipotentis Dei, cujus providentia nos quamquam immeritos, ſua ſuæ bonitatis dignatione, in apicem dignitatis Cæſareæ collocavit, erga principes Eccleſiaſticos, & ipſorum Eccleſias, & loca divino cultui mancipata, cordis noſtri & mentis intentio ferventius inflammatur, ut illis ſubmoveamus incommoda, profectus pro-

curemus, & commoda pacis, & quietis compendia miniſtremus, juſtiſque, & rationabilibus eorumdem Principum, & Eccleſiaſticarum perſonarum petitionibus annuamus & votis : inter quos & quas ſic erga eccleſiam Avinionen. quæ in veneratione glorioſiſſimæ & intemeratæ genitricis Dei Virginis Mariæ fundata ac Deo dicata dignoſcitur, & à chriſticolis devotis præ cæteris Eccleſiis devotiſſime frequentatur, & venerabilem Anglicum epiſcopum Avinion. principem conſiliarium & devotum noſtrum dilectum, oculum noſtræ conſiderationis erigimus; ſic eamdem Eccleſiam & ejus Antiſtitem ſpecialis devotionis & affectionis zelo proſequimur intimo, quoad ipſorum exaltationem ſtatus, honoris augmenta, & incrementa profectuum, ſinceris mentibus affectuoſius excitamur. Et ſanè ejuſdem venerabilis Epiſcopi ſupplex exhibita noſtræ majeſtati petitio continebat, quatenus ſibi & eccleſiæ ſuæ Avinion. privilegia infraſcripta à divis Ludovico, Friderico I & Friderico II, Romanis imperatoribus recolendæ memoriæ, necnon Privilegia, quæ ipſe Anglicus à noſtra celſitudine nuper obtinuiſſe dignoſcitur, ac omnia & ſingula contenta in ipſis, etiam jura, conſuetudines laudabiles, libertates, donationes, & gratias ipſius Avinion. Eccleſiæ, à dictis imperatoribus & regibus Romanorum prædeceſſoribus noſtris, & aliàs rite obtenta

ſeu obtentas, ratificare, approbare, auctorizare, confirmare, innovare, immo de novo concedere, auctoritate Cæſarea dignaremur. Quorum quidem Privilegiorum tenores diligenter per perſonas noſtræ Curiæ approbatas videri & examinari mandavimus, & per omnia in hæc verba ſequuntur.

Primi videlicet.

In nomine Domini nostri Jesu Christi.

« LUDOVICUS gratia Dei imperator au-
» guſtus. Si erga loca divinis cultibus mancipata,
» ob amorem Dei eorumque reverentiam, bene-
» ficia opportuna largimur, id nobis procul dubio
» ad æterna retributionis præmia capeſſenda profu-
» turum liquido credimus. Idcirco notum eſſe volu-
» mus cunctis fidelibus ſanctæ Dei Eccleſiæ, &
» noſtris, præſentibus ſcilicet & futuris, quia adiens
» ſerenitatem noſtri culminis, ſub introductu cu-
» juſdam fidelis noſtri Theodeberti comitis, qui-
» dam ſanctæ Avinionen. eccleſiæ epiſcopus nomine
» Remigius, noſtram flagitavit clementiam & auc-
» toritatem, quam priſtinis temporibus prædeceſ-
» ſori ſuo facere duximus, eandem noſtra confir-
» mare dignaretur majeſtas, quo firmior habeatur
» venturis temporibus. Quorum petitiones placide
» ſuſcipientes, per hujuſmodi noſtræ auctoritatis
» collationem reddimus Eccleſiæ ſuæ in honorem

» ſanctæ Mariæ Dei Genitricis dicatæ, quandam » Inſulam ſubtus Avinion. ſitam, quæ terminatur » ex una parte Rhodano diſcurrente, & altera Sur- » gilione, atque ad Vedrerras, cum omnibus ap- » pendiciis ſuis uſque in exquiſitum; atque ex portu » ejuſdem civitatis tertiam partem præfatæ Eccleſiæ » per hujus noſtræ pietatis donum concedimus: » quatenus ex iis omnibus ſuptadictis rebus faciant » rectores ejuſdem Eccleſiæ, cui nunc præeſſe di- » gnoſcitur Remigius venerabilis epiſcopus, quid- » quid facere & diſponere voluerint, abſque ali- » cujus contradictione vel repetitione ſeu aliqua » injuſta refragatione. Et ut hæc noſtræ poteſtatis » inſtitutio futuris temporibus firma permaneat, » atque inconvulſam obtineat firmitatem, manu » propria ſubter eam firmavimus, & annulo noſtro » ſigillari juſſimus. Signum † piiſſimi Ludovici » Auguſti. Gemerius notarius ad vicem domini » Alexandri archicancellarii recognovi. Datum » XIV. kalen. novemb. anno VII regni Ludovici » piiſſimi auguſti, Indict. XI. Actum Viennæ publice » in Dei nomine feliciter. Amen.

Secundi vero tenor.

IN NOMINE DEI ÆTERNI ET SALVATORIS NOSTRI JESU CHRISTI.

« LUDOVICUS divina ordinante Provi-

» dentia imperator auguſtus. Si fidelium noſtro-
» rum petitionibus pie & grataniter annuimus,
» maximum nobis retributionis apud Deum fruc-
» tum profuturum credimus, atque fidelium noſ-
» trorum devotione magis magiſque roborati con-
» fidimus. Itaque omnium fidelium ſanctæ Dei Ec-
» cleſiæ ac noſtrorum, præſentium videlicet & fu-
» turorum, comperiat magnitudo, quia adientes
» ſerenitatem noſtræ eximiæ pietatis quidam ſpec-
» tabilis vir & propinquus noſter, necnon & bonus
» nobis Hugo comes, atque etiam Thubertus fide-
» lis noſter, noſtram ſublimitatem humiliter poſ-
» tularunt, ut quandam villam Bitorritam nomine,
» cum ſuis omnibus, quæ dici ac nominari poſſent,
» ad eandem villam ex antiquitate juſte & legaliter
» pertinentibus, ſitam in comitatu Avinionenſi,
» ſeu etiam medietatem de deſcenſu Rhodani, cui-
» dam epiſcopo fideli noſtro Remigio nomine,
» cum univerſis adjacentiis ejus concederemus.
» Quorum precibus propter diuturnum famulatum
» ab ipſis ſinceriſſime exhibitum libentiſſime annuen-
» tes, hos noſtræ ſublimitatis apices fieri cenſuimus,
» per quos memoratam villam cum omnibus rebus
» ibidem pertinentibus, ad ſupradictam Avinio-
» nenſem eccleſiam, in honorem ſancti Stephani
» conſecratam, propter remedium animæ noſtræ
» ſubjectam eſſe ſtatuimus, & jure perpetuo ſub-

» integritate confirmare ſtuduimus : ut deinceps » omni tempore ſupradictus Remigius epiſcopus, » & omnes pontifices Eccleſiæ Avinion. exinde or- » dinare quidquid rationabiliter decreverint, per- » petualiter ratam habeant privilegii noſtri aucto- » ritatem, abſque cujuſlibet ſubtractionis dumtaxat » injuria ſeu injuſtæ repetitionis calumnia. Hoc au- » tem noſtræ immunitatis præceptum, ut inviola- » bilem obtineat firmitatem, more imperiali ſubtus » firmavimus, & annulo noſtro illud juſſimus ſigil- » lari. Signum † Ludovici ſereniſſimi auguſti. » Gernerius notarius ad vicem Alexandri archican- » cellarii recognovi. Datum XVII. kal. junii, Indict. » XIV, anno IX, regni domini Ludovici piiſſimi » imperatoris. Actum Viennæ in Dei nomine feli- » citer. Amen.

Tertii vero, videlicet Friderici I, ſub bulla aurea, tenor ſic ſequitur.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

« FRIDERICUS divina favente clementia im- » perator ſemper auguſtus. Quandocumque noſtræ » imperialis donationis vel corroborationis pie ex- » poſcitur ſuffragium, celeri effectu eſt attribuen- » dum; & ſi in iis expoſcitur, quæ durare perpetuo vi- » dentur, litteris eſt etiam adnotandum, ne prolixitas » temporum poſteris hoc dubium reddat vel incer-

» tum. Omnibus igitur tam futuris quam præſentibus
» Chriſti imperiique noſtri fidelibus notum eſſe volu-
» mus, qualiter nos Gaufredum venerabilem Avenicæ
» civitatis epiſcopum ad Curiam noſtram venientem
» benigne ſuſcepimus, honorifice tractavimus, ac
» accepta ab eo debita fidelitate & hominio, de
» omnibus regalibus ſive poſſeſſionibus vel juſtitiis,
» quas Avinionenſis eccleſia largitione Regum vel
» Imperatorum vel oblatione fidelium legitime viſa
» eſt hactenus poſſidere, plenarie inveſtivimus. Con-
» ceſſimus itaque præfato Gaufredo epiſcopo, & per
» eum omnibus ſucceſſoribus ſuis in perpetuum,
» villam videlicet, quæ Epiſcopalis vocatur, infra
» muros Avenicæ civitatis, & medietatem de deſ-
» cenſu Rhodani, & tertiam partem portus prædictæ
» civitatis, & inſulam ſubtus Avinionem ſitam, quæ
» ab oriente terminatur rivulo Surgilione, ab oc-
» cidente vero Rhodano diſcurrente; & quidquid
» à nobis habet vel habere debet in territorio præfatæ
» civitatis, in terris cultis & incultis, vineis, aquis,
» aquarumque decurſibus, mercatis, naulis, thelo-
» neis, caſtellis, villis, vicis, areis, ſervis, ancillis,
» tributariis, foreſtibus, ſilvis, venationibus, mo-
» lendinis, campis, pratis, paſcuis & paludibus,
» quarum quædam propriis duximus experimenda
» vocabulis: villam Bittoritæ cum omnibus appen-
» diciis ſuis; Caſtrum novum cum appendiciis ſuis:

» Caſtrum de Novis cum appendiciis ſuis; villam
» de Agel cum appendiciis ſuis. Hæc ſupradicta om-
» nia & ſubtus notata damus & confirmamus Gau-
» fredo Avinionenſi epiſcopo & Eccleſiæ ſuæ, ſalva
» per omnia imperiali juſtitia. Nulla in his infeſtatio
» tyrannorum ſæviat, nulla poteſtas per violentiam
» irruat, ſed ſolus Epiſcopus habeat in omnibus ple-
» nariam juriſdictionem. Præterea imperiali aucto-
» ritate per omnem epiſcopatum interdicimus, ut
» non liceat alicui homini, Eccleſiaſticæ perſonæ,
» vel ſæculari, maſculo vel fœminæ, eorum quæ
» Avinion. eccleſia modo poſſidet vel in poſterum
» poſſederit, aliquid vendere vel alienare, vel in
» alienum dominium transfundere, ſeu etiam relin-
» quere, vel in feudum conſtituere, ſine conſilio vel
» permiſſione Avinionenſis epiſcopi & ſucceſſorum
» ſuorum. Sit itaque præfatus Epiſcopus cum ſupra-
» dictis omnibus poſſeſſionibus ab omni extranea &
» iniqua ſecurus poteſtate; verum in noſtra impe-
» riali ditione immobilis ſemper permaneat. Ut au-
» tem huic noſtræ confirmationi nihil ad perfectio-
» nem valitudinis deeſſe poſſit, præſentem inde
» paginam conſcribi, & aurea bulla noſtra inſignari
» juſſimus, adhibitis idoneis teſtibus, quorum no-
» mina hæc ſunt: Humbertus Biſuntinen. archie-
» piſcopus, Odo Valentinen. epiſcopus, Marth. dux
» Lotharingiæ, comes Uldaricus de Vocemburgh,

» Hugo de Tajeſburgh, comes Stephanus, Wal-
» cherus de Salino, Odo Campanienſis. Signum †
» domini Friderici Romanorum imperatoris invi-
» ctiſſimi. Ego Raynaldus cancellarius vice Stephani
» Viennen. archiepiſcopi & archicancellarii reco-
» gnovi. Datum Bizuntii IX kal. decemb. Indict. V,
» anno dominicæ incarnationis MCLVII. regnante
» domino Fridetico Romanorum imperatore glo-
» rioſiſſimo, anno regni ejus VI, imperii vero III.

Tenores etiam privilegiorum ejuſdem Friderici I, ſub Sigillis in hæc verba ſequuntur.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

«FRIDERICUS divina favente clementia
» Romanorum imperator ſemper auguſtus. Impe-
» ratoriam decet majeſtatem eorum, qui devoti
» ac fideles imperio exiſtunt, precibus aurem ſuæ
» pietatis accommodare, & quæ ipſorum uſibus
» profutura noſcuntur, tam præſentialiter quam in
» futurum, munifica largitate confirmare. Ea propter
» noverit imperii noſtri fidelium præſentium ac ſe-
» quentis ævi univerſitas, quod nos, pro petitione
» dilecti noſtri Gaufridi venerabilis Avinion. epiſ-
» copi, ipſam Avinion. eccleſiam, & univerſas
» poſſeſſiones ejus, ſub noſtræ imperialis defenſionis
» tuitione recepimus, ac præſentis ſcripti cautione
» ſtatuimus, quatenus Regalia, quæ idem Epiſcopus

» aut ſucceſſores ejus ab imperiali ſerenitate obti-
» nent, nullius laïcæ perſonæ juriſdictioni ſubponan-
» tur, ſed libera & quieta poſſeſſione ſicut hactenus
» ab imperatoriæ dignitatis excellentia teneantur.
» Cenſuimus etiam, ut ſi qui ſint, qui feuda Eccleſiæ
» per manum Epiſcopi ejuſdem tenent, & ipſum
» atque Eccleſiam ejus læſerint ſeu lædentibus opem
» vel conſilium tribuerint, aut ipſum in adverſitate
» poſitum adjuvare pro debito noluerint, ſive erga
» ſucceſſores ſuos in ſimili culpa deprehenſi fuerint,
» liceat ei, ſuiſque ſucceſſoribus, ſi ſemel, ſecundo,
» ac tertio commoniti ſatisfacere noluerint, eadem
» feuda, quibus non legitime utuntur, præſenti
» noſtræ authoritatis præcepto, ab ipſis retrahere,
» & ſuis ea & Eccleſiæ uſibus applicare. Illos etiam,
» qui feuda ipſius Eccleſiæ detinent, & infra tempus
» legibus ſtatutum, id eſt annum & diem, venire
» & inveſtituram petere, atque hominium Epiſcopo
» præſtare noluerint, noſtra juſſione ab eiſdem feudis
» cadere, ipſaque ad Epiſcopi & Eccleſiæ uſum
» redire. Statuimus univerſaliterque prohibemus,
» ne quiſquam feudum, quod ab ipſa Eccleſia tene-
» tur, alteri Eccleſiæ, aut alicui venerabili loco
» contradere præſumat, abſque epiſcopali conceſ-
» ſione; & ſi uſurpatum eſt, aut de cetero factum
» fuit, caſſum fore judicamus. Decernimus quoque,
» ut ſi feudaliter inveſtitus morte ſeu alio caſu feu-

» dum amittere contigerit, & in recta linea deſcen-
» dentes, ut ſunt filii aut filiæ vel ex eis geniti,
» defuerint, ex latere deſcendentes, velut fratres
» parerni ſive alii ex tranſverſa linea conſtituti, eadem
» feuda nullatenus obtinere valeant, abſque Epiſ-
» coporum benefica largitione. Si qui forte ex talibus
» ea occupaverint, nullatenus ea deinceps poſſideant
» ſine ipſorum collatione. Sane ſi patribus mortuis,
» filii, qui eis in feudo ſucceſſetunt, etiam defun-
» cti fuerint, & eo modo feuda ad matres devoluta,
» auctoritate noſtra inhibemus, ne matres, dotis
» aut donationis ſeu aliquo alienationis genere, ipſa
» ad ipſas transferant, ſed poſt mortem ipſorum Epiſ-
» copo atque Eccleſiæ ſine omni diminutione reſti-
» tuantur : idem etiam de patribus in ſimili caſu
» obſervetur. Præterea interventu dilecti noſtri Ar-
» noldi Colonien. eccleſiæ electi & Italiæ archican-
» cellarii, quo mediante hujus privilegii noſtri
» contulimus donationem, largiti ſumus eidem
» Avinionenſi epiſcopo ſuiſque ſucceſſoribus juriſ-
» dictionem infra Epiſcopatum ſuum ſtatuendi pu-
» blicum tabellionem ſive notarium, qui ſua ordi-
» natione ſtatutus publica inſtrumenta conficiat in
» perpetuum valitura, & hujus juriſdictionis officium
» cui voluerit convenienti perſonæ, ſive laïco ſive
» clerico, committat. Hæc videlicet omnia præno-
» minata Aven. venerabili epiſcopo ejuſque ſuc-

» ceſſoribus perpetua lege ſervanda ſtabilimus ;
» ſtatuentes, ut ulla eccleſiaſtica ſæculariſve perſo-
» na, major ſeu minor, hujus noſtræ præceptionis
» confirmationem ullatenus infringere præſumat.
» Quod ſi quis eam auſu temerario violare attenta-
» verit, ſexaginta libras auri optimi componat,
» medietatem noſtræ cameræ, medietatem vero
» ſæpe memorato fideli noſtro Epiſcopo. Ut autem
» hæc omnia futuris omnibus ſæculis rata & incon-
» vulſa permaneant, præſentem paginam manu
» propria roborantes, ſigillo noſtro juſſimus inſi-
» gniri. Signum † domini Friderici Romanorum
» imperatoris invictiſſimi. Ego Arnoldus ſanctæ
» Colonienſis eccleſiæ electus, & Italiæ archican-
» cellarius recognovi. Datum X. kal. julii anno
» domini 1161, Indict. IX, anno domini Friderici
» glorioſiſſimi Romanorum imperatoris regni X,
» Imperii VII. Acta ſunt hæc apud novam Laudam.

In nomine Domini. Amen.

« FRIDERICUS Dei gratia Romanorum impe-
» rator ſemper auguſtus, clero, conſulibus, &
» univerſo populo Avinionenſi, gratiam ſuam &
» omne bonum. Devotionis veſtræ fidelitas, quan-
» tum nobis obſequio ſubjiciatur, ex relatu dilecti
» noſtri G. Avinionenſis epiſcopi ſatis didicimus,
» & multoties effectu proſequente ſenſiſſe memi-

» nimus. Quamobrem de laudabilibus obſequiis &
» larga devotione vobis gratias referentes, de eo
» nihilominus grates referimus, qui eundem Epiſ-
» copum, ſicut ipſe aſſerit, & ejus Eccleſiam ſincere
» diligitis, & congruis obſequiis favorabiliter ho-
» noratis. Nos enim Epiſcopum & Eccleſiam, ſicut
» jam dudum ſub noſtra protectione ſuſcepimus, ita
» & adhuc perpetua defenſione tenemus; & neque
» hactenus conceſſimus, neque in poſterum conce-
» demus, quod epiſcopus vel eccleſia Avinionenſis
» alicujus eccleſiaſticæ vel ſæcularis perſonæ domi-
» nio vel poteſtati debeat in temporalibus ſubja-
» cere, niſi nobis tantum, noſtriſque ſucceſſoribus
» imperatoribus & regibus Romanorum. Ad hæc
» præterea duximus adnectendum, quod jura, di-
» gnitatem quoque, ac libertatem, quam habere
» civitas conſuevit, ei perpetuo volumus conſervare,
» nec ullo unquam tempore eorumdem diminutio-
» nem Deo volente fieri patiemur. Nihilominus
» vero ſcire vos volumus, quod precibus & inter-
» ventu chariſſimi noſtri Avinionen. epiſcopi, quia
» ad mandatum noſtrum venire contempſiſtis; vobis
» ad præſens remittimus. In præſentiarum vero ſta-
» tuimus & perpetua ſtabilitate jubemus, ut in rebus
» & poſſeſſionibus ipſius Epiſcopi & Eccleſiæ ſuæ ne-
» mini liceat in ædificiis, ac theloneis, ſive pedagiis,
» aut aliis quibuſlibet modis, aliquid novum facere

» vel inſtituere, ſine Epiſcopi vel Eccleſiæ ſpontanea
» conceſſione. Quod ſi quis facere tentaverit, omni
» jure & ſtabilitate carere cenſemus, & noſtram ira-
» cundiam cum gravi pœna ſe noverit incurſurum.

Item » FRIDERICUS Dei gratia Romanorum
» imperator ſemper auguſtus, fidelibus ſuis clero
» Avinionenſi, conſulibus, & militibus, & populo,
» gratiam ſuam & omne bonum. Per praſentes
» noſtræ majeſtatis apices veſtræ univerſitati ſignifi-
» camus, quod remoto omni dubio apud vos certum
» eſſe debet, quod epiſcopum veſtrum Gaufridum
» pro ſinceritate fidei ſuæ, quam circa nos ad ho-
» norem imperii operum exhibitione declaravit,
» ſicut dilectum & honeſtum principem noſtrum
» arctius amplecti, fovere & amplius honorare de-
» crevimus: utpote cujus perſonam, cujus honorem,
» cujus Eccleſiam, cujus poſſeſſiones univerſas, au-
» ctoritate noſtri privilegii communivimus. Pro cer-
» to itaque ſcire debetis, quod nos & eccleſiam Avi-
» nionenſem cum omnibus caſtris, & villis, & cæteris
» poſſeſſionibus intus & foris, pro honore & ſervi-
» tio imperii, ad manus noſtras ſpecialiter ita in-
» tegre volumus retinere & conſervare, quod nun-
» quam alicujus dominio, niſi tantum noſtro,
» noſtrorumque ſucceſſorum Regum & Imperato-
» rum ea ſubjiciemus. Præcipimus igitur modis
» omnibus prohibendo, ne ſuper Pontem Malipaſ-
» ſus,

» ſus, quem nos Epiſcopo fideli noſtro conceſſimus
» & confirmavimus, aliquas munitiones ædificare
» abſque voluntate & conſilio Epiſcopi aliquis præ-
» ſumat, nec in poſſeſſionibus ejus aliquid de novo
» quiſquam conſtituere audeat. Inhibemus etiam
» imperiali auctoritate, ne paludes Epiſcopi, quæ
» ſunt circa villam Bittoritam, & villulam de
» Agello, & circa caſtrum de Novis, aliquis au-
» deat exſiccare, vel in eis laborare, abſque Epiſ-
» copi voluntate; & ſi aliquid ex iis contra volun-
» tatem Epiſcopi factum eſt, nullius momenti ha-
» beatur. Si quis autem prædictum Epiſcopum,
» vel ejus Eccleſiam, vel poſſeſſiones inquietare
» vel gravare præſumpſerit, mandamus veſtræ om-
» nium fidelitati rogantes & præcipientes, quate-
» nus vice noſtra conſilium & auxilium Epiſcopo
» fideliter præbeatis, & in omnibus manuteneatis.

Item « FRIDERICUS Dei gratia Romanorum
» imperator auguſtus. Conſuevit imperatoria ma-
» jeſtas eos, quos diſcretos & Imperio magis fideles
» & devotos aſpexit, propenſius diligere, & fidei
» illorum, plura committere, ac ipſorum merita
» dignis, ubi fuerit opportunum, beneficiis remu-
» nerare. Noverint igitur imperii noſtri fideles tam
» futuri quam præſentes, quod nos attendentes
» prudentiam, conſtantiam & fidelitatem, quibus
» dilectus ac fidelis noſter Pontius Avinionenſis

» eccleſiæ venerabilis epiſcopus conſpectui noſtræ
» majeſtatis complacere meruit, Judæos in ſua ci-
» vitate manentes, qui ſpecialiter ad cameram noſ-
» tram pertinere dignoſcuntur, ut ex noſtræ tui-
» tionis patrocinio magis ſecuri & defenſi debeant
» conſiſtere, eos utique, qui vel nunc ibidem re-
» periuntur, vel in futurum illic habitare decre-
» verint, eidem fideli noſtro Pontio Avinionen.
» epiſcopo committimus, ut ipſe eis vice noſtra
» præſit, & ſtudeat eos omnimode fovere, manu.
» tenere, & ab omni violentia defenſare. Quod
» ea prorſus intentione facimus, ut ipſos Judæos à
» vexationibus Comitum, Nobilium, & quorum-
» libet aliorum vexationibus liberemus, & nos vi-
» cis noſtræ cuſtodiam ſuper ipſos Judæos de manu
» prædicti Epiſcopi requirere habeamus, ſi bene,
» rationabiliter & benigne eos non ſervaverit.

» Præterea ex noſtra dignitatis munificentia con-
» cedimus eidem Pontio epiſcopo, & per eum ſuis
» in perpetuum ſucceſſoribus, Portum, & plena
» jura portus in fluvio Durantia, à loco qui voca-
» tur Rometa uſque ad Rhodanum; & hoc ex parte
» illius caſtri, quod vocatur Barbentana, & ex parte
» Avinionis uſque ad Sorgentilium; ita quod infra
» hos terminos, quocumque prædictum flumen
» brachia ſua extenderit, liceat Epiſcopo portum
» facere ubicumque voluerit: ea tamen conditione,

» quod commeantes illic in tranſitu non graventur,
» ſed conveniens paſſagium ſive naulum, & tolera-
» bile à tranſeuntibus accipiatur. Quod ſi quis in
» hoc commiſſo noſtro, aut in hac donatione noſtra,
» prædicto fideli noſtro Epiſcopo aliquam moleſ-
» tiam ſeu violentiam intulerit, noverit ſe majeſta-
» tis noſtræ offenſam & indignationem graviter
» incurriſſe, & pro pœna quadraginta libras auri
» puriſſimi compoſiturum, quarum media pars fiſco
» imperiali, media præfato Epiſcopo vel ejus ſuc-
» ceſſori, quiſquis ille pro tempore fuerit, perſol-
» vatur. Ad cujus rei memoriam & certam obſer-
» vationem, præſentem cartam fecimus conſcribi,
» & majeſtatis noſtræ ſigillo roborari, ut firma
» teneat; ſalva imperiali juſtitia. Datum apud caſ-
» trum Montilium Adimari, anno dominicæ Incar-
» nationis 1178, Indict. XI, 3 non. auguſti menſis.

Tenor vero confirmationis à Friderico II. ſuper privilegio avi ſui Friderici I, ſequitur in hæc verba.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

« FRIDERICUS II, divina favente clementia
» Romanorum imperator ſemper auguſtus, Hieru-
» ſalem & Siciliæ rex. Imperialis excellentia tunc
» præcipue ſui nominis titulos ampliat, tunc officii
» ſui debitum reddit cum fœnore Deo vivo, cum
» loca Deo dicata & perſonas eccleſiaſticas pio fa-

» vore tuetur, & juſtas earum favorabiliter peti-
» tiones exaudit, ejus intuitu.... per quem præeſt
» Principibus terræ. Ea propter notum fieri volu-
» mus univerſis Imperii fidelibus tam præſentibus
» quam futuris, quod Bernardus venerabilis Avi-
» nionenſis epiſcopus dilectus fidelis noſter quod-
» dam privilegium avi noſtri divi imperatoris
» Friderici memoriæ recolendæ Eccleſiæ ſuæ quon-
» dam clementer indultum, noſtro culmini præ-
» ſentavit, humiliter ſupplicans & devote, ut ipſum
» innovare, & omnia quæ continentur in eo confir-
» mare de noſtra gratia dignaremur : cujus tenor
» per omnia talis eſt.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

» FRIDERICUS divina favente clementia
» Romanorum imperator auguſtus. Quandocum-
» que noſtræ imperialis donationis, &c. » (Per omnia, prout ipſum privilegium Friderici I præſcribit, cujus tenor de verbo ad verbum præſentibus eſt inſertus, & poſt hæc ſequitur).

« Nos itaque, qui Deum habemus præ oculis, &
» perſonas eccleſiaſticas ac eccleſiaſtica loca ipſius
» intuitu & humanitate nobis ſuggerente fovemus,
» attendentes fidem puram & devotionem ſinceram,
» quam dictus Bernardus epiſcopus ad majeſtatis
» noſtræ perſonam & ſacrum Imperium habet, ip-

» ſius quoque ſupplicationibus inclinati, privilegium
» divi imperatoris Friderici avi noſtri memoriæ
» recolendæ indultum dictæ Eccleſiæ de verbo ad
» verbum inſeri juſſimus, omnia quæ continentur
» in eo de imperialis præeminentiæ gratia confir-
» mantes. Statuimus igitur & imperiali ſancimus
» edicto, ut nulla perſona alta vel humilis, eccle-
» ſiaſtica vel ſæcularis, prædictum B. Avinionen-
» ſem epiſcopum vel ſucceſſores ſuos, aut Avinionen.
» eccleſiam, contra præſentis privilegii noſtri tenc-
» rem, temere impedire vel moleſtare præſumat.
» Quod qui præſumpſerit, mille libras auri pro
» pœna componat, medietatem ſcilicet Cameræ
» noſtræ, & reliquam medietatem paſſis injuriam
» applicandam. Ut autem hæc noſtra innovatio &
» confirmatio perpetuam obtineat firmitatem, præ-
» ſens privilegium fieri, & bulla aurea typario
» noſtræ majeſtatis impreſſa juſſimus communiri.
» Hujus rei teſtes ſunt Siffridus Maguntin. archie-
» piſcopus, Bertoldus patriarcha Aquilejen. Her-
» mannus Herbipolen. L. Vormacien. R. Patavien.
» epiſcopi, Joannes Arelaten. archiepiſcopus,
» G. Valentinen. electus, B. dux Carinth. R. co-
» mes Provinciæ, B. marchio Montisferrati, & alii
» quamplures. Signum † domini noſtri Friderici II
» Dei gratia invictiſſimi Rom. imperatoris ſemper
» auguſti, Hieruſalem & Siciliæ regis.

» Acta ſunt hæc anno dominicæ Incarnationis » 1238, menſe ſeptembris, XII Indictione, impe- » rante domino noſtro Friderico II Dei gratia in- » victiſſimo Roman. imperatore ſemper auguſto, » Hieruſalem & Siciliæ rege, imperii ejus anno 18, » regni Hieruſalem XIII, regni vero Siciliæ XLI, » feliciter. Amen. Datum in caſtris in obſidione » Brixiæ, anno, menſe, & Indictione præſcriptis ».

Nos igitur ob unigeniti Filii Dei & intemeratæ genitricis ipſius Mariæ Virginis gloriam, & ejuſdem Principis noſtri virtuoſam induſtriam, conſtantiam fidei, & ſinceræ conſcientiæ puritatem, quibus ipſum virtutum meritis verbis operibus & exemplo clarere limpidius experimur, quem etiam præcedentis famæ celebris de ipſo fuerit vox teſtata; necnon puræ ipſius ſinceritatis affectum, quo ad imperatoriæ majeſtatis honorem in opportunitatibus noſtris omni benevolentiæ ſtudio promptum ſe reddidit hactenus placidum & acceptum; & ut ipſum in antea pro noſtris beneplacitis fortius annuamus, ſuis juſtis & rationabilibus ſupplicationibus annuentes, ipſum Epiſcopum pro tempore, & ejus eccleſiam Avinionen. & ipſorum bona quæ juſte poſſident & in antea aſſequentur, in noſtram & ſacri Imperii protectionem, tuitionem & ſalvamguardiam recipientes, prædicta privilegia noſtrorum prædeceſſorum in omnibus ſuis ſummis, tenoribus, punctis

& titulis, prout de verbo ad verbum ſunt inſerta : inſuper gratias, articulos atque puncta, ſuper quibus noſtræ majeſtatis litteras, cum additione certæ pœnæ, nuper eidem noſtro Principi, ſuis ſucceſſoribus & eccleſiæ Avinionenſi dediſſe meminimus, videlicet ut ipſe & iidem ſui ſucceſſores in caſtris Novarum, Barbentanæ, & aliis locis ad dictam eccleſiam Avinionen. ſpectantibus, in & ſub Imperio ſituatis, quotieſcumque & quando ipſis placuerit, monetam auri, argenti, & ex ære, incontaminatam, debitam & legalem, dativam & legitimam, juxta curſum patriæ, ſub figuris & caracteribus debitis, quæ legitimo pondere non fraudentur, cudendi effigiandi & faciendi plenam poteſtatem habeant ; & liberam facultatem magiſtros, cuſtodes monetarios & operarios ad opus ipſius monetæ rite creandi, deputandi, & omnia & ſingula faciendi & quomodolibet exercendi, quæ ad eamdem monetam pro utilitate reipublicæ neceſſaria fuerint ſeu etiam opportuna ; decernentes auctoritate Cæſarea omnes & ſingulos ad receptionem & uſum dictæ monetæ teneri : monetarios etiam magiſtros, cuſtodes & operarios per Epiſcopatum pro tempore debite faciendos, aliorum monetariorum noſtrorum ſub Imperio conſiſtentium miniſtris & conſortio aggregantes, juribuſque & libertatibus perfrui & gaudere volentes.

Item in villa caſtri de Novis eccleſiæ Avinionenſis, in qua forum hebdomadale die mercurii ſeptimanis ſingulis celebrari conſuevit, nundinas annuales in octava ſancti Michaelis incipiendas, & octo diebus continuis duraturas, annis ſingulis libere celebrandi, & eaſdem per omnis diſtrictus loca ſeu terras imperii publice indicendi ſeu edicendi, inſinuandi, & ubilibet prout expediens fuerit proclamandi, necnon nundinas ſupradictas in locum alium ſeu villam aliam Avinionen. eccleſiæ, ſeu tempus aliud, ubi & quando plus utilitati communi conveniat, & in aliorum locorum minus præjudicium vergi poſſit, tranſmutandi & libere transferendi, omneſque homines utriuſque ſexus ad prædictas nundinas cauſa mercandi, reſidendo, ſtando & redeundo una cum eorum mercibus, in noſtram & ſacri Imperii protectionem, ſecuritatem & tuitionem recepimus ſingularem.

Item portum ſalis in flumine & riparia Rhodani prope Caſtrum Novum Avinionenſis eccleſiæ, & in ipſius territorio faciendum, ita quod omnes & ſinguli ſal ducentes navigiis, & vehentes per flumen Rhodani ſupradictum, valeant ad portum hujuſmodi in riparia ipſa propinqua territorio Caſtri Novi libere applicare & ſal exonerare, & ad dictum Caſtrum Novum deducere, portare & vendere ibidem, vel alibi in partibus ubique Romano ſub-

jectis imperio, prout eis & eorum cuilibet ac utilitati reipublicæ melius & utilius videbitur expedire, abſque impedimento & requiſitione pedagii ſolutionis & exactionis cujuslibet, ſi quod vel ſi quæ in loco de Lercio aut alibi in ſuperiore parte fluminis ubicumque ſolitæ ſint exigi vel exſolvi.

Item omnes & ſingulos ſine fraude officiales ſervientes donatos & familiares, qui ſunt & erunt pro tempore, utriuſque ſexus, tam epiſcopi pro tempore & eccleſiæ Avinionenſis, quam etiam eccleſiaſticorum ſæcularium & regularium, monaſteriorum, & domuum religioſarum per dictam Avinionenſem diœceſim, etiamſi laicales perſonæ extiterint, ab omni cognitione & jurisdictione temporali, & domini temporalis & ejus officialium quorumcumque, in quibuſcumque cauſis civilibus vel criminalibus, de certa ſcientia, gratia ſpeciali, ac imperialis plenitudine poteſtatis eximimus: imperiali ſancientes edicto, quod ſi quis eorumdem ſive officiando vel non officiando delinquat, cognitio & punitio ad Epiſcopum & ejus ſucceſſores pro tempore, aut ad Vicarium & Officialem eorum, debeat in antea pertinere. Mandantes omnibus, & ſingulis cujuſcumque præeminentiæ, ſtatus, vel conditionis extiterint, ne quis dictum epiſcopum pro tempore, & eccleſiam Avinionenſem, aut perſonas, quas dictæ gratiæ concernere poterint,

contra earumdem litterarum tenorem & contentorum in eis, quomodolibet aggravent, impetant aut moleſtent, aut gravari & à quocumque impeti & moleſtari permittant, prout noſtram & ſacri Imperii indignationem, & pœnam in cujuslibet gratiæ & confirmationis privilegio & littera expreſſarum, cupiat evitare, prout in ſingulis litteris plenius continetur. Quæ quidem privilegia ſupradicta & noſtra, ac quæcumque prædeceſſorum noſtrorum & contenta in ipſis, univerſas etiam & ſingulas donationes, conceſſiones, indulta jura, juriſdictiones, altas & baſſas, libertates, conſuetudines laudabiles, immunitates, & obſervantias, bona, proprietates, & poſſeſſiones, quæ & quas tam ipſe Epiſcopus ſupradictus, quam ſui anteceſſores juſte acquiſierunt & tenent & poſſident, etiamſi de iis jure vel conſuetudine deberet in præſentibus noſtris litteris fieri mentio ſpecialis, animo deliberato, non per errorem aut improvide, ſed de certa noſtra ſcientia, ac principum procerum & nobilium noſtrorum conſilio habito, auctoritate cæſarea, & de imperialis plenitudine poteſtatis, ex innatæ nobis pietatis clementia, ratificamus, authorizamus, confirmamus, innovamus, immo etiam de novo concedimus: reſervato etiam ipſis jure in iis poſſeſſionibus, juribus, & rebus, ſi quarum vel quorumlibet poſſeſſionem, per injuriam non uſum aut

diſſuetudinem, amiſiſſent; ſupplentes omnem defectum, ſi quis obſcuritate verborum, ſententiarum dubietate, aut alio quovis modo in præmiſſis compertus fuerit, de imperialis plenitudine poteſtatis : noſtris tamen & Imperii juribus ſemper ſalvis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, ratificationis, confirmationis, innovationis, & de novo conceſſionis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, gravem noſtræ majeſtatis offenſam, ac pœnam centum marcharum puri auri, toties quoties contra factum fuerit, ſe noverit incurſurum; quarum medietatem ærario imperialis Cameræ, reliquam vero medietatem epiſcopo & eccleſiæ Avinionenſi paſſis injuriam, decernimus applicandam. Signum † ſereniſſimi principis, & domini domini Caroli IV, Romanorum imperatoris invictiſſimi & gloriſiſſimi Bohemiæ regis.

Teſtes hujus rei ſunt : Venerabilis Petrus ſanctæ Narbonen. eccleſiæ archiepiſcopus & Primas, Bertholdus Eyſteten. noſtræ aulæ imperialis cancellarius, Marquardus Auguſten. Theodoricus Vormacien. & Lampertus Spiren. Eccleſiarum epiſcopi illuſtres; Ripertus junior comes Palatinus Rheni & dux Bavariæ; Ludovicus Andegaven. Joannes Bituricen. fratres regis Franciæ; Barninus

Stetinen. Henricus & Rupertus Legincen. Bolzo Oppolen. & Primiſlaüs Seſſinen. duces; ac Amedeus comes Sabaudiæ, principes ſpectabiles; Burgardus burgravius Magdeburgen. imperialis curiæ noſtræ magiſter, Joannes lantgravius Lutzbergen. Henricus de Suſamzburg. Federicus de Lyningen. Ludovicus junior de Ortingen. comites nobiles; Andreas de Brunes, Lampoldus de Hortemburg. Conradus & Joannes mareſcalli de Rapellen. Joannes de Wartemberg. Bozo de Ryſemburg. & alii quamplures noſtri & Imperii ſacri fideles dilecti, præſentium ſub bulla aurea typario noſtræ majeſtatis impreſſa teſtimonio litterarum.

Datum Avinione anno Domini 1365, indict. tertia, 7 idus junii, regnorum noſtrorum anno decimo-nono, imperii vero undecimo. Et ego Bertoldus Dei & apoſtolicæ Sedis gratia Eyſteten. epiſcopus, ſacræ imperialis aulæ cancellarius, vice reverendi in Chriſto patris domini Cunonis Treveren. archiep. ſacri Romani imperii per Galliam & regnum Arelaten. archicancellarii recognovi.

N.° 9.

Conceſſion de Charles V, roi de France d'une partie du pont d'Avignon au pape Urbain V.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam.

REGI regum, per quem vivimus, regimur & regnamus, gratum in ſuis miniſtris impendere credimus famulatum, ſi ad ea, quæ ſanctæ Romanæ eccleſiæ matri noſtræ utilia, ſanctiſſimoque in Chriſto patri ſummo pontifici, qui ipſius ac univerſitatis Eccleſiæ caput fore dignoſcitur, grata ſcimus, nos reddimus, quantum cum Deo poſſumus, liberales. Hinc eſt, quod nos attendentes, quod pater beatiſſimus ſummus Pontifex modernus totis exactis hactenus temporibus, & potiſſime tempore, quo dictæ ſanctæ præfuit Eccleſiæ, ad noſtrum & regni noſtri ſtatum felicem jugiter totis conaminibus aſpiravit, & ad omnia, quæ ſcire potuit nobis grata regnoque noſtro præfato utilia, ſe reddidit & reddit continue gratioſum, propitium & benignum; ac præterea volentes in omnibus ſibi gratis, Romanæque eccleſiæ utilibus, nos etiam reddere liberales, ſibi pro ſe & ſucceſſoribus ſuis Romanis

5 Dec. 1368.

pontificibus certam partem pontis inter VILLAM SUAM DE AVINIONE, ac villam noſtram *Villeneuve* Gallice nuncupatam, ſuper fluvium Rhodanum ſituari, videlicet ab exitu VILLÆ SUÆ Avinionen. uſque ad quamdam capellam, quæ ſupra eumdem pontem ſituatur, una cum aqua fluvii atque fundo ſub eodem, à prædicto exitu dictæ villæ Avinionenſis uſque ad dictam capellam exiſtentem, nec non in quantum territorium civitatis Avinionenſis tam ſupra quam infra pontem ſe extendit, tantumdem ſpatii ſeu menſuræ ipſius Rhodani, & terræ ſupra quam ipſe Rhodanus fluit, à ripa ipſius Rhodani ex parte territorii Avinionenſis menſurando, quantum ſpatium eſt à porta Avinionis uſque ad capellam prædictam ipſius pontis, omnique juriſdictione, & juſtitia, alta media & baſſa, mero etiam ac mixto imperio, reſſorto, & ſuperioritate omnimoda, aliiſque juribus univerſis & ſingulis, quæ in ipſa parte pontis & fluvii, tam per terram quam per aquam, habebamus & habere poteramus ante datam præſentium litterarum, dedimus & conceſſimus, damuſque & concedimus per præſentes, regia authoritate, de noſtræ plenitudine poteſtatis, ex certaque ſcientia & gratia, nihil juris, reſſorti, ſuperioritatis, ſeu dominii in prædictis penitus retinendo. Damus igitur tenore præſentium in mandatis cha-

riſſimo ac fideli fratri noſtro duci Andegavenſi, locum noſtrum tenenti in partibus Occitanis, necnon Seneſcallo noſtro Bellicadri vel ejus Locumtenenti, ceteriſque juſtitiariis & officiariis noſtris præſentibus & futuris, & cuilibet eorumdem, quatenus prædictum ſummum pontificem ipſiuſque ſucceſſores dicta parte dicti pontis, cum aliis ſupradictis per nos eidem conceſſis, perfecte gaudere & uti de cætero pacifice ac perpetuo faciant & permittant, omnia impedimenta circa hoc appoſita penitus amovendo, quæ nos etiam tenore præſentium amovemus. Quod ut firmum & ſtabile permaneat in futurum, præſentibus litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Datum in caſtro noſtro de Lupara Pariſiis, die quinta menſis decembris anno Domini 1368, & regni noſtri quinto. Per Regem: Yvo (*Viſa & à dorſo regiſtrata*).

N.° 10.

Cautionemens prêtés par Louis XII, roi de France aux papes Paul II & Sixte IV, pour la bonne & fidele adminiſtration du cardinal Charles de Bourbon dans ſa légation d'Avignon.

Nos LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum rex.

1470. & 1472. In verbo regio promictimus, & ad ſancta Dei evangelia juramus, nos facturos & efficaciter curaturos, quod chariſſimus & dilectiſſimus conſanguineus noſter Carolus archiepiſcopus Lugdunenſis, & civitatis Avinionenſis ac comitatus Venaiſini pro beatiſſimo patre noſtro domino Paulo divina providentia Papa II. & ſancta Romana eccleſia, ad ſupplicationem & requiſitionem noſtram, Gubernator cum poteſtate Legati de latere, uſque ad ipſius domini Papæ & apoſtolicæ Sedis beneplacitum deputatus, cum omni integritate & munditia univerſis civibus & incolis civitatis & comitatus prædictorum bonam & expeditam juſtitiam miniſtrabit : quodque in commiſſa ſibi gubernatione prædicta *tamdiu manebit, & illam ut præfertur exercebit, quamdiu idem dominus Papa permittet,*

aut

aut ipſi Archiepiſcopo de ſuæ Beatitudinis vel ſucceſſorum ejus contraria voluntate conſtabit, & non ultra; ad omnemque ipſius domini Papæ aut ſucceſſorum ſimplicem requiſitionem vel mandatum, cum omni debita obedientia, illam abſque contradictione, dilatione ſive aliqua difficultate dimittet; & cui Beatitudini ſuæ aut ſucceſſoribus ipſis placuerit, cum palatio omnibuſque juribus & pertinentiis ſuis, aſſignabit cum effectu; omni quoque tempore *illa fideliter adimplebit, quæ iidem dominus Papa vel ſucceſſores mandabunt.* In quorum omnium fidem & teſtimonium præſentes litteras fieri juſſimus, manus noſtræ ſubſcriptione, noſtrique ſigilli appenſione communitas. Datum in oppido noſtro Ambaſiæ die 26 menſis ſeptembris, anno Domini 1470, & regni noſtri decimo.

LOYS.

Per regem : de Moulins.

Nos LUDOVICUS, &c. In verbo regio promittimus, &c. domino Sixto divina providentia Papa IV, &c.

Datum apud monaſterium ſancti Florentii die 5 menſis junii, anno Domini 1472, & regni noſtri undecimo.

N.° 11.

Acte, par lequel Charles IX, roi de France prend Avignon & le Comtat ſous ſa défenſe, & s'engage à contenir leurs habitans dans la ſoumiſſion & obéiſſance au ſaint Siége, pendant la légation d'un autre cardinal de Bourbon.

CHARLES, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront ; ſalut.

4 Déc. 1564. NOTRE cher & bien amé le ſieur de Villepariſis, chevalier de notre Ordre, capitaine de cinquante hommes d'armes de nos ordonnances, & notre ambaſſadeur près notre ſaint Pere, nous a fait entendre, qu'entr'autres choſes, que notre ſaint Pere deſiroit, avant que confirmer la permutation de la légation d'Avignon, traictée entre nos très-chers & bien amés couſins les cardinaux de Bourbon & Farneze, & bailler à notres couſins les proviſions néceſſaires, Sa Sainteté deſiroit, que nous promiſſions à lui, au ſaint Siége apoſtolique, & à notre couſin le cardinal de Bourbon, *prendre la ville d'Avignon, le comté de Veniſſe, & autres terres dudit état d'Avignon en notre protection & ſauve-*

garde; & que en ce faiſant, nous promiſſions tenir la main à ce que aulcun de la prétendue nouvelle Relligion ne feiſt aulcun exercice d'icelle, ny ne veſquit autrement, que ſuivant l'antienne Relligion catholique & romaine au dit Avignon, & ſuivant la volonté de nôtre ſaint Pere; & en cas qu'aucuns ſubjects d'Avignon & comté de Veniſſe ſe trouvaſſent, qui ne vouluſſent à ce que deſſus obéyr, nous ayderions nôtre ſaint Pere & nôtre couſin le cardinal de Bourbon de nos forces, ſi beſoin y échéoit, pour chaſtier &... ſer lés ſeditieux & rebelles, & faire de ſorte, que nôtre ſaint Pere, & nôtre couſin demeuraſſent obeys. POUR CE EST IL, que Nous deſirans faire cognoiſtre de plus en plus le zéelle & affection que nous avons tousjours à nôtre Relligion catholique & romaine, & au ſaint Siége apoſtolique, & aux merites, vertus, proximité de ſang & degré, que nôtre couſin le cardinal de Bourbon tient auprès de nous, SÇAVOIR FAISONS, que nous, après avoir eu ſur ce l'advis de nôtre très-chere & très honorée dame & mere, & des princes de nôtre ſang, & gens de nôtre premier conſeil, avons promis & promettons à nôtre ſaint Pere & au ſaint Siége apoſtolique, tant que nôtre couſin le cardinal de Bourbon ſera légat d'Avignon & comté de Veniſſe, que nous tiendrons la main & ferons de ſorte, que Sa Sainteté, & nôtre couſin le cardinal de Bourbon ſe-

ront obeys au dit Avignon & au dit Comté en ce qu'ils ordonneront, tant pour le faict de la Relligion, qu'autres choſes: pourveu toutes fois, qu'ils ne ſoyent en préjudice de notre couronne, & à procedder contre les ſédicieux & rebelles, les ayderons tant que la force & l'obéiſſance les en demeure. En foy de quoi nous avons ſigné les préſentes de nôtre main, & ycelles fait ſçeller de nôtre ſcel. Donné à Arles le quatrieſme jour de décembre, l'an mil cinq cents ſoixante-quatre, & de nôtre regne le quatrieſme.

CHARLES.

N.° 12.

Accord fait entre les Officiers des deux Cours pour le Sel, & ſon uſage dans Avignon & dans le Comtat.

5 Avril. 1603. SUR les remonſtrances faictes par Monſ. M. François du Faure conſeiller du Roi, procureur general de Sa Majeſté en la cour de parlement du Daufin ſeant à Grenoble, à ce que conformément à l'intention de Sa Majeſté *les ſubjects de notre ſaint Pere le Pape* ſe fourniſſent du ſel de la ferme du pays du Daufiné à un prix raiſonable, durant le temps de la nouvelle ferme, que le dit pays du

Daufiné a obtenu de Sa dit Majeſté, qui finira en l'année mil ſix cens treize, a eſté convenu & accordé entre Monſ. M. Laurens de Labeau Berard docteur éz droicts, advocat & procureur general de Sa dit Sainteté en la légation de ceſte ville d'Avignon, après en avoir conféré avec monſeigneur illuſtriſſime & révérendiſſime Charles de Comti, éveſque d'Anconne, baron Romain, vice-légat & gouverneur général de la dite légation d'Avignon, & ſubs le bon plaiſir de Sa dite Sainteté d'une part, & le dit ſieur du Faure pour & au nom des gens des trois eſtats du dit pays du Daufiné de l'autre, comme s'enſuit.

Que pour conſerver l'union réciproque & mutuelle intelligence, qui a eſté de tout temps & eſt entre ces deux provinces, *les ſubjects de Sa dite Sainteté* ſeront tenus ſe fournir & uſer du ſel de la dite ferme du Daufiné & non d'autre, & les fermiers & autres officiers des greniers d'icelle ferme, eſtablis dans les terres de Sa dite Sainteté, ſeront auſſi tenus leur en bailler & fournir au prix de quatre livres douze ſols tournois le minot au grenier du dit Avignon: & aux autres greniers du pays du Comtat à l'équipollent, eu eſgard ſeulement au port du ſel & qui en depend de ceſte dite ville d'Avignon en hault contremont la riviere du Roſne, ſur le quel prix Sa dite Sainteté prendra dix ſols tournois pour

minot; procurant toutes fois, que la dite quantité néceſſaire pour le dit fourniſſement ſoit raiſonnablement limitée, ſans qu'*eux ſubjects de Sa Sainteté* en puiſſent prendre davantage, mais bien moins s'ils veulent, ou qu'ils puiſſent vendre, donner ni contratter aucunement du dit ſel, ſi ce n'eſt qu'entr'eux pour leur uſage & dans le dit pays, & non entre aucuns eſtrangers; ny que pareillement les dits ſubjects ou autres eſtrangers puiſſent débiter & tranſporter hors ou dedans icelluy pas autre ſel que celluy de la dite ferme directement ou par indirect, & paſſé le temps d'icelle dite ferme les parties demeureront en meſme eſtat, qu'elles eſtoient avant ces préſentes.

Et pour ce ſeront continuées les proclamations & différences anciennement faictes en ceſte ville d'Avignon, que pays du comtat Venaiſſin, ſur le traffic, commerce, paſſage, tranſport & debitement d'autre ſel ez dite ville & pays du Comtat, ſur les peynes y contenues & autres telles qu'il plaira à mon dit ſeigneur le Vice-Légat ordonner, & ſi beſoin eſt en faire de nouveau. Et pour la commodité des dits *ſubjects de Sa Sainteté*, ſe continuera la forniture du ſel au grenier de Chateau-Neuf Calcernier d'ct de Pape, ainſin qué ſouloit fere de toute ancienneté ſubs le dit équipollent.

Ce que le dit ſieur procureur moïennera faire

aggréer & ratiffier aux dits ſieurs des trois Eſtats du dit pays du Daufiné, & après cela les dits ſieurs des trois Eſtats à Sa Majeſté, s'il eſt beſoing, lors de la requiſition des officiers de Sa Sainteté, & leur en fournir la ratiffication aux deſpens du dit pays du Daufiné en bonne & dbue forme, en ce qui concernera l'expédition de la dite ratiffication tant ſeulement; & à tout événement faire, avoir, renir & entretenir le contenu cy deſſus, pendant que les dits ſieurs des Eſtats, ou autres qu'ils pourront ſubroger en leur lieu & place, ſeront jouiſſants de la dite ferme, moyennant la quelle ratification des dits Eſtats le dit ſieur procureur général de Sa Majeſté demeurera ſuffiſamment deſchargé de la préſente convention, tout ainſi que le dit ſieur advocat général de Sa Sainteté, en rapportant ſemblable ratification de mon dit ſeigneur le Vice-Légat; & ſeront rendus les préſentes originaux réciproquement de l'un à l'autre, des quels juſques au dit temps ils ſont demeurés chargés.

Faict en Avignon ce cinquieſme jour du moïs d'apvril mil ſix cens & trois. L. de Labeau advocat, & procureur général de N. S. Pere en la cité & légation d'Avignon. Du Faure procureur général de Sa Majeſté au parlement de Grenoble, pour & au nom des trois eſtats du pays du Daufiné. Siffredi greffier.

N.° 13.

Lettres de naturalité accordée par Louis XIII, aux habitans d'Avignon, confirmatoires du même privilége concédé par ſes prédéceſſeurs, & particuliérement par François I.

LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre, comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes; à tous préſents & à venir: ſalut.

Mars 1611. A NOS chers & bien amez les conſuls & habitans de la ville d'Avignon & comté Venaiſſin, nous ont fait remonſtrer par le premier & juſques au douzieme articles du cayer & requeſte, que le ſieur Paul-Antoine de Dony, eſcuyer de la dite ville, ſeigneur de Gault & de Beauchamps, gentilhomme ordinaire de nôtre chambre, premier conſul & deputé de celle ville, nous a préſentée de leur part au mois de décembre dernier, ſur la confirmation de leurs priviléges, que de tout temps ils ont été très-humbles, très-fidelles, & très-affectionnez ſerviteurs au bien & ſervice de cette couronne, & l'ont toujours témoigné en toutes les occaſions, qui ſe ſont préſentées, même lors que l'empereur Charles V deſcendit en Provence avec une grande

& puiſſante armée ; que le roi François premier fut reçeu dans celle ville ; qu'il avoit dreſſé ſon armée, & tiré de la dite ville grande ſomme d'argent, & munitions de guerre, vivres & autre choſes néceſſaires pour s'oppoſer aux entrepriſes que le dit Empereur avoit contre la dite province ; c'eſt pourquoy les Roix nos prédéceſſeurs en conſidération de ce, & des bons, grands & ſignalez ſervices receus de la dite ville & des habitants d'icelle, & auſſi de la bonne intelligence & amitié, la quelle a été de tout temps entre eux, les Papes, & le ſaint Siége apoſtolique, ont toujours accordé *aux dits habitans ſujets de Sa Sainteté* pluſieurs grands priviléges, & *ſemblables qu'à leurs vrais ſujets*, regnicoles, & originaires : & ceux confirmés ſucceſſivement de regne en regne, & même par lettres patentes du dit roi François premier, & confirmées par les roix Henry ſecond, Charles neuf, & Henry troiſiéme ; exemption des droits forains, &c.... Les parties ouyes en nôtre conſeil, & avec connoiſſance de cauſe ; ce qui leur auroit été confirmé par les dits rois François premier, Charles neuf, & Henry trois ; d'avantage qu'il auroit été permis par les Roix nos dits prédéceſſeurs à la dite ville & habitants d'icelle & leurs ſucceſſeurs, de pouvoir, &c.... ſans payer aucuns droits forains, les ayant en tout, ce que deſſus, tenus, cenſez & réputez comme nos

propres ſujets: tous les quels priviléges, &c.... le fermier de la foraine, qui eſt à préſent depuis ſon bail, ſous prétexte, que dans celuy il auroit fait mettre une clauſe portant révocation de tous priviléges, bien que telle révocation ne ſe puiſſe entendre pour eux; parcequ' ils ont obtenu les dits priviléges, non ſeulement par le dit ſecours, mais moyennant vingt-cinq mil écus, qui feurent prêtez au dit roi François premier pour la néceſſité de ſes affaires, & pour ainſi à titre onéreux, qui ne ſe peut révoquer, auroit établi des bureaux tout à l'entour de la dite ville d'Avignon & comté Venaiſſin, &c....

A ces cauſes, deſirans ſubvenir aux dits conſuls & habitans de la dite ville d'Avignon, & ceux gratifier, & favorablement traiter, autant qu'il nous ſera poſſible, *tant en conſidération de notre ſaint pere le Pape, dont ils ſont ſujets*, que pour les bons & agréables ſervices, qu'ils ont faits aux feux Roix nos prédéceſſeurs, & ceux que nous promettons qu'ils continueront envers nous à l'advenir, & pour autres conſidérations à ce nous mouvans; après avoir fait voir en nôtre conſeil les dites lettres à eux octroyées par les Roix nos prédéceſſeurs, & notamment celles du dit feu Roi nôtre très-honoré ſeigneur & pere, du mois de may mil cinq cens quatre vingt dix-neuf: Arrêts de nôtre dit

conſeil du dit neuvieme ſeptembre mil ſix cens cinq, & trentieme juin mil ſix cens neuf: autres arrêts donnez par nôtre dite cour des comtes le quinzieme may mil ſix cens trois, & onzieme mars mil ſix cens ſix, & autres pieces concernans les dits priviléges; Nous, de l'advis de la reine Régente nôtre très honorée dame & mere, & de celuy de nôtre dit conſeil, & de nôtre grace ſpéciale, pleine puiſſance & authorité royale, conformément auſſi aux reſponces par nous faites en nôtre dit conſeil ſur les dits articles du dit cayer, dont l'extraict eſt ici attaché ſous le contreſcel de nôtre chancellerie; avons aux dits conſuls & habitants de la dite ville d'Avignon continué & confirmé, continuons & confirmons tous & chacuns les dits priviléges & exemptions, qui leurs ont, comme dit eſt, été accordez, même par le dit feu Roi nôtre très honoré ſeigneur & pere, ainſi qu'ils ſont particuliérement ſpecifiez en dits lettres patentes, qui leur ont été expédiées au dit mois de may mil cinq cens quatre vingt-neuf, & qui ont été vérifiées en nos cours de parlement, & chambres des comtes de Paris, & parlement de Toulouſe; & ceux & chacun d'eux, en tant que beſoin eſt ou ſeroit, leur avons de nouveau concédez & confirmez, concédons & confirmons par ces préſentes, ſignées de nôtre main, &c. . . . .

Voulons & entendons auſſi, que les ſupplians jouiſſent pleinement des lettres de naturalité, pour être eux & leurs ſucceſſeurs, nais & à naître, tenus & réputez *comme naturels François & nos propres ſujets*, & comme tels les avons déclarez & déclarons, avec pouvoir de tenir offices, bénéfices & autres charges, poſſéder biens meubles & immeubles, y ſuccéder, & demeurer en ceux & toutes les terres de nôtre obéiſſance, comme & tout ainſi, que nos dits vrais & propres ſujets originaires & regnicoles: & ce tant pour le paſſé, que pour l'advenir, & ſans que à l'occaſion du drpit d'aubéne, &c.... A la charge de prendre confirmation de la dite naturalité des roix, qui nous ſuccéderont, deux ans après le déceds de leurs prédéceſſeurs. Voulons, &c.... que les dits ſupplians ſoient deſormais cenſez & réputez comme nos vrais & naturels ſujets, & nais en nôtre pays de Provence, ſans qu'ils puiſſent être conſtraints par nos fermiers, ni autres au payement, &c.... Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens de nos cours de parlement, &c. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre nôtre ſcel à ces dites préſentes, ſauf en autres choſes nôtre droit & l'autruy en tout. Donné à Paris au mois de mars l'an de grace mil ſix cens onze, & de nôtre regne le premier. (*Signé* LOUIS; *& plus bas*,

par le Roy en ſon conſeil, la reine Régente ſa mere préſente. Philippeaux; *& ſcellées du grand ſceau de cire verde ſur lais de ſoye rouge & verde*).

N.o 14.

Concordat ſur les limites des territoires d'Avignon & de Provence.

ARTICLES accordés entre meſſire Octavio Corſini, archevêque de Tarſe, nonce de Sa Sainteté près de Sa Majeſté Très-Chrétienne, commiſſaire député de Sa dite Sainteté; & les ſieurs de Champigny, conſeiller du Roi en ſes conſeils d'Eſtat & Privé, controlleur-général de ſes finances; Depreaux, conſeiller aux dits conſeils d'Eſtat, chevalier & chancelier des ordres de Sa dite Majeſté; & de Marillac, auſſi conſeiller aux dits conſeils d'Eſtat & Privé, commiſſaires député de Sa dite Majeſté, dont les pouvoirs ſont inſérés à la fin du préſent accord, pour raiſon des différends entre les habitans de la ville d'Avignon & les ſujets de Sa Majeſté de Provence, ſur les limites des terroirs de la dite ville d'Avignon & de Noves, de Châteaurenard, & 30 Avril 1623.

autres lieux le long de la riviere de Durence, depuis le pont de Bompas juſques au Rhoſne, &c.

L'eau de la dite riviere faira ſéparation des eſtats d'Avignon & de Provence, *demeurant néanmoins la ſouveraineté de ladite eau à Sa Majeſté*, bien qu'elle paſsât la ligne du coſté d'Avignon; & les iſles & iſcles, qui ſe fairont en ladite largeur de trois cents cannes, tant qu'elles ſeront environnées d'eau, & tant qu'elles ne ſeront unies & contigües à la terre-ferme dudit Avignon, appartiendront à Sadite Majeſté; comme de meſme les iſles & iſcles qui ſont & ſe fairont au deçà ladite ligne du coſté d'Avignon, bien qu'elles ſoient environnées d'eau, *appartiendront en pleine ſouveraineté à Sa dite Sainteté.*

La *propriété, juriſdiction & ſouveraineté de tout le terroir, qui ſe trouvera deça la dite riviere du coſté d'Avignon*, ſoit en terre ferme, graviers, iſles, iſcles, bois laiſſés, aſſablements, & atteriſſements juſques à l'eau courante de la dite riviere, à commencer du dit pont de Bompas juſques au Roſne, & nottamment le dit terroir prétendu par les dits de Noves du coſté d'Avignon, *appartiendra à ſa dite Sainteté & ville d'Avignon reſpectivement*; comme de meſme tout ce qui ſe trouvera au dela de la dite riviere du coſté de Provence de meſme nature, appartiendra à Sa dite Majeſté & commu-

nauté de Provence en meſme juriſdiction & propriété.

Si la dite riviere deſcendant du coſté d'Avignon paſſe la ligne de cette part, les terres, qui ſeront enfermées entre la riviere & la ligne du coſté d'Avignon, *demeureront en la ſouveraineté de Sa dite Sainteté*; & le cours & navigation de la dite riviere tousjours en la ſouveraineté du Roy ſeulement.

Si la dite riviere deſcendant du coſté de Provence paſſe la ligne du dit coſté tirant vers Taraſcon, ou autres lieux de Provence, la ligne du coſté de Provence en ce cas ſervira de frontiere entre Provence & Avignon, ſans *que la ſouveraineté de Sa Sainteté s'étende outre icelle.*

Toutes aſſignations & collocations faites par les officiers de Sa dite Majeſté au deça la dite riviere du coſté d'Avignon, & à l'endroit du terroir prétendu par les dits du Noves en faveur des créanciers de la dite communauté, ſeront de nul effect & valeur, & comme ſi jamais n'avoient eſté faits; & non obſtant icelles, le dit terroir appartiendra aux dits d'Avignon, *& la ſouveraineté à Sa dite Sainteté, comme dit eſt.*

Les dits ſieurs députés promettent de faire ratifier le préſent Traité par Sa Sainteté, & Majeſté, & en fournir les lettres de ratification dedans trois mois, & de faire enregiſtrer le préſent accord en

la cour de Parlement à Aix. Fait & paſſé à Fontainebleau le dernier jour d'avril mil ſix cents vingtrois.

OCTAVIUS archiepiſcopus Thatſen. nuntius apoſtolicus.

BERNARD CHAMPIGNY, DE MARILLAC, DE LAUBESPINE.

LOUIS, par la grace de Dieu, roy de France & de Navarre, comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, à nos amés & feaux les ſieurs de Champigny controlleur général de nos finances, Depreaux chevalier & chancellier de nos Ordres, de Marillac conſeillers en nôtre Conſeil d'eſtat, ſalut. Ayant toujours deſiré l'accommodement des diffétends, qui ſont *entre nos ſujets de Noves* en nôtre pays de Provence, & *ceux de notre ſaint pere le Pape de la ville d'Avignon & comté Venaiſſin*, ſurvenus à cauſe des limites & bornes des terres de la dite ville d'Avignon & ceux du dit Noves, Chateaurenard, & autres lieux eſtans le long de la riviere de Durence du coſté de nôtre dit pays de Provence, Nous aurions commis à pluſieurs & diverſes fois aucuns de nos principaux officiers, pour avec les commiſſaires députés par Sa Sainteté aviſer aux moyens convenables pour le terminer; à quoy ils auroient travaillé en telle ſorte

ſorte, que demeurans d'accord de certains points, ils n'ont peu convenir entiérement des autres pour pluſieurs difficultés qui ſe ſont rencontrées, ſoit en la validité des pouvoirs des commiſſaires ou autrement; mais conſidérant que la continuation des dits différends pourroit apporter de l'altération entre nos dits ſujets, contre ce qui eſt de nôtre intention, nous avons eſtimé à propos, affin de conſerver & entretenir entre eux la bonne union, amitié & intelligence, que nous avons toujours deſirée, de faire de nouveau conférer & traicter des dits différends par aucuns des principaux de notre Conſeil, avec celuy ou ceux qui ſeront députés de la part de nôtre dit ſaint Pere. Au moyen de quoy, eſtant néceſſaire de commettre quelques perſonnages, ſur la ſuffiſſance & capacité des quels nous puiſſions nous repoſer de l'accommodement de cette affaire, ſçachant pour cet effet ne pouvoir faire plus digne élection que de vos perſonnes, tant pour l'affection que portez au bien de nôtre ſervice & de cet Eſtat, que pour la patticuliére connoiſſance que vous avez des dits différends. A ces cauſes, nous vous avons commis, députés & ordonnés, commettons, députons & ordonnons par ces préſentes ſignées de noſtre main, pour avec les députés de nôtre dit ſaint pere le Pape, conférer & traitter de tous les dits différends & prétentions, qui peuvent eſtre repré-

ſentées de part & d'autre, iceux régler, arreſter & terminer entiérement, y procédant en telle ſorte, que noſtre authorité & droits y ſoient conſervés, & ceux de nos dits ſujets. Voulons, que ce qui ſera par vous fait, géré, negotié & arrêté en l'accommodement des dits différents, ſoit ſuivi, gardé & obſervé de point en point, promettant l'avoir pour agréable, tenir ferme & ſtable, confirmer, ratifier & approuver, pour avoir telle force & vertu, que s'il eſtoit par nous fait en nôtre Conſeil. De ce faire vous avons donné, & donnons plein pouvoir, authorité, commiſſion & mandement ſpécial par ces dites préſentes, car tel eſt noſtre plaiſir. Donné à Fontainebleau le dixieme jour d'avril, l'an de grace mil ſix cents vingt-trois, & de nôtre regne le treizieſme. (*Signé*, LOUIS; *& plus bas*: par le Roy comte de Provence, Phelipeaux; *& ſcellé du grand ſceau de cire jaune ſur ſimple queue*). O. archiepiſcopus Tharſen. nuntius apoſtolicus, Bernard Champigny, de Laubeſpine (*ainſin ſignés à l'original*).

LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France comte de Provence, Forcalquier, & terres adjacentes, &c. à tous ceux qui ces préſentes lettres verront; ſalut: Le deſir que nous avons toujours eu d'entretenir *nos ſubjects* en amitié & bonne intelligence *avec ceux de noſtre ſaint pere le Pape*,

nous a fait rechercher avec ſoin les moyens convenables, pour terminer les différends, qui eſtoient *entre nos ſubjects de Noves* en noſtre pays de Provence, *& ceux de noſtre ſaint Pere de la ville d'Avignon*, pour raiſon des limites & bornes des terres de la dite ville & ceux du dit Noves Chaſteauregnard, & autres lieux; pour cet effect nous avions député à pluſieurs & diverſes fois de nos officiers, pour avec ceux, qui ſeroient commis de la part de noſtre dit ſaint Pere, vacquer à l'accommodement des dits différends: mais les conférences qu'ils ont tenues pour y parvenir eſtant demeurées inutiles & infructeuſes, nous nous ſerions réſolus, depuis n'a gueres, de commettre de rechef quelques perſonnages d'aucthorité & des principaux de nôtre Conſeil, pour conférer de nouveau avec les depputés de noſtre dit ſaint Pere, & aurions pour ce fait choix de nos amés & feaux les ſieurs Champigny controlleur général de nos finances, Depreaux chevalier & chancelier de nos ordres, & de Marillac conſeiller en nôtre dit conſeil d'Eſtat & Cour, aurions pour ce fait expédié nos lettres de commiſſion du dixiéme avril dernier, leſquels s'eſtant aſſemblés à cette fin avec nôtre amé & feal le ſieur archevêque de Tarſe, nonce de nôtre dit ſaint Pere près nôtre perſonne, ils auroient, ſuivant ce pouvoir que nous leur en au-

rions donné, traicté, accordé & terminé tous les différends deſſus dits, & rédigé par eſcrit par articles ce qu'ils ont reſolu ſur iceux ; les quels articles ont eſté confirmés & ratiffiés par nôtre dit ſaint pere le Pape. Au moyen de quoi deſirans auſſi de nôtre part faire le ſemblable ; à ces cauſes, après avoir fait revoir en nôtre Conſeil les dits articles, ci avec la ratiffication de nôtre dit ſaint Pere, attachés ſoubs le contreſcel de nôtre chancelerie, de l'advis d'iceluy, & de nôtre certaine ſcience, pleine puiſſance & aucthorité royalle & provençalle, nous avons iceux articles, & tout ce qui a eſté fait, géré & négotié par les dits commiſſaires en cette occaſion, loué, agréé, confirmé, ratiffié & approuvé, louons, agréons, confirmons, ratiffions & approuvons par ces préſentes ſignées de nôtre main : voulons, ordonnons & nous plaiſt, qu'ils ſortent leur plein & entier effect, & ſoient ſuivis & gardés inviolablement de point en point, ſans qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere, & y donnons en mandement à nos amés & féaux les gens tenants nôtre cour de parlement, cour des comptes, aides & finances d'Aix, & autres nos juſticiers & officiers qu'il appartiendra, que ces préſentes nos lettres de ratiffication, enſemble les dits articles & autres actes y attaſchés ils faſſent publier & enregiſtrer, garder & obſerver, & de tout le contenu en iceux

jouir & uſer nos ſubjects du dit Noves pleinement & paiſiblement, ceſſant & faiſant ceſſer leurs troubles & empeſchements au contraire. Mandons à nos procureurs généraux en nos dites cours, faire pour l'enregiſtrement des dits articles de nos dites lettres de ratiffication & autres actes y attachés, toutes pourſuites & perquiſitions néceſſaires; car tel eſt noſtre plaiſir. En temoing de quoy, nous avons fait mettre noſtre ſcel à ces dites préſentes: Donné à Paris le jour.... de juing, l'an de grace mil ſix cents vingt-trois, & de noſtre regne le quatorzieſme. Par le roi comte de Provence; Phelypeaux.

N.° 15.

Article XIV du Traité fait à Piſe entre les plénipotentiaires du pape Alexandre VII & de Louis XIV, roi Très-Chrétien.

LE roi Très-Chreſtien, immédiatement après que le Légat aura eſté veu de Sa Majeſté, *remettra le Pape & le ſaint Siége apoſtolique en poſſeſſion de la ville d'Avignon & du comtat Venaiſſin, avec toutes leurs appartenances & dépendances; & ſera* 12 Févr. 1664.

caſſer & annuller tous actes, & arreſts, & tout ce qui a eſté fait par le parlement d'Aix, touchant cette affaire, faiſant lever tous obſtacles, à fin que le ſaint ſiége apoſtolique en puiſſe jouir comme auparavant.

Les habitants de la ville d'Avignon & du comtat Venaiſſin, de quelque eſtat, qualité, condition & ſexe qu'ils ſoyent, tant eccleſiaſtiques que laïcs, nobles ou roturiers, ſans exception d'aucune perſonne qui ſoit originaire de la dite Ville ou du dit Comtat, ou qui s'y ſoit domiciliée, ou qui y poſſéde des biens meubles ou immeubles, féodaux, ou allodiaux, ſous quelque prétexte que ce ſoit, ne pourront étre inquiétez, pourſuivis, ni recherchez d'aucune choſe arrivée en la dite Ville & au dit Comtat, depuis le 20 d'aouſt 1662, juſqu'au jour que le roi Très-Chreſtien remettra le Pape & le ſaint Siége en poſſeſſion de la dite Ville & Comtat.

Les dits habitants jouiront d'une pleine, paiſible & tranquille ſureté, en vertu & par le bénéfice du préſent traité; & Sa Sainteté donnera de bonne foy, ſans réſerve aucune, ni tacite ni expreſſe, tous les ordres, édits, déclarations & aſſeurances, qui ſeront déſirées par Sa Majeſté, afin que les habitans d'Avignon & de tout le dit Comtat, directement ou indirectement, virtuellement ou expreſſément, compriſes ſous les clauſes appoſées au comencement

du préſent article, tant de la ville d'Avignon & des autres villes du dit Comtat, que des communautés, bourgs, chaſteaux & autres lieux ſubalternes de l'étenduë d'iceluy, ne puiſſent recevoir aucun trouble, peine ni condamnation des officiers de Sa Sainteté, ſoit en jugement ou hors de la; ni en leurs biens ni en leurs perſonnes, en haine, reſſentiment ou vengeance de tout ce qui s'eſt fait & paſſé en la dite Ville & au dit Comtat, en conſéquence de l'affaire arrivée dans Rome le 20 d'aouſt 1662. Et pour l'exécution de toutes les clauſes exprimées çi-deſſus, Sa Sainteté donnera les dites expéditions en la meilleure forme & la plus authentique, que Sa Majeſté très-chreſtienne eſtimera néceſſaire pour la ſeureté & indemnité des habitants d'Avignon, & de tout le dit Comtat, comme il eſt dit ci-deſſus.

Et Sa Sainteté conſidérant, qu'il n'y a qu'un juge en Avignon, & un autre pour tout le Comtat, leur donnera des aſſeſſeurs, afin qu'à l'avenir la juſtice y ſoit mieux adminiſtrée.

N.° 16.

Déclaration de Louis XIV, caſſant & annullant les arrêts du parlement d'Aix, ainſi que tous les actes faits en conſéquence de la priſe d'Avignon de 1662.

LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à tous ceux qui les préſentes lettres verront: Salut.

31 Juill. 1664. PAR le Traicté fait à Pize le douzieſme febvrier dernier entre les plénipotentiaires de notre ſaint pere le Pape & les noſtres, & que nous avons depuis ratiffié, il eſt porté qu'auſſi toſt, que nous aurions veu noſtre très cher couſin le cardinal Chigi, qui devoit venir vers nous en qualité de Légat, *nous ferions remettre Sa Sainteté & le ſaint Siége apoſtolique en poſſeſſion de la ville d'Avignon & du comtat Venaiſſin avec toutes leur appartenances & dépendances*, faiſant lever tous obſtacles affin que *le dit ſaint Siége en puiſſe jouir comme auparavant*; & Sa Sainteté, ayant de ſa part fait expédier les bulles, que nous avons reçues de noſtre dit couſin le cardinal Légat pour l'amniſtie & l'entiére

ſeureté & indemnité de tous les habitants de la dite ville d'Avignon & du dit Comtat, *aboliſſant la memoire de tout ce qui peut eſtre paſſé au préjudice de Sa Sainteté & du dit ſaint Siége, depuis le 20 d'août 1662, juſqu'au jour de la remiſe du dit eſtat entre ſes mains*, noſtre intention eſt d'accomplir auſſi fort ponctuellement de noſtre part les conditions du dit traicté, & de ne rien obmettre de tout ce qui dépendra de nous pour cet effect. A ces cauſes & autres à ce nous mouvans, nous avons par ces préſentes ſignées de nôtre main, *révoqué, & révoquons tous jugemens, arreſts & aultres actes qui ont eſté rendus* par noſtre cour de parlement d'Aix, depuis le 20 d'aouſt 1662 juſques à ce jour d'huy, touchant la dite ville d'Avignon & comtat Venaiſſin, enſemble tout ce qui s'en eſt enſuivi; *tous leſquels actes*, jugements, arreſt & procédures, meſme la priſe de poſſeſſion qui a été faite en noſtre nom des dites Ville & Comtat, *nous avons déclaré & déclarons nuls & de nul effect & valeur.* Voulons que Sa Saincteté & le dit ſaint Siége apoſtolique ſoyent inceſſamment reſtablis en poſſeſſion de la dite Ville & du dit Comtat, avec toutes leurs appartenances & dépendances, *pour en jouir tout ainſi, & en la meſme maniére, qu'ils feſoient avant le dit jour 20 aouſt de la dite année 1662, & comme ſi les dits arreſts & aultres actes*

n'avoient point eſté donnez. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans noſtre cour de parlement d'Aix, que ces préſentes ils ayent à faire enregiſtrer, & leur contenu exécuter & faire exécuter, ſelon leur forme & teneur; car tel eſt noſtre plaiſir. En teſmoing de quoi nous avons fait mettre noſtre ſcel à ces dites préſentes. Donné à Fontainebleau le 31 jour de juillet 1664, l'an de grace mil ſix cens ſoixante-quatre, & de noſtre regne le vingt-deuxieſme.

De Lionne, &c.

N.° 17.

Déclaration du roi Très-Chrétien ſur la reſtitution de la ville d'Avignon & du comtat Venaiſſin, faite au ſaint Siége, donnée le troiſieme jour du mois de novembre 1689, *avec l'arrêt d'enregiſtrement du parlement de Provence, portant caſſation & annullation de tous arrêts & actes faits en conſéquence de la priſe de cette Ville de l'an* 1688.

LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à tous ceux qui ces préſentes lettres verront: Salut.

AYANT pleu à Dieu donner à ſon Egliſe par l'exaltation du pape Alexandre VIII, un pere commun, qui a toutes les grandes qualités & les bonnes intentions néceſſaires, pour la gouverner ſagement, *& à la ſatisfaction de tous ceux qui ſont ſoumis à l'Egliſe catholique, apoſtolique & romaine;* nous avons auſſy reſolu de continuer à luy donner toutes les marques de noſtre reſpect filial pour ſa perſonne, & de noſtre zéle pour le ſaint 1688.

Siége, qu'il remplit ſi dignement. C'eſt dans cette veüe, que nous aurions réſolu *de faire remettre Sa Sainteté en poſſeſſion de la ville d'Avignon & du comtat Venaiſſin*, avec toutes leurs appartenances & dépendances, *& de faire lever tous les obſtacles, qui pourroient empeſcher noſtre dit ſaint Pere, & le ſaint Siége d'en jouir comme ils ont fait avant nos ordres* du troiſieſme ſeptembre mil ſix cents quatre vingts & huict, & l'arreſt de noſtre cour de parlement de Provence du deuxieſme octobre ſuivant. A ces cauſes & autres à ce nous mouvants; *nous avons*, par ces préſentes ſignées de noſtre main, *révoqué & révoquons les dits ordres* du troiſieſme ſeptembre, le dit arreſt du deuxieſme octobre mil ſix cents quatre vingts & huit, *& tous jugements, arreſts & actes qui ont eſté rendus par noſtre cour du parlement d'Aix*, depuis le dit jour deuxieſme octobre 1688, juſques à ce jourd'huy, touchant la ville d'Avignon & comtat Venaiſſin, *enſemble tout ce qui s'en eſt enſuivi. Tous les quels actes*, jugemens, arreſts, procédures, meſme la priſe de poſſeſſion qui a eſté faite en noſtre nom de la dite ville & comtat Venaiſſin, *nous avons déclaré & déclarons nuls & de nul effect & valeur.* Voulons, que Sa Sainteté & le ſaint Siége apoſtolique ſoyent inceſſamment reſtablis en poſſeſſion de la dite Ville & du dit

Comtat, avec toutes leurs appartenances & dépendances, *pour en jouir tout ainſi, & en la meſme maniére, qu'ils faiſoient avant le deuxieſme octobre* 1688, & comme ſi les dits arreſts & autres actes n'avoient point eſté donnés. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les gens tenants noſtre dite cour de parlement d'Aix que ces dites préſentes ils ayent à faire enregiſtrer, & leur contenu exécuter & faire exécuter en ce qui les concerne, ſelon leur forme & teneur; car tel eſt noſtre plaiſir. En teſmoin de quoy nous avons fait appoſer noſtre ſcel. Donné à Verſailles le troiſiéme jour de novembre l'an de grace 1689, & de nôtre regne le 47. (*Signé* LOUIS: *& ſur le reply*, par le Roy comte de Provence, Colbert: *& ſcellé du grand ſceau de cire jaune*).

Extraict des regiſtres du Parlement. Veu par la Cour, les chambres aſſemblées, la déclaration du Roy, par la quelle Sa Majeſté remet la ville d'Avignon & comtat Venaiſſin entre les mains de noſtre ſaint pere le Pape; donné à Verſailles le troiſieſme novembre préſent mois, ſignée Louis; & ſur le reply: par le roy comte de Provence, Colbert; & ſçellée du grand ſçeau de cire jaune: ouy le procuteur général du roy en ſes concluſions verbales, requérant l'enregiſtrement pur & ſimple de la dite déclaration, & le rapport de meſſire Charles

de Lombard & de Gourdon, marquis de Montaureoux, conſeiller du roy, doyen en la cour ; tout conſidéré, dit a eſté, que la Cour, les chambres aſſemblées, a ordonné & ordonne, que la dite déclaration ſera enregiſtrée ez regiſtres de la Cour ; pour eſtre gardée, obſervée & exécutée ſelon ſa forme & teneur. Publié à la barre du parlement de Provence ſeant à Aix le dix-ſeptieſme novembre 1689, (*collationnée*) Imbert.

N.° 18.

Arrêt du Conſeil privé du roi Louis XIV, dans la cauſe territoriale du ſieur de Maillane, duement ſignifié & exploité, par lequel le domaine & juriſdiction du ſaint Siége dans l'état d'Avignon ſont pleinement reconnus.

Extrait des regiſtres du Conſeil privé du Roi.

1655. SUR la requeſte préſentée au Roi en ſon Conſeil, par les conſuls & habitants de la ville d'Avignon, contenant, qu'encore que *la dite ville ny les habitans d'icelle ne ſoient juſticiables, & ne recognoiſſent autres juges que le ſieur vice-légat de noſtre ſaint pere le Pape qui en eſt ſouverain ;* néant-

moins ſur la plainte faicte par M. Louis de Porcelet, marquis de Maillane au parlement d'Aix, de quelques ptétendus déſordres & excès commis en une ſienne maiſon ſituée en la dite ville d'Avignon, le 29 décembre 1653, par quelques habitans d'icelle, le dit Parlement en a pris cognoiſſance, faict informer, & meſme a donné arreſt le 16 décembre dernier 1654, qui porte, que le dit Porcelet propoſera le contenu de ſa requeſte de querele en jugement, & qu'elle ſera ſignifiée aux dits ſupplians pour y venir deffendre, *qui eſt une entrepriſe du tout extraordinaire ſur l'aucthorité de Sa Sainteté & ſur ſa juſtice ;* car ſi le dit ſieur de Maillane a quelque choſe à prétendre ou demander contre les ſupplians; pour raiſon des dits prétendus déſordres, excez, domages & intérêts, il s'eſt deub pourvoir par devant le dit ſieur Vice-Légat, *& non pas au dit parlement d'Aix, qui eſt du tout incompétant ; puiſque les ſupplians ne ſont pas ſoubmis à ſa juriſdiction, & ne le recognoiſſent en façon quelconque, eſtant inouy qu'on puiſſe obliger les ſubjects de Sa Sainteté de plaider ailleurs, que par devant ſes juges naturels*, principalement pour choſes qui ſont ſurvenues en la dite ville, & qu'on prétend avoir eſté commiſes par les habitants d'icelle. A ces cauſes requeroient les dits ſuppliants, qu'il pleuſt à Sa Majeſté, caſſer & annuller toute la procédure faicte

par le dit parlement d'Aix, à la pourſuite du dit ſieur de Maillane & ſon fils contre les dits ſuppliants, particuliers & habitants de la dite ville d'Avignon, le dit arreſt du 16 décembre dernier 1654, & tout ce que pourroit eſtre fait en conſéquence d'iceluy, ce faiſant deſcharger les dits ſuppliants de l'aſſignation à eux donnée par devant le dit Parlement, luy faire inhibitions & défenſes, & à tous autres juges de Sa Majeſté, de cognoiſtre du ſubject dont eſt queſtion, & aux dits ſieurs de Maillane pere & fils, & tous autres d'y faire pourſuites, ſauf à eux à ſe pourvoir pardevant le dit ſieur Vice-Légat & autres juges de la dite ville, ainſin qu'ils verront bon eſtre.

Veu la dite requeſte, copie collationnée du dit arreſt du parlement d'Aix du 16 décembre 1654, avec la commiſſion & exploict de ſignification & aſſignation au bas, & autres piéces jointes à la dite requeſte; ouy le rapport d'icelle, faict par le ſieur d'Albertas commiſſaire à ce député; & tout conſideré, *le Roi en ſon Conſeil, ayant eſgard à la dite reſqueſte, & ſans avoir eſgard à l'arreſt du parlement de Provence* du ſeizieſme décembre dernier, a deſchargé & deſcharge les ſupplians de l'aſſignation à eux donnée au dit Parlement; ſauf au dit de Maillane de ſe pourvoir par devant les officiers de la légation d'Avignon, ainſin qu'il verra à faire. Faict au Conſeil privé du roi, tenu à Paris le

15 janvier mil ſix cents cinquante-cinq. (Collationé) de Mons (ainſin ſigné).

Louis, par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, au premier des huiſſiers de nos Conſeils, ou autre nôtre huiſſier ou ſergent ſur ce requis, nous te mandons & enjoignons, que l'arreſt de noſtre Conſeil, dont l'extraict eſt cy attaché ſoubs le contreſçel de notre chancellerie, ce jourd'huy donné, ſur la requeſte préſentée par les conſuls & habitans de la ville d'Avignon, tu ſignifies à Louis de Porcelet marquis de Maillane y dénommé, & à tous autres qu'il appartiendra, à ce que n'en prétendent cauſe d'ignorance, leur faiſant de part nous très expreſſes inhibitions & deffences d'y contrevenir, à peine de tous deſpens, dommages & intéreſts, & pour contraire exécution de nôtre dit arreſt, tous autres actes & exploicts requis & néceſſaires, ſans pour ce demander autre permiſſion ny *pareatis :* car tel eſt nôtre plaiſir. Donné à Paris le quinzieſme jour de janvier, l'an de grace mil ſix cents cinquante-cinq, & de nôtre regne le douzieſme. Par le Roi comte de Provence en ſon conſeil. De Mons, (*ainſin ſigné avec les ſceaux de Sa Majeſté en cire jaune*).

Teneur des exploicts faicts aux procureurs généraux du parlement de Provence.

L'an mil ſix cents cinquante-cinq, & le 15 jour du mois de mars, en vertu de l'arreſt rendu par le roi & nos ſeigneurs de ſon privé conſeil, à la pourſuite des conſuls & habitants de la ville d'Avignon, remonſtrants *n'eſtre juſticiables, que du ſieur vice-légat d'Avignon & de notre ſaint pere le Pape, & non de nos ſeigneurs de Parlement de ce pays.* Sur quoy eſt ordonné, que ſans avoir eſgard à l'arreſt du dit Parlement du ſeize décembre dernier, a deſchargé & deſcharge les dits ſieurs conſuls de l'aſſignation à eux donnée au dit Parlement par meſſire Louys de Porcelet marquis de Maillane, ſauf à iceluy de ſe pourvoir par devant les officiers de la légation dudit Avignon, ainſin qu'il verra à faire, du quinſieſme janvier dernier, lettres ſur icelluy levées deubement ſcellées en cire jaune, & ſignées par le roi comte de Provence en ſon conſeil, de Mons, en datte du jour du dit arreſt, & à la requeſte des dits ſieurs conſuls & habitants du dit Avignon. Nous Honoré Meynier, huiſſier en la cour de parlement de ce pays de Provence ſoubſigné, avons ſignifié & mis en notice, & faict les deffences y portées, à meſſieurs les procureurs généraux du roi au dit Parlement, parlant à la perſonne de maiſtre François de Gantes, ſieur de Val Bonete un d'iceux dans ſon parquet, lequel a requis copie baillée par nous dit huiſſier, tant des

dites lettres, que du préſent exploict, Megnier.

Du lendemain meſme ſignification, & aux fins que deſſus, a eſté faicte à monſieur le procureur général de Vergons, parlant à lui dans ſon parquet, par nous Meynier, ainſin ſigné.

N.° 19.

Extrait du Traité paſſé entre les deux Cours pour le tabac & les toiles peintes d'Avignon & du Comtat.

Articles du reglement, qui doit eſtre fait pour défendre dans Avignon & le comtat Venaiſſin la fabrique & le commerce des toiles peintes, y établir le droit & le privilége de la vente excluſive du tabac, & aſſurer les conditions & l'exécution du bail, qui doit être paſſé aux fermiers généraux de Sa Majeſté très-chrétienne, en conſéquence du Traité de ce jour, auquel le préſent projet ſera & demeurera annexé.

SA Sainteté *ordonnera* en conſéquence *à tous ſes ſujets* & autres de quelque qualité & condition qu'ils ſoyent, qui auront dans leur poſſeſſion dans l'étendue de l'état d'Avignon & comtat Venaiſſin des tabacs en feuille, en corde, en poudre ou au- 1734.

trement fabriqué, de les déclarer dans le courant du préſent mois de mars, en la forme & dans les lieux dont on conviendra, pour eſtre les dits tabacs livrés & remis dans le courant du mois d'avril ſuivant, dans les magazins du fermier, lequel ſera tenu d'en payer la valeur aux propriétaires aux prix cy après, &c.

Sa Sainteté, conformément à l'article quatrieſme du traité, ſigné ce jour d'hui, autoriſera le fermier à établir des magazins, bureaux & entrepoſts en tel nombre, villes & lieux qu'il jugera à propos, pour la vente en gros & en détail des tabacs de toutes eſpéces; & elle défendra à tous officiers & autres perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoyent de les troubler, ni ſes commis, dans leurs établiſſements & fonctions, à peine de déſobéiſſance, & de tous dépens, dommages & intérêts.

Elle ordonnera, que *tous* & *chacun de ſes ſujets*, & autres qui ſeroient trouvés ſaiſis, ſoit ſur eux, ſoit dans les lieux de leurs domiciles, ou tranſportant & conduiſant dans l'étendue de l'état d'Avignon & comtat Venaiſſin, des tabacs de contrebande & toiles peintes, ſeront, outre les confiſcations ci-devant mentionnées, condamnés; ſavoir, pour le tabac en trois cinquieſmes de marcs d'argent d'amende pour chacune livre de tabac, depuis une livre juſqu'a dix; en dix marcs d'argent d'a-

mende, depuis dix juſqu'à cinquante livres de tabac; & en vingt marcs d'argent d'amende au-deſſus de cinquante livres peſant de tabac; & pour les toiles peintes, en dix marcs d'argent d'amende; le tout pour la premiere fois; les quelles amendes ſeront doublées pour la ſeconde fois, & ainſi augmentées à proportion des reſcidives.

Sa Sainteté défendra *à tous ſes ſujets*, & autres de quelque état & condition, qualité & profeſſion qu'ils ſoyent, meſme aux communautés, d'enſemencer, planter & cultiver, à compter du premier avril prochain, aucuns tabacs dans leurs terres, jardins, vergers & autres lieux, ſitués dans l'étendue de l'état d'Avignon & comtat Venaiſſin, ſous quelque prétexte & dénomination que ce puiſſe être, à peine de confiſcation, & d'être en outre les cultivants, qui jouiront ou feront valoir actuellement, ſoit à titre de propriété, ou de fermage, les terres enſemencées ou plantées en tabac, condamnés en l'amende de trente marcs d'argent & autres peines, ſuivant ce qui ſera jugé par monſieur le Vice-Légat: de l'autorité du quel, & par les officiers de Sa Sainteté ſeront faites toutes recherches & perquiſitions, &c.

Le préſent projet de reglement contenant vingt-ſix articles, a été par nous commiſſaires de Sa Sainteté, & de Sa Majeſté très-chrétienne convenu &

arrêté, conformément à l'article cinq du traité par nous ſigné ce jourd'hui, auquel il demeurera annexé. En foy de quoy nous en avons ſigné deux exemplaires uniformes. Fait à Paris le onze mars mil ſept cent trente-quatre.

Ranieri d'Elci arciv. di Rodi, &c.

Roüillé.

N.° 20.

Bulle du pape Grégoire XI, qui garantit la poſſeſſion d'Avignon & du Comtat pour le ſaint Siége.

GREGORIUS EPISCOPUS
SERVUS SERVORUM DEI.

Ad futuram rei memoriam.

1376. URGET nos charitas ſponſæ Chriſti, ut ejus jura atque bona volentibus, præſumptuoſis auſibus ac reprobis invadere ſeu uſurpare conatibus, curemus opportunis remediis obviare. Sane dudum, tam nos, quam nonnulli prædeceſſores noſtri Romani pontifices in die jovis ſancta, & aliàs adverſus omnes qui per ſe vel alium ſeu alios, directè vel indirectè, ſub quocumque titulo ſeu colore, civita-

tem noſtram Avinionenſem ejuſque territorium, & comitatum Venaiſſini, ad nos & Romanam eccleſiam nullo medio pertinentes, necnon alias civitates, caſtra, villas, terras, & loca, ac jura quælibet ejuſdem eccleſiæ Romanæ, vel aliqua, ſeu aliquid ipſorum, ſeu alicujus eorum partem, ſcienter occuparent & detinerent occupata, varios proceſſus fecimus, diverſas excommunicationes & anathematis ſententias continentes, hujuſmodi ſententiarum abſolutione eidem Sedi reſervata. Cum autem ſicut dolenter referimus, & pluribus eſt manifeſtum, in diverſis mundi partibus ſint quamplures, qui gloriantur cum male fecerint, & ſæpius aliorum terras etiam quandoque ejuſdem Romanæ eccleſiæ invadere, deſtruere, & ibidem prædari, ut de aliis malis innumeris taceamus, non formidant. Nos in iis, nobis & ipſi Romanæ eccleſiæ ſponſæ noſtræ ſalubriter providere volentes, univerſis & ſingulis clericis & laicis cujuſcumque conditionis, ſtatus, ordinis, dignitatis, vel præeminentiæ fuerint, etiamſi Pontificali, vel Imperiali, ſeu Regali, aut alia quacumque præfulgeant dignitate, vel univerſitatibus, communitatibus, & civitatibus quibuſcumque, auctoritate apoſtolica diſtrictius inhibemus, & expreſſè præcipimus, ne hujuſmodi civitatem noſtram Avinionenſem, ejuſque territorium, Venaiſſini, ac Valentini, & Viennenſis, qui à nobis & Romana ec-

cleſia tenentur in feudum, Comitatus, ſive quaſcumque alias terras aut loca, quæ à nobis & ipſa Romana eccleſia, ratione dictorum Comitatuum, mediatè vel immediatè, tenentur in feudum, aut aliquorum ſeu alicujus eorum partem, per terram vel per aquam, quocumque colore quæſito, cum ſtipendiis aut ſine ſtipendiis, invadere vel offendere, aut propter hoc exhibere ſtipendia, ſive navigia dare, locare, commodare, aut titulo quocumque concedere, ſeu remigare in eis, quoviſmodo præſumant, ſive præſtare ſuper iis præſumptoribus ipſis auxilium, conſilium vel favorem, directè vel indirectè, publicè vel occultè; alioquin in omnes & ſingulos, qui contra hujuſmodi inhibitionem aut mandatum noſtrum venire præſumpſerint, etiamſi ut prædicitur Pontificali, aut Imperiali, ſive Regali, ſeu quavis alia præfulgeant dignitate, excommunicationis, quam eò ipſo volumus eos incurrere, ſententiam promulgamus; eorumque terras, & loca, & quaſlibet alias communitates, ac univerſitates, & civitates, contra præmiſſa vel eorum aliqua attentantes, eccleſiaſtico ſupponimus interdicto, &c. Non obſtantibus, ſi eorum aliquibus, aut ſtatui, conditioni, & dignitati, ordini, ſeu perſonis, à prædicta Sede indultum exiſtat, quod generalibus ſententiis non ligentur, quodque interdici, ſuſpendi, vel excommunicari

non poſſint, etiam per litteras apoſtolicas, niſi plena & expreſſa ac de verbo ad verbum de indulto hujuſmodi, aut eorum propriis nominibus, ſtatu, conditione, dignitate, ſeu ordine in ipſis ſententiis mentio habeatur, & quibuſlibet aliis privilegiis ſeu indulgentiis dictæ Sedis generalibus vel ſpecialibus, quorumcumque tenorum exiſtant, ſtatui, conditioni, dignitati, ordini, aut perſonæ conceſſis, ſeu ſtatutis & conſuetudinibus, per quæ præſentibus non expreſſa, vel totaliter non inſerta, præmiſſarum litterarum noſtrarum effectus poſſit differri aliqualiter, aut quomodolibet impediri, quæ in præmiſſis omnibus nolumus alicui, ſeu aliquibus ſuffragari; ſed omnia quoad illa decernimus non tenere. Abſolutionem autem omnium ſententiarum in iis omnibus noſtris proceſſibus contentarum, & relaxationem interdictorum nobis, & noſtris ſucceſſoribus, mortis articulo dumtaxat excepto, ſpecialiter reſervamus, &c. Nulli ergo omninò hominum liceat, &c.

Datum Avinione kalend. ſeptembris, pontificatûs noſtri anno VI, de curia, L. Fontalis.

N.° 21.

Prohibition conſiſtoriale, de ne jamais aliéner la ville d'Avignon.

PAULUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI.

Ad perpetuam rei memoriam.

1465. SUPER cathedram præeminentiæ paſtoralis divinæ clementia conſtituti, etſi multis arduiſque negotiis, quæ in Romanæ curiæ alveum undique confluunt, circumdamur, circa id tamen vacamus inſtantius, ut civitates noſtræ, præcipuè Avinion. & comitatus Venaiſſini ſub noſtra & apoſtolicæ Sedis ditione in perpetuum cenſeantur remanere. Sanè pro parte dilectorum filiorum conſulum tunc ſyndicorum concilii & communitatis civitatis noſtræ Avinion. felicis recordationis Nicolao papæ V, prædeceſſori noſtro inter cetera porrecto, quatenus civitatem, & eos omnes ſuos ſimiles ſubditos dignaretur eadem ſanctitas ſub alarum ſuarum protectione continuo habere recommiſſos, & in ſua obedientia, & ſuo ac ſanctæ Romanæ eccleſiæ dominio ſemper cuſtodire, & nullis temporibus ab eodem alienare : quam-

quam aliqui iniquitatis filii tendentes ad aliqua commoda particularia & propria, ſub certis fictis coloribus, quæſiviſſent ipſam civitatem ac eos à dicto dominio ſeparare & alienare, quod ipſis ſumme diſplicibile atque graviſſimum foret; dubitanteſque ne dicti iniquitatis filii & alii pro tempore dictam ſeparationem ſeu alienationem quærerent, ac cupientes ſub ejuſdem Nicolai ſanctitate, & eccleſiæ Romanæ dominio perpetuo ſubjici, & ſub illo ſemper perſiſtere; & propterea ad ipſorum perpetuam conſolationem, & fidelitatis confirmationem, dignaretur ſanctitas ſua per bullam ad perpetuam rei memoriam reddere civitatem ipſam, & ſuos ſubditos, à d. dominio ejuſdem Nicolai prædeceſſoris & Romanæ eccleſiæ inalienabiles; &, ſi videretur eidem Nicolao conſiſtorialiter hoc facere, reputarent ad ſummam gratiam & immenſam conſolationem. Præfatus Nicolaus laudabilem voluntatem & devotionem conſulum tunc ſyndicorum & modernorum concilii prædictorum commendans, de venerabilium fratrum ſuorum ſanctæ Romanæ eccleſiæ cardinalium, de quorum numero tunc eramus, conſilio pariter & aſſenſu, per ſuas litteras declaravit, ſuæ voluntatis eſſe d. civitatem ejuſque territorium & diſtrictum, necnon comitatum noſtrum Venaiſſini, perpetuis futuris temporibus ſub ſuo & ſucceſſorum ſuorum Romanorum

pontificum & Romanæ eccleſiæ dominio poteſtate & juriſdictione tenere, & ita eſſe debere promiſit; ſucceſſores ſuos in Domino exhortans, ut nullo unquam tempore civitatem, vel ejus comitatum & caſtra, & etiam ipſum Venaiſſini comitatum, non venderent neque alienarent, aut impignorarent quoquomodo, neque de eis aut eorum aliquo, quemquam alicujus alienationis aut conceſſionis contractum, ſeu litteras facerent, ſed ipſos omnes conſervarent pro poſſe ſub ſuo & d. eccleſiæ dominio & poteſtate, tamquam bonos & devotos ſuos & ipſius eccleſiæ fideles. Poſtmodum verò pro parte conſulum ac concilii communitatis prædictorum piæ memoriæ Calixto papæ III, etiam prædeceſſori noſtro expoſito, quod ipſi pro tutioris cautelæ Præſidio litteras Nicolai prædictas apoſtolico deſiderabant munimine roborari; idem Calixtus conſulum tunc ſyndicorum ut præfertur, & concilii hujuſmodi etiam ſupplicationibus inclinatus, litteras prædictas ratas & gratas habens, illas validas fuiſſe & eſſe declaravit pariter & decrevit, ipſaſque obſervari velle nunciavit, prout in ſingulis litteris prædictis plenius continetur. Cum autem ſicut exhibita nobis nuper pro parte conſulum, & concilii, ac communitatis prædictorum petitio ſubjungebat, ipſi pro majori & firmiori tutamine ſummopere affectent ſingulas litteras prædictas rurſus

apoſtolico munimine roborati, pro parte conſulum, & concilii, ac communitatis prædictorum nobis fuit humiliter ſupplicatum, ut ſuper his opportune providere de benignitate apoſtolica dignaremur. Nos igitur, ad quos ex debito paſtoralis officii nobis quamquam immeritis commiſſo ſpectat, dominia, civitates & juriſdictiones ſub noſtro & Romanæ eccleſiæ imperio retinere, illaſque inalienabiles præſervare, de fratrum noſtrorum ſanctæ Romanæ eccleſiæ cardinalium conſilio & aſſenſu, prædeceſſorum hujuſmodi litteras auctoritate apoſtolica, & ex certa ſcientia tenore præſentium approbamus, illaſque plenum apoſtolicæ robur firmitatis obtinuiſſe & obtinere decernimus; & etiam declaramus, & pollicemur civitatem & comitatus hujuſmodi nuſquam à noſtra & Sedis apoſtolicæ poteſtate alienare. Et quoniam præmiſſa in noſtrum & ejuſdem Sedis commodum & decorem non modica cedere noſcantur, ſucceſſores noſtros Romanos pontifices qui pro tempore fuerint exhortamur in Domino, ne contra tenorem litterarum prædictarum quidquam agere ſtudeant, quod in diſpendium apoſtolicæ Sedis vergere dignoſcatur. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, conſtitutionis, declararionis, & exhortationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſum-

pſerit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli apoſtolorum ejus, ſe noverit incurſurum.

Datum Romæ apud ſanctum Marcum, anno incarnationis Dominicæ 1465, 5 id. decembris, pontificatûs noſtri anno ſecundo. Grat. de mandato D. N. Papæ. A. de Collis. (*Sequuntur Cardinalium tunc præſentium ſubſcriptiones*).

DÉFENSE

DES

RECHERCHES

HISTORIQUES

CONCERNANT

LES DROITS DU PAPE,

Sur l'Etat & la Ville d'Avignon.

DÉFENSE
DES
RECHERCHES
HISTORIQUES,

Concernant les Droits du Pape ſur l'Etat & la Ville d'Avignon.

IL a paru à Rome une *Réponſe aux Recherches, concernant les Droits du Pape ſur l'Etat & la Ville d'Avignon*, & tout nous perſuade que cette brochure a été publiée ſous les auſpices du gouvernement Romain.

On devoit s'attendre, dans ces circonſtances, que l'auteur, appelé par le Miniſ-

tère d'un Prince puiſſant à travailler ſur une matière qui touche de ſi près les droits & les démarches d'un des plus grands Rois de la Terre, auroit mis dans ſes écrits la décence & la modération qu'on exige aujourd'hui, même dans les ouvrages de controverſe, ou de ſimple critique, & dont on lui avoit donné l'exemple dans les Recherches.

C'eſt avec d'autant plus de ſurpriſe & de peine qu'on l'a vu s'écarter ſans ceſſe de ces règles éternelles de l'honnêteté & de la bonne foi; & après avoir employé tour à tour les artifices les plus odieux de l'école & de la chicane, ſe répandre en injures atroces contre l'auteur des Recherches, & finir par une application ſacrilège de l'anathême que pluſieurs Pontifes ſouverains ont prononcé contre les envahiſſeurs de l'Etat d'Avignon.

Je reprens la plume pour venger la gloire des grands Rois, qui ont ordonné la réunion de cet Etat au domaine de Pro-

vence, & pour déchirer le voile que l'auteur Romain s'eſt efforcé de jetter ſur les droits qui aſſurent Avignon à la Couronne.

Je n'emploierai dans cette défenſe que des raiſons avouées par la juſtice & par l'équité, & des faits gravés dans les faſtes de la vérité. Obſervant ſans ceſſe le reſpect que je dois à la cauſe que je défends, & au public & à moi-même, je laiſſerai les injures & les artifices à ceux qui ont beſoin de ces armes pour ſe défendre, & qui ne rougiſſent pas de s'en ſervir.

Pénétré de la vénération la plus profonde pour le S. Siége, & pour ceux que Dieu y a placés, je ne me permettrai rien qui puiſſe bleſſer ce ſentiment intime & commun à tous les fidèles.

Mais inſtruit de bonne heure à diſtinguer la chaire de S. Pierre, du trône du Vatican, & le chef de l'Egliſe du ſouverain, d'un grand Etat, j'uſerai envers les Monarques de Rome, du droit que la poſtérité a tou-

jours eu d'examiner & de juger les actions des plus grands Rois de l'univers.

Comme la brochure Romaine n'eſt pas encore répandue en-deça des Alpes, j'ai eu ſoin de la faire réimprimer, afin que le lecteur puiſſe d'autant plus facilement prononcer entre l'auteur & le critique des Recherches.

Je ne m'arrêterai pas à l'Avant-propos de la Réponſe à ces Recherches, parce-qu'il ne renferme que des déclamations étrangéres à l'objet de la conteſtation. Je m'épargnerai ſur-tout la peine de relever le reproche de l'auteur Romain, « qu'il » étoit réſervé à ce ſiècle qui doute de tout, » & où l'on nie tout quand il s'agit des » droits de l'Egliſe, d'attaquer le S. Siége » ſur la validité de la vente d'Avignon, & » de me voir faire des efforts auſſi inutiles » que *téméraires* pour détruire ſes droits » ſacrés ſur cette ville ».

Pag. 6 & 7.

A s'en rapporter à cette aſſertion, trop ſouvent répétée depuis quelques temps

pour n'être point ſuſpecte, ce ſeroit l'eſprit de notre ſiècle philoſophe qui auroit donné le ſignal d'examiner les titres auxquels la cour de Rome poſsède Avignon; & ce ſeroit l'auteur des Recherches qui auroit obéi le premier à cette voix impie. Je n'ai fait cependant que ſuivre les traces de nos meilleures auteurs du ſeizième & dix-ſeptième ſiècle. J'ai employé quantité d'argumens qui ſont conſacrés depuis l'année 1662, dans les regiſtres du Parlement d'Aix; & quant aux autres, j'ai ſimplement glané après les Chopins, les Dupuys & les Conrings. Le critique convient lui-même de cette vérité, lorſqu'il me reproche quelques lignes plus bas que *j'ai propoſé des argumens, la plupart ſurannés, & à peine un ſeul dont pluſieurs autres auteurs, acharnés à combattre la vente d'Avignon, ne ſe fuſſent pas déja aviſés.*

Cette contradiction manifeſte fera ſans doute perdre à l'auteur de la Réponſe le fruit qu'il attendoit de ſa déclamation.

Mais quant à la témérité qu'il y auroit, ſuivant lui, à révoquer en doute la validité de l'acquiſition d'Avignon, l'équité naturelle, qui eſt de tous les ſiècles, nous apprend qu'il ne faut pas être plus téméraire pour examiner les droits que le Pape prétend avoir ſur cette ville, que pour ſoutenir que la France n'y en a aucuns. Les droits du Roi ſont auſſi ſacrés devant le tribunal des nations, que ceux du Pape peuvent l'être aux yeux du plus zélé Ultramontain.

Pag. 9. Le critique ne réfute qu'en paſſant l'argument eſſentiel que tous les auteurs, qui ont parlé juſqu'ici de la vente d'Avignon, ont tiré de la minorité de la reine Jeanne, laquelle étoit tout au plus âgée de 22 ans, quand elle fit cette aliénation.

Pag. 10. L'auteur Romain tranche ſur cette difficulté, *en niant que Jeanne naquit en* 1326, comme je l'avois ſuppoſé; & en ſoutenant au contraire, comme une choſe certaine, *que rien ne nous empêche de croire*

que cette Princeſſe vint au monde *avant* le mois de Juillet 1324, & par conſéquent qu'elle ne fût entrée dans ſa vingt-cinquième année, lorſqu'elle célébra la vente d'Avignon. Mais bien loin de pouvoir accorder au critique ce qu'il aſſure, *je ſais* de ſcience *très*-certaine, que *tout nous oblige de croire* que Jeanne naquit au plutôt vers le milieu de l'année 1326.

J'e n'alléguerai pas des autorités modernes, quoique nos meilleurs auteurs aient été de cette opinion, & que Giannone en particulier, qui a fait les plus profondes recherches ſur l'hiſtoire de Naples, diſe expreſſément que Jeanne n'avoit que *ſept* ans en 1333, que ſeize en 1343, & que trente-ſix en 1363. Mais je remarquerai d'abord que cette Princeſſe n'a pu naître avant le mois de juin 1324, parceque ſa mère, Marie de Valois, n'eſt partie de Paris pour ſe marier, qu'au mois de novembre 1323; & que ſon contrat de mariage n'a été ſigné qu'au mois de janvier 1324.

Giannone, *tom. III, pag.* 174, 220, 236.

Pièces juſtificatives, N.° 19.

Ma ſeconde remarque ſera déciſive; puiſqu'elle eſt fondée ſur des actes authentiques des ſouverains Pontifes. Pour ſentir la force de cette preuve, il faut ſe rappeler avant toutes choſes, que dans l'inveſtiture du royaume de Sicile, accordée en 1265 à Charles d'Anjou, Comte de Provence, par le pape Clément IV, il fut ſtipulé, art. XV, que les ſucceſſeurs de Charles adminiſtreroient librement ce Royaume, lorſqu'ils auroient atteint leur dix-huitième année; mais qu'eux & leur Royaume demeureroient pendant leur minorité, en la garde du S. Siége, juſqu'à ce qu'ils euſſent accompli l'âge de 18 ans.

Il faut ſe ſouvenir enſuite que le roi Robert, ayeul de Jeanne, inſtitua par ſon teſtament un conſeil de régence, chargé de régir & d'adminiſtrer tous ſes Etats, juſqu'à ce que la Reine, ſa petite fille eût paſſé ſa vingt-cinquième année.

Cette diſpoſition déplut au pape Clément VI, parce qu'elle étoit totalement

contraire à la convention de 1265. Il la caſſa par une bulle du 28 novembre 1343, & défendit au Conſeil de régence nommé par le roi Robert, de ſe mêler dorénavant du gouvernement, au moins pendant le temps qu'en vertu de ladite convention, l'adminiſtration ou *la Balia* du royaume appartiendroit au ſaint Siége. Conſidérant néanmoins que Jeanne étoit encore incapable par ſon âge d'adminiſtrer ſon royaume, il chargea du gouvernement le cardinal Aimeric, ſon légat, ſpécialement député pour cette cauſe. *Pièces juſtificatives*, No. 20, 21 & 22.

Il réſulte de cette bulle, que la reine Jeanne n'avoit pas encore atteint ſa dix-huitième année au mois de novembre 1343, puiſque le Pape a pu s'arroger encore à cette époque la régence du royaume de Naples, en vertu de la convention de 1265, qui ne lui en donnoit le droit que juſqu'à la majorité de Jeanne, fixée à dix-huit ans.

Mais cette Princeſſe n'accomplit pas

non plus ſa dix-huitième année au mois de février 1344 ; car nous avons dans Ordéricus Raynaldus, une bulle de Clément VI, datée du 2 de février de cette année, par laquelle ce Pontife enjoignit à Jeanne d'obéir au légat Aimeric, auquel il avoit confié l'adminiſtration du royaume de Sicile, pour le temps que cette adminiſtration lui appartenoit : *Cui adminiſtrationem regni Siciliæ pro tempore quo ad nos eadem adminiſtratio pertinet commiſimus.*

T. XVI. ann. 1244, N.° 16.

Elle n'atteignit pas ſa majorité au mois de juillet 1344, puiſque par une bulle du 2 de ce mois, le Pape renouvella la commiſſion du cardinal Aimeric, pour la régence du royaume de Naples, avec la même clauſe : *Pro tempore quo ad nos dicta adminiſtratio pertinet.*

Ibid. N.° 19.

Enfin, on peut dire que Jeanne n'avoit pas encore atteint ſa dix-huitième année au mois de novembre 1344, puiſque ce ne fut qu'à ſes inſtantes prieres, & par une pure grace du ſaint Siége, que Clément

Ibid. N.° 30.

VI révoqua, par une bulle du 18 novembre, la commiſſion du cardinal Aimeric; & confia à la Princeſſe même l'adminiſtration parfaite du royaume de Naples.

Voilà bien les preuves les plus complettes de la vérité que je me ſuis contenté d'indiquer dans les Recherches, ſavoir, que Jeanne avoit tout au plus vingt-deux ans paſſés lorſqu'elle vendit Avignon.

J'avoue cependant que j'ai erré dans ce calcul, puiſqu'il eſt démontré qu'elle n'avoit alors que vingt-un ans. En effet, la vente d'Avignon a été faite le 9 juin 1348, & nous venons de voir que Jeanne étoit encore fort loin de ſa dix-huitième année aux mois de juillet & de novembre 1344; elle étoit par conſéquent fort au deſſous de vingt-deux ans au mois de juin 1348.

J'ai réſervé pour la fin un argument de la plus grande force, qui réſulte de l'édit révocatoire de la reine Jeanne, de l'année 1350. On trouve cette pièce dans les pièces juſtificatives des Recherches, n°. 133

pag. 121. La copie qui s'en trouve dans Bouche, porte: *Verumtamen ne adhuc nobis in majori ætate conſtitutis ex fragilitate ejuſdem fiant modo ſimili alienationes, &c.* Mais il eſt certain par le texte même de cette piece, qu'il faut lire *nobis* ADHUC *IN MINORI ætate conſtitutis.* En effet, comment le terme d'*adhuc* quadreroit-il aux mots de *major ætas?* on ne dit pas je ſuis *encore* majeur, mais bien, je ſuis *encore* mineur; & le terme d'*encore* ou d'*adhuc* dénote alors un temps & un état qui finira, mais qui n'eſt pas encore fini: qu'eſt-ce d'ailleurs que la *fragilité* de l'âge majeur? la juriſprudence ne connoît que la *fragilité de l'âge mineur.* Enfin, ſi la reine Jeanne eût été majeure quand elle publia cet édit, comment auroit-elle pu ſtipuler à la fin que les aliénations qu'elle feroit encore dans la ſuite, *fiendas in poſterum*, ſeroient nulles, *futuras nullas*, comme ayant été faites pendant *ſa* MINORITÉ, *factas per nos in ætate minori conſtitutam?*

Réſumons ce qui vient d'être démontré.

La reine Jeanne n'a pu naître avant le mois de juin 1324, parce que ſa mere n'a été mariée qu'au mois de janvier de cette année.

Elle naquit très-certainement après le mois de novembre 1326, puiſque le Pape a conſervé juſqu'au mois de novembre 1344, la régence du royaume de Naples, qui ne lui appartenoit que pendant la minorité de cette Princeſſe ; c'eſt-à-dire, juſqu'à ce qu'elle eût atteint ſa dix-huitième année.

La reine Jeanne avoit par conſéquent tout au plus vingt-un ans, quand elle vendit Avignon : c'eſt tout ce qu'il falloit prouver contre l'auteur, & je puis me diſpenſer de relever ſes autres imaginations. Il n'y en a qu'une qui mérite pour d'autres raiſons d'être rapportée : c'eſt que l'auteur *ſe fait fort de ſoutenir* que Jeanne étoit devenue majeure à dix-huit ans, parce que les Rois de Naples le devenoient à cet âge.

Ce dernier principe eſt inconteſtable : nous avons vu que convention de 1265 l'établit avec la dernière évidence ; mais qu'eſt-ce qu'un réglement fait pour le royaume de Naples a de commun avec le comté de Provence ? Perſonne n'ignore qu'un même Prince peut être en même-temps réputé majeur dans un pays, & mineur dans un autre, & nous en avons tous les jours des exemples dans les Princes d'Allemagne, qui poſſédent des terres ſous la domination du Roi. Mais comment le critique peut-il ſoutenir que Jeanne ait été majeure à dix-huit ans dans ſon comté de Provence, elle qui à vingt-un ans paſſés renonça encore au bénéfice de minorité dans le contrat de la ville d'Avignon, & qui avoua en 1350, qu'elle étoit *adhuc in minori ætate conſtituta ?*

Ludewig, de æt. legit puber. & maj. capit. 19, §. 16, pag. 146.

Après avoir démontré que Jeanne étoit encore mineure & très-mineure, quand elle fit la vente d'Avignon, le critique me force encore de prouver que cet état de

minorité étoit un obſtacle inſurmontable à cette vente, & que le contrat de 1348 eſt nul de toute nullité, pour avoir été célébré ſans l'intervention du Conſeil de régence, que le roi Robert avoit établi.

L'auteur Romain ſe plie & ſe replie en tout ſens pour éluder ce moyen invincible.

Il prétend d'abord que l'intervention des curateurs eſt une ſimple formalité, & qu'un Souverain peut s'affranchir quand il veut de toutes les formalités du droit civil, pourvu qu'il déclare expreſſément que telle étoit ſon intention. Le critique cite là-deſſus Grotius, qui ne dit pas un mot de tout cela. Au reſte, ce principe peut être vrai, lorſqu'il eſt queſtion d'un Souverain qui gouverne lui-même, & qui eſt maître abſolu de ſes actions & de ſes Etats; mais on ne ſauroit l'appliquer au cas dont il s'agit ici. Il eſt d'abord faux que Jeanne ait *déclaré* dans le contrat touchant Avignon,

qu'*elle s'affranchiſſoit* des formalités du droit civil : on voit au contraire qu'elle y paſſe en revue toutes les ſubtilités contenues *aux corps du droit civil & canonique, & dans leurs gloſes.* Il faut enſuite remarquer que le droit public de toutes les nations ayant adopté la maxime qu'un Prince mineur ne peut pas s'engager valablement ſans le conſentement de ſes curateurs, ou, ſi l'on aime mieux, ſans le conſentement des régents de ſes états ; & le droit public particulier de chaque peuple fixant par des loix expreſſes l'âge auquel la minorité du Souverain & l'autorité des régens doivent finir ; l'intervention de ces régens dans les engagemens du Souverain n'eſt pas une ſimple formalité, mais une condition eſſentielle & indiſpenſable, de laquelle la validité de ces engagemens dépend. Enfin, il faut conſidérer qu'un Souverain mineur ayant beſoin du conſentement de ſes curateurs : pour toutes ſes actions quelconques, il ne peut faire ſans eux la déclaration

claration qu'il veut s'affranchir de toute formalité.

Le ſecond moyen que l'auteur Romain propoſe, c'eſt que les deux Seigneurs ſuzerains de la reine Jeanne ayant autoriſé la vente d'Avignon, cette autoriſation valoit bien le décret d'un Magiſtrat.

J'aurai dans la ſuite occaſion de parler de la prétendue autoriſation de l'empereur Charles IV; il ſuffira d'obſerver ici que les lettres patentes de ce Prince de l'année 1348 ne diſent pas un mot, ni d'une pareille autoriſation, ni de la vente d'Avignon, ni de la reine Jeanne. Quant à l'autoriſation du pape Clément VI, ſuzerain du royaume de Naples, il ſeroit difficile de concevoir comment elle auroit pu avoir la moindre valeur dans une affaire qui regardoit le comté de Provence : c'eſt comme ſi l'on ſoutenoit que le Roi peut autoriſer un Prince d'Allemagne, qui ſeroit ſon vaſſal pour des terres ſituées en Alſace, à

faire des aliénations de ſes autres terres ſituées ſous la mouvance & la ſouveraineté de l'Empire. Le critique d'ailleurs ne devoit pas oublier que le Pape ayant été lui-même l'acquéreur d'Avignon, il ne pouvoit pas autoriſer ſa vendereſſe à célébrer ce contrat, par la maxime vulgaire que *nemo poteſt autor fieri in rem ſuam*, & qu'il ne pouvoit ſuppléer non plus les fonctions de juge, parce que perſonne ne peut l'être dans ſa propre cauſe.

L. 34, §. ult. cod. de contr. empt.

Le troiſième moyen de l'auteur Romain conſiſte à dire que la reine Jeanne ratifia la vente d'Avignon, douze jours après l'avoir conſommée. Cette idée bizarre ne mérite point de réponſe. En effet, ſi la vente d'Avignon eſt nulle pour avoir été faite par une mineure, la ratification de cette vente par la même mineure ne doit pas être moins nulle, puiſque la même raiſon de nullité a toujours ſubſiſté.

La quatrième objection du critique, *que la Reine garda ſcrupuleuſement le ſilence*

ſur cette vente, eſt refutée par les cinq édits révocatoires de domaines aliénés en Provence, que Jeanne publia depuis 1350 juſqu'en 1368. Nous verrons ci-deſſous qu'il n'étoit pas néceſſaire d'y nommer la ville d'Avignon en particulier, mais qu'il ſuffiſoit d'avoir révoqué indiſtinctement tous les domaines aliénés depuis la mort du roi Robert.

La cinquième objection eſt vraiment ſinguliere. Le critique croit que comme la vente d'Avignon s'eſt faite de Souverain à Souverain, elle devoit au moins ſubſiſter comme *pacte*, ſi faute de certaines formalités elle ne pouvoit paſſer pour *UN CONTRAT* légitime.

Cette diſtinction ſubtile entre des pactes & des contrats parfaits, peut avoir ſon utilité à l'égard des conventions paſſées par des particuliers, & peut-être entre des Souverains qui gouvernent leurs Etats avec une pleine autorité; mais un Prince mineur, auquel les loix défendent de s'en-

gager ſans l'intervention de ſes curateurs, & qui pour cette raiſon ne ſauroit contracter valablement par lui-même, peut-il faire des pactes légitimes de ſon autorité privée & particulière? Je ſuis perſuadé que le critique n'oſera pas affirmer cette propoſition. La prohibition que les loix de toutes les nations ont faite aux Princes mineurs de s'engager ſans l'aveu & le conſentement des régens, eſt générale & abſolue. Or un pacte, pour n'être pas revêtu de certaines formalités affectées aux contrats, n'en produit pas moins un engagement précis & obligatoire. Les traités de paix, les alliances, les traités de commerce, en un mot, ce qu'on appelle traités & conventions publiques ne ſont ſûrement que des pactes; cependant on n'en trouve aucuns dans les archives des nations, que des princes mineurs aient conclu de leur chef, mais bien une quantité conſidérable qui portent le nom des régens & des régentes qui gouver-

noient les Etats de ces Princes pendant leur minorité.

Le critique aſſure en ſixième lieu, que la poſſeſſion centenaire ſupplée de droit au défaut de toutes formalités. Je ne m'arrêterai pas à diſcuter la véritable application de ce principe. Je ne répéterai pas que l'intervention des curateurs ou des régens, dans les conventions d'un Prince mineur, n'eſt rien moins qu'une formalité, mais qu'elle appartient à l'eſſence de ces contrats. Je remarquerai ſeulement que la poſſeſſion centenaire, comme toute autre poſſeſſion, ne peut être alléguée en droit ; qu'autant qu'elle n'a point été interrompue par les interpellations des parties intéreſſées. Or j'ai rapporté dans les Recherches une foule d'actes révocatoires des domaines aliénés en Provence, dont la chaîne commence deux ans après la vente d'Avignon, & s'étend juſqu'à nos jours, ſans la moindre interruption. Il faut de plus une poſſeſſion fondée ſur un titre légitime ; il

faut enfin, ſuivant les règles du Droit canon, une bonne foi, ſans reproche, dans les auteurs de cette poſſeſſion & dans ceux qui l'ont continuée: or la poſſeſſion d'Avignon ne porte aucun de ces caractères eſſentiels.

J'ai réſervé pour la fin l'argument le plus ſpécieux de l'auteur Romain. Il prétend que Jeanne en renonçant par un ſerment au bénéfice de minorité, & à toutes les actions & exceptions qui en réſultent, avoit mis elle-même un empêchement invincible à la réſiliation du contrat de la vente d'Avignon.

Perſonne ne diſconviendra que depuis la fameuſe conſtitution de l'empereur Frédéric I, *Sacramenta puberum, &c.* la juriſprudence commune n'ait été, qu'un mineur ne pouvoit revenir contre une aliénation qu'il avoit confirmée par ſerment. Mais il s'en faut de beaucoup que cette loi puiſſe être appliquée au cas dont il s'agit ici. Il n'eſt pas néceſſaire, pour le prouver,

Cod. ſi adverſus venditionem.

d'examiner la nature du ſerment que la reine Jeanne a prêté, ni ſa validité originaire; il ſuffira de faire voir, par les propres principes du Droit canon, qu'il doit être réputé nul, non avenu & de nulle valeur.

Les loix eccléſiaſtiques ſont d'accord ſur ce point général, qu'un ſerment n'eſt juſte qu'autant qu'il eſt prêté pour une choſe juſte & licite, & qu'il ne tourne pas au préjudice d'un tiers. Elles conviennent auſſi qu'un ſerment ne peut pas valider des actes prohibés par les loix. Or, j'ai prouvé dans les recherches, & je le démontrerai inceſſamment par de nouveaux argumens, que toutes ſortes d'aliénations des états de Provence ont été interdites à la reine Jeanne par une loi claire, préciſe & poſitive de ſon aïeul, dont elle avoit une pleine connoiſſance, & qu'elle avoua plus d'une fois d'être obligée de garder inviolablement. Le ſerment prêté par la reine Jeanne touchant la vente d'Avignon, eſt donc nul, pour avoir

C. Etſi 26. X. de jurejur. C. pervenit ad nos 2. X. & C. 27. X. Ibid. C. 5. C. 22. Qu. 4. C. 8. C. 22. Qu. 4. C. 18. ſeqq. C. 22. Qu. 5. C. 12. X. de jud. C. 18. X. de teſti. & atteſ. C. 4. X. de teſti. Cog. C. 7. X. de pign. C. 12. in fine X. de foro compet. &c.

été prêté par rapport à une choſe prohibée par la loi.

C. 33. X. de jurejur. Il eſt encore nul, pour avoir été prêté contre les propres engagemens de cette Princeſſe; & qui plus eſt, contre ſes engagemens confirmés par un ſerment ſolemnel. Elle avoit juré, en 1343, qu'elle obſerveroit religieuſement tous les articles du teſtament de ſon aïeul, qui lui défend très-expreſſément toutes ſortes d'aliénations, au moins juſqu'a ſa vingt-cinquième année: elle avoit juré, en 1347, aux Etats de Provence, de n'aliéner jamais aucunes parties de cette province.

C. 28. X. de jurejur. in fine. C. de pact. in 6. Enfin le ſerment de la reine Jeanne portant confirmation de la vente d'Avignon, eſt encore nul, parcequ'il tournoit évidemment au préjudice d'un tiers: au préjudice de ſes Agnats, qui avoient un droit ſur la ville d'Avignon; au préjudice des états de Provence, qui devoient néceſſairement ſupporter plus de charges, à meſure que le domaine Comtal dimi-

nuoit, & qui avoient intérêt & droit d'empêcher tous les démembremens de cette Province : enfin, au préjudice de la ville d'Avignon elle-même.

Je pourois ajouter à tout ceci, qu'il y a eu du dol dans le fait de celui qui a exigé & reçu le ſerment de Jeanne. Je pourois dire qu'il ſavoit de ſcience certaine que toutes ſortes d'aliénations avoient été abſolument defendues à cette Princeſſe ; qu'il avoit vu les cioyens d'Avignon prêter à ſa ſœur un hommage ſimultané ; qu'il n'ignoroit pas les droits de ſes autres Agnats ; qu'il avoit négocié lui-même la convention de 1347, entre elle & les Etats de Provence : j'eſpère trouver ci-deſſous une meilleure occaſion de détailler ces vérités.

C. 28. X. de jurejur. C. 2. de pact. in 6.

Juſqu'ici le critique s'eſt contenté de combattre légèrement l'exception *ſurannée* que les Dupuy & les autres défenſeurs des droits du Roi ont formée contre la vente d'Avignon, pour cauſe de minorité de la vendereſſe. Ce n'eſt qu'à la page 13

pag. 13.

qu'il attaque ſérieuſement les preuves que j'ai tirées du teſtament du roi Robert, pour invalider cette aliénation.

L'Auteur Romain débute par le reproche qu'il me fait, « d'avoir manqué de » probité, d'exactitude & de fidélité, en » omettant, dans l'extrait que j'ai donné » de ce teſtamens, une clauſe vraiment » eſſentielle, par laquelle le roi Robert » mettoit, pour ainſi dire, ſa petite-fille » Jeanne & ſes Etats, ſous la ſauve-garde » & la tutèle du Pape & des Cardinaux ».

Je ne ſaurois mieux repouſſer cette calomnie, qu'en tranſcrivant ici mot à mot, cette prétendue clauſe eſſentielle.

Item recommendat, (Rex Robertus) *cum omni reverentia*, « humilitate ac devotione » ſanctiſſimo & clementiſſimo Domino noſ- » tro ſummo Pontifici & reverendis patribus » dominis Cardinalibus ſacri Collegii, præ- » fatam dominam Reginam, necnon domi- » num Ducem & Duciſſam ſororem ejus » prædictas ac regnum, comitatus eoſdem

» & quæcumque alia bona, terras & loca : &
» ſperat præfatus Dominus Rex quod jam
» dicta domina Regina, domini Dux &
» Duciſſa ſoror ejus, regnum, comitatus &
» alia ſupra dicta favore & aſſiſtentia præ-
» fatorum Dominorum Domini noſtri &
» Dominorum Cardinalium manuteneantur & defendantur, & à noxiis præſerventur : attenta pluſquam filiali reverentia & devotione ipſius Domini regis &
» prædeceſſorum ejus erga ipſos, ſemper
» ad ſucceſſores propaganda ſicut hucuſque extitit propagata ».

Le roi Robert recommande ſa petite-fille Jeanne & ſes Etats au Pape & aux Cardinaux, eſpérant qu'en conſidération de ſon dévouement & de celui de ſes prédéceſſeurs pour le S. Siége, cette Reine & ſes Etats ſeront, par la faveur & l'aſſiſtance du ſouverain Pontife & du ſacré Collége, maintenus, défendus & préſervés de tous torts & dommages.

Que tout lecteur impartial juge à préſent

ſi une recommandation pareille mettoit la reine Jeanne ſous la tutèle du Pape & des Cardinaux, ou ſi elle leur donnoit le moindre droit de ſe mêler des affaires dont le roi Robert avoit commis le ſoin à des régens particuliers. Mais quand il ſeroit vrai que le S. Père ait été conſtitué tuteur de la reine Jeanne, cette qualité lui auroit défendu abſolument de contracter avec ſa pupille ; & la maxime : *Tutor non poteſt autor fieri in rem ſuam*, eût jetté en ce cas une tache ineffaçable ſur l'acquiſition de l'Etat d'Avignon.

Il ne me reſte plus que de me laver du reproche d'inexactitude, pour avoir omis l'article que je viens de rapporter, dans l'extrait que j'ai donné du teſtament du roi Robert. Je pourrois dire, & il ſuffiroit ſans doute pour ma juſtification, que n'ayant annoncé qu'un ſimple extrait de ce teſtament, je n'ai point commis de négligence ni d'infidélité, en omettant un article que je pouvois regarder comme

abſolument inutile, ou du moins parfaitement étranger à l'objet que je traitois : j'avouerai cependant que j'ai balancé, en compilant les preuves des recherches, ſi je ferois entrer ou non le paſſage en queſtion, & que je ne me ſuis déterminé à le ſupprimer que par reſpect pour la mémoire du Pape Clément VI.

En effet, notre ſiècle, que l'auteur Romain a caractériſé au commencement de ſa brochure, ce ſiècle ennemi de la cour de Rome, qu'auroit-il penſé ſi je l'euſſe mis à portée de comparer cette *clauſe eſſentielle* du teſtament du roi Robert, avec la conduite que le Pape a tenue à l'égard de la reine Jeanne?

Imitateur fidèle de la conduite de ſon père & de ſon aïeul, le roi Robert avoit ſacrifié ſon repos, ſes biens, le ſang de ſes peuples, la tranquillité de ſes Etats, & peut-être les jours de ſon fils unique, à *ſon dévouement plus que filial* pour la cour de Rome. Il avoit fomenté, pour lui complaire, les troubles de l'Italie, excité

& favoriſé la rebellion des Lombards & des Florentins contre les empereurs Henri VII & Louis de Bavière, leurs ſouverains légitimes, & rempli avec le plus grand ſuccès tous les rôles difficiles, dangereux & ſouvent injuſtes dont il fut chargé. Touchant à ſa dernière heure, & voyant avec douleur ſon ſceptre paſſer entre les mains d'une jeune femme, à peine âgée de 16 ans, il rappelle au pape Clément VI ce zèle & cet attachement ſans égal; il lui recommande, en conſidération de ſes ſervices paſſés, la reine Jeanne, ſa petite fille, & ſes Etats; il fait plus, il ſe *perſuade* qu'au moyen de la faveur & de l'aſſiſtance du Pontife, la jeune Princeſſe & ſes peuples ſeront maintenus, défendus & garantis de tous maux. Il meurt dans cette confiance ferme & reſpectueuſe. Quatre ans après ſa mort, la reine Jeanne, accuſée d'un crime horrible, eſt chaſſée de ſon royaume de Naples, qu'elle tenoit en fief du S. Siège : elle ſe refugie aux

pieds de Clément VI, ſon ſeigneur ſuzérain ; elle lui prouve ſon innocence : *Poveri di moneta*, dénués d'argent, elle & ſon mari réclament enſuite l'aſſiſtance du Pape & des Cardinaux : *richeſono d'ajuto il Papa ei Cardinali.....il quale non impetrarono ;* mais elle leur eſt refuſée. Le Pape les voit tranquillement quêter les deniers des barons, des communautés & des prélats de la Provence, *limoſinando d'ogni parte*, dit Villani. Il profite enfin de la néceſſité où ils ſe trouvent pour les réduire à lui vendre Avignon, & pour arracher à la reine Jeanne, dans ſon indigence extrême, une donation de ce que cet état valoit plus que la ſomme de 80000 florins d'or qu'il lui en paya..... Non, je ne me repens pas d'avoir omis *la clauſe eſſentielle* du teſtament du Prince. Si, après tout, cette omiſſion ne faiſoit pas honneur à ma fidélité, elle en feroit ſans doute infiniment à mes ſentimens pour l'acquéreur d'Avignon, & ce

Matthieu Villani, *lib. I. pag.* 18. *Rép. aux Rech. p.* 3.

motif doit la juſtifier aux yeux de toute la terre.

Pag. 14, Note. Je reviens à mon critique : « Je pour-» rois, dit-il, combattre l'authenticité » du teſtament du roi Robert, par le dé-» faut de ſon original, qu'on ne ſauroit » produire ».

Cependant le Carme Fantoni, ce défenſeur zélé des droits du Pape ſur Avignon, convient qu'on le conſerve dans les archives royales à Aix ; & nous ſavons de ſcience certaine qu'il y exiſte en original & en copie. Mais quand il ſeroit vrai que cet acte n'y exiſte pas en original, & ſeulement dans les *regiſtres* des teſtamens des anciens comtes de Provence, appartient-il à un auteur ténébreux de rendre ſuſpecte la fidélité de ces regiſtres ſacrès ? ſur-tout après que le parlement d'Aix a prononcé ſon arrêt de 1662, d'après ce teſtament, & que le feu Roi l'a lui-même cité dans l'arrêt de ſon conſeil d'Etat de 1666. Au reſte, je n'ai pas beſoin

Iſtor. d'Avign. t. I, pag. 209.

ſoin de me prévaloir de ces autorités reſpectables pour prouver l'authenticité du teſtament du roi Robert ; je puis même me diſpenſer abſolument de m'engager dans ces preuves : il nous ſuffit ici que l'article de ce teſtament par lequel le Roi teſtateur interdit à ſa petite-fille toutes ſortes d'aliénations juſqu'à ce qu'elle ait accompli ſa vingt-cinquième année, à moins que le conſeil de régence qu'il lui avoit attribué ne les approuvât ; il nous ſuffit, dis-je, que cet article ſoit rapporté mot à mot dans la bulle de Clément VI, du 28 novembre 1347, où ce Pontife caſſe & abroge ledit article pour autant qu'on voudroit l'appliquer au royaume de Naples. Il eſt ſurprenant que ce paſſage démonſtratif ait échappé à l'auteur Romain, qui ſe prévaut, deux lignes plus bas, de cette même bulle pour m'objecter « que la diſ-
» poſition du roi Robert, par laquelle il
» aſſigna un conſeil de régence à la reine
» Jeanne, fut *caſſé* par le pape Clément VI ;

Pièces juſtificat. N.° 20.

» auſſi-tôt après la mort de ce Prince ; » comme contraire aux conventions paſ- » ſées autrefois entre le S. Siège & les Rois » de Sicile ».

Je ne ſaurois me perſuader que le critique ait copié ici bien ſérieuſement le Carme Fantoni, qui a imaginé le premier cette défaite ſingulière.

Qu'on liſe la bulle de 1343, que le critique a eu ſes raiſons de ne pas produire en entier, & que je donne dans les preuves : on y verra, 1.° que Clément VI n'a prétendu caſſer la diſpoſition du roi Robert, relativement au conſeil de régence, que pour autant qu'elle étoit contraire aux conventions faites en 1265, entre le roi Charles I & le pape Clément IV, & pour le temps ſeulement qu'en vertu deſdites conventions le gouvernement du royaume de Naples, pendant la minorité de Jeanne, étoit réſervée au Pape, comme au ſuzerain & au ſeigneur immédiat de ce royaume. On verra, en ſecond lieu, que Clément VI

a borné très-expreſſément l'effet de cette bulle *au royaume de Sicile & aux terres en deça du Phare, juſqu'aux frontières de l'état Eccléſiaſtique*, excepté Benevent.

Or comment Fantoni a-t-il pu étendre la bulle de Clément VI ſur les comtés de Provence & de Forcalquier, lui qui devoit ſavoir que ces provinces ne ſont pas ſituées entre le Phare de Meſſine & les frontières de l'état Eccléſiaſtique? lui qui auroit pu apprendre, par la lecture de la convention de 1265, qu'il n'y eſt queſtion que du royaume de Naples ſeulement? lui enfin qui ne pouvoit pas ignorer que quoique pluſieurs Pontifes de Rome ſe fuſſent arrogés autrefois la ſouveraineté de tout l'univers, il n'y en a point eu qui ſe ſoit géré en particulier pour ſuzerain & ſeigneur immédiat du comté de Provence?

Mais ce n'eſt pas là le ſeul raiſonnement ſophiſtique que le critique ait fait au ſujet du teſtament du roi Robert: peu de lignes plus bas, il voudroit nous perſuader qu'a- *Pag. 17.*

près la caſſation prétendue de ce teſtament, il a dû être libre à la reine Jeanne de faire des aliénations quelconques, puiſqu'en les défendant à cette Princeſſe juſqu'à l'âge de vingt-cinq ans ſeulement, ſans le conſentement du conſeil de régence, le Roi l'avoit évidemment autoriſée d'en faire, tout autant qu'il lui plairoit, avant l'âge de vingt-cinq ans, de l'aveu des régens, & après ce temps-là, ſans l'aveu de perſonne.

Cette idée ſeroit ſupportable, ſi la défenſe d'aliéner les domaines du comté de Provence, n'étoit pas plus ancienne que le teſtament du roi Robert, & ſi elle ne réſultoit pas de la loi prohibitive de 1334, que j'ai jointe aux Recherches. La reine Jeanne, qui connoiſſoit ſurement mieux que perſonne de nos jours le véritable ſens du teſtament de ſon aïeul, n'a jamais imaginé qu'il lui donnât la permiſſion de faire de pareilles aliénations. Bien loin de là, elle répéta dans tous ſes édits révocatoires

des domaines aliénés, que l'aliénation lui en avoit été abſolument interdite par ſon aïeul. Elle trouva même dans cette prohibition le principal motif des révocations qu'elle ordonna. Le teſtament du roi Robert ne lui avoit donc pas relâché cette défenſe ; & la permiſſion tacite que ce prince pourroit lui avoir donnée de faire quelques aliénations, ne ſauroit avoir regardé que ſon mobilier & ſes rentes, dont la diſpoſition abſolue, comme nous le verrons tout à l'heure, fut expreſſément réſervée au conſeil de régence, juſqu'à la vingt-cinquième année de la jeune Princeſſe.

Avant que d'aller plus loin, il eſt eſſentiel de relever deux fauſſes citations que le critique a faites au ſujet du conſeil de régence établi par le roi Robert. *Pag.* 18.

La première, eſt que Giannone aſſure que le conſeil de régence n'eut jamais lieu. Cet hiſtorien, qui ne s'occupe d'ailleurs que des affaires du royaume de Naples, *Iſtoria di Napoli, t. III. p.* 220 & 221.

n'en dit pas un mot : il rapporte ſeulement qu'après la mort du roi Robert, les Hongrois qui avoient ſuivi à Naples le roi Andreaſſe, mari de la reine Jeanne, s'emparèrent peu à peu des rênes du gouvernement; qu'ils chaſsèrent ſucceſſivement du conſeil les miniſtres les plus affidés du roi Robert; & que la reine Sanchette, qui devoit être à la tête de la régence, voyant ces déſordres, ſe retira dans un monaſtère. Le critique paroît avoir confondu, ſans doute par mégarde, le conſeil de régence inſtitué par le roi Robert, avec l'adminiſtration du royaume de Naples, que le Pape confia au cardinal Aimeric. C'eſt de celle-ci que Giannone dit qu'elle n'eut aucun effet. *Il Papa avea creato il cardinale Aimerico, Bailo della Reina Giovanna per la ſua minor eta : ma queſto Bailiato non ebbe alcun effetto.* Au reſte, l'auteur Romain ſe trompe évidemment, s'il penſe que le conſeil de régence établi par le roi Robert n'entra jamais en activité

même par rapport au royaume de Naples. Nous ſavons le contraire par la bulle de 1343, où le pape Clément VI dit expreſſément que l'évêque de Cavaillon, la reine Sanchette & les autres membres dud. conſeil, ont gouverné les états de la reine Jeanne, après la mort de ſon aïeul. *Poſt mortem regis Roberti, virtute ordinationis prædictæ, multa geſſerant & adminiſtraverant, gerebant & adminiſtrabant, & dictæ Johannæ gubernanti & gerenti in contractibus, judiciis, & aliis agendis autoritatem & conſenſum præſtiterant & præſtabant.*

La ſeconde citation infidèle que l'auteur de la réponſe a faite, pour ainſi dire, dans la même phraſe, c'eſt que Saxy doit avoir rapporté « pluſieurs actes de la reine Jeanne, même avant la mort d'Andreaſſe, » ſon mari, *quæ ſolius Johannæ nomine* » *inſcribuntur, où ces gouverneurs & régens ne ſont pas nommés* ». Qu'on ouvre le 95 ch. de l'hiſtoire d'Arles, on verra que la remarque de Saxy roule purement & ſim-

plement ſur ce qu'Andreaſſe ne porta jamais le titre de roi; que Jeanne gouverna ſans lui, & qu'il exiſte dans les archives publiques pluſieurs chartes de la reine Jeanne qui *portent ſon ſeul nom en tête, ſans faire aucune mention d'Andreaſſe. Plures cartæ* leguntur in archivis publicis, Andreâ vivente *quæ ſolius Johannæ nomine inſcribuntur . . . . NULLA IN HIS MEMBRANIS ANDREÆ MENTIO.* Il n'eſt point queſtion en tout ceci du conſeil de régence; il n'eſt pas poſſible d'y appliquer ce paſſage, ſans lui faire violence. Auſſi l'auteur Romain a-t-il pris le parti de le défigurer, en ſubſtituant les mots de *conſeil de régence*, au nom du roi Andreaſſe, qui ſe trouve dans Saxy. Au reſte, quand le récit de l'hiſtorien d'Arles ſeroit tel que le critique l'a rapporté, il faudroit toujours conſidérer que les titres cités par Saxy, pour preuve qu'Andreaſſe ne fut point nommé dans les chartes de ſa femme, ne contiennent point d'*aliéna-*

tions; mais que ce ſont des confirmations de privilèges, des ordres relatifs au maintien de la tranquilité publique, & d'autres actes pareils que le teſtament du roi Robert n'avoit point réſervés à la connoiſſance excluſive ni à l'expédition immédiate du conſeil de régence.

L'auteur Romain aſſure, après cela, que le roi Robert avoit « permis expreſſément » à ſes exécuteurs teſtamentaires d'aliéner » les droits du royaume de Naples & ceux » des comtés de Provence & de Forcalquier, s'ils l'eſtimoient utile & expédient, » ſauf l'indiviſibilité de ſes états de Provence avec le royaume de Naples ». Le critique en conclud que la même choſe a dû être permiſe à la reine Jeanne après la prétendue caſſation du conſeil de régence par le pape Clément VI. Voyons quel eſt le fondement de cette imagination monſtrueuſe. *Pag.* 19.

Le roi Robert, après avoir achevé toutes ſes diſpoſitions pour ce qui regardoit l'ad-

miniſtration de ſes états, les droits de ſes héritiers, & ceux du conſeil de régence, & ordonné que les comtés de Provence & de Forcalquier, & le royaume de Naples reſtaſſent toujours unis ſous un même chef, paſſe à des diſpoſitions particulières. Il confirme à la reine Sanchette, ſa femme, toutes ſes terres & poſſeſſions, & lui donne quittance abſolue touchant l'adminiſtration des terres appartenantes à ſes deux petites-filles. Il remet à ſes ſujets du royaume de Naples toutes les impoſitions arriérées : enfin, il nomme ſes exécuteurs teſtamentaires, & leur concède la faculté & pleine puiſſance, « *autoritate propriâ* capiendi *BONA* ejus » *omnia MOBILIA* ubicumque & in qui- » buſcumque conſiſtentia, ac etiam *fructus*, » *redditus & proventus & JURA regni & » comitatum prædictorum*, præmiſſis ſupra » expreſſis *duntaxat exceptis*, & illa ac » illos *vendendi*, *diſtrahendi*, *alienandi* & » faciendi ſicut melius pro executione *inte-* » *gra* dicti teſtamenti viderint expedire ».

Voilà le paſſage ſur lequel le critique a bâti ſon ſyſtême inconcevable, que le roi Robert avoit permis à ſes exécuteurs teſtamentaires d'aliéner de leur chef les droits du comté de Provence. Voici ce que le bon ſens nous permet d'en penſer.

Je remarque d'abord que le roi Robert y autoriſe ſes exécuteurs teſtamentaires, *capiendi bona mobilia, fructus, redditus & proventus & jura*, de ſes comtés de Provence & de Forcalquier. Il n'eſt pas queſtion en tout ceci de biens-*immeubles*, & il n'y a point d'écolier en droit qui ne ſache que quand le terme de *jura* ſuit l'expreſſion *des meubles*, il ne peut être entendu que des droits relatifs à des meubles; tout comme il ſignifie des droits relatifs aux revenus d'une terre, quand il ſe trouve à la ſuite d'une diſpoſition relative à ces revenus.

Il faut obſerver, en ſecond lieu, que le terme *capiendi* s'applique ici également aux mots *de fructus, redditus & proventus*,

& au mot *de jura* : il ne ſauroit ſignifier autre choſe que prendre, percevoir. Or, on perçoit les fruits, les revenus, les rentes d'un comté ; mais quand a-t-on *pris & perçu la ſouveraineté de ce comté?*

Pourſuivons : les exécuteurs teſtamentaires du roi Robert devoient de leur propre autorité, prendre, percevoir les fruits, revenus & rentes, & les *jura* du royaume de Naples & des comtés de Provence & de Forcalquier, *præmiſſis ſupradictis duntaxat exceptis.* Or, le teſtateur avoit ordonné, dans les articles qui précèdent celui dont il eſt queſtion, que l'on ne devoit point demander compte à la reine Sanchette de l'adminiſtration des terres de ſes petites-filles, ni exiger les arrérages des impoſitions, ſubventions & collectes générales du royaume de Naples: il permet enſuite à ſes exécuteurs teſtamentaires de prendre & percevoir tous les revenus, fruits & rentes, & *jura* de ſes états, excepté les articles indiqués plus haut, *præmiſſis*

duntaxat exceptis ; qu'on nous diſe après cela ſi le terme de *jura* ne ſignifie pas ici les *actions* qui compétoient au roi Robert touchant ſon mobilier & ſes revenus arriérés, autres que ceux qui devoient provenir des impôts *publics* du royaume de Naples.

Mais il eſt inutile de s'arrêter ſi longtemps à combattre un ſyſtême qui ne ſéduira perſonne ; il ſuffiroit peut-être d'y répondre :

1.° Que la permiſſion d'aliéner les *droits d'une choſe*, d'une terre, d'un comté, n'emporte pas la permiſſion d'aliéner cette choſe, cette terre, ce comté même, ni les parties *intégrantes* qui le compoſent.

2.° Que ſi le roi Robert avoit permis à ſa petite-fille, ou à ſes exécuteurs teſtamentaires, de faire des aliénations du domaine de Provence, c'eût été caſſer & révoquer de fait le fidéi-commis que ce Prince introduiſoit dans ce même teſta-

ment. Une contradiction pareille ne tombe pas ſous le bon ſens.

3.° Que le roi Robert a juré, en 1334, de n'aliéner jamais aucunes parties du domaine de la Provence, & qu'il l'a défendu à tous ſes héritiers & ſucceſſeurs, ſous peine de ſa malédiction éternelle : or, nous ſavons, par le propre aveu de la reine Jeanne, que ce ſerment & cette défenſe n'ont jamais été révoqués; il eſt donc faux que le roi Robert ait permis à ſes exécuteurs teſtamentaires & à ſon héritière, de faire, de leur propre autorité, telles aliénations qu'il leur plairoit.

4.° Enfin, perſonne n'ignore que le royaume de Naples relevoit du S. Siège, & que les comtés de Provence & de Forcalquier ont été des fiefs du royaume d'Arles. Il s'enſuit que le roi Robert n'auroit pas été en droit de donnet à ſes exécuteurs teſtamentaires la faculté d'aliéner des fiefs, qui ne pouvoient l'être ſans le conſentement du ſuzerain, & ce-

lui des Agnats, héritiers éventuels de ces fiefs.

Le critique ſoutient que l'authenticité de la vente d'Avignon en égaloit l'utilité. *Pag.* 20. J'examinerai ci-deſſous la queſtion de l'utilité; je ne m'occuperai ici que de l'authenticité du contrat de 1348, que l'auteur Romain fonde ſur ce que Jeanne y fut aſſiſtée par Louis de Tarente, ſon ſecond mari.

Il y a ſans doute peu de perſonnes qui ne ſachent que dans les pays où les maris ſont de droit curateurs de leurs femmes, leur aſſiſtance valide les contrats faits par ces femmes, qui ſeroient nuls ſans cela; mais il ne s'enſuit pas que cette juriſprudence ait auſſi lieu à l'égard des femmes ſouveraines qui règnent de leur chef, & qui ne ſont pas deſcendues du trône pour y aſſeoir leurs maris.

Je remarquerai à ce ſujet qu'une Reine veuve pouvant être régente des états de ſon fils, pendant ſa minorité; quoiqu'elle

ne fût pas née ſouveraine de ces états, & n'ayant pas beſoin pour cela de l'aſſiſtance d'aucuns curateurs dans les fonctions de cette régence ; une aſſiſtance pareille doit être, à plus forte raiſon, inutile & non requiſe, quand les états lui appartiennent de ſon propre droit.

Je remarquerai, en ſecond lieu, que ni la reine Eliſabeth d'Angleterre, la reine Chriſtine de Suede & l'impératrice Eliſabeth de Ruſſie, qui moururent filles ; ni trois autres impératrices de Ruſſie qui montèrent ſur le trône étant veuves, ni la reine Jeanne elle-même, pendant ſes trois veuvages, n'ayant point eu de curateurs ; & la reine Marie d'Angleterre ne s'étant jamais réclamée de ſon mari, le roi Philippe II, ni l'auguſte Marie-Thérèſe de l'empereur François I, dans les affaires qui regardoient leurs états héréditaires ; c'eſt une preuve inconteſtable que les femmes ſouveraines agiſſent de droit ſans curateurs, & n'ont beſoin de l'aſſiſtance de perſonne.

Je

Je conclurai de tout cela que puiſque l'aſſiſtance du mari d'une femme ſouveraine n'eſt point requiſe pour valider les traités, les contrats & les pactes que cette femme conclud; elle ne ſert pas non plus à les valider, & n'ajoute rien à leur authenticité.

Au reſte, bien loin que Jeanne ait eu beſoin de l'autoriſation de ſon mari pour valider ſes aliénations, ou que l'aſſiſtance de Louis de Tarente ait contribué à leur authenticité, nous ſavons au contraire par l'édit révocatoire de 1350, que c'étoit lui qui avoit beſoin de l'autoriſation de ſa femme pour aliéner valablemenr une partie des terres & des rentes qu'elle lui avoit abandonnées, ou qui compoſoient ſon apanage. En effet, cet édit porte, en termes clairs & poſitifs, que Jeanne déclare nulles toutes les aliénations faites ou à faire par ſon mari, le ſeigneur Roi, même celles qu'elle auroit confirmées de ſon autorité: « Alienationes factas & fien-

» das in poſterum per dominum virum » noſtrum Regem, *noſtrâ autoritate firmatas* ».

L'authenticité de la vente d'Avignon ne réſulte donc pas de l'aſſiſtance que Louis de Tarente prêta à ſa femme quand elle la conclud. Voyons maintenant ſi les prétendues autoriſations du Pape & de l'empereur Charles IV y ont pu contribuer.

Pag. 20. Je ne m'arrêterai pas à prouver que celle de Clément VI n'y fit rien du tout. Quel droit le ſuzerain du royaume de Naples auroit-il eu d'autoriſer des aliénations faites par un comte de Provence ? & quelles aliénations ? Une aliénation faite en ſa propre faveur, & dont il a tiré lui-même tout l'avantage. *Nemo poteſt autor fieri in rem ſuam.*

Pag. 21. Je paſſe à la prétendue confirmation que l'empereur Charles IV, comme ſuzerain du comté de Provence, doit avoir donnée au contrat de 1348, & je

vais prouver que cet Empereur n'a jamais autoriſé ni confirmé la vente d'Avignon ; & qu'il n'auroit pas eu le droit de le faire ſans l'intervention des Electeurs.

L'empereur Charles IV n'a point autoriſé la vente d'Avignon ; la preuve de cette vérité ſe trouve clairement exprimée dans les lettres de ce Prince, que le critique rapporte d'après Fantoni, & que je n'ai pas voulu donner dans mes preuves des Recherches, parcequ'elles me paroiſſoient étrangères au ſujet que je traitois. Quel eſt en effet le contenu de ces prétendues lettres-patentes ? Charles IV, dans une lettre *particulière*, adreſſée au pape Clément VI, déclare que, « Conſidérant que la ville d'Avignon étoit » très-propre à loger la cour de Rome, & » qu'il ſembloit indécent qu'un lieu où le » Pape faiſoit ſa réſidence, fût ſoumis à la » domination temporelle de qui que ce » fût, il avoit cédé & abandonné, par do- » nation entre-vifs, audit Pontife & à ſes

» ſucceſſeurs au S. Siège, tous les droits qui » appartenoient à l'Empereur & à l'Em- » pire dans l'état & dans la ville d'Avignon, » à titre de ſuzeraineté, d'hommage, de » ſupériorité, de juriſdiction, de domaine » direct ou de propriété ». Voilà le précis exact de cette pièce ſingulière, dont la forme eſt entièrement contraire au ſtyle de la chancellerie impériale.

On voit qu'en tout ceci il n'eſt pas fait la moindre mention de l'achat de la ville d'Avignon; que Jeanne n'y eſt pas nommée; qu'il n'y eſt pas queſtion de ſa minorité, ni d'une autoriſation de ſon ſuzerain à vendre une partie de ſon fief, ni d'une diſpenſe du juge ſouverain de cette Princeſſe, relativement aux vices eſſentiels du contrat de 1348. Il en réſulte que cette pièce, en la ſuppoſant légitime quant au fonds & quant à la forme, ne prouve rien en faveur de l'authenticité de la vente célébrée par la reine Jeanne.

Le critique ſoutient, pour éluder cette

objection, « que Charles IV non-seulement » prêta d'*ABORD son consentement* à la » vente, mais qu'il céda aussi au mois de » novembre *suivant* les droits de l'Em- » pire ».

On voit que le critique fait expédier à Charles IV deux actes essentiellement différens; le premier, un acte de consentement que nous ne connoissons pas; l'autre, la renonciation aux droits de l'Empire, que nous venons d'analyser. Mais où existe-t-il cet acte de consentement, cet acte portant autorisation de vendre la ville d'Avignon, cet acte confirmatoire de la vente même? Il n'existe pas dans les archives du Vatican; Bzovius, Rainaldus, & le critique lui-même, qui les ont parcourues, l'en auroient sans doute tiré, ou les deux premiers en auroient du moins fait mention. Il n'existe pas non plus à Avignon; il n'auroit pas échappé aux Noguiers & aux Fantoni: où existe-t-il donc? Quand a-t-il été donné? En quelle

forme eſt-il conçu ? L'imagination de l'auteur Romain ne ſuffit pas pour en prouver l'exiſtence : & lui, qui a oſé ſuſpecter le teſtament du roi Robert, parceque l'original de cette pièce n'a pas encore été produit, quoiqu'elle ſoit inſérée dans les regiſtres des archives royales d'Aix, & que le pape Clément VI en ait recité tout au long les paſſages les plus eſſentiels ; il ne ſauroit, dis-je, demander que ſur ſa bonne-foi, on ait à croire que l'empereur Charles IV a effectivement donné des lettres de confirmation, que nul auteur avant lui n'a citées, ni connues, ni devinées.

Le critique nous renvoie, à la vérité, à la vie du pape Clément VI, écrite par un anonyme, dont j'ai donné l'extrait dans les preuves des Recherches, [n° XII]. Cet anonyme raconte que l'empereur Charles IV, « *autoriſando, approbando & confirmando emptionem Avenionis*, voluit » & conſenſit quòd in perpetuum pertineant ad jus & proprietatem eccleſiæ Ro-

» manæ ». Le critique décompoſe adroitement ce paſſage, & en conclud que l'Empereur a d'*abord* autoriſé, approuvé & confirmé l'achat d'Avignon, & qu'*enſuite* il a fait les conceſſions énoncées dans l'acte de 1348. Mais le texte de l'anonyme ſe refuſe abſolument à cette interprétation : la phraſe *autoriſando, approbando & confirmando emptionem conſenſit*, marque une identité d'action, & qu'en faiſant l'un, Charles IV a fait l'autre, & non pas qu'il ait fait l'*un APRÈS l'autre*. On m'objectera peut-être que l'anonyme parle cependant d'une autoriſation & d'une confirmation ; que rien de pareil ne ſe trouve dans les lettres-patentes de 1348, & qu'ainſi il faut néceſſairement ſuppoſer deux actes différens. Mais c'eſt là faire trop d'honneur au récit d'un homme qui n'a certainement jamais lu les lettres de Charles IV, témoin le précis ridicule qu'il en a donné. Quoi qu'il en ſoit, je promets au critique de lui dire mon ſen-

timent ſur les lettres particulières d'autoriſation qu'il nous annonce, dès qu'il en aura produit une copie fidèle. Juſque-là je m'en tiendrai aux lettres-patentes que Noguier & Fantoni ont publiées, que Bzovius, Rainaldus, & l'ancien catalogue des chartes conſervées dans les archives du Vatican, allèguent, & qui, comme je viens de le démontrer, n'ont rien de commun avec la vente d'Avignon faite par la reine Jeanne.

Mais ces mêmes lettres-patentes effectivement exiſtantes, paſſeront toujours pour nulles aux yeux de tous ceux qui connoiſſent à fond le droit public d'Allemagne, parcequ'elles ſont eſſentiellement vicieuſes.

Je ne m'arrêterai pas à la queſtion ſi Charles IV, dans le temps qu'il accorda ces lettres au pape Clément VI, pouvoit être conſidéré comme Empereur légitime. On ſait par quels attentats contre la perſonne de l'empereur Louis de Bavière &

contre la liberté de l'Empire, le pape Clément VI lui fraya le chemin au trône de l'Allemagne. On convient de la nullité de la dépoſition du généreux Louis de Bavière, & de celle de l'élection de Charles IV. Perſonne n'ignore que la meilleure partie de la Germanie s'attacha à l'empereur Gonthier, né comte de Schwartzbourg, ſucceſſeur légitime de Louis de Bavière, & regarda juſqu'à ſa mort le roi de Bohême comme un lâche uſurpateur: on ſait enfin que ce dernier, débarraſſé de ſon rival par le poiſon & à force d'argent, compta ſi peu ſur la validité de ſa première élection, qu'il ſe fit élire & ſacrer de nouveau en 1349. C'eſt ce prince rebelle à ſon ſouverain, élu contre les loix & méconnu par la moitié de l'Allemagne juſqu'en 1349; c'eſt lui qui aliéna, en 1348, les droits du royaume d'Arles ſur la ville d'Avignon, en faveur de ce même Clément VI, que toute l'Allemagne regardoit comme le plus cruel ennemi de

Henri Rebdorf, *annal ad ann.* 1349, *pag.* 446, *Alb. Arg. pag.* 151.

ſes libertés & de ſon indépendance. Ces traits ſerviroient ſans doute à affoiblir la valeur des lettres-patentes de Charles IV, dont il eſt queſtion; mais on peut s'en paſſer, rien n'étant plus facile que de prouver leur nullité abſolue, pour avoir été données ſans le conſentement des Electeurs, ſans lequel aucune aliénation ne pouvoit ſubſiſter dès le treizième ſiècle.

Le critique fait, à la vérité, un grand étalage d'érudition pour nous perſuader du contraire. Il cite l'auteur célèbre du Chronicon Gotwicenſe, Strauchius, Struvius & Pfeffinger pour me convaincre d'erreur, & pour nous apprendre que les aliénations faites par les anciens empereurs juſqu'au ſeizième ſiècle ont été valables, quoique le conſentement des électeurs & de l'Empire ne fût point accédé. Mais il n'y ajoute pas que l'abbé Beſſel & les trois autres juriſconſultes, dont il rapporte les paroles, ne parlent que des aliénations *du domaine utile* des villes & des terres domaniales,

Pag. 21 & 22.

& de la conceſſion des *Droits Regaliens*, tels que les péages, les mines, la monnoie & autres, que les empereurs ont faites à *des Princes & à des Etats d'Allemagne*, pour les tenir & exercer ſous la mouvance & juriſdiction ſuprême de l'Empire. Or ce n'eſt pas d'une aliénation ſemblable qu'il eſt queſtion entre nous; c'eſt de l'aliénation *du domaine ſuprême* d'un fief de l'Empire, faite en faveur d'un *Souverain étranger*, avec abolition de tous les droits de juriſdiction, de ſuzeraineté, de domaine & de propriété que l'Empire y avoit eus. Ni l'auteur du Chronicon Gotwicenſe, ni Struve ne parlent d'un fait pareil, & il ne s'en trouve point d'exemple dans la liſte que le laborieux Pfeffinger a dreſſée des aliénations faites ſans la participation des électeurs & des états de l'Empire. Ces ſavans Publiciſtes connoiſſoient trop bien la conſtitution germanique ancienne & moderne, pour débiter les maximes que le critique leur prête gratuitement, &

Tom. III. pag. 617.

pour ne pas convenir que les Empereurs ont toujours eu les mains liées quand il s'agiſſoit de faire des aliénations totales & abſolues du domaine de l'Empire.

Leibnits, *cod. jur. gent. dipl. t. I. p. 42.*

Pour ſe convaincre de cette vérité, il ſuffit de lire l'acte de l'engagement que l'empereur Albert premier contracta en 1299 avec le roi Philippe le Bel, touchant le mariage de Rodolphe duc d'Autriche fils aîné de cet empereur, avec Blanche de France ſœur du roi Philippe. L'empereur, après avoir conſtitué le douaire de ſa bru future ſur le Landgraviat de haute-Alſace, & ſur la terre de Fribourg en Suiſſe, & ordonné aux vaſſaux & aux ſujets de ces provinces de prêter foi & hommage à Blanche, & de lui obéir comme à leur *Dame légitime*, promet de procurer pour tout cela le conſentement de tous les électeurs en général & en particulier, & prie le roi de ſe contenter d'abord des lettres d'attache des trois électeurs qui étoient le plus à portée de les donner, en

attendant qu'il pût obtenir celle des quatre autres électeurs, dont l'abſence & l'éloignement l'empêchoient de les demander & de les obtenir dans ce moment même. Voilà un exemple antérieur de cinquante ans à la ceſſion de la ville d'Avignon, qui prouve que le conſentement des électeurs a été néceſſaire pour valider les aliénations abſolues d'une terre de l'Empire en mains étrangères. En voici un autre qui lui eſt poſtérieure de cinquante-deux ans ſeulement. C'eſt la ſentence de dépoſition qui fut portée par les électeurs contre l'empereur Wenceſlas, fils & ſucceſſeur de l'empereur Charles IV, entr'autres parce qu'il *avoit aliéné pluſieurs villes & terres qui avoient appartenu à l'Empire.* J'y joindrai une troiſième preuve, que le critique auroit pu lire dans Pfeffinger à l'endroit qu'il en a cité : c'eſt une déclaration que le Margrave Bernard de Bade a faite dans une ſentence arbitrale, publiée en 1418 au nom de l'empereur Sigiſmond : Qu'il

Ap. urſtis, tom. II. p. 181.

eſt de droit commun en Allemagne que l'empereur ne ſauroit aliéner *héréditairement* le domaine de l'Empire, *ſans l'aveu & le conſentement des électeurs.*

Je pourrois ajouter à tout ceci, que toutes les lettres de donations & tous les priviléges eſſentiels, que les Empereurs ont accordés au S. Siége depuis le commencement du treizième ſiècle, font mention expreſſe de cet aveu des électeurs : que le pape Gregoire X, ayant demandé en 1275 à l'empereur Rodolphe premier une renonciation abſolue aux droits de l'Empire ſur les provinces poſſédées par le S. Siége en Italie, l'empereur l'a faite *de voluntate, conſcientiâ, conſilio & conſenſu Principum Imperii ;* & que le pape Nicolas III a prié & requis tous les électeurs en général & chacun en particulier, de donner ſes lettres d'attache à l'acte de ratification des lettres renonciatives de 1275, *ut omnia in ſuâ ſoliditate permanerent.* Mais il ſeroit ſuperflu d'accumuler des preuves pour

conſtater un principe, que perſonne, avant le critique, n'a oſé révoquer en doute.

Si donc le conſentement des électeurs a été abſolument néceſſaire, au moins depuis le co mmencement du treizième ſiècle, pour valider les aliénations du domaine de l'Empire faites en mains *etrangères*, il ſera facile de prononcer ſur la validité des lettres-patentes de 1348, qui ſont entièrement dépourvues de cette autoriſation & confirmation indiſpenſable.

Au reſte, il ne ſera pas inutile de remarquer que les lettres de l'empereur Charles IV de l'année 1348, renfermant l'aliénation du domaine direct & de la ſuzeraineté d'un fief, le conſentement des vaſſaux qui poſſédoient ce fief ou qui avoient droit d'y ſuccéder, n'étoit pas moins eſſentiellement requis que celui des électeurs mêmes; & que le défaut de ce conſentement, s'il n'opéroit pas, comme pluſieurs auteurs prétendent, la perte de la ſuzeraineté, ce que je ne crois pas, il ſuffiſoit du moins

I. feud. 22 §. *ſi quis.* *II. feudor.* 34, §. 1. Cujac. 191, *I. feudor. oper. t. III. pag.* 1222. Schilter, *ad jus feudal. alem. pag.* 354.

pour rendre l'aliénation même vicieuſe ; nulle & de nulle valeur.

Je reviens à mon critique, qui pour faire
Pag. 23. diverſion, m'accuſe de mal-adreſſe « pour » avoir, en voulant faire revivre les droits » imaginaires du corps Germanique ſur la » ville d'Avignon, invité l'Empire à faire » valoir les droits réels qu'il a ſur les Comtés » de Provence & de Forcalquier. » Il ſe permet, après cette apoſtrophe, une longue digreſſion pour prouver que ces deux Comtés ont relevé juſqu'à la fin du quatorzième ſiècle de la Couronne d'Allemagne, ce dont perſonne n'a jamais douté, & pour repréſenter dans un faux jour la juſtice de la ſouveraineté du Roi ſur ces deux Comtés.

Je pourrois paſſer legèrement ſur une épiſode qui ne fait rien à l'objet de la conteſtation préſente ; mais il importe pour d'autres raiſons d'ouvrir les yeux aux lecteurs, que le critique paroît avoir pris à tâche de ſéduire au lieu de les inſtruire.

Je remarquerai en premier lieu, que lorſque

lorſque le roi Louis XI hérita de la Provence, il y avoit près de cent ans qu'elle ſe trouvoit dans une parfaite indépendance de l'Allemagne. Les comtes avoient ceſſé depuis la mort de la reine Jeanne de faire les repriſes de leurs fiefs, & de reconnoître la juriſdiction ſuprême de l'Empire ; & l'on ne voit pas que les Empereurs ſe ſoient mêlés en aucune manière dans les diſputes cruelles qu'il y eut entre la ſeconde maiſon d'Anjou & les rois de Naples iſſus du rameau de Duras, touchant la ſucceſſion dans cette belle province. L'abandon des droits de l'Empire fut ſi complet, que Saxy, dont l'hiſtoire d'Arles fut ſupprimée, dit-on, parce qu'elle favoriſoit trop ces mêmes droits, avoue franchement que le Royaume d'Arles a été enterré avec l'empereur Charles IV.

2°. Cette liberté du Comté de Provence n'a point été troublée par les réclamations des empereurs d'Allemagne, ni au moment qu'il paſſa ſous la domination de la France,

quoiqu'il fût naturel que le ſuzerain ſommât ſon nouveau vaſſal de prendre les inveſtitures néceſſaires ; ni pendant le fameux procès que le duc de Lorraine intenta deux fois à nos Rois au ſujet de cet héritage. Ce Prince ne recourut pas même au tribunal de l'empereur ; mais il choiſit les juges entre les Conſeillers des rois Charles VIII & Louis XII.

3°. Elle n'a jamais été troublée non plus depuis que nos Rois poſsèdent cette province en pleine ſouveraineté, quoiqu'il ſe ſoit préſenté une foule d'occaſions de faire valoir les prétendus droits de l'Empire. L'empereur Charles V a porté deux fois la guerre juſqu'au cœur de la Provence ; il a formé des prétentions chimériques ſur cette Province, du chef des anciens comtes de Barcelonne ; mais il ne lui eſt pas venu dans l'eſprit de faire valoir celle de l'Empire. La même choſe arriva encore en 1707. Le général de l'empereur Joſeph s'empara d'une grande partie de la Provence : il y

répandit des manifeſtes ; mais ces manifeſtes ne diſent pas un mot des droits de l'Empereur & de l'Empire.

4°. La France a eu des guerres cruelles à ſoutenir contre l'Allemagne, ſur-tout depuis le règne de Louis XIII. Elles ne lui ont pas toujours été avantageuſes, & l'Empire a formé dans pluſieurs congrès des prétentions énormes à ſa charge : on ſait ce qui s'eſt paſſé en 1709 & en 1711 ; aux conférences de la Haye & de Gertruydemberg, que les demandes exhorbitantes des ennemis du feu Roi rendront à jamais fameuſes : cependant il ne fut jamais queſtion dans ces demandes ni de la Provence, ni d'aucune autre partie du royaume d'Arles qui eſt poſſédée par la France.

5°. Quand on dreſſa en 1507 & 1521 ; les premieres matricules de l'Empire, on y fit entrer grand nombre de villes & de terres, ſur leſquelles l'Empire avoit des prétentions, tout au moins auſſi haſardées que ſur la Provence ; on y trouve le Duché de Bar,

l'Evêché de Cambrai & les villes de Danzick & d'Elbingue ; on y lit même pluſieurs états de l'ancien royaume d'Arles, le Duché de Savoye, les Evêchés de Genève, de Sion & de Lauſanne, & la Principauté de Châlons ; mais il n'y eſt point fait mention du tout ni du Comté de Provence, ni du Dauphiné, qui ceſſa à-peu-près dans le même temps que la Provence, de reconnoître la ſuzeraineté de l'Empire.

Enfin, 6°. l'empereur Charles V ayant demandé dans les négociations du traité de Madrid, que le roi François premier ſon priſonnier le reconnût pour ſon ſuzerain relativement à la Provence & au Dauphiné, & ce Prince ayant rejeté fierèment cette demande, Charles V acquieſça à ce refus, & ni lui ni aucun de ſes ſucceſſeurs n'ont renouvellé depuis cette prétention. Cette dernière remarque eſt d'autant plus eſſentielle, que ſuivant tous les docteurs du droit féodal, le vaſſal preſcrit la ſuzeraineté de ſon fief contre le ſuzerain, ſi celui-

ci l'ayant invité à ſe faire inveſtir, l'autre a nié que la terre fût un fief, & que le ſuzerain y a acquieſcé.

Mais je perds inutilement un temps précieux à combattre des chimères; il nous doit ſuffire ici que les Rois Louis XIV & Louis XV n'ont pas occupé Avignon aux droits que l'empereur Charles IV & ſes prédeceſſeurs y ont eus; mais à ceux qui ont appartenu aux comtes de Provence, & que ceux-ci ont tranſmis aux rois & à la couronne de France.

Je paſſe aux objections que le critique me fait d'après le Carme Fantoni, relativement aux engagemens que la reine Jeanne avoit pris avant le vente d'Avignon avec les Etats de Proven ce, de ne faire aucunes aliénations de ce Comté, & aux édits par leſquels cette Princeſſe révoqua après ladite vente, les aliénations qu'elle en avoit faites.

Le critique tranche net ſur ces difficultés, en ſoutenant « qu'au temps de la vente *Pag.* 27 28, 29.

» d'Avignon, cette ville a été un Etat tout-
» à-fait diſtinct, ſéparé, & indépendant
» des Comtés de Provence & de Forcal-
» quier ». Il prouve cette aſſertion d'abord parce que le roi Robert & la reine Jeanne ont pris dans pluſieurs actes le titre de *Comtes de Provence & de Forcalquier*, & *Seigneurs d'Avignon*. Il y ajoute, « que
» la ville d'Avignon étoit devenue dès
» l'année 1136 un Etat indépendant, &
» une République libre par la conceſſion
» que les comtes de Forcalquier ſes ſou-
» verains lui firent par une charte de cette
» année, du haut domaine & de la juriſ-
» diction qu'ils avoient eue ſur elle : qu'A-
» vignon devenu de cette manière un état
» libre & entièrement ſéparé des Comtés
» de Provence & de Forcalquier, ſe main-
» tint dans ſon indépendance juſqu'en
» 1251, qu'il ſe *donna* aux Comtes de
» Provence, ſans altérer cette *ſéparation* ;
» qu'un laps de cent quinze ans depuis 1136
» juſqu'en 1251, & le titre de ſouverain

» d'Avignon, qui ſans cela eût été ajouté » depuis inutilement aux titres des Comtes » de Provence & de Forcalquier, met- » toient dans la plus grande évidence ».

Je pourrois accorder à l'auteur Romain une grande partie de tout ce qu'il avance ici, ſans qu'il en réſultât aucun préjudice à mon ſyſtême. En effet, l'édit de l'année 1334, par lequel le roi Robert déclara ſes domaines inaliénables, parle non-ſeulement des Comtés de Provence & de Forcalquier, mais auſſi des *terres adjacentes* & annexées à ces Comtés. Le teſtament de ce Prince répète cette même phraſe à l'endroit où il établit la ſubſtitution fidéicommiſſaire de tous ſes Etats en faveur de la princeſſe Marie; & l'engagement que la reine Jeanne contracta en 1347 avec les Etats de Provence, porte en termes clairs & poſitifs: Quod dicta domina Regina non vendet... aut titulo aliquo ſive modo transferat dictos Comitatus Provinciæ & Forcalquerii, vel *aliquam civitatem*, terram...

infra dictos Comitatus exiſtentes vel *adjacentes eiſdem Comitatibus*. Il en réſulte que ſuppoſé même que la ville d'Avignon eût effectivement été un Etat indépendant du Comté de Provence, elle auroit toujours été compriſe dans le nombre des villes & des terres adjacentes, & annexées à ce Comté. Mais je n'ai pas beſoin d'employer cet argument pour détruire toutes les objections du critique.

Je commence par celle qu'il fonde ſur les titres de ſeigneur & de dame d'Avignon, que le roi Robert & la reine Jeanne ont pris dans quelques chartes adreſſées à la ville d'Avignon. Pour ſentir toute la foibleſſe de ce raiſonnement, il faut d'abord conſidérer que le roi Robert a été le premier comte de Provence qui ſe ſoit ſervi de ce titre; qu'aucun de ſes prédeceſſeurs, depuis l'année 1251 que la ville d'Avignon ſe remit entièrement ſous l'obéiſſance de ſes maîtres légitimes, juſqu'en 1310, ne l'a ajouté à ceux de Comte de Provence

& de Forcalquier, & que Robert lui-même ne s'en eſt point ſervi en 1310 dans ſes lettres de confirmation des priviléges accordés en 1251 aux citoyens de cette ville. Il faut ſe rappeller enſuite que le roi Robert & la reine Jeanne n'ont pris le titre d'Avignon dans aucun de leurs édits, ni des autres actes publics qui ſont ſortis de leur chancellerie; mais qu'on le trouve ſeulement dans quelques-unes des *chartes particulières* qu'ils adreſsèrent à la ville d'Avignon. Enfin, il ne faut pas oublier que l'uſage quelconque de ce titre n'a commencé que depuis que les Papes ont eu établi leur réſidence dans Avignon. Cette dernière remarque eſt très-eſſentielle, & peut nous faire connoître par quelle raiſon le roi Robert a pris ce titre inuſité. Je prouverai ci-deſſous que l'induction que le critique a tirée du titre de ſeigneur d'Avignon, eſt deſtituée de tout fondement: il ſuffira de faire ici les deux reflexions ſuivantes.

Pièces juſtificat. N.° 18.

La première, que tous les comtes de Provence, ſans exception, depuis la capitulation de la ville d'Arles en 1249, ont ajouté à leurs autres qualités *le titre de Seigneurs de la ville d'Arles*. Il n'eſt cependant pas encore tombé dans l'eſprit de perſonne, de ſoutenir que la ville d'Arles ait été depuis l'année 1249 un état indépendant & ſéparé du Comté de Provence. Tout le monde ſait au contraire, qu'elle n'a jamais ceſſé de faire partie des états de cette province. Ma ſeconde reflexion, c'eſt que ſi les idées du critique avoient la moindre apparence de raiſon, il s'enſuivroit que les Comtés de Provence & de Forcalquier, quoiqu'unis & incorporés au royaume de France par des lettres-patentes ſolemnelles, en ſeroient néanmoins indépendans, & des Etats ſéparés; puiſque nos Rois dans les édits & dans les lettres-patentes qu'ils adreſſent au Parlement d'Aix, prennent le titre de Rois de France, Comtes de Provence & de Forcalquier, tout

Recherch. pag. 63. Saxy, Pontif. Arelat. §. 84, 85, 95, &c.

de même qu'ils ſont appellés Rois de France, Dauphins de Viennois & du Diois, dans les lettres adreſſées au Parlement de Grenoble.

Je paſſe aux contes que le critique nous fait, touchant les lettres-patentes par leſquelles les comtes de Forcalquier, *ſeigneurs légitimes* de la ville d'Avignon, auroient cedé à cette ville le haut domaine & la juriſdiction qu'ils avoient ſur elle; au moyen de laquelle ceſſion cette ville ſeroit devenue une république libre & indépendante.

Je ne me mêlerai pas dans la diſpute que le carme Fantoni a faite à l'abbé Bouche au ſujet de l'origine des *droits* que les anciens comtes de Toulouſe ont eus ſur la ville d'Avignon & ſur la haute Provence. Quelle qu'elle ait été, il eſt certain que par le traité de 1125, qui ſe trouve dans les preuves des Recherches, la Provence en général, & la ville d'Avignon en particulier, ont été tellement partagées entre

le comte Raymond de Barcelonne & Alphonſe comte de Toulouſe, que la *moitié de la ville d'Avignon, de ſon château, de ſes forteresſes*, de ſon territoire & de ſes appartenances, demeura au comte de Toulouſe : *Medietas de civitate Avenione, & de caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt & erunt, & de territoriis & de univerſis terris quæ ad ipſam civitatem pertinent*, & que l'autre moitié de la ville d'Avignon, de ſon château, de ſes forteresſes, de ſon territoire & de ſes appartenances, échut au comte de Barcelonne. Cette charte prouve avec la dernière évidence qu'en 1125 la ville d'Avignon appartenoit par indivis & par moitiés égales, aux comtes de Provence & de Toulouſe ; & nous ſavons par les lettres d'inveſtiture que l'empereur Frederic premier donna en 1162 au comte Raymond de Provence & de Barcelonne, que ce partage de l'année 1125 ſubſiſtoit encore en entier en ladite année 1162, (voyez les preuves des

Recherches, pag. 52.) Il eſt donc faux que les comtes de Forcalquier aient été en 1136 ſouverains légitimes & abſolus de la ville d'Avignon : il eſt évident au contraire, par leurs propres lettres de conceſſion, que le critique a produites d'après Fantoni, qu'ils n'y poſſédoient qu'une eſpèce de juriſdiction dont l'étendue n'eſt point connue, mais qui ne préjudicioit en rien à la ſouveraineté des autres ſeigneurs d'Avignon, à qui cette ville appartenoit avec ſon château, ſes fortifications, ſon territoire & toutes ſes dépendances. Le critique pouvoit ſavoir tout cela par les Recherches & par Fantoni: il pouvoit même le ſavoir par le propre aveu des Comtes de Forcalquier, qui s'engagèrent dans leurs lettres de 1136 de ne vendre ni céder jamais *alicui aliorum dominorum civitatis Avenionenſis* le droit de chevauchée qu'ils s'y étoient reſervé. Par quel eſprit l'auteur Romain nous aſſure-t-il après cela que la ville d'Avignon devint par la ceſſion de 1136 une république libre

& indépendante, tandis qu'il conſte par les lettres de cette ceſſion même, qu'outre les Comtes de Forcalquier, ladite ville avoit encore d'autres *Seigneurs*, & que d'un autre côté ces ſeigneurs & leur droits ſur elle nous ſont connus par le traité de partage de l'année 1125?

Mais ce n'eſt pas tout: il n'a dépendu que du critique de nous apprendre auſſi que cette même aliénation du haut domaine & de la juriſdiction d'Avignon, que les comtes de Forcalquier firent en 1136, a été caſſée & annulée 28 ans après, par l'empereur Frédéric I, leur ſuzerain & ſouverain ſeigneur. En effet, l'inveſtiture que ce Monarque accorda en 1164 au comte Guillaume VI, porte, en termes clairs & précis, qu'après la repriſe ſolemnelle du comté de Forcalquier, le comte Guillaume avoit demandé à la Cour des Pairs « s'il n'étoit pas de droit que l'Empe- » reur caſſât & révoquât tout ce que » les prédéceſſeurs du Comte avoient alié-

Pièces juſtificativ. N.° 1.

» né de la juriſdiction & des droits de ſon » Comté, ſoit par vente, donation, ou » autre démembrement quelconques? & » qu'en conſéquence de cette demande, » la Cour des Pairs prononça, que toutes » les aliénations qui avoient été faites » de la juriſdiction du comté de Forcal- » quier, à quelque titre que ce pût être, » étoient nulles, & qu'aucune preſcription » n'avoit pu les valider. »

Voilà donc l'aliénation des droits quelconques qui avoient appartenu au comté de Forcalquier dans la ville d'Avignon, bien & duement caſſée, par une ſentence formelle de la Cour des Pairs, & de l'empereur Frédéric, ſuzerain de ce Comté. Et preuve que cette caſſation produiſit ſon effet, c'eſt que dans le traité conclu en 1194, entre Guillaume VI, comte de Forcalquier, & Raymond, comte de Toulouſe, ce dernier garantit au comte de Forcalquier ſes droits dans Avignon; & que 26 ans après, dans le traité de parta- *Pièces juſtificat. N.° 2.*

ge du comté de Forcalquier, qui fut arrêté en 1220, entre Raymond Beranger, comte de Provence, petit-fils du ſuſdit comte Guillaume VI, par ſa mere, & Guillaume de Sabran, ſon neveu, il fut expreſſément ſtipulé, que les deux héritiers poſſéderoient en commun (*totum jus & dominium quod comes Forcalquerii habet vel habere debet, vel ad eum quocumque modo pertinet in Avenione*), tout le domaine & tous les droits que le comte de Forcalquier avoit eus, ou qu'il devoit avoir dans la ville d'Avignon; avec cette condition toutefois que le comte de Sabran-Forcalquier devoit tenir ſa portion en fief du comté de Provence.

Pièces juſtificativ. N.° 4.

Il réſulte de tout ceci, que les lettres de 1136 n'ont pu ſervir à rendre la ville d'Avignon indépendante, ni l'ériger en république, 1°. parce qu'elles ne rouloient que ſur les droits que les comtes de Forcalquier avoient eus dans cette ville, & que ces droits n'ont rien eu de commun avec la ſouveraineté

ſouveraineté de la ville même, qui appartenoit aux comtes de Provence & de Toulouſe. 2°. Et parce que cette même ceſſion a été caſſée & abrogée 28 ans après, par l'empereur Frédéric I. J'ajoute en troiſième lieu, que les droits quelconques des comtes de Forcalquier ayant été réunis en 1220 à ceux des comtes de Provence, la dépendance de la ville d'Avignon a augmenté d'autant à l'égard de ces Comtes, bien loin d'avoir jamais ceſſée, ni été abrogée par aucun titre imaginable.

Nous ne manquons pas de chartes, qui prouvent cette vérité. J'ai remarqué ci-deſſus qu'en 1162, l'empereur Frédéric I inveſtit le comte Raymond de Barcelonne du comté de Provence, depuis la Durance juſqu'à la Mer, & depuis les Alpes juſqu'au Rhône, conformément au traité de partage fait avec le comte de Toulouſe; & de ce qu'il poſſédoit au-delà de la Durance & dans Avignon. *Recherch. pag. 12.*

Je paſſerai ſous ſilence les événemens

des années ſuivantes, pour arriver tout d'un coup au temps où la ville d'Avignon s'efforça le plus de ſecouer le joug de ſes maîtres légitimes. On ſait, & je ſerai obligé de le répéter inceſſamment, que les malheureuſes guerres des Albigeois infeſterent ces contrées pendant une grande partie du treizième ſiécle, & que la ville d'Avignon, qui avoit ſuivi le parti du comte de Toulouſe, ſon ſeigneur par indivis, fut priſe en 1225, par les armes du roi Louis VIII, & obligée en 1226 de recevoir les loix que le roi Louis IX, qui venoit de ſuccéder à ſon pére, voulut bien lui preſcrire. Un article de ces loix porte, que les Avignonois, comme ſuſpects d'héréſie, ne pourroient plus élire de Podeſtats ni de Conſuls, ſans le conſeil & contre la volonté de l'Evêque d'Avignon: ſauf le droit des citoyens Catholiques ; & ſur-tout ſauf les droits du comte de Provence : *Salvo jure Catholicorum virorum, & maxime comitis Provincie.* Les droits que le traité de par-

Pièces juſtificativ. N.° 5.

Fantoni, t. II, l. I, pag. 97.

tage de 1125 avoit donnés aux comtes de Provence, & que l'empereur Frédéric I leur avoit confirmés en 1162, ſubſiſtoient donc encore en 1226 : & comment auroient-ils pu ſe perdre ? Il eſt certain que les comtes de Provence n'y ont jamais renoncé. Et quand il ſeroit vrai que les citoyens d'Avignon, à la faveur des priviléges qu'ils avoient obtenus des Empereurs & de leurs Seigneurs, euſſent empiété ſur ces droits, nous ſavons que l'empereur Frédéric II, en inveſtiſſant le comte Raymond-Berenger des comtés de Provence & de Forcalquier, lui a concédé la pleine faculté, ſi quelques droits ou tenemens de ces Comtés en avoient été ſéparés par dol ou par la puiſſance de *quelque Ville*, de les retirer des mains des poſſeſſeurs actuels, & de les réunir à ceſdits Comtés. C'eſt ce que le ſucceſſeur de ce Prince effectua en 1251, comme je le démontrerai après avoir dit quelques mots des droits acquis aux comtes de Toulouſe, par le traité de 1125, ſur

Pièces juſtificat. N.° 6.

la moitié de la ville & du territoire d'Avignon.

Pièces juſtificativ. N.° 2.

Je ne reprendrai ces droits que depuis la fin du douzième ſiécle, & l'accord fait en 1194, entre le comte Guillaume de Forcalquier & Raymond VI, comte de Toulouſe. Dans cette convention, le comte de Forcalquier quitte & garantit au comte de Toulouſe, *medietates Inſulæ & Avenionis ;* & le comte de Toulouſe quitte & garantit pareillement au comte de Forcalquier les droits qu'il avoit ſur l'autre *moitié* de l'Iſle & de la ville d'Avignon.

Tout le monde ſait que ce même Raymond VI, comte de Toulouſe, marquis de Provence, & ſeigneur par indivis de la ville d'Avignon, ayant été accuſé de fomenter l'héréſie des Albigeois, fut excommunié par le pape Innocent IV, & déclaré déchu de tous ſes biens, honneurs, dignités; que le comte de Monfort, aſſiſté d'un Légat de ſa Sainteté & d'une armée de Croiſés, exécuta cette ſentence contre ce Prin-

ce malheureux; qu'il fut dépouillé de ſes Etats, & que, réduit aux dernières extrémités, il ſe ſoumit en 1209, par le traité de S. Gilles, à toutes les conditions que le Légat voulut bien lui impoſer. Je ne rapporterai pas ici ces conditions, parce qu'elles ſont très-étrangères à l'objet que je traite (1); il ſuffit de remarquer que les citoyens d'Avignon s'engagèrent par la *volonté* & *avec le conſentement* du comte de Toulouſe, de s'employer en toute manière pour les lui faire obſerver; promettant au reſte, que ſi le comte y contrevenoit en quoi que ce fût, ils ne lui préteroient plus ni aide ni obéiſſance, *nullum auxilium ſeu obſequium*; qu'au contraire, ils agiroient contre lui, nonobſtant la *fidélité* & les droits ou ſervices qu'ils pouvoient lui devoir, *non obſtante fidelitate vel jure aliquo ſeu ſervitio, ſi quo ipſi ullo modo*

Pièces juſtificat. N.° 3.

(a) On peut les lire dans Caſtel, *Hiſtoire des Comtes de Toulouſe*, & dans Fantoni.

tenebamur: bien entendu qu'à la première contravention ils ſeroient libres de droit & de fait de cette *fidélité*, & de ces ſervices dont le Légat & le Comte lui-même les avoit quittés & abſous éventuellement pour cet effet, à condition de prêter enſuite la même fidélité à l'Egliſe de Rome.

Le comte Raymond VI s'étant retiré en Eſpagne après ſa prétendue rechute dans l'héréſie, ſon fils, le comte Raymond *VII*, recouvra ſans peine tous les Etats qu'on lui avoit ôtés, ſur-tout le comté Venaiſſin & la ville d'Avignon. Mais il s'attira par-là les armes du Roi de France, qui prit Avignon, comme je l'ai remarqué ci-deſſus, & le laiſſa, par la capitulation de 1226, dans une ſorte d'indépendance, ſauf *les droits du comte de Provence.* Au reſte, il faut bien que cette eſpèce d'indépendance n'ait point pouſſé de profondes racines, relativement au comte de Toulouſe lui-même, puiſque l'empereur Frédéric II, ſeigneur ſouverain & ſuzerain du marquiſat de Provence, de la terre Ve-

Pièces juſtificativ. N.° 9 & 10.

naiſſne, & de la ville d'Avignon, caſſa & abrogea en 1233 & 1235, toutes les aliénations & tous les démembremens qu'on avoit faits des fiefs du comté de Toulouſe, ſitués dans *la terre d'Empire* au *royaume d'Arles*, & qu'il lui enjoignit de s'en remettre en poſſeſſion. C'eſt auſſi ce que le ſucceſſeur de ce Prince, Alphonſe de France, comte de Poitiers & de Toulouſe, effectua en 1251, conjointement avec ſon frère Charles d'Anjou, comte de Provence, & co-ſeigneur par indivis de la ville d'Avignon.

Si nous voulions nous en rapporter au critique, la capitulation par laquelle cette ville ſe remit alors abſolument ſous la domination de ſes maîtres légitimes, n'auroit été qu'un acte libre, par lequel la République indépendante d'Avignon ſe ſeroit *DONNÉE* aux comtes de *Provence* & de *Toulouſe*, & c'eſt de cette ſoumiſſion *volontaire* que dateroient ſeulement les droits que ces deux Princes ont eus ſur elle.

Nous venons de voir le oontraire par les chartes que j'ai rapportées, & un coup d'œil jetté ſur la capitulation de 1251, achevera de démontrer cette vérité.

Cette pièce, qui a déjà été imprimée pluſieurs fois, & qui ſe trouve jointe aux Recherches, pag. 56, porte en termes précis & poſitifs : que les citoyens d'Avignon ayant clairement reconnu qu'ils avoient mal-à-propos & *CONTRE TOUTE JUSTICE*, *réſiſté* juſqu'alors aux comtes de Provence & de Toulouſe, & à leurs lieutenans, & voulant regagner leurs bonnes graces, ils avoient réſigné auxdits Comtes gratuitement & librement tous *les droits* qui avoient *ci-devant appartenu* aux comtes *de Provence*, *de Forcalquier & de Toulouſe*, dont la commune d'Avignon étoit alors en poſſeſſion, nommément *la haute & baſſe juſtice*, & toute la juriſdiction que ladite commune exerçoit & poſſédoit, ou avoit exercée & poſſédée dans la ville & dans ſon territoire; ſor

que ladite *juriſdiction appartînt auxdits Comtes par indivis*, ou qu'ils s'y fuſſent partagés, ou qu'elle eût appartenu à la ville même : douant & transférant auxdits Comtes & à leurs ſucceſſeurs, tous les droits que la commune avoit eus en propriété par deſſus *CEUX QUI APPARTENOIENT* aux Comtés ſus mentionnés, remettant à chacun d'eux les droits qu'elle en avoit *TENUS EN FIEF*, ou autrement.

Cette ſtipulation peint-elle un Etat libre, une République indépendante, qui ſe donne volontairement à des Souverains étrangers? ou n'eſt-ce pas la capitulation d'une ville rebelle aux ordres de ſes ſeigneurs légitimes, qui, abuſant de ſes priviléges, s'étoit emparée des droits qui appartenoient à ces ſeigneurs, & qui, pour expier ſa révolte, fut privée non ſeulement des droits qu'elle avoit uſurpés, ou qui lui avoient été inféodés par les comtes de Provence, de Forcalquier & de Toulouſe, mais auſſi de ceux qu'elle avoit légitimement obtenus

de leurs prédéceſſeurs & des Empereurs, rois d'Arles ?

Il ne me reſte plus qu'à prouver que depuis l'année 1251 la ville d'Avignon a toujours fait partie du comté de Provence, & la preuve ne m'en ſera pas difficile. Il ſuffira de relire l'acte de l'hommage que les Avignonois prêtèrent, en 1331, aux deux princeſſes Jeanne & Marie. Il porte que le roi Robert ayant ordonné au grand ſénéchal de Provence, Philippe de Sanguineto, de faire prêter foi & hommage aux deux Princeſſes ſes petites-filles, par les nobles, les prélats, & les villes des comtés de Provence & de Forcalquier; la ville d'Avignon s'eſt acquittée de ce devoir ès mains dudit Grand Sénéchal. Elle étoit donc une des villes du comté de Provence.

Recherch. pag. 75.

Mais voici une autre preuve auſſi déciſive. L'abbé Bouche nous apprend que le roi Charles II, comte de Provence, voulant ſoulager les Grands Sénéchaux de cette

Tom. II, pag. 328.

Province, créa, en 1307, « un Sénéchal » particulier pour la Provence proprement » dite, & un autre pour le comté de For- » calquier ; qu'à la Sénéchauſſée de Pro- » vence furent ſoumiſes les Vigueries de » Marſeille, d'Hières, de Draguignes, de » Graſſe & de Nice ; & les Bailliages de » Toulon, de S. Maximin, de Brignolle, » du Comté de Vintimille, de Théonières, » de Caſtellane, & de Moutiers ; & que » ſous la Sénéchauſſée de Forcalquier fu- » rent ſujettes les Vigueries de Forcalquier, » d'*AVIGNON*, de Taraſcon & d'Arles, » & les bailliages de la Vallée de Demont » & de Val de Sture, de Digne, de Siſté- « ron, d'Apt, de Pertuis, de la Mer, de « Reauville, & de la Val-d'Olle, avec le » comté de Grignan ».

Ce fait ſeul ſuffiroit pour faire crouler l'objection que le critique a formée contre l'inaliénabilité de la ville d'Avignon, ſous prétexte que cette ville avoit toujours été indépendante du comté de Provence,

Pag. 30, 31. Sa ſeconde objection, qui eſt dirigée contre les édits révocatoires de la reine Jeanne, n'eſt pas mieux fondée.

« Le critique aſſure que cette Princeſſe « n'a voulu comprendre, ni de loin, ni de « près, la ville d'Avignon dans ces révo- « cations, puiſqu'elle n'y parle que des « aliénations inconſidérées & préjudicia- « bles, qui lui avoient été extorquées à « force de ruſes, d'artifices & de prépo- « tence. Celle d'Avignon, dont nous « avons démontré, dit-il, l'avantage & la « néceſſité, n'eſt ſurement pas de ce gen- « re là ».

Il eſt fâcheux que cette objection ne puiſſe être détruite qu'en prouvant que la vente d'Avignon a été, pour ainſi dire, l'original d'après que la Reine de Naples a dépeint les aliénations qu'elle vouloit révoquer. Comparons l'édit de 1350 avec l'hiſtoire de la vente d'Avignon telle qu'elle eſt rapportée par Villani & par l'auteur anonyme de la vie du pape Clément VI,

Villani, *lib. III, pag.* 18.

publiée par Baluze, & citée par le critique (pag. 4.).

Baluze, *tom. I. Pap. Aven. pag.* 272.

La reine Jeanne nous apprend qu'elle avoit fait les aliénations dont elle ordonnoit la révocation, *operante malitiâ temporum, importunitate potentium, ac fragilitate ætatis ſubducta & per diverſas aſtutias circumventa.* Or, quels temps ont été plus malheureux que ceux où la reine Jeanne a fait la vente d'Avignon ? lorſque *povera di moneta*, réduite à quêter les deniers de ſes Barons, de ſes Prélats & de ſes Villes, & rebutée par le Pape & les Cardinaux, à qui ſon pere l'avoit ſi tendrement recommandée, elle n'eut point d'autre reſſource, à ce que le critique nous aſſure, que de faire l'aliénation de cet Etat. D'un autre côté, qui connut mieux que le pape Clément VI *la fragilité de l'âge* de cette Princeſſe, lui qui l'obligea de renoncer par deux fois au *bénéfice* de minorité ? Veut-on ſavoir quelles ont été les *aſtuces* dont la reine Jeanne ſe plaint ſi amèrement ? L'hiſtorien de Clé-

ment VI nous l'apprend : *Pontifex opportunis, exquiſitis tractatibus, & cautis intermediis viis civitatem Avenionenſem emit à regina Johanna.* Ces *négociations exquiſes*, ces moyens *adroits*, cette bonne réſolution de profiter de *l'occaſion*, ne caractériſent pas mal un acheteur *aſtut*, qui ſe prévaut des malheurs & de la minorité de ſon vendeur, pour parvenir à ſes fins. Enfin, je ſuis perſuadé que de tous ceux qui ont tiré partie des aliénations de la reine Jeanne, il n'y en a point eu de plus *puiſſant* que l'acquéreur d'Avignon.

Au reſte, je m'arrête inutilement à prouver que l'aliénation de cette ville a été compriſe dans le nombre de celles que la reine Jeanne voulut annuler, après que cette Princeſſe déclara elle-même dans ſon Edit de 1350, qu'elle les révoquoit *toutes & chacunes, omnes & ſingulas*; dans celui de 1365, qu'elle réuniſſoit à ſon domaine toutes les *villes*, châteaux, *terres*, lieux & droits aliénés *quelconques*; & dans le ſecond de

1365, « qu'elle caſſoit *toutes* & *chacunes* « ſes aliénations faites *à quelques perſonnes* « que ce fût, & dans *quelque état*, *préémi-* « *nence & dignité* que ces perſonnes fuſ- « ſent conſtituées, ſans en excepter les « aliénations dont il auroit convenu *ou* « *été néceſſaire* de faire une mention ſpé- « ciale ».

C'eſt en vain que le critique vient nous dire: « que la reine Jeanne avoit excepté » dans le ſecond édit révocatoire de l'an- » née 1365, *par reſpect pour le Pape*, les » aliénations qu'elle avoit faites en faveur » du monaſtère de S. Victor à Marſeille; » que cette clauſe a été omiſe dans l'extrait » peu fidèle, que j'ai rapporté de cet édit » d'après Bouche, & qu'elle nous peut faire » préſumer, qu'à plus forte raiſon la Reine » a dû excepter de ſes édits, par un effet du » même reſpect, les aliénations qu'elle » avoit faites en faveur du Pape même».

Je répondrai d'abord au critique, qu'il n'a dépendu que de lui de ſe convaincre

par la ſimple comparaiſon de ma copie de l'édit de 1365, & de celle de Bouche; que je n'ai pas tiré la mienne de l'hiſtoire de Provence de cet auteur exact & laborieux, mais bien d'une copie authentique qui s'en trouve à la bibliothèque du Roi, vol. mſ. *Avignon, pag.* 62. Je remarquerai en ſecond lieu, que l'exemplaire de Bouche & la copie dont je me ſuis ſervi ne renfermant pas la clauſe ſus mentionnée, il nous eſt permis de croire qu'elle ne ſe trouve pas dans l'original de l'édit de 1365, & qu'elle a ſeulement été ajoutée dans la copie que Fantoni a fournie au critique, ou peut-être dans un exemplaire de l'original même, qui fut adreſſé à l'abbaye de S. Victor, pour mettre à couvert les nouvelles acquiſitions qu'elle venoit de faire. J'obſerverai en dernier lieu, que les trois autres édits révocatoires de la reine Jeanne ne faiſant aucune exception du tout, & le ſecond de 1365 n'exceptant, ſuivant Fantoni même, que les aliénations faites

en faveur de ladite abbaye ; cette reſtriction particulière & unique eſt une nouvelle preuve contre la légitimité de la vente d'Avignon ; parce que toute exception confirme la loi dans les cas non exceptés ; que les exceptions d'une loi pragmatique univerſelle ne ſe préſument pas, & qu'il n'en auroit pas couté davantage à la reine Jeanne d'excepter Avignon, comme elle doit avoir excepté les biens de l'abbaye de S. Victor de Marſeille, ſi ſon intention eût été de donner au Pape cette preuve de ſa vénération.

J'ai dit dans les Recherches, que le pape Clément VI avoit déclaré par une bulle de 1349, nulles & non avenues toutes les aliénations que la reine Jeanne avoit faites depuis la mort de ſon aïeul, comme contraires au teſtament & aux prohibitions de ce bon Roi. A ceci le critique répond que cette bulle ne ſe trouve nulle part. A la bonne heure : cependant Bouche & Noſtradamus ont été perſuadés de ſon exiſten- *Pag.* 31, 32.

ce, qui ne fait rien au fond de notre conteſtation : mais quand le critique pourſuit d'un air fâché, « que, ſuppoſé que la » bulle fût vraie, ce ſeroit tomber dans un » vrai délire, que de prétendre que le » Pape y ait voulu ſottement comprendre » Avignon » : Je ſuis tout-à-fait du même ſentiment. Qui croira jamais que le pape Clément VI ait voulu perdre le fruit de ces *oportuni & exquiſiti tractatus*, de ces *cautæ intermediæ viæ*, qui lui avoient valu la poſſeſſion d'Avignon? On ne voit point qu'il ait eu aucun regret d'avoir profité des malheurs d'une pauvre Princeſſe mineure, pour la réduire à lui vendre un héritage, qu'elle avoit juré à ſon aïeul, à ſa ſœur, & aux états de Provence de ne point aliéner. Il faut croire que ce Pontife étoit perſuadé qu'une convention, quoique nulle de droit & de fait, dans les règles ordinaires, devient juſte, loyale & légitime, du moment qu'elle eſt avantageuſe à la cour de Rome. Mais

voici de nouveaux reproches: «le critique » m'accuſe de faire le rapport le plus » infidèle & le plus captieux des faits qui » précédèrent & ſuivirent la vente d'Avi- » gnon ; par exemple, de faire accroire » que Jeanne étoit réellement coupable » du meurtre de ſon mari». Je n'en ai cependant pas dit un mot dans les Recherches. La ſeule réflexion que je m'y ſois permiſe, c'eſt que le jugement de la poſtérité n'a pas été ſi favorable à cette Princeſſe que celui du pape Clément VI. Or j'ai cru pouvoir la faire, cette réflexion, parce que contre un auteur qui ſoutient que la reine Jeanne a été innocente du meurtre de ſon mari, je me fais fort d'en citer deux & trois qui l'en croient *réellement* complice ; qui diſent, avec le Roi de Hongrie, ſon beau-frère: *Neglecta vindicta & excuſatio ſubſequuta te viri tui necis arguunt conſciam ;* & qui regardent la mort horrible dont cette malheureuſe Princeſſe périt, plus comme l'ouvrage d'un

Pag. 13 34.

Dieu vengeur, que comme un effet des anathêmes du pape Urbain VI, & de la rage de Charles de Duras. Cela n'empêche pas que je ne puiſſe être en mon particulier du ſentiment de Gianone & des autres apologiſtes de la reine Jeanne : tout comme le critique & les autres champions du ſyſtême ultramontain, ſeront toujours portés à juſtifier la conduite que les papes Grégoire VII, Innocent IV, Jean XXII & Clément VI, ont tenue envers les empereurs Henri IV, Frédéric II, & Louis de Bavière, quoique le jugement de la poſtérité ne ſoit pas ſi favorable à ces Pontifes, que celui de leurs panégyriſtes l'a été.

Pag. 35. Le critique m'accuſe encore : « d'avoir » fait entendre que l'abſolution de la reine » Jeanne fut le prix de la vente d'Avi- » gnon ». J'appelle de cette accuſation au jugement de tous ceux qui ont lu les Recherches avec quelque attention. Ils me rendront témoignage que j'ai évité avec le plus grand ſoin toutes les expreſſions qui

pouvoient accréditer un ſoupçon qui ſe ſoutient cependant depuis pluſieurs ſiécles, & qui ne paroît malheureuſement que trop naturel. En effet, quand on voit le ſeul juge qui pût abſoudre ou condamner la reine de Naples, acheter d'elle une partie de l'état d'Avignon, & recevoir en don le reſte, préciſément dans le temps qu'elle étoit généralement accuſée de l'aſſaſſinat de ſon mari, & que ſa cauſe étoit pendante devant le tribunal de Clément VI; quand on voit d'un autre côté cette même Princeſſe faire dans le même temps des donations immenſes au frère de ce Pontife, Guillaume Roger, comte de Beaufort: il faut avoir la plus parfaite opinion de la vertu rigide de l'acquéreur d'Avignon, pour croire qu'il ait été inſenſible à l'attrait d'une poſſeſſion qu'il deſiroit avec la plus grande ardeur, & à l'élévation de ſa propre famille.

Boucher, *tom. II, pag.* 377.

Il eſt vrai que Clément VI ne publia qu'en 1351 l'abſolution ſolemnelle de la

reine Jeanne ; mais les hiſtoriens de ſa vie, & Raynaldus & Gianone, nous apprennent que le conſiſtoire Romain avoit reconnu long-temps auparavant l'innocence de la Princeſſe accuſée : que le Pape avoit différé de la déclarer publiquement par une ſorte de ménagement pour le roi de Hongrie, qui s'obſtinoit à en douter ; & que la Cour d'Avignon a fait mille démarches dans l'intervalle qu'il y eut entre la vente de cette ville & l'abſolution publique de la vendereſſe, qui ſuppoſoient néceſſairement, & qui annoncoient même le jugement qui ne fut prononcé qu'en 1351.

Pag. 35, 36, 37. Je ne m'arrêterai pas aux preuves que l'auteur Romain allègue de l'empreſſement que les citoyens d'Avignon ont eu de reconnoître la ſouveraineté du ſaint Siége ; elles ſont on ne peut moins concluantes, & les commiſſions des trois Viguiers, que Clément VI & Innocent VI ont nommés avant la preſtation d'hommage des Avi-

gnonois, renferment une foule d'expreſſions, qui dénotent plutôt la répugnance que ce peuple a eue de ſe ſoumettre à ſes nouveaux ſouverains, qu'un ſentiment contraire.

Je m'occuperai encore moins à relever les propos indécens que le critique m'adreſſe « parceque j'ai dit dans les Recher- » ches des choſes que nul des auteurs qui » ont parlé avant moi de la vente d'A- » vignon, même de ceux qui ont été les » plus acharnés à la combattre, ne s'étoit » encore aviſé d'avancer; d'où il conclud » que c'eſt une preuve de la frivolité de » ces moyens: il me taxe enſuite de vou- » loir être plus habile & plus clairvoyant » que les Dupuy & les Conrings, & finit » par m'avertir que mon raiſonnement » manque totalement de ſolidité ». *Pag.* 31.

L'objet de ce reproche & le ton qui y règne, ſuffiſent pour en confondre l'auteur. Il n'eſt pas queſtion de ſavoir ſi j'ai été le premier à dire une choſe; mais ſi

cette choſe eſt vraie & juſte. Nous nous trouverions bien mal à l'égard de toutes les connoiſſances humaines, ſi l'on devoit toujours répéter ce que nos prédéceſſeurs ont dit avant nous. Qui ne voit pas d'ailleurs que ſi nous donnions à la maxime qui fait la baſe des réflexions du critique, toute l'étendue qu'elle préſente, la cour de Rome y auroit le plus à perdre, puiſque le ſyſtême de ſes partiſans ultramontains n'eſt ſurement pas celui des anciens docteurs de l'égliſe, & que les principes conſacrés dans plus d'une décrétale, ne remontent point du tout aux ſiècles apoſtoliques ?

Au reſte, il n'y a perſonne qui ne ſache que le livre de *Conrings, de finibus Imperii*, a paru dès l'an 1654, & que le teſtament de Charles II, qui a donné lieu aux invectives de l'auteur Romain, a été publié pour la première fois en 1668, par l'auteur des Remontrances de la nobleſſe de Provence. C'eſt au lecteur à juger

comment le publiciſte Allemand auroit pu tirer parti d'une pièce dont il ignoroit juſqu'à l'exiſtence. Quant à Dupuy, qui avoit une copie de ce teſtament, il a remarqué, auſſi bien que moi, la chaîne des ſubſtitutions que cet acte important renferme. *Pag. 380.*

J'ai conclu de cette diſpoſition du roi Charles II, que la reine Jeanne n'a pu vendre légitimement un bien grevé de ſubſtitution fidéicommiſſaire, ſans le conſentement de tous les agnats qui avoient droit à ce fidéicommis.

C'eſt contre ce raiſonnement que le critique s'élève avec une force extraordinaire: il remarque d'abord, comme une *choſe eſſentielle*, que Charles de Duras & Ladiſlas ſon fils, l'un & l'autre rois de Naples, & les derniers deſcendans mâles du roi Charles II, ont reconnu ſolemnellement qu'Avignon appartenoit au S. Siège, dans le ſerment de fidélité que le père prêta, en 1381, au pape Urbain VI, & le fils, en *Pag. 39.*

1390, au pape Boniface IX, par lequel ils s'engagèrent, dit-il, de défendre de tout leur pouvoir les terres du S. Siège, & nommément la ville d'Avignon.

L'auteur Romain auroit beaucoup mieux fait de ſupprimer ſa remarque eſſentielle; le ſerment de ces deux vaſſaux de l'égliſe de Rome, qu'il cite avec tant de complaiſance, porte auſſi la promeſſe ſuivante.

« *Promitto etiam me & meos in eodem* » *regno Siciliæ heredes obligans*, quod in » dicta civitate Beneventana, vel in urbe » (Roma) ſeu in Campania, &c. aut civi- » tatibus Peruſina, *Avenionenſi* & *comi-* » *tatu Venayſienſi*..... ex *ſucceſſione*... » aut alio quocumque jure ſeu titulo nihil » unquam *tam ego, quàm hæredes mei in* » *dicto regno*, acquiremus vel *vendicabi-* » *mus*, ſeu poterimus aliquo modo..... » vendicare. Si verò *ego* vel aliqui mei in » *dicto regno hæredes*, prædictam civita- » tem *Avenionenſem* & *comitatum Ve-*

» *nayſinum* occupaverimus, vel occupari » fecerimus..... eo ipſo ab eorumdem » regni Siciliæ & terræ citrà Phaſum *jure* » *cadamus* totaliter, ipſaque regnum & » terram prorſus amittamus».

Ce paſſage, fidèlement tranſcrit, prouve clairement, 1.° que les rois de Naples, Charles de Duras & ſon fils Ladiſlas, qui ont fait la promeſſe ci-deſſus, & les Papes qui l'ont exigée & reçue, ont reconnu de part & d'autre que les deux rois *pouvoient prétendre, à titre de ſucceſſion, à la ville d'Avignon* & au comté Venaiſſin.

2.° Que Charles de Duras & Ladiſlas ne ſe ſont engagés de ne point faire valoir cette prétention, qu'en faveur de l'inveſtiture du royaume de Naples, que le pape Urbain VI venoit de leur donner.

3.° Qu'ils n'ont contracté cet engagement que pour eux & pour leurs héritiers audit royaume de Naples ſeulement, & non pas pour ceux d'entre leurs héritiers qui ne ſuccéderoient qu'au comté de Provence.

Et, 4.° Que bien loin de renoncer purement & ſimplement à leurs droits de ſucceſſion à l'égard de la ville d'Avignon, ils ont évidemment réſervé à leurs ſucceſſeurs la faculté de les faire valoir, à condition qu'ils perdroient alors leurs droits ſur le royaume de Naples.

Je reviens à la ſubſtitution fidéicommiſſaire du comté de Provence, qui eſt portée par le teſtament du roi Charles II.

Pag. 39, 40. L'auteur Romain prétend « qu'elle expira » & fut anéantie par la mort du roi Ro» bert, héritier de Charles II, *avec des* » *enfans*, parcequ'elle étoit faite ſous la » condition que le même Robert vînt à » décéder *ſine liberis*, ſans enfans. Le » critique aſſure auſſi qu'il n'y a qu'à lire » le teſtament ſus mentionné avec plus » d'attention & de diſcernement que je » n'ai fait, pour convenir de cette vérité ».

Je répondrai, en peu de mots, que ſi l'auteur Romain eût étudié avec plus d'*attention* & de *diſcernement* les premiers élé-

mens de la juriſprudence, le §. 5, tit. 14 du premier livre des Inſtituts, il auroit appris que le terme de *liberi* ne ſignifie jamais, en Droit, les ſeuls enfans au *premier degré;* mais qu'il eſt générique, & déſigne tous les deſcendans d'une perſonne : tout de même que notre mot d'*enfans* les comprend auſſi quand il eſt queſtion d'une ſubſtitution. Cette vérité eſt on ne peut plus clairement exprimée dans la loi ſuivante du Digeſte : *Liberorum appellatione nepotes & pronepotes cæterique qui ab his deſcendunt continentur.* Le Critique y pourra, pour ſon inſtruction, joindre les autres loix & les juriſconſultes que je lui indique à la marge.

L. liberor. 220. ff. de verb. ſignificatione.

Cet éclairciſſement ſuffit pour juſtifier l'argument que j'ai tiré du teſtament du roi Charles II ; ſavoir, que le comté de Provence ayant été ſubſtitué fidéicommiſſairement à tous les enfans & deſcendans de ce Prince, l'héritière du roi Robert, lequel étoit un des fils de Charles II,

L. 56, §. 1, l. 104 & l. 202, ff. de verb. ſignif. l. 6, ff. de teſtam. tutel. l. ſed hoc, §. liber. ff. de in jus voc. l. 48, ff. de ſol. matr. ibique Godof.

n'en a pu faire légitimement l'aliénation.

Il me reſte à relever, en paſſant, une interprétation ſingulière que l'auteur Romain nous a donnée du §. 2 de ce teſtament : il prétend « que Charles II, au cas » que le roi Robert, ſon fils, vînt à laiſſer » des enfans, ſe contenta de lui ſubſtituer » ſes enfans dans le duché de Calabre, & » ne fit aucune ſubſtitution de ſes autres » Etats ». Il faut fermer abſolument les yeux à la lumière, pour ne pas découvrir tout le contraire dans le ſuſdit teſtament. Qu'on ſe ſouvienne d'abord que le roi Charles II teſtoit non-ſeulement pour les comtés de Provence & de Forcalquier, mais auſſi pour le royaume de Naples : qu'on ſe ſouvienne encore que Robert, duc de Calabre, n'étoit pas ſon fils aîné ; mais Charles Martel, roi de Hongrie, qui fut exclu de l'héritage de ſon père, * parcequ'il avoit eu le royaume de Hongrie du chef de ſa mère Marie : qu'on ſe ſouvienne enfin qu'il a été ſtipulé, par la convention

l. 2, §. 7, de excuſat. tut. l. f. cod. de leg. hær. l. 2, cod. de except. l. 2, de cond. & Pergrin, de fideic. art. 25, N.° 1-8. Menoch. *conſil.* 1, N.° 197, id. *de præſ. lib. 4. præſ.* 84, N. 22. Ludov. de Caſanate, *conſ.* 45, N.° 28. Mantica, *de tacit. & amb. conv. lib.* 12, *tit.* 33, N.° 40. Ludov. del Caſtello, *l.* 5, *cap.* 22, N.° 70, & *lib.* 5, *cap.* 66, N.° 11: Briſſon, *de verb. ſign. voce liberi.*

* Gianone, *tom. III, pag.* 4.

de 1265, entre le roi Charles I & le pape Clément X, que les fils aînés des rois de Naples ſuccéderoient toujours dans ce royaume; & que les filles iſſues de la branche aînée, devoient être préférées aux mâles des branches cadettes. Ouvrons à préſent le teſtament du roi Charles II; il inſtitue héritier univerſel ſon fils Robert & ſes deſcendans mâles & femelles à perpétuité : il leur ſubſtitue celui de ſes fils qui, ſuivant l'accord de 1265, devra ſuccéder au royaume de Naples. « Mais, dit-» il, ſi en vertu de ce même accord la » fille de quelqu'un de mes fils aînés étoit » appelée au trône de Naples; en ce cas » je ſubſtitue les comtés de Provence & » de Forcalquier, & tous mes autres Etats, » à mon fils..... prince de Tarente, &, » après lui, à mes autres fils, ſelon l'ordre » d'aîneſſe. Enfin, & voici le paſſage que le critique a eu l'adreſſe de défigurer: » s'il arrivoit que la convention de 1265 » n'appelât pas les deſcendans de Robert

Lunig. *t. II, pag.* 954.

» au *trône de Naples*, je ſubſtitue à ces » mêmes deſcendans le duché de Calabre, » que j'ai déja conféré à mondit fils Ro- » bert ». Rien n'eſt plus clair que cette diſpoſition. On voit que Charles II a regardé le royaume de Naples comme un fief purement féminin, & la Provence comme un Etat auquel les femmes ne ſuccédoient qu'au défaut abſolu d'hoirs mâles; qu'il a voulu, au cas que le royaume de Naples tombât en quenouille, que ſes fils cadets & leurs deſcendans mâles, ſuccédaſſent au comté de Provence; & que ſi la convention de 1265 appeloit les enfans de Charles Martel, ſon fils aîné, au trône de Naples, contre la teneur de ſon teſtament, ſon fils Robert & ſes deſcendans conſervaſſent le duché de Calabre, qui leur ſervoit déja d'apanage.

Quant à l'aſſurance que le critique oſe nous donner, que Charles II n'a point fait de ſubſtitutions relativement aux comtés de Provence & de Forcalquier, on n'a qu'à

qu'à lire, dans les Recherches, l'art. premier de ſon teſtament, au mot *præterquam*, que j'ai fait imprimer en caractère italique, & y joindre l'art. 20 ſuivant. *Item, ſi contingat illum qui ſuccedet ſecundum modum & ordinem prædictum in prædictis comitatibus Provinciæ & Forcalquerii*, &c. on y trouvera une longue chaîne de ſubſtitutions, toutes relatives au comté de Provence. *Recherch. pag. 68. Recherch. pag. 72.*

Le critique continue. « Robert lui-même diſpoſa, dans ſon teſtament, d'une » manière toute contraire à la diſpoſition » de Charles II; ce qui n'eſt pas à préſumer qu'il eût fait, s'il n'eût été convaincu » qu'il pouvoit le faire, lui qui étoit ſi » juſte, ſi ſage, ſi éclairé ».

La ſageſſe & les lumières du roi Robert n'ont rien à faire ici, tout roule ſur ſa juſtice; & ne peut-on pas préſumer que ce bon Prince penſoit comme de très-grands hommes ont penſé de ſon temps, & avant lui ? *Si violandum eſt jus regnandi gratiâ*

violandum eſt, in cæteris pietatem colas. Au moins le roi Robert, tout juſte qu'il étoit *pour ſes peuples*, ne le fut vraiment pas à l'égard des empereurs d'Allemagne, ni dans le choix des moyens qu'il employa pour étendre ſon autorité & ſa puiſſance en Italie.

Si cette réponſe ne ſatisfait pas le critique, je le renvoie à l'acte de l'hommage que les états de Provence ont dû prêter, par ordre exprès du roi Robert, à ſes deux petites-filles, Jeanne & Marie, *nonobſtantibus inſtitutionibus vel ſubſtitutionibus ſi quæ in contrarium factæ eſſent*, paroles remarquables, qui marquent dans le roi Robert une réſolution réfléchie & déterminée d'aller contre les ſubſtitutions qui étoient faites relativement à la Provence: cette certitude, que Mathieu Villani confirme par ſon témoignage, en reprochant à Robert un excès d'amour injuſte *della propria carne*; cette certitude, dis-je, vaut mieux que toutes les préſomptions du critique.

Recherch. pag. 75, l. 1, cap. 8.

Le critique revenant à ſes raiſonnemens ſophiſtiques, nous répète comme une choſe démontrée, que la reine Jeanne a eu la permiſſion de faire des aliénations du domaine de Provence après avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans, & que le roi ſon aïeul a permis ces mêmes aliénations à ſes exécuteurs teſtamentaires. De-là il conclud que la ſubſtitution de Marie ſœur de Jeanne, ni celle des autres héritiers du comté de Provence, ne devoit pas être un obſtacle à la vente d'Avignon. *Pag.* 41.

J'ai déja détruit ci-deſſus le principe chimérique ſur lequel cette nouvelle objection eſt appuyée ; & démontré par le propre témoignage de la reine Jeanne, que la défenſe d'aliéner le domaine de Provence a toujours ſubſiſté avant & après la mort du roi Robert.

Je remarquerai ici par ſurabondance, que ſuppoſé même que le roi Robert eût eu l'intention de permettre dans ſon teſtament les aliénations qu'il avoit défen-

dues peu d'années auparavant ſous peine de ſa malédiction, cette intention n'auroit produit que des actes illégitimes, puiſqu'il n'étoit pas en droit d'autoriſer le démembrement de ſes Etats, que ſon père avoit grevés d'une ſubſtitution perpétuelle. Je remarquerai auſſi que toute permiſſion ſemblable renfermant tacitement la clauſe, *obſervatis*, *obſervandis*, celle que le roi Robert pourroit avoir donnée à la reine Jeanne de faire des aliénations de ſon domaine, ne l'auroit pas diſpenſée de requérir le conſentement de ceux qui avoient acquis le droit de s'y oppoſer.

Pag. 42. A la page 42, le critique retombe dans ſes contradictions: nous l'avons vu faire les plus grands efforts pour prouver qu'Avignon & la Provence ont dépendu dans le quatorzième ſiècle de l'Empire d'Allemagne, & répéter avec emphaſe le nom de *Terres d'Empire*, qu'on donnoit alors à tout ce qui étoit ſitué au-delà du Rhône. Mais ici il prétend qu'Avignon pouvoit

être vendu à l'insu ou sans l'aveu des agnats de la reine Jeanne, « parce que la *Provence* » étoit un fief *héréditaire*, » ce qui étoit *d'ailleurs présumé en France*. Eh ! que faisoit à la Provence, à cette terre de l'Empire, avant sa réunion à la couronne de France, ce qui étoit de droit dans ce royaume? L'auteur Romain ne devoit d'ailleurs pas ignorer que les fiefs ne sont devenus *héréditaires en France* que sous le règne du roi Charles VII, cent ans après la vente d'Avignon, & qu'ils n'ont commencé d'être aliénables que longtemps après. Il devoit considérer que les *fiefs mouvans* du comté de Provence pouvoient être héréditaires, sans que le fief dominant le fût; & qu'en général la princesse Marie sœur de Jeanne étant devenue, par l'hommage simultané de 1334, *co-propriétaire* de la ville d'Avignon, ses droits étoient bien différens de ceux d'un simple agnat.

Le critique termine par le raisonnement suivant ses objections contre le testament

du roi Charles II, & contre les conſéquences que j'ai tirées. « La vente d'Avignon, » dit-il, n'a pas été une de ces aliénations » défendues par les loix, comme étant » faites *in fraudem fideicommiſſi*, parce » qu'elle étoit néceſſaire pour ſauver le » royaume de Naples, dont le roi Robert » avoit ordonné l'indiviſiblité d'avec la » Provence, & que le conſentement des » agnats *doit ſe préſumer*, puiſque cette » vente leur ſauvoit ce royaume, qui ſans » elle eût été peut-être à jamais perdu pour » eux ».

Je réponds en général, que le roi Robert a bien ordonné l'inſéparabilité du royaume de Naples & des Comtés de Provence & de Forcalquier, mais qu'il n'a pas ordonné de ſacrifier la Provence à la conſervation de ce royaume : que l'inſéparabilité de ces états étoit d'ailleurs la choſe du monde la plus indifférente pour les oncles & pour les couſins de la reine Jeanne, qui tiroient leurs droits ſur la Provence, non pas du

teſtament du roi Robert, mais de celui du roi Charles II; que ce dernier teſtament bien loin de déclarer la Provence inſéparablement attachée au royaume de Naples, vouloit au contraire qu'elle en fût ſéparée auſſi-tôt qu'une femme ſuccéderoit dans ce royaume; & qu'abſolument parlant, quand le roi de Hongrie auroit gardé le trône de Naples en 1548, il n'étoit pas perdu pour cela pour la maiſon du roi Charles II, puiſque ce prince étoit le chef de cette maiſon.

Je réponds en ſecond lieu, que la vente d'un bien ſubſtitué n'eſt permiſe dans le cas de la plus grande néceſſité, qu'autant qu'il n'exiſte point de biens non ſubſtitués qu'on puiſſe aliéner. Or la reine Jeanne avoit un mobilier, elle avoit tous les revenus de la Provence, du comté de Forcalquier & du Piémont, qu'elle pouvoit aliéner pour pluſieurs années, & hypothéquer pour toute la durée de ſon règne: enfin elle poſſédoit grand nombre de biens

L. Pater fil. 38, in fine, ff. de Legat. 3. Authent. res quæ, cod. comm. de Legat.

qui n'étoient pas compris dans le domaine de la Provence, mais que ſes prédéceſſeurs avoient acquis à titres particuliers; tels que ſont les *acquêts* dont la reine Béatrix parle dans ſon teſtament.

Lunig, *tom. II, pag. 968.*

Les loix exigent de plus que l'aliénation des biens ſubſtitués, ainſi que celle d'un fief, ſe faſſe du conſentement de tous les intéreſſés (*a*); & il ne ſuffit pas pour cela d'un conſentement préſumé, mais il faut qu'il ſoit donné expreſſément (*b*).

Enfin ces mêmes loix accordent la faculté du retrait perpétuel (*c*) auquel la poſſeſſion de mille ans ne peut pas préjudicier (*d*), non-ſeulement aux agnats qui

---

(*a*) *L. Propon.* 120, §. *omnibus* 1, *ff. de Leg.* 1, *L. quot ab omnibus* 1, *cod. de fideicom. novell.* 159, *in princip. & cap.* 3.

Peregrin, *de fideicomm.* art. 40, N.° 67.

(*b*) Hartm. *Piſt. lib.* 2, *quæſt.* 7, N.° 1, *ſeq.*

Rofenthal, *cap.* 9, *concl.* 77 & 78, *ibique autores* Struv. Synt. *jur. feud. c.* 13, §. 19, N.° 3, 4.

(*c*) *L.* 1, *poſt. princ. L. fin.* §. *ſi autem cod. comm. de Leg. L. ſi perſon. cod. de fideicomm.*

(*d*) *L.* 1, §. *fin. cod. de an. exec. L. ſicut* 3, *L. cum notiſſ.* 7, §. *illud autem* 4,

n'ont pas conſenti à l'aliénation, mais auſſi aux deſcendans de ceux qui l'ont agréé (*e*), parce que les héritiers féodaux & fidéicommiſſaires ne ſuccèdent pas au dernier défunt, mais au premier acquéreur du fief & à l'auteur du fidéicommis.

Il réſulte de ces principes inconteſtables; qu'en ſuppoſant la vente d'Avignon légitime à tous égards, c'eſt-à-dire, qu'en mettant de côté l'âge mineur de la vendereſſe, ſes engagemens pris avec les Etats du comté de Provence, la loi prohibitive de ſon aïeul, la co-ſeigneurie de ſa ſœur Marie, toutes les autres nullités de ce con-

---

cod de præſcr. 30, *annor. lib.* 3. *ſi habit. fit. tam. ff. quando dies, L. cum hæres ff. quando dies,* &c.

Hartm. *Piſt. l.* 2, *quæſt.* 8, N.° 64, 73. Natta, *conſil.* 400, N.° 6, *conſ.* 437, N.° 4, 5, Rofenthal, *cap.* 9, *concl.* 83, N.° 20; ibique *autores.*

(*e*) L. Peto, 69, §. *fratre* 3, *ff. de Legat.* 2.

Hartm. *Piſt.* 2, *queſt.* 6, N.° 38. Mantica, *de ambig. & tac. convent. l.* 23, *t.* 20, N.° 23. Fuſar. *de fideicom. ſubſtitut. quæſt.* 18, N.° 113. *Quæſt.* 719, N.° 11. Natta. *conſil.* 470, N.° 12. Peregrin, *conſil.* 29, N.° 13, *l. ult.* §. *ult. ff. de Legat.* 2. Fachin, *Leg. controverſ. c.* 29. Decius, *conſil.* 236, N.° 113.

trat monſtrueux, les comtes de Provence ont acquis par les ſubſtitutions fidéicommiſſaires contenues dans les teſtamens des rois Charles II & Robert, un droit impreſcriptible de revenir contre l'aliénation de la ville d'Avignon, & d'exercer à jamais le retrait lignager contre les pontifes de Rome. C'eſt même par une pure complaiſance de leur part, qu'ils ont offert de rembourſer à la cour de Rome les 80000 florins d'or que Clement VI a payés à la reine Jeanne, vu que les loix accordent la révocation d'un bien ſubſtitué, *non refuſo pretio*, lorſque l'acquéreur a ſu qu'il étoit ſubſtitué, & qu'il exiſtoit une loi prohibitive de l'aliéner. Or Clement VI n'a pu ignorer ni la qualité fidéicommiſſaire, ni l'inaliénabilité abſolue des terres de Provence.

En voilà plus qu'il ne faut pour réfuter le ſyſtême que le critique a formé touchant la néceſſité de la vente de la ville d'Avignon, & le conſentement préſumé de

la ſœur & des agnats de la reine Jeanne.

Il aſſure enſuite que la vente d'Avignon a été fort raiſonnable, parce que cette ville étoit plus à la bienſéance du pape que des comtes de Provence. Cette remarque étoit fort ſuperflue. Tout le monde ſait qu'Avignon étoit extrêmement à la bienſéanee de Clement VI, & qu'il n'y avoit point d'autre ville plus propre, après celle de Rome, à entretenir ſa cour *d'une manière opulente.* Mais tout le monde conviendra auſſi que cette convenance de Clement VI ne juſtifie pas la vendereſſe, ni la vente d'Avignon. *Pag.* 44, 45.

Tout ce que l'auteur de la réponſe débite à cette occaſion touchant le comté Venaiſſin, eſt on ne peut plus déplacé & ne demande point de réponſe. J'obſerverai cependant, que par le traité de paix de 1229, le roi ſaint Louis a pu ſtipuler du comte de Toulouſe tout ce qu'il a voulu, relativement aux terres ſituées en deçà du Rhône, qui mouvoient de la couronne de France : c'étoient des engagemens con- *Pag.* 45, 46.

tractés entre le ſuzerain & le vaſſal ; mais que les diſpoſitions qu'on a faites dans ce même traité, touchant les terres ſituées au-delà du Rhône dans la terre d'Empire ; n'ont point été légitimes, parce qu'elles tournoient au préjudice d'un tiers. En effet, elles étoient contraires aux droits de l'empereur Fréderic II, ſuzerain légitime du comté Venaiſſin, ſans l'aveu duquel le vaſſal ne pouvoit pas l'aliéner en faveur du pape : elles étoient auſſi contraires aux droits des comtes de Provence, à qui le *Marquiſat* de Provence, dont le Comtat faiſoit partie, étoit ſubſtitué par le traité de 1125. Enfin, elles étoient contraires aux droits que différens autres prétendans avoient ſur la terre Venaiſſine, dont le pape Gregoire IX fit mention dans ſa lettre au comte de Toulouſe en 1235, & en faveur deſquels il temoigna de vouloir garder cette terre entre ſes mains. Quoi qu'il en ſoit, nous ſavons que l'empereur Fréderic II a caſſé & annullé le traité de 1229, pour autant

Pièces juſtificat. N.° 14.

Pièces juſtificat. N.° 8.

qu'il concernoit le comté Venaiſſin, qu'il a ordonné aux Etats de ce petit pays d'obéir purement & ſimplement au comte Raymond X de Toulouſe ſon vaſſal, & leur ſeigneur légitime; que ces Etats ont déféré à ſes ordres, & que l'empereur a obligé en 1248 le pontife de Rome de rétablir entièrement le comte de Toulouſe dans cette partie de l'héritage de ſes ancêtres. Ce n'eſt donc pas en vertu du traité de 1229 que le pape a poſſédé juſqu'ici la terre Venaiſſine, ainſi que le critique le ſoutient, pour avoir occaſion de lancer un trait contre la conduite des rois de France. *Pièces juſtificat.* N.° 9, 11, 12, 13.

Il fait plus, il voudroit nous perſuader qu'avant la vente de 1348, les papes ont déja poſſédé une partie de la ville d'Avignon: mais comme il n'en rapporte point de preuve, & qu'en tout cas les donations que des particuliers pourroient leur avoir faites, ne préjudicioient en rien à la ſouveraineté des comtes de Provence, je ne m'arrêterai pas plus à cette aſſertion, qu'à

l'idée chimérique que les droits ci-devant compétens aux évêques d'Avignon avoient été acquis dès avant l'année 1251 à l'égliſe Romaine. Il ſuffit que Clement VI, pour s'excuſer auprès du roi de Hongrie de ce qu'il avoit entendu la reine Jeanne, manda au cardinal de Sainte-Cecile ſon légat auprès de ce prince : *Non potuimus prohibere Johannæ Reginæ ingreſſum curiæ Romanæ, cum Avenionenſis civitas tum temporis* SUA *eſſet.*

Order. Rayn. ad ann. 1349, §. 5.

Pag. 47. J'arrive à une matière bien épineuſe, que le critique auroit bien fait de paſſer ſous ſilence. C'eſt l'article de la *léſion*, que pluſieurs auteurs ont reprochée à la vente de 1348.

L'auteur Romain m'impute d'avoir employé cet argument contre toute raiſon & bon ſens, & prend de-là occaſion de le réfuter à ſa manière, quoique je n'aie point ſongé d'attaquer la vente d'Avignon ſous ce prétexte. Je ſavois trop bien que les léſions ſont toujours difficiles à prouver ;

mais que la preuve en devient preſqu'impoſſible lorſqu'il s'agit d'une vente célébrée il y a quatre cents ans. Le contrat de 1348 me préſentoit d'ailleurs tant d'autres nullités eſſentielles, que j'aurois craint de fatiguer inutilement le lecteur en m'attachant auſſi à celle-là. Ecoutons cependant le critique.

Il répète d'abord pour la cinq ou ſixième fois, que la vente de la ville d'Avignon a été la choſe du monde la plus avantageuſe pour la reine Jeanne, parce que cette princeſſe a employé l'argent qu'elle en a retiré à reprendre poſſeſſion du royaume de Naples. Il en conclud, » qu'un » contrat utile & léſif pour la même per» ſonne, eſt une chimère & implique con» tradiction. »

Rien n'eſt cependant plus vrai que cette prétendue chimère, & rien de plus compatible que l'utilité & la léſion dans un même contrat; je m'explique. Le critique confond deux choſes eſſentiellement différentes; la vente de la ville d'Avignon, &

l'uſage que la reine Jeanne a fait du prix de cette vente.

Pag. 48. Suivant le critique il n'y auroit point de léſion dans une vente, lorſque le vendeur emploie utilement l'argent qui lui a été payé. Ce principe eſt tout nouveau. Juſqu'ici tous nos juriſconſultes & la ſaine raiſon nous ont enſeigné, qu'il n'y a point d'autre rapport entre un acheteur & ſon vendeur; que le *prix* & la choſe: que l'équité naturelle exige qu'on mette la plus grande égalité poſſible entre ces deux objets, & que les loix reſcindent une vente pour fait de léſion, quand cette égalité eſt violée à un certain point déterminé par ces mêmes loix.

Une vente eſt donc léſive lorſque la choſe vendue vaut incomparablement plus que l'acheteur n'en a payé; & c'eſt là-deſſus que les juges prononcent. Ils n'examinent pas quel uſage le vendeur a fait du prix qu'il en a retiré. Cet uſage eſt un objet abſolument étranger à la vente & à l'égalité qu'il

qu'il doit y avoir entre le prix & la choſe ; & l'acheteur n'eſt pas plus fondé à s'en prévaloir, qu'un vendeur n'eſt en droit de ſe pourvoir en reſciſion de ſa vente, ſous prétexte que la choſe vendue a acquis entre les mains de l'acheteur une valeur fort au-deſſus du prix qui lui en a été payé. Enfin, & voici un argument tiré de la vente d'Avignon même, Clement VI ne ſe ſeroit ſûrement pas cru obligé de dédommager la reine Jeanne de la perte de ſes 80000 florins d'or, ſi l'expédition de Naples n'eût pas réuſſi, & c'eût été une ſottiſe que de l'exiger ; ce Pontife ne pouvoit donc pas non plus, par la même raiſon, faire entrer en ligne de compte avec ſes 80000 florins, la réuſſite de l'expédition de ſa vendereſſe.

Un exemple commun rendra tout ceci plus ſenſible. J'ai une terre qui vaut 100000 livres, ſuivant l'eſtimation commune. Preſſé de m'embarquer pour les Indes, *& povera di moneta*, je la vends 40000 livres : je pars

avec cet argent ; il profite entre mes mains ; je gagne le triple. De retour en France ; j'attaque la vente de ma terre pour fait de lézion. Mon acheteur pourra-t-il ſe prévaloir contre moi de l'emploi avantageux que j'ai fait de ſon argent ? Ou plutôt tout le monde ne ſe moqueroit-il pas de lui s'il alléguoit ce moyen ridicule ? Ne ſeroit-ce pas autant que s'il prétendoit de m'avoir payé 120000 liv. de ma terre, parce qu'avec les 40000 liv. que j'en avois reçu, j'ai gagné cette ſomme ?

Je ne m'appeſantirai pas ſur un raiſonnement auſſi ſimple & auſſi naturel ; je crois en avoir aſſez dit pour prouver qu'une vente conſidérée comme *vente*, ou comme échange d'une choſe qui m'appartient contre l'argent d'un autre, peut être très-lézive, par l'inégalité qu'il y a eu entre la valeur de cette choſe & le prix qui en a été donné, & devenir par *évenement* fort avantageuſe au vendeur, par l'uſage qu'il fait de l'argent qu'il a reçu.

L'auteur Romain forme ici une chaîne de réflexions, qu'il eſt néceſſaire de mettre dans le plus grand jour dont elles ſont ſuſceptibles, pour en démontrer la fauſſeté & la perverſité.

L'or, dit-il, n'a point de valeur propre; elle augmente ou diminue ſelon que ce métal abonde dans un pays, ou qu'il eſt rare.

Le plus ou moins de beſoin qu'on a d'une choſe, en règle la valeur.

La reine Jeanne a été dans un beſoin preſſant d'argent; donc le pape a pu lui vendre auſſi cher que poſſible les 80000 pièces d'or qu'il lui a données pour Avignon.

Réſumons ces principes captieux.

Il eſt vrai que l'or, conſidéré comme de l'or, ou comme un métal qui peut être employé à différens uſages, n'a point de valeur propre & déterminée; mais il en acquiert une du moment qu'il eſt converti en *eſpèces* autoriſées par des loix; & alors

il ſert à eſtimer toute autre choſe ; & l'or même, conſidéré comme marchandiſe. Nous ſavons parfaitement bien quelle a été en 1348 la valeur d'un florin d'or en livres numéraires. Cette valeur étoit fixée par la loi & par l'uſage, & ce n'étoit pas le plus ou moins de beſoin d'argent qu'un individu pouvoit avoir, qui régloit la valeur des florins d'or qu'on lui payoit ; elle étoit la même pour tout le monde.

Lib. II. cap. 12, §. 10. Il eſt encore vrai que Grotius & pluſieurs philoſophes anciens, dont il rapporte les ſentimens, ont ſoutenu que la valeur d'une choſe s'eſtime d'après le beſoin qu'on en a ; mais ils ne l'ont dit que relativement au trafic qui ſe fait avec des marchandiſes, & ſur-tout avec celles auxquelles la volonté de l'homme a ajouté un prix au-delà de ce qu'elles ſont néceſſaires : & les principes qu'ils ont etablis à cet égard, ne ſont pas applicables à la vente d'une terre, qui a ſa valeur déterminée par ſon revenu. Au reſte, ce

même Grotius, que le Critique allègue avec tant de confiance, nous dit, avec le juriſconſulte Paul, qu'on doit régler le prix des choſes, non ſur l'utilité qu'un particulier en retire; mais ſur l'eſtimation commune. Il répète, d'après S. Chryſoſtôme, que c'eſt une eſpèce de volerie, lorſqu'on achète quelque choſe, de preſſer ſi fort ceux à qui l'on a affaire, qu'on les force en quelque manière à ſe contenter de moins qu'il ne faut. Il cite avec éloge l'exemple du philoſophe Hermias, qui payoit plus qu'on ne lui demandoit, lorſqu'il croyoit que la choſe en valoit davantage, trouvant une eſpèce d'injuſtice à en agir autrement. Il remarque enfin que les loix Romaines ſe contentent de redreſſer les marchés où il y a léſion de la moitié, parceque les loix ne redreſſent que les injuſtices palpables; mais que l'équité & la juſtice vont beaucoup plus loin, & qu'elles exigent qu'on faſſe tout en conſcience. Voilà ce que dit ce même Gro-

tius, que le Critique a eu la hardieſſe de citer comme un garant du monſtrueux ſyſtême, « qu'il a été permis à Clément VI » de profiter de la ſituation cruelle dans » laquelle Jeanne ſe trouvoit, pour la for- » cer à lui vendre Avignon au-deſſous de » ce que cet Etat valoit effectivement.

Portons cette conteſtation devant tous les tribunaux de l'univers; répétons l'exemple ci-deſſus: Je poſſède une terre qui vaut 100000 liv. Réduit dans un beſoin preſſant, à la mercy d'un avare opulent, je n'en retire que 40000 liv. je me pourvois en reſciſion de la vente pour cauſe de léſion. Quel eſt le juge qui s'arrêtera alors au beſoin que j'ai eu d'argent comptant? Le beſoin eſt une choſe étrangère à la vente que j'ai faite de ma terre; c'eſt une choſe étrangère à l'acheteur; elle eſt étrangère au juge même : il ne conſidère que le rapport qu'il doit y avoir entre *ma terre & le prix de ma terre :* c'eſt là-deſſus qu'il prononce, & ſa ſentence reſcinde le con-

trat, s'il trouve qu'il y a léſion d'outre moitié.

Voilà ce que feroit un juge qui ne s'occuperoit que d'injuſtices palpables : mais quel jugement l'équité naturelle, quel jugement l'humanité en porteroient-elles ? Suivons juſqu'au bout les conſéquences qui réſultent du ſyſtême de l'auteur Romain. « Les 80000 florins d'or que la reine » Jeanne a retirés de la vente d'Avignon, » ont été une choſe ineſtimable pour la con- » ſervation de la perſonne de Jeanne, à » laquelle elle fut employée ». Je verrai donc un homme près de périr dans un naufrage, ſi je ne lui jette une corde que je tiens dans ma main : & cette corde qui ne vaudra que quatre ſols, je puis l'obliger à me la payer mille piſtoles, en faveur de l'uſage ineſtimable que ce miſérable en fera ! Je verrai, dans un temps de famine.... Malheur au cœur inſenſible que ces principes affreux ne révoltent pas ! Il n'y a que les *ennemis de Dieu*, des *Princes* & du

Lettre du Roi de Naples au S. Père, du 7 Sept. 1768.

genre humain qui puiſſent les enſeigner.

Pag. 49. Le Critique prétend qu'il eſt inique que les poſſeſſeurs de la Provence demandent, par le moyen de léſion, le reſiliment d'un contrat ſans lequel ils n'euſſent peut-être jamais joui de cette province. Je ne m'arrêterai pas à relever ce *peut-être*, ni l'uſage que l'auteur Romain en fait pour fonder une accuſation auſſi grave que l'eſt celle d'iniquité; je remarquerai ſeulement qu'il a tort de reprocher ſans ceſſe aux ſucceſſeurs de la reine Jeanne dans le comté de Provence, que ſans l'argent de Clément VI, le royaume de Naples auroit été perdu pour cette Princeſſe, tandis que tout le monde ſait que la cour de Rome l'a précipitée, trente-quatre ans après, de ce même trône; qu'elle l'a livrée aux fureurs vengereſſes de Charles de Duras, & qu'elle a transféré le royaume de Naples aux rois d'Arragon, nonobſtant les droits légitimes des comtes de Provence. Au reſte, la perte du royaume de

Naples, qui arriva en 1382, n'ayant pas empêché que la Provence ne paſſât ſous la domination du Roi, c'eſt au Critique de prouver que cette caſtatrophe en auroit empêché l'heureuſe réunion, ſi elle fût arrivée en 1348.

Pour achever de laver la vente de la ville d'Avignon de tout ſoupçon de léſion, l'auteur Romain aſſure que la valeur de cette ville étoit fort au-deſſous du prix des 80000 florins d'or, que ſon domaine n'étoit rien, & que ſa poſſeſſion a toujours été plus à charge que lucrative à la cour de Rome. *Pag.* 49; 50, 51.

Il n'y a perſonne qui ne ſache que les revénus de l'état d'Avignon ne ſont pas un objet fort conſidérable ; mais il s'en faut cependant de beaucoup que les 80000 florins d'or de Clément VI fuſſent dans une juſte proportion avec ce revenu. D'ailleurs, la ſouveraineté d'une ville telle qu'Avignon, ne ſe taxe pas comme on eſtime une ferme.

Au reſte, il n'eſt pas néceſſaire de cal-

euler ce que cette ville peut valoir aujourd'hui, pour trouver qu'il y a eu léſion dans le contrat de 1348; la preuve la plus complette & la plus certaine nous en eſt ſubminiſtrée par le pape Clément VI lui-même, qui non content d'avoir fait renoncer la reine Jeanne à l'exception de léſion, *juri per quod læſis & deceptis ultrà dimidium juſti pretii vel aliter quomodolibet ſubvenitur*, a eu la précaution de ſtipuler, en faveur de la cour de Rome, une donation entre-vifs de toute la plus value : « *quidquid dicta civitas* cum ejus » territorio diſtrictu plus valet pretio antè » dicto, donatione ſimplici inter vivos ſo» lemniter totum illud plus damus, ce» dimus, donamus ».

Ajoutons à ces preuves le jugement que les deux hiſtoriens de Clément VI ont porté de l'acquiſition d'Avignon. L'un nous dit que ce Pontife la fit parcequ'après la ville de Rome, il n'y en avoit point d'autre plus propre à nourrir & à ſuſtenter

la cour Papale d'une manière opulente & décente : *ad Romanam curiam opulenter alendam & decenter penſatis omnibus ſuſtinendam ;* & l'autre, après avoir retracé l'hiſtoire de la vente de 1348, s'écrie : que c'eſt une choſe ineſtimable à quel point cette acquiſition fut utile & avantageuſe à l'égliſe Romaine : *Quod quantùm eccleſiæ Romanæ utile & fructuoſum extiterit inæſtimabile eſt.*

Baluz. *vit. Pap. Aven. t. I, p. 272.*

Recherch. pag. 120.

Mais, encore une fois, je n'ai dit nulle part dans les Recherches, qu'il y a eu léſion dans le contrat de 1348, & le Critique m'a prêté gratuitement une idée que je n'ai jamais eue. Clément VI a eu grand ſoin d'ôter ce prétexte à la reine Jeanne ; comment peut-il y avoir de la léſion dans un contrat qui renferme à la fois une vente & une donation ?

Au reſte, ſi j'accorde à l'auteur Romain que ce contrat ne peut pas être reſcindé comme léſif, j'exige qu'il m'accorde, à ſon tour, qu'Avignon ne vaut plus au-

jourd'hui ce qu'il a valu en 1348. Je ſais que le ſéjour des Pontifes a beaucoup ſervi à embellir cette ville, à l'enrichir & à y attirer une nombreuſe population; mais ces avantages ne ſubſiſtent plus aujourd'hui. Tout ce monde que la cour de Rome traînoit à ſa ſuite a diſparu avec elle, & il ne reſte plus à la ville d'Avignon de ſon opulence paſſée, que les édifices que pluſieurs Papes y ont fait bâtir. Triſtes débris d'une grandeur momentanée, qui ne compenſent pas la deſtruction de ſon commerce, & la privation des avantages dont les villes voiſines jouiſſent ſous la domination de la France.

Pag. 50. J'ai évalué à 672,000 liv. de notre monnoie actuelle les 80000 florins d'or que la reine Jeanne a tirés de la vente d'Avignon, ou plutôt, ſi nous en croyons de très-graves auteurs, qu'elle a fait ſemblant d'en avoir tiré; mais l'auteur Romain déclare «que je ne me trompe pas moins ſur cela » que ſur d'autres points plus importans,

» ſur leſquels il prétend avoir remarqué » mon inexactitude & mon incapacité ». Je me flatte d'avoir juſtifié juſqu'à préſent tout ce que j'ai avancé dans les Recherches, & j'eſpère que je réuſſirai auſſi à prouver la juſteſſe de mon calcul.

Cette preuve me ſeroit très-facile, ſi je voulois combattre par des autorités. Il ſe trouve, au vol. coté *Avignon*, dans la bibliothèque du Roi, le précis de l'avis que la chambre des Comptes & la cour des Monnoies ont donné en 1662, concernant les 80000 florins d'or du pape Clément VI, où ils ſont évalués à 48,000 liv. & c'eſt d'après ces notions que le célèbre Dupuy, dans ſon traité touchant les droits du Roi ſur Avignon, en a fixé la valeur à cette même ſomme; mais il ſera bon d'entrer dans quelques détails, qui ſerviront à éclaircir cette matière importante.

Nous ſavons, par le récit de *Villani*, que les premiers florins d'or qui furent frappés à Florence, en 1252, ont été d'or

fin de 24 karats, & de 64 au marc : *otto peſavano una oncia ;* mais nous ſavons auſſi par les regiſtres de la cour des Monnoies, rapportés par le Blanc, que dès l'année 1313 il ne s'en eſt plus trouvé d'autres que de 70 & même de 72 au marc, ou de 9 à l'once.

Des Monnoies de Fr. pag. 194.

Je produis dans les Preuves une charte de l'année 1365, par laquelle il conſte que le florin d'or de Florence, valoit alors 16 ſ. de Provence, qui étoient de neuf deniers tournois chacun : le florin d'or valoit donc 12 ſols tournois de 12 deniers chacun ; & c'eſt là effectivement le prix qu'il a eu en France & à Avignon même en 1348. Je le prouve par un témoignage, à l'authenticité duquel mon Critique n'aura pas la hardieſſe de ſe refuſer.

Pièces juſtificatives, N.°23.

Perſonne n'ignore que le pape Jean XXII, ſiégeant à Avignon, ordonna, en 1319, que quiconque obtiendroit un bénéfice de la valeur de plus de 24 ducats de rente, payeroit le revenu d'une année pour le prix des

bulles : que pour assurer le recouvrement de cette nouvelle imposition, ce Pontife fit faire un état du revenu de tous les bénéfices qui étoient dans le cas de payer les annates; que cet état fut transcrit dans les livres de la chambre Apostolique, & qu'Urbain VI composa là-dessus une partie de la fameuse règle de la Chancellerie. Enfin, on sait que dans cette règle & dans l'état dressé par Jean XXII, les revenus de tous les bénéfices sont évalués en *florins d'or.*

Or, l'article 25, de cette régle de la Chancellerie apostolique, intitulé, *de moneta*, porte, que le *florin d'or* & la livre de *petits tournois* doivent être estimés de la même valeur: *Declaravit Dominus noster quod libra turonensium parvorum & florenus auri pro æquali valore computari & æstimari debeant.* Et quant à la livre des *petits tournois*, Benoît XII, qui gouverna l'Eglise avant Clément VI, nous apprend qu'il falloit douze sols tournois pour faire cette livre qui équivaloit au florin d'or.

C. vas elect. Extravag de censibus.

Ma remarque eſt donc juſte, que le florin d'or valoit du temps de la reine Jeanne douze ſols tournois, & par une conſéquence néceſſaire, que les 80000 florins d'or faiſoient alors un objet de 48000 livres.

Il ne s'agit donc plus que de juſtifier l'évaluation de ces 48000 livres à 672000 livres d'aujourd'hui.

Le roi Jean II, qui monta ſur le trône de France en 1350, ayant aboli toutes les monnoies foibles, & voulant fixer une règle certaine pour les évaluer au juſte dans les rembourſemens des ſommes prêtées en ces eſpèces, ordonna, en 1354, qu'on devoit les eſtimer d'après ce que le marc d'or & la monnoie décriée avoient valu en livres tournois, lors de la conſtitution du prêt : *Mutua advaluabuntur de pretio ad pretium, ſecundùm marcham auri ad libram & ad monetam.*

Cette méthode ſi ſage & ſi naturelle, eſt encore ſuivie aujourd'hui dans tous les anciens rembourſemens ; & en effet, c'eſt le

le moyen le plus ſur de rendre à un créancier exactement le fonds qu'il a prêté.

Or, nous apprenons par les tables de le Blanc, que le florin d'or de Florence a valu douze ſols, lorſque le marc d'or étoit à peu près à 50 livres; il en réſulte qu'il a fallu payer 83 florins d'or & un tiers, pour avoir un marc d'or fin; que trois marcs ont couté 250 florins, & que 80000 florins ont équivalu à 960 marcs d'or fin. Ces 960 marcs eſtimés aujourd'hui à 700 livres chacun, produiſent exactement la ſomme de 672000 livres, que j'ai indiquée.

Le ſavant auteur de l'abrégé chronologique des grands fiefs du Royaume eſtime les 80000 florins d'or à 60000 ducats; c'eſt un peu moins que mon évaluation.

Cette remarque me conduit à une autre, qui achevera de juſtifier mes calculs. L'article 55 de la règle ſus-mentionnée, porte que le ducat de la Chambre Apoſtolique équivaut au florin d'or; non pas parce que le florin d'or & le ducat ont effectivement

été de la même valeur, mais parce que les curialiſtes Romains ont profité d'une équivoque pour égaler le florin d'or au ducat, afin d'augmenter d'autant le produit des annates. C'eſt-là du moins ce que Rebuffe & Gomez nous font entendre dans leurs commentaires ſur ladite règle.

Obſervons à préſent que le florin d'or ou le ducat de la Chambre Apoſtolique, qui n'eſt eſtimé, à l'égard des bénéficiers françois, qu'un écu romain, faiſant à peu près 5 livres 5 ſols, vaut d'ailleurs 17 jules & demi, & que le jule fait dix ſols ſix den. de notre monnoie. Il s'enſuit qu'en nous attachant aveuglément au tarif de la Chambre Apoſtolique, un florin d'or vaudroit 9 liv. 4 ſols; & les 80000 florins en queſtion 736000 liv.; c'eſt-à-dire, 60000 livres de plus que je ne les ai eſtimés. Mais cette différence peu conſidérable en elle-même, ne ſeroit-elle pas un effet de ce que les curialiſtes Romains ont mis le florin

d'or à l'égal du ducat, auquel il eſt partout ailleurs inférieur ?

Je paſſe ſur une foule de ſophiſmes & d'autres raiſonnemens vagues & préſomptueux du critique, qui ne prouvent rien ; pour en venir à l'objection qu'il me fait... » de l'acquieſcement de ceux qui ont été » le plus intéreſſés à réſilier la vente d'Avi- » gnon, des princes de la maiſon de Duras » & d'Anjou, qui ont toujours gardé un » profond ſilence à cet égard ». *Pag.* 55, 56.

Mais ce ſilence eſt-il bien réel, ou peut-il porter préjudice aux héritiers légitimes de la reine Jeanne ? Nous ſavons d'abord qu'en fait de fidéicommis, il faut que la ſubſtitution ſoit ouverte, pour que celui au profit de qui elle eſt faite puiſſe agir par revendication contre les acquéreurs & détenteurs des biens ſubſtitués. Ainſi, les princes de la maiſon de Duras n'ayant pu agir qu'après la mort de la reine Jeanne, le ſilence qu'ils ont gardé juſqu'à cette époque ne prouve point d'acquieſcement.

Quant aux temps poſtérieurs à la mort de la reine Jeanne, j'ai démontré ci-deſſus, qu'en 1381 & 1390, Charles de Duras & ſon fils Ladiſlas n'ont promis au ſaint Père de ne *revendiquer* pas Avignon par droit de *ſucceſſion*, qu'en faveur de l'inveſtiture qu'il leur avoit donnée du royaume de Naples, & pour autant que leurs héritiers leur ſuccéderoient dans ce Royaume. Un engagement pareil, bien loin de marquer un acquieſcement, ſuffit au contraire pour interrompre une preſcription quelconque.

Pag. 56. Quant aux princes de la maiſon d'Anjou; nous avons devant les yeux leurs édits révocatoires des domaines aliénés du *comté de Provence:* & j'ai démontré ci-deſſus que la ville d'Avignon a fait partie de ce comté.

Enfin, j'ai auſſi prouvé par une foule de loix & d'autorités, que le conſentement qu'un pere a donné à l'aliénation d'un bien anciennement ſubſtitué, n'empêche pas le fils de le revendiquer, parce que celui-ci tire ſon droit du premier acquéreur du

fidéicommis, & non pas de ſon pere. Il s'enſuit que le ſilence qu'un prince de la maiſon d'Anjou pourroit avoir gardé, ne doit pas préjudicier à ſes héritiers néceſſaires.

Quant aux édits révocatoires des rois de France, comtes de Provence, l'auteur Romain s'efforce de nous perſuader qu'ils ne concernent pas les aliénations faites par les anciens comtes de Provence, avant la réunion de cette Province à la Couronne. Mais le contraire réſulte avec la dernière évidence de la réponſe que le roi Charles VIII a faite au cahier des Etats en 1482, & des édits révocatoires des rois François I, de l'année 1536, & Louis XIV de 1666. Si nos Rois ſe ſont relâchés enſuite de la rigueur de ce droit, leurs édits qui bornent les révocations ſus-mentionnées aux ſeules aliénations faites depuis la réunion de la Provence, portent en termes clairs & précis, que *c'eſt à la prière de la Nobleſſe de cette Province, & en leur* *Pag. 56, 57.*

faveur ſeulement qu'ils ont bien voulu laiſſer ſubſiſter les aliénations faites avant l'époque de 1481.

Pag. 57. Le critique prétend encore que le roi François I, dans ſon troiſième édit révocatoire de l'année 1539, a excepté la poſſeſſion centénaire; or, dit-il, le ſaint Siége poſſédoit alors Avignon depuis près de deux ſiécles.

Remontr. des Etats de Proven. pag. 147. J'ai tiré de Gaillard la copie de cet édit, que j'ai fait imprimer dans les Recherches, p. 180; & il eſt tout décidé qu'il y a erreur dans cet exemplaire; qu'au lieu des mots: Ordonnons que nos Juges n'aient aucun égard à quelque preſcription que ce ſoit, & pour quelque temps qu'elle ait duré, *HORS qu'elle ait excédé cent ans*, il y faut lire: *ENCORE qu'elle ait excédé cent ans.* Je n'appuierai pas cette correction ſur la rubrique que le ſieur Gaillard lui-même, qui avoit tant d'intérêt à donner à l'édit de 1539 le ſens que le critique lui prête, y a miſe dans ſon recueil de pièces juſtificati-

ves : *Déclaration du roi François I, ſur le domaine général du Royaume, portant que nonobſtant la preſcription même centénaire, les aliénations & uſurpations induement faites, ſeront révoquées ;* mais je la fonde ſur l'arrêt du Conſeil d'Etat du Roi, de l'année 1666, dans lequel l'édit dont il s'agit ici eſt allégué en ces termes : *Recherch. pag.* 208.

» Déclaration du même roi François I, du » 30 juin 1539, par laquelle ledit ſeigneur » Roi auroit ordonné qu'au fait des aliéné» nations & uſurpations dudit domaine, » les juges n'auroient aucun égard à quel» que preſcription qui pourroit être allé» guée, & pour quelque laps de temps » qu'elle eût duré, *encore* qu'elle excédât » cent ans ». J'ajouterai à cette preuve inconteſtable, que le diſpoſitif de l'édit de 1539 la confirme dans toute ſon étendue. Il y eſt dit : « que les détenteurs des do» maines aliénés ſe défendent d'une lon» gue jouiſſance, & pour toutes défenſes » propoſent *preſcription centénaire & im-*

» *mémoriable*, ſur laquelle ils eſpèrent
» gain de cauſe; dont aucuns de nos ju-
» ges ont par ci-devant, & pourroient ci-
» après faire difficulté; & au jugement du-
» dit *procès s'arrêter à ladite preſcription*
» *centénaire, choſe qui ſeroit grandement*
» *préjudiciable à nous, notredit Royaume,*
» *& ancien domaine* de notredite Couron-
» ne, & de *périlleuſe ouverture & conſé-*
» *quence:* que pour cette raiſon, conſidé-
» rant que le domaine de France eſt inalié-
» nable par quelque manière d'aliénation
» que ce ſoit, par *jouiſſance, poſſeſſion*, &
» en manière que telle jouiſſance ne pour-
» roit procéder *ſans male-foi:* conſidérant
» auſſi que telles poſſeſſions & *preſcriptions*
» procédent plus ſouvent de la conniven-
» ce & négligence de nos officiers, qui...
» pour la *grandeur des... détenteurs....*
» ont paſſé leſdites aliénations... la négli-
» gence deſquels, ſi elle venoit en conſi-
» dération au jugement des procès inten-
» tés,.... ce nous ſeroit choſe de grève

» importance : auſſi que pour *montrer ma-*
» *nifeſtement*, que *n'aurions entendu ſouf-*
» *frir leſdites preſcriptions*, ains les inter-
» rompre par des moyens à nous connus :
» pour ces cauſes, avons déclaré : *Que tou-*
» *tes aliénations faites* de notre domaine,
» *de quelque temps que ce fût ou pût*
» *être, fuſſent ſujettes* à réunion, & qu'en
» procès mus & à mouvoir ſur ladite réu-
» nion, nos juges n'ayent aucun égard à
» quelque *poſſeſſion, jouiſſance & preſcrip-*
» *tion* que ce ſoit, & pour quelque laps de
» temps qu'elle ait duré, HORS ENCORE qu'elle ex-
» cédât cent ans».

Je laiſſe à préſent à juger, ſi l'on doit conſerver ici l'expreſſion *hors qu'elle excédât* cent ans, ou s'il n'y a pas une néceſſité abſolue d'y ſubſtituer le mot *encore* qu'elle excédât, qui ſe trouve dans la déclaration de 1666. On ne ſauroit du moins me conteſter, que le roi François premier ayant remarqué dans ſon édit que ce ſeroit une *choſe grandement préjudiciable à lui & au*

Royaume, & de périlleuſe ouverture & conſéquence, que de faire attention à la poſſeſſion centénaire, & ce Prince déclarant que *ſon intention étoit de montrer manifeſtement* qu'il n'entendoit ſouffrir leſdites preſcriptions; il n'eſt pas poſſible qu'il ait préciſément ſtatué le contraire dans le diſpoſitif ſuivant. En effet, il n'y auroit pas de bon ſens dans toute cette loi, ſi on y liſoit *hors qu'elle excédât*; mais elle eſt très-ſage & très-conſéquente, dès qu'on veut bien s'en tenir aux termes qui ſont rapportés dans la déclaration du roi Louis XIV.

Pag. 57. 58. A la page 51, l'auteur Romain prétend que le roi Henri II & Charles IX, dans les trois lettres de naturalité que j'ai rapportées, ſe ſont réſervés leurs droits ſur Avignon, parce qu'il *y avoit alors une opinion erronée* en vogue, que l'aliénation d'Avignon étoit moins *une vente qu'une ſimple engagère*. Il eſt difficile de croire que la chancellerie de France ait ignoré au milieu du ſeizième ſiècle ce que tout le

monde ſavoit; & perſonne ne ſoupçonnera l'illuſtre Michel de l'Hôpital d'avoir donné dans une *opinion erronée* que le célèbre Choppin, auteur contemporain, n'a pas eue. Rendons plus de juſtice à des perſonnes qui connoiſſoient ſûrement les droits du Roi & la juriſprudence commune beaucoup mieux que l'auteur Romain ne voudroit le faire entendre; & convenons avec Dupuis, que l'aliénation de la ville d'Avignon n'ayant ſubſiſté juſqu'ici que par le reſpect que nos Rois ont toujours eu pour le Saint Siége, c'eſt par une ſuite de ce même reſpect, que les chancelleries de France ont fait mettre dans les lettres de naturalité ſuſmentionnées, que le pape poſſédoit cette ville & en jouiſſoit par engagement, & non pas en vertu d'un contrat nul de toute nullité. S'il y a quelqu'un que cette réponſe ne ſatisfaſſe pas, je le renvoie aux écoles de droit, où il pourra apprendre, que *Reſoluto contractu emptionis ex capite nullitatis, reſolvitur etiam jus emptorum, ut non ampliùs*

Du Dom. l. 1, tit. 2.

Droits du Roi, p. 405.

pro emptoribus, ſed pro creditoribus habentibus hypothecam ſint reputandi.

Pag. 59. Le critique s'étend beaucoup ſur l'*acquieſcement* prétendu de nos Rois, qui » depuis près de trois cens ans qu'ils poſsèdent la Provence, auroient pu prendre » tous les jours Avignon, s'ils n'en euſſent » pas été empêchés par le juſte ſentiment » de ne point envahir le bien d'autrui ».

Ce raiſonnement n'eſt rien moins que concluant. Si nos Rois n'ont pas encore réuni Avignon à la couronne, cela prouve bien qu'ils n'ont pas voulu, pour des raiſons particulières, procéder à cette réunion; mais cela ne prouve pas qu'ils n'en aient pas eu le droit. Nous avons une ſuite complette d'actes authentiques, dans leſquels tous nos Rois, depuis le commencement du ſeizième ſiécle, c'eſt-à-dire, depuis l'incorporation de la Provence à la couronne, *ſe ſont réſervés leurs droits* ſur Avignon. Cette réſerve prouve évidemment qu'ils ont été perſuadés d'y avoir des droits: or,

qui jure ſuo utitur neminem lædit : Je n'envahis pas le bien d'autrui quand je fais valoir les droits qui m'y appartiennent. Le critique pouvoit d'ailleurs ſavoir par la déclaration du feu Roi, de 1689, que Sa Majeſté n'a point reſtitué Avignon au pape Alexandre VIII, *par un juſte ſentiment* de ne point s'approprier le bien de l'égliſe de Rome ; mais par *reſpect* pour la perſonne de ce Pontife, & dans la perſuaſion qu'il ſeroit le père *commun* de tous les fidèles.

L'auteur Romain rapporte après cela nombre d'actes formels, par leſquels il prétend que nos Rois ont ſolemnellement reconnu *les droits du Pape ſur Avignon.*

Il faut croire que le critique ſait qu'il y a des droits de *propriété* & des droits de *poſſeſſion.* Cette diſtinction tranchera ſur toutes les objections qu'il a bâties ſur les prétendus actes formels ſus-mentionnés.

Nos Rois conſtamment remplis de reſpect & d'égards pour la perſonne de ceux

qui ſont aſſis dans la chaire de S. Pierre, ne les ont jamais regardés comme des uſurpateurs de la ville & de l'Etat d'Avignon. Ils ont toujours conſidéré que les pontifes de Rome ont par devers eux un titre, vicieux à la vérité, & inhabile à transférer la propriété de cette ville; mais qui eſt cependant ſuffiſant pour leur en donner la poſſeſſion, ne fuſſe qu'à titre d'hypothèque, juſqu'à ce qu'on leur reſtitue les 80000 florins d'or que Clement VI a payés à la reine Jeanne de Naples. C'eſt dans ce point de vue que le roi Charles IX a regardé la vente d'Avignon, quand il l'a traitée d'*engagère* de ſes prédéceſſeurs dont il avoit les droits. Les pontifes de Rome ſont par conſéquent poſſeſſeurs légitimes de la ville d'Avignon, quoiqu'ils n'en ſoient pas poſſeſſeurs incommutables & encore moins les vrais propriétaires; & il en réſulte que nos Rois ne dérogent point à leurs droits de propriété, quand ils traitent avec eux ſur des objets relatifs à la poſſeſſion: tout de même

que ſi je jouis de la faculté de retrait relativement à une terre voiſine de la mienne, je ne ſuis pas cenſé renoncer à cette faculté, quand je fais poſer des bornes entre les deux terres, ou que je tranſige avec le poſſeſſeur du bien ſoumis au retrait ſur des convenances mutuelles: les renonciations au droit de retrait ne ſe préſument pas, & je ſuis réputé me l'avoir toujours réſervé, du moment que je ne m'en ſuis pas départi expreſſément.

Après cette remarque préliminaire, il ſera facile de réſoudre toutes les difficultés que le critique a entaſſées les unes ſur les autres. Il nomme *premier acte formel* portant reconnoiſſance des droits du Pape ſur Avignon, une charte du roi Charles V de l'année 1368, par laquelle ce Prince donna au Souverain Pontife la moitié du pont conſtruit entre ſa ville d'Avignon, *villam ſuam Avenionem*, & Villeneuve, & *villam noſtram* Villeneuve. Cette expreſſion *villam ſuam* eſt dans l'imagination du critique

Pag. 61.

la preuve la plus complette de la ſouveraineté du Pape ſur Avignon. Mais que prouve contre les droits du Roi une charte qu'un prédéceſſeur de Sa Majeſté a fait expédier plus de cent douze ans avant que la Provence fût réunie à la couronne de France? Ce n'eſt pas aux droits du roi Charles V, que nos Rois poſsèdent cette province, & qu'ils en réclament les domaines aliénés: ce Prince n'y avoit aucun droit; & il ne lui appartenoit pas de juger de la validité de ceux du Pape. Enfin Urbain V poſſédoit Avignon en toute ſouveraineté; il n'en falloit pas davantage pour autoriſer le Roi de France d'appeller cette ville *villam ſuam*. Au reſte, le critique a eu tort d'appuyer ſi fortement ſur ce que le roi Charles V étoit frère de Louis d'Anjou, qui fut adopté par la reine Jeanne, & qui fonda la dernière race des comtes de Provence dont nos Rois ont eu le droit. On ſeroit tenté de croire qu'il ne l'a fait que pour donner un nouveau poids à la prétendue

déclaration

déclaration des droits du Pape ſur Avignon, que la charte du roi Charles V renferme. Mais perſonne n'y ſera trompé, ſi l'on veut bien ſe rappeller que Louis duc d'Anjou n'a été adopté par la reine Jeanne qu'en 1382, quatorze ans après la date de la charte du roi Charles V que nous venons de rapporter.

Le ſecond acte formel que l'auteur Romain nous annonce, ſe trouve dans une lettre du cardinal de Pavie. On y voit que pour accorder les comtes de Provence, rois titulaires de Naples, avec les rois d'Arragon qui poſſédoient ce royaume, il fut propoſé au pape Pie II de céder la ville d'Avignon au comte René de Provence, & de recevoir en échange la ville d'Aquila, qu'on auroit démembrée pour cet effet du royaume de Naples. C'eſt cet échange offert au Souverain Pontife, qui paroît au critique une reconnoiſſance très-préciſe qu'Avignon appartenoit en toute propriété au ſaint Siége; parce que, dit-il, nous ne *Pag. 62.*

faiſons point d'échange contre ce qui nous appartient.

Je n'ai point été à portée de vérifier la citation du cardinal de Pavie, quelque néceſſaire qu'il fût de prendre cette précaution.

Mais en ſuppoſant ce fait fidèlement rapporté, & ſur-tout que la propoſition de l'échange ait été faite par le *comte René*, je ne vois pas quel avantage le critique en peut retirer.

René avoit des droits inconteſtables ſur la ville d'Avignon; je crois l'avoir démontré. Il avoit auſſi une fort mauvaiſe prétention ſur le royaume de Naples. Enfin il falloit, pour rentrer dans la poſſeſſion de la ville d'Avignon, qu'il remboursât indiſpenſablement au Pape une ſomme de 80000 florins d'or. Pour ſortir tout d'un coup de ces trois affaires, ce Prince offre de renoncer à ſes droits ſur le royaume de Naples, à condition qu'on lui rende Avignon, & que le roi de Naples en dédommage le

Souverain Pontife. Qu'eſt ce que cette propoſition prouve contre les droits que le comte René avoit ſur cette ville ? Elle prouve tout au plus que ce Prince étoit prêt à renoncer, au moyen de 80000 florins d'or, à ſes prétentions ſur le royaume de Naples.

Nous ne faiſons certainement jamais des échanges contre ce qui nous appartient, *quand nous en ſommes en poſſeſſion*. Mais lorſqu'un bien qui nous appartient légitimement eſt poſſédé par un tiers, & que nous ne ſaurions le recouvrer qu'en payant une certaine ſomme d'argent, nous faiſons tous les jours des échanges pour en acquérir la poſſeſſion : & alors l'échange que nous faiſons ne ſe fait pas contre *la choſe* qui nous appartient, mais contre la *ſomme* que nous devions payer. Il eſt étonnant que le critique ne ſe ſoit pas apperçu de cette vérité ſi ſimple & ſi naturelle.

Je ne m'attacherai pas à relever la faute que mon adverſaire a commiſe page 64, *Pag. 64.*

en attribuant au roi Louis XII, qui n'a commencé de régner qu'en 1498, des actes faits par le roi Louis XI en 1470 & 1472; mais je répéterai au ſujet de ces actes, la réflexion que j'ai déja faite ci-deſſus: Que ſi Louis XI eût effectivement reconnu en 1472 qu'Avignon appartenoit au ſaint Siége, cela ne feroit rien du tout contre les droits du Roi ſur cette ville; parce que Louis XI n'ayant acquis les droits des comtes de Provence ſur Avignon qu'en 1481 à la mort de Charles du Maine, dernier comte de Provence, les démarches qu'il auroit faites onze ans auparavant; ſeroient par-là même abſolument indifférentes. Au reſte, qu'eſt-ce encore que ces actes de 1470 & de 1472? De ſimples prières que le roi Louis XI fit au pape Paul II, de donner la légation d'Avignon au cardinal de Bourbon, avec promeſſe que ce cardinal rempliroit fidèlement tout ce que le Pape trouveroit bon de lui ordonner. Il n'y a là-dedans rien que le proprié-

taire légitime d'une ville ne puiſſe demander au poſſeſſeur hypothécaire de cette même ville.

Le cas ſeroit plus grave s'il étoit vrai, comme le critique aſſure, que le roi Louis XII ſe fût obligé en 1501 envers le pape Alexandre VI de ne rien *uſurper* ni acquérir des biens appartenans au ſaint Siége, à Avignon & au Comté Venaiſſin. Mais il s'en faut bien que l'engagement pris par le roi Louis XII ſoit tel que l'auteur Romain le rapporte. Il faut remarquer d'abord que le terme d'*uſurper* eſt une pure invention de ſa part : l'acte de 1501 dit ſimplement que le Roi ne *revendiqueroit* pas Avignon & le Comté Venaiſſin, ni à titre de ſucceſſion, ni autrement : la différence eſt grande entre *uſurper* une terre & la *revendiquer* à titre de ſucceſſion.

Pag. 64.

Pièces juſtificat. N.° 25.

Au ſurplus, il ſera bon de faire quelques obſervations ſur l'acte de 1501, qui eſt vraiment intéreſſant.

Le pape Alexandre VI venoit de con-

férer une moitié du royaume de Naples au bon roi Louis XII, qui faiſoit valoir les droits acquis ſur ce royaume aux anciens comtes de Provence, par les adoptions des reines Jeanne I & Jeanne II. En conſéquence de cette inveſtiture, Louis XII prêta au Souverain Pontife, ſon nouveau ſuzérain, un ſerment de fidélité très-circonſtancié, par lequel il s'engagea entr'autres, pour lui & *pour tous ſes héritiers au royaume de Naples*, de ne revendiquer jamais Avignon & le comté Venaiſſin, ni à titre de donation, de *ſucceſſion*, de *legs*, ni ſous quelqu'autre prétexte que ce fût, *ſous peine de perdre tous ſes droits audit royaume de Naples*, & d'en être déclaré déchu à perpétuité. Voilà l'acte auquel le critique ſe rapporte, & dans lequel il a trouvé une déclaration formelle que le Pape étoit ſouverain légitime de la ville d'Avignon. Je n'y vois rien de tout cela; mais j'y découvre, au contraire, une preuve évidente, 1.° que Louis XII n'ayant

renoncé à la faculté de revendiquer Avignon que pour ſes héritiers & ſucceſſeurs *au royaume de Naples* ſeulement, ſes ſucceſſeurs au trône de France qui ne poſsèdent pas le royaume de Naples, ne ſont aucunement liés par cet engagement; 2.° Que la renonciation de Louis XII ne s'étant faite qu'en faveur de l'inveſtiture dudit royaume, l'obligation qui en reſultoit eſt expirée du moment que ce fief a été conféré à d'autres vaſſaux. Cette remarque eſt d'autant plus eſſentielle, que le bon roi Louis XII a été chaſſé & dépouillé du royaume de Naples par les intrigues & les armes du pape Jules II, & qu'ainſi la perfidie de ce Pontife ambitieux & guerrier, a délivré le roi de France de tous les engagemens qu'il avoit pris avec la cour de Rome.

Le critique parle enſuite d'un acte du roi Charles IX, de l'année 1564, « par lequel » ce prince s'obligea, pour tout le temps que » le cardinal de Bourbon, ſon protégé, *Pag. 65, 66.*

» ſeroit légat d'Avignon & du comté de » Veniſſe, de tenir la main à ce que ſa Sain- » teté & le Cardinal fuſſent obéis aud. Avi- » gnon en ce qu'ils ordonneroient, tant » pour fait de religion qu'autres choſes, » pourvu toutefois qu'ils ne fuſſent pas pré- » judiciables à la couronne de France ».

Je ne ſais pas ce que l'auteur Romain a pu conclure de cette promeſſe. Nous voyons d'abord que le roi Charles IX ne l'a faite que pour autant qu'il n'en reſulteroit point de *préjudice à la couronne de France*. Elle ne roule, en ſecond lieu, que ſur un acte inſéparable de la poſſeſſion de la ville d'Avignon; nos rois n'ont jamais ſongé à diſputer cette poſſeſſion au S. Siège. Enfin, il ne faut pas oublier, en troiſième lieu, que le roi Charles IX, qui ſavoit apparemment à quoi il s'étoit obligé en 1564, donna & fit expédier deux ans après, en 1566 & 1567, les deux lettres de naturalité que j'ai rapportées dans les preuves des Recherches, page 190, où il

répète, en termes clairs & poſitifs, que les droits de *propriété* en la ville d'Avignon appartiennent au *royaume de France*, & que cette ville eſt ſeulement tenue & poſſédée par les Papes, par *engagement des anciens comtes de Provence*, dont les rois de France avoient les droits. L'acte de 1564 n'eſt donc rien moins qu'un aveu de la nullité de ces droits, puiſque le même roi qui a donné cet acte, les a encore fait valoir en 1566 & 1567.

Que le roi Henri III, frère & ſucceſſeur de Charles IX, ait ordonné après cela à ſes *ſujets* de ne point moleſter les *ſujets* du Pape à Avignon & dans le comté Venaiſſin, c'eſt la choſe du monde la plus indifférente. Nous convenons en France que les Avignonois ſont ſujets du S. Siège par engagement des anciens comtes de Provence; ou, ſi l'on aime mieux, par un titre révocable à volonté par nos Rois. *Pag. 65.*

Que ce même Prince ait trouvé à propos de ne ſuivre pas le conſeil qu'on lui

donna de s'emparer d'Avignon, lorſque le pape Sixte V eut lancé contre lui une de ces foudres que le ſavant Hotoman a qualifiées de *fulmen brutum*; cela prouve que Henri III a eu ſes raiſons de n'en rien faire dans un temps où la Ligue, ce monſtre affreux, nourri & fomenté par la cour de Rome, déployoit contre lui toutes les fureurs du fanatiſme: mais cela ne prouve pas qu'il n'ait pas été en droit de *le faire*.

Pag. 66. Le concordat fait en 1603, entre les commiſſaires du roi Henri IV & ceux du S. Siège, touchant le ſel à fournir aux habitans d'Avignon, ne renferme rien qui mérite un commentaire particulier, après ce que j'ai dit ci-deſſus au ſujet des actes des rois Charles IX & Henri III, & après les réflexions générales que j'ai faites ſur la pag. 52 de la Réponſe.

L'auteur Romain aſſure, à la vérité, que dans cette même convention les Avignonois ont été déclarés *vrais* SUJETS *de notre S. Père le Pape*; mais je n'y

trouve nulle part ni la ſyllabe de *vrais*, ni la prétendue déciſion que les Avignonois étoient *ſujets* du S. Siège. Tout ce qu'il y a, c'eſt qu'en parlant d'eux, *on les appelle ſujets de Sa Sainteté*; quant au terme de *vrais ſujets*, c'eſt au lecteur d'en caractériſer l'interpolation.

Quoi qu'il en ſoit, le roi Henri IV, ce prince juſte & éclairé, a ſi bien ſu que les Avignonois, pour être *ſujets* du Pape par engagement des anciens comtes de Provence, n'étoient pas tellement devenus de *vrais* ſujets de ſa Sainteté, que nos rois n'euſſent plus aucuns droits ſur leur ville; qu'après avoir confirmé au mois d'octobre 1596, par des lettres-patentes ſolemnelles, tous les privilèges ci-devant accordés par les rois ſes prédéceſſeurs aux conſuls, manans & habitans de la ville d'Avignon, & diſtingué plus d'une fois cette ville des terres ſiſes ſous la ſouveraineté de la France, ſa Majeſté finit ces lettres-patentes par la clauſe eſſentielle: « ſauf en autres

Vol. Mſ. cotté Avignon, Comté. Venaiſ. & princip. d'Orang. à la Bibliot. du Roi, fol. 35, V.

» choſes notre droit, & l'autrui en tou-
» tes ».

Pag. 66, 67. Je n'ai aucune connoiſſance des lettres de *naturalité* que le roi François I auroit accordées, ſuivant Fantoni, aux citoyens d'Avignon; & je doute d'autant plus de leur exiſtence, que ſi elles euſſent été véritablement expédiées, il ne ſeroit pas compréhenſible pour quelle raiſon les rois Henri II & Charles IX auroient encore naturaliſé des Avignonois en 1551, 1566 & 1567: je ſais ſeulement que le roi François I a donné de beaux privilèges aux conſuls, manans & habitans de la ville d'Avignon; que ces privilèges ont été confirmés & amplifiés par la plupart de ſes ſucceſſeurs, notamment par le roi Charles IX, en 1574; par le roi Henri III, en 1583; par Henri le Grand, en 1596 & 1599; & par Louis XIII, en 1611. Le critique parle de la plupart de ces privilèges, & il s'en fait un bouclier, parceque nos rois, dit-il, n'y ont fait aucune réſerve de

leurs prétendus droits ſur cette ville; il rapporte même, pour preuve de ſon aſſertion, les lettres-patentes du roi Louis XIII de l'année 1611, que je viens de citer. Mais il faut abſolument de deux choſes l'une; ou que l'auteur Romain n'ait pas lu ces lettres en les faiſant réimprimer, ce qui n'eſt pas croyable, ou qu'il ſe ſoit flatté que ſes lecteurs ne ſe donneroient pas la peine de les relire. Comment auroit-il pu nous aſſurer, ſans cela, que nos rois n'y font aucune réſerve de leurs droits ſur Avignon, tandis que toutes ces lettres, ſans exception, & celles de Louis XIII en particulier, portent en termes clairs, précis & exprès, la clauſe : *Sauf en autres choſes notre droit, & l'autrui en tout.*

Je répondrai en peu de mots à l'objection tirée du concordat de 1623 & de celui de 1738 : il prouve, comme pluſieurs autres conventions pareilles, que nos Rois reconnoiſſoient les Papes pour poſſeſſeurs de la ville d'Avignon. Mais qu'en réſulte-t-il

contre le droit tant de fois réclamé par les mêmes Rois, de pouvoir rentrer dans cette poſſeſſion, en reſtituant au S. Père la valeur de 80000 florins d'or ?

Nous voici arrivés à l'époque du traité de Piſe : l'auteur Romain fait tout ce qu'il peut pour nous perſuader que le roi Louis XIV ſe fit adjuger Avignon en 1662, « par l'erreur de l'inaliénabilité du domaine » de Provence, avant qu'elle appartînt à » la Couronne. Erreur réfutée, dit-il, par » le roi Louis XIV lui-même, dans ſon édit » de 1668 ».

Je crois avoir démontré l'inaliénabilité du domaine de Provence, par l'édit du roi Robert de l'année 1336, par les engagemens contractés par la reine Jeanne, avec les Etats du pays, en 1347, & par les cinq édits révocatoires de cette Princeſſe ; c'eſt plus qu'il n'en faut pour prouver que le domaine de Provence étoit vraiment inaliénable, lorſque la reine Jeanne vendit Avignon, & cela nous ſuffit : il n'y a donc

point d'erreur de ſoutenir ce principe ; mais c'en eſt une de croire que le roi Louis XIV ait reconnu en 1668 l'aliénabilité de ce domaine. L'édit de cette année a été donné ſur requête de la nobleſſe de Provence. On ſait qu'elle s'efforça de prouver dans cette pièce que ledit domaine avoit effectivement pu être aliéné : mais on ſait auſſi qu'elle reſtreignit ces preuves & ſa demande aux ſeules aliénations qui avoient eté faites en faveur des membres & des Etats de cette province, en réſervant aux comtes de Provence l'hommage, le reſſort & la ſouveraineté ; & qu'elle proteſta ſolemnellement qu'elle ne demandoit pas l'irrévocabilité des domaines aliénés en toute ſouveraineté, ou en faveur des étrangers. Les fameuſes remontrances des Etats de Provence, publiées par Gaillard, portent expreſſément cette clauſe eſſentielle. Ce fut ſur cet expoſé que le feu Roi ordonna en 1668, que les aliénations faites par les anciens comtes de Provence, avant la réunion

de cette province, devoient être irrévoca-
« bles, Sa Majeſté voulant confirmer par-là
» le repos de *ſa nobleſſe* de Provence, &
» celui de leurs familles, & faire ceſſer
» pour toujours leurs craintes, en affermiſ-
» ſant leurs biens en faveur de leur poſté-
» rité, pour l'exciter d'autant plus de lui
» continuer ſes ſervices ». Voilà les mo-
tifs de l'édit de 1668, tels que le feu Roi
les a exprimés lui-même. Mais qu'eſt-ce que
ces motifs ont de commun avec la ville
d'Avignon? Les ſouverains Pontifes, com-
me poſſeſſeurs d'Avignon, ne font pas
partie de la nobleſſe ni des Etats de Pro-
vence; ils ne poſsèdent pas Avignon ſous
la ſouveraineté du Roi; ils ne peuvent
donc pas tirer avantage d'un acte qui ſup-
poſe l'une & l'autre de ces conditions dans
ceux en faveur de qui il a été donné?

Pag. 69. Pourſuivons: » Alexandre VII appaiſa
» & éclaira à la fois Louis XII ». Il eſt vrai
que les réparations qu'Alexandre VII fit
au feu Roi appaisèrent ce monarque juſte-
ment

ment irrité d'un guet-à-pens commis contre ſon ambaſſadeur, ſous les yeux même de Sa Sainteté, & à l'inſtigation de ſes propres neveux. Mais il eſt faux que ce Pontife ait *éclairé* le Roi touchant les droits de l'égliſe de Rome ſur Avignon. Il ne fut jamais queſtion de cette diſcuſſion pendant les négociations du traité de Piſe, qui ſont imprimées, ni dans celles qui ne le ſont pas : le traité lui-même n'en parle pas ; & ce qui eſt bien plus, il n'eſt pas dit un mot des droits du Pape dans la déclaration par laquelle Sa Majeſté révoqua en 1664 l'arrêt du Parlement d'Aix concernant la réunion d'Avignon au domaine de Provence. Enfin, il faut bien que ces prétendus éclairciſſemens n'aient pas été bien convaincans, puiſque le feu Roi, diſpenſé par la conduite du pape Innocent XI de continuer ſon ancienne complaiſance pour les ſucceſſeurs de ſaint Pierre, ſe fit de nouveau adjuger Avignon en 1688, en vertu des mêmes moyens que ſon

procureur général avoit déja allégués en 1662.

Pag. 70. J'ai dit dans les Recherches, que la reſtitution de Caſtro & de Ronciglione au duc de Parme, quoique ſtipulée par le traité de Piſe comme celle d'Avignon, n'ayant jamais été effectuée par les Souverains Pontifes, ils ne pouvoient plus s'appuyer de ce même traité pour réclamer la poſſeſſion d'Avignon. Le critique rejette abſolument cette aſſertion, ſous prétexte que la reſtitution de Caſtro n'avoit rien eu de commun avec celle de l'Etat d'Avignon & du Comté Venaiſſin. Mais il nous ſuffit que l'une & l'autre reſtitution aient été ſtipulées par un ſeul & même traité. La ſaine raiſon & l'uſage de toutes les nations nous apprennent que toutes les fois qu'une convention eſt compoſée de pluſieurs articles, chacun de ces articles devient une condition tellement néceſſaire des autres, que ſi l'une de ces conditions eſt violée, la partie léſée ceſſe d'être tenue à celles qui tombent à ſa charge.

Je n'ai pas beſoin d'entrer dans la trop fameuſe affaire de Caſtro & de Ronciglione ; la diſcuſſion en eſt abſolument étrangère à mon ſujet : il ſuffit pour juſtifier le raiſonnement que j'ai fait dans les Recherches, qu'en 1688, époque de la ſeconde réunion de la ville d'Avignon, la principauté de Caſtro n'étoit pas reſtituée à ſon ſouverain légitime, & que le feu Roi étoit diſpenſé par-là de l'engagement contracté à Piſe, de maintenir le Souverain Pontife dans la poſſeſſion de la ville d'Avignon.

Or comme la déclaration de 1689 n'a point fait dépendre la reſtitution de cette ville du ſuſdit engagement, ni d'aucune autre ſorte de convention, mais de la pure complaiſance, & du ſeul reſpect que le Roi avoit pour le pape Alexandre VIII, il en réſulte que les ſtipulations du traité de Piſe ne ſauroient plus être oppoſées aux droits de la France ſur l'Etat d'Avignon. Je ſuis bien aiſe que le critique m'ait mis dans la

néceſſité de développer ici ce raiſonnement, que j'ai ſimplement indiqué dans les Recherches. Voici la chaîne des idées qu'il renferme.

Le feu Roi s'eſt engagé par le traité de Piſe de remettre le Pape en poſſeſſion de la ville d'Avignon.

Le Pape s'eſt engagé par ce même traité de reſtituer les principautés de Caſtro & de Roneiglione à la maiſon Farneſe, au moyen d'un rembourſement de 1600000 écus.

Les ducs de Parme ont offert plus d'une fois de faire ce rembourſement, mais la cour de Rome après avoir long-temps éludé de le recevoir, a fini par le refuſer entièrement.

Cette non-obſervation du traité de Piſe dans un de ſes points les plus eſſentiels que le feu Roi avoit mis à la tête de ſes demandes, a affranchi Louis XIV des engagemens pris par le même traité relativement à la ville d'Avignon.

Le Roi s'eſt ſervi de cette liberté en 1688, & s'eſt fait adjuger de nouveau cette ville, comme un domaine injuſtement démembré du comté de Provence.

Satisfait l'année d'après de la conduite du Pape, & voulant lui donner une marque de ſon reſpect filial, il a fait remettre Sa Sainteté en poſſeſſion de ladite ville.

Mais il a annoncé cette reſtitution comme un pur effet de ſa bonne volonté. Il n'a plus cité, comme en 1664, des engagemens pris avec le S. Siége; il n'a pas rappelé le Traité de Piſe; il n'a annoncé & il n'a fait qu'un ſimple acte de complaiſance.

Le traité de Piſe n'eſt donc plus un obſtacle qui puiſſe empêcher nos Rois de réunir Avignon à la Couronne. Les Pontifes de Rome ont anéanti ce traité par ſa non-obſervation, & il n'a point été renouvellé lors de la reſtitution d'Avignon, en 1689.

Le critique rapporte, avec un air vic- *Pag. 71.*

torieux, les prétendus arrêts du Conſeil d'Etat du Roi, par leſquels Sa Majeſté auroit *caſſé* & annullé, en 1664 & 1689, les arrêts du Parlement d'Aix, portant réunion de la ville d'Avignon au domaine de la Couronne; & il y trouve une preuve invincible des droits du S. Siége ſur cette ville.

Mais examinons un peu ces deux pièces, & commençons par obſerver qu'au lieu des *arrêts de caſſation* que l'auteur Romain nous promet, il n'y a eu que de ſimples *déclarations*, portant révocation des arrêts du parlement de Provence : des arrêts de caſſation, & des déclarations pareilles ſont cependant deux choſes eſſentiellement différentes.

Tout le monde ſait que le Roi ne *caſſe* les arrêts de ſes cours ſouveraînes que pour *mal jugé*, & qu'alors on indique, dans le préambule de l'arrêt de caſſation, les raiſons qui l'ont fait rendre. On ſait auſſi que le Roi *révoque* quelquefois par des *décla-*

rations, certains *ordres* qu'il avoit envoyés à ſes parlemens, & les arrêts que ces Cours ont rendus en conſéquence ; mais qu'il n'improuve pas par-là les démarches de ſes Parlemens, qu'il ne condamne pas leurs jugemens, & qu'il ne déſapprouve point les raiſons de droit qui en ont été la baſe.

Appliquons ces vérités inconteſtables au cas préſent. Le Roi ordonne, en 1688, au parlement d'Aix, de réunir Avignon au domaine de Provence, dont cette ville avoit été injuſtement démembrée, & le parlement exécute ces ordres, en obſervant toutes les formalités de la juſtice. L'année ſuivante le Roi révoque par une *déclaration*, & les ordres qu'il avoit donnés & l'arrêt du parlement d'Aix, & déclare ces ordres & cet arrêt *nuls* & de *nul effet & valeur*. Mais cette révocation ne ſe fait point, parceque les ordres du Roi ont été injuſtes, ni parce qu'il y a eu du mal jugé dans les arrêts. Le préambule de la déclaration ne nous permet pas de rien

ſoupçonner de pareil. Il nous apprend au contraire qu'elle n'a point eu d'autre motif que de donner au Pape une marque du reſpect filial que le Roi avoit pour ſa perſonne. Louis XIV n'a donc pas reconnu l'*invincibilité* des droits du S. Siége; il n'a pas déſapprouvé la conduite du Parlement de Provence; il n'a pas condamné ſon jugement; il a ſimplement *révoqué* l'ordre qu'il avoit donné de réunir Avignon, ſans renoncer, ni à la faculté de réitérer ces ordres une autre fois, ni aux droits ſur leſquels cette faculté eſt fondée. J'ai donc eu raiſon de dire dans les Recherches, que la déclaration de 1689 n'a été qu'une renonciation momentanée à la faculté de retirer Avignon des mains de ſa Sainteté, & je vais fournir dans le moment la démonſtration géométrique que le critique a deſirée, pour le convaincre de la même choſe à l'égard du traité de Piſe.

Pag. 72.

Qu'on ſe rappelle d'abord que nos Rois ont toujours regardé Avignon comme un

domaine illégitimement aliéné en mains étrangères, qu'ils pouvoient révoquer à perpétuité, en rembourſant 80000 florins d'or aux ſouverains Pontifes, poſſeſſeurs actuels de cette ville. J'ai prouvé en général, que tel a été le ſentiment des anciens comtes de Provence, relativement à tous les domaines aliénés : que le Roi Charles VIII. n'a renoncé à la révocation de ces domaines, anciennement démembrés, que pour autant qu'ils étoient poſſédés par ſa nobleſſe de Provence ; mais que François I. a ordonné de les révoquer tous ſans exception, encore qu'il y eût poſſeſſion centénaire. J'ai démontré en particulier que le Roi Louis XII. n'a promis de ne point *revendiquer* Avignon à *titre* de *ſucceſſion* & de legs, qu'en faveur de la poſſeſſion du royaume de Naples ſeulement, & pour autant que ſes ſucceſſeurs la conſerveroient : que le Roi Henri II. s'eſt réſervé ſolemnellement en 1551 les droits qui lui appartenoient en la ville d'Avignon ;

que le roi Charles IX a traité la vente de cette ville de ſimple engagement : que les rois Henri III, Henri IV & Louis XIII, ſe ſont réſervés leurs droits dans tous les privilèges qu'ils ont accordés aux Avignonois, conſidérés comme ſujets du Pape ; enfin que le parlement d'Aix a juridiquement adjugé cette ville à Louis XIV, comme un domaine illicitement aliéné, dont la faculté de rachat étoit impreſcriptible.

Tels étoient en 1664, à l'époque du traité de Piſe, les droits du Roi & de la couronne de France. Voyons en quoi conſiſtoient ceux du ſouverain Pontife : Il *poſſédoit* Avignon en toute ſouveraineté, en vertu du contrat célébré en 1348, entre la reine Jeanne & le pape Clément VI ; mais comme ce contrat, par les nullités qui s'y trouvent, n'eſt pas un titre tranſlatif de propriété, la cour de Rome *poſſédoit* ſimplement Avignon ſans en avoir la propriété incommutable ; & les loix vouloient qu'elle reſtituât cette ville aux rois

de France, comtes de Provence, au moyen du rembourſement des 80000 florins d'or, pour leſquels le Pape eſt leur créancier hypothècaire.

Les choſes étoient en cet état au moment que le feu Roi fit réunir Avignon.

Deux ans après Sa Majeſté promit, par le traité de Piſe, de *remettre le Pape & le S. Siége apoſtolique, en poſſeſſion de la ville d'Avignon, faiſant lever tous les obſtacles, afin que le S. Siege en pût jouir comme auparavant.*

Qui ne voit pas que cette ſtipulation ne rendant au Pape que la *poſſeſſion* de la ville d'Avignon, ne lui en a pas donné la *propriété perpetuelle* & incommutable?

Qui ne voit pas encore que le Pape devant, en vertu du traité de Piſe, jouir de la ville d'Avignon, *comme il en avoit joui auparavant*, ce traité l'a rétabli purement & ſimplement dans ſa qualité de poſſeſſeur hypothécaire qu'il avoit avant la réunion, ou ſi l'on aime mieux,

dans ſon état de poſſeſſeur d'un bien ſoumis au rachat perpétuel & impreſcriptible?

Enfin, qui ne voit pas qu'en tout ceci le traite de Piſe n'a rien fait de plus que de remettre les choſes au même point où elles étoient avant les événemens de l'année 1662; & par une conſéquence naturelle, qu'il n'a pas porté la moindre atteinte aux droits que nos Rois ont *réclamés*, & qu'ils ſe ſont réſervés ſans ceſſe avant cette époque.

Puis donc que la faculté de réméré impreſcriptible, qui compétoit à nos Rois, relativement à la ville d'Avignon, lors & avant le traité de Piſe, n'a point été abrogée par ce traité, & que bien au contraire, le Pape n'y a rien acquis au-delà de ce qui lui appartenoit *auparavant*, il en réſulte, quoique le critique en puiſſe dire, que le traité de Piſe n'a renfermé qu'une renonciation temporaire & momentanée à l'exercice de ladite faculté; & cette renon-

ciation eſt expirée au moment que le Pape a refuſé de ſatisfaire aux autres articles du ſuſdit traité, ainſi que je l'ai prouvé ci-deſſus, en parlant de Caſtro & de Ronciglione. J'ai remarqué auſſi qu'après la ſeconde réunion d'Avignon, en 1688, il ne s'eſt point fait de traité pour en opérer la reſtitution, *conformément à celui de Piſe;* mais que Louis XIV s'y eſt prêté par un ſimple effet de ſa complaiſance & de ſon reſpect pour la perſonne d'Alexandre VIII; dès-lors rien ne peut empêcher le Roi de procéder de nouveau au rachat d'Avignon, ſur-tout quand la cour de Rome ceſſe de mériter, par ſa conduite, les égards & la complaiſance de Sa Majeſté.

L'auteur Romain finit ſa Réponſe aux Recherches, par un trait qu'on aura de la peine à définir. « Il ſe flatte que le Roi, » animé du même zèle pour notre ſainte » Religion que ſon auguſte prédéceſſeur » a fait éclater en 1689, & auquel le S. » Siége a d'ailleurs de ſi grandes obliga-

» tions, s'empreſſera de rendre au Vicaire
» de Jéſus-Chriſt un bien approprié à
» l'entretien de l'égliſe Romaine, & incor-
» poré au patrimoine de S. Pierre, *la*
» *poſſeſſion duquel étoit aſſurée au S. Siége*
» *par les ſaints Canons & les cenſures qui*
» *ont toujours été en vigueur contre les dé-*
» *tenteurs des biens de l'Egliſe*».

Ce n'étoit pas aſſez de ce trait: le critique, pour en aiguiſer la pointe, nous apprend dans une note que les Papes Grégoire XI, Martin V, Nicolas V, Caliſte III, Pie II, Paul II & Innocent VIII, ont frappé de l'anathème tous ceux qui s'empareroient d'Avignon: que leurs bulles ont été publiées de la manière la plus ſolemnelle, & qu'on les a conſtamment obſervées. Il fait réimprimer dans ſes Pièces juſtificatives la bulle du pape Grégoire XI, de l'année 1376, par laquelle ce Pontife excommunie tous Empereurs, Rois & autres perſonnes qui oſeront envahir Avignon & le Comtat, ou qui chercheront à les ſouſtraire

à l'obéiſſance de la cour de Rome; & pour ne laiſſer aucun doute ſur ſes vues, il nous renvoie à la fin de ſa note, à la bulle du pape Alexandre VII, de l'année 1662, qui ſe rapporte directement à la réunion de la ville d'Avignon, faite par ordre du Roi, en vertu d'un arrêt du parlement de Provence.

Dans cette bulle le Pontife caſſe & annulle toutes les démarches de ladite cour ſouveraine, & le réquiſitoire du Procureur du Roi en particulier, comme des attentats damnables, impies, déteſtables, contraires au droit divin & aux ſaints Canons, & faits au mépris des cenſures & peines prononcées contre les uſurpateurs de la ville d'Avignon, par les bulles de Grégoire XI & des autres Pontifes.

Il eût été difficile de s'y prendre d'une manière plus adroite, pour déclarer le Roi qui a ordonné en dernier lieu, la réunion de la ville d'Avignon, & ſes miniſtres & les officiers civiles & militaires qui ont

exécuté les ordres de Sa Majeſté, atteints & frappés de l'horrible anathème que les bulles ci-deſſus renferment.

Quelque raiſon que nous ayons de croire que le critique a travaillé ſous les yeux & par ordre de la cour de Rome, nous ne ſaurions nous imaginer qu'elle ait eu connoiſſance de ces derniers paſſages : tout nous perſuade au contraire, que l'auteur de la Réponſe les y a inſérés contre ſa volonté ; & qu'elle eſt la première à déſapprouver les inſinuations qu'ils renferment.

En effet, il n'eſt pas poſſible que dans un temps où toute l'Europe catholique éclairée ſur ſes vrais intérêts, & alarmée ſur les ſuites funeſtes du deſpotiſme Romain, ſemble ſe réunir pour oppoſer enfin une digue au torrent des entrepriſes de la puiſſance ſpirituelle, ſur l'autorité temporelle des Rois ; que dans ce temps, dis-je, Rome menace encore, même indirectement, & par la plume d'un auteur ténébreux, de ſes cenſures & de ſes foudres, un Souverain

qui

qui fait valoir ſimplement ſes droits ſur une terre injuſtement démembrée de ſon domaine. Il eſt plus naturel de croire que le critique, élevé apparemment dans l'école des Bellarmin, des Buſembaum & des Suarez, en un mot dans l'école où l'on apprend à fouler aux pieds la majeſté des Rois, images de la Divinité, s'eſt permis ces écarts d'une imagination ultramontaine, par un excès de ſa propre témérité.

Ce n'eſt pas à moi, dans un ouvrage purement politique, de le ramener aux principes & à la diſcipline de l'égliſe, touchant l'abus des cenſures *latæ ſententiæ*, production malheureuſe du douzième ſiècle, ni de répéter ce que les théologiens éclairés ont écrit pour raſſurer les ames timorées contre la crainte des foudres injuſtes.

Gerſon, *de vitâ ſpirituali animæ, lect. IV, cor. 7.*

Il nous ſuffit du ſentiment de l'illuſtre Gerſon, de cet oracle du concile de Conſtance, qui nous apprend que le *mépris des clefs ne ſe trouve pas dans ceux qui n'obéiſſent pas aux ſentences d'excommunication*

Reſol. circa mater. excommun. conſid. X. oper. t. II, pag. 1254.

injuſtement promulguées par le Pape ou par ſes miniſtres, & qu'on ne peut pas même le juger dans ceux qui oppoſent la puiſſance ſéculière à ces ſentences; car la loi naturelle dicte de repouſſer la force par la force. Or il eſt certain, pourſuit Gerſon, *qu'on ne doit pas appeler de pareilles excommunications un droit, mais une violence, contre laquelle tout homme libre a le droit de ſe pourvoir.*

Ajoute le Card. Cajetan, *de aut. Papæ, cap.* 27.

Les cenſures que pluſieurs Pontifes ont prononcées contre les Rois qui entreprendroient d'ôter à la cour de Rome la poſſeſſion de la ville d'Avignon, ſont-elles juſtes? ſont-elles légitimes? voilà les ſeules queſtions qui ſoient du reſſort de notre plume. La légitimité de ces excommunications dépend du droit que les Pontifes ont eu de dicter ces arrêts terribles; leur juſtice ſe connoît par les raiſons qu'ils ont eues de les prononcer.

La première de ces queſtions ſe réduit à ſavoir ſi la cour de Rome peut lancer les foudres de l'anathème pour des intérêts

purement temporels ; car ce n'eſt que de ceux-là qu'il s'agit dans les bulles que l'auteur Romain allègue.

C'eſt en vain que pour donner à l'objet de ces bulles un air de ſpiritualité, les officiers de la chancellerie Romaine qui les ont expédiées, & le critique qui les cite, nous font enviſager Avignon comme un héritage du vicaire de Jeſus-Chriſt, comme un patrimoine de ſaint Pierre ; perſonne ne s'en laiſſe plus impoſer par ces expreſſions pompeuſes. Nous ſavons que l'Homme-Dieu, bien loin d'avoir été le maître de vaſtes états, n'a point eu de place où repoſer ſa tête, & que ſon royaume n'a pas été de ce monde. Et d'où ſeroit venu au Prince des Apôtres un patrimoine compoſé de villes & de provinces ; à ce pauvre pêcheur qui n'avoit ni or ni argent, *aurum & argentum non habeo*, & à qui ſon divin Maître n'a laiſſé que ſon humilité, ſa charité, ſon mépris des richeſſes & ſon exemple à ſuivre. Ecoutons S. Bernard,

qu'on ne ſoupçonnera pas d'avoir été contraire aux intérêts du ſaint Siége : *Nec enim tibi ille Petrus dare quod non habuit potuit ; quod habuit dedit, ſollicitudines, ſcilicet ſuper Eccleſias ; numquid & dominatum ?..... Ergo tu & tibi uſurpare aude aut dominans Apoſtolatum, aut Apoſtolicus Dominatum : planè ab alterutro prohiberis, aut ſi utrumque ſimiliter habere velis, perdes utrumque : alioquin non te exceptum illorum numero putes de quibus queritur Deus : ipſi regnaverunt ſed non ex me, Principes extiterunt, ſed non cognovi eos, &c.* Ce même Père de l'Egliſe ne déſapprouve cependant pas que les ſouverains Pontifes acquièrent & poſsèdent des biens temporels, pourvu que ce ne ſoit pas en qualité de ſucceſſeurs de S. Pierre : *Eſto*, dit-il, *ut aliâ quâcunque ratione hæc tibi vindices, ſed non Apoſtolico jure ; nec enim ille tibi dare quod non habebat, potuit.*

Conſid. lib. 11, cap. 6.

Il n'eſt donc pas queſtion ici d'un bien qui appartienne au Pape en ſa qualité de

ſucceſſeur de S. Pierre & de vicaire de Jeſus-Chriſt; mais d'un Etat acquis par Clément VII, à un titre purement temporel, par un contrat civil, contre la légitimité duquel, les héritiers de la vendereſſe réclament.

C'eſt cette revendication d'un domaine injuſtement aliéné, que Grégoire XI, & les autres Pontifes dont le critique a cité les bulles, ont oſé interdire aux comtes de Provence & à nos Rois, ſous peine d'excommunication.

Mais quel droit ces Pontifes ont-ils eu de porter une défenſe pareille? Ils peuvent preſcrire des loix à leurs ſujets, & perſonne n'y trouvera à redire, qu'ils les muniſſent de toutes les peines qu'il eſt en leur pouvoir d'infliger. Mais qu'eſt-ce que ces loix font à un ſouverain étranger, qui tient ſon autorité immédiatement de Dieu, & qui n'eſt reſponſable de ſes actions qu'à celui par qui les rois règnent? Les droits des deux puiſſances ont leurs bornes détermi-

nées par la religion & par la raiſon : & s'il n'eſt pas permis aux Rois de mettre la main à l'encenſoir, il ne l'eſt pas non plus au Pontife de Rome de la mettre ſur leur ſceptre. Le même légiſlateur qui ordonne de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu, veut auſſi qu'on rende à Ceſar ce qui appartient à Ceſar.

Accordons pour un moment à l'auteur Romain tout ce qu'on peut lui accorder; ſuppoſons, contre l'évidence des droits du Roi, qu'ils ſoient incertains, & que la propriété de la ville d'Avignon puiſſe lui être conteſtée par la cour de Rome. Comment les ſouverains Pontifes, juges en leur propre cauſe, ont-ils pu par de ſimples bulles, décider cette conteſtation en leur faveur? L'équité naturelle répugne à une procédure ſemblable; elle la condamneroit comme inique, même dans un juge qui ſeroit d'ailleurs compétent. Mais les auteurs de ces bulles ne l'ont jamais été. De qui auroient-ils reçu le droit de juger nos Rois en des matières

temporelles ? Ils ne le tiennent pas de l'Homme-Dieu : nous ſavons la réponſe qu'il fit à un ſimple Iſraélite, *Quis me conſtituit judicem ſuper vos ?* & la règle qu'il preſcrivit à ſes Diſciples, *Reges gentium dominantur eorum, vos autem non ſic.* Il ne leur a pas été accordé non plus par l'égliſe univerſelle : nous ſavons au contraire, par l'illuſtre Boſſuet, dans ſa défenſe des quatre propoſitions du clergé Gallican, que la doctrine de tous les ſiècles du Chriſtianiſme a été, que la puiſſance temporelle émanée immédiatement de Dieu, ne relève que de lui ſeul, & ne dépend ni directement ni indirectement d'aucune autre puiſſance qui ſoit ſur la terre. Enfin, bien loin que l'*uſage* ou des faits juſtifient l'influence de la cour de Rome ſur les choſes humaines, nous pouvons fixer l'époque où les ſouverains Pontifes eux-mêmes ont ceſſé *par des priviléges* d'être ſoumis pour leur perſonne & pour leurs biens, à la juriſdiction & à la ſouveraineté des Monarques ſéculiers. *Luc.* 22.

Rem. des Cardinaux, au Pape Paul III.

Il y a eu des temps *où des chefs de l'Egliſe entraînés par les conſeils des maîtres qu'ils s'étoient choiſis ſelon leurs deſirs, non pour apprendre d'eux ce qu'il falloit faire, mais pour trouver par leur habileté une raiſon qui leur permît de faire ce qu'ils voudroient,* ſe ſont arrogés ſur plus d'un ſouverain une autorité qui ne leur appartenoit pas: c'étoient les temps dont le pape Adrien VI parle dans ſa lettre au cardinal Cheregate ſon légat en Allemagne, *où il s'eſt paſſé des choſes abominables dans le ſiége de Rome, abus dans le ſpirituel, excès dans les mandemens*: mais ces abus qui ont bouleverſé tant d'autres états, & qui ont fait ailleurs des plaies qui ſaignent encore, ont toujours été reprimés par la ſageſſe & la fermeté de nos Rois, ſecondés de leur Clergé, & animés par le cri général de toute la nation.

Order. Rayn. ad ann. 1552, N.° 7.

Qu'un Adrien II s'érige en juge entre le roi Charles-le-Chauve & l'empereur Louis II, l'Archevêque Hincmar lui écrit

au nom de tous les états du Royaume ; que ce n'eſt pas à lui d'appeler devant ſon tribunal un Roi qui n'eſt ſoumis qu'à Dieu ſeul, parce que c'eſt de Dieu ſeul qu'il tient ſa couronne ; qu'il appartient au Pontife de diſpoſer de l'ordre eccléſiaſtique ; mais qu'il ne doit pas ſe mêler des choſes temporelles, dont la diſpoſition appartient aux Rois de la terre.

Qu'Innocent III défende à Louis VIII ; ſous peine d'excommunication de pouſſer ſes conquêtes contre les Anglois ; le Prince répond fièrement, que ni le Pape, ni même un concile, ne peuvent lui ôter des droits qui lui ſont juſtement acquis ; & tous les évêques de France aſſemblés à Melun, décident que la ſentence du Pontife ne doit pas être obſervée.

Que Clement III menace Philippe Auguſte des cenſures de l'égliſe, s'il ne donne pas la paix à Henri II roi d'Angleterre ; le Monarque François lui déclare qu'il ne craint pas ſa ſentence, & qu'il n'y

obéira pas, parce qu'elle eſt injuſte ; car, ajouta-t-il, il n'appartient pas à l'égliſe Romaine de porter aucune cenſure contre un Roi, quand il ſe met en devoir de réprimer ſes vaſſaux rébelles.

Enfin, qu'un Boniface VIII déployant l'eſprit de domination univerſelle de la cour de Rome dans les bulles *Auſculta filii* & *Unam ſanctam*, menace le Roi de le châtier *ſicut unum garcionem*, & qu'il lance contre lui la foudre terrible, parce que ce Prince refuſe de reconnoître ſa ſupériorité dans les affaires temporelles ; toute la nation indignée s'élève contre ces attentats ; les actes du Pontife orgueilleux ſont caſſés & abrogés par ſes ſucceſſeurs ; mais les déclarations vigoureuſes du Roi, du clergé Gallican & des barons du Royaume ſubſiſtent, & les principes ſur leſquels elles ſe fondent, ſont conſacrés à jamais dans les faſtes de l'égliſe & de nos libertés.

Pièces juſtificatives, No. 15 & 17.

Nous venons de voir que la ſaine raiſon, de concert avec le dogme de notre ſainte

Religion, & avec le ſentiment général des fidèles qui approchent le plus des temps apoſtoliques, défendent aux évêques de Rome de s'attribuer une juriſdiction ſur les ſouverains de la terre dans les affaires temporelles, & que nos Rois ont repouſſé conſtamment les entrepriſes que Rome s'efforçoit de faire ſur leur indépendance. Nous pouvons en conclure que les bulles de Grégoire XI & de ſes ſucceſſeurs, par leſquelles ils ont prohibé la réunion de la ville d'Avignon au domaine de la Provence, ſont nulles & de nulle valeur, parce que ces Pontifes n'ont pas été en droit de publier de pareilles loix prohibitives, & que nos Rois n'ont jamais reconnu leur autorité dans les affaires qui ſortent des bornes de la pure ſpiritualité.

Mais ſi les loix que le critique allègue ſont invalides, parce que le légiſlateur n'a pas eu le droit de les porter, & qu'elles n'ont jamais été approuvées par l'uſage, à combien plus forte raiſon les peines que Rome a

dictées aux tranſgreſſeurs de ces loix, doivent-elles être réputées nulles & gratuites.

C'eſt là le cas des excommunications, que l'auteur Romain a eu la témérité d'appliquer à nos Rois & aux inſtrumens de leur volonté ſuprême. Ces cenſures ſont illégitimes, parce que les évêques de Rome n'ont pas été en droit de les prononcer pour une cauſe qui n'étoit pas de leur reſſort: or, *ultra territorium ſuum vel fines juriſdictionis jus dicenti, impunè non paretur.*

Je devrois encore prouver l'injuſtice intrinsèque de ces excommunications, & la preuve m'en ſeroit bien facile. En effet, la loi ſeroit-elle juſte, qui défendroit à un homme d'uſer des droits qui lui ſont légitimement acquis? Et ne ſeroit-ce pas le comble de la tyrannie dans un juge, appelé pour rendre à chacun ce qui lui appartient, de dépouiller un propriétaire de ſes poſſeſſions légitimes, & d'employer la puiſſance qui lui eſt confiée pour le condamner aux peines les plus terribles, s'il oſoit les reven-

diquer ? Telle a cependant été la conduite de Grégoire XI & des autres Pontifes qui ont renouvellé ſes cenſures contre les détenteurs de la ville d'Avignon. Mais j'aime à tirer le rideau ſur des faits dont le détail & la diſcuſſion tournent néceſſairement au déſavantage de la cour de Rome ; & j'aurois gardé dans ma Défenſe le même ſilence que j'ai obſervé dans les Recherches touchant ces bulles, ſi l'auteur Romain ne m'eût pas forcé à le rompre pour prémunir les eſprits contre le venin qu'il s'eſt efforcé d'y répandre.

Je finis la défenſe des Recherches touchant les droits du Pape ſur la ville & l'état d'Avignon, par la récapitulation des vérités que je viens de démontrer.

J'ai mis en évidence que la reine Jeanne avoit tout au plus accompli ſa vingt-deuxième année quand elle vendit Avignon au ſouverain Pontife, & que cet état de minorité l'empêchoit de faire des aliénations valables, ſans le conſentement du con-

ſeil de régence établi par ſon grand-père.

J'ai prouvé à cette occaſion contre le critique, que le ſerment prêté par cette Princeſſe de ne revenir jamais, ſous aucun prétexte que ce fût, contre la vente d'Avignon, a été nul & non obligatoire pour avoir été prêté ſur un objet illicite & prohibé par la ſanction pragmatique du roi Robert, & pour être directement contraire aux ſermens que la reine *Jeanne* avoit antérieurement prêtés à ſon aïeul & aux états de Provence, de ne rien aliéner du domaine de cette province.

J'ai prouvé l'authenticité du teſtament du roi Robert, que le critique a oſé ſuſpecter, & la vérité des ſubſtitutions qu'il contient, & la loi prohibitive de toutes ſortes d'aliénations qu'il renferme.

J'ai démontré que l'Empereur Charles IV n'a point confirmé la vente d'Avignon, comme ſuzerain de la Provence, ni ſuppléé comme juge ſuprême aux nullités qui ſe trouvent dans ce contrat.

J'ai prouvé que l'engagement pris en 1347 par la reine Jeanne avec les états de Provence de ne rien aliéner, s'étendoit auſſi bien ſur la ville d'Avignon que ſur les autres villes de cette province, & que le critique a prétendu ſans fondement qu'elle en étoit alors indépendante.

J'ai prouvé la même choſe par rapport aux édits par leſquels la reine Jeanne révoqua ſes aliénations inconſidérées.

J'ai démontré la vérité inconteſtable des ſubſtitutions contenues au teſtament du roi Charles II, biſaïeul de la reine Jeanne.

J'ai fortifié par une foule de preuves la conſéquence qui réſulte de ces ſubſtitutions; ſavoir, que la vendereſſe d'Avignon n'a pu aliéner en mains étrangères un fidéicommis de famille, ſans l'aveu & le conſentement exprès de tous les intéreſſés.

J'ai produit une ſuite non interrompue de titres authentiques qui prouvent avec la dernière évidence, que depuis la réunion du Comté de Provence à la Couronne, il

n'y a point eu de roi de France qui n'aît fait valoir, ou qui ne ſe ſoit réſervé expreſſément ſes droits ſur la ville d'Avignon.

J'ai juſtifié mon évaluation des 80000 florins d'or à 670000 livres, & j'ai prouvé que ce calcul eſt conforme aux propres regiſtres de la chancellerie apoſtolique.

En un mot, j'ai prouvé d'un côté que je n'ai point avancé de principe dans les Recherches, qui ne fût fondé dans le fait & dans le droit; & j'ai de l'autre démontré que la réponſe à ces Recherches eſt un tiſſu de citations infidèles, d'explications forcées & démenties par le bon ſens, de raiſonnemens ſophiſtiques & ſouvent monſtrueux, d'erreurs & de fauſſetés. C'eſt au lecteur à juger après cela laquelle des deux cauſes, que le critique & moi avons défendues, eſt la meilleure, & qui du Roi & des Souverains Pontifes eſt le plus fondé à ſe qualifier de ſouverain légitime de la ville d'Avignon.

PREUVES

PREUVES
DE LA
DÉFENSE DES RECHERCHES
TOUCHANT LES DROITS DU PAPE
SUR LA VILLE ET L'ÉTAT D'AVIGNON.

N.° 1.

Inveſtiture donnée par l'empereur Frédéric I, au comte de Forcalquier, en 1164.

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS.

FRIDERICUS divina favente gratia Romanorum imperator ſemper auguſtus. Imperialis excellentiæ benignitas juſtis honeſtorum petitionibus inclinari conſuevit, & eas perſonas beneficiorum gratia obligare, quas ob fidei ſuæ claritatem, & nobilitatis prærogativam dignas cenſuit honorari. Notum ſit igitur univerſis imperii noſtri fidelibus, tam futuris quam præſentibus, quod Guillelmus Forcalquerii 1164.

comes præſentiam noſtræ majeſtatis adiit, poſtulans à nobis, ut eum comitatu Forcalquerii inveſtire dignaremur. Cujus perſonam ſicut noſtram decuit clementiam, honorificè ſuſcipientes, & petitionis ſuæ affectum diligenter arrendentes, habito cum Principibus noſtris conſilio, prædicti Comitatus inveſtituram, cum omnibus pertinentiis ejus in omni plenitudine honoris, ſicut anteceſſores ſui tenuere in feudum, ei ſolemniter dedimus, & conceſſimus. Ipſe verò fecit nobis hominium, & fidelitatem juravit, ſicut quod per collatum beneficium ad omne mandatum noſtrum ſtare propoſuit, & honorem imperii & coronæ noſtræ gloriam uſquequaque promovere firmiſſimè compromiſit. His itaque pactis comes petiit ſibi dari ſententiam, *ſi de jure in irritum deberet renovari quidquid ab anteceſſoribus de juriſdictione, & de jure hoſpitiorum, & dignitate Comitatus alienatum eſſe conſtaret, ſive per venditionem, donationem ſeu quamlibet ſubtractionem ſpontaneam vel violentam.* Prolata eſt igitur ſententia in medium à fideli noſtro Henrico marchione Vuercio de Vuaſto, & ab omnibus unanimiter approbata, quod nequaquam firmum ac ſtabile deberet, nec poſſet permanere, quod de Comitatûs juriſdictione & dignitate ab aliquo ſupradictorum modorum fuiſſet alienatum, vel diminutum; nulla in præſentibus futuris litibus defen-

ſione, præſcriptione temporis huic reſtitutioni ſeu privilegio opponenda. Nos itaque eamdem ſententiam juſtam & ratam eſſe decernentes jam dicto fideli noſtro Guillelmo comiti comitatus dignitatem, juriſdictionem, & regalia cum omni plenitudine honoris & utilitatis noſtra imperiali auctoritate reſtituimus, & in perpetuum ſalva imperiali juſtitia confirmamus. Statuentes & ſub pœna banni noſtri firmiter & diſtrictè præcipientes, ne qua perſona parva vel magna, ſæcularis vel eccleſiaſtica, prænominato fideli noſtro vim in his ſeu injuriam aliquam inferre præſumat; & ſi facere attentaverit quinquaginta libras auri pro ſatisfactione componat, dimidium cameræ noſtræ, & dimidium comiti, cui injuria cognoſcitur eſſe illata. Ut autem hujus donationis gratuita collatio rata ſemper & inconcuſſa permaneat, præſentem inde chartam conſcribi, & ſigillo noſtræ majeſtatis juſſimus roborari. Hujus rei teſtes ſunt, Philippus Colonienſis archiepiſcopus, Arnaldus Trevirenſis archiepiſcopus, Hermannus Ubelgenſis epiſcopus, Coronenſ. Bononienſis epiſc. Hugo Virdunen. epiſc. Cunradus Palatinus comes Rheni, Henricus, comes de Dietſe; Albertus, comes de Erbeſtein; Fridericus, comes Altenſ. Henricus de Linc, Girardus de Rendenorde, Conradus de Bellemibus, Henricus, marchio de Vuaſto; Guillelmus, marchio de Montisferrati; & filius ejus Guil-

lelmus de Pahe, Umbertus, comes Blandicenſis; Guido de S. Nazario, Arnaldus Flotte, Guillelmus de Bulbone, Petrus Groſſus Forcalquerii præpoſitus, Petrus Pelican, ejuſdem eccleſiæ canonicus; Bertrandus de S. Maximo, Guillel. de Fontana, Petrus de Mota, Guillelm. de Moror, Guidonus de Sarmon, & alii quamplures. Signum † domini Friderici Romanorum imperatoris invictiſſimi. Ego Godefridus, cancellarius vice Philippi Colonienſis, archiepiſcopi & italici regni archicancellarii recognovi. Acta ſunt hæc anno Dom. incarn. 1164, indict. VII. regnante domino Friderico, Romanorum imperatore glorioſiſſimo, anno regni XXIII, imperii verò XXI. Datum in epiſcopatu Papienſi in obſidione Roboreti XII, kal. junii feliciter.

N.° 2.

Accord fait entre G. comte de Forcalquier & R. comte de Toulouſe, ſe quittant de tous droits qu'ils pouvoient prétendre l'un ſur l'autre.

1195. Anno ab incarnato Domino milleſimo centeſimo nonageſimo quinto regnante Heinrico Romanorum

imperatore, notum ſit omnibus præſentibus atque futuris hoc ſcriptum audientibus vel legentibus, quod ego Guillelmus per Dei gratiam comes Forcalquerii, Janceranæ feminæ filius, bona fide, & omni fraude ceſſante juro tibi Raymundo, eâdem gratiâ comiti Tholoſano, reginæ Conſtantiæ filio, vitam tuam, membra tua, terram tuam quam in præſenti habes, vel in futurum acquiſieris; & quod ab hac præſenti die in anteà non te decipiam, nec te occidam, nec te capiam, nec honores tuos, vel partem honorum quos hodie habes, vel in futurum acquiſieris tibi aufeſam, nec auferri faciam, nec homo, vel femina, homines vel feminæ, meo conſilio, vel meo ingenio te decipiet, vel decipient, nec te capiet, vel capient, nec te occidet, vel occident, nec honores tuos, vel partem honorum tuorum tibi auferet, vel auferent, nec auferri faciet, vel facient; & ſi quis vel ſi qua contra te in his quæ prædiximus quid facere, ſeu moliri, vel machinari præſumeret vel præſumerent, ex quo ad notitiam mei perveniret tibi continuò indicarem, & contrà illum, vel illam fidelis adjutor & auxiliator uſque dum tecum ad voluntatem tuam conveniret, vel convenirent pro omni meo poſſe eſſem, & cum illo vel illis pacem, vel fœdus pacis aliquod ſeu treugas ad damnum tuum te invito non haberem, & ſecreta tua nemini divulgabo. Prætereà

ſpecialiter gripio, dono & remitto, ſolvo, & modis omnibus relinquo tibi R. comiti prædicto omnem donationem quam pater tuus de comitatu tuo quocumque modo mihi fecerat, & omne jus, & omnem actionem, petitionem quocumque modo, quocumque jure contrà te pro jam dictâ donatione, aut quâlibet aliâ ratione, mihi competentem, vel competituram in perpetuum tibi ſolvo, & relinquo, & præterea omnia accepta, & omnes donationes, dominia ſeu dominationes quocumque modo, quocumque tempore, vel à quibuſcumque *in* comitatu tuo ego feci, penitus ſolvo, remitto, & gripio, & ſtipulationem promitto, & tactis ſacro ſanctis evangeliis juro quod infrà terminos comitatus tui abſque tua voluntate nihil de cætero acquiram; & ſi qua accepta, vel acquiſitiones in comitatu tuo, ego fecerim, cum forma ſupra dicta, ceſſante omni fraude tibi gripio, & relinquo, ſicut comitatus tuus extenditur & clauditur à monte Alverico juxta Cavillonem uſque ad Rodanum & uſque ad Durantiam & fluvium Iſere, & ſicut melius aſſignatum & determinatum habemus in veteribus inſtrumentis noſtris, & *medietatem* Inſulæ, & *Avinionis*. Et ego R. comes prædictus cum ſupra dicta & in eâdem forma juro tibi G. comiti prædicto vitam tuam, membra tua, terram tuam, & omnia quæ ſuperius in inſtrumento iſto ſcripta ſunt, & ſpecialiter gripio,

dono, & remitto, ſolvo & modis omnibus relinquo tibi G. prædicto comiti omnem donationem quam de comitatu Forcalquerio quocumque modo patri meo feceras, & omne jus & omnem petitionem, quocumque modo, quocumque jure contrà te pro jam dicta donatione, aut qualibet aliâ ratione mihi competentem in perpetuum tibi ſolvo & relinquo; & præterea omnia accepta, & omnes donationes, dominia ſeu dominationes quocumque modo, quocumque tempore, vel à quibuſcumque in comitatu tuo à patre meo factas remitto, ſimiliter gripio, & per ſtipulationem promitto & tactis ſacro ſanctis evangeliis juro quod infrà terminos comitatus tui abſque tua voluntate nihil de cætero acquiram, etſi qua accepta, vel acquiſitiones in comitatu tuo ego fecerim, ceſſante omni fraude, dono, gripio & relinquo ſicut comitatus tuus extenditur, & clauditur à monte Alvernico uſque ad montem nonum & uſque ad pontem altum & collum Capræ, & ſicut melius aſſignatum & determinatum habemus in veteribus inſtrumentis noſtris, & medietatem inſulæ & *Avinionis*, & quod habes & tenes in villam de Germanica dum vixeris, ſi ſine legitimo hærede de uxore quam modò habes, decedas. Hujus rei teſtes fuerunt epiſcopus Cavillon, Guigouciſer, R. Dugoult, Gauricus, G. Brevion de Vellonicis, G. Laugier, & ego Petrus Cenerius do-

mini comitis, notarius qui mandato comitis hanc cartam ſcripſi & ſignavi.

Et ego Petrus Fulcodii index & cancellarius hanc cartam mandato domini Toloſani comitis ſigillavi & eidem ſubſcripſi, pone domine cuſtodiam ori meo.

Extractum ab originali inſtrumento conſervato in turri theſauri domini regis in comitatu ſuo Provinciæ & Forcalquerii, & cum eodem debitè collati ornatum per me ſecretarium rationalem & archiv. ſubſignatum ex ordinatione magnificorum dominicorum cameræ compictorum domini noſtri regis prædicti. *Signé* BOISSON.

N.° 3.

Acte des engagemens contractés par les citoyens d'Avignon, relativement au comte de Toulouſe, leur ſeigneur par indivis, en 1210.

IN nomine Domini. Anno pontificatûs domini Innocentii papæ tertii, duodecimo, 14. kal. julii, nos conſules Avenionenſes, de conſenſu & voluntate domini R. comitis Toloſani, præcisè juramus ſuper Dei ſancta Evangelia manu tacta tibi magiſt. M. domini Papæ notario, apoſtolicæ ſedis legato, quòd bona fide, & ſine fraude & malo ingenio conſulemus & operam dabimus pro poſſe noſtro, quòd dictus dominus comes, tàm per ſe, quam per ſucceſſores ſuos ſuper his omnibus pro quibus fuit excommunicatus, quodque ſuprà iis quæ expoſuit in forma quam ipſe antequam abſolveretur juravit, pareat omnibus mandatis eccleſiæ, & quòd ea in perpetuum ſervet : ità quòd ſi quod illorum non fecerit, vel contra quod illorum venerit manifeſtè, nos ei nullùm conſilium vel auxilium *ſeu obſequium* per nos vel homines ſeu amicos noſtros aliquatenùs ei pendemus, ſcientes ex hoc ipſo dicti comitis delicto *abſolutos nos eſſe à fidelitate*, 1210.

ſi qua vel ſervitio illi ullo modo tenebamur, imò uſquè plene perveniat faciemus contrà ipſum pro poſſe noſtro quòd quid Romana eccleſia vel ejus nuncius ſive legatus nobis mandet faciendum non-obſtante *fidelitate vel jure aliquo vel ſervitio* ſi quo ipſi ullo modo tenebamur : à quo etiam tam tu quam dictus comes nos abſolviſtis, ſi fortè ipſe ut dictum eſt contra præcepta quæ facta ſunt, vel fuerunt ei, venerit manifeſtè ; tunc etiam pro *jure ſive ſervitio, ſi quod in villis vel caſtris noſtri conſulatus & ipſa civitate habere dignoſcitur, fidelitatem Romanæ eccleſiæ faciemus, ipſam eidem fidelitatem & perpetuo ſervaturi.* Item ſtratas publicas ſecuras ſervabimus, & faciemus per totum noſtrum diſtrictum inviolabiliter obſervari. Item guidagia, vel pedagia, vel exactiones aliquas à tranſeuntibus per ſtratas, vel etiam per flumina nullatenus accipiemus, niſi quæ vel quas antiquorum regum vel imperatorum conceſſione conſtiterit nos habere. Item eccleſias omnes & domos religioſas in noſtro diſtrictu, tam in civitate quam extra, in plena ſignabimus libertate, neque ab eis exactiones aliquas, ſeu tallias exigemus, & defunctis earum epiſcopo vel aliis rectoribus, epiſcopos vel domos eorum nullo modo expoliabimus, nec adminiſtrationi earum ſeu cuſtodiæ occaſione alicujus conſuetudinis vel aliqua alia, niſi fortè

rogati ab epiſcopo, vel capitulo, immiſcebimus: ſed omnia ſine diminutione aliqua defunctorum ſucceſſoribus reſerventur. Et in electionem epiſcopi vel alterius rectoris eccleſiæ faciendam, per nos vel per quamcumque aliam perſonam nos nullatenus immiſcebimus, nec aliquam violentiam faciemus, vel impedimentum præſtabimus, quominùs electio canonicè ac liberè celebretur. Item pacem ſeu treguam ſicut nobis injunctum fuerit bona fide ſervabimus. Item ſi epiſcopus vel capitulum, vel alia perſona eccleſiaſtica nobis aliquos hæreticos nominaverit, vel per noſmetipſos cognoſcere poterimus aliquos hæreſim prædicare, vel facere conventicula aliqua, ipſos perſequemur ſecundum legitimas ſanctiones, & eorum bona omnia infiſcabimus; hæc omnia ſingulis annis per manus epiſcopi noſtri faciemus conſulibus noſtris jurare: ſi quis autem hoc noluerit, ipſum tanquam hæreticum habebimus manifeſtum, nec ejus judicium ſive auctoritas vigorem in aliquo ſortietur.

N.° 4.

Sentence arbitrale ſur le partage des terres & des places du comté de Forcalquier, entre Raimond Berenguier, comte de Provence, & Guillaume de Sabran, comte de Forcalquier, en 1220.

1220. IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Anno incarnationis ejuſdem milleſimo ducenteſimo vigeſimo, 3. kal. julii, controverſia vertebatur inter dominam Garſendam, Dei gratiâ comitiſſam Provinciæ, & Raymundum Berengarii ejus filium, Dei gratiâ comitem Provinciæ, & Garſendam quondam Ildefonſi comitis Provinciæ filiam, ex unâ parte : & Guillelmum, Dei gratiâ comitem Forcalquerii ex alterâ, quæ talis erat. Petebant ſi quidem dicta domina comitiſſa, & dictus dominus Raymundus Berengarii ejus filius, & dicta Garſendis ejus ſoror, à ſupradicto Guillelmo comite Forcalquerii, vel ejus juribus & pertinentiis, eâ ratione quia dicebant quod Guillelmus quondam comes Forcalquerii avus dictæ dominæ Garſendæ comitiſſæ Provinciæ, donaverat in dotem dictum comitatum Ildefonſo comiti, Provinciæ ſupra-

ſcripto, quondam marito ſuo, cùm eam ſibi matrimonio copulavit; retento ſibi uſufructu in vita ſua, & de mandato ſuo milites, & homines dicti comitatus juraverunt terram prædictam, in forma præſcripta dicto comiti Ildefonſo : & poſtea tempore procedente dictus Guillelmus quondam comes Forcalquerii dictam donationem laudavit, & approbavit dicto comiti Ildefonſo; & exindè fecit ei cartam publicam ſigilli ſui munimine roboratam. Propter has cauſas & multas alias dicebant ſupraſcripti comitatum præſcriptum ad ſe pertinere. Ex adverſo pars altera negans prædicta, dicebat, excipiendo quod prædicta domina comitiſſa, & dictus comes Provinciæ Ildefonſus, quidquid juris in comitatu Forcalquerii habebant, ſeu tenebant, vel tenere debebant, ſeu alii nomine ipſorum bona fide, & ſine omni fraude deſamparaverunt, ceſſerunt & finierunt dicto Guillelmo quondam comiti Forcalquerii, & juramento corporaliter præſtito firmaverunt. Proponebat etiam dictum comitatum Forcalquerii, cum omnibus juribus ſuis ad ſe pertinere, eò quia dicebat quod dictus Guillelmus quondam comes Forcalquerii donaverat ſolemniter, & reliquerat ei terram prædictam : ità quod de mandamento ſuo homines prædicti comitatus, juraverunt ei terram prædictam, & hominium ei fecerunt, dicebat etiam

ſe jus habere in ſupradicto comitatu, ex ſucceſſione matris ſuæ, & ex donatione comitis Bertrandi quondam avunculi ſui, & multas alias rationes proponebat. Pars verò comitiſſæ, & comitis dicebat replicando, quod poſt dictam deſamparationem & ceſſionem, dictus Guillelmus quondam comes Forcalquerii donavit iterum dictum comitatum dicto comiti Ildefonſo, & juravit, & homines dicti comitatus ei jurare fecit; retinendo ſibi uſumfructum, & indè fecit ei cartam ſigillo ſuo munitam : hæc & alia inter ſe invicem allegabant. Sed quæcumque foret controverſia, demùm propter bonum pacis, & concordiæ, & quia litis eventus dubius eſt, & incertus, partes præſcriptæ ſuppoſuerunt ſe mandamento, & mandamentis domini Bermundi, Dei gratiâ Aquenſis archiepiſcopi, & Raymundi de Baucio, & Gaufrideti de Tritis, & Raymbaudi de Dalphino, & Guillelmi de Cotiniaco, ſuper his data libera autoritate dictæ comitiſſæ; & dicti comitis Provinciæ, & dictæ Garſendi, ejus ſorori à domino Raynone de Caſteriario promittentes ſolemniter dictis compoſitoribus, & ſibi ad invicem, quod quidquid dicti compoſitores dixerint, ſive mandaverint, vel inter eos quocumque modo compoſuerint, ſervabunt & ſervari facient, & complebunt, tàm per ſe, vel per alios, & nullo tempore, nullaque juris

vel facti ſubtilitate contravenerint, in toto, vel in parte, &c.

Mandamentum autem dicti domini Bermundi Aquenſis archiepiſcopi, & Raymundi de Baucio, & Gaufridi domini de Tritis, & Raymbaldi de Dalphino, & Guillelmi de Cotiniaco, tale eſt. Quod dictus Raymundus Berengarii comes Provinciæ habeat caſtrum Forcalquerii, cum tota bajulia prænominati caſtri, excepto caſtro Dalphini, & Niozellis, & Lebreuhanæ, & Peirucis, & Caſtro novo & caſtro Arnulpho. Item habeat comes provinciæ Manuam & Petra Ruas, & totam terram ejuſdem comitatus, à caſtro Forcalquerii uſque ad aquam quæ appellatur Bochii & ipſum Ciſtaricum. Item prædicti compoſitores dixerunt per mandamentum ſuum, quod dominus comes Provinciæ habeat dominium Bellimontis, & montis Juſtini, & Garamboſæ, & dominium Roſtagni, Agonti & Nepotum ſuorum. Item mandaverunt quod dictus Guillelmus, comes Forcalquerii cedat & finiat & deſamparet dicto comiti Provinciæ totum jus & omnes actiones reales & perſonales, & mixtas, utiles & directas, & ſi quod vel ſi quæ ei competunt, vel competere debent vel poſſunt, vel in futurum competent, occaſione illius terræ, quæ per mandamentum eſt adjudicata dicto comiti Provinciæ, &c.

Item mandaverunt & per mandatum ſuum dixerunt, quod dictus comes Forcalquerii habeat caſtrum Dalphini & Niozellis & Habreuhanæ, & Peyrucys, & Caſtrum novum & caſtrum Arnulphi, & Roccam & S. Saturninum, ſalvo jure quod Juſtanus habet in Caſtro novo; & habeat totum comitatum Forcalquerii à Rocca quantum extenditur comitatus inferius per epiſcopatum Aquenſem: excepto dominio Bellimontis & montis Juſtini, & Gramboſæ. Item dictus comes Forcalquerii habeat Balucetano, & dominium de Villamuris, & de Rellana, & S. Michaelis, & de Niozellis & de Vaqueriis, & S. Crucis, & Cezariſtam & de Vorzeto, & de Albenacio, & de Oppedeta. Iſta ſunt quæ ſunt adjudicata comiti prædicto Forcalquerii de Manueſca nihil dicimus. Item totum jus, & dominium quod comes Forcalquerii habet vel habere debet, vel ad eum quocumque modo pertinet in inſula, vel *in Avenione, ſit prædictis comitibus commune*. Item mandaverunt quod dictus comes Provinciæ, & dicta domina Comitiſſa & dicta Garſendis ejus filia cedant, finiant & deſamparent dicto Guillelmo comiti Forcalquerii, totum jus & omnes actiones reales & perſonales, mixtas utiles & directas ſi quod, vel ſi quæ eis competunt vel competere debent, vel poſſunt, &c.

Item dictum eſt in mandamento quod dictus G. comes

comes Forcalquerii propter hæc, quia tenet terram prædictam pro comite Provinciæ, juvet eum, & ferat ei opem in placitis ſuis, & guerris. Illud autem quod dictum eſt ſcilicet, quod comes Forcalquerii teneatur juvare & ferre opem comiti Provinciæ de guerris ſuis, intelligitur quod præſtet ei opem iſtam infra comitatum Forcalquerii & comitatum Provinciæ tantùm : & ultrà non teneatur, & cum tot quot voluerit dictus comes Forcalquerii : hoc autem de numero ideò ponitur in libera voluntate dicti comitis Forcalquerii, quoniam credimus & ſperamus quod hoc taliter fiet, quod erit honor ipſius, & comitis Provinciæ, & retentio amoris inter eos. Item verſa vice dictus comes Provinciæ teneatur manutenere dictum comitem Forcalquerii, & eum juvare & ferre ei opem in placitis & guerris ſuis, ſicut aliquis tenetur aliquem manutenere *qui tenet terram pro eo.* Item dictum eſt in mandamento, quod dictus comes Forcalquerii præſtabit opem dicto comiti Provinciæ infrà comitatum Forcalquerii, expenſis propriis ipſius comitis Forcalquerii; & infrà comitatum Provinciæ, comes Provinciæ faciet expenſas dicto comiti Forcalquerii & ejus militibus. Item dictum eſt in mandamento quod neuter poſſit acquirere terram alterius, vel hominum ſuorum, ex causâ donationis vel emptionis, vel permuta-

tionis, vel inſtitutionis, ſive alio quocumque modo, niſi hæc faceret de conſenſu alterius, &c.... Hoc autem mandamentum, & mandamenta, poſtquàm utraque pars illud, aut illa audivit, & intellexit, & fuerunt recitata, laudavit & approbavit, & ſe illud & illa tenere corporaliter juravit; & ad majorem cautelam dicta domina comitiſſa & dictus dominus comes Provinciæ, & dictus comes Forcalquerii, & dictus dominus Aquenſis archiepiſcopus, & dictus Raimundus de Baucio, hanc cartam publicam per alphabetum diviſam, providè factam, præceperunt ſigillorum ſuorum munimine roborari. Acta ſunt hæc in caſtro de Mayranicis, in eccleſiâ B. Matiæ coram iſtis teſtibus rogatis & vocatis, ſcilicet Ancello canonico Aquenſi, & Girardo de Areis. Guill. de Maletortello, Delphineto Guibert de Rillana, Raynald. de Villanueris, Franco de Redorterio, Petro Ferols, Guill. Augerio, Guill. Ancelmo, Ricano de Taraſcone, Guill. Gaucelmo, Petro Duranto, Guill. Goyran, R. de Motta, Rain. de Tritis, Guill. Athenulpzo de Tolone, Guill. etiam de Tritis, & me Guill. Pontio dicti comitis Provinciæ notario, qui juſſa ejuſdem hanc chartam ſcripſi, & ſigillo ſigillavi, & hoc ſignum appoſui.

N.° 5.

Capitulation de la ville d'Avignon, dictée par le roi Louis IX, de concert avec le légat du S. Siege. 1226.

ROMANUS miſeratione Divina S. Angeli diaco- 1226.
nus cardinalis, apoſtolicæ ſedis legatus, univerſis præſentes litteras inſpecturis ſalutem in Domino: Cum poteſtates ac univerſi homines tàm milites quàm alii civitatis Avenionenſis noſtris juraverint præcisè ſtare mandatis, ipſis ſecundum quod inferiùs continetur, mandata noſtra fecimus in virtute præfati juramenti. In nomine Domini. Amen. Iſta ſunt mandata, quæ nos Romanus miſeratione divina S. Angeli diaconus cardinalis apoſtolicæ ſedis legatus, ad præſens facimus poteſtatibus & aliis hominibus Avinione, retenta nobis plenarie poteſtate addendi, minuendi, mutandi, interpretandi, & præcipiendi omnia alia quæ viderimus expedire.

In primis præcipimus, quòd de cætero conſilium, auxilium vel favorem nullatenùs præſtent R. filio R. quondam comitis Toloſani, nec etiam Rog. Bernardi dicto comiti Fuxenſi, & aliis inimicis pacis ac Dei, fautoribus, ac valitoribus eorum, donec ipſi ad gremium & mandatum matris Eccle-

fiæ revertantur. Item præcipimus, quod regem Franciæ illuſtrem & ſuos, qui pro facto pacis laborant, juvent pro poſſe ſuo contrà illos, non permittentes terram dicti regis, & homines ſuos à Montepeſſulano citrà à dictis inimicis pacis & fidei aliquatenùs impugnari, ſed ipſam & ſuos defendant viriliter, bona fide, fideliter, & potenter; terram verò, quam eccleſia tenet citrà Rhodanum, totis viribus defendant contra omnes homines, qui eam præter vel contrà mandatum Eccleſiæ vellent aliquatenùs moleſtare, & bona fide præſtent auxilium, conſilium, favorem illis, quibus prædicta terra nomine Eccleſiæ cuſtodienda tradetur.

Item præcipimus, quod non receptent hæreticos, & Valdenſes ſub quocumque nomine cenſeantur, nec eis præſtabunt de cætero conſilium, auxilium aut favorem; & ſi quis contrà fecerit, domus ejus diruatur, & confiſcentur bona ipſius, & banniatur de civitate, nec ulteriùs revertatur ad eamdem ſine Romanæ eccleſiæ licentia ſpeciali; & rectores, ſive conſules, vel alii qui præerunt civitati quocumque nomine cenſeantur, teneantur hæc facere & ſervare in ingreſſu ſuæ poteſtatis & rectoríæ, ſivè conſulatus, præſtito in publicum juramento, nec antè obediatur eis, niſi primitùs dictum præſtiterint juramentum: nos etiam faciemus fieri ſpecialem inquiſitionem contrà illos, & ſi

quos culpabiles invenetimus, graviter puniemus.

Item præcipimus, quòd omnia jura epiſcopatus, & eccleſiæ Aven. in omnibus dimittantur liberè & quietè, & quod epiſcopus & eccleſiæ Aven. in omnibus uti poſſit liberè, & ſine contradictione aliqua jure ſuo. Nullus verò in poteſtatem, ſive rectorem, vel conſulem ipſius civitatis de cætero ſine conſilio, & voluntate ipſius epiſcopi eligatur; *ſalvo jure* catholicorum virorum, & *maximè comitis Provinciæ*, qui nobiſcum in hoc negotio perſonaliter laboravit.

Item præcipimus, quòd poteſtes, rectores, vel conſules ipſius civitatis jurent, quòd jura epiſcopi, & eccleſiæ Avinionis debent ſervare illæſa, & ea defendere, & manutenere pro poſſe ſuo; epiſcopus verò, canonici & alii clerici, vel religioſæ perſonæ non teneantur de cætero vel compellantur coram poteſtatibus, rectoribus, vel conſulibus, ſeu ſæcularibus judiciis reſpondere, & à talliis, & exactionibus ſint immunes & in omnibus gaudeant canonica libertate, non obſtante contraria conſuetudine vel ſtatuto.

Item præcipimus ut eccleſiæ & domus religioſæ in libertatem plenatiè conſerventur, vel quòd in eis albergatiæ, procurationes, vel exactiones, quæcumque ſint, non exigantur, vel percipiantur, & defunctis earum epiſcopis, vel aliis rectoribus,

ipſæ eccleſiæ nullo modo ſpolientur, nec adminiſtrationi earum, ſeu cuſtodiæ occaſione alicujus conſuetudinis, vel alia cauſa ſe ipſi Avenionenſes debeant immiſcere, ſed omnia ſine diminutione eorum ſucceſſoribus reſerventur & electioni epiſcopi, vel alterius rectoris eccleſiæ faciendæ, vel per ſe, vel per aliam quamcumque perſonam nullatenùs ſe immiſceant, nec aliquam violentiam de cætero faciant, vel impedimentum præſtent, quo minùs electio liberè & canonicè celebretur.

Item præcipimus, ut pedagiorum, ſivè guidagiorum exactiones penitùs dimittantur, niſi quas regum vel imperatorum conceſſione ſe habere probaverint.

Item præcipimus, ut pacem ſeu treguam, ſecundùm quod eis injunctum fuit, obſervent.

Item cum eccleſia Avinionis multis debitis ſit gravata, & in multis per Avenionenſes damnificata extiterit, præcipimus, quod ad exonerationem debitorum ipſius ſolvant mille marcas argenti illis quos adduximus deputandos.

Item præcipimus, quod muri, foſſata, & liciæ funditùs diruantur, & repleantur, nec poſſint refici, vel etiam de novo fieri uſque ad quinquennium niſi de licentia noſtra, & regis Franciæ.

Item treſcentæ domus diruantur juxtà voluntatem & mandatum noſtrum quas duximus eligen-

das : turres verò , quæ ſunt intùs civitatem , juxtà noſtrum arbitrium diruantur.

Item præcipimus , quòd mittant triginta milites bene armatos in prima menſis auguſti futuri ultrà mare in ſubſidium Terræ ſanctæ, moraturos ibidem per annum ad ſervitium Jeſu Chriſti, quos duximus eligendos , ità quòd ſi aliquis ex eis interim , vel uſque ad ipſum paſſagium moreretur , vel debilitaretur , alios bonos ſubſtituant , & tranſmittant.

Item præcipimus , quòd ſolvant ſex millia marcarum argenti , quæ expendantur in negotio pacis & fidei , prout regi & nobis videbitur expedire.

Item præcipimus , quòd comitem Provinciæ & alios omnes , qui contrà ipſos præſtiterint nobis auxilium , conſilium & favorem , non debeant occaſione hujuſmodi ullatenùs moleſtare , neve repetant amodò debita , ſeu depoſita ſua , vel alias res ſuas ab ipſis , qui nobis vel nuntiis noſtris ſolverunt , dummodò ſuper hoc noſtras habeant litteras ſpeciales.

Item præcipimus , quòd trabucheti , & aliæ machinæ ,& ingenia eorum aſſignentur regi ad faciendum in voluntate ſua.

Item præcipimus , quòd omnes baliſtæ , & guarreli , & indumenta ferrea , ſivè ſint communitatis , ſivè ſpecialium perſonarum , aſportentur ad nos , omnes etiam curſorios ſuos regi tradant. De pon-

tibus verò diruendis, vel conſervandis in noſtra retinuimus voluntate.

De facto Langerii præcipimus, ut ipſe & familia ſua, & Roſtagnus de Godoleto frater ejus, & Guillelmus gener ipſius, propter honorem & amorem ipſius Langerii, & uxoris ejus, qui ſemper fideliter nobis adhæſerunt, ſint immunes à prædictis præſtationibus, & omnia damna, quæ ſuſtinuerunt ab illis de civitate poſtquam ſe hoſtagio noſtro..... & pecunia, ſi quam ipſi ſoluerunt, reſtituatur eis à communitate Avinionis.

Item præcipimus, quod illi qui fideliter dicuntur Eccleſiæ adhæſiſſe, ſint immunes à præſtatione ſex millium marcarum prædictarum, & quòd eorum domus non diruantur.

Item præcipimus, quòd decimæ ab Avenionenſibus integræ perſolvantur, de quibus ſic duximus ordinandum. Quòd de ipſa totali decima (deductis primò octoginta libris turonen. de quibus fiat beneficium aſſignandum magiſtro theologo annuatim, qui legat apud Aven. in theologica facultate) reſiduum in quatuor partes dividatur, quarum duæ partes aſſignentur epiſcopo Avinionis; una de quatuor canonicis; & alia quarta parocchialibus præſbyteris civitatis: ita tamen quòd epiſcopus teneatur in pane & vino, & aliis neceſſariis, quæ ad eſum pertinent, duodecim ſcholaribus pauperibus

ibidem in theologia ſtudentibus providere. De portionibus verò canonicorum & aliorum preſbyterorum eorumdem, deducantur triginta libræ Turonen. de quibus ſervitoribus non canonicis eccleſiæ, qui ad divinum officium frequentent, debeat, (juxtà ordinationem ejuſdem epiſcopi) provideri. Salvo tamen quòd nobis, vel domino Papæ, vel alio apoſtolicæ ſedis legato, qui pro tempore fuerit, liceat de prædictis decimis (ſi placuerit) aliter ordinare.

Iſta præcepta facio, ſalvis aliis omnibus mandatis noſtris, quæ nos ad hæc facere volumus, retenta nihilominùs poteſtate plenariè (ſicut ſuperiùs dictum eſt) addendi, diminuendi, mutandi, interpretandi, & præcipiendi omnia alia, quæ viderimus expedire; & pro his & aliis mandatis noſtris firmiter obſervandis ducentos obſides obtinebimus, & aliæ ſecuritates dabuntur nobis; ſicut viderimus expedire. Datum Pariſiis 2 nonas januarii, anno 1226.

N.° 6.

Lettres d'inveſtiture de l'empereur Frideric II, en faveur de Raymond Bérenger, comte de Provence. 1226.

1226. In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis. Fridericus ſecundus divina favente clementia imperator ſemper auguſtus, Jeruſalem & Siciliæ rex. Romani principis favor extollitur & imperialis gloriæ dignitas longè lareque rutilat & coruſcat, cum ad emeritas & illuſtres perſonas beneficia ſuæ libertatis extendit, & ſubditis ſuis jura propria conſervanda ſtatum eorum munificentiæ ſuæ donis corroborat & augmentat, præſertim quos Romano imperio conſtat ab avis & proavis fideliſſimos extitiſſe. Ea propter noverit tam præſens noſtrorum fidelium ætas quam futura poſteritas, quod Raymundus Berengarius comes & marchio Provinciæ, & comes Forcalquerii, dilectus affinis & fidelis noſter, per ſpecialem nuncium celſitudini noſtræ devotè & humiliter ſupplicavit, quatenus comiratum & marchionatum Provinciæ & comitatum Forcalquerii, ſicut prædeceſſores ſui eorum temporibus poſſederunt; nec non privilegia prædeceſſorum noſtrorum & donationes eorum anteceſſoribus

comitis ejuſdem indulta, prout in eorum privilegiis continentur, de noſtra dignaremur graria confirmare. Nos igitur attendentes devotionem ac fidem ſinceram, nec non & ardua ſervitia comitis memorati, quæ nobis & Romano imperio exhibuit & exhibet inceſſanter, ac in anteà exhibere poterit gratiora; de innata nobis liberalitate confirmamus ei & hæredibus ejus in perpetuum comitatum & marchionatum Provinciæ, & comitatum Forcalquerii cum pertinentiis ſuis, quemadmodum parentes & prædeceſſores ſui tenuiſſe & poſſediſſe noſcuntur : ſi quæ vero de tenimentis & juribus eorumdem comitatum per dolum aut potentiam alicujus univerſitatis, vel cujuſlibet privatæ perſonæ noſcuntur fuiſſe ſubtracta, ad revocationem ipſorum damus eidem comiti plenariam poteſtatem : confirmamus inſuper ei & hæredibus ejus omnia privilegia anteceſſoribus ſuis à claræ memoriæ Romanorum principibus prædeceſſoribus noſtris indulta, nec non conceſſiones & donationes factas anteceſſoribus ſuis à prædictis prædeceſſoribus noſtris, infra terminos vel in confinibus prædictorum comitatuum, prout in privilegiis conceſſionum & donationum indè ſibi factis pleniùs continetur : ſtatuentes & præſenti prohibentes edicto quatenus nullus princeps, dux, marchio, comes, poteſtas, rector, conſul, nullaque publica vel privata per-

ſona alta vel humilis, eccleſiaſtica vel mundana; eumdem comitem, vel hæredes ipſius contra præſentis confirmationis noſtræ paginam turbare vel moleſtare præſumat, quod qui præſumpſerit, pœnam mille marcharum argenti ſe noverit manſuram, quarum medietas curiæ noſtræ & reliqua comiti Provinciæ injuriam patienti ſolvetur. Ad hujus itaque confirmationis memoriam & robur perpetuum valiturum, præſens privilegium fieri fecimus & bulla aurea typario noſtræ majeſtatis impreſſa juſſimus inſigniti. Teſtes autem *hujus* rei ſunt ii, videlicet Regienſis archiep. Julianus Mazarienſis & Joannes Bajovenſis epiſcopi & R. dux Spoletti, Siniffet comes Viannenſis, Ribous de principatu imperialis aulæ Mareſcallus, Ricons camerarius, & plures alii qui interfuerunt. Signum domini Friderici ſecundi, Dei gratiâ invictiſſimi Romanorum imperatoris ſemper auguſti, Jeruſalem & Siciliæ regis. Acta ſunt hæc anno Dominicæ incarnationis milleſ. ducenteſ. vigeſ. ſexto, menſe octobris, decimæ quintæ indictionis, imperante domino noſtro Friderico Dei gratiâ invictiſſimo Romanorum imperatore ſemper auguſto, Jeruſalem & Siciliæ rege, anno ejus imperii ſexto, regni verò Jeruſalem primo, regni autem Siciliæ vigeſimo-nono, fœliciter, amen. Datum in Fogia, anno, menſe & indictione præſcriptis.

N.° 7.

Excuſes faites par le pape Grégoire IX. au roi S. Louis, à la reine Blanche ſa mere, & au comte Raymond de Toulouſe, de ce qu'il ne lui pouvoit encore faire reſtitution de la comté de Venaiſſin. 1230.

GREGORIUS epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, chariſſimo in Chriſto filio Ludovico, regi Francorum illuſtriſſimo ſalutem, & apoſtolicam benedictionem: Litteras quas pro dilecto filio nobili viro comite Tholoſano ſuper terra quam Romana Eccleſia citra Rodanum ad manus ſuas retinuit, regalis nobis excellentia deſtinavit, ſolitæ benignitatis affectu recepimus, & quæ continebatur in eis intelleximus diligenter. Sanè illius teſtimonium invocamus, qui teſtis eſt in cœlo fidelis, quod licet Eccleſia Romana prædictam terram in qua infinitis & expenſis innumeris multorum ſanguine hactenus extitit laboratum, ad manus ſuas duxerit retinendam, ne reprobis repetentibus, vel irruentibus, in eadem fieret durior poſt proſperitatem adverſitas; *non tamen intendimus terram illam propriis uſibus ap-* 1230.

plicare, non in ea privatum profecuti fuimus intereſſe, *nullam in retentione ipſius utilitatem quæſivimus temporalem*, cum ſit negotium pacis & fidei Dei ſit cauſa quam agimus, & ſpirituale dumtaxat in hoc commodum attendamus. Sed cum illiùs terræ converſio ad Dominum ſit adhuc recens, & tenera, quod ex mutatione ſubita facilè poſſet incurrere recidivum & recidivi langores interdum eſſe ſoleant prioribus graviores, accurata ſollicitudine eſt præcavendum, ne morbus qui tam graviter Chriſti maculavit Eccleſiam, iterum, poſtquam curatus eſt in ipſius poſſit refluere corruptelam. Quantum claræ memoriæ Ludovicus, rex Franciæ, patet in præmiſſo negotio laboravit, ad cujus proſecutionem de ſuis liberaliter contulit, & tandem liberaliùs ſe adjecit jure, vitam offerens vivere in Chriſto poſt mortem! quot incliti in proſecutione ipſius negocii de regno Franciæ ceciderunt; quanto ſudore laboratum eſt, & quanto labore ſudatum, ut terra illa converſa in ſalſuginem à malitia inhabitantium in ea, bellis attrita continuis, & hæretica pravitate & erroribus involuta, ab hujuſmodi reſpirat anguſtiis, & contagiis purgaretur: quanta ſtrages populi chriſtiani, quot animarum pericula, eccleſiarum deſtructio, religioſorum locorum excidium, damna rerum & expenſarum diſpendia occaſione præfati negotii peccatis exigentibus ſunt ſecuta, & utinam

eſſet adhuc dictum negotium à Domino ſolidatum, quod ex nulla parte ſtatus ejus pœnitus fluctuaret. Numquid non gubernandi cautela, opus eſt ne tot impenſa perdantur? Numquid non nobis, ſi quid indè ſiniſtri, quod abſit, accideret, poſſet non immeritò imputari? numquid formidare non immeritò poſſumus præteritis futura pericula graviora? & ideò quantumcumque dictum comitem ſicut ſpecialem apoſtolicæ ſedis filium ſincera diligamus in Domino caritate, & ad incrementum, & exaltationem ipſius libenter, ſi per eum non ſteterit aſpiremus, paternæ in eum ſollicitudinis gerentes affectum, expedit tamen ut non in tanto negotio non niſi circumſpecta deliberatione præhabita procedatur. Verum quia quid ſuper iis magis expediat negocio memorato fieri non potuit plena fides, venerabili fratri noſtro epiſcopo Tornacenſi, apoſtolicæ ſedis legato, noſtris damus litteris in mandatis, ut vocatis archiepiſcopis, epiſcopis, abbatibus & aliis eccleſiarum prælatis qui in ſua regione conſiſtunt, & cum eis ſuper præmiſſis & eorum circumſtantiis univerſis deliberatione habita diligenti, conſilium quod ſuper iis datum fuerit nobis ſtudeat ſuis litteris fideliter intimare, ut procedamus exindè ut ſecundùm Dominum videbimus melius expedire. Ipſius itaque habita reſponſione legati, ſic Deo propitio in præmiſſo negotio procedemus,

nihil de contingentibus obmittendo quod Deo pro poſſe ſatisfaciemus & homini ac tuæ ſerenitati gratum eſſe poterit, & acceptum. Datum Reatæ 4 non. martii, pontificatûs noſtri anno quinto.

N.° 8.

Excuſes du pape Grégoire IX. envers le comte Raymond de Toulouſe, ſur la reſtitution de la comté de Venaiſſin, &c. 1233.

1233. GREGORIUS epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, dilecto filio nobili viro comiti Toloſano, ſalutem & apoſtolicam benedictionem: Reputantes Eccleſiæ Romanæ te ſpecialem filium & devotum, ac ad perſonam tuam affectum petitionibus tuis benignum aſſenſum quantum cum Deo poſſumus, impertimur, undè ſi quando preces tuas non admittimus, credere potes & debes rationabilem cauſam ſupereſſe propter quam à pietate paternâ quod filius poſtulat devotio non impletur. Cum itaque in terrâ Venaiſſein pro quâ tibi reſtituenda, nobis per litteras & nuntios ſupplicaſti, *multi ſe jus habere proponant*, & nos ex officii noſtri debito teneamur cuilibet ſuam juſtitiam conſervare, ad præſens ſuper hoc

hoc deliberare nequivimus, nec tibi certum aliquid reſpondere : verum nos ei qui tibi contra pravitatem hæreticam fidei ſuæ fervorem inſpiravit & zelum, laudes & gratias exhibentes, & tuæ commodantes ſinceritatis affectum, nobilitatem tuam monemus & hortamur attentè, ac tibi conſulimus quatenus id indefeſſo proſequens ſtudio pietatis pro exaltatione puritatis catholicæ ſis ſicut laudabiliter incepiſti ſollicitus in Romanæ Eccleſiæ dilectione immobiliter perſeverans. Nos & quò devotionis continuatio à te amplius reddit favorabilem, & acceptum, eò magis in his quæ cum noſtra poſſumus honeſtate, parati ſumus, favorem tibi & benevolentiam exhibere. Datum Laterani 14 januarii, pontificatûs noſtri anno quinto.

N.° 9.

Défenſe faite par l'empereur Fréderic II, au comte de Toulouſe d'aliéner les terres du Comtat. 1233.

FRIDERICUS D. G. Romanorum imperator ſemper auguſtus & rex Siciliæ, Raimondo, comiti Toloſano, duci Narbonæ, & marchioni Provinciæ, fideli ſuo gratiam ſuam & bonam voluntatem. In- 1233.

tellexit ſerenitas noſtra quod terras prædeceſſoribus tuis & tibi à nobis & imperio feudatas alienare, vendere & donare pro velle tuo præſumis in tui & noſtri præjudicium & gravamen. Cum igitur iſtud non debeamus æquanimiter ſuſtinere, fidelitati tuæ firmiter præcipiendo mandamus, quatenus quæcumque de prædictis terris tuis feudaliter dudum conceſſeras vel alienaveras, inregre ſtudeas ad manus noſtras revocare, nec de cætero aliquid abſque conſenſu noſtro & imperii donare ſeu alienare præſumas. Datum Panormi ultima Martii.

N.° 10.

L'empereur Fréderic II inveſtit le comte de Toulouſe de la terre Venaiſſine. 1235.

1235. J. N. S. & J. T. Fridericus II, divina favente clementia Romanorum imp. S. A. Jeruſalem & Siciliæ rex. Imperialis excellentiæ ſolium tunc augetur, cum retinendo quæ donat, & donando quæ retinet, vel ſubjectorum, devota obſequia remunerat, aut aliquorum devotionem munificentia liberalitatis acquirit. Hac igitur conſideratione commoti, illuſtris viri, dilecti affinis fidelis noſtri Raimundi, comitis Toloſani, fide & devotione penſatis, receptis ab

eo pro parte imperii fidelitatis & homagii juramento, de munificentia gratiæ noſtræ qua benemeritos & devotos noſtros benigne conſuevimus prævenire, donamus & concedimus, & in perpetuum confirmamus ſibi & hæredibus ſuis terram *Veneſin*, & totam aliam terram quam in imperio ſive in regno Arelatenſi, Viennenſi, ipſe vel anteceſſores ſui ab imperio habere & tenere conſueverunt, videlicet civitates, caſtra, villas cum plena juriſdictione, omnibus feudis & ſolitis pedigiis, uſaticis, & ſaunariis in idiomate ipſo, quæ bacinæ ſalinæ dicuntur, & cum omnibus aliis juſtitiis, juribus & pertinentiis ejuſdem terræ: reſtituentes eundem comitem in priſtinam dignitatem marchionatus Provinciæ quam anteceſſores ſui ſimiliter habuerunt: ſtatuentes & imperiali edicto firmiter injungentes, ut nulla omnino perſona alta vel humilis, eccleſiaſtica vel ſecularis dictum comitem, vel hæredes ſuos de prædictis omnibus ſub pœna mille librarum auri puri impedire ſeu moleſtare præſumat: medietatem cujus cameræ noſtræ & aliam medietatem paſſis injuriam perſolvendam decrevimus, ab eo vel ab his qui contra hujuſmodi majeſtatis noſtræ edictum fuerint auſu temerario præſumptores. Ut autem hæc noſtra defenſio, conceſſio & confirmatio robur obtineat perpetuæ firmitatis, ad futuram memoriam præſens privilegium fieri & bulla

aurea typhario noſtræ majeſtatis juſſimus inſigniri. Acta ſunt hæc ann. Dom. Incarnat. M. CC. XXXV, menſe decembre nonæ indictionis, &c. Datum Hagenoæ.

N.° 11.

Fréderic II donne & tranſmet les vaſſaux qu'il a au comté de Venaiſſin, à Raimond, comte de Toulouſe. 1235.

1235. FRIDERICUS II, divinâ favente clementia Romanorum imperator ſemper auguſtus, Jeruſalem & Siciliæ rex. Si dilectorum fidelium noſtrorum ſupplicationes & eos præcipuè quos & gratæ devotionis affectus, & ſervitia gratioſa in conſpectu noſtræ celſitudinis recommendant, admittimus liberaliter & clementer, & noſtris & imperii utilitatibus conſultius providemus, &c. attendentes ſinceram & puram devotionem, quam Raimundus illuſtris comes Toloſanus, dilectus affinis & fidelis noſter, erga excellentiam noſtram habuit: nec non grata ſatis & accepta ſervitia, quæ nobis & imperio devotè præſtitit hactenus & præſtare poterit in antea gratiora: munificentiæ noſtræ gratia, qua benè meritos fideles noſtros benignè & favorabiliter conſuevimus

prævenire, donamus & concedimus ſibi & hæredibus ſuis perpetuò in vaſſalos, dominos villæ Inſulæ, civitatis Carpentoract. Caſtri de Interaquis, villæ Cadaroſſæ, caſtri de Mometamiis, caſtri Petræ latæ, & caſtri de Intercallis, & ut in eis plenam juriſdictionem debeat exercere, quod ipſi & hæredibus ſuis duximus de noſtra gratia concedendum. Mandantes ut, tam ipſi domini dictorum locorum, quam hæredes ſui nominato comiti & hæredibus ſuis, tanquam dominis eorum, & in omnibus de cætero reſpondeant & intendant, ſalvo dominio, & jure noſtro, & imperii principali. Statuimus igitur, & præſentis privilegii authoritate mandamus, quatenus nulla perſona, alta vel humilis, eccleſiaſtica vel mundana dictum comitem, vel hæredes ſuos, contra hujus privilegii tenorem auſu temerario ſupet prædicta impetere vel gravare præſumat; quod qui præſumpſerit, centum librarum auri puri pœna plectatur, medietate cameræ noſtræ, & reliqua medietate paſſis injuriam perſolvenda; ad hujus authenticæ donationis & conceſſionis noſtræ memoriam & robur perpetuo valiturum, præſens privilegium indè fieri & majeſtatis noſtræ ſigillo juſſimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt Treviren. archiep. epiſcop. Vivarien. dux Babariæ Palatinus comes Reni, dux Lotharingiæ, dux Barbantiæ, dux Limburg. marchio de Baden, Burgravius, A. de Picta-

via comes Valentinus, D. de Barchargus, B. de Aicara, V. de Bavaſca, Guillelmus de Nonis, aliique plures. Acta ſunt hæc anno ab incarnat. Domini M. CC. XXXV. menſe decembris nonæ indict. imperante domino Friderico II, Dei gratia, Romanor. imperatore ſemper auguſt. Jeruſalem & Sic. rege, imperio ejus anno decimo ſeptimo, regni Jeruſalem XI. regni vero Siciliæ trigeſ. ſept. fœliciter, Amen. Datum apud Hageno anno, menſe & indictione prædictis.

N.° 12.

L'empereur Frideric II commande à ſes vaſſaux du comté de Venaiſſin d'obéir au comte de Toulouſe. 1235.

1235. FRIDERICUS II, Dei gratia, Romanorum imperator ſemper auguſtus, Jeruſalem & Siciliæ rex. Dominis villæ Inſulæ, civitatis Carpentoractenſis, caſtri de Interaquis, villæ Cadaroſſæ, caſtri de Mometamiis, caſtri Petræ-Latæ, & caſtri de Intercallis præſentes litteras inſpecturis, fidelibus ſuis gratiam ſuam & bonam voluntatem. Notum facimus fidelitati veſtræ, quatenus nos, pro gratis & acceptis ſervitiis, quæ Raimundus comes Tolo-

ſanus dilectus affinis, & fidelis noſter nobis, & imperio devotè hactenus exhibuit, & exhibere poteris in futurum, vos ipſi comiti, & hæredibus ſuis perpetuò conceſſimus, de noſtra gratia in vaſallos, ſalvo dominio, & jure ſuo, & imperii principali, juxtà quod in privilegio noſtro indè ſibi indulto apertius continetur. Quare fidelitati veſtræ firmiter præcipiendo mandamus, quatenus dicto comiti dilecto fideli noſtro juramenta præſtetis ipſi, tanquam domino veſtro ad honorem, & fidelitatem noſtram, & imperii de cætero intendentes. Datum Hagen. ultimo die decembris indict. nona.

N.° 13.

Raimond, comte de Toulouſe, fait des actions de ſouveraineté au comté de Venaiſſin. 1237.

Anno Domini milleſ. ducent. trigeſimo-ſeptimo, ſcilicet prid. cal. auguſti, regnante domino Friderico ſedis Romanæ imperatore. Nos Raimundus Dei gratia comes Toloſæ, marchio Provinciæ, donamus & concedimus vobis omnibus probis hominibus Inſulæ, & veſtris ſucceſſoribus in perpetuum, libertatem ſeu libertates, quod aliquo tem- 1237.

pore non detis, vel dare teneamini aliquam leſdam ſive leſdas, pedagium ſive pedagia in dicta villa Inſulæ, vel extra, ſeu in aliquo alio loco terræ noſtræ, quem modo habemus & habebimus in futurum. Et vos & omnes ſucceſſores veſtros, ab omnibus queſtis, collectis & albergis, & ab omni jugo ſervitutis abſolvimus & relaxamus; ſalvis tamen cavalcatis, quas hactenns in dicta villa Inſulæ, & ſalva juriſdictione, & dominatione quam habemus in indicta villa inſulæ. Acta ſunt hæc inſtari quondam Guillelmi Laugerii. Teſtes fuerunt dominus Antonius Augerius, cancellarius dicti domini comitis; & dominus Petrus Aſtoandus judex, Raimundus de Auriolo, vicarius, Martinus Compater, Laucardus Cortezonus, Petrus Mercaderius, Gibelinus Compater & multi alii: & ego Hugo Fremerius, notarius publicus huic facto interfui, & hanc cartam ſcripſi, ſignavi, bullavi mandato partis utriuſque & aſſenſu.

N.° 14.

Promeſſe de R. Bérenger, comte & marquis de Provence & de Forcalquier, de ſervir le pape, avec nombre de gens de guerre, quand il aura compoſé le différend qu'il avoit avec le comte de Toulouſe pour les terres qu'il poſſédoit, ſavoir, Marſeille & Venaiſſin. 1239.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti. Amen. 1239.
Anno nativitatis ejuſdem 1239, pontificatûs domini Gregorii papæ IX, anno 13, indict. xij, iiij.° id. novembris, in præſentia mei Philippi Scriniarii, & teſtium ſubſcriptorum, nobilis vir R. Berengarius, comes & marchio Provinciæ & comes Forcalquerii, non vi coactus, nec dolo inductus; ſed propria & ſpontanea bona voluntate, per ſolemnem ſtipulationem promiſit venerabili patri J. Prænestino epiſcopo apoſtolicæ ſedis legato recipienti vice & nomine domini Papæ, & Romanæ eccleſiæ, quod ipſe ibit ad ſervitium eccleſiæ, cum quadraginta militibus & decem baliſtariis propriis expenſis ad mandatum ſummi pontificis

vel ecclesiæ Romanæ in Lombardiam seu Italiam vel regnum Apuliæ, quorum militum quislibet habebit quinque equitaturas ad minus & quilibet balistariorum quatuor; sedatis discordiis inter ipsum ex unâ parte; & *comitem Tolosanum*, ex alterâ pro se, & terris quas possidet, inter quas intelligimus *Marsiliam* & *VENISSIN*. Si verò Avinionenses, cum comite Berardo, vel alio, loco ejus nuntio Federici dicti imperatoris tantam ei moverent guerram quod videretur periculosum exire terram suam, non teneatur ire in propria persona, sed mittet prædicto modo viginti milites, & decem balistarios; quod si civitas Avinionensis sine nuntio imperatoris moveret ei guerram, mittet quadraginta milites & decem balistarios, ut suprà dictum est, & si commodè poterit ibit cum eis, & erunt una vice tantùm sex mensibus in expeditione, quandò ibit ipse in propria persona, vel quandò mittet non computato tempore quo ibunt & redibunt; & est sciendum quod sive dictus comes vadat in propria persona, sive mittat ut prædictum est habebit tres menses computandos à die quâ fuerit requisitus à domino Papa vel Ecclesia ad parandum se infrà quos arripient iter & bona fide prosequentur. Actum Aquis, præsentibus his testibus, videlicet, magistro Hœur archipresbytero Bononiensi, magistro Tedaldo dicto

vice-comite, magiſtro Paulo de Sancto-Helia, & magiſtro Cardone capellanis venerabilis patris J. Prænestini epiſcopi ſupradicti, teſtibus Romeo Bajulo prædicti comitis Provinciæ, teſtibus Guidone de Soleriis Barcolen. præpoſito teſtium, & Anſelino Ferri milite Maſſilienſe, & ego Philippus Dei gratiâ ſancti imperii Scriniarius qui à prædictis interfui hoc inſtrumentum de utriuſque partis conſenſu ſcripſi & in plenam formam redegi & rogatus.

Extractum ab originali inſtrumento conſervato in turri theſauri domini noſtri regis in comitatu ſuo Provinciæ & Forcalquerii, & cum eodem debitè collationatum per me ſecretarium rationalem & archivarium regium ſubſignatum ex ordine magnificorum dominorum cameræ computatorum dicti domini noſtri regis. *Signé* BOISSON.

N.° 15.

Réponſe faite au nom du roi Philippe-le-Bel à la bulle du pape Boniface VIII. 1296.

ANTEQUAM eſſent clerici, rex Franciæ habebat 1296.
cuſtodiam regni ſui, & poterat ſtatuta facere,

quibus ab inimicorum inſidiis & nocumentis ſibi & regno præcaveret, & per quæ inimicis ſubtraheret omnimoda ſubſidia, quibus ipſum & regnum poſſent gravius impugnare. Hac de cauſa dominus rex, qui nunc eſt, equos, arma, pecunias, & ſimilia generali edicto prohibuit extrahi de regno ſuo, ne forſitan talia per malignorum fraudulentiam ad manus inimicorum in domini regis & regni præjudicium devenirent : nec hoc ſimpliciter prohibuit, ſed adjecit, hoc non debere fieri abſque ejus licentia ſpeciali, ſuper hoc habens rectam intentionem, quod quando ſibi conſtaret pro certo, quod talia ſic ab ipſo prohibita eſſent bona clericorum, & quod extrahi de regno, ſibi & regno non obeſſent nec inimicis prodeſſent, nulli ſic petenti, & præmiſſa probanti, licentiam denegaret. Et videtur ſatis mirabile, quod cariſſimus filius papæ, (rex Angliæ) non ſolum clericorum bona, ſed etiam perſonas detinet violenter, nec propter hoc dominus papa ipſum denunciat ſententiam excommunicationis incurriſſe. Sancta mater Eccleſia, ſponſa Chriſti non ſolum eſt ex clericis ſed etiam ex laicis : imò ſacrâ teſtante ſcripturâ, ſicut eſt unus Dominus, una fides, unum baptiſma, ſic à primo juſto uſque ad ultimum ex omnibus Chriſti fidelibus, una eſt eccleſia ipſi Chriſto, cœleſti ſponſo, annulo fidei deſponſata,

quam ipſe à ſervitute & jugo veteris legis, ac dominio hoſtis antiqui, per mortem ſuam miſericorditer liberavit : quâ libertate gaudere voluit omnes illos, tam laicos quàm clericos, quibus dedit poteſtatem filios Dei fieri, iis videlicer qui credunt in nomine ejus & ſuſceperunt chriſtianæ fidei ſacramenta. Nunquid ſolum pro clericis, Chriſtus mortuus eſt & reſurrexit ? abſit. Nunquid eſt perſonarum acceptio apud dominum, ut ſolum clerici in hoc mundo gratiam, & in futuro gloriam conſequantur ? abſit. Sed per indifferentiam, omni credenti, operanti bonum, per fidem & dilectionem æternæ retributionis præmium repromiſit : & quia clerici in eccleſiâ, ut patet per prædicta, ſunt & merito & numero potiores, non debent, nec poſſunt niſi forſitan per abuſum, ſibi appropriare, quaſi alios excludendo, eccleſiaſticam libertatem, loquendo de libertate, qua Chriſtus nos ſua gratia liberavit : multæ verò ſunt libertates ſingulares, non univerſalis eccleſiæ, ſponſæ Chriſti, ſed ſolum ejus miniſtrorum, qui cultui divino ad ædificationem populi ſunt & eſſe debent ſpiritualius deputati, quæ pridem libertates per ſtatuta Rom. pontificum de benignitate, vel ſaltem permiſſione principum ſæcularium, ſunt conceſſa ; quæ quidem libertates ſic conceſſæ vel permiſſæ ipſis regibus regnorum ſuorum gubernationem ac

defenſionem auferre non poſſunt ; nec ea quæ dictæ gubernationi & defenſioni neceſſaria, ſeu expedientia, ex deliberato bonorum ac prudentium conſilio, judicantur : dicente domino pontificibus templi, reddite ergo quæ ſunt Cæſaris Cæſari, & quæ ſunt Dei Deo. Et quia turpis eſt pars, quæ ſuo non congruit univerſo, & membrum inutile, & quaſi paralyticum, quod corpori ſuo ſubſidium ferre recuſat : quicumque ſive clerici, ſive laici, ſive nobiles, ſive ignobiles, qui capiti ſuo, vel corpori, hoc eſt domino regi & regno, imò etiam ſibimet, auxilium ferre recuſant, ſemetipſos, partes incongruas & membra inutilia & quaſi patalytica eſſe demonſtrant : undè ſi à talibus pro rata ſua ſubventionum auxilia requiruntur, non exactiones, vel extorſiones, vel gravamina dici debent : ſed potius capiti, & corpori & membris, debita ſubſidia ; ſed & pro defenſoribus & pugilibus ipſorum quibus non licet, vel qui non poſſunt pugnare per ſe ipſos ſtipendia præparata. Nemo ſi quidem tenetur pro aliis propriis ſtipendiis militare : & quod ſi inimicorum rabies invaleſceret contra regnum, conſtat quod bona clericorum penitùs diſſiparentur ; quare, multò plus aliis indigent ab hoſtili impugnatione defendi : ideòque in naturalis juris injuriam eſſe videtur, prohibere cuicumque ſervo, vel libero,

vel clerico, vel laico, nobili vel ignobili, clypeum defenſionis objicere contrà hoſtilem gladium, aut ſtipendia ſolvere defenſori. Nonne merito Deus tales tradidit in reprobum ſenſum, qui jus naturale & antiquum nituntur ſubvertere, pro ſuæ libito voluntatis? & quis ſapiens & intelligens hæc, non incidit in vehementem ſtuporem, audiens vicarium Jeſu Chriſti prohibentem tributum dari Cæſari, & ſub anathemate fulminantem, ne clerici contrà iniquæ & injuſtæ perſecutionis incurſus, domino regi & regno, imò ſibimetipſis, prorata ſua, manum porrigant adjutricem? Date verò hiſtrionibus, & amicis carnalibus, & neglectis pauperibus expenſas facere ſuperfluas in robis, equitativis, comitativis, comeſſationibus, & aliis pompis ſæcularibus, permittitur eiſdem, imò conceditur, ad pernicioſæ imitationis exemplum. Hoc enim natura & ratio, jus divinum & humanum pariter deteſtantur ad illicita fræna laxare, & licita, imò neceſſaria cohibere: quis enim ſanæ mentis judicaret licitum & honeſtum ſub anathemate cohibere, ne clerici, ex devotione principum incraſſati, pro modulo ſuo eiſdem principibus aſſiſtant, contrà ingruentes injuſtarum perſecutionum adverſitates quocumque colore excogitato, doni vel mutui, vel ſubventionis, pro ſe ipſis, pro rege & regno pugnantibus & reſiſtentibus inimicis vi

armorum, alimenta præbendo, vel ſtipendia perſolvendo? Non enim prudenter attendunt, qui talia prohibent, vel renuunt, quod hoc nihil aliud eſt, quàm inimicos juvare & crimen læſæ majeſtatis incurrere, & quaſi velle prodere ipſum reipublicæ defenſorem: ad quod crimen puniendum intendimus plus ſolito volente Deo oculos aperire. Deum ſi quidem fide & devotione colimus, & eccleſiam catholicam ac miniſtros ejus multipliciter veneramur in terris, ſicut & omnes patres noſtri: ſed hominum minas minus rationabiles, & injuſtas, minimè reformidamus: nam coràm Deo, faciente ejus clementiâ, ſemper juſtitia invenietur in nobis. Nonne rex Angliæ quondam homo noſter ligius vocatus ad judicium coràm nobis, cùm omni ſolemnitate, quâ decuit, ad imperium domini ſui venire contempſit? Quatè neceſſe habuimus terras, quas à nobis tenebat, ad manum noſtram trahere, judicio & juſtitiâ mediante, cujus occaſione dictus rex Angliæ homagio & fidelitati, quibus nobis adſtringebatur ratione terrarum quas à nobis tenebat in feudum, renunciavit expreſsè, & poſteà contrà nos inſurgens crudeliter prædictas terras niſus eſt ſibi adquirere non tàm vi armorum, quàm dolo; viâ juſtitiæ, & rationis, & conſuetudinis approbatæ penitus prætermiſſa. Quis rex, quiſve princeps

terras

terras feodales ſic à vaſſallo ſuo dimiſſas, & tàm multipliciter forefactas, ad ſe non traheret & non defenderet tanquàm ſuas? Nec ſuper hoc debetur ab aliquo increpari, ſed potius de contrario reprehendi : & regi Theutoniæ quid potuit, vel debuit plus offerri, quod eſſet rationis & pacis, quam quod quatuor viri eligerentur idonei, duo pro nobis & duo pro ipſo, qui de limitibus regni & imperii cognoſcerent & tractarent, & quicquid ſuper hoc ordinarent, ipſi poſſent eligere quintum, qui eorum diſcordiam ad concordiam revocaret? & ſi dictus rex Theutoniæ de comitatu Burgundiæ conqueratur, ſua querimonia nullâ ratione fulcitur. Nam notorium eſt omnibus, quod poſt guerram apertam & diffidationem ſuperbam, à dicto rege nobis factam, dictum comitatum nobis duximus acquirendum. Nam in diffidatione ſuâ contrà nos graviora facere minabatur, & jam forſitan feciſſet, ſi ad hæc ſibi ſe obtuliſſet facultas. Nonne ſanctæ matri eccleſiæ nos, & anteceſſores noſtri, multa grata ſervitia ab antiquo & immenſa beneficia obtulimus, quibus miniſtri ejuſdem multò pinguius & glorioſius, quàm in aliis regnis temporalibus exaltantur? Super quo velit Deus, quod ingratitudinis vitium non incurrant : non enim debent debitas ſubventiones negare, ſed ultrò quicquid habent offerre ; præſertim cùm videant manifeſtè,

quod prædicti reges injuſtè & ſine causâ rationabilii nos impugnant. Quare modo non fuiſſemus ab eccleſiâ amplioribus injuriis provocandi, ſed potius ab eâ tanquàm à piâ matre fovendi & placandi, & à malis imminentibus efficaciter conſolandi.

N.° 16.

Contrat de mariage entre Rodolphe, duc d'Autriche, & Blanche de France. 1299.

1299. ALBERTUS Dei gratiâ Romanorum rex ſemper auguſtus, univerſis præſentes litteras inſpecturis, ſalutem. Noverit univerſitas veſtra, quod cum in prolocutione ſeu tractatu matrimonii inter illuſtrem Rudolphum ducem Auſtriæ primogenitum noſtrum cariſſimum, & dominam Blancham ſororem magnifici Philippi regis Francorum, amici noſtri cariſſimi, contrahendi inter nos & eundem regem Franciæ per ſolemnes procuratores & nuntios utriuſque actum fuerit & conventum, ac ex parte noſtra expreſsè promiſſum, quòd eidem primogenito noſtro & hæredibus ſuis ab eo deſcendentibus ducatus Auſtriæ & Stiriæ, necnon dominia Carniolæ, Marchiæ ac portus Naonis, cum omnibus aliis juribus & pertinentiis ducatus

& dominorum prædictorum, ac omnibus emolumentis, rebus & juribus quibuſcunque intra vel extra ducatum conſtitutis, quemadmodum cum ipſo ducatu ad duces Auſtriæ ſolent hactenus devenire vel quomodolibet pertinere, perpetuò & hæreditarie remanebunt.

2. Ac nihilominus ex tunc dederimus, conceſſerimus, aſſignaverimus & aſſederimus prædictæ ſorori regis Franciæ in dotalitium, ſeu donationem propter nuptias comitatum Alſatiæ & terram de Friburg. Lauſan. Dioceſ. cum omnibus juribus & pertinentiis ſuis; quorum comitatus & terræ, qui præfato duci perpetuò & hæreditariè remanebunt fidelium homagia & fidelitates ac univerſitatum & incolarum villarum inſignium juramenta præſtari faciemus, antequam matrimonium conttahatur, procuratori prædictæ ſororis regis Franciæ pro ea ſolemniter ſtipulanti eidem, quoad prædictum contractum matrimonium, quod eidem ſorori, ſi præfato duci forſitan pervivat, tanquam fideles vaſalli & ſubditi dominæ ſuæ, quoad vixerit, obedient & intendent; ac ſecundo genitum alioſque juniores liberos noſtros renunciare faciemus penitus & expreſsè cum autoritate & decreto noſtro regio & electorum principum & baronum regni Allemanniæ, & aliâ quâvis auctoritate forma & modo, de quibus dicto regi Franciæ pro plenâ

ſecuritate expediens viſum erit pro omni jure ſibi competenti vel competituro in ducatu, comitatu, terris, juribus & pertinentiis ſupradictis.

3. Et de præmiſſis omnibus & ſingulis tenendis, adimplendis & inviolabiliter obſervandis dabimus memorato regi Franciæ idoneas cautiones & ſecuritates, quæ ſibi in hac parte utiles videbuntur, ac præmiſſa omnia & ſingula per Romanorum reginam illuſtrem Eliſabeth conſortem noſtram approbari, ratificari & fieri, ac de iis ſervandis & fideliter adimplendis ipſam faciemus efficaciter obligari; ſalvo dotalitio, quod dicta Romanorum regina ad vitam ſuam habet in ducatu, terris, dominiis ſupradictis. Item placet prædicto regi Franciæ & litterarum ſuarum tenore conſentiet, quod ducatu Auſtriæ cum principatu ejuſdem præfati ducis ſuiſque hæredibus remanente, ſecundo genito aliiſque junioribus liberis noſtris præmiſſis primitus aſſentientibus, ſufficiens & competens paterna fiat proviſio de terris ſupradictis ad ducatum Auſtriæ pertinentibus, vel aliundè, ſicut melius fieri poterit, abſque ducatus Auſtriæ demembratione notabili vel enormi.

4. Cæterum cum omnium electorum principum prædictorum aſſenſus, autoritas vel decus præſtandi præmiſſis, ut ſuperius eſt expreſſum, propter quorumdam ipſorum abſentiam & alia certa im-

pedimenta commodè haberi non poſſunt, vult prædictus rex Franciæ, & ad precum noſtrarum inſtantiam conſentit & promittit bonâ fide, juravit etiam in animam ipſius regis ipſo rege præſente ſpectabilis vir Guido comes ſancti Pauli, quod tribus ex electoribus ipſis ſuam in præmiſſis autoritatem præſtantibus, & aſſenſum, propter aliorum abſentiam vel autoritatem non præſtitam in hac parte contractus matrimonii, ſupradictis aliis tamen conditionibus & conventionibus ſupradictis promiſſis, adimpletis, nullatenùs differatur, ſed bonâ fide modis omnibus conſummetur. Et promiſimus cum fide data nomine juramenti expreſsè nos curâturos & facturos, juravit etiam in animam noſtram nobilis vir Burchardus comes de Hohemberg avunculus noſter, quod alii electores principes ſupradicti ſuum congruo tempore præmiſſis aſſenſum & autoritatem præſtabunt modo & forma, de quibus pro cautione & ſecuritate ſæpè dicto regi Franciæ viſum fuerit expedire, in cujus rei teſtimonium præſentibus, &c. &c. ut ſuprà. Actum & datum nobis & præfato rege Franciæ præſentibus apud quatuor valles die martis octavâ menſis decembris, anno Domini 1299, indictione 13, regni verò noſtri anno ſecundo.

N.° 17.

Lettre envoyée par tous les barons du royaume de France au college des cardinaux, quand le roi appella contre Boniface, pape. Paris 10 *avril* 1302.

1302. A honorables peres lors chiers & anciens amis, tout le collige, & à chacun des cardinaux de la ſainte égliſe de Rome, li duc, li comte, li baron & li noble, tuit du royaume de France, ſalut & continuel accroiſſement de charité, d'amour, & de toutes bonnes aventures à leur deſir. Seignours, vos eſpiciaulement ſçavez, & ſçait chacun qui a ſain entendement, comment l'égliſe de Rome, & li royaume de France, li rois, li barons, li clergié & li peuples d'icelui royaume ont d'ancienneté & continuellement de couſtume eſté conjoints enſemble par ferme & vraie amour & charité; & les grans miſeres, les peines & les travaux que nos anteceſſours, & li pluſieurs de nous & des nôtres ont ſouffert, ſouffrent & ſouffreront tousjours en l'honneur de celuy qui pour nous ſouffrit paſſion & mott, pour ſouſtenir & eſſaucier (exhauſſer) la loy & la foy chreſtienne

& ſainte égliſe, pour laquelle pluſieurs d'eux ont maintesfois ſouffert moult de griefves peines & travaux, & eſté pris & naturés à mort, & les grans cures que la divine égliſe a miſes pour le bon eſtat du royaume. Et pour ce que trop griefve choſe ſeroit à nous, ſe celle vraye unité qui ſi longuement a duré entre nous, ſe demenuiſoit & defailloit maintenant par la male voulenté & par l'ennemitié longuement nourrie ſoubs l'ombre d'amitié, & par les torcionneres & defrenables entrepriſes de celuy qui en preſent eſt au ſiege du gouvernement de l'égliſe; nous vous certifions par la tenour de ces lettres aucunes mauvaiſes & outrageuſes nouvelletés, que il a de nouvel entrepriſes à faire à noſtre très-chier & redouté ſoigniour Phelippe par la grace de Dieu roi de France, & à tout li royaume, leſquelles noſtre ſire li roi fit expoſer entendiblement pardevant nous & tous les prélats, les abbés & les priours, les doyens, les prevoſts, les procureurs de chapitres & des couvents, des collieges, des univerſités & des communautés des villes de ſon royaume, preſens devant luy; pour leſquiels ſe ils par ſa deſordencé volenté eſtoient pourſuivies, l'unitez & l'amitié devant dites, ſe deferoient & desjoindroient entre ladite égliſe & le roi & le royaume & nous: car nous ne le pourrions, ne le vourrions

ſouffrir en nulle maniere, pour peine, perte, ne meſchief que ſouffrir en deuſſiens, en perſonnes, en enfans, en heritages, ne en autres biens.

2. Premiers entre les autres choſes, que audit roi, noſtre ſire, furent envoyées par meſſages & par lettres, il eſt conſtant, que du royaume de France, que noſtre ſire le roi, & li habitans du royaume, ont tousjours dû eſtre ſoubjet en temporalité de Dieu tant ſeulement, ſi comme c'eſt choſe notoire à tout le monde; il en devroit eſtre ſubjet à lui temporellement & ne lui (& de lui) le devoit & doit tenir : & plus que il encores avec ce a fait appeller les prelats, les docteurs en divinité, les maiſtres en canon & en lois dudit royaume de France, pour amander & corriger les excès, les griefs, les oppreſſions & les dommages, que il dit par ſa volonté, eſtre faits par noſtre ſire li roy, par ſes miniſtres & baillifs, as prelats, as égliſes, as perſonnes des égliſes, à nous, aux univerſités, & au pueuble dudit royaume : jaçoit ce que nous, ne les univerſités, ne li pueubles dudit royaume ne requirons, ne ne voulions avoir, ne correction, ne amende ſur les choſes devant dites par lui, ne par l'authorité, ne par ſon pouvoir, ne par autre, fors que par ledit ſire noſtre le roy : & jà avoit pourveu li roy noſtre ſire à mettre remede à griefs, ſi aucun en y euſt; mais pour ce

a retardé, puiſque ces nouvelles ſont venues à lui; que il ne veur mie que il appere, que il le face par cremeur (tremeur) ou par commandement, ou par correction de luy ou d'autruy, par laquelle convocation ainſi faite li royaume demourroit en grand peril & en grand deconfort, ſe il ſe vuidoit de ſi precieux joyaux & threſors, auxquels nuls ne ſe comparent; & que l'en doit mettre avant toutes forces, & (avant) toutes armes, c'eſt à ſçavoir, le ſens des prelats & des autres ſaiges, par qui conſeil, par qui ſens, & par qui pourveance, le gouvernement du royaume eſt adreciez & maintenu, la foi eſt tenue & eſſaucicé en fermeté, il ſacremens de ſainte égliſe ſont ameniſtrés & tenus, & juſtice faite & gardée en celui royaume.

3. Pour les quieux choſes & pour autres, leſquelles trop longe choſe ſeroit à écrire, & pour ce eſpeciaulement, que cil qui à preſent ſiet ou ſiege du gouvernement de l'égliſe, a fait & fait encores chacun jour par ces ordenances de volonté, les confirmations & les collations des archeveſques & des éveſques, & des autres nobles bénéfices du royaume devant dit, & y a miſes par grandes quantités & ſommes d'argent, parquoy il les a grevées & chargées; ſi que il convient que li menus peuples, qui leur eſt ſoubgez ſoient grevez & tramonnez; car autrement ne pourroient payer les

exactions qui leur a faites par perſonnes mécogneues, & aucunes ſouſpeçonneuſes; & telles & pluſieurs, ſi comme enfans & pluſieurs autres, qui de nul bénéfice d'égliſe tenir ne ſont dignes, & qui nulle reſidence ne ſont ès égliſes où ils ont bénéfices, ne jà n'y entrerent; & ainſi les égliſes ſont defraudées de leurs ſervices, & les volontés de ceux qui les égliſes fonderent ſont anéanties; parquoy les aumônes ſont laiſſiées, pitié arriere miſe, & les bienfaits ſoubſtraits, qui aux égliſes ſouloient être faits, & les égliſes en ſont ſi abaiſſiées & décheues que à peine y a nuls qui les deſervent, ne li prelats ne poënt donner leurs bénéfices aux nobles clercs & autres bien nés & bien lettrés de leurs dioceſes, de qui anteceſſeurs les égliſes ſont fondées; parquoy malvais exemple eſt donner communement à tout le pueuble; & pour les penſions nouvelles & les ſervices outrageous & deſaccoutumés, & les exactions & extorſions elles domageuſes nouvelletez, li generaux eſtats de l'égliſe & (li eſt) du tout muez & oſtez à ſouverains prelats li puoirs de faire ce qui à eux de leur office appartient & eſt accoutumé de faire: & encore ne lui ſouffiſt ce mie, mais les collations des bénéfices, que noſtre ſire li rois & nos anteceſſeurs ont fondez, & à li & à nous appartiennent, & ont de tout temps appartenu à li & à nos

devanciers & eſt accoutumé à appartenir, il nous empêche & les veut adjouſter & traire devers li par grand convoitiſe, pour plus grans exactions & plus grans ſervices à traire à luy ; & leſquelles choſes nous ne pourrions ne vourrions ſouffrir des ores en avant en nulle maniere, pour meſchief nul qui nous puiſſe avenir : & ſe étoit ainſi que nous, ou aucuns de nous le voulſiſſent ſouffrir, ne les ſouffreroit mie li dits noſtre ſire li rois, ne li commun peuple dudit royaume.

4. Et à grand douleur, à grand meſchief nous vous faiſons à ſçavoir par la teneur de ces lettres, que ce ne ſont choſes qui plaiſient à Dieu, ne doivent plaire à nul homme de bonne volonté ; ne oncques mes (mais) telles choſes ne deſcendirent en cuer d'homme, ne ores ne furent, ne attendues advenir, fors avecques antechriſt ! & jaçoit ce que il die en ſes lettres, que ce a il fait du conſeil de ſes freres ; ſi ſçavons nous certainement, ne autre choſe ne voulons ne ne pourrions croire, que ce que nous deſplaiſe, & que à telles nouvelletés ſi grans errours, & ſi folles entrepriſes vous donniſſiés voſtre aſſentement, ne vos conſens, ne ne voulſiſſiés que cette unité, que ſi longuement & ſi fermement a duré, à li honneur de Dieu, & à l'eſſaucement de la foi chreſtienne, au grand bien & au profit & au bon eſtat de l'égliſe & du

royaume ; par la perverſe volonté, ou par la folle envezie d'un tel homme, ſe deffiſt & desjouiſiſt. Pourquoy nous vous prions & requerons tant affectueuſement, comme nous pouvons, que comme vous ſoyés établis & appellés en partie ou gouvernement de l'égliſe & chacun de vous, en cette beſoigne veilliez tel conſeil mettre & tel remede, que ce qui eſt par ſi legier & par ſi deſordeuné mouvement commancée, ſoit mis à bon point & à bon eſtat, ſi que l'amour & li tenitez qui a toujours duré entre l'égliſe & royaume puiſſe demourer & accroiſtre ; & que li griefs eſclandres, qui pour ce eſt meut & eſt appareilléz d'être ſi grans & ſi cruels, que la généralle Egliſe & toute la Chreſtienté s'en pourroit douloir à tousjours ; puiſſent par voſtre vertu, bon conſeil & par voſtre amendement ceſſier, & que l'en puiſſent entendre profitablement au ſainct voyage de oultremer, & & as autres bonnes œuvres, qui li bons chreſtiens du royaume ont accouſtumez à faire & à pourſuir, & monſtrer tel ſemblant : que li malices, qui eſt eſmeus, ſoit arrieres mis & avientis, & que de ces excés qu'il a accouſtumé à faire il ſoit chaſtiez en telle maniere, que li étars de la Chreſtienté ſoit & demeure en ſon bon point, & en ſon bon eſtat

5. Et de ces choſes nous faites à ſçavoir par le porteur de ces lettres voſtre volonté & voſtre en-

tention : car pour ce nous l'envoyons eſpeciaument à vous, & bien voulons que vous ſoyés certain, que ne pour vie, ne pour mort, nous ne departirons, ne veons à départir de ce proces ; & fauſt ores ainſi, que li rois noſtre ſire le voulſiſt bien, & pour ce que trop longue choſe, & chargeans ſeroit, ſe chacun de nous mettroit ſcel en ces préſentes lettres faites de notre commun aſſentement : nos Loys, fils de roy de France, cuens de Ereux ; Robert, cuens d'Artois ; Robert, dux de Bourgoigne ; Jean, dux de Bretaine ; Ferry, dux de Lorraine ; Jean, cuens de Hainaut & de Hollande ; Henry, cuens de Luxembourg ; Guis, cuens de S. Pol ; Jean, cuens de Dreux ; Hugues, cuens de la Marche ; Robert, cuens de Bouloigne ; Loys, cuens de Nivers & de Retel ; Jean, cuens d'Eu ; Bernard, cuens de Comminges ; Jean, cuens d'Aubmarle ; Jean, cuens de Forés ; Valeran, cuens de Perigors ; Jean, cuens de Joigny ; Jean, cuens d'Auxerre ; Aymars de Poitiers, cuens de Valentinois ; Eſtenes, cuens de Saucerri ? Renaut, cuens de Montbehart ; Enjorant, ſire de Coucy ; Godefroy de Brehan ; Raou de Clermont, conetable de France : Jean, ſire de Chaſtiau-Vilain ; Jordain, ſire de Liſſe ; Jean de Chalon, ſire de Darlay ; Guillaume de Chauvigny, ſire de Chaſtiau-Raoul ; Richars, ſire de Beavieu ; & Amaurry de Nar-

bonne, avons mis à la requeſte & en nom de nous, & pour tous les auttes, nos ſeaus en ces preſentes lettres. Donné à Paris le dixieme jour d'avril, l'an de grace mil trois cents & deux.

N.° 18.

Lettre de Charles II, comte de Provence & de Forcalquier, renouvellant & ratifiant les conventions de l'an 1251 *avec ceux d'Avignon, & enſuite Robert ſon fils confirme ladite ratification de ſon pere.* 1310.

1310. ROBERTUS Dei gratia rex Hieruſalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ, & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comes univerſis præſentes litteras inſpecturis tam præſentibus quàm futuris. Licet adjectione plenitudo non egeat, nec firmitatem exigat quod eſt firmum, confirmatur tamen interdum quod robur obtinet, ut confirmantis ſincera benignitas clareat vel ut ſuffragium cautelæ abundantioris accedat. Sanè pro parte univerſorum hominum civitatis Avinionenſis fidelium noſtrorum quædam noſtro conſpectui præſentatæ ſunt litteræ continentiæ ſubannexæ : Caro-

lus ſecundus Dei gratia rex Hieruſalem & Siciliæ ducatus Apuliæ, & principatus Capuæ provinciæ, & Forcalquerii comes univerſis præſentes litteras inſpecturis. Currentis ævi ſpatia, &c. Sanè conventiones jam longiſſimo tempore initas inter claræ memoriæ dominos, Carolum patrem, & Alphonſum Pictaviæ & Tholoſæ comitem ac marchionem Provinciæ patruum noſtrum ex parte una, & civitatem & cives Avinionis fideles noſtros ex altera, ut ipſorum veritas oblivionis detrimenta non ſentiat ſucceſſura declaratione pro ipſorum noſtrorum fidelium commodo præſentibus providimus explicandas, quarum tenor de verbo ad verbum inferius annotatur : Anno ab incarnatione Domini milleſimo ducenteſimo quinquageſimo primo ſcilicet nonis maii regnante Ludovico rege Francorum. Notum ſit omnibus quod cum longa fuiſſet diſſentio, & diſcordia inter viros illuſtres & nobiliſſimos dominos Alphonſum Dei gratia Pictaviæ & Tholoſæ comitem & marchionem Provinciæ, & Carolum eumdem Andegaviæ & Provinciæ comitem Forcalquerii ex parte unâ, & communitatem; & cives Avinionenſes ex alterâ. Tandem cives civitatis ejuſdem ad cor provida conſideratione reverſi liquido cognoſcentes ſe inconſulte eiſdem comitibus, & eorum loca tenentibus contra juſtitiam reſtitiſſe, & eorumdem gratiam obtinere

ſummopere cupientes ad ipſorum præſentiam ſolemnes neutros procuratores ſindicos & actores tam milites quàm probos homines civitatis ejuſdem communi & deliberato conſilio deſtinarunt, &c. Datum Taraſconi anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo primo, die vigeſimo nono januarii, quartæ indictionis regnorum noſtrorum anno ſeptimo. Itaque pro prefatis hominibus fuit culmini noſtro ſuplicatum attentius, ut eiſdem acceptationi, confirmationi & promiſſioni paternis, regalis acceptationis, confirmationis & promiſſionis noſtræ robur dignaremur adjicere de gratia ſpeciali. Quamvis igitur præmiſſa acceptatio, confirmatio atque promiſſio paternæ acceptantis, confirmantis & promittentis autoritatis ſint validæ, tamen ut à paternis in his veſtigia noſtra non devient dictique fideles de novæ regalis benignitatis noſtræ prompta ſinceritate deguſtent quod utique ipſorum grata plurimum, utiliaque fidelitatis & devotionis obſequia meruerint ab hactenùs & continuè promerentur, hujuſmodi ſupplicationibus inclinati prædictas acceptationem, confirmationem & promiſſionem paternas rectas, placidas gerentes, & gratas, illis abundantioris cautelæ ſuffragio robur acceptationis noſtræ, confirmationis & promiſſionis expreſsè de certâ noſtrâ ſcientiâ & ſpeciali gratiâ tenore præſentium adjicimus gratioſe, ... & litterarum

tarum harum ſerie declaramus, volumus & jubemus expreſſius quod quidquid contra præſcripta vel eorum aliquid deinceps fieri præſumi vel attentari contigerit, de quo conſtet judici vel judicibus qui juxta tenorem præſcriptarum conventionum fuerint competentes per judicem vel judices ipſos, irritum, caſſum, vacuum & inane penitùs declaratur, fidelitate noſtrâ, noſtris aliis & cujuſlibet alterius juribus ſemper ſalvis : in cujus rei teſtimonium, præſentes litteras fieri & pendente majeſtatis noſtræ ſigillo juſſimus communiri. Datum Maſſiliæ per manus magiſtri Mathæi Filmarum de Nea utriuſque juris profeſſoris, locum tenentis protonotarii regni Siciliæ abſentis dilecti conſiliarii familiaris & fidelis noſtri, anno Domini milleſimo trecenteſimo decimo, die decimo januarii octavæ indictionis, regnorum noſtrorum anno primo.

Extractum à regiis provinciæ Archivis, & debitè collationatum per me ſecretarium rationalem & archivarium regium prædictarum archivarum ſubſignatum. *Signé* BOISSON.

N.° 19.

Contrat de mariage de Charles, duc de Calabre, avec Marie de Valois. 1324.

1324. ROBERTUS Dei gratiâ rex Jeruſalem & Siciliæ, ducatus Apuliæ & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comes, tenore præſentium notum facimus univerſis quod præſentatum fuit nobis noviter quoddam publicum inſtrumentum continens dotis promiſſionem, conventiones, pacta, obligationes & conſtitutiones dotarii terriare, ſeu donationes propter nuptias & aſſizias factas & initas inter dilectos conſiliarios, familiares & fideles noſtros Ricardum de Gambateſa, & Licorium Bucca-frugum de Neapoli milites ad ea procuratores & nuncios ſpeciales Caroli primogeniti noſtri cariſſimi Calabriæ ducis, noſtrique vicarii generalis, prout in eorum procuratione intercluſa in inſtrumento ſubſcripto plenius continetur, & ſpectabilem Domicellam Mariam filiam ſpectabilis & magnifici viri domini Caroli claræ memoriæ ſereniſſimi regis Franciæ, filii comitis Valeſii, Alauſonii, Carnotenſis & Andegavenſis, & eumdem dominum Carolum genitorem ejuſdem Mariæ nul-

lo addito vel mutato tenoris & continentiæ ſubſequentis. In nomine Domini, amen. Anno à nativitate ejuſdem milleſimo trecenteſimo viceſimotertio ſextæ indictionis ſecundum conſuetudinem curiæ Romanæ, die vero quarto *menſis octobris*, pontificatus ſanctiſſimi patris & domini noſtri domini Joannis divinâ providentia papæ viceſimi ſecundi anno octavo : Cum inter illuſtrem principem dominum Carolum ſereniſſimi principis domini Roberti, Dei gratiâ Jeruſalem & Siciliæ regis primogenitum, ducem Calabriæ, mediantibus viris nobilibus dominicis Ricardo de Gambateſa, & Ligorio Bucca-frugi militibus ipſius domini ducis procuratoribus, & nunciis infraſcriptis, & egregiam dominam Mariam filiam illuſtris principis domini Caroli, regis Franciæ filii Valeſii comitis factum & firmatum fuerit matrimonium per verba de præſenti die hodierna ut quodam publico inſtrumento per nos Jacobum & Joannam infra ſcriptos notarios ſcripto plenius continetur; hinc eſt quod in præſentia noſtrûm præfatorum notariorum, & teſtium ſubſcriptorum præfati dominus Carolus, comes Valeſii nomine ſuo & dictæ filiæ ſuæ, & domini Ricardus & Ligoribus procuratores jam dicti virtute & autoritate ſuæ procurationis eis per dictum dominum ducem factæ, cujus tenor eſt inferius inſertus tam ſuper dotario ſeu donatione propter

nuptias ipſi domini Mariæ per dictum dominum ducem Calabriæ aſſignando ſeu aſſignanda, quàm ſuper dote per ipſum dominum Carolum comitem pro maritagio ſeu contemplatione dicti matrimonii danda & ſolvenda dicto domino duci in modum qui ſequitur, convenerunt in ptimis, &c. Et *infrà* petito itaque à nobis pro ipſorum Mariæ & ſpectabilis domini Caroli genitoris ejus parte, ut conventiones, pacta, obligationes & conſtitutiones dotarii terciariæ ſeu donationis propter nuptias & aſſiſias antè dictas ac dotis promiſſionem præſcriptam, prout in præfato inſtrumento publico denotantur, aliaque omnia in inſtrumento ipſo contenta, approbationis & confirmationis noſtræ robore firmaremus, ipſumque dotarium, terciarium ſeu donationem propter nuptias & aſſiſias juxtà modum & formam in inſtrumento præfato contentas, in locis deſignatis in inſtrumento jam dicto de novo promitteremus, faceremus, compleremus, perficeremus pariter cum effectu.

Nos petitionem hujuſmodi patriam utpote noſtris affectibus acceptantes prædicta omnia & ſingula, prout in præſcripto inſtrumento ſunt diſtinctè & particulariter annotata ratagerentes, & grata, aſſentimus illis de noſtra certa ſcientia tenore præſentium ipſaque harum ſeriè confirmamus, rarificamus ac etiam approbamus, conſtituentes, aſſerentes,

dantes & concedentes de novo nihilominus prædictæ Mariæ præſenti recipienti & ſolemniter ſtipulanti jam dictum dotarium, terriariam donationem propter nuptias & aſſiſias modo & cum forma ac in locis in præfato inſtrumento ſuperius deſignatis, renunciantes expreſsè juris beneficio cujuſcumque præſcriptis ſeu eorum alteri modo aliquo forſitan obſiſtente lege, conſtitutione ſeu conſuetudine, ſi qua præmiſſa ſeu eorum alieni fortaſſis obſiſtet quam in hac parte de ipſa noſtra certa ſcientia tollimus, ipſiuſque vigorem viribus & efficacia totaliter vacuamus quomodolibet nonobſtante; in cujus rei teſtimonium præſentes noſtras triplicaras litteras, exindè fieri & pendente majeſtatis noſtræ ſigillo juſſimus communiri. Datum Avinione per manus Joannis de Lauda de Capua militis juris civilis profeſſoris magnæ noſtræ curiæ magiſtri rationalis, locumtenentis protonotarii regni Siciliæ, dilecti conſiliarii familiatis & fidelis noſtri anno Domini milleſimo trecenteſimo viceſimo-quarto, die 22 januarii ſeptimæ indictionis, regnorum noſtrorum anno decimo-quinto, regiſtrata in camera & penes prothonotarii, & ſigillata ſigillo ſuo Rubey, &c.

Extractum ab originali inſtrumento conſervato in turri theſauri domini noſtri regis in comitatu ſuo Provinciæ & Forcalquerii, & cum eodem debitè collationatam per me ſecretarium rationalem &,

archivarium regium ſubſignatum, ex ordinatione magnificorum dominorum cameræ computorum dicti domini noſtri regis. Boisson.

N.° 20.

Bulle par laquelle le pape Clément VI abroge le conſeil de régence établi par le roi Robert, quant à l'adminiſtration du royaume de Naples. 1343.

1343. Clemens epiſcopus ſervus ſervorum Dei, &c. ad perpetuam rei memoriam. Ex ore ſedentis in apoſtolicæ ſolio dignitatis debet ad inſtar illius, cujus vices gerit in terris, gladius procedere bis acutus, ut æquo libramine cuncta ad examen ipſius deducta prudenter appendens, jus ſuum cuique tribuat, & in juſtitia nulli parcat: quem tunc bene agere nos cognoſcimus, cum tam noſtris quam ſubditorum, non declinando ad dextram vel ſiniſtram, invigilamus remediis, futuris occurrimus periculis, ac injuſte & improvide attentata, quæ partus forſitan ſe deteriores haberent, ſi ipſorum inefficacia in publicum precone juſtitia non prodiret, juſti cenſura judicii reformamus: tuncque, cum majora timentur providere diſpendia, promp-

tiori & uberiori cautela ſine perſonarum acceptione proviſionis noſtræ remedio ſubvenimus. Sanè ad apoſtolatus noſtri notitiam pridem deducto, quod claræ memoriæ Robertus rex Siciliæ, in ultimo teſtamento ſuo inter cætera ordinaverat & mandaverat, quod venerabilis frater noſter Philippus epiſcopus Cavalicenſis, & chariſſima in Chriſto filia noſtra Sancia regina Siciliæ illuſtris, ac dilecti filii nobiles viri Philippus de Sanguineto Altifluminis, Gaufridus de Marſano Squalacii comites, ac Carolus Artus eſſent & eſſe deberent gubernatores, diſpenſatores, rectores & adminiſtratores, vel quocumque alio modo & nomine melius poterant de jure cenſeri, chariſſimæ in Chriſto filiæ noſtræ Joannæ reginæ Siciliæ illuſtris neptis ſuæ ex unico filio primogenita, eidem regi in regno Siciliæ & terris citra Pharum uſque ad confinia terrarum eccleſiæ (excepta civitate Beneventana cum ejus territorio, ad Romanam eccleſiam pertinente) juxta conventiones inter ipſam Romanam eccleſiam & claræ memoriæ Carolum primum regem Siciliæ, ipſius Roberti avum initas, ſuccedentis; volens & mandans, quod præfata Joanna, donec compleviſſet viceſimum-quintum annum, nihil deberet vel poſſet quomodocumque & qualitercumque agere, ſeu facere in judicio vel extra judicium, contrahendo, dando, vel alienando, ſeu alias quemcumque actum.

legitimum faciendo ſine expreſſa conſcientia & aſſenſu principaliter dictæ Sanciæ & aliorum prædictorum, quos gubernatores, diſpenſatores, rectores & adminiſtratores dictorum reginæ & regni ſtatuebat; & quod, ſi ante lapſum prædicti temporis dicta Joanna ſecus forte faceret, quod non credebat, nec intendebat ipſe rex, ut dicebat, ipſo jure eſſe nullum, & prorſus vacuum & inane, quam ordinationem, & voluntatem dicta Joanna ſe inviolabiliter promiſerat ſervaturam. Intellecto quoque, quod epiſcopus, Sancia & alii ſupradicti, poſt mortem dicti regis, virtute ordinationis prædictæ multa geſſerant & adminiſtraverant, gerebant & adminiſtrabant, & dictæ Joannæ gubernanti & gerenti in contractibus, judiciis & aliis diverſis agendis, auctoritatem & conſenſum præſtiterant & præſtabant; ipſa enim Joanna interdum cum prædictorum, vel aliquorum ex ipſis auctoritate & aſſenſu, & interdum per ſe, ipſorum vel aliquorum ex eis non interveniente conſenſu gerebat, diſponebat & adminiſtrabat in regno & terris prædictis, donando, inveſtiendo, feuda, dignitates, adminiſtrationes & officia perpetua & temporalia concedendo, & aliter contrahendo, & alios actus judicialiter & extrajudicialiter exercendo; nos conſiderantes quod dicta regina Joanna adhuc eſt talis ætatis, quod ipſa ad adminiſtrationem regni & terrarum

prædictorum propter defectum ætatis hujuſmodi minus idonea exiſtit ; & quod proprerea ad nos, qui ejuſdem Joannæ immediati ſuperiores exiſtimus, & totius regni & terrarum prædictorum directum & altum dominium obtinemus, cura, adminiſtratio, defenſio, gubernatio & bailia regni & terrarum prædictorum regenda per nos, vel alium, ſeu alios idoneos, quos adhuc duxerimus depurandos, ſic plene & in ſolidum de jure, & diverſorum prædeceſſorum noſtrorum Romanorum pontificum obſervantia pacifica iſtis dignoſcitur temporibus pertinere, quod nec prædictus rex, gubernatores, rectores & adminiſtratores hujuſmodi pro tempore, quo gubernatio, adminiſtratio & bailia hujuſmodi ad nos, ut præmittimur, pertinet, dictis Joannæ & regno nullo modo poterat deputare ; & proprerea prædictis epiſcopus, Sancia, Philippus, Gaufridus & Carolus, tanquam dati & deputati adminiſtratores & gubernatores ab illo, cui jus dandi ſaltem pro prædicto tempore minime competebat adminiſtrare, gubernare & regere, ſeu prædictæ Joannæ in agendis auctoritatem, conſenſum ſeu aſſenſum prætextu vel virtute ordinationis prædicti regis præſtare nullatenus potuerunt, nec dicta Joanna cum auctoritate ſeu conſenſu ipſorum, nec etiam per ſe ipſam ſine illis hujuſmodi tempore de diſpoſitione & gubernatione regni &

terrarum prædictorum vendendo, dando, feuda, dignitates & officia perpetua vel temporalia concedendo, inveſtituras faciendo, ſeu quoſvis alios actus legitimos in judiciis vel extrajudicialibus exercendo, ſe poterant intromittere quoquo modo; ſicque ex geſtis per eam cum dictorum epiſcopi, Sanciæ, & aliorum vel aliquorum ex eis auctoritate, ſeu conſenſu, vel per ſe ipſam, eorum non interveniente conſenſu, ſeu per ipſos epiſcopum, Sanciam, & alios ſupradictos, qui nullum habuerunt nec habent diſpenſationis, gubernationis hujuſmodi poteſtatem, decipiuntur ſubditi & alii cum dicta Joanna, ſeu cum epiſcopo, Sancia & aliis ſæpe fatis, vel eorum auctoritate vel aſſenſu contrahentes, ſeu quævis alia negotia exercentes, & officia, dignitates adminiſtrationes, inveſtituras & quæcumque alia ipſis intervenientibus obtinentes, cum ex adminiſtratione, geſtione & gubernatione talium, umbra quædam ſolum oſtendatur in opere, nulla autem ſubſit realis veritas in effectu; ac volentes, ſicut tenemur, damnis & periculis, quibus regni & terrarum prædictorum incolæ, noſtri quidem & eccleſiæ Romanæ homines principaliter & vaſalli, ſubjici propterea poſſint occurrere, ac indemnitati prædictæ Romanæ eccleſiæ, cui ex prædictis magnum niſi ſic præſumptis obviaretur conatibus, præjudicium pararetur; quantum cum

Deo poſſumus, providere deliberavimus cum fratribus noſtris tam periculoſo errori, ne eum approbare tacite videamur, reſiſtere & male inchoatis occurrere, ne tractu temporis invaleſcant per tolerantiam, & eiſdem vires diſſimulatio ſubminiſtret.

Ideoque de eorumdem fratrum conſilio præſentis ſanctionis oraculo decrevimus, & ex certa ſcientia declaramus, prædictum regem non debuiſſe nec potuiſſe, prænominatos ep.ſcopum, Sanciam & alios gubernatores, diſpenſatores, rectores & adminiſtratores dictorum Joannæ reginæ & regni pro iſtis ſaltem temporibus, quibus gubernatio, bailia & adminiſtratio ad nos, ut præmittitur, pertinet, ſicut nec quoſvis alios dare, ordinare, vel quomodolibet deputare; nec ipſos, epiſcopum, Sanciam & alios debuiſſe, nec potuiſſe ex ordinatione ipſius regis adminiſtrationem & gubernationem ipſorum Joannæ & regni recipere, vel ad ipſam adminiſtrationem & gubernationem ſive per ſe ipſos, ſive dictæ Joannæ auctoritatem, conſenſum, vel aſſenſum in judicio vel extra judicium, ſeu alias qualitercumque præſtando, ſe ingerere; vel ipſi adminiſtrationi directè vel indirectè virtute ordinationis prædictæ quomodolibet immiſcere, nec dictam Joannam cum auctoritate ſeu conſenſu ipſorum: neque etiam per ſe ipſam prædictorum non interveniente conſenſu, de gubernatione &

adminiſtratione prædictorum regni & terrarum intromittere aliquo modo iſtis temporibus, ut præmittitur, potuiſſe nec poſſe.

Declaramus inſuper omnia geſta, acta & adminiſtrata qualitercumque virtute ordinationis hujuſmodi prænominatos epiſcopum, Sanciam & alios communiter vel diviſim; & per præfatam Joannam cum auctoritate & aſſenſu ipſorum, vel aliquorum ex eis, ſeu ſine ipſorum auctoritate vel conſenſu, ſive ſint venditiones, donationes, feudorum, officiorum & dignitatum perpetuorum vel temporalium conceſſiones, inveſtituræ ſeu quævis alia judicialia & extrajudicialia quocumque nomine appellentur, caſſa omnino eſſe & irrita, nullumque debuiſſe nec debere ſortiri effectum, nec alicujus exiſtere firmitatis.

Et nihilominus hujuſmodi acta, geſta, diſpoſita & adminiſtrata, ut præmittitur, per prædictam Joannam quoquomodo, ſemper alios ſupradictos vel ipſorum vel aliquorum ex ipſis auctoritate, conſenſu ſeu aſſenſu, quatenus proceſſerunt de facto, & quæ pro tempore, quoad nos adminiſtratio, ut præmittitur, pertinebat, per ipſam Joannam, vel prædictos, vel eorum auctoritate vel conſenſu, modo & forma præmiſſis fieri, geri & adminiſtrari contingeret in futurum, non obſtante juramento per ſæpè fatam Joannam præſtito,

caſſamus & irritamus, & caſſa & irrita nunciamus.

Inhibemus quoque præfatis epiſcopo, Joannæ, Sanciæ, Philippo, Gaufrido, & Carolo ſub pœna excommunicationis, quam ipſos & eorum ſingulos non parentes hujuſmodi noſtris prohibitionibus & mandatis, non obſtantibus quibuſcumque privilegiis, incurrere volumus ipſo facto, ne poſt habitam præſentis decreti, declarationis, ordinationis & inhibitionis notitiam, prædicta Joanna durante dicto tempore de diſpoſitione, adminiſtratione & gubernatione dictorum regni & terrarum cum, ſeu ſine auctoritate, vel conſenſu prædictorum epiſcopi, Sanciæ & aliorum; nec etiam ipſi epiſcopus, Sancia & alii ſive per ſe gerendo & adminiſtrando, ſive ipſi Joannæ auctoritatem ſeu conſenſum virtute prædictæ ordinationis ipſius Roberti regis, ut præmittitur, præſtando directè vel indirectè, ſe aliqualiter intromittant, nec ſe adminiſtratores ſeu gubernatores regni ſeu reginæ, vel quovis alio nomine occaſione ordinationis prædicti regis nullatenus verbo vel ſcriptura nominent vel faciant ab aliis nominari.

Cæterum ut incolæ dicti regni, quos in viſceribus gerimus charitatis, vel quivis alii, qui cum dictis epiſcopo, Sancia, Philippo, Gaufrido & Carolo, tanquam cum adminiſtratoribus & gubernatoribus prædictorum regni ſeu reginæ, vel cum

dicta Joanna de auctoritate, conſenſu vel aſſenſu ipſorum communiter vel diviſim, vel eorum non interveniente conſenſu quomodolibet contraxerunt, vel ab ipſa Joanna feuda, inveſtituras, dignitates, officia, ſeu adminiſtrationes aliquas receperunt; vel qui cum ea ſeu prædictis, vel judicibus ſeu officialibus aliis deputatis ab ipſis in judicio vel extra quovis modo aliqua gerere vel agere habuerunt, bonam fidem habentes, ex ignorantia ſe læſos non lugeant ſeu deceptos; nos eiſdem providere paterna pietate volentes, dilecto filio noſtro Aymerico, tituli ſancti Martini in montibus presbytero cardinali apoſtolicæ ſedis legato, per nos in dictis regno & terris adminiſtratore, gubernatore & bajulo deputato committimus per præſentes, quod ea quæ per ſæpefatos epiſcopum, Sanciam & alios, vel per prædictam Joannam, cum etiam vel ſine auctoritate, conſenſu, vel aſſenſu eorum, ſeu aliquorum ex ipſis geſta & adminiſtrata repererit utiliter & alias rite, & non in Romanæ eccleſiæ, ſeu regni prejudicium proceſſiſſe, de patientia toleret vel, prout ſibi videbitur, auctoritate noſtra approbet & confirmet.

Per prædicta autem non intendimus, quin ea, quæ præfati epiſcopus, Sancia, Philippus, Gaufridus & Carolus ab ipſo Roberto executores etiam deputati, tanquam executores & virtute executionis

dumtaxat, ac prout & in quantum executorum poteſtas & miniſterium legitime ſe extendit, geſſerunt & adminiſtraverunt, ſeu eos gerere & adminiſtrare contigerit in futurum, plenam & perfectam ac per præſentem conſtitutionem, & ordinationem in nullo diminutam obtineant roboris firmitatem. Nulli ergo, &c. Datum Avinionis iv. kal. decembris anno ſecundo.

N.° 21.

Clément VI nomme le cardinal Aymeric régent du royaume de Naples, pendant la minorité de la reine Jeanne. 1344.

CLEMENS epiſcopus ſervus ſervorum Dei, dilecto filio Aymerico, tituli ſancti Martini in montibus presbytero cardinali, apoſtolicæ ſedis legato, ſalutem, &c. 1344.

Inter ſolicitudines varias, quas nobis officium injunctæ deſuper apoſtolicæ ſervitutis indicit, ad hoc noſtra vigilat intentio, & libenter dirigimus ſtudia mentis noſtræ, ut per providentiam ſedis apoſtolicæ circumſpectam negotia undique ad eam confluentia ſic & ordinentur & diſponantur mature, quod honoribus & juribus eccleſiæ Romanæ

ſponſæ noſtræ ſuper eis provideatur, utiliter & ſpiritualium ipſius eccleſiæ filiorum commoditatibus conſulatur. Dum ſi quidem mœſtis relatibus ad audientiam noſtri apoſtolatus perducto, claræ memoriæ Robertum regem Siciliæ avum chariſſimæ in Chriſto filiæ noſtræ Joannæ reginæ Siciliæ illuſtris, ſicut illi qui apud omnes reges terræ terribilis aufert ſpiritum principum placuit, ab hac luce ſubtractum ipſaque Joanna nepte ipſius Roberti regis ex unico filio primogenita regi eidem ſuccedente in regno Siciliæ & terris citra Pharum uſque ad confinia terrarum Eccleſiæ Romanæ, exceptâ civitate Beneventana cum ejus territorio ac omnibus diſtrictibus & pertinentiis ſuis, per Romanum pontificem diſtinctis, vel in poſterum diſtinguendis dumtaxat exceptis; quæ Joanna in tali ætate, ſicut adhuc eſſe dignoſcitur conſtituta, quod ad gubernationem & adminiſtrationem regni & terrarum prædictorum propter defectum ætatis hujuſmodi, cujuſquidem ætatis conſuevit eſſe conſilium fragile & infirmum, multiſque captionibus expoſitum, minus idonea exiſtebat; nos qui ipſius Joannæ reginæ ſuperiores immediati exiſtimus, & totius regni ac terrarum prædictorum directum & altum dominium obtinemus, & ad quos cura, dominatio, adminiſtratio & bailia regni & terrarum prædictorum regendæ per nos vel alium, ſeu alios idoneos

per

per ſedem apoſtolicam deputandum, ſeu etiam deputandos plene & in ſolidum de jure, ac diverſorum prædeceſſorum Romanorum pontificum obſervantia pacifica iſtis temporibus pertinebant, prædeceſſorum ipſorum veſtigiis inhærentes, utque paterna benevolentia conſilium capientes pro filiis in ſimilibus caſibus ſalubriter providerunt pro bono ſtatu regni & terrarum prædictorum non parum turbinibus periculoſiſque fluctibus expoſitorum & in multis iniquorum & pacis æmulorum inſidioſis perturbationibus conſtitutorum; ac pro cenſura recti judicii & rectitudine juſtitiæ ibidem ſub rectore debito confovendis, tam pro jure noſtro & ejuſdem Romanæ eccleſiæ conſervando, quam pro ipſius Joannæ reginæ ac regni & terrarum prædictorum utilitate ac indemnitate incolarum regni & terrarum ipſorum, qui noſtri & ejuſdem eccleſiæ ſunt homines principaliter & vaſſalli; & ut noſtro fulti præſidio ſublata malorum formidine à noxiis & ab oppreſſionibus indebitis præſerventur immunes, & deliberatione præhabita diligenti, decrevimus & ordinavimus gubernationem, adminiſtrationem & ballìam dictorum regni & terrarum gubernari & regi debere, ac exercendas eſſe noſtro nomine his temporibus & gerendas; eaſque tibi, de cujus circumſpecta, matura & fideli providentia plene confidimus, per noſtras certi tenoris litteras

providimus de fratrum noſtrorum conſilio committendas: certis adminiſtratoribus per præfatum Robertum regem præfatis Joannæ & regno de facto datis (cum de jure præſertim pro tempore quo ad nos eadem adminiſtratio pertinet, minime potuiſſet) ne de gubernatione & adminiſtratione hujuſmodi pro dicto tempore ſe quomodolibet intromitterent, ſub diverſis pœnis in proceſſibus per nos factis ſuper hoc contentis plenius, & expreſſis diſtrictius nihilominus prohibentes, &c. &c. &c.

Datum Neapoli anno domini 1344, die ultimo menſis auguſti.

N.° 22.

Clément VI confirme au cardinal Aimeric la régence du royaume de Naples. 1345.

1345. CLEMENS, epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, Andreæ, regi Siciliæ illuſtri, benedictionem apoſtolicam.

Multiplicatas devotarum precum & ſupplicationum inſtantias, nobis per chariſſimos in Chriſto filios noſtros Ludovicum, regem Ungariæ, germanum tuum, ac Sanciam & Joannam Siciliæ conjugem,

& Eliſabeth Ungariæ genitricem tuas reginas illuſtres, nonnulloſque venerabiles fratres noſtros archiepiſcopos & epiſcopos, ac dilectos filios nobiles viros barones regni Siciliæ literalibus porrectas ſcriptionibus; & ſubſequenter per ſolemnes nuntios ad noſtram propterea deſtinatos præſentiam, tam in camera quam in conſiſtoriis noſtris propoſitionibus fultas elegantibus, ſolita benignitate ſuſcepimus; inter cætera continentes, quod cùm tu, chariſſime fili, ejuſdem Joannæ reginæ, ad quam regimen regnum prædictum ex ſucceſſione claræ memoriæ Roberti, regis Siciliæ, avi ſui perveniſſe noſcitur, vir exiſtas, ut convenientius, decentius, utilius & honorabilius tuo & ejuſdem reginæ conjugis tuæ, quæ una caro tecum eſt, provideretur ſtatui & tanti conjugii & numeroſæ prolis exinde, ſicut à Domino petimus, procreandæ conſuleretur honori; nos, adhibitis cautelis opportunis & idoneis, te inſignire denominatione regii tituli, necnon ordinare, quod cum eadem regina velut vir ſuus coronari debeas & inungi, de benignitate apoſtolica dignaremur.

Nos igitur eiſdem precibus & ſupplicationibus plene ac patienter auditis, & etiam intellectis diligentius, attendentes quod tu, fili dilectiſſime, de proſapia deſcendiſti domorum regalium, quæ in fide, reverentia & devotione ſanctæ Romanæ

Eccleſiæ abſque deviatione qualibet hactenus continue perſtiterunt ; & ſperantes in Domino, quod tu progenitorum tuorum laudabilibus inhærendo veſtigiis, in eiſdem fide, reverentia & devotione perſiſtens, ergo nos & eandem Eccleſiam te clarum meritorum cumulis exhibebis & gratum; quodque dilecto filio noſtro Aymerico tituli ſancti Martini in Montibus preſbytero cardinali apoſtolicæ ſedis legato, cui adminiſtrationem dicti regni pro tempore, quo ad nos & Eccleſiam memoratam eadem ſpectat adminiſtratio, commiſimus, parebis efficaciter & intendes ; tandem ſuper præmiſſis & aliis, negotium hujuſmodi non parum arduum tangentibus deliberatione cum fratribus noſtris ejuſdem Eccleſiæ cardinalibus præhabita, prout tanti negotii exigebat qualitas provida & matura, die decima-nona menſis januarii, proximo præteriti ſub certis proteſtationibus ac cautelis opportunis & idoneis, in aliis literis noſtris contentis plenius & expreſſis, in noſtro conſiſtorio te hujuſmodi regii tituli denominatione inſignivimus & ordinavimus (ſi poteſtationes & cautelas ipſas admiſeris & compleveris ; tuque ac dicta regina uxor tua legato prædicto ſuper eadem adminiſtratione pro eodem tempore, noſtro & eccleſiæ prædictæ nomine gerenda & exercenda, parueritis ut indubie ſperamus & ſupponimus, cum effectu & non

aliter) tu cum eadem reginâ tanquam vir ejus coronari debeas & inaugi.

Cæterum cum nobis pro parte tua & ejuſdem reginæ fuerit humiliter ſupplicatum, ut alicui perſonæ idoneæ coronationem & inunctionem hujuſmodi faciendas & impendendas in illis partibus committere dignaremur; nos quamvis hæc ardua quamplurimum reputamus, ut tamen multis laboribus viarum diſcriminibus & profluviis expenſarum pareatur, quibus tu & ipſa regina ſubjicereminí, ſi vos venire ad noſtram præſentiam propter hoc oporteret; ſi prædictas proteſtationes & cautelas admiſeris & compleveris, tuque ac eadem regina legato ſuper adminiſtratione prædicta parueritis effectualiter, ut præfertur, eidem legato; per quem coronatio & inunctio prædictæ honorabilius fieri poterunt, intendimus opportunam ſuper ſis concedere poteſtatem, &c. Datum Avinion. IV. non febr. anno III.

N.° 23.

Lettre qui prouve combien pouvoit valoir le florin d'or de Florence du temps de la reine Jeanne. 1364.

1364. IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno incarnationis ejuſdem Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo quarto, die ultimo januarii tertiæ indictionis, ex tenore hujus præſentis inſtrumenti publici pareat univerſis & ſingulis tam præſentibus, quam futuris, quod cum curia regalis comitatuum Provinciæ & Forealquerii inclitæ dominæ noſtræ dominæ Joannæ Dei gratiâ reginæ Jeruſalem, & Siciliæ ducatus Apuliæ, & principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis comitiſſæ propter guerrarum dicrimina quæ à diverſis ſocietatibus gentium armorum diſcurrentium per regnum Franciæ & alias partes in maximis quantitatibus introducti; in dictis comitatibus de proximo veri-ſimiliter formidentur & immineant probabilitet de præſenti, nec non ad obviandum peticulis, & hinc eſt quod præfatus dominus Fulco de Agoulto, ſeneſcallus ut procurator & nomine procuratoris dictæ dominæ noſtræ reginæ comitiſſæ & dominæ natutalis comitatuum prædictorum,

habens ad hoc ſpeciale mandatum, & plenam poteſtatem, ut plenè conſtat per litteras autenticas ſupra dictas, non vi, meru, dolo vel fraude, vel aliqua machinatione, ſubtilitate vel ingenio inductus, ſeu ſeductus, deceptus, circumventus aut aliter ſubornatus, ſed ſponte & de certa ſua ſcientia, proprio motu vendidit, tradidit cum matura deliberatione, conſiliis conceſſit nomine & pro parte dictæ dominæ noſtræ reginæ ſeu ejus curiæ Provinciæ & per eam ſeu ejus hæredes ac ſucceſſores quoſcumque autoritate ſui ſeneſcalli quod nunc gerit, officii & dictarum infraſcriptarum litterarum reginalium ac poteſtatis eidem attributæ omni eo modo & forma, via, ratione, conditione & cauſa atque jure, & juribus quibus melius potuit, ad utilitatem infraſcripti emptoris jure proprio in perpetuum, magnifico viro Girando de Villa nova domino civitatis Venes præſenti, ſtipulanti & recipienti & ementi nomine ſuo proprio hæredum & ſucceſſorum ſuorum juris vel facti, marium & fœminarum & quorumcumque, ſcilicet merum imperium quod curia ipſa habet in civitate Venecæ ſcilicet in hominibus bonis domini epiſcopi dictæ civitatis, & in caſtris de Torenquo & de Grauleriis diocæſis Vencien. & de reveſto & rerritoriis & diſtrictibus eorumdem nonobſtante venditione olim facta de ipſo mero imperio & certis aliis bonis ſuper certis aliis caſtris,

juribus atque rebus dicto domino epiſcopo Veneri. quam dictus dominus ſeneſcallus expreſſius revocavit ex cauſis præmiſſis, & tanquam factum à venditore non habente ad id legitimam poteſtatem ex toto reſcidit & irritavit, ſicut conſtat plenè de hoc quodam publico inſtrumento facto manu mei Andreæ dè Priviaco, notarii ſui ſubſcripti ſub anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo quarto penultimâ die menſis januarii 3. indictionis; exceptis & reſervatis dictæ cutiæ reginali appellationibus, cavalcatis, homagiis & recognitione ac ſacramento fidelitatis dicti emptoris & in caſibus conſuetis & aliis quæ dictæ curiæ reginali debentur ratione majoris domini & per alios nobiles Provinciæ eſt fieri uſitatum in aliis villis, terris & locis in quibus barones & alii nobiles dictorum cómitatuum habent merum & mixtum imperium, ac omni modo juriſdictionem; ad habendum, tenendum & poſſidendum, & quidquid dicto emptoris ſuiſque hæredibus & ſucceſſoribus in locis & territoriis, juribus & bonis prædictis deinceps placuerit perpetuò faciendum, cum pleno jure exigendi & recipienti à dictis hominibus & vaſſalis ſeu feudatariis hommagium & fidelitatem de dicto jure dictam juriſdictionem meri imperii exercendi judices, Bajulos, ſervientes, notarios & quoſcumque officiales alios ibi conſtituendi & creandi, & conſtitutos revocandi & deponendi

palam, catænam & furcas ſeu patibulum ſemel & pluries, & toties quoties voluerit erigendi, deſtruendi, reficiendi ſeu de novo faciendi pro juſtitiis exequendis ſeu faciendis in eis, & cum omnibus & ſingulis ad ipſam curiam ſpectantibus dicti meri imperii ratione quæ infrà confines terrarum & territorium ipſorum ſi qui ſunt, quomodolibet contineantur & intelligantur ac contineri & comprehendi poſſunt de conſuetudine & de jure, acceſſibus quoque & egreſſibus uſquè in vias publicas & cum omnibus & ſingulis quæ habent infrà ſe, vel ſupra, ſeu intra ſe & integrum continentes ad dictum merum imperium, tantum cum jure, & actione uſu, ſeu requiſitione dictæ dominæ noſtræ reginæ ex eis vel pro eis rebus aut ipſis juribus ac ex quolibet eorum modo aliquo pertinere, ſalvis tamen dictæ curiæ & retentis juribus ſuperius expreſſis; ità quidem quod per retentionem hujuſmodi non diminuatur dicto emptori aut hæredibus & ſucceſſoribus ſuis prædictis aliquid de illo jure quod in prædictis civitate, caſtris ac territoriis ac mero imperio ſuprà vendito habebat, & tenebat aut venditionem præſentem præfatæ curiæ reginalis, ſeu dictus dominus epiſcopus dicti meri imperii ratione tantummodo; ſed totum illud jus ſeu tale quodcumque & qualecumque fuerit habeant & habere debeant ipſe emptor & ſui abſque diminutione quacumque cum

juribus ſuperius expreſſis in quantum ad dictum merum imperium tantummodo ſpectant & ad dictam curiam reginalem poſſunt modo aliquo pro eodem mero imperio pertinere, prædiſtinctis tamen rationibus, juribus ſuperioribus & retentionibus ſupernis declaratis in omnibus ſemper ſalvis : & hoc *pro pretio mille & ſexcentorum Florenorum auri Florentiæ, quorum quilibet pro ſexdecim ſolidis Provencialium computatur.* De quibus quidem mille ſexcentis Florenis dictus dominus ſeneſcallus comitatuum prædictorum Provinciæ, & Forcalquerii noſtræ dictæ curiæ habuit, & manualiter recepit, ſicut publicè dixit & ſponte confeſſus fuit, & actum in civitate Niciæ in domo nobilis Raymundi Marchiſani de dicta civitate teſtibus præſentibus vocatis & rogatis, egregio de Lamicello de Forcalquerii, milite Henrico-Henrici de Graderiis Latilo Latilia, de Corſegolis de Jacobo Juliani de Vencia notario, & me Andræa de Privaco de aquis notario publico, & ego verò Raymundus Paſcalis de Siſturico publicus in comitatibus Provinciæ & Forcalquerii regia & reginali autoritatibus notarius conſtitutus electus ad id per magiſtrum Andræam de Privaco, antè dictum curiæ dicti domini ſeneſcalli notarium publicum juxtà poteſtatem, & licentiam conceſſas eidem per præſentem dominum ſeneſcallum de faciendo extrahi inſtrumenta, ſua

ſumpta & ſumenda per unum notarium publicum ſive plures per eum, eligendos prout mihi de dicta conceſſione conſtitit evidenter per quaſdam præſentes litteras ipſius domini ſeneſcalli ſigillo magno dictorum comitatuum ſigillatus. Datum Arelati per virum nobilem dominum Gulterium de Ulmeto, in eiſdem comitatibus reginalem procuratorem & advocatum vicegerentem, majoris judicis comitatuum prædictorum, anno Domini milleſimo trecenteſimo ſexageſimo-quinto die decima-quinta februarii.

N.° 24.

Extrait de l'hommage prêté par Charles de Duras, roi de Naples, au pape Urbain VI, en 1381.

PROMITTO etiam, me & meos in eodem regno Siciliæ hæredes obligans, quòd in dicta civitate, & ejus territorio ac pertinentiis ſuis, quæ Romanæ remanebunt eccleſiæ, vel in urbe, ſeu in campania vel maritima, ſeu in ducatu Spoletano, aut marchia Anconitana, vel in patrimonio B. Petri, in Tuſcia, aut in civitatibus Peruſina, civitatis Caſtelli, Bononienſi, Ferrarienſi, *Avenionenſi & comitatu Venayſienſi*, ſeu in aliis quibuſcumque terris, aut 1381.

domaniis ſeu feudis ipſius eccleſiæ, ubilibet conſtitutis, ex ſucceſſione, vel legato aut venditione, ſive donatione, aut alio quocumque jure vel titulo, ſeu contractu nihil unquam, tam ego quam hæredes mei in dicto regno, acquiremus vel vendicabimus, ſeu poterimus acquirere, vel quomodolibet vendicare, & nihil unquam recipiemus, vel habebimus, vel retinebimus, ſeu poterimus recipere, habere vel etiam retinere, ac nullam poteſtariam, capitaniam vel rectoriam, nullumque alium honorem, nullam dignitatem, ſeu poteſtatem ſenatoriam, vel quamcumque aliam adminiſtrationem, vel commendam, nec quodcumque aliud officium recipiemus, ſeu recipere potetimus, habebimus ſeu retinebimus, vel habere ſeu retinere poterimus in eiſdem : *hæc autem intelligo de illis hæredibus meis, qui mihi in eodem regno Siciliæ ſuccedent* Nolo enim, quod delictum aliorum hæredum, qui ſuccedent mihi in comitatibus & aliis terris meis, in pœnam hæredis, qui eſt mihi ſucceſſurus in regno, aliquatenus extendatur. Ne verò hujuſmodi alii hæredes mei contra ea, quæ in iſto continentur articulo, aliquo forſitan tempore, venire præſumant, acquirendo vel vendicando, aut recipiendo vel habendo, ſeu retinendo ſibi aliquod in terris, in articulo iſto expreſſis ſeu comprehenſis, vel recipiendo, habendo, ſeu reti-

nendo in terris eiſdem poteſtariam ſeu capitaniam vel rectoriam, vel aliquod aliud de his, quæ in articulo continentur eodem, promitto, tam me quàm ipſos hæredes meos obligans, quod nullus etiam hujuſmodi aliorum hæredum meorum, ullo unquam tempore, ſibi quicquam in eiſdem tertis acquiret, ſeu vindicabit, recipiet vel habebit, vel etiam retinebit, aut poteſtariam, ſeu capitaniam, vel rectoriam, vel aliquod aliud ex iis, quæ, ut prodictum eſt, in eodem articulo plenius exprimuntur, nec alicui eorum recipere, habere vel retinere licebit. Quicumque autem ipſorum ſecus præſumpſerit, eo ipſo excommunicatus exiſtat, nec ipſe, nec ejus poſteri in perpetuum poſſint in eodem regno ſuccedere, ſi eis in caſu aliquo hujuſmodi deciſio deferretur, ſed ab illo repellatur omnino & nihilominus ille, qui tum ejuſdem regni gubernaculis præſidebit, Romano pontifici contra eum patenter aſſiſtere teneatur.

Si verò ego, vel aliqui mei in regno ipſo hæredes, prædictam civitatem Beneventanam, territorium vel pertinentias ejus, quæ remanebunt, vel aliquam partem eorum, aut Campaniam, vel maritimam, ſeu urbem, vel ducatum Spoletanum, aut Marchiam Anconitanam, ſeu patrimonium B. Petri in Tuſcia, aut Perufinam, civitatem Caſtelli, Bononienſem, Ferrarienſem, & Avenionenſem civitates; & comi-

tatum Venayſinum, ſeu alias quaſcumque terras Romanæ eccleſiæ, ubilicet conſtitutas, vel aliquam ipſarum partem, occupaverimus vel occupari fecerimus, aut ſuper iis offenderimus, vel moleſtaverimus etiam, ſeu fecerimus moleſtari, & poſtquàm ſuper hoc à Romano pontifice moniti & requiſiti fuerimus, vel ſi commodè moneri aut requiri nequiverimus, juxtà ipſius Romani pontificis aſſertionem vel dictum, poſtquàm de hoc ipſe publice & ſolemniter me, vel hæredes ipſos monuerit, infra tres menſes non reſtituteremus integrè omnia occupata, eo ipſo ab eorumdem regno Siciliæ & terra, jure ea damus totaliter, ipſaque regnum & terram prorſus amittamus, & ad Romanam eccleſiam liberè devolvantur. Quod ſi etiam reſtituterimus occupata, nihilominus ad plenum de univerſis injuriis & damnis illatis, ad mandatum ejuſdem Romani pontificis, ſatisfacere teneamur.

N.° 25.

Extrait de l'acte d'hommage prêté par le roi Louis XII, au pape Alexandre VII, pour le royaume de Naples. 1501.

Ipsi autem reges & regina, ac dicti ſui in eiſdem regno & ducatibus hæredes in dicta civitate & ejus territorio ac pertinentiis ſuis, quæ Romanæ eccleſiæ remanebunt, vel in urbe ſeu campania, vel maritima, ſeu ducatu Spoletano, aut marchia Anconitana, vel in patrimonio B. Petri, in Tuſcia, in civitatibus Peruſina, civitate Caſtelli, Benonienſi, Ferrarienſi, *Avinionenſi*, & *comitatu Venayſino*, ſeu in aliis quibuſcumque dominiis ſive feudis ipſius eccleſiæ ubilibet conſtitutis *ex ſucceſſione vel legato, aut donatione* vel venditione, *aut alio quocumque jure ſive titulo ſeu contractu nihil unquam eis acquirent vel vendicabunt, ſeu poterunt acquirere, vel quomodolibet vendicare*, & nihil unquam recipient vel habebunt aut retinebunt, ſeu poterunt recipere vel etiam retinere, aut nullam poteſtariam, capitaniam vel rectoriam, nullumque alium honorem, nullam dignitatem ſeu poteſtatem ſenatoriam, vel quamcumque aliam adminiſtratio- 1501.

nem, ſeu commendam, nec quodcumque aliud officium recipient ſeu recipere poterunt in eiſdem. Hoc autem intelligimus de illis hæredibus ipſorum regum & reginæ, ac ſuorum in dictis regno & comitatibus & ducatibus hæredum, qui in eiſdem regno & ducatibus ſuccedent; nolumus enim quod del ctum aliorum hæredum qui ſuccederent ipſis regibus & reginæ, vel illis in civitatibus & aliis terris eorum, in pœnam hæredis qui eſt eiſdem regibus & reginæ vel hæredibus ſucceſſurus in regno & ducatibus præfatis, aliquatenus extendatur. Ne vero hujuſmodi alii hæredes ipſorum regum & reginæ, vel hæredum ſuorum contra ea, quæ in iſto continentur articulo; aliquo forſan tempore venire præſumant, acquirendo vel vendicando, aut recipiendo vel habendo ſeu retinendo ſibi aliquid in terris in articulo ipſo expreſſis ſeu comprehenſis, vel recipiendo, habendo, vel retinendo in terris eiſdem poteſtariam, capitaniam vel rectoriam, vel aliquid aliud de iis quæ in articulo continentur eodem, ſic ſuper iis duximus providendum, ut videlicet nulli etiam hujuſmodi aliorum hæredum dictorum regum & reginæ, vel ipſorum nullo unquam tempore liceat, ſibi quid quam in eis terris acquirere, ſeu vendicare, percipere, habere, vel etiam retinere poteſtariam, capitaniam vel rectoriam, vel aliquid aliud in iis, quæ,

prout

prout dictum eſt, in eodem plenius continentur. Quicumque autem ipſorum ſecus præſumpſerit, eo ipſo excommunicatus exiſtat, nec ipſe nec ejus poſteri in perpetuum poſſint in eiſdem regno & ducatibus ſuccedere, ſi aliquo caſu hujuſmodi ſucceſſio deferatur, ſed ab illa repellatur omnino; & nihilominus ille, qui tunc eorumdem regni vel ducatuum gubernaculo præſidebit, Romano Pontifici potenter aſſiſtere teneatur. Si verò dictorum regum & reginæ in ipſis regno & ducatibus hæredes prædictam civitatem Beneventanam, territorium & pertinentias ejus, quæ remanebunt eccleſiæ, vel aliquam partem eorum, aut Campaniam ſeu maritimam, vel urbem, vel ducatum Spoletanum, aut Marchiam Anconitanam, ſeu patrimonium beati Petri in Tuſcia, aut civitates Peruſinam, civitatem Caſtelli, Bononienſem, Ferrarienſem, vel Avinionenſem, aut comitatus Venayſini, vel alias quaſcumque terras Romanæ eccleſiæ ubilibet conſtitutas, vel ipſarum aliquam partem occupaverint, ſeu occupari fecerint, ſeu ſuper iis offenderint, vel moleſtaverint eccleſiam, ſeu fecerint moleſtari, etiam poſtquam deſuper à Romano pontifice moniti & requiſiti fuerint, vel ſi commodè moneri, aut requiri nequiverint, juxtà ipſius Romani pontificis aſſertionem vel dictum, poſtquam ad hoc publice & ſolemniter ipſos reges & reginam, vel

dictos hæredes monuerint, infra tres menſes non reſtituerint inregrè omnia occupata, eo ipſo ab ipſorum regni & ducatuum jure cadant totaliter, ipſaque regnum & ducatus prorſus amittant, & ad Romanam eccleſiam liberè devolvantur; quod ſi etiam reſtituerint occupata, nihilominus ad plenum de univerſis injuriis & damnatis illatis, ad mandatum ejuſdem Romani pontificis, ſatisfacere teneantur; alii quoque hæredes dictorum regum & reginæ, videlicet qui eis non ſuccedent in regno & ducatibus prædictis, occupare vel occupari facere ſuper illis eamdem eccleſiam non attentent; illi verò qui ſecus fecerint, præmiſſas pœnas incurrant, ut videlicet eo ipſo ſint excommunicati, & tàm ipſi quàm eorum poſteritas in perpetuum ad ſucceſſionem regni & ducatuum prædictorum, ſi in aliquo caſu fortè eadem ſucceſſio devolveretur ad illos, nullatenus admittantur: & rex Neapolis, vel dux Calabriæ & Apuliæ, qui tunc erit, teneatur aſſiſtere Romano pontifici contrà ipſos, ut ſuperiùs eſt expreſſum.

TABLE
DES PIECES JUSTIFICATIVES
de la Défenſe des Recherches, &c.

N.° 1. *INVESTITURE donnée par l'empereur Fréderic I au comte de Forcalquier,* page 1 — 1164.

N.° 2. *Accord fait entre G. comte de Forcalquier & R. comte de Toulouſe, ſe quittant de tous droits qu'ils pouvoient prétendre l'un ſur l'autre.* 4 — 1195.

N.° 3. *Acte des engagemens contractés par les citoyens d'Avignon, relativement au comte de Toulouſe, leur ſeigneur par indivis.* 9 — 1210.

N.° 4. *Sentence arbitrale ſur le partage des terres & des places du comté de Forcalquier, entre Raimond Berenguier, comte de Provence, & Guillaume de Sabran, comte de Forcalquier.* 12 — 1220.

N.° 5. *Capitulation de la ville d'Avignon, dictée par le roi Louis IX, de concert avec le légat du S. Siege.* 19 — 1226.

N.° 6. *Lettres d'inveſtiture de l'empereur Fréderic II, en faveur de Raimond Berenger, comte de Provence.* 26

1230. N.° 7. *Excuſes faites par le pape Grégoire IX au roi S. Louis, à la reine ſa mere, & au comte Raimond de Toulouſe, de ce qu'il ne lui pouvoit encore faire reſtitution de la comté de Venaiſſin.* 7

1233. N.° 8. *Excuſes du pape Grégoire IX envers le comte Raimond de Toulouſe, ſur la reſtitution de la comté de Venaiſſin.* 32

1233. N.° 9. *Défenſe faite par l'empereur Fréderic II au comte de Toulouſe, d'aliéner les terres du Comtat.* 33

1235. N.° 10. *L'empereur Fréderic II inveſtit le comte de Toulouſe de la terre Vénaiſſine.* 34

1235. N.° 11. *Fréderic II donne & tranſmet les vaſſaux qu'il a au comté Venaiſſin, à Raimond, comte de Toulouſe.* 36

1235. N.° 12. *L'empereur Fréderic II commande à ſes vaſſaux du comté Venaiſſin d'obeir au comte de Toulouſe.* 38

1237. N.° 13. *Raimond comte de Toulouſe, fait des actions de ſouveraineté au comté Venaiſſin.* 39

1239. N.° 14. *Promeſſe de R. Berenger, comte & marquis de Provence & de Forcalquier, de ſervir le pape avec nombre de gens de guerre, quand il aura compoſé le différend qu'il avoit avec le*

comte de Toulouſe pour les terres qu'il poſſédoit, ſavoir, Marſeille & le Venaiſſin. 41

N.° 15. *Réponſe faite au nom du roi Philippe-le-Bel, à la bulle du pape Boniface VIII.* 1296. 43

N.° 16. *Contrat de mariage entre Rodolphe duc d'Autriche, & Blanche de France.* 1299. 50

N.° 17. *Lettre envoyée par les Barons du royaume de France au college des cardinaux, quand le roi appela contre Boniface, pape.* 1302. 54

N.° 18. *Lettre de Charles II, comte de Provence & de Forcalquier, renouvellant & ratifiant les conventions de l'an 1251 avec ceux d'Avignon, & enſuite Robert ſon fils confirme ladite ratification de ſon pere.* 1310. 62

N.° 19. *Contrat de mariage de Charles, duc de Calabre, avec Marie de Valois.* 1324. 66

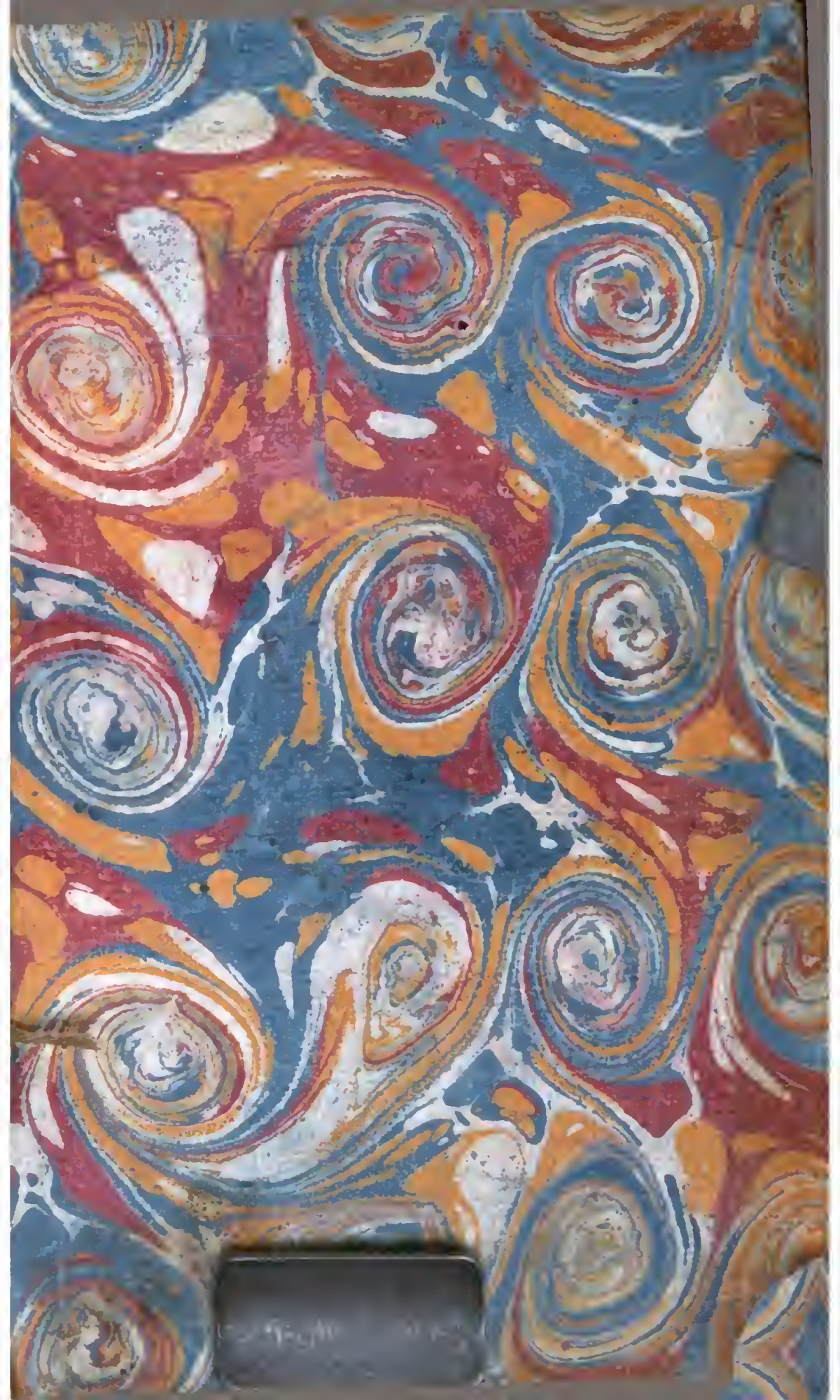
N.° 20. *Bulle par laquelle le pape Clément VI abroge le conſeil de régence établi par le roi Robert, quant à l'adminiſtration du royaume de Naples.* 1343. 70

N.° 21. *Clément VI nomme le cardinal Aymeric regent du royaume de Naples, pendant la minorité de la reine Jeanne.* 1344. 79

N.° 22. *Clément VI confirme au cardinal Aymeric la régence du royaume de Naples.* 1345. 82

1364. N.° 23. *Lettre qui prouve combien pouvoit valoir le florin d'or de Florence du temps de la reine Jeanne.* 86

1381. N.° 24. *Extrait de l'hommage prêté par Charles de Duras, roi de Naples, au pape Urbain VI.* 91.

1501. N.° 25. *Extrait de l'acte d'hommage prêté par le roi Louis XII, au pape Alexandre VII, pour le royaume de Naples.* 95

FIN.